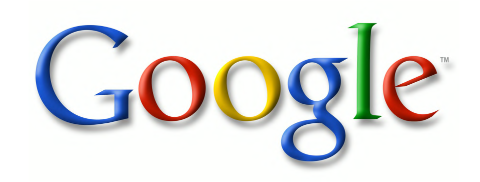
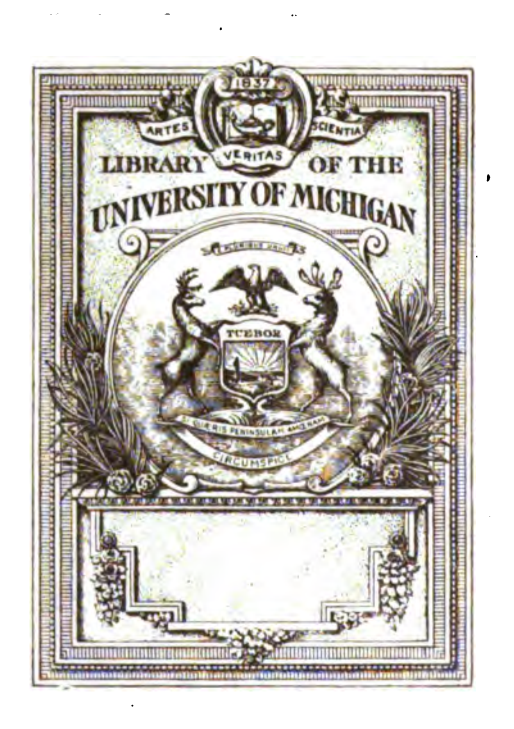
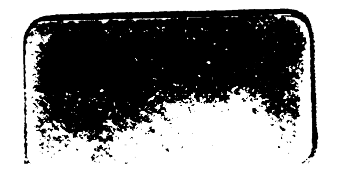



1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



LE PRODUCTEUR.

LE PRODUCTEUR

journal philosophique

DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DES BEAUX-ARTS.

L'âge d'or, qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici dans le passé, est devant nous.

TOME QUATRIÈME. — PREMIER CAHIER.

JUILLET 1826.

BUREAU D'ABONNEMENT,

A PARIS,

A LA GALERIE DE BOSSANGE PÈRE,

RUE DE RICHELIEU, N° 60.

1826.

DE L'IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6.

LE PRODUCTEUR.

CONSIDÉRATIONS SUR LE SYSTÈME DE LAW.

L'HISTOIRE des finances n'existe pas : elle sera un jour une des branches les plus importantes de cette grande histoire des peuples qui est encore à faire, et dont on dirait que la plupart des écrivains ne se doutent pas encore. Alors on apprendra comment la force et la ruse ont établi et maintenu la prédominance sociale des classes oisives sur les classes laborieuses ; comment l'impôt a été successivement obtenu par la violence et le mensonge, et comment l'industrie a lutté continuellement pour *diminuer* la part qu'elle accordait aux prétentions héréditaires de l'oisiveté ; on acquerra la preuve que c'est uniquement à cette lutte qu'il faut attribuer cet esprit de ruse et cette mauvaise foi qui se rencontrent encore dans les habitudes commerciales. Au jour du triomphe ces dernières traces d'une antique servitude disparaîtront ; et la loyauté qui est la véritable essence des combinaisons industrielles deviendra universelle.

Jusqu'à présent on ne peut considérer tous les ouvrages que nous possédons sur les finances, et particulièrement ceux qui traitent des finances de l'ancienne monarchie française, que comme des collections plus ou moins bien ordonnées, au moins jusqu'aux ouvrages de Necker, qui méritent une juste exception. De tous ces écrits les meilleurs sont certainement ceux qui ne sont réellement que

DE L'IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6.

LE PRODUCTEUR.

CONSIDÉRATIONS SUR LE SYSTÈME DE LAW.

L'HISTOIRE des finances n'existe pas : elle sera un jour une des branches les plus importantes de cette grande histoire des peuples qui est encore à faire, et dont on dirait que la plupart des écrivains ne se doutent pas encore. Alors on apprendra comment la force et la ruse ont établi et maintenu la prédominance sociale des classes oisives sur les classes laborieuses ; comment l'impôt a été successivement obtenu par la violence et le mensonge, et comment l'industrie a lutté *continuellement* pour *diminuer* la part qu'elle accordait aux prétentions héréditaires de l'oisiveté ; on acquerra la preuve que c'est uniquement à cette lutte qu'il faut attribuer cet esprit de ruse et cette mauvaise foi qui se rencontrent encore dans les habitudes commerciales. Au jour du triomphe ces dernières traces d'une antique servitude disparaîtront ; et la loyauté qui est la véritable essence des combinaisons industrielles deviendra universelle.

Jusqu'à présent on ne peut considérer tous les ouvrages que nous possédons sur les finances, et particulièrement ceux qui traitent des finances de l'ancienne monarchie française, que comme des collections plus ou moins bien ordonnées, au moins jusqu'aux ouvrages de Necker, qui méritent une juste exception. De tous ces écrits les meilleurs sont certainement ceux qui ne sont réellement que

des recueils, et ils sont très-rares. Dans tous les autres, les faits sont présentés et expliqués de la manière du monde la plus difficile à comprendre aujourd'hui, et de telle sorte que les faits eux-mêmes en deviennent inappréciables. Il semble que les auteurs nous parlent un langage inconnu : *l'argent*, *le numéraire*, *la balance du commerce qu'il faut se rendre favorable*, *l'importation des métaux précieux*, *l'exportation des produits fabriqués*, *la proportion du crédit avec la totalité des espèces circulantes dans le pays*, voilà les idées-mères de la vieille économie politique, qu'on rencontre dans toutes les dicussions sur les finances. Les faits matériels sont donc la seule chose qui puisse intéresser dans les écrits des financiers économistes, et encore arrive-t-il souvent que les circonstances qui nous paraissent aujourd'hui les plus importantes à connaître, pour la coordination positive des faits, sont omises par ces auteurs aux yeux desquels elles étaient indifférentes.

Les recueils officiels et journaliers du gouvernement, les délibérations et les états de comptabilité des grandes sociétés financières, forment donc la meilleure source que puisse consulter une personne qui aurait la curiosité de se rendre un compte exact du régime financier aux différentes époques.

Le système de Law est une preuve saillante de nos assertions, on ne trouve pas deux écrivains qui soient d'accord sur l'appréciation de ce système. A peine en trouve-t-on un seul qui, dans l'histoire de ses opérations, n'ait omis aucun fait important. On les voit passer avec la plus grande légèreté sur les actes de l'administration de Law, où se trouve réellement la cause unique et insurmontable de la chute du fameux système.

Engagés par la série de nos travaux à développer la

théorie positive du crédit et de la circulation, nous nous étions proposé depuis long-temps de faire paraître dans ce journal quelques observations sur la théorie et les combinaisons financières de Law. L'analogie de quelques idées, la ressemblance long-temps inévitable des mots, exigeaient que nous essayassions de préciser le point où était arrivé ce spéculateur ingénieux et hardi, aussi bien que les illusions qu'il s'était formées sur la nature du papier-monnaie; ce travail nous était nécessaire pour empêcher nos lecteurs de reporter sur nos idées la prévention qui pèse depuis Law sur la substitution du papier à l'argent dans la circulation.

Law a pressenti deux révolutions importantes dans les progrès de la société industrielle :

D'une part, la généralisation et la simplification du moyen de circulation, par la transformation successive de la monnaie métallique, gage matériel, variable et coûteux, en une monnaie de compte reposant uniquement sur la confiance.

D'une autre part, la diminution successive du taux de l'intérêt payé au capitaliste oisif par le travailleur.

Ces deux révolutions sont liées entr'elles de manière que leurs développemens se suivent à peu de distance. Law avait également aperçu cette coïncidence, mais il pensait que l'une de ces deux révolutions dépendait directement de l'autre, et c'est en quoi il s'est trompé grossièrement. C'est là l'erreur fondamentale qui dominait au commencement du siècle dernier les têtes les plus fortes, et qui devait ruiner par leur base toutes ses combinaisons financières.

Law avait étudié le mécanisme apparent des banques et il était bien capable de le perfectionner; mais il n'a-

vait pas approfondi suffisamment la nature du billet de banque ; il ignorait les conditions qui règlent l'émission de ces billets ; il croyait que les banques peuvent arbitrairement livrer leurs capitaux fictifs à un taux ou à un autre, et par conséquent faire descendre le taux de l'intérêt dans la proportion de l'émission des titres de banque. Chez Law, ces erreurs résultaient d'une autre encore plus générale sur la nature du numéraire ; il s'imaginait que l'abondance des monnaies de métal ou de papier, abondance qui est un effet de la multiplicité des transactions et de l'accroissement des capitaux réels, devait être considérée comme la cause efficiente de la prospérité des peuples possesseurs de cette monnaie. En conséquence de ces préjugés, il employa la plus grande partie de sa vie à rechercher les moyens de multiplier le numéraire. Cette multiplication lui paraissait pouvoir s'effectuer presque sans limites ; tantôt dans ses projets de banque territoriale, il affirmait la possibilité d'émettre du papier jusqu'à la concurrence de la valeur des terres de tout le pays, et il prétendait qu'en mobilisant ainsi la propriété territoriale, les titres de propriété qu'il mettait en circulation et qu'il désignait sous le nom de terre-monnaie, en fournissant immédiatement de quoi payer les salaires, devaient faire baisser le taux de l'intérêt et enrichir subitement le pays ; tantôt à l'égard des banques commerciales, il pensait comme beaucoup d'économistes de son temps, que le crédit de la banque pouvait s'étendre jusqu'au montant de la monnaie en circulation dans la sphère d'activité de cette banque.

Tels sont les élémens de la doctrine qu'il a exposée dans ses ouvrages, et notamment dans les *Considérations sur le numéraire et les banques*, et dans les *Mémoires* qu'il

adressa au Régent pour l'engager à établir à Paris une banque générale.

En mai 1716, Law fut autorisé à établir en son nom une banque d'escompte, de dépôt et de virement, dont le fonds social de six millions devait être acquitté trois quarts en billets d'état qui perdaient sur la place 75 pour cent, et un quart en espèces ; il n'y eut même de versé dans cette banque qu'un quart de la souscription totale, de manière qu'elle fut réduite à commencer avec un fonds de 375,000 livres en espèces.

Law ne tarda pas à obtenir, pour favoriser le placement et la propagation de ses billets, qu'ils seraient employés par les receveurs du gouvernement établis dans toutes les provinces. La banque générale acquit peu à peu un crédit assez important, elle avait commencé à escompter à cinq pour cent les lettres de change, et réduisit bientôt à quatre, puis à trois pour cent le taux de ses escomptes. Cette institution fit réellement un grand bien et contribua à ramener la confiance dans les transactions, ébranlée par les désordres de l'administration ; les effets royaux éprouvèrent également quelque amélioration.

Une clause importante devait faire le succès de la banque. Ses billets étaient à l'abri de toute variation dans les monnaies, et exprimés en *écus* de banque, de même *poids et titre* que ceux qui avaient cours lors de la fondation de la banque. Ces écus valaient 5 livres à 40 livres le marc. Les négocians avaient été autorisés à stipuler leurs engagemens en écus de banque, et il semblait que le commerce allait être affranchi de toutes les gênes que lui causaient les fréquentes mutations de monnaies, si communes dans les anciennes finances de la monarchie.

Cette stipulation ne fut pas de longue durée, le mou-

vement qui se préparait sur les effets publics et sur les actions de la compagnie d'Occident, les mutations de monnaies qui devaient intervenir, introduisirent, à la fin de 1718, la demande et l'usage des billets stipulés en livres tournois, comme l'étaient les effets royaux et les actions.

En décembre 1718, le Régent, cédant aux vues que Law lui avait d'abord présentées, transforma la banque générale en banque royale. Le Roi s'en déclarait le chef, et était garant des billets, à l'égard du public. Il remboursa les actionnaires au pair et en deniers effectifs, opération qui exerça une grande influence sur l'élévation du cours des effets royaux, puisque les fonds des actionnaires avaient été faits aux trois-quarts avec des billets d'État. Il fut arrêté qu'à l'avenir les billets seraient au choix du porteur stipulés en livres tournois ou en écus de banque comme par le passé. On verra bientôt que la demande des billets stipulés en livres tournois devint générale et qu'il n'en fut plus fabriqué d'autres.

Law mûrissait des projets gigantesques, et toujours d'accord avec son idée favorite, la multiplication du numéraire, et la baisse de l'intérêt. La marche lente de la banque ne satisfaisait point son impatience. Law pensait que, si par des moyens quelconques, on pouvait introduire dans la circulation, une plus grande masse de billets, que n'en comportait le développement naturel des besoins du commerce le bien chimérique qu'il se proposait, serait toujours réalisé. Il combina deux mesures pour l'accomplissement de son plan. Il eut recours, malgré toutes ses protestations précédentes, aux variations de la monnaie : Il fit porter le marc d'argent de quarante

à soixante livres en mai 1718, et d'un autre côté, à la fin de 1717, il fit établir la compagnie d'Occident, dont les fonds furent réunis en billets de l'Etat.

Le surhaussement des monnaies fit rechercher les billets de banque; parce que les diminutions devenant probables après une augmentation si forte, les porteurs de billets stipulés en écus de banque se mettaient ainsi à l'abri de toute perte, et cependant il y eut déjà une première infraction à la stipulation primitive de ces billets. Par l'augmentation actuelle, l'écu de 5 liv. était porté à 6 liv., tandis qu'il aurait dû l'être à 7 liv. 10 s. à 60 liv. le marc. Il fut bien entendu, et par un arrêt exprès, que les billets de la banque jouiraient de la hausse des écus, mais ce ne fut que de la hausse nominale. De manière qu'un porteur qui avait versé à la banque des écus de 5 liv. à 40 liv. le marc, poids et titre de 1716, pouvait être remboursé, d'un billet stipulé en écus de banque, avec des écus neufs de six livres à la vérité, mais plus faible de poids et de titre d'un cinquième.

Ainsi fut ébranlée la confiance commerciale qui commençait à s'attacher à l'établissement de Law. Ainsi fut interprêtée la clause la plus importante de son édit de fondation.

Cette altération, dans la valeur des monnaies, fut suivie de plusieurs autres, pendant toute la durée du système, qui eurent toujours pour objet de forcer le cours du billet dans la circulation. La banque ne gagna pas toujours dans ces odieuses manœuvres; mais le but principal était rempli, au moins pour quelques jours.

Ce mensonge des monnaies, qui est aujourd'hui si loin de nos mœurs et de nos habitudes financières, fut longtemps la seule ressource avec laquelle le trésor royal,

pût satisfaire aux besoins les plus urgens, et l'on connaît jusqu'à quel point les premiers rois qui l'ont employée, ont poussé l'impudeur et la mauvaise foi. Mais peut-on se figurer rien de plus dégoûtant que l'accollement monstrueux de mesures fiscales aussi odieuses, aussi *arriérées*, avec l'application prétendue d'une théorie financière, entièrement fondée sur la confiance et la bonne foi publiques.

Revenons à la compagnie d'Occident. Déjà une faible partie de billets d'Etat avait trouvé un emploi dans les actions de la banque générale. Mais ici, il y eut pour cent millions de ces billets convertis en actions d'Occident. Le gouvernement payait quatre pour cent sur les billets d'Etat, il fut arrêté que les intérêts de la première année seraient employés par la compagnie pour son établissement commercial. Ce n'est pas ici le lieu de raconter la nature du commerce de cette compagnie et de ses espérances à la Louisiane. Il nous suffira de rappeler que le public fut flatté de bénéfices énormes dans cette exploitation, qui devaient porter très-haut le dividende des actions, sur lesquelles néanmoins il n'y avait d'assuré que l'intérêt de quatre pour cent alloué par le gouvernement aux billets d'Etat. Plus tard, dans le courant de 1718, cette compagnie soumissionna et obtint la ferme du tabac. Law préparait cette vaste compagnie des Indes qui, pendant quelque temps, fut chargée de l'exploitation de tous les monopoles commerciaux et de la perception de tous les impôts. Les billets d'Etat, qui montaient en totalité à la somme de 250,000,000 de livres et qui avaient perdu jusqu'à 90 pour cent, subirent une hausse marquée, et ne perdirent plus que 50 pour cent environ. La faveur était plus grande sur les actions de la compagnie d'Occi-

dent, surtout depuis le remboursement que le Roi avait fait aux actionnaires de la banque.

En mars et avril 1719, Law commença ce système d'agiotage qui devait imprimer aux actions d'Occident un mouvement de hausse rapide, et favoriser les émissions de nouvelles actions dont il avait déjà formé le plan. Le directeur de la banque royale devint alors un spéculateur intrépide; on le vit publiquement introduire ces marchés à prime, dont l'usage est devenu depuis si commun dans le jeu des fonds publics; Law donnait des primes de 40 pour cent pour qu'on s'engageât à lui livrer les actions d'Occident au pair dans le délai de six mois. On conçoit combien de personnes suivirent son exemple. En quelques semaines les actions montèrent au-dessus du pair et le secret de Law fut mis au jour. Il avait obtenu du Régent la réunion de l'ancienne compagnie *des Indes* à celle d'*Occident* et quelque temps après on y réunit encore d'autres compagnies moins importantes; tout l'établissement prit le nom de la compagnie des Indes.

En juin 1719, pour augmenter le capital de la compagnie des Indes, on créa cinquante mille actions au capital de 500 liv., comme les deux cent mille, qui avaient formé les fonds de la compagnie d'Occident, mais à la différence que celles-ci ne purent être acquises que sur le pied de 550 liv. en espèces. On prit diverses mesures pour favoriser, autant qu'il était possible, les porteurs des premières actions dans la nouvelle souscription.

Dans le mois suivant, la compagnie acheta du Régent le bénéfice des monnaies pour neuf années, moyennant le prix de 50 millions, et en même temps elle fut autorisée à créer de nouveau 50 mille actions qui furent souscrites par le public sur le pied de 1,000 livres.

Enfin le 27 août, la compagnie des Indes se charge a du bail des fermes générales au prix de 52 millions par an; et Law mit à exécution le projet qu'il avait conçu de transformer tous les créanciers de l'état en actionnaires de la compagnie des Indes.

La compagnie des Indes prêta au gouvernement 1,600 millions à trois pour cent, qui devaient servir à rembourser les créanciers de l'Etat, en même temps que cette compagnie leur offrirait un nouveau placement, par une nouvelle émission d'actions, jusqu'à la concurrence de 324 mille actions à 5,000 liv. chacune.

De cette manière, l'Etat économisait trente-deux millions par an, provenant de la différence des intérêts de sa dette qui, auparavant s'élevaient à quatre-vingt millions; il gagnait encore quelques millions sur le prix du bail des fermes générales. L'opération devait donc lui paraître très-avantageuse.

Quant aux créanciers de l'Etat, ils pouvaient rigoureurement n'être pas très-lésés par cette opération. En effet, le fond de la Compagnie des Indes, porté à six cent vingt-quatre mille actions au capital nominal de trois cent douze millions, représentait effectivement un versement de 1,797,500,000 francs, dont le dividende pouvait encore être estimé à environ quatre-vingts millions qui se composaient des quarante-huit millions payés par le gouvernement, des bénéfices provenant des concessions faites à la Compagnie et des profits de son commerce; en sorte que le créancier de l'état, devenu sans perte actionnaire de la Compagnie des Indes, pouvait espérer encore un intérêt de quatre et demi pour cent.

A peine les nouvelles souscriptions furent-elles ouvertes que le public s'y jeta avec fureur; l'agiotage n'eut plus de

frein; et il avait fallu introduire cet agiotage, le pousser au plus haut degré par des promesses fallacieuses, telles que celle de répartir un dividende de deux cents livres par action, pour que les créanciers de l'Etat pussent consentir à une conversion de titres qui les séparait de leur débiteur naturel et les exposait à toutes les chances d'une exploitation commerciale.

La combinaison de Law se réduisait donc, au fond, à la création de trois cent vingt-quatre mille actions de la Compagnie des Indes, payables en créances du gouvernement au pair et sur le pied de cinq mille livres l'action. Mais il fallait éviter de prononcer le mot de remboursement qui, à la vérité, exerça une grande influence sur le mouvement de l'agiotage et causa en même temps la ruine du système. En effet, les créanciers furent remboursés en billets de la Banque qui furent ainsi émis par une violation manifeste des lois de son établissement. Ces billets furent dès-lors mis en circulation, non plus seulement pour des dépôts d'espèces ou pour des escomptes d'effets de commerce, mais aussi pour rembourser les créanciers de l'État, pour faire des avances à deux pour cent sur des actions déposées à 2500 livres, et enfin, comme nous le verrons bientôt, pour racheter, au prix de 9,600 livres et de 9,000 livres jusqu'à trois cent mille actions.

Les trois derniers mois de l'année 1719 furent l'époque où le système régna dans toute sa force. Les actions étaient successivement montées à 10,000 livres et enfin jusqu'à 20,000 livres, au commencement de décembre. Dans ce mois commencèrent les grandes réalisations et l'action retomba à 10,000 livres. Cependant une quantité considérable de billets avait été émise par la banque, et les paiemens qu'on avait faits sur les souscriptions étaient

bien loin d'avoir suffi pour faire rentrer cette masse de billets émise si inconsidérément. Les remboursemens menaçaient la banque, malgré toutes les mesures qui avaient été prises pour forcer le cours des billets. Ces billets *payables à vue* n'étaient réellement payés qu'avec la plus grande difficulté. On avait prohibé successivement les paiemens en espèce d'argent au dessus de 600 livres, puis enfin au dessus de 100 livres, et enfin on défendit au mois de février à toute personne de garder chez elle plus de 500 livres en espèces, toutes ces mesures dans le but de faire baisser le taux de l'intérêt et de favoriser le crédit.

A la fin de décembre 1719, Law s'aperçut de la position terrible où il allait se trouver s'il n'arrêtait pas la baisse des actions, tout en désirant comme il l'a dit lui-même qu'elles ne s'élevassent plus au dessus de 10,000 livres.

Le 30 décembre, il fit décider par la Compagnie des Indes de racheter des actions sur la place, au prix de 9600 livres. En deux mois, la Compagnie employa dans ses rachats plus de huit cent millions, enfin l'arrêt du 5 mars vint porter le dernier coup à cette opération gigantesque.

La banque avait été réunie à la Compagnie des Indes, et il fut résolu que désormais l'action aurait une valeur fixe de 9,000 livres échangeable, à la volonté du porteur, à la caisse de la Compagnie contre des billets de la Banque.

Cette disposition fit perdre à la Compagnie des Indes, 1,470 millions. A ce point il faut s'arrêter; toute illusion est détruite et toute combinaison impossible.

L'action de la Compagnie des Indes pouvait valoir intrinsèquement 3 à 4,000 liv.; elles avaient été émises en

moyenne, à 2,900 liv. environ; la Compagnie en rachetait les deux tiers à 9,000 liv.; elle joua deux milliards avec le public et elle les perdit. Tous les palliatifs qu'on imagina à dater du 5 mars, pour maintenir le système, furent inutiles et devaient l'être: il fallut revenir peu à peu à l'ancien système de finances; il fallut rétablir ces rentes sur l'Hôtel de Ville, qui avaient été remboursées, et liquider le moins mal que l'on put ces masses énormes de billets en circulation.

Ainsi finit le fameux système après un an d'existence. Dans cet intervalle, le taux de l'intérêt dans les prêts sur hypothèques, tomba jusqu'à 1 1/4 p. 0/0, Cette baisse qui parut être le triomphe de Law et justifier sa théorie du crédit, s'explique naturellement comme le résultat accidentel d'un agiotage sans bornes. Les joueurs empruntent très-cher et prêtent à très-bon marché, et tandis que ceux qui réalisaient et sortaient *du* système, ache*taient des immeubles* au denier 80 ou prêtaient sur hypothèques à 1 1/4 p. 0/0; d'autres joueurs qui venaient les remplacer, empruntaient à l'heure dans la rue Quincampoix; ajoutez à cela que les remboursemens brusques qui étaient faits aux créanciers de l'Etat en titres qui ressemblaient à de la monnaie, ou bien même en espèces qui étaient alors très-hautes, les forçaient à rechercher des collocations quelconques, sur de bonnes sûretés.

Le système de Law fournit la plus grande preuve de l'ignorance générale qui existait en France il y a un siècle, sur la source des richesses et sur les bases du crédit. D'un côté, sous le prétexte faux de multiplier les capitaux et de faire baisser le taux de l'intérêt, on voulut supprimer la monnaie métallique et introduire l'usage des papiers de crédit; c'était anticiper beaucoup trop sur l'avenir; il

ne fallait pas moins qu'une révolution politique pour apercevoir le jour où ces mesures seront possibles. D'un autre côté, on tourmentait les possesseurs de la monnaie métallique, on en prohibait violemment l'usage au mépris des statuts qui garantissaient le paiement des billets en espèces à la volonté du porteur, on introduisait l'inquisition et la délation dans les familles, on avilissait le crédit qu'on voulait établir en lui donnant pour mission de seconder l'agiotage, au lieu de favoriser les combinaisons industrielles; et cependant le public, enivré à la vue de cette masse de chiffons décorés du nom de papier de banque, et se croyant transporté dans une mine de richesses inépuisables, ne s'apercevait pas du contraste choquant que présentaient les mesures du gouvernement et qui indiquaient, aux yeux de l'observateur attentif, un vice radical de combinaison et une déception complète.

Nous ne parlerons point de l'influence que le système de Law exerça sur les habitudes et les mœurs, nous sortirions du but de notre article. Malgré tous les maux partiels qu'a produits le système, nous croyons qu'il a exercé une influence favorable sur les progrès généraux de la société. Une classe nombreuse, celle des fermiers, s'enrichit par la dépréciation du numéraire avec lequel elle payait ses loyers; la nation s'habitua à des vues de commerce plus étendues, la compagnie des Indes avait survécu au naufrage, et dans ce frottement de tous les intérêts, les esprits s'étaient éclairés; mais soixante ans s'écoulèrent avant qu'on pût établir une banque en France, un préjugé s'attacha à tout ce qui portait le nom de système, et nous finirons en disant avec Forbonnais :

« Le plus grands des maux qu'a produits le système » est peut-être l'odieux qu'il a jeté sur ce mot, le seul

» cependant par lequel il soit possible d'exprimer un » projet conséquent à des principes donnés. Trop peu de » gens se procurent les lumières suffisantes pour juger des » principes par des réflexions profondes sur l'administra- » tion, et le vulgaire, c'est-à-dire le plus grand nombre, » est parvenu à craindre tout ce qui présente une suite » d'idées liées entre elles par un rapport commun essen- » tiel. Tout homme qui a le malheur de proposer un » plan, soit pour opérer des réformes, soit pour trou- » ver des expédiens, se voit méprisé comme esprit sys- » tématique, et rarement sera-t-il employé, au moins » dans les matières sur lesquelles il aura raisonné. Les » bons esprits et les bons citoyens ne doivent cependant » pas ralentir leurs efforts, et nous devons espérer, que » si d'excellens logiciens parviennent une fois à faire adop- » ter des idées saines, le raisonnement reprendra l'em- » pire qu'il doit avoir sur les hommes. »

O. R.

FRAGMENS PHILOSOPHIQUES (1)

PAR VICTOR COUSIN.

(Deuxième Article.)

En terminant le premier article que nous avons consacré à l'examen du livre de M. Cousin, nous nous sommes demandé si cet infatigable restaurateur des doctrines académiques et cartésiennes, après avoir revendiqué la méthode d'observation pour la psychologie, ne s'était pas exposé lui-même au reproche qu'il adresse aux successeurs

(1) Un vol. in-8°, prix 7 fr. 50 c., chez Sautelet et comp^{e}, libraires, place de la Bourse, et chez Bossange père; rue de Richelieu, n. 60.

de l'illustre Breton, à Mallebranche, à Spinosa, à Leibnitz et à Wolf, d'avoir abandonné trop tôt la voie expérimentale et de s'être perdu dans les hypothèses ontologiques : nous nous sommes demandé encore si, en s'efforçant de remonter inductivement des faits sensibles aux existences rationelles, pour arriver ensuite à l'unité de substance, ou à l'identité absolue, le savant professeur ne serait pas tombé dans la grande méprise qui, comme l'a remarqué M. Dégérando, égara tant de métaphysiciens pendant le cours des siècles, et à laquelle Descartes lui-même n'a pas échappé, c'est-à-dire, s'il n'aurait pas confondu la notion abstraite de l'être, avec sa réalité objective, et cru pouvoir conclure de l'une à l'autre : c'est à ces diverses questions que nous allons essayer de répondre.

M. Cousin, *s'isolant*, selon son expression, *de tout autre monde que celui de la conscience, pour s'établir et s'orienter dans celui-là où tout est réalité, où il n'y a que des phénomènes, tous aperceptibles et mesurables par l'observation*, commence par diviser ces phénomènes en trois classes, les faits sensibles, les faits volontaires et les faits rationnels. « Aussitôt que l'on rentre dans la conscience, dit-il, et que sans aucune vue systématique on observe les phénomènes si variés qui s'y manifestent avec les caractères réels dont ils sont marqués, on est frappé d'abord d'une foule de phénomènes qu'il est impossible de confondre avec ceux de la sensibilité. La sensation et les notions qu'elle fournit, ou auxquelles elle se mêle, constituent bien un ordre réel de phénomènes dans la conscience, mais il s'y rencontre aussi d'autres faits également incontestables qui peuvent se résumer en deux grandes classes, les faits volontaires et les faits rationnels. La volonté n'est pas la sensation, car souvent elle la combat et c'est même dans cette opposition qu'elle se manifeste éminemment. La

raison n'est pas non plus identique à la sensation, car parmi les notions que nous fournit la raison, il en est dont les caractères sont inconciliables avec ceux des phénomènes sensibles, par exemple, les notions de cause, de substance, de temps, d'espace, d'unité, etc. Qu'on tourmente autant qu'on voudra la sensation, qu'on la soumette aux plus subtiles métamorphoses, on n'en tirera jamais le caractère d'universalité et de nécessité dont ces notions et plusieurs autres sont incontestablement marquées. La notion du bien et celle du beau sont dans le même cas, et arrachent par conséquent l'art et la morale à l'origine et aux limites que la philosophie exclusive de la sensation leur imposait, et les placent avec la métaphysique dans une sphère supérieure et indépendante. Mais cette sphère elle-même, dans toute sa sublimité, fait partie de la conscience, et tombe par conséquent sous l'observation. »

Il ne nous appartient pas de nous constituer ici les défenseurs du système de la sensation transformée. Ne devant, du point de vue où le *Producteur* est placé, examiner les doctrines philosophiques que sous le rapport de leur application et de leur utilité sociale, nous n'avons point à rechercher si la volonté est ou n'est pas autre chose que la sensation. La science, pour devenir féconde et positive, doit renoncer aux questions interminables, dont la solution la plus complète, lors même qu'on pourrait l'obtenir, n'aurait aucun résultat pratique, et resterait sans influence sur le sort de l'espèce humaine. Il est temps que la capacité intellectuelle, au lieu d'écouter les orgueilleuses prétentions d'une vaine curiosité, et de s'épuiser à soulever le voile qui couvre le monde des *essences*, et nous dérobe le *comment* et le *pourquoi* des choses, porte exclusive-

ment son activité et sa puissance là où elle peut espérer des découvertes, dont l'importance et les avantages dépassent les bornes d'un cabinet, et ne se réduisent pas à charmer les loisirs des savans, ou à servir d'aliment aux discussions doctorales. La philosophie ne perdra rien de sa sublimité à quitter ses habitudes purement académiques, et ses spéculations transcendentales, pour entrer dans le vaste atelier où le genre humain travaille à son perfectionnement et à son bonheur. Et comment les hommes qui ont été les premiers à se récrier contre un système où la considération ne s'attachait qu'à l'indolence et à la stérilité, ne se sont-ils pas aperçus qu'en élevant la science oiseuse des *entités* au dessus des autres sciences, ils obéissaient à un préjugé scolastique correspondant au préjugé féodal? Qu'ils songent donc que si la valeur *personnelle* doit être déterminée aujourd'hui par l'exercice et le degré de perfection des facultés productives, l'utilité deviendra aussi le moyen d'appréciation pour la valeur *réelle*, tant dans le domaine scientifique que dans celui des arts et de l'industrie : et peut-être alors viendront-ils à comprendre que la philosophie, lorsqu'elle descend de la *sphère supérieure* où elle s'égarait à la poursuite de *l'être abstrait*, et qu'elle consent à s'occuper de l'existence phénoménale de l'espèce humaine, de l'ensemble et des détails de la vie sociale, voire de la confection des *machines*, ne fait pas plus acte de dérogeance que la noblesse qui se livre au travail. Oui, quoiqu'en puissent dire les aristocrates de l'école et les bouffons du vieil empire littéraire, le spéculateur qui découvrira un procédé pour activer et améliorer la production dans l'une des trois branches, intellectuelle, morale et industrielle, dont se compose la philosophie générale et positive, sera

désormais jugé plus utile et obtiendra dès-lors plus de considération que le métaphysicien qui s'obstinera à rester invariablement attaché à d'inutiles recherches sur la causalité, la substance, l'espace, le temps, etc.; et le nom de Watt primera celui des philosophes célèbres à qui sont dues toutes les rêveries ontologiques des temps anciens et modernes. On se souviendra à peine, dans quelques colléges, que Cudwort, Mallebranche et Leibnitz, entreprirent de jeter un pont entre la matière et l'esprit, par leurs hypothèses du *médiateur plastique*, des *causes occasionnelles* et de *l'harmonie préétablie*, lorsque toutes les nations du globe béniront la mémoire de celui dont le génie aperçut et signala, dans la vapeur, la puissance qui devait triompher des distances, rapprocher les hémisphères, lier par des communications sûres et rapides, les peuples les plus éloignés, et hâter ainsi l'accomplissement des vœux de la philanthropie et des destinées de l'humanité, en secondant de plus en plus la progression de la *société* universelle et l'*exploitation de la nature extérieure*, au profit des travailleurs qu'un but commun réunira dans la triple carrière des sciences, des beaux arts et de l'industrie.

Ainsi, lorsque la psychologie idéalistique se trouve aux prises avec l'idéologie physiologique, pour savoir si la sensibilité, la volonté et la raison sont des facultés identiques ou distinctes, la tâche de la philosophie positive est de rappeler aux parties belligérantes qu'il importe moins à l'homme de connaître le principe des phénomènes qui se manifestent en lui, que d'en apprécier les conséquences dans la vie sociale; et qu'il est plus sage dès-lors de se borner à éclairer la volonté et à perfectionner la raison, que de s'obstiner à vouloir démontrer qu'elles ne sont que la sensation diversement modifiée, ou qu'elles ont une existence indépendante; car si les faits de conscience ne sont con-

testés par personne, si tout le monde est d'accord sur ce point, sensualistes et spiritualistes, pourquoi consacrer spécialement les efforts dont on est capable, à remonter au-delà de la réalité de ces faits, puisqu'elle peut suffire à coordonner les relations des êtres sensibles en qui elle est produite et constatée, et que toute recherche ultérieure sur la cause ou l'origine des phénomènes, outre qu'elle serait toujours environnée de ténèbres, ne pourrait, en aucun cas, en changer la nature et le caractère, ni modifier par conséquent les régles à en déduire pour l'ordre social. Que la vérité soit en effet avec Locke ou avec Leibnitz, dans l'explication différente que ces illustres philosophes nous ont donnée du mécanisme de l'entendement humain, n'est-il pas évident que le fait, que l'un fait dériver d'une source spirituelle et que l'autre décompose empiriquement, reste toujours le même; c'est-à-dire que les facultés, par lesquelles l'homme manifeste sa qualité d'être sensible et raisonnable, demeurent *telles quelles*, indépendamment des origines qu'on leur attribue et des noms dont on les revêt? Sachons donc nous contenter des données positives que nous fournit la nature pour découvrir ce qui doit nous conduire à notre destination. Les actes qui suivent ou révèlent la sensation, le raisonnement et la volonté; en d'autres termes, la manifestation phénoménale de notre puissance organique : voilà ce qui constitue la seule réalité que nous puissions atteindre; voilà ce qui appartient au domaine social; voilà le vrai point de départ de toute investigation philosophique qui se propose nn but d'application et d'utilité.

Cependant, si nous avions à exprimer notre pensée sur les questions mêmes qui n'intéressent qu'une vaine curiosité, et dont la solution ne peut produire, après tout, qu'une satisfaction individuelle pour le spéculateur transcendant

qui l'a obtenue ; si, sortant un instant du domaine de la philosophie positive qui n'a point à s'immiscer dans les stériles débats des métaphysiciens des diverses écoles, nous voulions suivre M. Cousin dans son argumentation psychologique, et examiner jusqu'à quel point est fondée sa réfutation du système de la sensation transformée, nous n'hésiterions pas à répéter ce que nous avons dit ailleurs (1), que toutes les opérations de l'esprit, quelques divisions et subdivisions qu'on leur fasse subir, quelques noms divers qu'on emploie pour les distinguer, nous paraissent se résoudre, en définitive, dans la sensation, et n'indiquer réellement que les modes divers sous lesquels s'exécutent le mouvement et le jeu d'une faculté unique (2). Sans doute l'homme fait plus que percevoir simplement les objets ; il les compare et les juge; il raisonne, délibère et se détermine. Mais tous ces actes, dont la plupart des métaphysiciens ont essayé de faire autant de facultés de l'âme, qu'ils ont désignées par des mots analogues, n'expriment que des différences de situation, des modifications dans la manière d'être du sujet sentant; et la conscience n'est alors que le sentiment même qui avertit ce sujet de ses propres transformations. Quoiqu'en dise M. Cousin, quand la volonté combat la sensation, il est permis de n'y voir qu'une lutte entre deux sensations opposées, et ; loin de penser qu'il soit impossible de

---

(1) *Résumé de l'histoire de la philosophie.*

(2) Après avoir déclaré la neutralité absolue du *Producteur* dans une discussion qui ne peut avoir aucun résultat applicable au perfectionnement de la société humaine, nous n'avons pas besoin de rappeler que l'auteur de l'article en défendant la doctrine idéologique de M. de Tracy, contre les attaques de M. Cousin, n'exprime plus ici qu'une opinion individuelle sur une question étrangère à la philosophie positive.

dériver les notions abstraites, de la sensation, nous croyons au contraire que, sans beaucoup tourmenter celle-ci, on peut remonter par elle aux idées générales (1) dont les psychologues aiment mieux laisser la source dans le vague et les ténèbres, que de la placer dans le domaine de la sensibilité. Le savant auteur des *Fragmens Philosophiques* a d'ailleurs pris soin, ce nous semble, de se réfuter lui-même sur ce point : car, si l'on ne pouvait arriver aux notions (2) de *substance* et de *cause*, en partant des phénomènes sensibles, il n'aurait pas tenté sans doute de fonder la psycho-

---

(1) En ne leur donnant toutefois qu'une valeur logique, et en évitant d'en faire des êtres réels, à l'exemple des éléatiques et des platoniciens.

(2) Ces notions consistent dans la sensation de rapports que l'esprit suppose entre les qualités phénoménales qui tombent sous les sens et le sujet inconnu en qui ces qualités apparaissent. « Qui voudra prendre la peine de se consulter soi-même sur la notion qu'il a de la pure substance en général, dit Locke, trouvera qu'il n'en a absolument point d'autre que de je ne sais quel sujet qui lui est tout-à-fait inconnu, et qu'il suppose être le soutien des qualités qui sont capables d'exciter des idées simples dans notre esprit, qualités qu'on nomme communément des accidens. » Mais si l'on veut voir autre chose dans ces notions, qu'un résultat de notre faculté d'abstraire, et d'arriver à des idées complexes et générales, en opérant sur nos idées simples, ce qui rentre toujours dans les transformations de la sensation ; si l'on attribue une existence réelle, objective, à ces abstractions, alors on crée un monde idéal qui, conçu *à priori* par une faculté indépendante de la sensibilité, ne pourrait jamais avoir avec le monde sensible, des relations aperceptibles par l'observation ; et c'est parce que nous savons que M. Cousin entend la doctrine des idées abstraites dans le sens des platoniciens, que nous avons cru pouvoir douter du succès de sa tentative à lier deux ordres de considérations inconciliables, selon nous, dans le système des idéalistes, qui refusent de ne voir dans les abstractions que de pures conceptions logiques, et de vraies modifications de la sensation.

logie et l'ontologie sur l'observation, et de lier expérimentalement, ces deux sciences. Aristote, que l'on considère comme le fondateur du sensualisme antique et qui néanmoins s'occupait aussi du *nécessaire* et de *l'universel*, s'élevait à cet ordre d'idées sans abandonner la méthode empirique. Conduit par l'induction, il passait du positif à l'abstrait, de l'individuel au général ; mais il ne déclarait pas ensuite les abstractions et les *universaux* indépendans des idées sensibles, après avoir puisé dans ces dernières les élémens des premiers.

La doctrine idéologique de M. Tracy et de ses illustres précurseurs, nous paraît avoir au reste sur la psychologie platonicienne et cartésienne, un autre avantage que celui de la précision, de la clarté, de la justesse et de l'exactitude. Les philosophes, qui se sont appliqués à prouver que toutes les opérations de l'esprit se réduisaient à sentir, n'ont pas borné en effet leurs travaux à discuter sur le principe, la cause primordiale, la distinction originelle et le nom de ces opérations ; ils ont encore indiqué que si la pensée humaine n'est que la sensation transformée, l'homme intellectuel et l'homme moral, se résolvant dans l'homme sensible, pouvaient être étudiés et compris par voie physiologique. En faisant ainsi de l'idéologie une branche de la zoologie, selon la remarque de l'un d'eux ; en appelant sur l'organe sensitif l'œil investigateur, que les métaphysiciens avaient voulu porter jusque-là sur le principe sentant lui-même, sur la nature de l'âme, ils ont donc ouvert la carrière positive à la science des idées, et provoqué, en quelque sorte, les travaux importans des physiologistes, tels que Cabanis, Gall et Spurzheim ; travaux dont les résultats, applicables à l'éducation, à la morale et à la politique, pourront devenir un jour si utiles à la société!

Mais revenons à M. Cousin ; la digression où nous a entraînés son attaque contre la *sensation transformée*, ne doit pas nous faire perdre de vue ce que nous nous sommes proposé en commençant cet article, c'est-à-dire, la solution des questions que l'examen des *Fragmens philosophiques*, nous avait suggérées dans le dernier cahier du *Producteur*. L'éloquent interprète du plus éloquent des philosophes de l'antiquité, après avoir observé dans la conscience trois sortes de phénomènes, part de cette distinction pour s'élever jusqu'à la région des existences qu'il se promet d'atteindre par la route de la psychologie ou de l'observation, comme il le dit lui-même. A-t-il été heureux dans ses efforts ? peut-on croire qu'il n'ait pas trop espéré de sa méthode psychologique ? On en jugera par le passage suivant de l'admirable préface, où M. Cousin a exposé d'une manière si rapide et si brillante les sommités de sa doctrine : « C'est un fait attesté » par l'observation, dit-il, que dans cette même cons- » cience où il n'y a que des phénomènes, il se trouve » des notions dont le développement régulier dépasse les » limites de la conscience et atteint des existences. Arrê- » tez-vous le développement de ces notions ? Vous limi- » tez arbitrairement la portée d'un fait, vous attaquez » donc ce fait lui-même et par-là vous ébranlez l'autorité » de tous les autres faits. Il faut, ou révoquer en doute l'au- » torité de la conscience en elle-même, ou admettre in- » tégralement cette autorité pour tous les faits attestés » par la conscience. La raison n'est ni plus ni moins cer- » taine que la volonté et la sensibilité ; sa certitude une » fois admise, il faut la suivre partout où elle conduit » rigoureusement, fût-ce même à travers l'ontologie. Par » exemple, c'est un fait rationnel, atteste par la cons-

» cience que, pour l'intelligence, tout phénomène qui
» commence à paraître suppose une cause; c'est un fait
» encore que ce principe de causalité est marqué du ca-
» ractère d'universalité et de nécessité. S'il est universel
» et nécessaire, le limiter c'est le détruire. Or, dans le
» phénomène de la sensation, le principe de causalité
» intervient universellement et nécessairement, et rap-
» porte ce phénomène à une cause; et la conscience at-
» testant que cette cause n'est pas la cause personnelle
» que la volonté représente, il s'en suit que le principe
» de causalité dans son irrésistible application conduit à
» une cause impersonnelle, c'est-à-dire, à une cause exté-
» rieure, que plus tard, mais toujours irrésistiblement,
» le principe de causalité enrichit de caractères, et de
» lois dont l'ensemble est l'univers. Voilà donc une exis-
» tence; mais une existence révélée par un principe qui
» lui-même est attesté par la conscience. Voilà un pre-
» mier *pas dans l'ontologie*, mais par la route de la psycho-
» logie, c'est-à-dire, de l'observation. Des procédés sem-
» blables conduisent à la cause de toutes les causes, à la
» cause substantielle, à Dieu, et non-seulement au Dieu
» fort, mais au Dieu moral, au Dieu saint; de sorte que
» cette méthode expérimentale qui, appliquée à un seul
» ordre de phénomènes, incomplète et exclusive, détrui-
» sait l'ontologie et les hautes parties de la conscience,
» appliquée avec loyauté, fermeté, et étendue à tous les
» phénomènes, relève ce qu'elle avait renversé, et four-
» nit elle-même à l'ontologie un instrument sûr, et des
» bases larges et légitimes. Ainsi, pour avoir débuté par
» la sagesse, on peut finir par des résultats dont l'impor-
» tance égale la certitude. »

Quel que soit notre respect pour l'autorité de M. Cou-

sin, en philosophie transcendentale, et bien qu'habitués à rendre hommage à la puissance de sa logique, nous avouerons que l'argumentation que nous venons de mettre sous les yeux de nos lecteurs, n'a pas porté dans notre esprit une conviction aussi profonde que celle dont l'auteur des *Fragmens philosophiques* se montre ici pénétré, au sujet de l'importance et de la certitude des résultats qu'il pense avoir obtenus par la méthode psychologique. Si l'observation constate l'existence des faits de conscience ; si elle sert ensuite à étudier tout ce qui s'attache à ces faits comme conséquence, à explorer ce qu'on a coutume d'appeler le *monde sensible*, il nous semble que sa juridiction s'arrête là où commence le *monde intelligible* des idéalistes, et qu'elle cesse de prêter son appui à l'investigation philosophique, dès que cette dernière, au lieu de s'appliquer à suivre dans leur développement, les effets de la sensibilité, de la volonté et de la raison, prétend embrasser les causes mêmes des faits sensibles, volontaires et rationnels. « Tout phénomène qui commence à paraître, dit M. Cousin, *suppose* une cause. » Oui sans doute : mais cette cause, indéterminée, inconnue, n'existe que comme *supposée*, dans notre esprit, selon la propre expression de ce philosophe ; et nous ne voyons pas trop comment on pourrait arriver, par la voie expérimentale, à démontrer la réalité, et à définir la nature d'une existence, uniquement fondée sur la nécessité logique d'une supposition. Tout phénomène suppose une cause : toute modalité aussi suppose une substance ; et s'en suit-il delà que l'observation produise et précise la notion de cette substance et de cette cause, pures abstractions qui n'ont qu'une valeur métaphysique ? L'induction, dira-t-on, succède à l'observation, pour passer de la psychologie à

l'ontologie, et conserve ainsi à la méthode son caractère expérimental. Mais il est essentiel de s'entendre sur la puissance et le crédit que l'on peut accorder à l'induction. S'agit-il de conclure d'un fait à un autre fait, dans l'ordre sensible, elle reste dans le domaine de l'empirisme : faut-il au contraire lier les *accidences* aux *essences*, les phénomènes aux noumènes, le monde matériel au monde idéal des Platoniciens (1), l'induction expérimentale rencontre alors devant elle un abîme, qu'elle ne peut franchir qu'en changeant de nature, qu'en devenant rationnelle (2) ; et tout ce qu'elle découvre, dans cette

---

(1) Voyez les deux notes de la page 26 : il ne faut pas oublier que si nous avons précédemment établi la possibilité d'arriver aux notions abstraites, aux idées générales, par la route *expérimentale*, c'est que nous avons considéré ces idées et ces notions, du point de vue d'*Aristote* et de Locke, et comme rentrant dans le domaine des idées sensibles dont elles sont formées, c'est-à-dire, dans le domaine de la *sensation transformée*. Car si l'on cesse de prendre ces notions pour de simples modifications des sensations primitives ; si on leur accorde une existence indépendante de l'action de la sensibilité, il n'est plus possible alors de les expliquer expérimentalement ; elles appartiennent à un autre monde auquel les idéalistes qui l'ont créé, ont si peu espéré de pouvoir remonter par l'observation, qu'ils ont consacré la révélation immédiate de la raison pure, ou imaginé une foule d'hypothèses, plus ou moins ingénieuses, pour lier deux ordres de considérations, inconciliables dans le sens qu'ils attachent à celui des notions et des idées abstraites.

(2) Voici comment s'exprime M. Cousin à ce sujet : « La raison est en quelque sorte le pont jeté entre la psychologie et l'ontologie, entre la conscience et l'être. Elle pose à la fois sur l'une et sur l'autre ; elle descend de Dieu et s'incline vers l'homme ; elle apparaît à la conscience comme un hôte qui lui apporte des nouvelles d'un

sphère *supérieure*, se résout en hypothèses ontologiques, telles qu'en présente selon nous, la citation qu'on vient de lire, quoique M. Cousin en ait reproché l'abus aux premiers cartésiens.

Mais si l'observation ne peut déterminer ce qui est au-delà du phénomène; si elle est impuissante à saisir les existences que le métaphysicien suppose d'abord, et qu'il ne craint pas ensuite de réaliser et de définir; comment l'auteur des *Fragmens philosophiques* a-t-il pu se flatter, non-seulement d'arriver par elle seule à la notion de cause, attachée à la production de tout phénomène, mais d'atteindre encore la cause de toutes les causes, et d'en connaître et déterminer les attributs? la méthode d'observation, levier scientifique dans l'ordre phénoménal, instrument d'investigation employé par l'homme, en tant que phénomène sensible, pour étudier les autres phénomènes, deviendrait applicable à la recherche de l'être nouménique ou absolu, et conduirait à la connaissance des causes premières! ce n'est pas ce qu'en pensait Gassendi, cet illustre adversaire de Descartes, qui, après avoir accepté toutes les conséquences du célèbre axiome: *nihil est in intellectu, quòd non prius fuerit in sensu*, crut devoir admettre une exception pour l'idée de la divinité, et se faire spiritualiste sur ce point, afin d'expliquer par la spontanéité rationnelle, ce qu'il désespérait de concevoir

---

monde inconnu. » Mais la raison, ainsi définie, n'est qu'une véritable révélation philosophique, comme l'avoue M. Cousin lui-même dans le même paragraphe. Les nouvelles qu'elle apporte à la conscience, du monde inconnu de l'ontologie, ne sauraient être considérées comme étant arrivées par la voie de l'observation.

par les seules indications de la sensibilité, c'est-à-dire, par l'observation ; ce n'est pas non plus ce qu'en pensait *Bossuet*, lorsqu'il disait en parlant de Dieu (1) : « *Nous* ne pouvons même pas comprendre jusqu'où il est parfait et heureux, pas même jusqu'à quel point il est incompréhensible ; » ce n'est pas encore ce qu'en pensait M. de Lamennais lorsqu'il doutait (2) qu'aucun homme pût croire fermement en Dieu, si le témoignage de sa raison n'était confirmé par l'autorité de la religion ; ce n'est pas enfin ce qu'en penseront tous les hommes qui, se méfiant des illusions du transcendantalisme, et séparant sagement la philosophie de la théologie, auront compris avec Hume, Barthez et tant d'autres penseurs célèbres, *qu'il ne faut point chercher d'autres causes des phénomènes que celles qui sont expérimentales* (3) ; *et qu'arguer du cours de la nature, pour en inférer l'existence d'une cause intelligente, c'est embrasser un sujet qui est entièrement hors de la sphère de l'expérience humaine* (4). Il y a long-temps qu'on a dit, et proclamé comme axiome : « *l'identique ne peut reconnaître que l'identique*. » Comment donc la conscience, existence purement phénoménale, pourrait-elle prétendre sans témérité, sans mettre l'imagination à la place de l'observation, à la connaissance de l'existence absolue ? non, la méthode psychologique, quoiqu'en dise M. Cousin, ne nous paraît point

---

(1) *Elévation à Dieu sur les mystères.*

(2) *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, page 200, tome 1.

(3) *Nouveaux élémens de la science de l'homme.*

(4) *Essais philosophiques.*

destinée à combler l'abîme qui sépare l'idéologie de l'ontologie ; non, ses résultats ne s'offrent point, ce nous semble, à l'esprit avec le caractère d'importance et de certitude qu'il a cru pouvoir leur attribuer. Il nous reste maintenant à examiner si l'auteur des *Fragmens philosophiques*, après avoir tenté vainement, selon nous, de lier expérimentalement les phénomènes aux essences, tout en accordant à la notion abstraite de l'être une réalité objective, n'a pas donné pour terme à ses hautes spéculations, le système de l'identité absolue. Il nous suffira de citer ses propres expressions pour faire résoudre cette nouvelle question d'une manière affirmative. « Si les trois phénomènes élémen-» taires de la conscience sont contemporains, dit-il, » si la raison éclaire immédiatement l'activité qui se » distingue alors de la sensation ; comme la raison n'est » pas autre chose que l'action des deux grandes lois de la » causalité et de la substance, il faut qu'immédiatement » la raison rapporte l'action à une cause et à une sub-» stance antérieure, savoir le moi, la sensation à une » cause et à une substance extérieure, le non-moi ; mais » ne pouvant s'y arrêter comme à des causes vraiment » substantielles, tant parce que leur phénoménalité et » leur contingence manifeste leur ôtent tout caractère ab-» solu et substantiel, que parce qu'étant deux, elles se » limitent l'une par l'autre, et s'excluent ainsi du rang » de substance, il faut que la raison les rapporte à une » cause substantielle unique, au-delà de laquelle il n'y » a plus rien à chercher relativement à l'existence, c'est-» à-dire, en fait de cause et de substance, car l'existence » est l'identité des deux. . . . . . . Le Dieu de la con-» science n'est pas un Dieu abstrait, un roi solitaire re-» légué par delà la création sur le trône désert d'une

» éternité silencieuse et d'une existence absolue, qui
» ressemble au néant même de l'existence : c'est un
» Dieu à la fois vrai et réel, à la fois substance et cause,
» toujours substance et toujours cause, n'étant substance
» qu'en tant que cause, et cause qu'en tant que substance,
» c'est-à-dire, étant cause absolue, un et plusieurs,
» éternité et temps, espace et nombre, essence et vie,
» indivisibilité et totalité, principe, fin et milieu, au
» sommet de l'être et à son plus humble degré, infini et
» fini tout ensemble, triple enfin, c'est-à-dire, à la fois
» Dieu, nature et humanité. En effet, si Dieu n'est pas
» tout, il n'est rien; s'il est absolument indivisible en
» soi, il est inaccessible et par conséquent incompréhen-
» sible, et son incompréhensibilité est pour nous sa des-
» truction. »

Nous ne nous arrêterons pas à cette dernière phrase qui, mise en regard de celle que nous avons empruntée plus haut à Bossuet, formerait une véritable accusation d'athéisme, contre l'aigle de Meaux et contre les philosophes païens et chrétiens, considérés comme les plus fervens apôtres du déisme; contre Ciceron qui disait après Simonide : *plus j'y fais reflexion, plus la chose me paraît obscure;* contre Rousseau, adorant d'autant plus l'essence infinie de la divinité, qu'il la concevait moins, et déclarant qne le plus digne usage de sa raison, était de s'anéantir devant l'être des êtres; contre la plupart des hommes, enfin, réputés les plus religieux chez tous les peuples, où le monothéisme a pénétré. Mais ce que nous croyons devoir faire observer, c'est que M. Cousin, en assimilant l'incompréhensibilité de Dieu à sa destruction, et en taxant ainsi implicitement d'athéisme tout ce que la légende a de plus saint, arrive lui-même, avec la prétention de

saisir et de comprendre la divinité, à ce système de panthéisme qui identifie la substance et la cause, rappelle par conséquent tout ce qui existe à une substance unique, et dont les auteurs ou sectateurs, depuis Xénophanes jusqu'à Spinosa, ont été universellement considérés comme athées. Nous n'indiquons ce résultat que pour faire ressortir davantage l'incertitude et le vide des discussions ontologiques, et la nécessité d'abandonner des questions que la philosophie ne parviendra jamais à éclaircir, et qui ne servent qu'à dévier les plus hautes capacités intellectuelles, de la carrière de la science positive, où leurs travaux pourraient acquérir, sans contestation, le degré de certitude et d'importance qu'elles cherchent et poursuivent en vain au milieu des abstractions. « Pourquoi, dit le théiste de Genève, vouloir pénétrer dans ces abîmes de métaphysique qui n'ont ni fond ni rive, et perdre à disputer, sur l'essence divine, ce temps si court qui nous est donné pour l'honorer ? » Pourquoi, dirons-nous à notre tour, nous, dont l'existence n'a qu'une valeur phénoménale, et qui sommes destinés à vivre dans un monde qui s'offre avec le même caractère, au lieu de nous appliquer à étudier les phénomènes qui seuls sont aperceptibles et observables, et dont la connaissance et l'appréciation peuvent exercer de l'influence sur la vie humaine ; pourquoi nous efforcer d'atteindre la sphère inaccessible de l'être abstrait et absolu, qui n'est pas la nôtre, et de laquelle il nous est irrévocablement interdit de rien exporter d'utile et d'applicable à la prospérité des régions inférieures, où la loi suprême de l'univers a marqué notre place ?

Nous terminerons ici l'examen critique des *Fragmens philosophiques*, dont nous avons considéré l'esprit d'ensemble, dans la préface qui leur sert d'introduction et de résumé.

Honoré de la bienveillance de M. Cousin, admirateur de son talent comme écrivain, de sa profondeur comme savant, de sa pénétration comme penseur, l'auteur de cet article a cru devoir se montrer d'autant plus sévère dans le jugement qu'il avait à porter sur les spéculations ontologiques, qu'il regrettait de voir un homme célèbre leur consacrer la puissance d'une intelligence, à qui l'on a droit de demander une application spéciale de son activité, au perfectionnement des théories et des doctrines qui peuvent influer sur les progrès de l'ordre social. M. Cousin se prépare, dit-on, à publier le résultat de ses méditations sur la morale et la politique. Puissions-nous le rencontrer bientôt dans ce domaine des réalités, revenu de ses préventions contre *l'industrialisme*, ou la philosophie positive! Les rapprochemens que nous avons indiqués dans notre premier article, entre ses idées et les nôtres, sur quelques points essentiels, nous font espérer que de nouvelles publications ne feront que rendre de plus en plus possible une concordance à laquelle nous attacherions le plus grand prix.

P. M. L.

DE LA CIRCULATION.

ECHANGE. — VENTE. — PROMESSE.

PRODUITS. — MONNAIE. — PAPIER.

Nous avons si souvent essayé de démontrer que la méthode scientifique d'observation consistait à classer les

faits par séries homogènes, d'après leur ordre de succession, pour en déduire des principes généraux ou des lois, que l'on sentira facilement pourquoi nous plaçons en tête de cet article les trois mots, *échange*, *vente* et *promesse*, auxquels correspondent, comme moyens, ces trois autres mots, *produits*, *monnaie*, *papier*. Nous avons voulu, par-là, indiquer les termes principaux de la série que nous devons examiner pour traiter la question de la circulation.

Il semble, au premier aperçu, que cette question n'ait pas besoin d'être prise de si haut, et que sa portée ne soit pas nécessairement aussi grande ; en d'autres termes, on peut croire que, pour la traiter, il est inutile de se plonger dans la profondeur du passé, en examinant ce que sont les échanges chez les peuples barbares, qui n'ont pas de monnaies, ou d'errer dans le vague d'un avenir *incertain*, en recherchant quel doit être un jour le moyen le plus favorable pour que les sociétés profitent le plus possible de l'emploi de leurs capitaux. Enfin, pour observer le phénomène de la circulation, on peut penser qu'il suffit de voir comment les choses se passent.

C'est avec cette méthode que Pinto a fait son ouvrage, *De la Circulation et du Crédit ;* il connaissait parfaitement le mécanisme des changes et les calculs de la bourse ; mais on peut lui appliquer avec justesse l'expression de M. Say, sur l'ouvrage de Condillac : *le babil ingénieux* de son livre ne saurait donner une idée claire de ce qu'il faut entendre par le mot de *circulation* : il est impossible de concevoir, en le lisant, pourquoi la circulation *monétaire* s'adjoint chaque jour de plus en plus celle des *promesses*, et comment le crédit vient aider les relations, dans lesquelles nos vieilles habitudes de défiance auraient exigé un gage, la monnaie.

Le dictionnaire de l'Académie s'exprime ainsi : « On appelle *figurément* la circulation de l'argent, le mouvement de l'argent, qui passe d'une main à l'autre, et qui le fait rouler dans le commerce. » Il est difficile de donner une définition plus obscure.

Le mot circulation, isolé, présente en général à la pensée, l'idée d'argent, et cependant on conçoit que l'on puisse dire, *la circulation des produits est rapide*, pour exprimer que le temps qui s'écoule entre le premier travail de la production et la consommation est fort court, c'est-à-dire que *le transport*, *les échanges*, *la vente* ou *le prêt*, qui permettent à chacun de se procurer facilement l'instrument ou l'objet de son travail, se font rapidement.

La circulation, quel qu'en soit le moyen, exprime toujours le passage des produits d'une main à une autre, et non pas le *mouvement* qui fait *rouler* l'argent : ce passage s'effectue par l'*échange*, par la *vente* ou par le *prêt*; dans le premier cas, les hommes, complètement défians, ne se dessaisissent de ce qu'ils possèdent qu'en obtenant l'objet même qu'ils désirent; dans le second, ils consentent à livrer leurs produits contre un métal qu'ils ne demandent pas pour leurs propres besoins, mais au moyen duquel ils ont la presque certitude d'obtenir les produits qu'ils recherchent pour leur consommation ou pour leurs travaux. Enfin, dans le prêt, la vente à terme et l'escompte, on consent à donner les produits que l'on possède, à condition que ces produits ou leur équivalent, seront rendus à époques fixes ou indéterminées. Toutes ces opérations se font chaque jour sous nos yeux. Quelques pays soumis aux préjugés de la monnaie ne permettent, dans les rela-

tions commerciales extérieures, que des échanges en nature : ainsi à la foire de Kiachta, sur les frontières de la Chine et de la Russie, la monnaie ne figure pas dans les transactions, et les partisans de la balance du commerce disent sans doute que cette foire n'est bonne pour aucune de ces deux puissances puisqu'il n'y a pas moyen d'en rapporter du numéraire ; la vérité est que les rapports qui s'établissent entre des peuples qui ne se servent pas de monnaies présentent de grandes difficultés, et que ce mode barbare de communications industrielles est repoussé par les peuples civilisés. Enfin l'échange en nature, qui a dû nécessairement précéder la création des monnaies, est considéré comme un très-mauvais moyen de faire circuler les produits.

Cette conviction, que nous avons aujourd'hui de l'insuffisance nuisible de l'échange en nature, a été sentie au moment où l'on a eu la première idée de choisir, parmi tous les produits, celui qui présenterait les qualités nécessaires pour servir, le plus exactement possible, de commune mesure. La rareté des métaux précieux, ou pour parler plus exactement, les difficultés de leur extraction, leur durée et la facilité de leur division les ont généralement fait adopter ; ils offraient, en outre, l'avantage de ne pas faire redouter comme toutes les autres productions de la nature, de rapides et fortes variations dans leur propre valeur, parce que l'abondance de leur production, facilement connue, n'était pas soumise à l'intempérie des saisons.

Nous croyons inutile de nous étendre davantage sur les causes qui ont fait choisir les métaux précieux comme moyen de faciliter les échanges, c'est-à-dire, la circulation des produits ; qu'il nous suffise de constater que le

grand problème de la circulation consiste à faire parvenir, le plus promptement possible, les produits dans les mains des hommes qui sont le plus capables de les perfectionner, ou du moins de les employer directement ou indirectement à leurs travaux, et qu'on a atteint, en partie, ce but en introduisant une commune mesure de tous les produits dans les relations commerciales.

La création de la monnaie métallique a donc été une amélioration considérable, mais le génie industriel ne s'est pas arrêté là : l'échange des produits contre la monnaie annonce que la défiance existe encore d'une manière bien sensible entre les contractans; cependant, outre les facilités que ce moyen présente, pour échanger indirectement les produits offerts contre les produits demandés dans un court espace de temps, leur appréciation facile, en les rapportant à un mètre commun, permet encore de contracter des ventes à terme ou des prêts qui auraient *souvent été impossibles*, si l'emprunteur avait dû s'engager à rendre absolument les mêmes objets qu'il aurait empruntés, et réciproquement si le prêteur avait été contraint, dans tous les cas, à recevoir ces mêmes objets lorsque l'échéance du prêt serait arrivée.

Dans la plupart des prêts d'objets mobiliers, la restitution en nature et à long terme est, en général, avantageuse à l'emprunteur, puisque les produits sont chaque jour obtenus à moins de frais; or la stipulation de toute espèce de prêt en monnaie place l'homme qui emprunte, même pour acheter un immeuble, dans la situation où sont les emprunteurs d'objets mobiliers. L'agriculteur qui emprunte pour acheter une terre, et qui s'engage, non pas à rendre la terre qu'il achète, mais bien les écus qu'il a empruntés pour l'acquérir, fait en général un

calcul avantageux ; car la même étendue de terre, à l'échéance du prêt, produirait davantage, serait améliorée, tandis que, selon toute apparence, l'exploitation des métaux précieux étant chaque jour mieux faite, le remboursement en numéraire serait bien plus avantageux pour l'agriculteur que ne le serait le remboursement en nature de l'étendue de terre qu'il aurait achetée.

La création de la monnaie a donc contribué d'une manière évidente à accroître, dans toutes les affaires industrielles, dans tous les échanges, l'influence des emprunteurs par rapport aux prêteurs, et généralement celle des producteurs comparée à celle des oisifs (1), car elle a, pour ainsi dire, donné la faculté de mobiliser des choses qui, par leur nature, n'auraient pas pu entrer dans un échange et qui trouvaient cependant des ac-

---

(1) Lorsque nous nous servons des mots *emprunteurs*, *prêteurs producteurs*, *oisifs*, il nous arrive souvent de n'avoir en vue ni les individus ni les choses, mais plutôt l'action à laquelle ces mots correspondent. Nous l'avons déjà dit, un homme peut être producteur par rapport à la partie de ses capitaux qu'il met en œuvre, et non-producteur par rapport à celle qu'il prête, loue, afferme ou vend à terme; de même un riche négociant peut faire escompter quelquefois sa signature et vendre en même temps des marchandises à terme, ces deux opérations permettent de lui appliquer les noms d'emprunteur et de prêteur. Ces qualités différentes sont donc quelquefois confondues dans les mêmes individus, mais elles appartiennent plus particulièrement à certaines classes, les producteurs sont généralement emprunteurs, comme les oisifs sont prêteurs ; la manière la plus élevée d'envisager tout ce qui a rapport au crédit, est donc d'examiner comment la classe qui emprunte se comporte avec celle qui prête, les cas particuliers rentrent dans ce fait général : *producteur, non-producteur; travailleur, oisif*; *emprunteur, prêteur*; ces mots renferment toute la philosophie de l'industrie.

quéreurs ou qui donnaient lieu à un prêt, et par conséquent il devenait plus facile à un homme laborieux, intelligent, d'acquérir ou d'emprunter les matériaux dont il avait besoin pour produire.

Toutes les habitations ne sont pas occupées, toutes les terres ne sont pas cultivées par les gens qui pourraient en tirer le meilleur parti ; mais lorsque la propriété des machines et du lieu qu'elles occupent, peut facilement être transmise d'une personne à une autre, par la *vente* ou par le *prêt*, la production est nécessairement mieux exécutée, chaque homme se case de plus en plus suivant son aptitude particulière pour tel ou tel travail ; et la circulation des produits est plus active, puisque, d'une part, la plus sévère défiance trouve un gage matériel dans les ventes qu'elle fait, et que, d'une autre part, tous les actes de confiance sont plus favorables au producteur que ceux qui s'effectuaient auparavant sous la forme de prêt en nature.

Nous avons déjà fait remarquer dans nos articles sur le fermage, de quels termes se compose la série des rapports du propriétaire de la terre avec l'homme qui l'exploite : depuis l'esclavage du nègre, jusqu'à l'importance politique du franc-tenancier anglais, il y a des progrès continuels ; mais ce qu'il faut surtout observer, c'est le passage du fermage en nature au fermage en monnaie ; Smith a fait remarquer que des rentes constitués en blé et en monnaie, à la même époque, et qui étaient réellement égales au moment de leur création, étaient devenues tout-à-fait différentes, la première représentant toujours à peu près la même quantité de jouissances, c'est-à-dire commandant presque la même quantité de travail, l'autre au contraire diminuée peu à peu

par la dépréciation constante des métaux précieux, c'est-à-dire par leur moins coûteuse exploitation. Les rentes stipulées en nature, lorsque les objets indiqués par le contrat ne sont pas susceptibles de très-grands perfectionnemens dans les procédés de leur production, donnent seules un revenu que l'on peut appeler fixe, il était donc de l'intérêt des propriétaires fonciers, par exemple, de conserver leurs fermages en nature, et cependant ce mode de relation disparaît peu à peu des pays où le fermier joue un autre rôle que celui d'esclave.

Les revenus des propriétaires oisifs, déterminés en monnaie, soit pour une terre, soit pour une maison, soit enfin pour un prêt quelconque; ont été soumis à une décroissance constante, non-seulement dans le taux auquel ces revenus ont été primitivement calculés, mais encore dans la matière employée pour leur paiement; et si l'on observe que les relations de commanditaires pourraient exister dans l'agriculture entre le propriétaire et l'exploitant, comme elle lient, dans les autres branches de l'industrie, le capitaliste et le gérant, enfin si l'on remarque que la propriété foncière pourrait être régie par les mêmes lois, et louée aux mêmes conditions que la propriété mobilière, on concevra plus facilement peut-être, comment la position du fermier exploitant, par rapport au propriétaire oisif, peut encore devenir de de plus en plus avantageuse.

Nous avons déjà développé longuement toutes ces considérations dans les articles d'économie-politique publiés dans le *Producteur*, mais il était indispensable de rappeler au lecteur ce fait général qui préside à toutes nos conceptions sur les rapports industriels, *la dépréciation graduelle des classes oisives, et l'amélioration progressive du sort des*

producteurs, afin d'envisager la question qui nous occupe sous son véritable jour.

Ainsi la circulation, et pour parler plus exactement, la circulation des produits, a dû être très-lente jusqu'à la création des monnaies métalliques ; si depuis cette heureuse invention l'espèce humaine n'avait fait aucun effort pour perfectionner encore ce précieux agent des échanges, si toutes les transactions matérielles se faisaient aujourd'hui au comptant, *en écus*, on pourrait croire que les monnaies métalliques sont réellement le moyen d'échange le plus parfait, et l'on aurait bien des probabilités pour penser que l'opinion de Ricardo, par exemple, est une rêverie, lorsqu'il dit que la monnaie est à son état le plus parfait quand elle est de papier. Mais les métaux précieux étaient bien loin de satisfaire aux besoins de la circulation rapide des produits ; le crédit ou la confiance, augmentait chaque jour le nombre des opérations dans lesquelles la monnaie était inutile, parce que le vendeur se contentait d'une promesse, et que l'acquéreur ou emprunteur s'engageait à rendre, à certaines époques, la valeur de l'objet emprunté, mais était dispensé de donner, au moment même, un gage de cette promesse : tel est l'effet de la lettre de change et de tous les titres qui ont le même caractère général de promesses. Nous avons montré dans nos articles sur les banques d'escompte comment ces grands établissemens pouvaient généraliser le crédit, en émettant dans la circulation des billets, en échange des titres escomptés, de sorte que le prêteur réel et l'emprunteur, c'est-à-dire celui qui livre des produits contre un billet de banque et celui qui a fait escompter sa signature, quoiqu'ils ne se connaissent pas, agissent cependant comme si l'un avait confiance en l'autre. En effet,

le résultat de l'escompte est de procurer au dernier les objets qui étaient dans les mains du premier, la banque servant d'intermédiaire pour garantir l'exécution du contrat.

Les banques d'escompte, malgré le peu d'importance de leur action jusqu'à présent, sont toutefois un des essais les plus remarquables qui aient été tentés pour perfectionner le moyen d'échanges, ou la circulation des produits. Elles facilitent, ou du moins peuvent faciliter puissamment, le passage des capitaux mal employés, dans des mains plus actives ou plus habiles. En accordant leur crédit au travail, à la moralité, elles peuvent fournir au génie industriel les moyens de se développer rapidement, puisqu'alors il n'est plus nécessaire qu'un ouvrier intelligent perde un temps précieux à acquérir l'instrument de son travail que la banque lui offre (1) sous la foi de sa promesse.

Tels sont les résultats qu'il faut avoir en vue lorsqu'on est pénétré de cette idée, que l'état de notre crédit privé (2) doit être *perfectionné* comme toutes les institutions humaines. Nous avons déjà si souvent répété que le passé se distinguait de l'avenir en ce qu'on voyait, d'une

---

(1) Nous disons que la banque lui *offre*; nous savons bien que cette offre n'est pas gratuite et que la banque loue ses capitaux, qu'elle les confie moyennant intérêt; mais pour tout ce qui précède la clause relative à l'intérêt ne change aucun des raisonnemens qui précèdent. La banque de Petersbourg qui escompte à 6 pour 100, celle de Paris qui ne prend que 4, une autre banque qui escompterait à 2 pour 100 présenteraient toutes, seulement à des degrés différens, l'avantage de faciliter la circulation des produits beaucoup plus que la monnaie métallique.

(2) Voyez l'article sur l'école du commerce.

part, la défiance, la lutte, l'oisiveté, et de l'autre, le crédit, l'association et le travail, que nous craignons de ramener nos lecteurs sur cette considération, et cependant elle est tellement importante que nous devons saisir l'occasion de prouver qu'elle n'est pas le résultat d'une rêverie philanthropique qui embellit la route dans laquelle s'avance l'humanité, mais que l'examen du passé, pour toute espèce de relation générale entre les hommes, prouve la certitude du principe de la *perfectibilité* ou du développement progressif des facultés de l'espèce humaine.

Les produits ont circulé par le moyen des échanges en nature; l'introduction de la monnaie a été une très-heureuse amélioration; mais le crédit, la confiance ont déjà créé autant de résultats avantageux que la monnaie métallique dont l'utilité décroît sans cesse, tandis que celle des promesses, lettres de change, billets de banque, etc., augmente chaque jour. Un fait bien simple en est la preuve: les rapports industriels entre les hommes se sont prodigieusement accrus; on n'exploite pas pour cela beaucoup plus de mines, mais on donne plus de signatures; les mouvemens d'argent ne sont plus rien en comparaison de ceux de papier, et l'invention des monnaies, qui paraissait si belle, comparée à l'échange en nature, se trouve jouer un rôle peu important dans la circulation des produits.

La monnaie a donc cessé d'être le seul agent des échanges et les promesses ont facilité de nouvelles relations auxquelles la confiance ou le crédit ont donné naissance; par conséquent la monnaie ne peut plus être considérée comme un moyen suffisant pour la circulation des produits. Afin d'apprécier comment cette circulation a pu s'accroître par un autre secours que celui des métaux précieux, il faut remarquer combien peuvent être nombreuses les transac-

tions dont le crédit est la base, comparées à celles où l'une des parties exige un gage matériel de l'avance qu'elle fait à l'autre partie ; et si, en établissant ce rapport, on examine avec quelle rapidité le nombre des premières transactions augmente, comparé à celui des secondes, il n'est pas déraisonnable de croire qu'elles finiront par jouer, dans les rapports industriels, un rôle bien plus important; de manière que l'on peut prévoir que le crédit finira par être le caractère dominant de la circulation des produits dans l'avenir.

Les exemples ne nous manqueraient pas, disons-nous, pour démontrer la justesse de cette vue théorique de la circulation; la masse énorme des paiemens qui s'opérent par le transfert de titres de crédit, par des billets de banque, par des viremens de comptes, enfin la quantité considérable de ventes à terme et l'existence, dans certains pays, d'une monnaie de papier, sont des preuves convaincantes de la marche que suit constamment l'industrie, pour remplacer le coûteux agent de la circulation des produits, par différens moyens qui facilitent encore plus le passage des capitaux là où ils sont réclamés par la production.

Ainsi les livraisons de marchandises, au lieu d'être faites habituellement contre un paiement en monnaie métallique, prennent de plus en plus la forme d'un contrat de prêt, dans lequel l'emprunteur ne s'engage à rendre le produit qui lui est livré, qu'à l'époque où, selon toute probabilité, il aura achevé le travail pour lequel ce produit lui était nécessaire.

Si les rapports entre les hommes qui possèdent les produits et ceux qui les réclament, étaient de nature à offrir cette facilité au travail; si les capitaux, inactifs ou mal employés, passaient avec rapidité dans des mains la-

borieuses et habiles, sous la condition de ne les rendre que lorsque le travail serait achevé, le problème de la circulation serait complètement résolu puisque les capitaux seraient toujours employés le mieux possible, sans que le prêteur, pendant toute la durée du travail, pût gêner le producteur en réclamant le remboursement. Mais il n'en est pas ainsi: lorsque les obstacles matériels qui séparent les hommes sont applanis, lorsque des routes, des canaux et tous les moyens de transport ont rapproché les points éloignés d'un territoire, l'utilité dont les producteurs peuvent être les uns pour les autres, par suite de la division des travaux suivant les capacités, n'est pas encore entièrement obtenue, les individus sont en présence, le marché général leur est ouvert, mais ils n'y apportent pas tous des produits prêts à être échangés contre ceux dont ils ont besoin. Les uns possèdent des matériaux confectionnés qu'ils sont disposés à offrir et dont ils peuvent même momentanément se passer; d'autres les demandent, mais ils n'ont rien à donner en échange au moment même, et s'ils ne parviennent pas à inspirer assez de confiance pour que ces matériaux leur soient livrés contre la simple promesse de les rendre sous la même forme, ou du moins de restituer des produits équivalens, dès qu'ils auront terminé leur travail, s'ils n'inspirent pas cette confiance, une portion de l'activité humaine est évidemment mal employée, puisque les produits restent inutilement en magasin jusqu'à ce qu'il se présente un acquéreur, et puisqu'ils s'arrêtent dans des mains incapables de les améliorer.

La circulation des produits, outre les entraves matérielles dont les industriels cherchent constamment à l'affranchir, lutte donc toujours contre un obstacle qu'on peut appeler moral, la défiance, dont il est possible de

diminuer les inconvéniens : lorsque le travailleur s'est rapproché du possesseur des produits dont il a besoin, c'est-à-dire, lorsque le *producteur* est en présence du *propriétaire*, si celui-ci peut se passer momentanément de ses produits et s'il a confiance dans la *promesse* de remboursement que lui offre le producteur (1), il lui livre les instrumens d'industrie qu'il possède. Plus la convention faite entre eux sera favorable au travailleur, c'est-à-dire, plus le non-producteur aura confiance dans le producteur, moins la circulation éprouvera d'obstacles. Les produits inactifs passeront rapidement dans des mains laborieuses, et seront plus vite achevés et prêts pour la consommation : faciliter la circulation, c'est donc porter aussi loin que possible la confiance des oisifs dans les travailleurs (2).

En résumant tout ce qui précède, on reconnaîtra que la circulation existe dans le cas où l'homme qui possède un produit consent à le livrer à un autre homme, et qu'elle est d'autant plus parfaite que les produits passent rapidement des mains de celui qui leur a donné la dernière façon dans celles qui sont le plus capables de leur en donner une nouvelle. Le premier moyen employé, moyen qui n'était applicable que dans certains cas, a été l'échange, le second a été la monnaie métallique, enfin le troisième consiste dans la promesse considérée comme garantie du remboursement, promesse qui peut, ainsi que nous allons le voir, remplacer complètement l'usage des métaux précieux.

---

(1) Nous avons vu que les banques étaient un moyen d'entourer cette promesse d'une grande garantie.

(2) Voyez la note de la page 42.

Nous n'avons pas l'intention de revenir en détail sur le mécanisme des banques, cependant nous devons rappeler quelques-uns des principes généraux sur lesquels l'utilité de ces établissemens est fondée.

Les facultés industrielles ne sont pas suffisantes pour produire, elles doivent s'allier aux capitaux, aux instrumens, pour créer des produits; tous les efforts du crédit doivent tendre à donner aux producteurs, le plus promptement possible, les instrumens disponibles de l'industrie. Celui qui ne les possède pas, mais qui, par sa capacité et sa moralité, donne la garantie qu'il les emploierait utilement, si on les lui confiait, doit pouvoir obtenir, au moment même, ceux qui restent inactifs dans les magasins; la banque, en garantissant la solvabilité du producteur qui se présente pour les employer, en empruntant pour ainsi dire, pour lui ces instrumens, hâte la circulation, elle escompte la promesse du producteur, lui donne en échange sa propre promesse ou son billet, contre lequel le détenteur des produits disponibles consent à les livrer à l'industriel qui doit les mettre en œuvre.

L'ancien détenteur des produits a donc dans ses mains un titre qu'il peut faire valoir contre la banque au moment convenu pour le remboursement; la banque exercerait alors son recours contre l'industriel emprunteur, et si elle ne s'était pas trompée sur la capacité qu'elle lui avait supposée, elle retrouverait chez lui de quoi faire face à la demande de l'ancien détenteur; en examinant l'ensemble des travaux d'une banque générale émettant ses billets dans toutes les opérations de crédit, on sentira que, pour faire sa liquidation, cette banque pourrait renvoyer chacun des prêteurs aux emprunteurs eux-mêmes, lorsque les

premiers réclameraient la restitution des produits qui seraient passés à la disposition des seconds : par conséquent il suffirait que les emprunteurs consentissent à restituer ces produits, chaque fois que les prêteurs leur rendraient les billets de banque, reçus par eux en garantie; les emprunteurs à leur tour rendraient à la banque ses billets et retireraient les promesses qu'ils lui auraient précédemment données. Tous les engagemens réciproques seraient alors annulés. Les billets de banque, pendant toute la durée de cette opération, auraient fait office de *monnaie*, puisque chaque fois qu'ils auraient passé de l'emprunteur au prêteur, et du prêteur à l'emprunteur, ils auraient été réellement donnés en *paiement* de produits.

Si, dans toutes les circonstances où les industriels ne peuvent pas payer, au moment même, les produits qu'ils désirent obtenir pour leurs travaux, ils trouvaient des banques prêtes à les garantir, jamais il n'y aurait de lenteurs dans la production; à peine achevés dans un atelier, les produits passeraient rapidement dans un autre, jusqu'au moment où complètement confectionnés, ils seraient livrés à la consommation (1).

La facilité des communications par routes et par ca-

---

(1) Si l'organisation du système de crédit privé était telle que la circulation des produits n'éprouvât aucun arrêt, aucun retard, le commerce de spéculation proprement dit n'existerait pas, il n'y aurait que celui de commission. C'est donc bien mal juger les relations commerciales que de dire, comme tant de praticiens et même de théoriciens : la spéculation est l'âme du commerce. Les chances des spéculations ont trop de rapport avec celles du jeu, pour qu'on ne croie pas qu'elles doivent disparaître des habitudes commerciales: et en effet quelles sont les époques brillantes des spéculations? les disettes, les guerres, tous les événemens qui dérangent l'ordre des

naux n'empêche pas qu'il n'y ait du temps perdu pour parcourir l'espace, chaque perfectionnement a pour résultat de l'abréger et de diminuer ainsi l'inconvénient des distances, mais cet inconvénient subsistera toujours; de même l'échange, la vente et le prêt sont les moyens de transmettre les droits de propriété sur les produits. Eh bien! le crédit n'empêchera pas sans doute qu'il n'y ait du temps perdu toutes les fois qu'il sera nécessaire de faire une transmission de droit de propriété, de quelque nature qu'elle soit, mais au moins il doit progressivement diminuer les formalités gênantes, les charges pénibles qui pourraient nuire aux actes d'échange, de vente ou de prêt.

Comme dans toute société civile chaque produit appartient à quelqu'un, et que la division des travaux exige que ces produits changent fréquemment de possesseurs, faciliter le passage d'une main à l'autre, tel est le but de l'industrie commerciale proprement dite; mais la classe de commerçans qui rend sous ce rapport les plus grands services au travail, se compose des banquiers, constamment occupés à chercher les capitaux qui sont inactifs, pour les

---

travaux. Sans doute il se rencontrera toujours quelques événemens de ce genre; mais leur influence durable ou répétée diminue sans cesse : et si quelques esprits chagrins et aveugles nous croient exposés, au XIXe siècle comme au moyen âge, comme dans l'antiquité, aux calamités de la guerre, au moins reconnaîtront-ils que les famines, les pestes sont plus rares aujourd'hui qu'autrefois; mais la maladie qu'il faut vigoureusement combattre ou prévenir avec habileté, c'est ce désordre dans la production habituellement nommé encombrement, désordre que des économistes, d'ailleurs très-distingués, se refusent à reconnaître, et contre lequel d'autres, plus clairvoyans, n'ont su imaginer que d'insuffisans remèdes.

confier à l'industrie qui les réclame. La partie la plus délicate de la circulation, celle où il faut obtenir que le produit passe dans les mains d'un homme qui n'a pas de quoi le payer, constitue la base de toutes les opérations de banque, et les banquiers sont réellement les représentans des industriels, auprès des non-producteurs qui peuvent faire les avances de la production.

C'est donc aux banquiers principalement qu'il est réservé de perfectionner les moyens de faire faire ces avances au travail par les propriétaires et les capitalistes, et ils ne parviendront à découvrir les moyens d'améliorer la condition de leurs cliens, et par conséquent d'augmenter l'influence politique qu'ils doivent nécessairement exercer eux-mêmes, par suite de leur patronage industriel, qu'en les cherchant dans le développement de l'esprit d'association parmi eux; c'est-à-dire en constituant le crédit privé, bien plus important encore que ce qu'on appelle le crédit public, sur une base large, et en l'organisant de manière à donner à chaque branche de l'industrie une direction particulière soumise elle-même à une direction générale toujours conforme au développement régulier de la production.

Nous nous occuperons autre part plus particulièrement de rechercher quelle serait la forme que pourrait prendre l'organisation des classes industrielles, mais nous répétons ce que nous avons dit dans nos précédens articles que les banques d'escompte sont appelées, par la nature des services qu'elles peuvent rendre à l'industrie, à remplacer les conseils supérieurs qui présidaient autrefois aux intérêts de chaque corporation.

Les banques nous paraissent renfermer tous les élémens industriels d'un ordre social fondé sur la confiance,

c'est, par elles que le crédit privé peut prendre toute l'extension désirable, elles seules peuvent donner aux travaux séparés un caractère d'ensemble qui préviendrait les crises, c'est-à-dire, qui s'opposerait à la variation rapide des prix, suivie du manque de confiance, du discrédit; enfin la circulation des produits, leur passage facile d'une main à une autre pour hâter la production, sera accéléré par le mécanisme ingénieux des banques, qui garantissent que les capitaux prêtés à leurs cliens seront utilement employés.

Cette dernière considération surtout est d'une grande importance par l'application qu'il serait possible d'en faire aux emprunts publics.

Jusqu'à présent les économistes ont beaucoup discuté pour savoir si les dépenses d'un gouvernement étaient *reproductives*, et en mettant de côté les grandes entreprises d'utilité industrielle, telles que les routes, les ponts, les canaux, les mines et quelques autres travaux, plusieurs auteurs sont arrivés à résoudre affirmativement ou négativement cette question; la différence d'opinion n'est pas étonnante, on joue sur les mots reproduction, services productifs, produits immatériels, etc.; mais aussi la question est mal posée, il ne s'agit pas de savoir si ce que consomme un administrateur est reproduit par lui, mais d'examiner s'il n'est pas indispensable que la société fasse le sacrifice de la nourriture, du vêtement, du logement qu'elle donne à ses administrateurs, s'il ne faut pas qu'elle leur donne les moyens de se procurer des jouissances intellectuelles et morales qui élèvent l'esprit et perfectionnent les mœurs, pour qu'en échange les administrateurs consentent à employer leur temps à surveiller les affaires publiques et à leur imprimer une di-

rection conforme au développement progressif des facultés humaines. La question alors n'est plus douteuse, il est évident que la société doit s'imposer ce sacrifice. Il y a donc une certaine quantité d'individus qui peuvent prétendre à une partie des produits sociaux, mais ces hommes n'ont pas d'argent pour les acheter ou n'offrent pas d'autres produits en échange; dans ce cas, nous venons de le démontrer, la circulation, c'est-à-dire, le passage des produits d'une main à une autre, ne peut avoir lieu que par la force ou par la confiance.

Or nous avons déjà fait voir, en traitant des impôts et des emprunts, que ceux-ci tendaient à faire disparaître les autres; cette opinion était fondée non-seulement sur le principe général de la substitution du mode de crédit à l'empire de la force, mais elle était appuyée d'un fait palpable que tout le monde peut vérifier, l'introduction du système d'emprunt pour couvrir certaines charges publiques qui, autrefois, auraient été faites au moyen de l'impôt. Le point extrême vers lequel nous tendons dans cette série particulière des progrès de l'espèce humaine, c'est l'impôt volontaire, le don gratuit, l'offrande civique; et quoique nous ne puissions peut-être jamais atteindre cette limite, cependant si nous marchons réellement dans cette direction, les emprunts, qui sont basés sur la confiance, peuvent subsister long-temps encore, tandis que les impôts, fondés sur la force, auraient disparu.

Nous avons dit que les banques garantissaient que les capitaux employés par leurs cliens étaient utilement employés; pourquoi le gouvernement ne parviendrait-il pas à être le client, non pas d'une banque spéciale, mais d'une banque générale qui présiderait à la direction de tous les autres établissemens de crédit? personne ne

nous fera l'injure de croire que le raisonnement que nous faisons ici s'applique à tel ou tel état existant aujourd'hui et consommant, d'une manière nuisible aux progrès de l'humanité, plus de la moitié de son budget; non sans doute; il faut, en même temps que le crédit privé prend de l'extension, que les gouvernemens imitent l'exemple des producteurs qui, cherchant à avoir du crédit, renoncent aux dépenses de luxe sans but; il faut qu'ils s'efforcent de produire le bien qu'on attend d'eux, avec le moins de dépenses possibles d'hommes, de temps et par conséquent de produits; enfin l'organisation du système du crédit public confondu avec les banques de l'industrie, ne sera complètement conçue et mise à exécution qu'au moment où l'on aura tout-à-fait reconnu que les formes employées aujourd'hui par les gouvernans vis-à-vis des gouvernés pour obtenir d'eux leurs pensions, leurs appointemens, leurs salaires, sont empreintes de violence et n'ont pas le caractère industriel qu'elles acquéreraient bientôt, si les gouvernemens faisaient chaque jour un plus fréquent usage du système d'emprunt, et s'ils se conformaient aux exigences du crédit.

Avant de démontrer comment le mécanisme ingénieux des banques pourra s'appliquer au prélèvement des sommes nécessaires aux dépenses publiques, nous croyons devoir nous arrêter un instant sur le système d'emprunt, pour éclaircir une difficulté sur laquelle nous avons promis de revenir; nous voulons parler de l'accroissement progressif de la dette publique. Si cet accroissement était un obstacle à l'emploi général du système d'emprunt, il faudrait au moins chercher dans quelles limites doit être renfermée la dette publique; ainsi, bien des personnes disent: une grande dette publique est ruineuse, mais une dette modérée est une bonne chose. Il

faut cependant s'expliquer : supposons qu'aujourd'hui chaque propriétaire jouissant d'un revenu pour le capital qu'il prête, la maison qu'il loue, la terre qu'il donne à ferme, remette ses titres au trésor public, le charge de percevoir pour lui ses revenus, et fasse inscrire, d'une part son nom sur le grand livre de la dette publique, et de l'autre le nom de son débiteur sur les rôles d'impositions, la dette publique serait ostensiblement accrue d'une manière prodigieuse, et cependant l'état ne serait ni plus ni moins riche, il serait même possible d'organiser la comptabilité de cette double opération, c'est-à-dire de la perception des revenus et de leur paiement au propriétaire, de manière à économiser une grande partie du temps, perdu aujourd'hui pour tous ces recouvremens partiels.

L'accroissement de la dette publique n'a donc, par lui-même, rien d'effrayant; il ne faut pas trembler devant des chiffres avant d'avoir examiné ce qu'ils représentent : et si le système d'emprunt, substitué aux impôts, avait pour résultat quelque chose de semblable à l'hypothèse que nous venons de faire, ce résultat n'aurait rien d'alarmant, car il annoncerait au contraire la possibilité de faire un grand travail d'ensemble sur les revenus des non-producteurs, qui tendraient à transformer leurs titres de propriétés en coupons d'emprunt public, tandis que leurs propriétés actuelles passeraient dans les mains des exploitans qui en deviendraient acquéreurs.

Et en effet, l'homme qui entre dans la classe des rentiers de l'état, donne généralement à un producteur qui a besoin, pour ses travaux, de capitaux et non d'une rente, les capitaux qu'il possède ; il échange le titre de propriété d'une terre, d'une maison, d'un meuble, contre la promesse d'un revenu pris sur les produits annuels de la so-

ciété. Quand on crée un nouvel emprunt, le capitaliste qui y prend part fait encore la même chose ; il abandonne un titre de propriété foncière ou mobilière contre une promesse de rente. Ainsi, toutes les fois qu'il existe des emprunts, quelle que soit leur quantité, il est certain que les hommes qui les possèdent ont primitivement abandonné à l'Etat un titre de propriété matérielle bien évidente. Dans le cas des emprunts toujours croissans, le capital seul est consommé par le gouvernement, c'est-à-dire que parmi les titres de propriété abandonnés par les souscripteurs de l'emprunt, ceux qui représentent le capital sont réellement détruits avec lui ; mais les titres, créés pour payer les intérêts composés, subsistent encore, les propriétés qu'ils représentent n'appartiennent plus aux mêmes personnes que l'année précédente, mais selon toute apparence, les nouveaux possesseurs en tirent un meilleur parti, puisqu'ils ont cherché à les acquérir. Nous avons dit *que dans le système des emprunts*, les produits consommés par les dépenses publiques étaient toujours les plus mal employés. Nous avons ajouté, comme preuve surabondante de la possibilité d'application de ce système, que ce mode de perception des dépenses publiques permettait de rendre aux travaux de la production les hommes qui étaient occupés de la perception des impôts, et que l'accroissement progressif du capital social, dû à ce nouveau travail, pouvait aider à comprendre que l'accroissement progressif de la dette n'était pas nécessairement une cause de ruine, puisqu'elle augmentait le nombre des travailleurs ; nous craignons, malgré l'exemple que nous avons cité (la loterie remplacée par un emprunt), qu'on n'ait pas bien saisi ce point de vue important de la question. Si les frais de perception d'un budget d'un mil-

liards s'élèvent à 100 millions, et qu'au lieu d'employer l'impôt on se serve de l'emprunt, on n'a plus que 900 millions à demander aux prêteurs : ceux-ci les livrent moyennant une rente, stipulée à 5 p. 0/0 par exemple ; en conséquence ils ont droit, l'année suivante, à 45 millions, et les dépenses publiques exigent un impôt de 945 millions; mais les employés licenciés ont produit de leur côté 100 millions qui n'existaient pas l'année précédente ; il est plus facile de donner cette année 945 millions pour les dépenses publiques, qu'il ne l'était d'en trouver 900 l'année précédente, et le capital se trouve, toutes dépenses faites, augmenté de 55 millions. En continuant ainsi on verra que l'accumulation des intérêts est dépassée par l'accumulation du capital due au travail des employés rentrés dans les rangs industriels ; car chaque année, non-seulement les mêmes employés renouvellent le même produit, mais ils profitent aussi de l'accumulation des capitaux pour accroître chaque année leurs productions. Enfin, si les frais de perception épargnés sont plus forts que l'intérêt des emprunts, il est certain que ce système, non-seulement ne serait pas nuisible à la production, mais qu'il tendrait à provoquer la baisse de l'intérêt, uniquement parce que l'accroissement du capital social serait plus rapide qu'il ne l'aurait été sous le régime des impôts. Passons actuellement à la facilité que présente l'organisation générale des banques d'escompte ou de prêt et d'emprunt, pour procurer au gouvernement les sommes nécessaires à ses dépenses.

Lorsque les premiers banquiers sentiront la nécessité de poser cette question : comment faut-il perfectionner les moyens de crédit qui rapprochent le travail de l'instrument, ou le producteur du propriétaire ? elle sera bientôt résolue. Ils reconnaîtront dabord la nécessité de constituer

des banques, dont toutes les opérations seraient garanties par une prime déterminée en raison de la solvabilité moyenne des cliens de ces banques ; leurs fondateurs trouveraient un grand avantage personnel dans ces associations qui leur permettraient de donner la garantie sociale constatée par les billets de la banque, dans presque toutes les opérations où ils n'auraient pu donner auparavant que leurs signatures individuelles.

Si de pareilles banques existaient dans chaque branche d'industrie, toutes les opérations de crédit, dans lesquelles l'intérêt des capitaux avancés est aujourd'hui un bénéfice pour les banquiers, composeraient en partie le revenu des banques ; tous les bénéfices qui se répartissent actuellement entre des milliers d'individus occupés de l'escompte, ou qui, faisant des ventes à terme, attendent les échéances des réglemens de factures ; enfin, toutes les opérations de prêt qui se font directement entre l'homme qui possède et celui qui n'a rien à donner en échange, rentreraient dans les attributions des banques.

Or, nous avons montré comment il était possible de constituer le crédit des banques sur des bases assez solides pour que ces établissemens puissent se passer d'un capital mort, inactif dans leurs caisses ; les bénéfices de leurs opérations, déduction faite des frais d'administration, formeraient donc annuellement un revenu qui serait d'autant plus considérable, que le taux des escomptes ou des prêts, comparé à leur nombre, serait élevé, et ce revenu, au lieu d'être distribué aux actionnaires fondateurs qui ne seraient réellement pas bâilleurs de fonds, mais simplement garans de la bonne gestion, pourrait être appliqué à toute espèce de dépense faite dans *l'intérêt général*.

Il existe en dehors des banques des individus, dont l'em-

ploi consiste à garantir la société des troubles intérieurs, des attaques étrangères, de conserver la nation en paix, et par conséquent de favoriser le développement du travail; ce service vaut bien, même pour la banque, celui du surveillant, du teneur de livres, du garçon de bureau; mais il n'est pas rétribué aujourd'hui avec les mêmes égards, la même reconnaissance ; à peine si l'on pense que ce n'est pas un grand mal de nourrir un gouvernant, tandis qu'on croit utile qu'il y ait des gardiens dans l'intérieur des maisons, des contre-maîtres dans les fabriques, des domestiques, occupés des soins de la propreté dans la demeure, etc., etc. Si les banques étaient établies partout comme centres des opérations industrielles dans chaque spécialité, si tous les rapports entre l'industrie active et l'industrie retirée, entre le producteur et le propriétaire non-producteur s'effectuaient par leur entremise, l'étendue de leurs affaires (qui embrasseraient toutes les opérations industrielles dans lesquelles un des contractans est emprunteur et l'autre prêteur) et leurs bénéfices seraient considérables. Or ces bénéfices, avons-nous dit, peuvent être entièrement appliqués aux *dépenses générales d'utilité publique*, et à des essais de grandes exploitations dans lesquelles on craindrait que les expériences ne fussent infructueuses.

C'est ainsi que nous avons envisagé le terme définitif de l'emploi des emprunts pour satisfaire aux dépenses publiques ; nous avons cherché à faire voir comment ce mode de prélèvement devait se substituer peu à peu à celui des impôts, pour opérer la transition du système de la force à celui du crédit, et se terminer par le papier-monnaie ou papier de banque non-remboursable à vue. Tel est, en effet, le mécanisme que nous venons d'exposer, le gou-

vernement ayant besoin d'un milliard pour couvrir toutes ses dépenses, s'adresserait à la banque générale, qui le lui remettrait en billets, et qui s'entendrait à son tour avec les banques spéciales, pour savoir si les bénéfices couvrent toutes les dépenses. Elle vérifierait de cette manière si les dépenses du gouvernement excèdent les facultés productives de la nation; car, dans cette hypothèse, une partie des individus prêts à se livrer au repos sont obligés de continuer le travail, ou même d'y rentrer s'ils s'en étaient déjà éloignés; or ceci ne peut arriver que parce que l'assignation qu'ils ont sur le travail général, et sur laquelle ils comptaient pour vivre dans l'inaction, se déprécie par une cause quelconque, et ne leur laisse plus les moyens de vivre aussi agréablement qu'ils se l'étaient promis. Cette dépréciation aurait lieu, lorsque dans les ventes, on ne consentirait à prendre les billets de banque que moyennant escompte, c'est-à-dire, avec une perte sur leur *valeur nominale*; nous disons moyennant escompte, parce que, ainsi que nous l'avons montré dans nos articles sur les banques, tant que l'intérêt des capitaux ne sera pas annulé, la plus grande partie des billets de banque devra être remboursable à échéances fixes, et par conséquent susceptibles d'être escomptées. Cependant cette dépréciation ne peut pas être de longue durée, parce que son effet le plus direct est de forcer les banques à augmenter le taux de leurs escomptes, et par conséquent à réduire leurs opérations au niveau des besoins de la circulation, diminuée elle-même par l'absence des produits consommés par le gouvernement.

On le voit, nous donnons aux banques une importance bien grande, puisque nous supposons qu'elles peuvent trouver, dans leurs bénéfices, les moyens de couvrir les char-

ges publiques. Ce qui existe aujourd'hui n'est pas en proportion avec le résultat dont nous parlons, mais ce qui existe n'est-il pas un premier indice de ce qui existera ? Que l'on compare ces grands comptoirs d'escompte aux *bancs* des changeurs d'Italie, qu'on jette un coup-d'œil sur les banques d'Angleterre, par exemple, et qu'on cherche à calculer l'effet que produirait sur la confiance publique une banque garantissant la solidité de toutes ces banques spéciales, c'est-à-dire une banque générale qui émettrait seule des billets et qui formerait par conséquent le centre des opérations des banques éparses. Tous les actes de crédit seraient alors faits par une seule association qui prendrait bien vite une importance telle que les suppositions que nous avons faites précédemment ne présenteraient plus à l'esprit d'obstacles invincibles.

Nous ne pouvons pas croire que le crédit soit à son maximum de développement, et que nous, qui avons dépassé nos pères par l'invention des emprunts, des banques, des assurances, des titres de propriété sous forme d'actions, nous ne serions pas dépassés à notre tour par suite de nouvelles conceptions industrielles. Tout n'a pas été réservé au dix-huitième siècle : l'humanité a fait sans doute un pas immense pendant ce période de temps, mais il lui en reste encore à faire. Or, demandez aux économistes quelles sont leurs idées sur ces perfectionnemens que nous attendons : impuissance complète ; ils vous répondent tout au plus, *laissez faire*, *laissez passer !* Cette même question de perfectionnement pour le crédit, faites-la pour la religion : un publiciste célèbre vous répondra que la religion se perfectionne avec les progrès de la morale (1), des

---

(1) Voyez le morceau religion dans l'article *encyclopédie progressive* et notre article sur le temps, dans le volume précédent.

sciences, et avec l'accroissement de la richesse publique. Tout cela est vrai, mais dans quelle direction faut-il que l'homme travaille pour se trouver dans la ligne des progrès et perfectionner la morale, les sciences et l'industrie, de manière à faire des découvertes utiles qui améliorent le mécanisme du crédit ou les doctrines religieuses ? Qu'y a-t-il à faire ? Peut-être nous trompons-nous dans quelques détails d'exécution ; l'avenir démentira sans doute quelquefois nos prévisions, mais l'important est de savoir si nous sommes réellement dans la série du crédit, c'est-à-dire si nous nous sommes rendu raison des pas progressifs faits dans cette direction par l'espèce humaine, depuis le moment où les hommes ne se désaisissaient des produits de leurs travaux qu'en échangeant ces produits contre d'autres produits dont ils avaient un plus grand besoin, jusqu'à l'époque où les instrumens d'industrie iront toujours se placer dans les mains les plus capables de les mettre en œuvre, quel que soit l'obstacle qui semble les séparer aujourd'hui. Les pas qui nous restent à faire, à nous qui sommes parvenus à un terme déjà assez éloigné de cette série, sont encore immenses. Il en est ainsi de la culture de la terre : sans doute plus nous avancerons vers l'avenir et plus le genre de culture sera conforme aux dispositions chimiques et physiques de chaque partie du globe ; les peuples renonçant peu à peu au système d'exclusion, la terre sera cultivée, non pas en raison de la théorie de la balance du commerce, qui n'est pas du tout scientifique, mais d'après la qualité du sol et sa température, ce qui est plus rationnel ; et cependant aujourd'hui ne veut-on pas avoir en France des troupeaux meilleurs que ceux de la Suisse ? Des savans n'ont-ils pas prouvé naguère qu'il était convenable de faire du sucre, de l'indigo, du tabac, du coton même sous

le pâle soleil de la Loire, de la Seine ou de la Marne ! Nous avons beaucoup à faire en agriculture, en industrie manufacturière, comme dans les relations de crédit ; faut-il que chacun s'avance machinalement, en suivant le petit sentier dans lequel il se traîne, et n'est-il pas nécessaire de jeter un coup d'œil sur cette grande route que l'humanité doit parcourir, mais dans laquelle ses pas sont d'autant plus rapides qu'on lui montre toujours devant elle un climat plus agréable, un sol plus fertile et des hommes meilleurs, c'est-à-dire plus sensibles à toutes les *affections de sociabilité* ?

Nous craindrions, si nous terminions ici cet article, qu'on ne nous demandât une conclusion pour la question que nous avons voulu traiter, et cependant notre dernière phrase contient précisément notre sentiment général sur cette question, c'est-à-dire que la circulation n'ayant d'autre but que de favoriser la rapidité du passage des produits dans les mains les plus capables de les perfectionner, ce qui manque principalement aujourd'hui à cette partie intéressante de la production, c'est le développement d'une grande *vertu sociale*, le crédit. Cette vertu perfectionnera l'organisation des banques, comme la morale, suivant M. B. de Constant, perfectionne la religion. Mais le crédit et la morale ont des représentans sur la terre ; les banquiers et les moralistes de toutes les classes, éclairés par la théorie, doivent perfectionner la pratique. Que font les banquiers pour améliorer l'état des banques ? Rien. Le privilége de la Banque de France semble avoir couvert d'un voile épais les intelligences industrielles. Il n'y a rien à faire ; dit-on, tant qu'on aura à lutter contre un concurrent privilégié ; mais il ne s'agit pas de lutter, il faut montrer que la Banque elle-même n'exploite pas son privilége

de la manière la plus utile à ses intérêts; qu'elle peut faire dès à présent mieux que ce que les conceptions particulières pourraient faire si le terme du privilége était expiré; enfin, qu'elle doit se mettre en tête des perfectionnemens du crédit et réclamer la révision de ses statuts s'ils s'opposent aux améliorations. Nous le savons, à côté du désir d'améliorer se rencontre le danger, non pas d'innover, car ce n'est pas un mal, mais de remplacer ce qui n'est pas tout-à-fait bien par quelque chose qui serait moins bien encore. Cependant cette maxime, suivie comme règle générale, conduirait à l'immobilité la plus parfaite. Quand les principaux actionnaires de la Banque chercheront à examiner si cet établissement est tellement parfait qu'il n'y ait rien à innover pour accroître son utilité et par conséquent son importance, on sera bien près d'innover, car la vérité ne tardera pas à se montrer. Mais il y a si peu de personnes qui s'occupent des perfectionnemens; on aime *tant* à jouir du présent sans songer à l'avenir, quand le présent est accompagné de cinquante mille livres de rente! Il faut que, parmi ces privilégiés de la fortune, il y en ait quelques-uns pour lesquels la matière ne soit pas tout; il faut qu'on en trouve qui, dans leurs palais, songent aux dégoûts, aux chagrins, à la misère que ressent l'homme intelligent qui ne peut pas obtenir les instrumens nécessaires à ses travaux; il faut enfin que, parmi ces hommes qui, par leur fortune, exercent tant de pouvoir sur leurs semblables, il y en ait qui aiment l'humanité, comprennent ses besoins et sentent qu'ils ne peuvent réellement prétendre à l'estime publique et acquérir une gloire durable qu'en se mettant à la tête de l'industrie, pour hâter sa marche vers un meilleur avenir.

P. E.

PHYSIOLOGIE.

DES TERMES DE PASSAGE DE LA PHYSIOLOGIE INDIVIDUELLE A LA PHYSIOLOGIE SOCIALE.

Si l'on recherche quels sont les problèmes les plus généraux dont l'esprit humain poursuit aujourd'hui la solution, on trouve que les travaux scientifiques sont entrepris dans un double but, l'un de posséder la science de l'univers, l'autre de perfectionner, de compléter la science de l'homme individuel et social. Quelle que soit l'époque que l'on examine dans l'histoire des progrès de l'esprit humain, on voit qu'on n'est jamais sorti de ces deux directions différentes.

Dans la première direction, on cherche à déduire du phénomène le plus général, l'*univers*, la loi de tous les phénomènes qu'il renferme. Si un pareil travail pouvait être accompli, il est évident que, dans l'ordre de succession, les faits astronomiques seraient superposés aux faits géologiques et l'*humanité* ne serait qu'un des derniers termes de cette immense série. Ainsi en supposant l'ensemble des choses connu, tous les phénomènes astronomiques, géologiques, physiologiques, etc, se déduiraient *a priori* d'une conception unique, mais universelle ; un tel travail n'est autre chose que la recherche de la causalité générale, qui sert de point de départ à toutes les causalités particulières : sous ce rapport, l'idée *Dieu* a

été, dans l'ancien système scientifique, la solution du problème, d'où on déduisait en effet les lois astronomiques, physiologiques, etc.: il est évident que la science de l'univers est au dessus de nos forces; cependant sa recherche se poursuit *à posteriori* par une série d'efforts dont nous aurons à nous occuper prochainement.

Ce que l'on appelle une science spéciale, consiste en un ensemble de phénomènes d'un certain ordre, par exemple, de phénomènes astronomiques ou physiologiques. La science est appelée positive quand l'ensemble des phénomènes est assez bien possédé, pour qu'on puisse les apercevoir sous la forme d'une série régulière et constante, tellement connue qu'on ait pu la formuler ou donner la loi générale des rapports existant entre les parties qui la composent. Mais si nous portons nos regards sur les deux extrémités de la série, nous voyons que dans le point où elle se rapproche d'une spécialité qui l'embrasse elle-même, nous ne possédons plus rien; et en envisageant les termes où elle se rapproche d'une science qui est comprise par elle, là encore nous nous trouvons complétement ignorans. Ainsi, en recherchant la succession des termes intermédiaires entre les faits chimiques et un ordre de phénomènes évidemment plus généraux qu'eux, l'ordre des phénomènes astronomiques, nous sommes obligés de reconnaître que le lien nous manque, quoiqu'il soit évident pour notre esprit que le rapport existe. D'un autre côté, si nous voulons saisir la série des termes qui lient les phénomènes chimiques avec un ordre de faits que la chimie paraît comprendre, les faits physiologiques, ces termes nous échappent encore. Ainsi, quand nous recherchons les moyens d'union d'une science spéciale avec une autre, que celle-ci lui soit supérieure, ou qu'elle

lui soit inférieure en généralité, notre impuissance est également évidente; et, il faut le dire, quelque bornée que soit la série phénoménale que nous envisageons, nous nous trouvons réduits à la même ignorance.

On travaille, aujourd'hui, sur ce sujet, c'est-à-dire qu'on recherche par des moyens ordinaires, tirés de l'expérience et de l'observation, à connaître les termes intermédiaires entre les séries qui constituent les diverses sciences spéciales, ou les branches de ces sciences; en un mot, on voudrait établir la succession des phénomènes depuis l'astronomie jusqu'à la dernière division des corps organisés : cela est-il possible? nous ne le pensons pas : et cela fût-il fait, on aurait à résoudre l'insurmontable difficulté qui se trouve à la connaissance de l'*universalité* ou de l'infini, connaissance qui seule peut rendre très-utiles à l'homme les investigations entreprises dans cette direction; cependant, les travaux de cette nature qui s'opèrent, non-seulement dans le but de découvrir les termes de rapport entre chaque science spéciale, mais encore de connaître ces termes quant à chacune des branches ou système dans lesquels se subdivisent ces sciences; ces travaux, disons-nous, ont pour résultat définitif des progrès réels, qui, sans atteindre le but, sont cependant immédiatement utilisables. Remarquons enfin que les théologiens, en invoquant l'intervention divine, s'étaient débarrassés de toutes ces difficultés, et par suite de tout motif d'investigation de cet ordre. Par là aussi ils avaient donné à leur système scientifique un caractere de fixité dogmatique, qui fut une des causes principales de sa longue prospérité.

Tel est le premier problème que l'esprit humain s'est toujours proposé, et dont il poursuit encore la solution.

Le second conduit à un genre de travail plus satisfaisant, puisque chaque découverte faite dans cette direction est immédiatement applicable, et toujours susceptible de démonstration.

En effet, quand l'observateur cesse de s'occuper à rechercher les causes, il se borne à recueillir des faits et à en opérer la classification. Dans cette manière de procéder, que fait-il en réalité ? il nous est facile de le voir, car les phénomènes ne sont autre chose que les résultats des rapports existant entre les aptitudes de son être et les propriétés des choses environnantes ; nous ne connaissons nullement l'essence ou les causes de ces propriétés, nous ne pouvons apprécier que leurs conditions d'existence ; mais leurs résultats n'en sont pas moins réels et moins vrais relativement à nous : il en arrive qu'aucune des connaissances que nous en tirons n'est stérile. Les lois par lesquelles on généralise les observations acquises sur les diverses classes de phénomènes, n'ont également qu'une valeur relative ; elles sont des créations humaines sans doute ; mais elles ont cet avantage qu'elles ne s'appliquent qu'aux rapports existant entre l'homme et les choses ; elles diffèrent des causes, en ce qu'elles ne sont, dans aucun cas, entièrement hypothétiques, et peuvent même ne pas être conjecturales, car jamais, en les formulant, l'on ne peut, ni l'on n'essaie de faire abstraction de sa propre nature, de sa sensibilité.

Tout donc, ici, est le produit de l'activité humaine, et tout, en définitive, ramène forcément à l'humanité et à ses intérêts ; il arrive de là, que ce qui avait, plus haut, le premier degré d'importance est ici placé au dernier rang.

Du point de vue philosophique où les considérations précédentes viennent de nous placer, il est évident que les divers caractères que présentent les sciences, sont le résultat des diverses méthodes adoptées successsivement par l'esprit humain. L'amélioration de la condition humaine nous apparaît comme le but unique qui doit être proposé aux sciences, et qui même, lorsqu'il n'est pas avoué, les domine nécessairement toujours. Dans cette manière de voir, les sciences se classent en raison des rapports d'utilité dans lesquels elles se subordonnent à la connaissance de la physiologie sociale; ainsi on trouve, qu'après la science de l'espèce, ce qu'il y a de plus important est celle de l'individu, puis celle des corps vivans, etc. L'astronomie n'a plus qu'une importance indirecte; et enfin il est presque indifférent de connaître la loi de l'univers.

Nous venons de voir plus haut que nous ne connaissons entre les séries phénoménales, qui constituent chaque spécialité scientifique, aucuns termes d'union, nous possédons seulement leurs termes moyens. Quand on envisage l'homme comme but unique, la connaissance de ces termes moyens suffit pour lier toutes les spécialités les unes aux autres, pour les rendre encycliques. En effet, que nous importe, sous ce rapport, que la chimie puisse être liée à l'astronomie et à la physique par une loi unique, si nous tirons de ses lois particulières des explications suffisantes de certains phénomènes physiologiques.

La philosophie morale du christianisme était la solution de ce second problème; la théologie s'y montre comme née de nécessités purement humaines; en effet, l'explication universelle elle-même, Dieu, était subordonnée à l'intérêt moral.

C'est aussi ce second problème que la philosophie du *Producteur* s'applique particulièrement à résoudre. C'est dans ce but qu'ont été entrepris les travaux de physiologie individuelle contenus dans le volume précédent. Nous avons d'abord cherché quel était l'ordre de subordination positive des sciences, il en est résulté que la physiologie intervenait dans cette doctrine comme la science qui embrassait toutes les autres (1). Nous avons de plus cherché à démontrer son caractère positif actuel. Nous avons vu que sous le nom de physiologie, il fallait comprendre l'étude entière de l'homme, et que les méthodes psychologiques d'observation devaient être abandonnées comme insuffisantes, et propres seulement à conduire à l'ontologie (2). Enfin, nous avons tâché de donner une esquisse de l'état réel de nos connaissances sur l'intellectuel et le moral, en montrant autant que possible, quel était leur avenir (3). Nous nous proposons d'achever cette suite d'articles en établissant les termes positifs de passage entre la science de l'individu et la science sociale.

Nous avons déjà vu et plusieurs fois répété, que l'homme était de tous les animaux, celui dont le système nerveux était le plus composé et le plus compliqué. Indépendamment des parties qu'on reconnaît dans les autres espèces comme créant des individualités aussi parfaites que possible, soit sous le rapport des puissances de conservation, soit sous celui des jouissances, l'homme possède, en outre, le plus grand nombre de masses nerveuses étrangères à ces fonctions. On voit chez lui tous les moyens qui existent chez les autres animaux, et de plus un grand nombre de

(1) Tome III, page 122.
(2) Tome III, page 264.
(3) Tome III, page 409.

parties surajoutées; il est évident que c'est là particulièrement que se passent les phénomènes intellectuels et moraux les plus élevés. Les naturalistes établissent aussi que l'homme est l'animal dont l'enfance est la plus longue, le développement le plus tardif sous tous les rapports, et par suite ils admettent qu'il est de tous le plus susceptible d'éducation et le plus capable d'être modifié par elle. Enfin, les travaux modernes, qui tendent à une multiplication croissante, nous montrent que ses rapports avec tout ce qui lui est extérieur sont des résultats de ses aptitudes organiques (1).

En examinant, dans leur détail, les rapports de l'homme avec le monde environnant; on ne sort point du terrain du positif; on ne cesse pas de constater des faits; et quand on procède à leur classification, on se borne encore à reconnaître un phénomène plus général : l'hypothèse ne trouve ici nulle place. Divers physiologistes se sont occupés de reconnaître et de classer les rapports de l'homme

---

(1) Il nous paraît possible d'exprimer ce qu'il y a de plus important dans les phénomènes propres à l'homme par une seule loi, en trouvant pour la sensibilité une formule générale du genre de celles admises en physique, applicable à tous les phénomènes particuliers au système nerveux, et capable de les faire reconnaître dans tous les cas où ils se montrent, formule qui en même temps serait l'idée la plus générale de l'organisation humaine et le point de départ de la morale individuelle; mais ce n'est point ici le lieu d'établir un principe susceptible d'une telle extension; une idée de ce genre ne pourrait en effet, être considérée que comme une hypothèse, si elle n'était appuyée d'une démonstration rigoureuse, et, celle-ci exige l'emploi de détails purement spéciaux; elle demande à être discutée, vérifiée et éprouvée dans le cercle des hommes de la science.

avec les choses; ils en ont admis de plusieurs espèces; M. Adelon (1) établit deux classes de relations avec la nature; 1° celle des rapports analogues à ceux que les corps bruts ont entre eux; 2° celle des rapports organiques qui sont particuliers aux animaux et surtout à l'homme, et qu'il subdivise en nutritifs, reproductifs, sensitifs et moraux. Cette division est loin de nous paraître exacte dans toutes ses parties; il suffit de l'étudier un instant pour apercevoir son incohérence, mais il faut dire qu'elle a été opérée plutôt dans le but d'exposer méthodiquement certaines généralités, que dans celui d'en déduire quelque résultat pratique directement utile hors de la spécialité. Cependant il est peu de physiologistes qui n'aient été conduits, par la considération et l'évidence de la diversité des rapports, à tenir compte de l'espèce. Ainsi, on classe ordinairement sous le nom de fonctions qui servent à la vie de l'espèce celles de la génération; M. Richerand considère la voix comme servant, chez tous les mammifères et chez les oiseaux, de passage naturel entre les fonctions conservatrices de l'individu et les fonctions conservatrices de l'espèce. S'il avait considéré le phénomène de la voix moins en naturaliste, et plus en physiologiste spécial, s'il l'avait envisagée chez l'homme seul, il eût aperçu en elle un moyen d'éducation pour tous les âges, et il se fût approché de la physiologie sociale.

Le point de vue hygiénique, c'est-à-dire d'appréciation des conditions de la vie et des causes de la mort, est certainement celui où les rapports de l'individu avec l'extérieur sont le plus soigneusement étudiés et le plus rigoureu-

(1) Physiologie, tome 4, page 359 à 378.

sement appréciés; on peut dire même que, dans ce cas, on a obtenu, à beaucoup d'égards, une exactitude mathématique (1). Nous pensons que c'est là que le physiologiste doit se placer quand il veut cesser d'étudier l'homme isolé. Ce dernier genre d'étude est nécessaire sans doute, mais il nous est démontré insuffisant. Tout nous prouve qu'on n'aura même sur l'individu que des notions incomplètes, tant qu'on le considérera abstraction faite de tout ce qui l'entoure. Nous avons vu, dans notre précédent article, que les divers moyens d'investigations physiologiques tendaient à démontrer qu'il n'éprouvait pas une sensation, ne possédait pas une seule aptitude, une seule faculté, une seule idée, qui n'établît un rapport direct entre lui et quelqu'un des êtres environnans, et qui ne fût en même temps un fait organique.

En étudiant l'homme de cette manière, la conservation de l'individualité se présente en première ligne; c'est le premier intérêt pour lui même et pour l'accomplissement du rôle qu'il est appelé à jouer dans la nature. Il faut comparer un être vivant avec un cadavre, chercher à apprécier les différences les plus générales qui existent constamment entre l'un et l'autre, pour avoir une idée exacte de l'ordre de phénomènes que nous comprenons dans ce mot individualité. Penser, agir, se reproduire, sont évidemment des phénomènes secondaires à ceux-là. La première classe de rapports de l'homme avec la nature sera donc, pour nous, celle qui comprend les rapports qui ont pour résultat immédiat l'existence de l'être, et c'est en

---

(1) Voyez les table de mortalités, le calcul de Duvillard sur l'influence de la vaccine, etc.

effet aussi le point de vue le plus général que nous puissions adopter dans l'étude d'un corps quelconque. Si, dans ce cas particulier, nous recherchons par quels moyens l'homme se conserve comme individu, nous trouvons deux ordres de rapports et de fonctions analogues que nous allons examiner.

Dès l'instant où l'homme naît, il entre dans un milieu qui est surtout capable de le détruire. Là règnent les lois physiques et chimiques, dont l'action constante tend à ramener l'être organisé à la condition des corps bruts ; mais il échappe en grande partie à leur influence : leur puissance expire à la surface de ses enveloppes extérieures. En sortant du sein de sa mère, l'homme apporte dans le monde une organisation telle qu'il est préparé à résister victorieusement aux forces extérieures qui lui sont nuisibles. Cette résistance est la condition absolue de son existence, et rien n'est mieux connu que les moyens principaux par lesquels cet effet s'accomplit ; en sorte que si vous pénétrez au delà de cette enveloppe, où finit l'empire des lois phénoménales extérieures, vous trouvez un ensemble de phénomènes particuliers, dont un grand nombre, sans doute, peuvent être appréciés d'après nos théories mécaniques, physiques et chimiques, mais qui offrent, avec tous les faits de ce dernier genre, cette grande différence d'être régulièrement successifs ou périodiques et de conserver une intensité presque invariable ; en un mot, vous trouvez un petit monde où tout se passe hors de l'influence du grand, et surtout hors de cette mobilité phénoménale qu'on y remarque. Cette cause continuelle de changemens, dans l'état des corps bruts, n'existe pas pour lui ; l'homme vit tant qu'il peut s'y soustraire, il meurt dès l'instant où sa capacité de résistance est surpassée.

Un grand nombre de physiologistes considèrent ce phénomène de la résistance aux lois physiques, chimiques, etc., comme l'explication suffisante de la vie dans les corps organisés; et, suivant nous, ils ont raison. Il n'y a rien là que de positif; en effet, dans ce cas, on se borne à constater ce fait, que les corps vivans résistent aux influences extérieures et que la mort n'est autre chose que leur soumission au règne absolu des lois auxquelles ils étaient auparavant soustraits. Une fois placé sur ce terrain, on détermine les conditions d'existence, les moyens par lesquels la résistance s'accomplit, etc. Mais quand, au contraire, on se demande quelle est la cause de l'organisation et de la vie, quand on va chercher dans l'univers quel est le principe qui y préside, il est évident qu'on entre alors dans la voie dont nous avons parlé au commencement de cet article, et où le travail est sans fin comme le but lui-même; et cependant, logiquement, il faudrait attendre, pour la pratique, que l'investigation fût achevée.

Le second ordre de rapports, qui sont indispensables à la conservation de l'individu, comprend les fonctions qui constituent la respiration, l'alimentation, etc.

Ces deux ordres de rapports organiques qui ont, pour l'homme, un même résultat final, celui de la conservation, lui impriment une même tendance et lui indiquent un même *but général*, celui de modifier la nature extérieure à son avantage. La nécessité de sa position le conduit, d'une part, à perfectionner ses moyens de résistance et à en accroître le nombre autant que possible; d'une autre part, il ne peut également opérer sa nutrition qu'en agissant sur ce qui l'entoure. Ainsi, en résumé, l'individualité ne peut exister qu'au moyen d'actions continuellement exercées sur le monde extérieur; la conservation de l'homme

individuel est d'autant plus assurée et plus durable qu'il possède plus de puissance dans ce genre; et une des conditions de l'accroissement de cette puissance est la tendance qu'il reçoit de la deuxième classe de rapports que nous allons examiner.

Après les phénomènes qui nous paraissent former les conditions d'existence de l'individualité et qui prennent directement leur origine dans les relations nécessairement établies entre une certaine organisation et un milieu donné, viennent les phénomènes qui se passent dans le sein même de l'être ainsi constitué. En effet nous venons de voir que le résultat de la résistance aux causes communes de changement d'état dans les corps, était en quelque sorte la création et la conservation d'un petit monde, qui possédait ses lois particulières d'activité. En étudiant cette activité intérieure, nous sommes ramenés aux travaux physiologiques dont il a été question dans le volume précédent. Ceux-ci tendent unanimement, ainsi que nous l'avons vu, à prouver que dans l'homme, grâces à l'organisation du système nerveux de la vie animale, on trouve en quelque sorte la *calque* fidèle du monde extérieur. Il y a donc encore dans ce système nerveux rapport entre l'organisation individuelle et les choses environnantes; mais ces rapports sont d'une nature particulière; *ils sont intellectuels et sensitifs*; ils ne sont pas, comme ceux de la première classe, indispensables à la vie; quand l'homme naît, il est probable, sans doute, qu'ils auront lieu; mais cette probabilité même ne peut se déduire que des aptitudes organiques existantes, et il est très-possible que celles-ci n'aient jamais l'occasion de se développer; il est presque sûr même qu'il y en aura parmi elles un nombre quelconque qui resteront sans emploi.

Nous trouvons donc là, très-nettement indiquée, une seconde classe de relations entre l'individu et le monde extérieur, relations d'une nature bien particulière, car soit que nous les examinions dans leur mode de perfectionnement et dans leur universalité, soit que nous les examinions dans le genre même d'activité qu'elles supposent de la part de l'individu, elles paraissent différer totalement et de celles que nous avons rangées dans la première classe, et de celles dont nous allons nous occuper.

En observant les rapports qui ne rentrent pas dans les classes précédentes, nous ne trouvons plus que les relations passionnées qui existent entre les hommes. Celles-ci forment une classe particulière de phénomènes bien caractérisés, en ce que la plupart d'entr'eux n'apparaissent qu'à l'occasion des rapprochemens qui ont lieu entre des êtres sentans et organisés d'une manière à peu près identique. Ils supposent, ils nécessitent l'état de société. Lors même qu'ils se produisent à l'égard de corps inorganiques, nous sentons qu'ils animent ces corps de facultés semblables aux nôtres. Ces rapports comprennent les attachemens instinctifs qui lient les hommes entr'eux, les sentimens moraux, les sympathies, etc.

Ainsi nous trouvons que les rapports de l'homme avec ce qui lui est extérieur se divisent naturellement en trois classes bien tranchées; la première exige de sa part une action continuelle sur la nature pour la modifier à son profit; la seconde devient l'origine des sciences et c'est sur elle qu'est fondée l'éducabilité; la troisième consiste dans l'ensemble des affections et des sentimens moraux qui appartiennent à l'espèce. Toutes trois lui imposent, d'une manière absolue, la nécessité du travail. Les phy-

siologistes ont généralement réuni les deux dernières classes de phénomènes sous le nom de fonctions de relation. Il est très-vrai qu'elles prennent également leur origine dans l'organisation du système nerveux; mais si on devait considérer ce fait comme un motif suffisant de confondre des phénomènes si différens, on devrait y joindre aussi les fonctions de la première classe, car dans l'état actuel de la science, elles peuvent être toutes envisagées sous ce point de vue commun, qu'elles sont des dépendances de la sensibilité, c'est-à-dire, du phénomène général qui distingue les êtres animés de tous les autres. Cependant, en étudiant les différentes espèces animales, nous en trouverons qui ne possèdent que les fonctions de résistance et de nutrition; nous en verrons d'autres qui sont, en outre, éducables à des degrés variables; enfin il s'en présentera qui n'auront que quelques instincts plus ou moins nettement prononcés. Une observation de ce genre montre que la *division qui vient d'être établie* n'est ni purement arbitraire, ni uniquement artificielle. Rappelons-nous, ici, ce que nous avons dit arriver dans le développement du fœtus; nous verrons que cette réunion dans l'homme d'un ensemble de facultés existant séparément dans divers autres animaux, s'accorde parfaitement avec la multiplication graduelle des appareils organiques pendant la durée de la vie utérine.

Ces trois classes de rapports n'ont lieu intégralement que dans l'état de société; ils ne sont jamais complets dans l'homme solitaire; ils sont alors en puissance pour ainsi dire, mais n'existent point en réalité. Nous ne prétendons pas au reste les ériger en cause de la société; il nous est inutile de chercher si celle-ci dérive d'un instinct particulier, si l'éducation est la force qui la maintient exis-

tante, si la réunion des hommes est le résultat d'un calcul intéressé, ou d'un contrat fondé sur l'avantage d'unir leurs forces, etc.; Il suffit pour nous de voir que l'homme ne peut être conçu séparé de toute société avec ses semblables : nous savons que ces prétendus sauvages saisis dans nos forêts, ont pour la plupart été reconnus pour des aliénés échappés à leurs gardiens. D'ailleurs, quand on recherche l'origine, ou la cause de la société, c'est toujours, parce qu'on suppose un commencement à l'espèce humaine par suite au globe, et à notre système planétaire. Au moins en est-il ainsi dans tous les systèmes cosmogoniques, dès qu'ils sont complets. Ce genre de travail doit être écarté, parce qu'il rentre dans cette recherche des causes universelles dont nous avons déjà parlé.

L'étude des trois classes de rapports se représente à l'égard de l'homme en société, mais alors elle acquiert une importance nouvelle; car elle explique le but de l'espèce et la civilisation, comme elle expliquait les tendances de l'individu, lorsqu'elle s'appliquait à l'envisager isolément. Ainsi, il est évident que dans l'état de société, notre puissance sur la nature extérieure est augmentée, notre intelligence plus cultivée, nos sentimens mieux et plus facilement satisfaits. Par la vue de ces rapports, nous passons donc naturellement des phénomènes individuels aux phénomènes collectifs; nous reconnaissons, en effet, trois directions analogues dans l'activité sociale, la première particulièrement industrielle, la seconde scientifique, et la troisième sentimentale; et nous y trouvons le point positif d'union entre la science de l'homme et la physiologie sociale. Dans la première direction, le but social est évidemment l'augmentation et le perfectionnement des moyens de résistance, d'alimen-

tation, etc., tels que les habitations, les constructions de tout genre, les vêtemens, les armes, la culture, etc. Dans l'ancienne constitution théologique, la société possédait des institutions en rapport avec ce but; ainsi d'une part, on protégeait le travail et la propriété; l'hygiène religieuse s'occupait particulièrement de régler la production et l'usage des produits.

Si on examine les conditions des perfectionnemens industriels on voit qu'ils sont en raison même de la division du travail, fait qui est inséparable de celui d'association. On roule ici dans un cercle d'où on ne peut sortir, et où chaque nouvelle manière de voir le sujet ramène la série toute entière des idées qui lui sont particulières. Mais quittons cet ordre de travaux, pour passer à ceux qui s'opèrent dans la direction scientifique.

Nous avons vu que l'homme différait des autres animaux surtout dans le système nerveux supérieur. Sa mémoire est plus vaste et plus composée, il n'a pas seulement la mémoire des choses; mais il a celle des signes expressifs des idées. Il est le seul de tous les mammifères qui puisse communiquer toutes ses pensées par des signes; il est le seul qui puisse, pour ainsi dire, mobiliser sa pensée. Beaucoup d'animaux opèrent des travaux matériels dans le but de se créer un fond de résistance et d'alimentation; mais l'homme est encore le seul qui puisse représenter en signes, et mobiliser la valeur de son travail. D'une organisation semblable, on peut conclure *à priori*, 1° que les richesses intellectuelles de l'un deviendront celles de tous, que ces richesses résultat du travail cérébral croîtront constamment, en sorte que chaque génération ajoutant au travail de ses pères, le progrès ne cessera que par impossibilité matérielle; 2° que la possi-

bilité d'exprimer en signes la valeur du travail créera un second ordre de richesses propres à multiplier les moyens de production au plus haut degré. Nous n'avons pas besoin de faire voir que ces deux espèces de considérations sont inséparables de l'existence sociale de l'homme, et qu'elles conduisent directement à l'idée de progression. C'est à cette classe de rapports que s'appliquait dans l'organisation catholique la création d'un pouvoir spirituel chargé de l'éducation, et de la conservation des sciences.

Enfin, si nous examinons la troisième classe de rapports, nous verrons que l'idée même de leur existence est identique à celle de la vie en société, et nous la retrouvons dans un genre particulier de l'activité sociale.

Les moralistes se sont constamment proposé de donner une direction à cette activité. Elle comprend tous ces instincts sexuels et paternels, cette disposition si remarquable à sympathiser et à se passionner, cette impressionnabilité par rapport à certaines idées abstraites. Nous n'examinerons pas quel était le résultat définitif que les moralistes voulaient obtenir, mais nous verrons quels étaient leurs moyens. C'est ici que nous trouvons comment et sous quelles formes ils invoquaient la puissance des beaux arts; ils l'employaient de telle sorte que l'homme social recevait de tous côtés, dans le moment du travail comme dans celui du repos, l'impression du but de l'activité collective. L'homme, en effet, est constamment occupé; autrement, il dort: cependant un genre déterminé d'actions, d'idées, n'a qu'une durée limitée par la nature même de sa sensibilité; la fatigue ne tarde pas à l'arrêter et à le rendre impuissant; mais cet individu, incapable d'énergie sous certains rapports, est apte et en quelque sorte tout neuf

pour plusieurs autres genres d'occupation. Les physiologistes ont constaté que c'était surtout alors qu'il était préparé à sentir les plaisirs physiques, et ceux des beaux arts; la moindre attention fera remarquer que même au milieu de ces plaisirs il montre les pensées, les habitudes qui président aux travaux qui rentrent dans les deux classes précédentes.

Ainsi nous avons vu, dans le cours de cet article, comment de l'examen de trois classes de rapports existant entre l'individu et le monde extérieur, on passait à trois classes de tendances ou d'actions qui étaient propres à l'homme; nous avons vu que le développement de chacune de ces tendances et l'existence de plusieurs, supposaient nécessairement la vie d'association, et nous avons marqué là les termes de passage de la physiologie individuelle à la vie sociale. Nous avons également remarqué que de l'étude de la triple direction, et surtout de celle des deux premières classes de rapports, il résultait la démonstration que l'espèce humaine avait un développement progressif; que le travail industriel, scientifique et moral, était le moyen de cette progression; enfin que le but général du travail était la modification de la nature extérieure à notre avantage. Telles sont les généralités que la pyhsiologic individuelle fournit à la science sociale : ces généralités suffisent pour expliquer l'origine de la civilisation et la puissance de l'homme collectif; mais elles ne conduisent directement à aucun résultat applicable, pas même sous le point de vue hygiénique; l'histoire démontre en effet une série de changemens, de mutations dans les trois directions, dont la seule connaissance de l'homme ne peut nous donner la clef. La physiolo-

gie sociale est donc une spécialité qui embrasse un ordre de faits particuliers, et qui doit être étudiée avec les méthodes usitées dans les autres sciences.

B. Z.

DE HENRI SAINT-SIMON.

(Quatrième article.)

En octobre 1814, Saint-Simon publia son premier écrit politique, sous le titre de *Réorganisation de la Société européenne*. Ce travail avait été annoncé dans les Mémoires sur la science de l'homme, et complètement ébauché avant la restauration. Cette révolution dans la politique des gouvernemens amena quelque modification dans les formes de l'ouvrage et dans la polémique qui s'y rencontrait nécessairement. Cette publication produisit beaucoup d'effet; la nouveauté et la grandeur des idées, l'analyse originale et profonde du gouvernement parlementaire, et la hardiesse de la critique contribuèrent au succès d'un ouvrage qui contenait néanmoins des propositions capables d'effaroucher la plus grande partie des lecteurs.

A cette époque, Saint-Simon, ainsi que nous l'avons dit dans notre dernier article, regardait la constitution anglaise comme le résultat le plus parfait auquel l'organisation sociale pût s'élever, et il ne voyait de progrès que dans le perfectionnement de cette constitution, et dans son adoption successive par tous les peuples européens.

Cette opinion que Saint-Simon approfondissait alors, est encore aujourd'hui le point le plus élevé de presque toutes les combinaisons des publicistes.

C'est en réfléchissant sur la nature des perfectionnemens dont était susceptible le régime parlementaire, que Saint-Simon est parvenu, én 1817, à fixer son véritable caractère, celui d'être un régime de transition entre l'état féodal et l'état industriel.

Au surplus, la grande question traitée dans la réorganisation de la société européenne, était bien plutôt celle que le titre énonce dans sa plus grande généralité, que la question secondaire de la forme des organisations spéciales.

Saint-Simon établissait la nécessité d'une institution politique, commune à tous les peuples européens, et présentant sur une échelle proportionnée une combinaison de pouvoirs analogue à celle qui existerait dans les organisations particulières des différens membres de la confédération européenne. Le régime parlementaire anglais, renforcé d'élémens industriels, était la base des constitutions spéciales et générales. Le parlement européen devait s'occuper des intérêts communs à toute l'Europe; il devait proposer et diriger l'exécution des grandes canalisations, des colonisations générales sur tout le globe, et arbitrer tous les différens qui pourraient s'élever entre les peuples associés; il devait surtout organiser et surveiller l'instruction publique, et tout en proclamant une liberté de conscience illimitée, réprimer néanmoins toutes les religions, dont les principes seraient contraires au grand code de morale qu'il aurait établi.

Jusque-là, on pouvait adopter les vues de l'auteur; ce qu'il proposait revenait au fond à l'introduction successive,

sur le vieux continent, d'un régime fédéral analogue à celui des Etats-Unis, mais seulement plus vigoureux et plus scientifique.

L'auteur démontrait historiquement la nécessité de rétablir en Europe, le lien détruit par la réforme, et de substituer à l'équilibre du traité de Westphalie, une association politique dont l'organisation devait être semblable à celle des peuples les plus civilisés.

Mais l'idée la plus extraordinaire du livre et qui perdit l'auteur dans l'esprit de beaucoup gens, était relative à l'union franche et solide de l'Angleterre et de la France, union que Saint-Simon regardait comme le pas le plus important qui pût être fait dans la politique générale.

Les Anglais et les Français, ayant déjà adopté les principes du régime parlementaire, et comme étant les deux peuples les plus avancés en civilisation, devaient commencer entr'eux cette confédération, dont l'auteur indiquait le plan général, et faire tous leurs efforts pour amener successivement à eux les autres peuples de l'Europe.

Aujourd'hui l'intensité des anciennes haines nationales a beaucoup diminué; depuis douze ans, l'Angleterre et la France ont respectivement mieux jugé leur véritable position. La politique anglaise a, en grande partie, éprouvé l'amélioration que prédisait Saint-Simon dans son ouvrage; elle a quitté le cercle étroit de l'ancienne diplomatie, et elle tend à s'asseoir sur des bases vraiment populaires. D'un autre côté, on trouve aujourd'hui beaucoup plus de de personnes qui, sans concevoir quel pourrait être le but le plus général d'une alliance entre les deux pays, apprécient néanmoins vaguement les avantages de cette alliance et regarderaient certainement comme le plus grand des malheurs, toute combinaison continentale d'où il pût

résulter une guerre entre la France et l'Angleterre.

Mais en 1814, au sortir d'une guerre de vingt ans contre l'Angleterre, pendant l'occupation du territoire français par ses soldats, les vœux de Saint-Simon révoltèrent la majorité des lecteurs, et nous connaissons même des négocians très-recommandables qui ne purent jamais lui pardonner ce crime de lèse-nationalité.

Nous n'approuvons point tous les détails d'exécution que proposait Saint-Simon, pour obtenir ce résultat, et nous n'avons aucune raison pour défendre un plan que notre philosophe rattachait à des idées sur l'organisation sociale, au-delà desquelles il s'est bien élevé depuis.

Mais la vue d'une association future entre l'Angleterre et la France, d'où résulteront, pour l'Europe, les meilleurs moyens de perfectionner son organisation, et en même temps d'assurer le maintien de la paix, cette vue nous paraît d'une justesse et d'une prévision admirables.

Saint-Simon, après l'avoir produite, s'y est attaché fortement, et l'a toujours présentée comme le premier progrès important de la politique extérieure, après la reconstitution des principes généraux.

Nous allons maintenant suivre le progrès des idées politiques de Saint-Simon vers l'industrialisme, en examinant la série de ses publications.

Mais avant de quitter la réorganisation de la société européenne, nous croyons convenable d'en rappeler quelques passages, dont la valeur principalement philosophique ne saurait être altérée.

« Des confédérations particulières, des coalitions opposées d'intérêts rejetteront l'Europe dans ce triste état de guerre, dont on aura vainement essayé de la tirer.

» Voilà ce que l'événement prouvera mieux encore;

voilà ce que ni le bon esprit, ni la sagesse, ni le désir de la paix ne peuvent faire éviter ; assemblez congrès sur congrès, multipliez les traités, les conventions, les accommodemens, tout ce que vous ferez n'aboutira qu'à la guerre, vous ne la détruirez point, vous pourrez tout au plus la faire changer de lieu.

» Et cependant le peu de succès de ces sortes de moyens n'éclaire personne sur leur impuissance. Il y a en politique une routine dont on n'ose pas s'écarter, bien que l'expérience nous crie de loin qu'il faut changer de méthode. On s'en prend à la force du mal plutôt qu'à la faiblesse des remèdes ; et l'on continue de s'égorger sans savoir quand finira le carnage, sans espérance de le voir finir.

» L'Europe est dans un état violent, tous le savent, tous le disent ; mais cet état, quel est-il ? d'où vient-il ? a-t-il toujours duré ? est-il possible qu'il cesse ? ces questions sont encore sans réponse.

» Il en est des liens politiques comme des liens sociaux : c'est par des moyens semblables que doit s'assurer la solidité des uns ou des autres. À toute réunion de peuple comme à toute réunion d'hommes, il faut des institutions communes, il faut une organisation : hors de là, tout se décide par la force.

» Vouloir que l'Europe soit en paix par des traités et des congrès, c'est vouloir qu'un corps social subsiste par des conventions et des accords : des deux côtés il faut une force coactive qui unisse les volontés, concerte les mouvemens, rende les intérêts communs et les engagemens solides.

» Nous affectons un mépris superbe pour les siècles qu'on appelle du moyen âge ; nous n'y voyons qu'un temps

de barbarie stupide, d'ignorance grossière, de superstitions dégoûtantes, et nous ne faisons pas attention que c'est le seul temps où le système politique de l'Europe ait été fondé sur sa véritable base, sur une organisation générale.

» A peine la révolution de Luther eut-elle fait tomber le pouvoir politique du clergé, que Charles-Quint conçut ce projet de domination universelle, que tentèrent après lui Philippe II, Louis XIV, Napoléon et le peuple anglais, et que des guerres de religion s'élevèrent, qui furent terminés par la guerre de trente ans, la plus longue de toutes les guerres.

» Malgré tant d'exemples si frappans, le préjugé a été tel que les plus grands talens n'ont pu lutter contre lui. Tous ne font dater que du seizième siècle le système politique de l'Europe. Tous ont regardé le traité de Westphalie comme le vrai fondement de ce système.

» Et pourtant il suffisait d'examiner ce qui s'est passé depuis ce temps, pour sentir que l'équilibre des puissances est la combinaison la plus fausse qui puisse être faite, puisque la paix en était le but et qu'elle n'a produit que des guerres, et quelles guerres!

» Deux hommes seuls ont vu le mal et ont approché du remède, ce furent Henri IV et l'abbé de St. Pierre; mais l'un mourut avant d'avoir achevé son dessein qui fut oublié après lui; l'autre, pour avoir promis plus qu'il ne pouvait donner, fut traité de visionnaire.

» Certes, ce n'est pas une vision que l'idée de lier tous les peuples européens par une institution politique, puisque pendant six siècles un pareil ordre de choses a existé, et que pendant six siècles les guerres furent plus rares et moins terribles.

» C'est à cela que se réduit le projet de l'abbé de Saint-Pierre, dépouillé de cet appareil gigantesque qui l'a rendu ridicule; c'est par un gouvernement confédératif, commun à toutes les nations de l'Europe, qu'il avait espéré d'y faire régner son impraticable paix perpétuelle.

» Cette combinaison, chimérique dans ses résultats, imparfaite même et vicieuse par sa nature, est pourtant la conception la plus forte qui ait été produite depuis le quinzième siècle; c'est qu'on n'arrive au bien que par de longs essais et des tentatives souvent infructueuses, et que rarement celui qui conçoit le premier une idée juste sait lui donner la netteté et la précision qu'elle acquiert toujours par le temps.

» Le premier effet de la constitution de l'abbé de Saint-Pierre, en supposant qu'elle fût possible, était de perpétuer en Europe l'ordre de choses existant au moment où elle eût été établie. Dès-lors les restes de la féodalité qui subsistaient encore devenaient indestructibles. Bien plus, elle favorisait l'abus du pouvoir en rendant la puissance des souverains plus redoutable aux peuples, et en ôtant à ceux-ci toute ressource contre la tyrannie. En un mot, cette organisation prétendue ne devait être autre chose qu'une garantie réciproque entre les princes de conserver le pouvoir arbitraire (1).

(1) Il est remarquable qu'au moment où Saint-Simon écrivait sur la réorganisation de la société européenne, et démontrait l'insuffisance des conceptions de l'abbé de St.-Pierre, les souverains de l'Europe méditaient cette *Sainte-Alliance*, de toutes les combinaisons politiques, la plus large qui ait été adoptée depuis le traité de Westphalie, presqu'entièrement modelée sur le plan de l'abbé de St.-Pierre.

» On a fait usage du levier sans savoir expliquer ce que c'est qu'un levier ; il y a eu des organisations nationales, des organisations politiques, avant qu'on sût ce que c'est qu'organisation. En politique, comme dans toute espèce de science, on a fait ce qu'il fallait faire avant de savoir pourquoi il fallait le faire, et lorsqu'après la pratique sont venues les théories, ce qu'on a pensé a souvent été au-dessous de ce qu'on avait exécuté par hasard.

» C'est ce qui est arrivé dans cette occasion. L'organisation de l'Europe, telle qu'elle était au quatorzième siècle, est infiniment supérieure au projet de l'abbé de Saint-Pierre.

» Toute organisation politique, ainsi que toute organisation sociale, a ses principes fondamentaux qui sont son essence, et sans lesquels elle ne peut ni subsister, ni produire les effets qu'on attend d'elle.

» Ces principes, sur lesquels l'organisation papale était fondée, ont été méconnus de l'abbé de Saint-Pierre ; on peut les réduire à quatre :

» 1° Toute organisation politique instituée pour lier ensemble plusieurs peuples, en conservant à chacun son indépendance nationale, doit être *systématiquement homogène*, c'est-à-dire, que toutes les instructions doivent y être des conséquences d'une conception unique, et que par conséquent le gouvernement, à tous ses degrés, doit avoir une forme semblable.

» 2o Le gouvernement général doit être entièrement indépendant des gouvernemens nationaux.

» 3o Ceux qui composent le gouvernement général doivent être portés par leur position à avoir des vues générales, à s'occuper spécialement des intérêts généraux.

4o Ils doivent être forts d'une puissance qui réside en eux, et qui ne doive rien à aucune force étrangère : cette puissance est l'opinion publique. »

Maintenant, Saint-Simon recherche la meilleure constitution, ou plutôt le meilleur mode de discussion des intérêts sociaux. Il examine réellement alors comment doivent être résolues les questions politiques, plutôt que cette autre proposition, par qui doivent elles être résolues. C'est en réfléchissant sur ce second point de vue, plus général que le premier, qu'il découvrit le *système industriel*.

« Toutes les sciences, de quelque espèce qu'elles soient, ne sont autre chose qu'une suite de problèmes à résoudre, de questions à examiner, et elles ne diffèrent l'une de l'autre que par la nature de ces questions. Ainsi, la méthode qu'on applique à quelques-unes d'elles, doit leur convenir à toutes par cela seul qu'elle convient à quelques-unes d'elles ; car cette méthode n'est qu'un instrument entièrement indépendant des objets auxquels on l'applique, et qui ne change en rien leur nature.

» Bien plus, c'est de l'application de cette méthode, que toute science tire sa certitude, c'est par elle qu'elle devient positive, qu'elle cesse d'être une science de conjectures; et cela n'arrive qu'après bien des siècles de vague, d'erreurs et d'incertitudes.

» Jusqu'ici la méthode des sciences d'observation n'a point été introduite dans les questions politiques; chacun y a porté sa façon de voir, de raisonner, et de là vient qu'il n'y a eu encore ni précision dans les solutions, ni généralité dans les résultats.

» Le temps est venu ou doit cesser cette enfance de la science, et certes il est désirable qu'elle cesse ; car des

obscurités de la politique naissent les troubles de l'ordre social.

» Quelle est la meilleure constitution possible ?

» En entendant par constitution un système quelconque d'ordre social tendant au bien commun, la meilleure sera celle dans laquelle les institutions seront organisées, et les pouvoirs disposés de telle sorte que chaque question d'intérêt public soit traitée de la manière la plus approfondie et la plus complète.

« Or, toute question d'intérêt public, par cela seul qu'elle est une question, doit se résoudre par les mêmes moyens que toutes les autres questions quelconques.

« Pour résoudre une question de quelqu'ordre qu'elle soit, la logique nous offre deux méthodes, ou plutôt une seule méthode qui comprend deux opérations : la synthèse et l'analyse ; par l'une, on embrasse l'ensemble de la chose examinée, ou on l'examine *à priori ;* par l'autre, on la décompose pour l'observer dans ses détails, ou on l'examine *à posteriori.*

« Les résultats obtenus par la synthèse doivent être vérifiés par l'analyse, et réciproquement les résultats obtenus par l'analyse doivent être vérifiés par la synthèse, ou ce qui est la même chose, une question n'est traitée d'une manière sûre et complète que lorsqu'elle a été examinée successivement *à priori* et *à posteriori.*

« Cela posé, je dis que la meilleure constitution est celle dans laquelle chaque question d'intérêt public est toujours examinée successivement *à priori* et *à posteriori.*

« Or, dans une société, examiner successivement *à priori* et *à posteriori* les questions d'intérêt public, n'est autre chose que les examiner successivement sous le rapport d'intérêt général et d'intérêt particulier de ceux qui la composent.

» Il ne reste donc plus maintenant qu'à chercher par quel artifice on peut organiser une constitution de telle sorte que toute question d'intérêt public y soit toujours examinée de la manière que je viens de dire.

» Pour cela, la première disposition nécessaire est d'établir deux pouvoirs distincts et tellement constitués que l'un soit porté à considérer les choses du point de vue d'intérêt général de la nation, et l'autre du point de vue d'intérêt particulier des individus qui en font partie.

» J'appelle le premier pouvoir, *pouvoir des intérêts généraux*, et le second, *pouvoir des intérêts particuliers ou locaux*. »

Ensuite l'auteur fait application de ces principes à la constitution anglaise et à la composition du parlement européen. On le voit insister sur l'admission, aux droits politiques, des *producteurs*; il s'exprime ainsi :

« Tout homme, né dans un pays quelconque, citoyen d'un état quelconque, contracte toujours, par son éducation, par ses relations, par les exemples qui lui sont offerts, certaines habitudes, plus ou moins profondes, d'étendre ses vues au-delà des limites de son bien-être personnel et de confondre son intérêt propre dans l'intérêt de la société dont il est membre.

» De cette habitude fortifiée et tournée en sentiment, résulte une tendance à généraliser ses intérêts, c'est-à-dire à les voir toujours renfermés dans l'intérêt commun. Ce penchant, qui s'affaiblit quelquefois mais qui ne s'anéantit jamais, est ce qu'on appelle le patriotisme.

» Dans tout gouvernement national, s'il est bon, le patriotisme que chaque individu apporte en lui à l'instant qu'il en est fait membre, se change en esprit ou en volonté de corps, puisque l'attribut nécessaire d'un bon gou-

vernement est que l'intérêt des gouvernemens soit aussi l'intérêt de la nation.

» C'est cette volonté de corps qui est l'âme du gouvernement, qui fait que toutes les actions y sont unies et tous les mouvemens concertés, que tout marche vers un même but, que tout répond au même mobile.

» Il en est du gouvernement européen comme des gouvernemens nationaux, il ne peut avoir d'action sans une volonté commune à tous ses membres.

» Or, cette volonté de corps qui, dans un gouvernement national, naît du patriotisme national, dans le gouvernement européen ne peut provenir que d'une plus grande généralité de vues, d'un sentiment plus étendu, qu'on peut appeler le patriotisme européen.

» C'est donc une nécessité de n'admettre, dans la chambre des députés du parlement européen, c'est-à-dire dans l'un des deux pouvoirs actifs de la constitution européenne, que des hommes qui, par des relations plus étendues, des habitudes moins circonscrites dans le cercle des habitudes natales, des travaux dont l'utilité n'est point bornée aux usages nationaux et se répand sur tous les peuples, sont plus capables d'arriver bientôt à cette généralité de vues qui doit être l'esprit de corps, à cet intérêt général qui doit être l'intérêt de corps du parlement européen.

» Des négocians, des savans, des magistrats et des administrateurs doivent être appelés seuls à composer la chambre des députés du grand parlement.

» Et en effet, tout ce qu'il y a d'intérêts communs à la société européenne, peut être rapporté aux sciences, aux arts, à la législation, au commerce, à l'administration, à l'industrie.

Quant à la mission de ce parlement européen, Saint-Simon la développe en ces termes :

« Toute question d'intérêt général de la société européenne, sera portée devant le grand parlement, examinée et résolue par lui. Il sera le seul juge des contestations qui pourront s'élever entre les gouvernemens.

» Si une portion quelconque de la population européenne, soumise à un gouvernement quelconque, voulait former une nation à part, ou entrer sous la juridiction d'un gouvernement étranger, c'est le parlement européen qui en décidera. Or, il n'en décidera point dans l'intérêt des gouvernemens, mais dans celui des peuples, et en se proposant toujours pour but la meilleure organisation possible de la confédération européenne.

» Toutes les entreprises d'une utilité générale pour la société européenne, seront dirigées par le grand parlement; ainsi, par exemple, il joindra par des canaux, le Danube au Rhin, le Rhin à la Baltique.

» Sans activité au dehors, il n'y a point de tranquillité au dedans. Le plus sûr moyen de maintenir la paix dans la confédération, sera de la porter sans cesse hors d'elle-même, et de l'occuper sans relâche par de grands travaux intérieurs. Peupler le globe de la race européenne, qui est supérieure à toutes les autres races d'hommes, le rendre *voyageable* et habitable comme l'Europe ; voilà l'entreprise par laquelle le parlement européen devra continuellement exercer l'activité de l'Europe, et la tenir toujours en haleine.

» L'instruction publique, dans toute l'Europe, sera mise sous la direction et la surveillance du grand parlement.

» Un code de morale, tant générale que nationale et individuelle, sera rédigé par les soins du grand parle-



ment, pour être enseigné dans toute l'Europe. Il y sera démontré que les principes sur lesquels reposera la confédération européenne, sont les meilleurs, les plus solides, les seuls capables de rendre la société aussi heureuse qu'elle puisse l'être, et par la nature humaine et par l'état de ses lumières.

» Le grand parlement permettra l'entière liberté de conscience et l'exercice libre de toutes les religions; mais *il réprimera celles dont les principes seraient contraires au grand code de morale qui aura été établi.*

» Ainsi, il y aura entre les peuples européens, ce qui fait le lien et la base de toute association politique : conformité d'institutions, union d'intérêts, rapport de maximes, communauté de morale et d'instrucction publique. »

Vient ensuite le projet d'union entre la France et l'Angleterre.

» L'établissement du parlement européen s'opérera sans difficulté dès l'instant que tous les peuples de l'Europe vivront sous le règne parlementaire.

» Il suit de là que le parlement européen pourra commencer d'être établi aussitôt que la partie de la population européenne soumise au gouvernement représentatif sera supérieure en force à celle qui restera assujétie à des gouvernemens abitraires.

» Or, cet état de l'Europe n'est autre chose que l'état présent des choses; les Anglais et les Français sont incontestablement supérieurs en force au reste de l'Europe, et les Anglais et les Français ont la forme de gouvernement parlementaire.

» Il est donc possible dès à présent de commencer la réorganisation de l'Europe.

» Que les Anglais et les Français, entrant en société,

rétablissent entr'eux un parlement commun ; que le but principal de cette société soit de s'agrandir en attirant à soi les autres peuples ; que par conséquent le gouvernement *anglo-français* favorise chez toutes les nations, les partisans de la constitution représentative ; qu'il les soutienne de tout son pouvoir, afin que des parlemens l'établissent chez tous les peuples soumis à des monarchies absolue ; que toute nation dès l'instant qu'elle aura adopté la forme du gouvernement représentatif, puisse s'unir à la société et députer au parlement commun, des membres pris parmi elle, et l'organisation de l'Europe s'acheminera insensiblement sans guerre, sans catastrophes, sans révolutions politiques. »

L'Auteur entre ensuite dans de plus longs détails, pour exposer les motifs particuliers qui existent séparement chez les Anglais et chez les Français, pour les engager à cette alliance. Dans ces considérations, Saint-Simon fait jouer aux embarras financiers de l'Angleterre, un rôle tout-à-fait exagéré, et il se laisse aller à cet égard aux préjugés vulgaires qui régnaient à cette époque, relativement à l'énormité de la dette anglaise, et qui sont abandonnés aujourd'hui par la plupart des économiste. Au surplus ces erreurs de notre philosophe sur des détails financiers s'expliquent très-aisément et ne touchent en rien les vues générales, dont son esprit était principalement ocoupé.

Voici la conclusion de l'ouvrage

« J'ai voulu dans cet écrit, dit Saint-Simon, prouver que l'établissement d'un système politique convenable à l'état des lumières, et la création d'un pouvoir général, investi d'une force capable de réprimer l'ambition des peuples et des rois, pouvaient seuls constituer en Europe un ordre de choses paisible et stable. Sous ce rapport, le plan d'orga-

nisation que j'ai proposé ne joue qu'un rôle secondaire, puisque, fût-il rejeté, fût-il essentiellement mauvais, j'aurais fait ce que j'ai entrepris de faire si un autre plan quelconque était admis.

» Considéré sous un autre rapport, le plan que je propose est la partie la plus importante de cet ouvrage. Depuis long-temps on s'accorde à dire que le système politique est détruit dans ses fondemens et qu'il en faut établir un autre; et cependant, ni cette opinion généralement répandue, ni les esprits préparés par la fatigue des révolutions et des guerres, à saisir avidement tous les moyens de ramener l'ordre et le repos, n'ont fait sortir personne de la vieille routine; on s'est traîné sur les anciens principes comme s'il ne pouvait y en avoir de meilleurs; on a combiné de mille manières les élémens de l'ancien système, mais rien de nouveau n'a été conçu. Le plan d'organisation que j'ai exposé est le premier qui ait eu un caractère neuf et général.

» Il eût été souhaitable, sans doute, que le projet de réorganisation de la société européenne eût été conçu par un des souverains les plus puissans, ou du moins par un homme d'état versé dans les affaires, et célèbre par ses talens en politique. Ce projet soutenu d'un grand pouvoir ou d'une grande renommée, aurait plus promptement attiré les esprits; mais la faiblesse de l'intelligence humaine ne permettait point aux choses de suivre cette allure. Ceux qui, dans les opérations qu'ils dirigeaient tous les jours, étaient contraints par la force des choses de rapporter tous leurs raisonnemens aux principes de l'ancien système qu'on maintenait, faute d'un meilleur, pouvaient-ils marcher en même temps dans deux routes contraires; et tandis que leur attention était ramenée sans cesse vers le vieux sys-

tème et les combinaisons anciennes, concevoir et porter dans leur esprit un système nouveau et des combinaisons nouvelles?

» Après de grands efforts et de grands travaux, je me suis placé au point de vue d'intérêt commun des peuples européens. Ce point est le seul duquel on puisse apercevoir et les maux qui nous menacent, et les moyens d'éviter ces maux. Que ceux qui dirigent les affaires s'élèvent à la même hauteur que moi, et tous verront ce que j'ai vu.

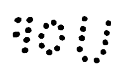
» Les divisions de l'opinion publique viennent de ce que chacun se fait des vues trop circonscrites, et n'ose pas s'écarter du point qu'il s'est fixé, et d'où il s'obstine à considérer les choses . . . .

. . . .

» Il viendra sans doute un temps où tous les peuples de l'Europe sentiront qu'il faut régler les points d'intérêt général avant de descendre aux intérêts nationaux. Alors les maux commenceront à devenir moindres, les troubles à s'apaiser, les guerres à s'éteindre; c'est là que nous tendons sans cesse; c'est là que le cours de l'esprit humain nous emporte! mais lequel est le plus digne de la prudence de l'homme, ou de s'y traîner, ou d'y courir?

» L'imagination des poëtes a placé l'âge d'or au berceau de l'espèce humaine parmi l'ignorance et la grossièreté des premiers temps: c'était bien plutôt l'âge de fer qu'il fallait y reléguer. *L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous; il est au devant, il est dans la perfection de l'ordre social;* nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour: c'est à nous de leur en frayer la route. »

Depuis la réorganisation de la Société européenne jus-



qu'en 1817, Saint-Simon s'occupa principalement de polémique ; il publia, dans le *Censeur*, un plan d'association entre les propriétaires de domaines nationaux, et des idées, sur le caractère de l'opposition dans les chambres, qui produisirent une sensation marquée. Pendant les cent jours, il publia, sur la *Coalition de* 1815, une brochure où il examinait la situation politique de toutes les puissances de l'Europe, et où il proposait à la France de faire tous ses efforts pour détacher l'Angleterre de cette coalition et pour s'unir avec elle par des liens intimes. C'était, suivant lui, le seul moyen de succès contre le reste de l'Europe, aussi bien que la mesure qui pouvait le plus contribuer aux progrès futurs de la civilisation. Il reproduisait ainsi l'idée qu'il avait exprimée dans son précédent écrit, dans une circonstance où l'existence nationale était remise en question, et lorsqu'il *semblait* que la nation, réunie au Champ de Mai, allait enfin stipuler ses propres intérêts.

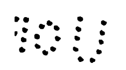
C'est au commencement de 1817 que Saint-Simon signala la prépondérance politique de l'industrie, et, sous ce mot, il comprit d'abord l'ensemble de la production. Il entreprit une série de publications sous le titre de *L'Industrie, ou discussions politiques, morales et philosophiques, dans l'intérêt de tous les hommes livrés à des travaux utiles et indépendans*, avec cette épigraphe : *Tout par l'industrie, tout pour elle.*

Dans les premiers volumes de *l'Industrie*, le régime parlementaire est apprécié comme une sorte de *régime industriel*, sous ce rapport qu'il favorise, plus que tous ceux qui l'ont précédé, le développement de l'industrie, en établissant la plus grande liberté individuelle et industrielle. Les sociétés y sont considérées quant au but de leur activité; et, en reconnaissant que la guerre a été le but princi-

paî et l'état habituel des anciennes sociétés, l'auteur démontre que l'objet des peuples modernes ne peut être autre que la production, et bientôt il arrive à prouver que toutes les institutions doivent se rapporter à l'industrie. Saint-Simon avance ainsi à pas de géant dans le système industriel. Nous l'avons vu d'abord considérer dans les gouvernemens le mode de discussion des intérêts sociaux, à donner ainsi la préférence au régime parlementaire; puis rechercher le *but* des discussions et proclamer *la production* comme l'unique objet de la politique; bientôt nous le verrons, faisant toujours application de *la méthode positive*, poser les bases de l'organisation scientifique-industrielle. Pour fixer complètement le point où il était au commencement de 1817, nous citerons les fragmens suivans extraits du second volume de *l'Industrie*, c'est une lettre adressée à un Américain.

» Si j'examine quelle est la passion qui a opéré la révolution française, et quelle classe de la société l'a éprouvée le plus fortement; je vois que c'est l'égalité, et que les hommes de la dernière classe ont été les plus vivement poussés par leur ignorance, comme par leur intérêt, à s'y livrer avec violence. L'effet de la passion de l'égalité a été de détruire l'organisation sociale qui existait au moment de son explosion. Je demande maintenant si, une fois que tout est détruit, une autre passion n'est pas nécessaire pour activer les travaux d'une construction nouvelle? ou bien, je demande en d'autres mots, si c'est par une passion ou par la modération, qu'une révolution peut se terminer?

» Les habitudes contractées sous les anciennes institutions, opposent de grands obstacles à l'établissement d'un régime vraiment nouveau. Un pareil établissement exige



de grands travaux philosophiques et de grands sacrifices pécuniaires, une passion seule a la force de déterminer les hommes à de grands efforts.

» La modération n'est point une force active; elle est essentiellement timide; et loin d'avoir rien en soi qui puisse rompre les habitudes contractées, elle ne tend qu'à nous y retenir.

» Ce que la modération conseille, c'est de chercher un accord entre des habitudes contractées sous des institutions arbitraires et théologiques, et des idées et des institutions libérales et industrielles : or, ces dernières, par la force des choses, sont exclusives; et il n'y aura rien de fait, tant qu'elles n'auront pas pris le dessus, tant qu'elles ne seront pas tout-à-fait débarrassées de ces élémens étrangers, de cette rouille qui gêne leurs ressorts.

» On exagère quand on dit que la révolution française a complété la ruine des pouvoirs théologiques et féodaux; elle ne les a pas anéantis : seulement, elle a diminué beaucoup la confiance qu'on avait dans les principes qui leur servaient de base; de telle sorte qu'aujourd'hui, ces pouvoirs n'ont plus assez de force et de crédit pour servir de lien à la société. Dans quelles idées trouverons-nous donc ce lien organique, ce lien nécessaire? Dans les idées industrielles; c'est là, et là seulement que nous devons chercher notre salut et la fin de la révolution.

» Selon moi, le but unique où doivent tendre toutes les pensées et tous les efforts, c'est l'*organisation la plus favorable à l'industrie*, à l'industrie entendue dans le sens le plus général, et qui embrasse tous les genres de travaux utiles; la théorie comme l'application; les travaux de l'esprit comme ceux de la main; l'organisation la plus favorable à l'industrie, c'est-à-dire un gouverne-

ment où le pouvoir politique n'ait d'action et de force que ce qui est nécessaire pour empêcher que les travaux utiles ne soient troublés ; un gouvernement où tout soit ordonné pour que les travailleurs, dont la réunion forme la société véritable, puissent échanger entre eux directement, et avec une entière liberté, les produits de leurs travaux divers ; un gouvernement, tel enfin, que la société qui, seule, peut savoir ce qui leur convient, ce qu'elle veut et ce qu'elle préfère, soit aussi l'unique juge du mérite et de l'utilité des travaux ; et conséquemment, que le producteur n'ait à attendre que du consommateur seul le salaire de son travail, la récompense de son service, quel que soit le nom qu'il lui plaise de choisir.

» Au reste, nous ne voulons que faciliter et éclairer la marche nécessaire des choses. Nous voulons que les hommes fassent désormais sciemment, par des efforts plus directs et avec plus de fruit, ce qu'ils ont fait jusqu'ici, pour ainsi dire, à leur insu, d'une manière lente, indécise et trop peu fructueuse.

» Lors de l'affranchissement des communes, nous voyons la classe industrielle, après avoir racheté sa liberté, parvenue à se créer un pouvoir politique. Ce pouvoir consiste à n'être plus imposée que de son consentement. Elle s'agrandit et s'enrichit peu à peu, elle devient en même temps plus importante, et son existence sociale est améliorée sous tous les rapports, tandis que les classes que l'on peut appeler féodales et théologiques perdent continuellement en considération et en pouvoir réel ; d'où je conclus que la classe industrielle doit continuer à gagner et envahir enfin la société toute entière.

» C'est là que vont les choses, c'est là que nous allons,

et ces institutions vieilles, qui déjà n'ont plus la force de soutenir ce qu'elles avaient élevé, tomberont à jamais et s'effaceront elles-mêmes.

» *Il y a* des révolutions qui ne sont d'abord que particulières et nationales ; il y a des révolutions partielles et qui portent seulement sur quelqu'une des institutions sociales. Ces révolutions successives concourent à déterminer plus tard une révolution générale.

» Sous le rapport philosophique, depuis que les Arabes ont introduit en Europe la culture des sciences d'observation, et sous le rapport politique, depuis l'affranchissement des communes, l'esprit humain a évidemment marché vers une révolution générale, c'est-à-dire qu'il s'est acheminé vers la constitution d'un état de choses dans lequel son existence doit éprouver une grande et générale amélioration.

» Dans la chaîne des événemens qui se sont succédés depuis les deux époques mémorables que je viens de citer, on remarque comme chaînons plus saillans que tous les autres la révolution de Luther, la révolution de l'Angleterre sous Charles Ier, celle de l'expulsion des Stuarts, la révolution d'Amérique et celle de France : et voici, selon moi, que le moment est venu où va s'opérer la révolution générale, la révolution commune à tous les peuples civilisés, en quelque lieu de la terre qu'ils habitent.

» Les *gouvernemens* ne conduiront plus les hommes, leurs fonctions se borneront à empêcher que les travaux utiles ne soient troublés. Ils n'auront plus à leur disposition que peu de pouvoir et peu d'argent ; car peu de pouvoir et peu d'argent suffisent pour atteindre ce but. Les fonds nécessaires pour les travaux d'une utilité plus

ou moins étendue, seront fournis par des souscriptions volontaires, et les souscripteurs surveilleront eux-mêmes la manière dont leurs fonds seront employés et administrés. »

Dans un autre endroit, Saint-Simon expose les progrès que les économistes ont déterminé dans la science politique, et en suivant cette série d'idées, il arrive à cette conclusion.

« Il est un ordre d'intérêts senti par tous les hommes; les intérêts qui appartiennent à l'entretien de la vie et au bien-être. Cet ordre d'intérêts est le seul sur lequel tous les hommes s'entendent et aient besoin de s'accorder, le seul où ils aient à délibérer, à agir en commun, le seul donc autour duquel puisse s'exercer la politique, et qui doive être pris pour mesure unique dans la critique de toutes les institutions et de toutes les choses sociales.

» La politique est donc, pour me résumer en deux mots, *la science de la production*, c'est-à-dire, la science qui a pour objet l'ordre de choses le plus favorable à tous les genres de productions.

» Un principe est un point de départ : si ce point que nous venons de reconnaître, et où nous avons été conduits par des faits; si ce point, dis-je, est réel et bien marqué, la politique dès-lors n'est plus dans le vague des conjectures; elle n'est plus livrée au caprice des circonstances; son sort n'est plus attaché à celui d'un pouvoir, d'une forme, d'un préjugé; son terrain est connu; sa méthode est appréciée, et la science des sociétés a désormais un principe; elle devient enfin une science positive.

» Que les politiques philosophes prennent tout ce qu'il y a de vérités particulières démontrées; qu'ils les appliquent l'une après l'autre à ce principe que nous venons d'en faire naître, et en les priant d'abord de juger le

principe par ces vérités qui leur appartiennent, nous leur demanderons ensuite de juger ces vérités par le principe que nous leur présentons ; nous leur demanderons si ces vérités ne reçoivent pas du principe une nouvelle force, et comme une autre existence ; nous leur demanderons enfin si ce principe n'est pas le plus général, le plus vrai qui ait jamais été posé, et par conséquent le plus fécond en résultats sûrs et utiles. Au reste, on ne crée pas un principe ; on l'aperçoit et on le montre. Celui que je viens d'établir n'est pas le résultat de mes travaux ; il est dû à ces écrivains, à ces savans dont j'ai parlé. Dans leurs traités divers, ils l'ont établi indirectement, sans le chercher et sans le voir. Je ne l'ai point établi, mais je l'ai cherché, je l'ai vu et je le proclame. »

Le troisième volume de l'*Industrie* fut consacré au développement scientifique de la doctrine naissante. L'auteur y remontait directement aux idées philosophiques, dont il s'était principalement occupé dans les mémoires sur la science de l'homme, et sur l'encyclopédie. Cette publication démontrait aux industriels, la généralité des idées qui avaient commencé à les séduire, et quelques-uns furent effrayés des conclusions morales du système positif. La Revue Encyclopédique du mois d'avril dernier a rappelé, dans une notice sur Saint-Simon, la singulière démarche que firent à cette occasion, quelques souscripteurs de l'*entreprise industrielle* ; il est inutile d'y revenir ici. Saint-Simon loin de se décourager, continua ses travaux avec encore plus de persévérance, et fit paraître en 1818 le quatrième et dernier volume de l'*Industrie*, entièrement consacré à l'examen de la législation relative à la propriété. Cet ouvrage où les légistes sont traités durement, il faut en convenir, est rempli d'observations re-

marquables et de vues profondes sur l'avenir de l'industrie. C'est là que Saint-Simon propose d'assimiler les fermiers aux gérans de toute entreprise industrielle, et de généraliser à leur égard le système des commandites. Saint-Simon démontre également la possibilité de transformer tous les tribunaux civils en tribunaux de commerce, et de faire résoudre par l'arbitrage toute espèce de contestation.

A mesure que nous nous rapprochons des écrits de Saint-Simon, nous sentons moins le besoin de nous étendre sur les diverses productions de sa plume. Elles sont plus connues de nos lecteurs et nous devons nous borner à les rappeler à leur mémoire. En 1819, Saint-Simon publia l'*Organisateur*, qui eut un grand succès. La première livraison attira à l'auteur un procès dans lequel il fut acquitté. On n'a pas oublié cette figure aussi hardie qu'ingénieuse par laquelle Saint-Simon entrait en matière : *Si la France perdait dans une nuit* etc., et qui renferme la démonstration la plus originale et la plus populaire qui puisse jamais être donnée des bases du système industriel.

La seconde livraison de l'*Organisateur* contenait un essai de l'histoire des industriels et des savans depuis le onzième siècle, traité suivant la méthode positive. Les faits y sont rangés en série de termes homogènes qui laissent apercevoir leur loi, et desquelles on dérive l'avenir scientifique-industriel.

Saint-Simon avait déjà présenté dans le mémoire sur la science de l'homme, un aperçu de l'emploi de cette méthode pour l'histoire du développement général de l'esprit humain.

Dans l'*Organisateur*, Saint-Simon déclarait plus nettement encore qu'il ne l'avait fait dans les volumes sur *l'In-*

dustrie, le caractère transitoire du régime parlementaire, en même temps que la nécessité de s'y rattacher et de chercher à l'améliorer, en y introduisant le plus possible d'élémens industriels; l'*Organisateur* renfermait cependant la première ébauche d'une constitution fondée directement sur le système positif, ébauche qui présentait déjà des traits entièrement distincts de tout ce qui est adopté jusqu'à ce jour par les publicistes.

En 1819, Saint-Simon publia également avec quelques autres personnes, un journal mensuel et politique, où la polémique était employée à faire valoir les doctrines industrielles.

Enfin en 1821, parut le *Système industriel*, avec cette épigraphe : *Dieu a dit : aimez-vous et secourez-vous les uns les autres*. L'auteur explique comment toutes les institutions actuelles sont appelées à revêtir le caractère industriel, comment les savans doivent y être chargés de l'instruction publique, et les industriels de la formation du budjet. L'ouvrage est terminé par une adresse aux philanthropes, sur laquelle nous nous proposons de revenir, en rendant compte du *Nouveau Christianisme*.

En 1823, notre philosophe publia des lettres aux députés, deux brochures sur les Bourbons et les Stuarts, dans la dernière desquelles il démontrait très-brièvement le caractère le plus général de la *doctrine industrielle*, et, presqu'en même temps, un écrit très-court sous ce titre : *Travaux philosophiques, scientifiques et poétiques, ayant pour objet de faciliter la réorganisation de la Société européenne*. Dans quelques pages, Saint-Simon y expose avec chaleur les principes de sa doctrine, qui dès-lors se sépara entièrement de toutes celles qui l'ont précédée et préparée. Nous ne nous y arrêterons point, puisque nous

essaierons de présenter le résumé de la doctrine de Saint-Simon, quand nous aurons achevé la revue des travaux qui l'ont établie : et nous terminerons ici ce quatrième article sur le fondateur de notre école.

O. R.

EXAMEN

D'UNE DISSERTATION SUR LE MOT ENCYCLOPÉDIE,

Par M. Guizot.

La dissertation que nous annonçons forme l'un des articles de l'*Encyclopédie progressive*, et sert en même temps d'introduction à cet ouvrage dont elle est destinée à justifier la publication et la forme; elle se présente donc avec une double importance, celle de la pensée qui s'y trouve développée, et qui nous est donnée comme la vue la plus élevée à laquelle l'esprit humain soit arrivé sur le problème le plus général de la philosophie, et celle de l'application qu'elle a reçue dans la publication elle-même dont elle fait partie. Nous l'examinerons tout-à-l'heure sous le dernier point de vue (1), nous allons la considérer ici sous le premier.

Diderot a défini le mot Encyclopédie, *enchaînement*

(1) Voyez le commencement de l'article sur l'encyclopédie progressive.

de connaissances, et l'Académie française lui a conservé cette signification. M. Guizot la trouve contraire au sens étymologique, qui suivant lui doit être interprété ainsi : *Enseignement encyclique*, *c'est-à-dire universel*, *dépôt de toutes les connaissances humaines*. Du reste, ni l'une ni l'autre de ces définitions ne lui paraît justifiée par les ouvrages qui ont été publiés jusqu'ici sous le nom d'Encyclopédie, ni pouvoir l'être par ceux qu'on publierait dans l'avenir. La définition étymologique prouve seule, selon lui, l'impossibilité de l'entreprise.

« Le genre humain, dit-il, ne sait pas tout, et nul homme, nulle réunion d'hommes n'est capable de recueillir et d'enfermer dans un livre tout ce que sait le genre humain. Le mot *encyclopédie*, dans son sens littéral et philosophique, n'est donc qu'un mensonge de l'ambition et de l'orgueil d'esprit. »

Comme *enchaînement de connaissances*, et en tant que cet enchaînement peut être considéré comme l'expression des rapports réels qui existent entre les sciences, et comme se fondant par conséquent sur la connaissance du principe qui les embrasse toutes, une pareille entreprise lui paraît encore plus vaine et plus présomptueuse ; l'esprit de l'homme, suivant lui, ne pouvant jamais arriver à l'unité scientifique véritable.

Mais s'il est impossible de renfermer dans un livre l'universalité des connaissances humaines dans toute leur étendue, il est au moins possible de se rapprocher de ce résultat, et de donner des notions plus ou moins complètes sur chacune d'elles, dans un seul ouvrage ; c'est ce qu'ont fait jusqu'ici, et c'est ce que peuvent faire encore les *encyclopédies* ; sous ce rapport, M. Guizot considère les entreprises de ce genre, comme un des plus

puissans moyens de civilisation : d'abord en ce qu'elles mettent la science à la portée du public et la font ainsi pénétrer dans la pratique sociale ; ensuite, parce que le fait même du rapprochement matériel des sciences, fait naître dans toutes les classes le besoin d'une instruction plus générale ; mais là se borne, selon M. Guizot, l'utilité et la mission des encyclopédies ; elles n'ont, selon son expression, qu'une action civilisante. « Les encyclopédies, dit-il, sont au nombre des innombrables procédés qu'emploie, pour accomplir son œuvre, cette puissance de pertionnement et de progrès qui est l'apanage du genre humain ; elle les a fait inventer comme elle a fait inventer l'écriture, l'imprimerie, les journaux, la navigation, les canaux, tous les moyens de communication matérielle ou intellectuelle entre les hommes ; et c'est ainsi qu'elle poursuit incessamment son but, qui est de développer de plus en plus la nature humaine, d'appeler chaque jour un plus grand nombre d'individus à l'activité de l'intelligence, à la jouissance des biens de l'état social. » Comme œuvres philosophiques, comme destinées à faire faire des progrès aux sciences, M. Guizot refuse de reconnaître aucune puissance aux encyclopédies, et cela parce que, suivant lui, l'unité doit toujours nécessairement leur manquer. Nous réunirons ici en une seule citation les passages principaux de son traité, où il s'attache à démontrer l'impossibilité, pour l'esprit humain, de saisir jamais l'unité scientifique.

« Une classification, dit-il, ne suffit point pour la produire. Les classifications n'ont communément pour objet que d'établir entre les faits un certain ordre à l'aide duquel l'esprit les puisse voir, comprendre et retenir facilement. L'unité qui en résulte, purement extérieure et pra-

tique, est presque toujours artificielle, arbitraire, et pourrait être obtenue par mille procédés différens. Qui ne sait que dans toutes les sciences naturelles, historiques, morales même, on a imaginé et employé une multitude de classifications diverses, qui, toutes une fois établies et acceptées, ont eu le même mérite, savoir, de servir à l'intelligence de guide, à la mémoire de soutien? Les faits peuvent être considérés sous plusieurs aspects et se lient les uns aux autres par des rapports divers; selon qu'on adoptera tel ou tel de ces rapports pour principe de la classification, elle variera sans cesser d'atteindre son but.... On pourrait, par exemple, chercher le moyen de classification dans le monde extérieur, non dans l'esprit humain, et distribuer les sciences et les arts selon leur objet; la distinction commune des trois règnes, c'est-à-dire de la nature inorganique, organisée et animée, deviendrait ainsi la base d'un arbre encyclopédique aussi complet, aussi régulier que celui qu'ont élevé Bacon et d'Alembert sur la distinction, plus arbitraire et plus vaine peut-être, de nos facultés. On pourrait trouver, dans l'opposition de l'homme et du monde, du spectacle et du spectateur, du *moi* et du *non moi*, un principe de classification pris, comme le leur, au dedans de nous-mêmes et pourtant fort différent. On pourrait aussi distribuer les sciences et les arts selon leur généalogie et dans l'ordre de leur naissance et de leur développement. Considérées sous un point de vue vraiment philosophique, toutes ces classifications encourraient de graves reproches, mais pratiquement, elles auraient toutes à peu près les mêmes avantages, et produiraient le même résultat....... Les classifications n'ont de valeur réelle et scientifique qu'autant qu'elles sont l'expression d'une idée, le résultat d'un système sur le fond

même des questions que la science a pour objet; et leur mérite dépend alors de celui de l'idée qu'elles expriment, du système qui les produit. » M. Guizot ne nie point que des classifications de cette nature, des classifications réelles, ne puissent se substituer, dans les sciences particulières, aux classifications arbitraires; mais il ne croit pas qu'une pareille révolution puisse s'étendre à la coordination des sciences. « Qu'un physiologiste, par exemple, découvrant la loi générale des phénomènes de la vie et de leurs rapports avec l'organisation, en déduise une classification des êtres animés, celle-ci ne sera plus une œuvre arbitraire et d'ordre purement extérieur, car elle mettra au jour, sous ses diverses formes et dans toutes ses ramifications, le fait simple et primitif qui régit cette portion de la nature. Mais des classifications de ce genre et vraiment philosophiques, sont nécessairement d'une portée restreinte; c'est seulement dans des sciences spéciales qu'on peut se flatter d'y parvenir. Une telle classification encyclopédique est impossible, car elle aurait pour objet la totalité des faits et des êtres; elle exigerait que l'homme pût comprendre le système général de l'univers et en démêler le principe; qu'il se fût posé au sein de l'unité suprême et infinie, pour contempler de là toutes choses et saisir le lien qui les unit. Les limites de sa puissance et de sa science sont inconnues, mais elles ne vont pas jusque-là.

» Une encyclopédie ne saurait donc être un système régulier et complet, une œuvre vraiment philosophique; on ne parviendrait jamais à lui donner qu'une unité imparfaite, arbitraire, apparente: l'unité véritable qu'elle exigerait surpasse les forces de l'humanité. »

Nous l'avons dit au commencement de cet article, le sujet que M. Guizot a traité, sous le mot *encyclopédie*,

comprend le problème le plus général de la philosophie. Nous n'entreprendrons point ici de l'approfondir, attendu que, dans la suite méthodique de nos travaux, nous aurons à nous en occuper d'une manière spéciale, la solution de la question qu'il présente devant nécessairement former le point de départ de l'organisation scientifique de toute doctrine. Néanmoins, nous ne saurions laisser passer absolument sans réfutation le jugement absolu de M. Guizot; l'influence que cet écrivain exerce sur le monde intellectuel, nous oblige, à cet égard, d'anticiper sur le développement de nos idées.

C'est un besoin pour l'homme de généraliser ses connaissances, de les rapporter à un principe unique et de les classer d'après ce principe; dans tous les temps nous avons vu ce besoin se manifester par la production d'une science embrassant et dominant toutes les autres. Or, si l'on examine attentivement de quelle manière l'esprit humain a jusqu'ici procédé dans son développement, on trouvera que sa tendance à l'unité n'est après tout que la condition de sa perfectibilité, puisque en effet, c'est toujours sous l'empire d'une idée générale qu'on le voit s'avancer dans toutes les directions particulières, et que les grandes révolutions qui se sont opérées dans les sciences ont toujours été marquées et précédées par un progrès dans l'idée générale, qui n'est autre chose en définitif que l'unité scientifique.

Mais, dira-t-on, cette unité n'a reposé jusqu'ici que sur des hypothèses que l'expérience a successivement détruites et dont l'esprit humain n'a rien retiré, si ce n'est la démonstration de son impuissance à comprendre jamais *le système général de l'univers, et à en démêler le principe.*

Oui, sans doute, tous les systèmes qui jusqu'ici ont servi de lien aux connaissances humaines, n'ont été fondés que sur des hypothèses qui toutes se sont démontrées fausses; oui sans doute, après tant de vaines tentatives, l'homme a dû renoncer à rechercher la loi générale de l'univers; mais de l'impossibilité de fonder l'unité scientifique sur la connaissance de cette loi, s'ensuit-il qu'il faille renoncer à l'établir? C'est ce qui n'est pas également démontré.

Nous avons dit ailleurs: Il existe pour l'homme deux points de vue généraux dans ses études scientifiques: l'univers envisagé *astronomiquement*, et l'univers envisagé *physiologiquement*. Sous le premier point de vue, l'homme est une des dernières dépendances du phénomène général *astronomique*; sous le second, il devient le centre et le but de tous les phénomenes qui l'entourent et qui ne sont plus considérés alors que par rapport à son propre développement, à son utilité. L'homme jusqu'ici, dans son investigation scientifique et dans ses efforts pour systématiser ses connaissances, s'est tenu constamment au point de vue astronomique; il a toujours plus ou moins échoué dans cette direction, et il a reconnu, enfin, l'impossibilité de découvrir jamais la *loi* qu'il cherchait: il doit donc aujourd'hui se placer au point de vue *physiologique*, c'est-à-dire abandonner *la science générale de l'univers* pour *la science générale de l'homme*.

Cette proposition est tellement contraire aux idées reçues, que peut-être a-t-elle été considérée, plutôt comme un écart d'imagination que comme un produit sérieux de l'esprit philosophique. Cependant, si l'on veut bien examiner la marche de l'esprit humain, on verra que la révolution que nous présentons comme nécessaire, a été gra-

duellement préparée et qu'il ne reste plus qu'un pas à faire pour qu'elle soit consommée.

Nous avons dit que, jusqu'ici, l'homme s'était constamment attaché à rechercher la loi générale de l'univers, pour s'expliquer et pour coordonner, d'après cette *loi*, tous les autres phénomènes, y compris sa propre existence; telle a été au moins sa prétention; mais en dépit de lui-même, il n'a jamais fait autre chose dans toutes ses conceptions théogoniques et cosmogoniques, que de généraliser d'une manière plus ou moins directe, plus ou moins obscure, les facultés et les besoins de son organisation, modifiés par l'état social où il était parvenu; et cette remarque déjà ancienne et devenue aujourd'hui populaire, que l'homme a toujours fait Dieu et le monde à son image, est l'expression juste et profonde, bien qu'elle n'ait pas toujours eu le sens que nous y attachons, de la nécessité sous laquelle l'esprit humain n'a cessé de se trouver placé à cet égard. Or, c'est par suite de cette nécessité, c'est parce que l'homme, dans tous les temps, a subordonné aux lois de sa propre nature les conceptions qu'il s'est formées sur le sytème du monde, que ces conceptions, toujours fausses par rapport à l'univers, ne l'ont jamais été complètement par rapport à lui, et qu'à leur faveur il a toujours pu faire de nouveaux progrès. Le perfectionnement de la science générale en ce sens a toujours consisté à interpréter la *loi* ou la cause générale de l'univers de la manière la plus favorable à l'action de l'homme; le progrès, à cet égard, se trouve évident, dans la série de la science théologique, entre l'idolâtrie et le théisme; entre l'époque où l'homme abandonnait la plus grande partie de l'univers à des êtres fantastiques, et celle où il proclama hardiment que tout ce qui existait avait été créé

pour lui ; le premier pas qu'il avait à faire après cette dernière conception, était de mieux connaître ce monde qui lui avait été donné ; mais pour cela il se trouva bientôt dans l'obligation de renoncer à la science d'où il avait tiré cette donation et qui se présentait comme définitive. Cette importante révolution fut opérée par Bacon ; ce grand homme entreprit une classification des connaissances humaines et en posa la base dans les facultés de l'homme. Cette classification était arbitraire sans doute ; les facultés sur lesquelles elle se fondait l'étaient aussi : elle ne substituait pas enfin nettement la science générale de l'homme, à la science générale de l'univers, mais elle était un acheminement à cette dernière révolution que le siècle où nous vivons doit voir s'accomplir. Depuis Bacon et Descartes, l'homme et l'univers ont été étudiés séparément et sans aucune vue générale de rapprochement dans l'avenir. Il faut aujourd'hui rétablir l'unité entre ces deux branches de la science, et pour cela il faut, comme nous l'avons dit, se placer au point de vue *physiologique*, subordonner l'univers à l'homme, considérer celui-ci comme le centre de tous les phénomènes qui l'entourent, et n'étudier ces phénomènes que par rapport à ses besoins. La science de l'univers ne sera plus alors qu'une dépendance de la science générale de l'homme. Telle est la nouvelle base encyclopédique que nous proposons et qui nous paraît se présenter comme le résultat de la tendance constante de l'esprit humain jusqu'à nos jours. Or, M. Guizot ne paraît point avoir entrevu ce moyen de rétablir l'unité scientifique, ou au moins il ne l'a point jugé digne d'une discussion.

M. Guizot croit qu'il y a toujours utilité et opportunité à publier des encyclopédies comme recueils des connaissances humaines, parce qu'elles sont, selon lui, un puis-

sant moyen de faire pénétrer la science dans la pratique ; l'utilité de pareilles publications lui paraît se faire sentir aujourd'hui plus vivement que jamais ; il croit au contraire que, dans aucun temps, il n'y a lieu à entreprendre une encyclopédie philosophique, dans le sens d'*enchaînement des connaissances*, parce qu'une entreprise de cette nature est toujours impossible. Notre opinion sur ces deux points est complètement opposée à la sienne.

Nous croyons qu'il n'y a point toujours opportunité à publier des encyclopédies *populaires*, et qu'aujourd'hui il n'y a point lieu à une telle publication. Nous croyons à la possibilité d'une encyclopédie *philosophique*, et nous pensons que si le moment n'est pas encore venu de s'en occuper, c'est au moins par là qu'il faudra commencer.

M. Guizot a remarqué avec raison que l'encyclopédie de Diderot et de d'Alembert n'avait eu qu'une valeur pratique, et que l'honneur des théories scientifiques appartenait au siècle précédent. S'il fût remonté au-delà de cette simple observation, il aurait pu éviter l'erreur dans laquelle il est tombé, selon nous ; il aurait vu, sans doute, que le succès de la dernière encyclopédie reposait bien moins sur la valeur technique des différens traités qu'elle contenait, que sur le nouveau point de vue général qui se produisait à leur occasion, et que cette encyclopédie n'avait eu de résultat pratique qu'en ce sens, qu'elle avait contribué à faire passer dans les masses un système d'idées générales qui se trouvait auparavant renfermé dans le monde des savans. Il aurait vu enfin qu'une pareille cause de succès devait essentiellement manquer aujourd'hui à une *encyclopédie* destinée à devenir *populaire*, puisqu'il n'y avait point de nouveau système d'idées générales à produire.

Avant d'arriver à la société, les doctrines ont plusieurs degrés à parcourir ; il faut d'abord qu'elles se produisent comme de simples conceptions philosophiques, puis ensuite qu'elles passent à l'état scientifique : ce n'est qu'au sortir de ce second degré qu'elles peuvent prendre les formes pratiques et populaires. L'encyclopédie du dernier siècle a marqué le dernier terme de la doctrine dont l'origine directe remonte aux travaux de Bacon et de Descartes; pour qu'il y ait lieu à une nouvelle encyclopédie de ce genre, ou au moins à une entreprise équivalente, il faut que les nouvelles idées philosophiques aient produit une nouvelle science. De nos jours, les termes de toutes les révolutions sont sans doute très-rapprochés, mais on ne peut les franchir, et nous n'en sommes point encore arrivés dans la nouvelle direction philosophique, au point où se sont trouvés Diderot et d'Alembert.

D'après tout ce qui vient d'être dit, nous ne pouvons considérer la publication d'une encyclopédie *populaire* aujourd'hui, que comme un emploi inutile, et par conséquent fâcheux, de talens, d'efforts et d'argent, puisqu'un pareil ouvrage, dans ce qu'il doit contenir de plus important, ne peut que reproduire ce qui a été dit depuis cinquante ans, ce qui, principalement dans les dix dernières années, a été répété à satiété à la tribune, dans les pamphlets, dans les gazettes, et dans les milliers d'éditions et de réimpressions imaginées par le génie de la librairie, ce que tout le monde sait enfin, et ce qui commence à ne plus intéresser personne (1). St-A. B.

---

(1) C'est par un mal-entendu que le nom de M. Enfantin, l'un de nos collaborateurs, figure sur la liste des personnes qui concourent à la rédaction de l'*Encyclopédie progressive*.

ENCYCLOPÉDIE PROGRESSIVE, ou Collection de Traités sur l'histoire, l'état actuel et les progrès des connaissances humaines, avec un MANUEL ENCYCLOPÉDIQUE ou Dictionnaire abrégé des sciences et des arts (1).

Cette vaste entreprise a été annoncée d'une manière brillante au monde intellectuel, par la dissertation de M. Guizot sur le mot *Encyclopédie*; nous avons fait connaître notre opinion sur la valeur en elle-même de l'idée philosophique qui se trouve développée dans cette dissertation, et qui a présidé à la conception de *l'Encyclopédie progressive*: nous allons l'examiner maintenant dans son application.

L'Encyclopédie que nous annonçons et le *Manuel* qui se publie en même temps, sont destinés à répondre aux besoins de deux classes de la société : l'une qui demande une instruction générale et étendue et qui a tous les moyens de l'acquérir; l'autre qui ne veut sur toutes choses que des notions superficielles et qui n'a pas le temps de s'en procurer de plus complètes. L'*Encyclopédie* s'adresse à la première classe; le *Manuel*, qui, sous la forme de dictionnaire, donne un article sur tous les mots de la langue, s'adresse à la seconde.

---

(1) Première livraison, prix 4 fr.; à Paris, au bureau de l'*Encyclopédie progressive*, rue Chantereine n° 10; chez Ponthieu, au Palais-Royal, chez Treuttel et Wurtz, rue de Bourbon, n° 17, et chez tous les principaux libraires.

Le mode de publication de l'*Encyclopédie* est une idée nouvelle : l'éditeur ne s'astreint, dans cette publication, ni à l'ordre alphabétique, ni à l'ordre de matière, laissant à cet égard le choix de la classification à ses souscripteurs. Aucun des traités qui paraîtront successivement ne sera donné comme définitif ; quand l'un d'eux aura *vieilli*, il sera remplacé par un autre : c'est en ce sens que cette Encyclopédie a été appelée progressive. On voit que l'ouvrage n'a pas de fin nécessaire, et qu'à tout prendre on pourrait le considérer comme un journal d'une forme nouvelle.

Mais ce nom de *progressive* nous embarrasse. Nous avons vu, par l'article de M. Guizot, qu'il ne devait point y avoir d'unité dans la nouvelle Encyclopédie, et l'éditeur de cet ouvrage a grand soin dans son prospectus de rappeler cette circonstance. Cependant il nous dit que lorsqu'un article aura *vieilli*, il sera remplacé par un autre ; mais qui décidera, qui osera se permettre de décider que telle opinion, en morale, en politique, en religion par exemple, est devenue vieille, et que telle autre opinion sur le même sujet est en avant ? Pour constater le progrès, il faut connaître la loi du progrès, et cette connaissance suppose celle d'une unité quelconque. Si donc l'éditeur de l'Encyclopédie se croit en mesure de prononcer en pareil cas, c'est que, sans le savoir, il possède cette unité qui lui cause tant d'effroi et contre laquelle il a pris tant de précautions. S'il en est ainsi, au surplus, nous l'en félicitons : car nous ne voyons pas, dans le cas contraire, comment il pourrait répondre à toutes les objections qui se présentent.

Par exemple, chaque science devra fournir la matière de plusieurs traités qui seront fournis, ou qui pour-

ront l'être, par plusieurs écrivains; or, si tous ces écrivains ne pensent pas de la même manière, que fera le lecteur ? Dira-t-on, dans ce cas, qu'il pourra choisir une des vues qui lui seront présentées, la sienne propre même, et avec cette vue faire un ensemble des matériaux qui lui auront été donnés ? mais le public, en général, demande des livres pour se mettre au courant de la science et non pas pour la faire. Cette difficulté qui se présente pour les articles dont doit se composer l'*Encyclopédie progressive*, dans le cas où cette entreprise n'admettrait pas d'unité, se reproduit d'une manière bien plus frappante encore, par rapport au *Manuel encyclopédique*, considéré comme une dépendance du premier ouvrage. L'éditeur nous dit qu'à chaque mot du *Manuel* qui le comportera, un renvoi indiquera l'article de *l'Encyclopédie* où devront se trouver les développemens que les limites de l'ouvrage abrégé ne permettraient pas de donner; or, c'est ici que le désordre peut se compliquer : d'abord, il est possible que, comme dans l'*Encyclopédie* elle-même, l'explication donnée au mot qui sera l'objet d'un renvoi, soit en contradiction avec l'explication donnée dans le même *Manuel* sous d'autres mots appartenant à la même branche de connaissances; il est possible ensuite que le développement de l'Encyclopédie soit en opposition avec la notion élémentaire donnée dans le *Manuel*; enfin si le *Manuel* renvoie, à l'occasion du même mot, à plusieurs articles de l'Encyclopédie, et que ces articles se rattachent à des vues systématiques différentes, alors la confusion est complète, et il n'y a plus moyen de s'y reconnaître.

La forme du *Manuel encyclopédique*, comparée à celle de l'Encyclopédie, nous a suggéré une réflexion : M. Guizot, dans un passage de son article d'introduction, a dit :

« Que l'aristocratie savante ne s'y trompe point : il y au-
» rait pour elle à s'isoler avec dédain, la même erreur,
» le même péril qui ont perdu tant d'autres aristocraties ;
» la prospérité des hautes sciences même, est étroitement
» liée aux progrès scientifiques de la classe moyenne. »
C'est à merveille ; mais la classe moyenne, en tant qu'elle est représentée ici par l'*Encyclopédie progressive*, ne se montre-t-elle pas à son tour un tant soit peu aristocrate à l'égard de la classe à laquelle est destinée le *Manuel*? Pourquoi cette classe ne jouirait-elle pas aussi du bénéfice de la progression ? et cependant elle en est exclue, puisqu'il est impossible de remplacer, dans un dictionnaire, un article vieilli par un article nouveau. Les souscripteurs du *Manuel* en sont donc réduits, à l'égard de la progression, au vieux moyen des éditions nouvelles. Or, il faut remarquer que cette circonstance, ajoute encore aux difficultés que présentent les rapports du *Manuel* et de *l'Encyclopédie*. L'éditeur assure que ces deux ouvrages *seront dans une intime relation ;* mais si l'un avance toujours, et que l'autre reste toujours stationnaire, il arrivera nécessairement un moment où leur intimité cessera d'être grande ; cette difficulté nous paraît invincible. Quant à celles que nous avons présentées sur l'exécution de *l'Encyclopédie progressive*, la plus petite *unité* en ferait disparaître une grande partie ; et comme nous croyons, ainsi que nous l'avons dit déjà, que cette unité existe dans l'esprit de l'éditeur à son propre insu, c'est beaucoup plus à ses prétentions qu'à son entreprise que nos objections s'adressent.

La première livraison de l'*Encyclopédie progressive* a paru ; elle se compose de cinq traités sur les mots : *Encyclopédie*, *Law*, *irritation*, *religion*, *économie politi-*

que. Ces traités sont précédés de diverses propositions de prix pour des questions à résoudre. Nous allons jeter un coup-d'œil sur les différentes parties dont se compose cette livraison.

Fondations de prix ; questions à résoudre. M. Ternaux, que nous ne nous croyons pas obligés, comme l'éditeur de l'*Encyclopédie*, d'affubler du titre de Baron, propose un prix de 3,000 fr., qui sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur la nature des obstacles qui s'opposent, en France, à une bonne législation sur les patentes et les brevets d'invention, sur les moyens de faire disparaître ces obstacles, et sur les dispositions à établir pour former en cette partie la législation la meilleure et la plus complète.

D'après une disposition formelle du fondateur, les mémoires seront jugés, et le prix sera décerné par une commission composée de

Trois pairs de France,
Trois députés,
Trois magistrats,
Et trois manufacturiers.

La composition de cette commission nous a rappelé celle d'un certain conseil de boulangers, institué par l'autorité, et qui, sur sept ou huit membres, ne comprenait qu'un seul homme de la profession. Nous demanderons à M. Ternaux ce que trois pairs de France, trois députés et trois magistrats ont à voir dans la question qu'il propose ; a-t-il en vue, dans ces trois ordres de fonctions publiques, des hommes vraiment capables, plus capables que d'autres de porter un bon jugement? Mais alors il fallait les désigner, comme les manufacturiers qui viennent humblement à la fin de sa liste, par les titres qui comprennent leur capacité. Dira-t-il qu'il s'agit ici d'une question de légis-

lation, et que par conséquent des législateurs doivent en connaître? mais ce n'est là, pour nous, que reculer la difficulté, car nous croyons qu'aujourd'hui le titre de législateur n'emporte point toujours l'idée d'une véritable compétence à l'égard des différens points de législation, et qu'il serait bon en conséquence, dans l'intérêt de changer cet état de choses, de saisir toutes les occasions qui peuvent se présenter en dehors de l'action politique, de faire résoudre les questions qui s'élèvent, par les hommes vraiment compétens. Espérons qu'il viendra un jour où les titres politiques et les titres de capacité se trouveront confondus; mais nous n'en sommes point encore là.

M. Casimir Perier propose aussi un prix de 3,000 fr. qui sera donné à l'auteur du meilleur mémoire sur les questions suivantes:

«Quels sont en France les vices et les lacunes des dispositions législatives et administratives concernant le prêt hypothécaire?»

« Quels sont les obstacles qui s'opposent à la direction des capitaux vers cette nature d'emploi? »

« Quelles seraient enfin les meilleures dispositions à établir pour former sur cette partie le projet de législation le plus complet et le plus en harmonie avec les besoins du fisc, ceux des emprunteurs et les garanties qu'on a droit d'exiger les prêteurs? »

M. Casimir Perier n'a point institué de commission pour décerner le prix qu'il a fondé.

L'éditeur de l'*Encyclopédie* donne ensuite, dans cette livraison, l'indication d'un grand nombre d'autres questions à résoudre et pour lesquelles des prix ont été également proposés. Plusieurs de ces questions nous ont paru d'un intérêt trop médiocre pour devenir l'objet d'un concours:

telles sont celles qui regardent *la fabrication du sucre de betteraves, et le modèle le plus économique de lampe*. Les autres, quoique plus importantes, sont toutes, selon nous, d'un ordre secondaire, et ne peuvent être utilement examinées que lorsque les questions supérieures auront été résolues; plusieurs d'entr'elles même ne trouveraient probablement point de place dans un ordre de position logique. La question du prêt hypothécaire suppose que celle de la constitution de la propriété foncière a été résolue; celle sur l'abolition de la mendicité, que tous les moyens d'amélioration du sort de la classe sur laquelle tombe ordinairement ce fléau, sont complètement connus. La question des chemins vicinaux est une dépendance de celle, plus générale, des moyens de communication; la question des douanes se trouve comprise dans celle, bien autrement grave, de la division du travail entre les peuples et de leur association industrielle, etc.

En résumé, nous pensons que l'influence et l'argent employés à faire résoudre ces questions, l'auraient été beaucoup plus utilement à faire décider quelles sont celles qui doivent être *posées*.

Law, et de son système de finances, *par M. Thiers*. —On a beaucoup écrit, dans le 18e siècle, sur les opérations de Law; de nombreuses biographies nous l'ont fait connaître très-imparfaitement : M. Thiers est le premier qui ait entrepris d'en tracer l'histoire, et sous ce rapport il a rempli avec talent une lacune importante; l'article qu'il a inséré dans l'*Encyclopédie progressive*, est certainement de tous les écrits sur ce sujet, le plus propre à donner à la masse des lecteurs une idée générale de ce fameux système.

Après cette déclaration de notre part, nous nous permettrons d'examiner philosophiquement et économiquement le travail de M. Thiers, qui, sous ce point de vue, ne nous paraît pas à l'abri de toute critique.

M. Thiers s'est proposé de faire connaître en détail la personne de Law, et les opérations de banque et de finances dont il fut le créateur; il s'est proposé en outre une appréciation des théories du financier écossais. Quant à ce qui regarde la personne de Law, nous en dirons peu de chose; nous pourrions seulement reprocher à M. Thiers de nous l'avoir présenté sous des couleurs trop favorables, et de n'avoir pas assez fait ressortir cette passion du jeu qui a été le principal mobile de tous ses actes, passion qui n'excluait pas un certain degré de philanthropie et qui était accompagnée d'une grande vivacité d'esprit. C'était bien un trait caractéristique de la régence, que cette faveur accordée tout-à-coup à un spéculateur audacieux qui nourrissait des projets pour la prospérité publique, en taillant le pharaon chez une courtisane, et en s'enrichissant autour des tapis verts.

Law connaissait parfaitement tous les détours et toutes les manœuvres de l'agiotage, et il avait très-bien saisi cette partie toute mécanique des opérations du crédit, sur lesquelles l'agiotage exerce une influence souvent funeste. C'est en cela que consistait toute son habileté; et quoiqu'il ait pressenti, ainsi que nous l'avons dit dans un précédent article, la révolution que les progrès du crédit amèneront un jour dans les signes de circulation et dans l'intérêt des capitaux, nous ne pouvons lui accorder dans la science un rang aussi élevé que semble le réclamer pour lui son historien.

Quant aux opérations de finances imaginées par Law,

M. Thiers entre dans beaucoup de détails, dont il diminue la sécheresse par des digressions intéressantes sur les *Mississipiens*, sur l'énormité du luxe et la confusion de toutes les classes. Cependant il y a quelques erreurs dans les faits rapportés par M. Thiers, et il en a omis quelques-uns qui nous semblent très-importans.

Ce que l'auteur dit de la formation du fonds des actions de la compagnie d'Occident, doit s'entendre de celles de la banque; celles-là ne furent jamais payées qu'en billets d'Etat pour la totalité, témoin la délibération de la compagnie d'Occident du 27 mars 1719, où il fut résolu que son fonds productif provenant uniquement de l'abandon pour un an des intérêts attachés aux billets d'Etat, serait porté de quatre millions à sept, au moyen d'une nouvelle retenue.

Nous adresserons à M. Thiers le même reproche que Duvernay fit à Dutot, apologiste du système de Law: nous lui demanderons pourquoi il n'a rien dit de l'augmentation extraordinaire qui eut lieu sur les monnaies en mai 1718, augmentation par laquelle l'institution commerciale de la Banque de 1716 reçut une première atteinte, et qui prépara cette agitation continuelle des monnaies, dont Law se servit pour forcer le cours des billets dans le public.

Mais nous sommes principalement surpris que M. Thiers ait passé sous silence la délibération fatale du 30 décembre 1719, provoquée par Law, qui établissait, à la caisse de la compagnie, un bureau pour l'achat et la vente des actions; opération qui fit perdre 800 millions à la compagnie des Indes.

L'arrêt du 23 février suivant ordonna la fermeture de ce bureau; mais il fut rétabli par un nouvel arrêt du 5 mars, qui fixait au même prix les ventes et les achats.

Ces mesures, inspirées par l'agiotage, étaient destructives de toute espèce de crédit, et devaient à elles seules ruiner tout le système.

Voyons maintenant comment M. Thiers apprécie le mérite des théories de Law. Il ne manque pas de relever la confusion que Law faisait des capitaux et du numéraire; mais sur le reste il nous semble encore beaucoup trop indulgent. Est-il bien certain, comme l'affirme l'auteur de l'article, que la théorie des Banques n'ait fait aucun progrès depuis Law, et que ses mémoires soient des modèles de discussion sur cet important sujet? Nous ne le croyons pas; Smith a réfuté victorieusement l'ancienne théorie que Law avait adoptée, et qui attribuait à la multiplication du numéraire la baisse de l'intérêt de l'argent; or cette erreur n'était-elle pas la base de toutes les combinaisons de Law?

La baisse qui arriva pendant le fort du système dans le taux de l'intérêt, n'était pas un résultat direct de la multiplication du numéraire; elle était un effet accidentel du bouleversement des fortunes, et de l'enrichissement instantané de quelques joueurs. Cette observation ne devait pas échapper à la sagacité de M. Thiers; mais cet habile écrivain semble quelquefois transporté par son imagination au milieu du système, et céder à l'influence de l'auteur des considérations sur le numéraire. Quelques passages de son travail pourraient faire croire que M. Thiers adopte les idées de Law sur les bons effets que produisent les banques en multipliant le numéraire, relativement à la diminution du taux de l'intérêt.

Ce n'est pas également sans regret que nous le voyons persuadé du tort que faisaient à la France les réaliseurs,

qui exportaient leurs bénéfices sous la forme de numéraire métallique.

Enfin, tout en regardant, comme nous l'avons dit en commençant, l'histoire que M. Thiers nous donne du système de Law, comme l'écrit le plus intéressant qui ait encore été publié sur ce sujet, nous sommes obligés de déclarer qu'elle laisse quelque chose à désirer sous le rapport de l'appréciation des faits et des doctrines économiques.

De l'irritation, considérée sous le rapport physiologique et pathologique, par M. Broussais. — Dans l'article *Encyclopédie*, qui sert de prospectus à l'entreprise que nous examinons, on déclare que l'unité manque nécessairement dans toute œuvre de ce genre; qu'elle y est impossible, et que celle-ci ne peut naître que de la pensée d'un seul homme. Il est évident que l'auteur n'a pas tenu compte de ce que l'on désigne ordinairement sous le nom de sciences, et cependant c'est à elles qu'est réservée la plus grande place dans tout ouvrage de ce genre; on ne peut traiter, sans s'occuper d'elles qu'un bien petit nombre de questions générales; et l'étude de ces sciences démontrera nécessairement le contraire de ce que M. Guizot a annoncé; on les verra unies par des liens tellement serrés, formant un tout tellement identique, que la possibilité d'en éliminer une seule n'est pas même supposable. Ici la pensée humaine n'est pour rien; elle ne domine pas le fait : elle l'accepte tel que l'observation le lui livre. Certainement c'est nuire aux progrès de l'éducation publique, que de présenter, dans les articles qui sont de nature à être lus par tout le monde, les choses autrement qu'elles ne sont réellement; c'est nuire, que proclamer,

avec toute la puissance d'un grand talent, l'incohérence et le défaut d'unité comme ce qu'il y a de plus général dans les diverses directions où on envisage le savoir humain; car alors, quel sera l'homme auquel l'étude des sciences pourra paraître utile autrement que dans un but technologique, dans un but de métier, et auquel, ce but mis de côté, elle paraîtra autre chose qu'une affaire de curiosité ou d'amusement?

Quiconque lira avec quelqu'attention l'article *Irritation*, ne pourra manquer de voir le rapport existant entre la série des systèmes médicaux, qui y sont suivis historiquement, et les autres séries scientifiques. Au reste, le seul passage que nous citons suffira pour montrer un des modes d'union que présentent les sciences : « L'homme ne » peut exister que par l'excitation ou la stimulation qu'exer» cent sur ses organes les milieux dans lesquels il est forcé » de vivre. Ces milieux ne se bornent pas à stimuler la » surface externe de son corps, qui se compose de la peau » et du sens de la vision; ils pénètrent par les ouvertures » naturelles, ouvertures qui sont elles-mêmes des organes » sensitifs, dans de vastes surfaces continues avec la peau.»

M. Broussais, après avoir énuméré divers ordres de stimulations, continue ainsi : « A ces causes déjà nombreu» ses, mais toutes vitales, d'excitation, se joignent les » agens que nous appelons non vitaux, tels que l'attraction » et ses modifications, l'électricité, la chimie brute ou » inorganique.... Ces puissances tendent à assimiler les » corps organiques aux corps bruts, et si elles n'y parvien» nent pas toujours, c'est que les lois de la vie réagissent » contre elles et neutralisent leur action.

» C'est sous l'influence continuelle de ces nombreuses » causes d'excitation que la vie se maintient; elle en dé-

» pend à tel point, que, si ces causes viennent à manquer,
» la mort est inévitable.... On a représenté l'homme, pour
» ainsi dire, comme indépendant et libre au milieu de la
» nature, à laquelle il semble commander. Voulez-vous
» juger de sa prétendue indépendance? Il n'est pas besoin
» pour le terrasser de recourir à des puissances d'une ac-
» tivité héroïque;... contentez-vous de le soustraire pen-
» dant quelques minutes à l'influence excitante de l'oxigène
» et du calorique; ensuite demandez-lui qu'il déploie cette
» force conservatrice que l'on a tant célébrée dans les ma-
» ladies de toute espèce. Il en tenait les moyens d'un agent
» physique; le défaut de ce modificateur a suffi pour l'en
» priver. Vous n'avez pas brisé les instrumens de sa force
» vitale, vous ne lui avez rien ôté; vous n'avez fait qu'ar-
» rêter le courant du principe inconnu, mais matériel, qui
» faisait jouer les ressorts de son existence; vous ne l'avez
» suspendu qu'un moment, et déjà l'homme n'est plus
» qu'une masse de matière inanimée. »

Ainsi un seul passage, extrait d'un article de science, et d'un article qu'on ne peut récuser, car il a pour auteur une des plus grandes capacités médicales de notre époque, un seul passage suffit pour faire le procès à l'idée mère de l'*Encyclopédie progressive*; encore, cet article n'a-t-il pour but que d'exposer au monde les idées générales d'une doctrine nouvelle; lorsque les détails des sciences seront traités dans l'ouvrage, l'unité scientifique apparaîtra bien autrement.

Il ne nous appartient pas d'entrer dans la discussion du sujet même de l'article qui nous a inspiré les réflexions précédentes; le but de notre journal ne nous permet guère de traiter d'autre chose que des généralités scientifiques applicables à la philosophie, ou à la morale. On

sent même qu'il est inutile de donner au travail de M. Brousssais de vulgaires éloges ; il a exposé un point de la doctrine dont il est l'auteur ; qui pouvait le faire mieux que lui ?

Religion, par M. Benjamin Constant.—Cet article commence par un tableau fort remarquable de la progression des sociétés humaines dans toutes les directions. Ce début a pour objet de prouver *à priori* que la religion aussi doit être progressive, puisqu'autrement il faudrait supposer qu'elle est en dehors de la loi générale. L'auteur passe ensuite aux preuves historiques de cette progression ; cette partie de son article est un résumé très-succinct du grand ouvrage qu'il a donné sur le même sujet : le sentiment religieux est universel, il tend sans cesse à perfectionner ses formes ; le sacerdoce résiste continuellement à cette tendance. Nous n'entrerons point ici dans la discussion du système de M. Benjamin Constant ; nous l'examinerons plus tard dans son grand ouvrage ; pour le moment, nous nous bornerons, à l'occasion de l'article inséré dans l'*Encyclopédie* à quelques observations que peuvent faire naître la plupart des autres théories du même auteur.

Selon M. Benjamin Constant, le sentiment religieux cherche en ce moment une forme nouvelle : « Il la veut libre, pure et ennoblie ; et comme autrefois il repousse les prêtres de Cybèle qui, l'importunant de leurs cris, le révoltant par leurs menaces et le fatiguant de leurs minuties, sont ses plus fâcheux adversaires et ses ennemis les plus dangereux. » Or, les prêtres de Cybèle, bien entendu, ce sont les prêtres en général. A dire vrai, nous ne concevons pas trop de religion sans prêtres, ou sans ministres, si l'on aime mieux ; et dès qu'on veut une religion, il nous semble, au moins en prenant le mot dans l'acception his-

torique, et c'est la seule que nous puissions admettre, qu'on doit aussi vouloir des prêtres ; mais M. Benjamin Constant n'en veut point absolument. Sa répugnance à cet égard, qu'il nous permette de le lui dire, nous paraît tenir à une répugnance plus générale, celle de voir les hommes se mêler des choses humaines, se réunir dans ce but, s'entendre, prévoir, disposer, arranger; rien ne lui cause plus d'effroi : il est curieux de voir jusqu'où une pareille prévention peut entraîner un écrivain si judicieux d'ailleurs.

« Laissons la religion à elle-même, dit-il; toujours progressive et toujours proportionnée, elle *marchera* avec les *idées*, elle *s'éclairera* avec *l'intelligence*, elle *s'épurera* avec la *morale*, *elle sanctionnera* à chaque époque ce qu'il y a de meilleur : à chaque époque réclamons sans cesse *la liberté religieuse; elle entourera* la religion d'une force invincible et *garantira* sa perfectibilité. » Or, chacun sait que M. Benjamin Constant n'entend pas non plus qu'on se mêle de systématiser et de réglementer les idées, l'intelligence et la morale qui sont destinées à perfectionner la religion. N'est-ce pas, en conscience, une image burlesque, que celle que présentent tous ces êtres abstraits, *la religion*, *les idées*, *l'intelligence*, *la morale*, *la liberté religieuse*, planant en quelque sorte au-dessus de l'humanité, tournant, gravitant les uns sur les autres et, dans ce mouvement métaphysique et incompréhensible, se polissant, se développant, se perfectionnant!... Il faut être bien préoccupé par la crainte du despotisme pour n'être point frappé d'un pareil rapprochement, et pour ne point apercevoir le vide qu'il découvre.

Dans un passage de son article, M. Benjamin Constant dit positivement, *qu'il existe une loi de progression qui s'exerce dans tous les sens et sur tous les objets*. Lui-

même a fort bien aperçu plusieurs des termes les plus importans de cette progression. Comment donc se fait-il qu'il ne permette pas à l'espèce humaine de profiter de cette découverte, de chercher, à sa faveur, à pénétrer dans l'avenir, et de s'organiser pour sa destination? Il y a évidemment contradiction entre la science de M. Benjamin Constant et les résultats qu'il en tire.

L'article dont nous parlons est remarquable par la force et par l'élégance du style, ainsi que par la justesse de plusieurs des aperçus qu'il contient. Nous le trouvons de trop peu d'étendue par rapport aux autres articles de la livraison dont il fait partie.

Économie politique, par M. J.-B. Say. —Resserré dans un cadre étroit, M. Say a indiqué rapidement l'état de l'*économie politique moderne*, telle qu'elle est exposée dans ses ouvrages; il y a joint une esquisse historique des progrès de cette science, et enfin sa nomenclature; ces deux dernières parties de son travail sont extraites principalement du discours qui précède le traité d'*Economie politique* et de l'*Epitome* qui le termine; ainsi l'article de l'*Encyclopédie progressive* peut donner une idée assez exacte de la doctrine de ce célèbre économiste.

Malgré les diverses attaques que nous avons dirigées contre les opinions de M. Say, attaques que nous nous croyons obligés de renouveler aujourd'hui, nous nous plaisons à reconnaître les services importans que l'auteur du *Traité d'économie politique* a rendus à la science; et, pour nous servir de ses propres expressions, nous dirons que son ouvrage *a contribué à donner aux études économiques une direction plus méthodique et plus sûre que celle qu'elles suivaient jusqu'alors. Les questions, plus nettement posées*,

ont provoqué des solutions plus précises, *et les écrits sur l'économie politique se sont multipliés*. Nous ne partageons pas cependant tout-à-fait le jugement de l'auteur, lorsqu'il dit que son ouvrage *traitait toutes les questions relatives à l'économie sociale*; mais nous croyons qu'il a, en effet, exposé dans un seul traité toutes les questions qui, jusque-là, avaient été discutées dans des écrits séparés. Sous ce rapport, il a fait un tout de la science économique, telle que ses devanciers la lui avaient livrée, en l'ordonnant avec plus de méthode qu'eux, et en rendant ainsi son étude plus facile.

Cependant, comme le remarque M. Say, on n'est pas aujourd'hui d'accord sur tous les points; la discussion est encore ouverte; nous croyons même qu'il est nécessaire de la faire porter sur l'ensemble des doctrines économiques et non sur les détails, puisque ceux-ci ne peuvent être jugés qu'en les rattachant aux systèmes suivis par les auteurs, dans tout le cours de leurs ouvrages.

Pour cela, nous allons prendre quelques idées capitales de M. Say, sur les classes dont se compose la société, sur le but social, ou l'intérêt général; enfin sur les gouvernemens; de cette manière nous aurons exposé le système de cet économiste, tout entier, car nous saurons comment il envisage les sociétés et les classes qui les gouvernent.

1° «*Producteur*, celui qui contribue à la création d'un produit par son industrie, son capital ou sa terre. Le capitaliste et le propriétaire foncier (1) sont ici appelés

---

(1) M. Say donne indifféremment le nom de revenu, celui de salaire et celui de profit, aux portions obtenues, par chacune des classes qu'il désigne sous le nom de producteurs, dans la distribution des produits; de cette manière, la confusion est complète. Voyez la page 11 de son article.

producteurs. » Et en note : « Plusieurs auteurs refusent au capitaliste et au propriétaire foncier le nom de producteur....... On peut, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, adopter l'opinion que l'on veut ; l'essentiel est que les questions soient bien posées, et que chacun sache de quoi il s'agit. »

Nous croyons, au contraire, que l'opinion qu'on adopte sur ce sujet, n'est pas indifférente, et qu'elle est même fondamentale. Le propriétaire foncier et le capitaliste concourent évidemment par leurs propriétés à la production, mais ils n'y concourent pas de la même manière que l'homme qui travaille ; les fonctions que remplissent ces trois classes d'individus ne sont pas homogènes et ne peuvent pas être désignées par un même mot.

La décomposition de l'espèce humaine en producteurs et consommateurs est fautive, nous l'avons déjà fait remarquer; la différence tranchée qui sépare les hommes, c'est le travail. D'une part se trouvent les individus qui vivent des produits de leur intelligence et de leurs bras ; de l'autre, ceux qui consomment une rente qui leur est allouée par les producteurs, mais pour laquelle ils ne font aucun travail. Nous allons voir les conséquences de l'oubli de cette vérité.

2° « *Consommateur* : c'est celui qui détruit la valeur d'un produit, soit pour en produire un autre, soit pour satisfaire ses goûts ou ses besoins. Tout le monde est consommateur, parce que nul ne peut vivre sans consommer ; par conséquent l'intérêt du consommateur est l'intérêt général. »

En effet, puisque tout le monde est consommateur, l'intérêt des consommateurs est l'intérêt général, car cela veut dire que l'intérêt de tout le monde est l'intérêt gé-

néral. Mais qu'a-t-on appris avec une pareille vérité? Rien.

L'intérêt général est certainement l'intérêt de tout le monde ; mais quand on veut lui donner une définition qui puisse servir de guide aux hommes qui ont quelque influence sur la marche des peuples, il faut un peu mieux spécifier quelles sont les portions de la société dont l'intérêt est conforme à l'intérêt de l'ensemble, afin qu'on puisse favoriser particulièrement leur développement. Il ne nous paraît donc pas indifférent de confondre sous une même dénomination l'homme qui produit par son travail et celui qui prête les instrumens ou qui loue l'emplacement nécessaires pour confectionner le produit ; l'importance sociale des premiers s'est toujours accrue ; celle des autres a comparativement toujours diminué ; il est donc nécessaire de les distinguer pour savoir quels sont ceux dont il faut faciliter le développement.

M. Say, lui-même, a bien senti ce vice, du moins si nous en jugeons par la phrase suivante : « La propriété la plus incontestable, dit-il, est celle des facultés personnelles, car elle n'a été donnée à nul autre. La plus incontestable est *ensuite* celle des capitaux, car elle a été originairement acquise par l'épargne, et celui qui épargne un produit pouvait, en le consommant, détruire tout autre droit que le sien sur ce même produit. La moins *honorable* de toutes est la propriété foncière, car il est rare qu'elle ne remonte pas à une spoliation par fraude ou par violence. »

Évidemment M. Say pense comme nous, que la seule propriété dont on pourrait tirer vanité est celle que l'on a acquise par son propre travail, et non par héritage ou par violence. La différence qu'il fait entre les choses possé-

dées est tellement importante, qu'elle aurait dû lui faire penser qu'il était nécessaire d'en faire une entre les possesseurs, et d'établir des sous-divisions parmi les hommes qui concourent à la production, par leur travail, leurs capitaux ou leur terre.

Après avoir montré de quel point de vue M. Say observait la société, et comment elle se composait à ses yeux, il n'est pas inutile de nous arrêter sur les grandes leçons que l'économie politique est appelée à donner aux peuples : voici comment M. Say termine son petit abrégé de la science économique :

3° « Nous avons pu nous convaincre que dans la vie sociale, l'impulsion ne réside point dans le gouvernement, mais dans les gouvernés : c'est là qu'est la pensée, qu'est l'action......... Les nations sont réduites à s'estimer heureuses lorsque quelques rayons de leurs lumieres pénètrent dans la tête des hommes qui les gouvernent..... C'est la nature qui a créé le pouvoir paternel; le pouvoir politique est de convention...... Dans la société civile, non-seulement la force morale, mais la force physique est du côté de ceux qu'on a nommés, non sans quelque niaiserie, des enfans...» Et enfin dans la bibliographie économique qui termine l'article de l'*Encyclopédie*, on trouve, sous le nom de J. J. Rousseau, la phrase suivante. « L'auteur ne traite (dans son article *économie politique* de la première *Encyclopédie*) que du droit politique, et considère l'économie sociale et la production seulement sous le rapport des ressources qu'elles présentent au fisc. C'est comme si, en étudiant la physiologie du corps humain, on n'y voyait qu'un appareil destiné à alimenter un *ulcère*. »

Si on ne voyait dans le corps humain qu'un appareil destiné à entretenir l'action du cerveau ou celle de l'es-

tomac, on ne prendrait pas sans doute le meilleur moyen pour étudier physiologiquement l'homme; encore finirait-on par y arriver, en recherchant attentivement comment tous les phénomènes que présente la vie de l'individu se rattachent au cerveau ou à l'estomac. Le problème serait plus difficile, si le point central auquel il fallait ramener tous les faits, était un *ulcère*, et c'est en cela que la comparaison de M. Say nous semble pécher par une exagération dangereuse. Cet auteur a présenté plusieurs fois dans son travail l'idée d'étudier physiologiquement le corps social; nous sommes heureux de le rencontrer si souvent sur notre terrain, mais nous avouons qu'en étudiant ainsi l'espèce humaine, en résumant la grande série d'expériences faites sur elle depuis quelques milliers d'années, il nous est impossible d'admettre en thèse générale la comparaison des gouvernemens avec un *ulcère*. Certes, si l'on voulait chercher, dans l'histoire, des gouvernemens qui étaient en arrière des lumières des peuples, il serait facile d'en trouver des exemples, en s'arrêtant aux grandes révolutions politiques; mais les révolutions elles-mêmes sont heureusement des exceptions dans la marche générale de l'espèce humaine, et il serait dangereux de croire que ses progrès sont uniquement dus à ces sanglantes catastrophes. Si l'avidité des gouvernans suffisait pour motiver la comparaison de M. Say, elle serait surtout applicable à l'Angleterre; et cependant peut-on raisonnablement croire que le peuple anglais connaisse aussi bien ses intérêts industriels qu'un ministère où siégent MM. Huskisson et Canning?

La direction sociale a généralement été exercée, au contraire, d'une manière conforme à l'état des lumières répandues dans les masses; sans doute un enfant, aveugle

par ignorance, un jeune homme entraîné par la violence de ses passions, ne se dirigent pas de la même manière qu'un homme éclairé par la réflexion et l'expérience; mais aussi les gouvernemens de nos jours, malgré tous leurs vices, n'abusent pas si légèrement des forces sociales, ne les détournent pas autant du travail, exercice salutaire, enfin ne s'abandonnent pas aussi inconsidérément à l'ambition, à la haine, à la vengeance, que les peuples anciens. Si les vices de ces derniers sont attribués à *l'ulcère* qui les dévorait; si les empereurs romains, si Alexandre, Xercès, Darius, Gengis-Kan et tant d'autres sont responsables des fureurs des peuples qu'ils armaient; s'ils avaient la puissance de les faire conquérans ou brigands *malgré eux*, pourquoi ne croirait-on pas aussi que ce sont les gouvernans pacifiques qui maintiennent les peuples en paix? la justice l'exigerait. Mais cette manière d'isoler les peuples de leurs gouvernemens, d'en faire des êtres séparés, dont l'un est nécessairement parfait, et l'autre corrompu, ne semble pas devoir être adoptée par l'homme qui veut étudier physiologiquement le corps social.

Déjà M. Storch (1) avait signalé ces boutades de la philosophie critique, de cette philosophie qui a répandu une teinte de tristesse, même sur les pensées de Voltaire, et qui a trop souvent dirigé la plume de notre savant économiste; ces remarques nous paraissent d'autant plus importantes, que les conversions les plus désirables sont,

---

(1) *Considérations sur la nature du revenu national*, préface, page 30, Paris, 1823, Bossange père, rue de Richelieu.

comme le dirait Bentham, celles qui ont pour résultat la plus grande utilité; or, les hommes auxquels il est le plus utile de démontrer que l'économie politique est une bonne chose, qu'elle peut faire leur gloire, ce sont ceux qui peuvent, comme MM. Canning et Huskisson, mettre en pratique sur une grande échelle les données de la science. Pourquoi les éloigner par une exagération qui serait capable de leur inspirer une juste défiance pour les conseils qu'on leur donne? Heureusement M. Say a souvent énoncé des opinions qui doivent détruire l'effet que pourraient produire les phrases que nous avons citées, qui semblent, comme le dit M. Storch, échappées dans un moment d'humeur.

Il serait inutile, après avoir cherché à prouver que M. Say ne s'était pas fait une idée exacte des classes dont se compose la société, de faire observer que la partie de son ouvrage relative à la distribution des produits parmi ces classes nous paraît principalement incomplète; le phénomène de la production et celui de la consommation se ressentent moins de ce que nous nous permettons de regarder comme une erreur; mais tout ce qui est relatif au crédit est à peine indiqué, quoique l'idée capitale se trouve dans cette phrase de la nomenclature : « Le crédit permet » qu'un capital sorte d'une main où il serait *oisif*, pour » passer dans celle qui peut le faire *fructifier*. » Cette belle idée est restée en germe, précisément parce que la nomenclature de M. Say et sa théorie économique n'indiquent pas cette classe de la société chez laquelle les capitaux seraient oisifs, si elle ne les prêtait pas à une autre classe laborieuse qui les fait fructifier.

L'article de l'*Encyclopédie* est terminé par une bibliographie d'économie politique. Quesnay, Turgot, Francklin,

y reçoivent un juste tribut d'éloges; mais Malthus, Macculloch, Sismondi, Ganilh, Bentham, n'y sont désignés que par les titres de leurs ouvrages; Storch est incomplet, Mill trop abstrait, et nous n'avons pas pu trouver dans cette bibliographie l'un de ses plus beaux ornemens : M. Say a oublié Ricardo; chose d'autant plus étonnante, que, dans ce moment même, les idées de notre compatriote sur les monnaies paraissent se ressentir beaucoup de l'influence des principes du banquier anglais.

MÉLANGES.

Mémoires sur les engagemens de Bourse, dits marchés à terme. Paris, 1826, chez Ladvocat, libraire, et chez Bossange père, rue de Richelieu, n° 60.

L'AUTEUR de cet ouvrage a été frappé du spectacle affligeant que présentent les décisions judiciaires dans les procès relatifs aux marchés à terme; il a vu souvent, dans ces circonstances, des hommes qui comptaient sur l'imperfection des lois pour faire la guerre à la bonne foi, et il a cherché à expliquer la nature des opérations sur les effets publics, leur utilité, et les garanties dont il lui paraît nécessaire d'entourer ces marchés, pour leur donner la même solidité qu'à tous les autres engagemens.

La grande distinction faite par la loi entre le pari et la promesse de vente, est le point important de la question, puisque personne n'a dit encore que la législation dût s'occuper des engagemens de jeu. Or, l'auteur du Mémoire ne nous semble pas avoir réussi à démontrer cette diffé-

rence, ou du moins à prouver que les marchés à terme de fonds publics rentraient dans la seconde catégorie et n'avaient pas le caractère du pari. Mais, sans nous jeter dans le labyrinthe des interprétations des légistes, il nous sera facile de démontrer en quoi nous différons avec l'auteur de cet ouvrage, en exprimant d'abord ses vœux et ensuite les nôtres.

« Puisse le Législateur, dit-il, fixer l'existence d'un *crédit* exercé par tant d'*hommes utiles*, et donner par la loi, à l'engagement du commerce des effets publics, *la place honorable que l'éclatante probité du commerce lui a toujours fait occuper à côté de tous les autres*, malgré les hasards de ses chances, sans lois et sans limites qui, offertes aux passions, ont trop souvent dévoilé l'imprudence et la fureur des joueurs, à la place des sages calculs de l'intérêt bien entendu et de la science nécessaire du crédit particulier et du crédit public ! »

A notre tour nous dirons : Puisse le crédit public prospérer un jour sans le secours du jeu, puissent les agens de change ne faire que des achats au comptant ou des reports, mais non des marchés à terme, dont ils finissent d'ailleurs par être souvent victimes! Jusque-là les marchés à terme, les primes, les différences, la coulisse même sont des maux à supporter; mais qu'il faut se garder d'enraciner dans les mœurs par les lois. Jusque-là, toutes ces choses occupent peut-être une *place honorable*, elles ont même, en général, pour compagne une *éclatante probité*. Nous voulons bien admettre ces éloges, ils ne sont pas contradictoires à nos vœux, car nous ne regardons pas comme nécessairement vicieux tout ce qui, dans nos institutions, nos habitudes, nos mœurs, tend à disparaître. Les prétentions nobiliaires, qui nous paraissent si ridi-

cules aujourd'hui, certaines croyances superstitieuses que nous appelons absurdes, pouvaient fort bien se rencontrer autrefois dans des *hommes honorables*, que leur probité, leurs lumières, leurs mœurs plaçaient au premier rang de la société; mais tout cela a disparu, et la superstition est maintenant à nos yeux un brevet d'ignorance, comme les airs de seigneur sont de la fatuité. Ainsi, nous désirons que cette quantité d'*hommes utiles* qui s'occupent de fonds publics, sortent de la coulisse pour passer sur la scène industrielle; le crédit public a eu besoin pour s'établir de l'appât du jeu, de même que l'ordre dont nous jouissons a été acquis au prix d'une sanglante révolte, mais les joueurs ne sont pas plus indispensables pour l'ordre industriel, c'est-à-dire pour le crédit, que les révolutionnaires pour l'ordre politique; le corps social souffre momentanément les fureurs des uns et des autres, mais lorsque tout est en ordre les révolutionnaires et les joueurs doivent retourner au travail.

L'auteur du Mémoire n'aime pas plus que nous les joueurs, nous en sommes certains, mais il s'apitoye sur le sort des hommes qui font crédit aux joueurs, et sont trompés par eux; nous sommes étonnés de le voir tomber dans cette erreur, car il paraît versé dans le mécanisme du crédit, et sait fort bien qu'on ne plaindrait pas, en général, l'homme qui prêterait de l'argent à un habitué des maisons de jeu et de la loterie; au contraire, nos mœurs, peut-être dira-t-on nos préjugés, nous portent en général à croire que l'individu qui prête à un joueur profite de la position difficile où ce vice honteux place le malheureux qui en est rongé, pour hâter sa ruine. Notre intention n'est pas de dire que tout crédit accordé à un *spéculateur* de Bourse, indique dans le prêteur des in-

tentions déloyales ; nous croyons simplement qu'il se fait payer en général une prime d'assurance assez forte, pour qu'elle lui présente une garantie suffisante de la restitution de son prêt. Si la loi diminuait ses craintes, il prêterait à meilleur marché, les joueurs joueraient un peu plus ou leur nombre augmenterait, voilà tout ce qu'on y gagnerait.

On nous trouvera sévères dans tout ce que nous disons pour les joueurs, et cependant nous les défendons ; les courtages, commissions, frais, intérêts de tous les opérations de Bourse, par qui sont-ils payés ? par les joueurs ; quels sont, par compensation, leurs bénéfices ? ce que perdent d'autres joueurs ; ainsi la masse des joueurs n'a jamais rien à gagner : elle est toujours sûre de perdre. Envisagé de sang-froid, c'est donc un métier de dupe que celui de joueur ; si l'on fait d'ailleurs attention que parmi eux il s'en trouve quelques-uns qui sont mieux au courant des affaires, et qui peuvent profiter les premiers de toutes les chances de gain, on avouera que, parmi les dupes, les plus dupes sont les perdans, car ils pariaient au moins deux contre un avec les agens de change, courtiers marrons, capitalistes *reporteurs*, banquiers, etc., qui tous devaient nécessairement finir par se partager leurs dépouilles : aussi n'entendons-nous pas, en général, demander des garanties du marché à terme par les joueurs de la coulisse, ou par les joueurs timides qui n'osent pas paraître à la Bourse, et se ruinent sans sortir de leur cabinet ; ceux-là paient trop souvent pour demander qu'on force à payer ; les hommes qui sont intéressés à ce qu'on paie toujours quand on perd, sont ceux qui ne sont pas exposés à perdre ou du moins qui ont ordinairement les avantages du pari ; le perdant, lorsqu'il sera plus généralement démontré que le jeu est

un métier de dupe, au Palais-Royal comme à la Bourse, et comme à la loterie, le perdant, c'est-à-dire le joueur, devra plutôt être considéré par les lois comme un mineur, sous ce rapport qu'une seule opération de jeu devra être une cause susffisante d'interdiction ; et alors, qui oserait paraître dans la coulisse ? Elle serait réellement une succursale des Petites-Maisons, personne ne voudrait en être.

Nous craignons d'avoir mal saisi les idées de l'auteur sur le crédit ; cependant comme l'erreur que nous pensons pouvoir lui reprocher, est partagée par beaucoup de personnes, nous devons la faire remarquer.

Il nous a semblé dans quelques phrases d'un style très-laborieux, celle-ci par exemple : « La définition du pari suffit » à ceux qui ont compris que le crédit a la puissance de » créer pour un temps dès qu'il s'engage, à ceux qui se » sont bien convaincus, que, dans toute création, dans » celle relative aux emprunts, par exemple, celui qui vend » ce qu'il n'a pas, *crée la puissance de l'obliger à le* » *posséder au terme fixé*, la nécessité de mettre deux » objets en présence, la nécessité d'en faire l'échange. » Il nous a semblé, disons-nous, à travers l'obscurité de cette phrase, et d'une foule d'autres où l'on est arrêté constamment par les mots, valeurs réelles et fictives, *lingot* réel et fictif, que l'auteur, partageant l'idée des hommes qui pensent que le crédit crée des capitaux, prenait des fictions pour des réalités. Le crédit ne crée rien, mais par lui les capitaux qui existent sont mieux employés, parce qu'ils sont mieux répartis entre les producteurs, suivant leurs capacités. Après un acte de crédit quelconque, il n'y a pas plus de produits qu'avant, mais ceux qui existent se sont mieux classés, leur circulation a été favorisée et la production devra s'en ressentir. C'ést en ce sens

qu'il est juste de dire, *comme figure*, que le crédit livre d'avance au travail les produits de l'avenir, ce qui exprime que, grâces au crédit, on travaille comme si l'on avait des instrumens meilleurs ou plus nombreux, puisque ceux qui existent sont mieux employés. Pour donner en quelques mots notre opinion sur cet ouvrage, nous dirons qu'il nous a paru, pour la partie théorique, être une répétition des principales idées de Pinto sur le crédit; quant à la solution pratique de la question proposée, nous croyons que l'auteur n'a pas songé que le crédit public devait être un jour une très-faible branche de l'arbre immense du crédit privé, et que si les engagemens de Bourse, dit marchés à terme, avaient, et surtout avaient eu une utilité plus grande que celle des paris sur les combats de coqs et les courses de chevaux, ou sur la pluie et le beau temps, il fallait aujourd'hui, par les développemens du crédit privé, parvenir à débarrasser le crédit public de cette coûteuse armée d'auxiliaires, composée de joueurs et des hommes qui leur prêtent sous différentes formes, comme dupes et comme usuriers, les moyens d'entretenir leur funeste passion; s'il avait ainsi apprécié l'utilité temporaire du jeu sur les fonds publics, il aurait senti que, dans cette sorte d'acte de crédit, la législation doit refuser sa protection, même à celui des deux contractans qui veut forcer son adversaire à remplir sa promesse, et elle doit se déclarer incompétente comme elle le fait pour le pari et le jeu.

Nous reviendrons plus en détail sur ces idées en traitant en général de la *spéculation*. Il y a tant de personnes qui confondent ce mot avec celui de commerce, ou qui se figurent que sans spéculation le commerce et le crédit languiraient nécessairement; enfin on distingue si mal la

nuance qui sépare ces trois mots, commerce, spéculation, jeu, qu'il serait difficile de savoir si, comme cela est inévitable, le commerce de commission et les marchés réels seront les seules formes employées pour la circulation; les calculs sur la hausse et la baisse probable des produits seront un jour si faciles à faire, le métier de vendeur ou acheteur à prime sera tellement déconsidéré, que la spéculation et le jeu seront répudiés par les mœurs industrielles.

Si l'auteur du Mémoire sur les marchés à terme se proposait de réhabiliter dans l'opinion les hommes qui s'occupent des ventes et achats à prime, il lui suffisait de nommer, et cela lui aurait été facile, un grand nombre d'individus très-honorables qui sont constamment occupés de ces marchés. MM. les agens de change, de même que les administrateurs et employés de la loterie, peuvent être des hommes très-respectables, *quoiqu'ils prêtent leur ministère à la funeste passion du jeu*. on trouve parmi eux, nous n'en doutons pas, d'excellens citoyens, de bons pères de famille, nous leur reconnaissons toutes les vertus qu'on voudra, et le Mémoire sur les engagemens de Bourse ne nous apprendrait rien de particulier sous ce rapport; mais si son auteur, n'ayant pas en vue des individus, des créanciers plutôt que des débiteurs, des agens de change plutôt que des spéculateurs, a eu l'intention de juger le jeu en lui-même, nous pensons qu'il a tout-à-fait mal saisi la question; on a dû vanter le jeu à l'époque de l'introduction du crédit public; il était nécessaire alors pour habituer les capitaux à prendre cette direction; aujourd'hui que la théorie du crédit est conçue, qu'on en connaît les avantages, qu'on peut les démontrer, qu'on se les exagère même, il faut remettre le jeu et les

joueurs à leur place véritable, à celle qu'ils doivent occuper toutes les fois qu'il n'y a pas désordre dans la société, et que les choses marchent régulièrement; c'est assez dire qu'il faut les mettre en dehors de la société, et que la législation ne doit pas prendre part à toutes les discussions qui s'élèvent entre eux pour le paiement de leurs promesses réciproques. Que les joueurs jouent *argent sur table,* rien de mieux; si l'on était toujours obligé de faire ainsi on jouerait moins; mais que le gagnant fasse retentir de ses plaintes les tribunaux, lorsque le perdant, n'ayant pas mis au jeu, se refuse à payer, nous n'en voyons pas la nécessité: ce serait déclarer que la société s'intéresse beaucoup à ces sortes de parties de plaisir, par conséquent ce serait les encourager. Le crédit n'est pas inventé pour le jeu, mais pour le travail.

NOUVELLES IDÉES SUR LA POPULATION, *avec des remarques sur les théories de Malthus et de Godwin*, par A. H. Everett, traduit de l'anglais avec une nouvelle préface de l'auteur par C. J. Ferry, l'un des rédacteurs de la Revue Encyclopédique. Paris, 1826, chez Jules Renouard, rue de Tournon, n° 6, Sautelet et Ce, place de la Bourse, et Bossange père, rue de Richelieu, n° 60.

« JE crois fermement que mes principes sont vrais, et mes recherches les plus attentives me confirment dans l'opinion qu'ils sont nouveaux. Je ne puis savoir si le public sera du même avis, quant à leur importance et quant à leur nouveauté : quoi qu'il en soit, je ne regretterai point d'avoir consacré un petit nombre de pages à la défense

des principes sociaux et philanthropiques : je puis m'être trompé ; mon ouvrage provoquera peut-être une controverse : mais il ne fournira point d'aliment aux passions malignes, et ne peut qu'encourager les affections douces et bienfaisantes dont il est l'interprète, et qu'il rétablit dans tous leurs droits. »

C'est ainsi que se termine la brochure que nous avons sous les yeux. Elle a été composée sous l'influence du sentiment le plus généreux, l'amour de l'humanité, blessé par la sécheresse des principes de M. Malthus sur la population, et sous ce rapport elle mérite une sérieuse attention.

Nous ne voulons pas établir ici une controverse sur cette matière, nous nous en occuperons dans des articles spéciaux sur la population, mais nous nous empressons de faire remarquer l'effort que M. Everett a fait pour combattre les principes généralement admis depuis les ouvrages de Malthus, et les conséquences qui en ont été déduites par leur auteur ou par les économistes qui les ont adoptés. Nous avons déjà eu l'occasion de remarquer plusieurs fois que les économistes modernes avaient trop souvent considéré le travailleur comme une machine, et qu'ils avaient tenu trop peu de compte des souffrances nombreuses, que le temps, il est vrai, fait oublier, puisqu'il y met un terme fatal, la mort, mais qui n'en existent pas moins, et que le véritable philanthrope doit s'efforcer de diminuer.

M. Malthus, en comparant entre eux de nombreux travaux statistiques sur la population et sur la production, à cru pouvoir les lier par des lois dépendantes de la nature de l'homme, et qui agissaient par conséquent sans cesse sur son bien-être. Il a prétendu que l'accroissement de la population avait lieu suivant une progression géométrique,

tandis que la *faculté productive* ne créait des produits que suivant une progression arithmétique. Les conséquences directes de ces lois sont ; 1° que tous les efforts faits pour encourager la population sont des causes de misère ; 2° qu'il faut au contraire chercher des moyens préservatifs pour s'opposer à ses progrès. M. Malthus avait d'ailleurs remarqué que la population était naturellement limitée par les subsistances, ce qui est exact, puisqu'avant tout il faut se nourrir pour vivre ; mais le point difficile de sa théorie était de trouver le lien entre les deux premières lois et la dernière que nous venons de citer, et voilà à peu près le raisonnement qu'il a fait.

La population étant limitée par les subsistances, la tendance procréatrice étant plus grande que la puissance productrice, la limite de la population ne peut être atteinte que par des oscillations qui ont pour résultat de détruire par la misère la population que la tendance naturelle rend toujours surabondante.

Envisagées de cette manière, les sociétés humaines se présentent sous un aspect désolant, mais heureusement il n'est pas encore prouvé que M. Malthus ait bien vu les faits. Ce savant économiste a pu confondre la tendance de l'espèce humaine à reprocréer avec la possibilité, ou plutôt le vouloir avec le pouvoir. L'homme ne peut pas tout ce qu'il veut, mais il ne veut pas non plus tout ce qu'il peut, et comme il est impossible de se figurer un homme sans volonté, la tendance de l'individu ne doit pas exprimer uniquement sa puissance, mais elle doit comprendre les restrictions que sa volonté lui impose.

On doit comprendre comment M. Malthus a été conduit à regarder la misère comme un mal inévitable, indépendant des institutions sociales, puisqu'il est inhérent à la

première loi de l'espèce humaine, celle de sa reproduction. Tous ses travaux ont pour but de montrer que les remèdes que l'on cherche à porter à cette maladie sont dangereux, parce qu'ils ont toujours pour résultat, suivant lui, d'encourager la tendance à la reproduction, naturellement trop forte et cause unique de tout le mal.

« Pour élever la quantité de subsistances au niveau du nombre des consommateurs, dit Malthus (1), nous serions portés, au premier coup d'œil, à diriger notre attention sur les moyens d'accroître les subsistances ; mais nous trouverions bientôt que cet accroissement n'aurait d'autre effet que de multiplier en plus grand rapport les consommateurs, en sorte que le pas que nous aurions cru faire ne nous aurait nullement approchés du but : il faudrait donc renoncer à suivre une telle route....... Sûrs que les lois de la nature s'opposent à notre entreprise et que jamais nous ne pourrons réussir à élever les vivres au niveau de la population, nous tenterions sans doute la méthode inverse et nous tâcherions *d'abaisser* la population au niveau des subsistances. »

La fréquente répétition d'expressions de ce genre, *abaisser la population*, fait éprouver un sentiment pénible lorsqu'on lit les ouvrages du célèbre auteur de l'*Essai sur le principe de la population*. M. Everett, entraîné par ce sentiment, a entrepris la critique de Malthus ; il a voulu poser de nouveaux principes qui lui paraissaient *plus d'accord avec les plus nobles affections de notre nature*. Nous

---

(1) Essai sur le principe de la population, livre IV, chapitre III, page 226 et 293.

pensons qu'il a mieux rempli la première partie de cette tâche que la seconde.

En cherchant à prouver, contre Malthus, que *l'accroissement de la population était, dans le fait, la cause immédiate et active de la prospérité publique*, M. Everett entreprenait la solution d'un problème mal posé : en effet, cet auteur démontre que *la mesure de la population est principalement et presqu'uniquement fixée par le degré de civilisation*, et comme il dit dans un autre endroit : « Cet état de choses (institutions politiques protégeant les citoyens) permet à l'industrie de se développer, et, par conséquent, les facultés intellectuelles et morales peuvent y être exercées et se fortifier ; *en d'autres termes, la civilisation* peut y faire des progrès. » On conçoit que la mesure de la population, c'est-à-dire le degré de civilisation, est l'état de l'industrie, des sciences et de la morale ou des sentimens sociaux. Or, si l'accroissement de la population était la cause immédiate de la prospérité publique, on ne pourrait pas dire que la civilisation, qui est l'expression de cette prospérité, fût la mesure de la population ; et, d'ailleurs, en supposant que ces propositions pussent s'accorder, il faudrait encore rechercher pourquoi, à chaque instant, une partie de la population est souffrante, ce qui serait contraire au premier principe, puisque la population, d'après ce principe, est cause de la prospérité publique.

Si M. Everett s'était borné à démontrer que la mesure de la population était le degré de civilisation, c'est-à-dire l'état industriel, scientifique et moral d'un peuple, il serait parvenu à la solution du problème de la population, car c'est sous ce triple point de vue qu'il faut examiner toutes les grandes questions d'ordre social.

Il aurait alors reconnu que le sentiment qui l'entraînait à regarder la naissance de toute créature humaine comme une cause nécessaire de prospérité, n'était pas toujours conforme à l'observation des faits; qu'il peut y avoir désordre dans la reproduction de l'espèce, comme il existe quelquefois dans la création et la distribution des produits matériels; enfin, que l'état de la population est d'autant plus prospère que l'industrie, les sciences et les sentimens sont développés, parce qu'elle se proportionne alors d'autant mieux aux moyens de satisfaire les besoins de tous les membres de la grande famille.

Cet ouvrage, d'ailleurs, est, comme nous l'avons déjà dit, une critique très-intéressante des principes de l'économiste anglais; il exige d'autant plus d'attention que ces principes sont déjà bien répandus parmi les hommes qui s'occupent des sciences morales et politiques. Plusieurs d'entr'eux ont déjà reproduit dans leurs écrits les idées de Malthus sur les établissemens de charité, sur les secours de la bienfaisance qu'ils condamnent; mais ces idées ne produiraient qu'un effet funeste sur les sentimens sociaux, si elles ne provoquaient pas promptement des vues nouvelles sur les moyens de prévenir les maux que la charité cherche à guérir aujourd'hui. Si ces maux dépendent de notre peu de richesse, de notre ignorance et surtout de l'absence de sentimens généraux qui servent de lien aux individus qui composent nos sociétés; s'ils ont pour cause réelle, non pas un excédant de population, mais un défaut d'ordre, de prévoyance, d'union; enfin, si les rapports qui existent entre les classes de la société, peuvent être changés de manière que la classe la plus nombreuse, ignorante maintenant, pauvre et mal élevée, cultive son intelligence, adoucisse ses mœurs et augmente ses salaires,

rassurons-nous sur l'avenir de l'humanité, elle ne puisera pas la mort aux sources de la vie.

ECOLE DE COMMERCE.

La deuxième séance du conseil de perfectionnement *de l'Ecole spéciale de Commerce et d'Industrie*, a eu lieu le samedi 15 de ce mois, sous la présidence de M. Laffitte. Dans cette séance, des diplômes de capacité ont été distribués aux élèves qui ont terminé leurs études et subi l'examen définitif. Plusieurs discours fort intéressans ont été prononcés à cette occasion ; d'abord, par le président, sur l'utilité d'une école du commerce et subsidiairement sur le caractère de la crise qu'éprouve en ce moment l'industrie ; ensuite par le directeur de l'Ecole sur la situation de l'établissement ; par l'inspecteur des études sur les travaux de l'année ; par M. Marchand, membre du conseil, au nom du comité d'examen ; par M. Charles Dupin, sur l'importance des connaissances géométriques et mécaniques appliquées au commerce ; enfin, par M. Blanqui aîné, professeur d'économie industrielle et d'histoire du commerce, sur l'influence de l'industrie dans les deux mondes. Ce dernier discours, et celui de M. Laffitte présentant un intérêt général, nous en donnerons quelques extraits à nos lecteurs.

M. J. Laffitte, après avoir rendu hommage au zèle du directeur et des maîtres, et à l'instruction des élèves, après avoir fait ressortir l'heureuse idée qui a présidé à la formation de l'Ecole du commerce, l'alliance de la théorie et de la pratique, M. Laffitte, rappelant le discours

prononcé l'année dernière par M. Blanqui, sur l'influence de l'industrie, annonce que ce tableau si vif et si brillant s'est encore embelli de nouvelles couleurs.

« La production, fille de la pensée et du travail, s'est accrue, dit-il; cependant une crise violente a surpris le commerce au milieu de la paix et d'une prospérité croissante; l'Angleterre en a paru un moment ébranlée, et la France en éprouve une dangereuse langueur. Les inquiétudes n'ont-elles pas été poussées trop loin, et devons-nous pour cela renoncer aux espérances de l'avenir? Je ne le crois pas..... Peut-être chez nos voisins, un désir trop vif de s'emparer de tous les marchés de l'Amérique, a-t-il momentanément dérangé le mouvement régulier des capitaux; mais leur stagnation parmi nous tient évidemment à d'autres causes, et l'on pourrait sans crainte de se tromper, leur en assigner de contraires....

» Je l'ai fait remarquer, Messieurs, dans une autre circonstance, nous avons malheureusement encore l'indigente France du quatorzième siècle, pour consommer les produits de l'ingénieuse et riche France du dix-neuvième..... La moitié de la France pourrait demander à bon droit des vêtemens et du pain, et la production portée au double de ce qu'elle est, pourrait augmenter encore; mais le mouvement industriel ne s'est pas réglé sur un semblable calcul, puisque, dans tous les produits, il n'y en a pas un seul qui ait dépassé la ligne des besoins actuels. L'autorité le sait, et il n'y a pas un négociant qui l'ignore. Nos magasins sont vides, l'encombrement n'existe nulle part, et alors qu'une autre situation existerait sur quelques points, ne sait-on pas que les bas prix appellent les capitaux, que la spéculation ne manque jamais de l'in-

terposer entre la production et la consommation pour rétablir l'équilibre.... ?

» Pourquoi donc le malaise dure-t-il encore ? Pourquoi ce dégoût et ce découragement qui s'emparent même des hommes les plus bienveillans et les plus éclairés ? Le capitaliste ne veut plus livrer les capitaux, le banquier n'accorde plus son crédit, le fabricant renvoie les ouvriers, le marchand ne trouve plus d'acheteurs. La production était-elle trop grande ? J'ai dit qu'elle n'était pas surabondante à nos besoins. Les capitaux ont-ils diminué ? Le travail qui les augmente, n'a pu les rendre rares. Il me semble même que la bizarrerie d'une pareille situation pourrait s'expliquer par un seul mot : le manque de confiance...

» Ni les causes politiques, ni les erreurs de l'administration ne sauraient être convenablement examinées dans un lieu destiné à constater des faits et à ne s'occuper que de théories.... Pour nous, hommes de l'industrie et du travail, notre devoir sera de nous occuper, dans notre intérêt, des institutions qui manquent au crédit privé, comme les gouvernemens ont su s'occuper, dans le leur, des institutions indispensables au crédit public. Il suffit, Messieurs, d'apporter à cette partie les perfectionnemens nécessaires, pour la mettre en harmonie avec les progrès que nous avons faits dans toutes les branches des connaissances humaines. Jeunes élèves, c'est à vous d'y pourvoir : préparez-vous à rendre ce service à votre pays, et à coopérer avec nous tous à cette partie importante de la prospérité publique. »

La dernière phrase de ce discours sera, nous n'en doutons pas, toujours présente à l'esprit des élèves qui ont reçu, cette année, leurs diplômes des mains de M. Laf-

fitte. Qu'ils se rappellent ce jour où ils ont vu l'homme qui a le plus contribué à l'établissement si récent du crédit public en France, proclamer la nécessité de s'occuper surtout du crédit privé : ils reconnaîtront bientôt que les travaux qui doivent mener rapidement à la fortune et donner une réputation solide, sont ceux qui auront effectivement pour but de perfectionner le crédit privé. Qu'ils marchent avec confiance dans cette route qui leur est tracée; elle est difficile à parcourir, mais aussi les premiers qui ne se laisseront pas effrayer par les obstacles, indiqueront à leur tour les points vers lesquels une nouvelle génération devra diriger ses efforts.

Le discours de M. Blanqui offre un tableau brillant de la puissance et des bienfaits de l'industrie. Ce discours nous a paru principalement remarquable par le contraste qu'il établit entre l'activité militaire et l'activité industrielle. L'orateur, en traçant ce contraste, s'est placé nettement, et l'on peut dire aussi, hardiment, dans un nouvel ordre d'idées et de sentimens. C'est peut-être la première fois qu'un pareil langage s'est fait entendre dans un lieu public; mais l'événement a prouvé que M. Blanqui n'avait point trop présumé de la disposition des esprits; son essai a été couronné du plus brillant succès. Espérons que l'exemple qu'il a donné ne sera pas perdu, et contribuera à purger nos chaires et nos tribunes de tout ce cliquant académique, mythologique et militaire que nos orateurs ne se lassent point de reproduire en toute occasion, bien que pourtant il soit devenu évident que le public commence sérieusement à s'en dégoûter.

M. Blanqui commence ainsi :

« A une époque encore bien rapprochée de nous, quand nos frontières d'airain ne s'ouvraient que devant le char

de la guerre, de temps en temps on nous réunissait pour nous raconter des victoires, et cet appât trompeur séduisait la jeunesse. Le feu sacré du travail et de la production employé à l'attaque ou à la défense, n'échauffait plus, il brûlait; et l'Europe ignorait comme nous quel jour il serait rendu à l'industrie humaine pour améliorer son existence. Ce jour est enfin arrivé. Nous avons moins d'encens pour le dieu des armées et plus d'hymnes d'amour pour le père de la grande famille; les discours qu'on entend dans nos solennités sont des éloges du travail, des appels à la bienfaisance, des hommages rendus à la raison humaine, à la paix, à nos institutions.

» C'est à elles, Messieurs, que vous devez ce retour à votre destination naturelle et l'honneur que vous recevez aujourd'hui. En assistant à vos derniers travaux de l'année, les dignes représentans de l'industrie française viennent couronner vos efforts, et vous recommander votre avenir. Une génération de héros s'est éteinte sans laisser rien de plus qu'un brillant souvenir: soyez des hommes plus heureux; relevez ce fer que des mains courageuses ont bien su ennoblir, mais n'ont pas pu rendre utile; continuez le sillon glorieux qu'a commencé le dix-neuvième siècle, et finissez-le dans un champ d'où sortiront quelque jour d'abondantes moissons. La patrie attend de vous la seule palme nouvelle et féconde que vous puissiez lui offrir, celle de l'industrie. Écoutez donc ce qu'a fait l'industrie, et surtout ce qu'elle peut faire pour le bonheur de l'espèce humaine, et soyez fiers du rang qu'elle est près d'occuper, car ce rang sera le vôtre. Je vais rappeler le sujet de vos études en présence de ceux qui les animent, et si, dans ce vaste tableau, j'ai oublié quelques détails, songez que vous avez sous les yeux vos modèles.

» Nous l'avons vu, Messieurs, l'état des sociétés est essentiellement transitoire, tant qu'elles ne sont point assises sur la base impérissable du travail et de la propriété, tant que le monopole est chez elle une règle plutôt qu'une exception. Les priviléges violent la propriété et paralysent la production; ils sont ennemis de la paix et de l'industrie, sans lesquelles les populations ne sauraient croître et s'améliorer. Par elles, au contraire, les hommes acquièrent avec l'aisance un sentiment plus profond de leur dignité; leurs âmes s'élèvent à de plus nobles inspirations. Tels furent le siècle des Médicis, l'éternel orgueil de l'Italie; celui de Louis XIV, plus brillant encore s'il eût été plus pacifique; tel est le siècle de Franklin et de Washington; tel est celui dans lequel nous vivons. Les villes anséatiques ont réparé tout le mal que les seigneurs ont fait à l'Allemagne; Palmyre a triomphé jadis des sables du désert, Venise des orages de l'Adriatique, et de nos jours, en France, l'industrie a payé les dettes de la victoire.

» L'industrie est appelée à combler l'abîme qui sépare le possesseur du prolétaire, et l'opulence de la pauvreté. Elle donne une existence à ceux qui n'ont reçu du ciel que des bras et de l'intelligence; elle appelle au banquet de la vie les générations disgraciées, et les intéresse toutes à l'ordre, à la paix, à la prospérité générale. Quand elle manque de terres, elle s'empare de l'air, de la vapeur de l'eau, du sable des rivages; elle en crée des richesses qui toutes viennent se résoudre en tributs sur l'autel de la patrie. La guerre est sa plus mortelle ennemie, et cependant elle a su braver la guerre, en attendant qu'un jour elle se la puisse asservir. Déjà les chefs des peuples traitent de pair avec elle, et se voient forcés de reconnaître sa puissance; car c'est elle qui donne, si ce sont eux qui dé-

pensent. Ni les vieilles monarchies, ni les républiques nouvelles ne peuvent se soustraire à son influence, parce que son influence, comme celle du soleil, c'est la vie même, la source de toute fécondité. »

Ici l'orateur énumère les perfectionnemens introduits depuis dix ans dans les procédés de l'industrie, dans les moyens de communication, principalement par l'emploi de la vapeur; il montre l'industrie s'appliquant à agrandir sans cesse le champ de ses relations, et dans ce but, parcourant de nouveaux pays, y formant des établissemens, et substituant partout la civilisation à la barbarie, les vertus sociales aux habitudes vicieuses; c'est sous ce dernier rapport qu'il nous présente son influence dans une colonie de correction, la Nouvelle-Galles méridionale.

« Aux antipodes de la terre de France, dans la Nouvelle-Galles méridionale, s'élèvent des cités nouvelles, bâties par les mains de ces criminels que la prudente Angleterre confine aux extrémités du monde. La ville de Sidney, qui n'était qu'une solitude il y a trente ans, présente une population de douze mille âmes, logée dans des maisons propres et commodes. On y rencontre des équipages comme à Londres et à Paris; on y imprime trois journaux. Plus de trois cents navires viennent échanger leurs cargaisons contre les produits de l'agriculture ou de l'industrie des anciens déportés; et l'on a vu, Messieurs, des hommes qui semblaient dépravés et incorrigibles, revenir assez complètement à des sentimens honorables pour mériter d'exercer les fonctions de juges de paix dans la colonie de correction. Vous le voyez, tout s'améliore; le travail ramène à la vertu ceux qui ont eu le malheur d'en quitter le sentier; l'industrie anime des déserts naguère à peine indiqués sur les cartes.

» Ainsi ne faisons point de songes trop flatteurs; il faut marcher, c'est notre destinée. Le temps qui se traînait jadis, a maintenant des ailes. L'âge d'or, j'entends celui du bien-être général, cet âge est devant nous; mais il est le prix du travail. L'âge de fer est éternel pour l'indolence. Laissons-le peser sur la Turquie et sur l'Espagne : entre ces deux épouvantables extrêmes, l'Europe civilisée s'avance, en détournant les yeux, à la rencontre du Nouveau Monde. Là, Messieurs, on nous tend les bras; là nos arts sont appelés pour embellir l'indépendance américaine, et pour faire l'éducation de tout un continent. Souvenons-nous qu'un Anglais s'écriait naguère : « L'Amérique renferme vingt millions d'hommes libres et tout nus; c'est l'Angleterre qui doit les vêtir. » Pour nous, Messieurs, portons-leur quelque chose de plus que des habits : portons-leur nos livres, nos sciences, nos lumières. »

L'orateur applaudit ensuite à l'émulation industrielle qui semble exister entre la France et l'Angleterre.

« Ainsi s'établissent, Messieurs, des rivalités salutaires entre les nations laborieuses. Les champs de bataille deviennent des chantiers, les arsenaux des manufactures, les armées des travailleurs. On ne fait plus la guerre qu'aux préjugés destructeurs. »

En parlant de la reconnaissance d'Haïti, il s'exprime ainsi :

« Le roi de France tend une main loyale et généreuse à d'anciens sujets capables de payer leur indépendance ; il leur fait crédit, en disant : Soyez libres, puisque vous avez travaillé. N'est-ce pas comme s'il eût dit aux autres peuples : Travaillez pour être libres, car la paresse est le pire des maîtres. Et, certes, il n'y a point ici de fatalité; la fatalité n'est que le châtiment des grandes fautes.

» Est-il vrai que nous ferons long-temps encore celle de

repousser la sympathie qui porte au-devant de nous les nouveaux états de l'Amérique? Entre l'Orénoque et le fleuve des Amazones, à la Guyane, nous avons un pied-à-terre sur leur immense continent! « Il n'est pas sage, aurait dit Franklin, de négliger de bons voisins qui montent » leur ménage et qui ont besoin de meubles. » Croyez bien, Messieurs, que la politique du roi de France sera plus large et plus appropriée aux intérêts du pays; il a reconnu des noirs, il ne voudra pas être moins généreux ou plutôt moins juste pour des blancs. Il comprendra, lui qui protège le commerce, défendu par l'Espagne sous peine de mort aux colons d'Amérique, combien il importait de mettre un terme à ce long monopole de trois cents ans. De l'or, toujours de l'or! ils en ont regorgé et maintenant ils meurent de faim. La fable de Midas est devenue de l'histoire pour eux. M. Moreau de Jonnès, dans son bel ouvrage sur l'état du commerce au dix-neuvième siècle, magnifique inventaire de la fortune du genre humain, nous signale 1500 villes dépeuplées dans la péninsule espagnole. Endormez-vous donc sur la foi des zéphyrs, pour vous réveiller au fracas des tempêtes! »

Saisissant toutes les occasions de combattre les préjugés militaires, et de faire ressortir les avantages des travaux de la paix, M. Blanqui, en parlant du projet conçu par la république de Guatimala de joindre l'Atlantique à la mer du Sud, fait remarquer que cette vaste entreprise ne coûtera que cinquante millions. « C'est bien peu de chose, dit-il ;........ il en coûte plus cher pour acheter la poudre et le plomb d'une campagne inutile. » Il termine son discours en payant un tribut d'éloges à l'empressement qu'a mis la classe industrielle à venir au secours des Grecs; puis, exprimant l'espoir de la prochaine délivrance de ce

peuple, il dit : « Rassurons-nous ; nous verrons refleurir la terre des arts et de l'éloquence. Ce voile sanglant qui la couvre disparaîtra pour faire place à des couleurs plus douces. L'industrie et le commerce répareront les maux de la barbarie. Et nous aussi nous avons traversé une terreur, nous avons combattu comme des Turcs sans nous faire grâce ; nous avons brûlé des villes et détruit des troupeaux ; et cependant tout s'est relevé, tout prospère. Le jour de la paix et de la miséricorde a lui, heureux avant-coureur de l'abondance et de la liberté. »

Les applaudissemens de l'auditoire, qui avaient souvent interrompu l'orateur, se sont renouvelés plusieurs fois après qu'il a eu cessé de parler.

Nous avons signalé dans *le Producteur* le vice radical que présente, selon nous, l'organisation des diverses *sociétés savantes* ou *académies* aujourd'hui existantes. Nous avons fait remarquer que ces corps étaient dénués de principe *actif*; qu'ils étaient bien moins destinés à remplir une fonction dans la société, qu'à servir de moyens de récompense et en quelque sorte de lieux de retraite aux hommes qui s'étaient distingués dans la science; que telle ne devait point être pourtant leur destination; qu'ils avaient une tâche importante à remplir, celle du perfectionnement des théories scientifiques; que pour entrer en possession de cette tâche ils devaient 1° déterminer dans toutes les directions les acquisitions de la science; 2° indiquer les travaux à entreprendre dans l'intérêt des progrès futurs; 3° proposer directement ces travaux; 4° et enfin les centraliser et les rapporter à leur objet. D'après cette manière de voir, nous devons considérer comme un événement d'une

très-grande importance dans la sphère de la science, la proposition qui vient d'être prise en considération par l'Athénée de Médecine de Paris : cette proposition, les motifs larges sur lesquels elle se fonde, nous paraissent de nature à exercer une influence salutaire sur toutes les autres sociétés savantes, auxquelles il suffit peut-être aujourd'hui de faire remarquer leur nullité, pour qu'elles la reconnaissent d'abord. Nous donnons ici un extrait du rapport dans lequel se trouve développée et justifiée la proposition dont nous venons de parler.

Extrait d'un rapport fait à l'Athénée de Médecine de Paris, dans sa séance du 1er juillet 1826, au nom d'une commission composée de MM. PATISSIER, *président;* JOLLY, ROCHE, VALLERAND; BUCHEZ, *rapporteur, sur une proposition faite par M.* DESLANDES, *dans la séance précédente.*

» MESSIEURS, nous avons été chargés d'examiner une proposition présentée par notre collègue, M. le docteur Deslandes, dont la rédaction a été arrêtée dans les termes suivans :

» ART. Ier L'Athénée de Médecine de Paris consacrera une partie de ses séances à la discussion de questions médicales, dans le but de faire avancer la science, en déterminant suivant qu'il y aura lieu : 1° Quelles sont aujourd'hui les questions qui peuvent être *positivement* résolues ? 2° Quelles sont les questions dont la solution exige de nouvelles recherches ? et, dans ce dernier cas, quelle est la nature des recherches à faire ? . . . .

. . . .

» Votre Commission a vu dans cette proposition une im-

portance qu'elle va tâcher de vous démontrer : on peut dire que par elle une carrière nouvelle est ouverte aux sociétés académiques. Depuis long-temps les sociétés savantes sont appelées seulement à vérifier les travaux individuels qui leur sont présentés; elles tirent tout leur lustre de la grandeur des hommes qui les composent, et non de l'éclat de leurs propres travaux. Toutes marchent plus ou moins vite vers le même point de nullité où se trouvent arrivées aujourd'hui plus d'une académie. Elles ne donnent plus la notabilité; au contraire, elles la reçoivent des notabilités qui se créent en dehors et indépendamment d'elles. Aussitôt qu'un homme s'est fait un nom, elles ne sont plus libres de choisir; il faut qu'elles se hâtent de l'admettre : enfin quelques-unes ne sont plus considérées que comme des moyens honorables de retraite : pourquoi cela ? parce que, réduites au rôle de spectatrices, elles ne guident pas les savans, mais subissent leur loi; parce que, restant oisives, elles ne donnent point l'instruction, mais la reçoivent.

« Cependant ces sociétés sont composées, en général, d'hommes choisis parmi les plus capables; elles ont de nombreux correspondans; il leur est facile de se procurer des matériaux et d'appeler à elles les observateurs de tous les pays. Qu'on cesse un instant de les voir telles qu'elles sont, c'est-à-dire, comme des réunions d'individus travaillant isolément; qu'on les envisage comme de véritables associations, on y trouvera un ensemble et une étendue d'instruction sur tous les sujets, que nulle tête humaine ne peut posséder : et cependant, que fait-on avec de si grands moyens ? On se borne à recevoir, à examiner, à publier les travaux qu'on veut bien vous soumettre; encore est-il arrivé, plus d'une fois, que les juge-

mens d'une académie ont été cassés par des individus isolés; on a vu plus d'une fois des corps savans donner le mérite de la nouveauté à des découvertes qui n'étaient rien moins que modernes. Tel est le résultat de l'obligation où l'on se met de marcher à la suite du *premier venu*, et sans autre guide que lui. . . . . .

« La proposition que M. Deslandes vous a présentée, si elle est adoptée, change votre position. Vous ne recevrez plus l'impulsion, vous la donnerez. En effet, dès l'instant où une association comme la vôtre prendra l'initiative pour débrouiller le chaos médical, elle y portera une puissance d'action qu'aucun homme isolé ne pourra égaler; par suite vous acquerrez dans l'opinion l'influence qui ne manque jamais d'illustrer les travaux utiles; vous cesserez d'être exposés à voir vos arrêts cassés, vos bulletins considérés seulement comme un moyen de publicité.

« Ce n'est pas la première fois qu'un coup-d'œil jeté sur l'insuffisance de l'héritage qu'a légué le passé, détermine les hommes à changer de manière de procéder. Si nous voulons remonter jusqu'au grand Bacon, dont tout le mérite fut de faire entrer les savans dans une voie nouvelle, nous serons étonnés de l'analogie parfaite de ses motifs avec ceux qui pourraient nous déterminer aujourd'hui. Voici ses paroles : « Si l'on met de côté cette multitude d'écrivains dont les sciences abondent; si l'on demande à leurs écrits ce qu'ils apportent de neuf; si on les examine strictement et sévèrement, on ne trouve partout que la répétition à l'infini des mêmes choses : les mots, l'ordre, les exemples, l'exposition diffèrent; le fond des choses, leur valeur, leur utilité sont épuisés; tout enfin n'est que répétition : en sorte que ce luxe n'est que pauvreté, et ces travaux que stérilité et ennui. »

» Quelles étaient donc les habitudes scientifiques de cette époque ? elles étaient les mêmes que les nôtres ; seulement on n'était pas placé sur le même terrain : aujourd'hui on reste enfermé dans le même cercle d'expériences et d'observations particulières; autrefois on roulait dans le même cercle d'idées générales et d'hypothèses. Les opinions d'Aristote étaient des lois que les fureurs populaires, les intérêts de l'Université, les préjugés des corps politiques, maintenaient. On repétait donc les anciens, on faisait de la dialectique, on ne publiait ni observations, ni systèmes; mais on mettait au jour des commentaires sur Aristote et Galien : les grands commentateurs sont de ce temps. Vous savez, Messieurs, que les premiers anatomistes refusaient de croire à leurs dissections, quand elles ne s'accordaient pas avec Galien; plutôt que d'admettre qu'un auteur ancien était dans l'erreur, on pensait que, cette fois, la nature s'était trompée. Bacon invoqua le doute; il en appela à de nouvelles expériences; il démontra que les faits étaient des degrés par lesquels les philosophes devaient s'élever aux principes généraux; et c'est de lui que date la nouvelle direction expérimentale suivie dans les sciences jusqu'à ce jour.

» Certainement, Messieurs, il ne s'agit pas actuellement d'en appeler de nouveau aux principes invoqués par Bacon : nous ne manquons ni d'expériences, ni d'observations; on peut dire qu'il y a aujourd'hui dans ce genre le même luxe, la même redondance dont le chancelier se plaignait : il serait plus utile maintenant de tirer parti des faits acquis, que d'en chercher de nouveaux. Cependant les sociétés académiques, en recevant communication des travaux de détail, y mettent toujours la même complaisance; on les voit examiner, louer, publier les mêmes cho-

ses pour la centième fois. Il est très-vrai que le sujet envisagé dans sa totalité n'est pas épuisé, qu'il offre encore à l'investigation beaucoup de parties difficiles et obscures; mais, vous le savez, ce n'est point là qu'on trouve des recherches nombreuses, ce n'est point à ce champ difficile que le grand nombre va demander des faits; il y a pauvreté ici, tandis qu'ailleurs il y a plus que du superflu. . . .

» C'est pour cela que votre Commission vous propose de constater quelles sont les questions médicales qui peuvent être définitivement résolues; quelles sont celles dont la solution exige de nouvelles recherches.

» Un travail de cette nature nous conduira sans doute à la connaissance exacte de l'état de la médecine, à la connaissance de la médecine pratique. Or, Messieurs, dussions-nous borner là nos efforts, ce ne serait pas un petit service rendu à la science. Si nous jetons un regard sur ce qui s'est fait avant nous, nous voyons que tous les grands hommes, Hippocrate, Galien, Haller, etc., qui passent pour avoir été, à diverses époques, des chefs d'écoles, c'est-à-dire, les directeurs des travaux qui leur ont succédé; que ces grands hommes, dis-je, n'ont sur tout fait autre chose, dans les livres immortels qu'ils nous ont légués, qu'apprécier et résumer ce qui avait été produit avant eux. En effet, les ouvrages qui sont l'expression exacte et suffisante des travaux précédens, ont toujours l'avantage de présenter, sous la forme de principes généraux, les résultats des recherches de détail faites avant eux. Tant que ces résultats ne sont point réduits en principes, il est impossible que les hommes qui vivent dans les *spécialités* de la science, sachent ce qu'ils ont à faire; ils restent dans le même cercle de sujets et de points de vue, sans pouvoir en sortir : pour quitter ce terrain, il leur faudrait la connaissance de la science tout

entière ; mais est-il possible à un homme, quelque bien organisé qu'il soit, de posséder également, parfaitement, dans leur détail infini, toutes les parties des sciences médicales ? Non, sans doute ; celui qui s'attribuerait un pareil mérite serait possédé d'une vanité rare, ou affligé d'une ignorance excessive. Comment donc chacun peut-il connaître toutes les branches de la médecine ? ce n'est que par les généralités propres à chacune d'elles ; mais il faut que ces généralités soient la représentation rigoureuse des acquisitions opérées. C'est donc faire un travail bien important, que constater l'état actuel d'une science dans sa totalité ou ses parties. Car nul doute qu'on ne soit toujours conduit par-là à émettre des principes plus ou moins généraux.

« Il nous semble que c'est à tort qu'on a successivement et exclusivement préconisé tantôt l'analyse, tantôt la synthèse : ces deux méthodes nous paraissent de la même valeur ; elles ont été de tout temps employées ; après avoir analysé, il faut généraliser pour constater ses découvertes. On ne fait autre chose pendant toute la durée de sa vie ; et ce qu'un homme fait, par époques, dans le cours de sa vie intellectuelle, l'esprit humain envisagé en masse le fait également. L'individu passe de l'usage de l'analyse à celui de la synthèse, et réciproquement. De même, l'espèce humaine, pendant certaines périodes, s'occupe uniquement à analyser ; puis, pendant certaines autres, elle généralise. Ainsi Bacon tira les savans des généralisations anciennes et les traîna sur le terrain de l'analyse expérimentale : lorsqu'il appelait les savans à l'observation de la nature, il proposait le contraire de ce qui se faisait de son temps ; votre Commission, dans un objet et un but moins larges, vous propose aussi le contraire de ce qui se fait aujourd'hui.

« Au temps de ce grand homme, les universités étaient toute-puissantes; elles étaient, avec leur organisation théologique, dont celle encore existante d'Oxford nous donne un exemple, les corps savans de l'époque. Ce ne furent point elles qui ouvrirent la carrière expérimentale; ce ne furent point elles qui y entrèrent les premières. Au contraire, elles luttèrent de toutes leurs forces contre les premiers savans qui s'y engagèrent. Elles sentaient instinctivement très-bien que dans cette question on agitait celle de leur existence, et ne pouvaient se dissimuler que les nouvelles méthodes expérimentales auraient pour résultat le renversement des dogmes dont elles étaient filles, et qu'elles étaient organisées pour professer et maintenir. Aussi les premiers qui, abandonnant l'ancienne route, cherchèrent la vérité dans les nouvelles investigations, furent-ils plus ou moins persécutés; mais leurs travaux, leurs idées restèrent, et bientôt des sociétés libres, telles que celles des disciples de Galilée en Toscane, dont fit partie l'illustre Borelli; l'Académie Cartésienne de Paris, se créèrent, dans le but de diriger la science dans la voie expérimentale. A ces sociétés libres succédèrent, dans toute l'Europe, des académies constituées. La première fut l'Académie des Lincées, à Rome, instituée pour étudier la nature; ensuite vint la Société des Sciences, de Londres, qui, d'abord libre, fut constituée en 1660 par Charles II; Kurt Sprengel lui attribue particulièrement d'avoir introduit le mode expérimental dans la médecine. L'Académie des Curieux de la Nature se forma en Allemagne; elle fut approuvée en 1677. Enfin Colbert fonda en 1665 l'Académie des Sciences de Paris; ce fut une des dernières créées, et ce fut celle qui avança le plus dans la carrière expérimentale.

Il lui était prescrit de recueillir des matériaux, afin d'être prête à répondre sur toutes les questions que lui soumettrait le gouvernement. Il est inutile de parler des autres sociétés; toutes eurent le même but; toutes, même celle de Berlin, se proposaient comme résultat l'acquisition d'un grand nombre de matériaux et le progrès de la méthode expérimentale.

» Sans doute les sociétés savantes se sont organisées de telle sorte qu'elles ont marché à leur but avec une énergie qu'on ne saurait trop louer, et leurs efforts ont été couronnés d'importants résultats. Nous possédons aujourd'hui une masse considérable d'expériences et d'observations; mais le but n'a-t-il pas été dépassé? Le temps n'est-il pas arrivé où l'on doit chercher à tirer parti des matériaux que l'on a accumulés? Ces recherches n'ont-elles pas déjà éclairé, achevé certaines parties de l'édifice médical! Il faut nous en assurer, Messieurs, et, s'il en est ainsi, le démontrer: la puissance d'un seul homme n'y suffirait pas, celle de plusieurs fera davantage; et, en constatant nos richesses, vous indiquerez nécessairement ce qui reste à acquérir. Mais, en entrant dans cette voie nouvelle, ce ne seront plus des faits seulement qu'il s'agira de chercher, ce seront des résultats. Votre but sera changé et votre manière de travailler devra subir une modification analogue. C'est la tendance de la plupart des dispositions qui vous sont soumises. En effet, au lieu de rester spectateurs immobiles et juges passifs de ce qui se fait autour de vous, il vous faut changer de rôle: vous ne devez plus attendre les résultats de l'activité des autres; au contraire, vous devez les précéder dans la carrière, et comme concurrens et comme guides. »

DE L'ABBÉ COYER.

L'ABBÉ Coyer est peu connu : il est question de lui dans quelques passages de Voltaire, qui appréciait toute la valeur de son esprit, mais qui plaisantait sur le désir que l'abbé Coyer témoignait dans ses écrits, de voir un jour les *Montmorency* et les *Châtillon* dans *des boutiques*. Du reste l'*abbé philosophe* était bien au nombre des propagateurs de la critique, et à ce titre Voltaire en faisait grand cas.

On peut voir, dans la biographie universelle, une notice assez étendue sur la vie et les ouvrages de l'abbé Coyer. mais leur tendance spéciale n'y est point suffisamment indiquée et mérite certainement de l'être.

L'abbé Coyer ne s'est pas borné à la critique pure et simple des institutions de son temps, il a deviné un des élémens progressifs de la société, et si la chaleur avec laquelle il a défendu la cause des travailleurs contre les oisifs héréditaires, n'a pas de son temps produit tout l'effet désirable, parce qu'à cette époque, la question politique dans sa généralité, ne pouvait pas encore être envisagée sous ce point de vue, la postérité n'en placera pas moins l'abbé Coyer au nombre de ceux qui, sans s'être élevés à une grande hauteur, ont néanmoins pressenti quelques-unes des vérités importantes qui devaient se faire complètement jour, après l'accomplissement des grands travaux de la *critique*.

Nous avons cru intéresser nos lecteurs en rappelant à leur mémoire le nom de ce philanthrope original et spirituel, et en mettant sous leurs yeux quelques passages

des écrits de l'abbé Coyer, où la critique la plus vigoureuse, s'allie avec des vues positives, qui tout en étant susceptible de modifications, sont néanmoins dans la ligne directe des progrès de la philosophie positive.

» J'ai cru jusqu'à ce jour, dit l'abbé Coyer dans ses *Bagatelles morales*, que le peuple avait part à la nature humaine. La réflexion donne des doutes, et ce que je regardais comme une vérité incontestable, devient un problème à résoudre. Mais avant que de traiter la question, prenons le peuple où il est. Le peuple fut autrefois la partie la plus utile, la plus vertueuse, et par conséquent la plus respectable de la nation. Il était composé de cultivateurs, d'artisans, de négocians, de financiers, de gens de lettres et de gens de loi. Ces gens de loi ont cru qu'il y avait bien autant de gloire à rendre la justice aux hommes, qu'à les tuer, et ils se sont anoblis sans le secours de l'épée. Les gens de lettres, à l'exemple d'Horace, ont regardé le peuple comme profane, et ils lui ont tourné le dos. Les financiers ont pris un vol si élevé, qu'ils se font violence pour n'être qu'au niveau des grands. Il n'y a plus moyen de confondre les négocians avec le peuple, depuis qu'ils rougissent de leur état, et qu'ils en sortent même avant que d'en sortir. Il ne reste donc dans la masse du peuple que les cultivateurs, les domestiques et les artisans; encore ne sais-je si on doit y laisser cette espèce d'artisans maniérés, qui travaillent le luxe : des mains qui peignent divinement une voiture, qui montent un diamant au parfait, qui ajustent une mode supérieurement, ne ressemblent plus aux mains du peuple. Le peuple ainsi réduit, ne laisse pas d'être encore la partie la plus nombreuse, peut-être même la plus nécessaire de la nation; et sous ce double point de vue, il vaut bien

la peine qu'on discute sa nature. Est-il composé d'hommes?

» Tous les philosophes conviennent que le caractère qui distingue l'homme de la bête, c'est la raison : guidé par ce principe, je contemple le peuple, et j'examine d'abord sa façon d'exister. Il habite sous le chaume, ou dans quelque réduit que nos villes lui abandonnent, parce qu'on a besoin de sa force. Il se lève avec le soleil, et sans regarder la fortune qui rit au dessus de lui, il prend son habit de toutes les saisons, il laboure nos terres, il cultive nos jardins, il fouille nos mines et nos carrières, il dessèche nos marais, il nettoie nos rues, il bâtit nos maisons et fabrique nos meubles. La faim arrive, tout lui est bon. Le jour finit, il se couche durement dans les bras de la fatigue. Tels les animaux que nous avons civilisés, le bœuf et le cheval se livrent à tous les travaux que nous leur imposons, sans nous demander autre chose que la nourriture et le couvert. Est-ce là de la raison?

» L'instinct se ressemble toujours. Il y a bien des siècles que le ver à soie tisse, et que le castor bâtit. Le peuple, dans ses ateliers, fait aujourd'hui ce qu'il faisait hier. La raison a une autre marche : voyez cet homme qui en a pour quatre, et de la fortune pour cent, comme il varie ses occupations! Il réforme un vernis, il perfectionne un lustre, il invente une mode, il reçoit l'encens d'un auteur, il forme une actrice, il arrange une fête, il représente à table. Tantôt il passe en revue sa livrée, tantôt il donne de nouveaux noms à ses voitures. Aujourd'hui il se livre à un cocher fougueux pour effrayer les passans; demain il sera cocher lui-même pour les faire rire.

» Le peuple est voué à l'instinct jusque dans ses intérêts les plus chers. Lucas épouse Colette, parce qu'il

l'aime; s'il avait de la raison il préférerait Mathurine, qui lui apporterait une pièce de terre plus grande. Colette donne son lait à ses enfans ; si elle connaissait le prix de la fraîcheur et du repos, elle se contenterait d'être mère. Ils grandissent, et Lucas, en ouvrant la terre devant eux, leur apprend à la cultiver. Un peu de réflexion sur les misères de cet état, et il leur dirait : *mes enfans*, *faites toute autre chose*. Ce père automate meurt et il leur laisse son champ à partager également ; avec des lumières il l'eût laissé tout entier à l'aîné........

» Il est difficile de résister à tant de raisons contre l'humanité du peuple. Cependant j'entreprends de la démontrer à cause de ma nourrice, qui m'a donné un bon lait, et en faveur d'un vieux domestique qui a quelquefois eu raison avec moi.

» Je tire ma première preuve de l'anatomie. Un très-habile anatomiste a disséqué la tête d'un laboureur, qui s'était fait pendre, parce que, depuis plusieurs années, après avoir payé le Roi, il ne lui restait rien pour vivre. Le dissecteur a d'abord trouvé le cervelet, les sucs, les fibres, les nerfs et tous les instrumens organiques qui travaillent la raison, bien disposés et en bon état. Il a poussé ses recherches jusqu'au siége de l'âme, à la glande pinéale. C'est là que se peignent les idées, comme les figures se représentent sur la toile : L'œil n'aurait pas suffi au spéculateur ; le microscope qui découvrit à Lewenhœk des germes humains, a suppléé ; et il a vu des idées liées, réfléchies et conséquentes, des chardons arrachés, des sillons tracés, du blé jeté dedans, une moisson coupée, un fléau, un van, un grenier et des observations sur toutes les saisons. Mais, chose bien sin-

gulière ! en ouvrant une autre tête, une tête de distinction, il n'y a découvert que des perceptions vagues et décousues, des prétentions sans mérite, de la hauteur mêlée de bassesse, des songes d'amitié et d'amour, des visions de grandeur, des chimères généalogiques. Le propriétaire de cette tête, l'épée à la main, pour avoir entendu de travers une phrase qui ne signifiait rien....... »

Voici bien des preuves anatomiques, l'abbé Coyer présente ensuite d'autres argumens, et termine ainsi sa démonstration de l'*humanité* du peuple :

» Le peuple est donc composé d'hommes ; mais il est à propos qu'il l'ignore toujours, et je ne le dis qu'aux riches, aux grands et aux ministres, qui pourront, comme auparavant, abuser de l'ignorance du peuple. »

(*Extrait des bagatelles morales de l'abbé Coyer.*)

Dans *la Noblesse commerçante*, l'abbé Coyer attaque directement les préjugés qui entachaient encore la profession du commerce. D'une part il appelle la noblesse française dans la voie industrielle, et de l'autre il demande que les plus grands honneurs soient réservés au travail.

Voici quelques pages de cet ouvrage si remarquable pour son époque :

» Le premier qui a dit qu'il vaudrait mieux faire des riens que ne rien faire, connaissait bien les dangers de l'oisiveté. Tout ce que la morale a dit contre l'oisiveté sera toujours trop faible, tant qu'on n'en fera pas un crime d'état : et en effet, demander à vivre sans travailler, n'est-ce pas un vol fait à la nation ?

» Et quoi ! nous verrions donc des gentilshomme peser, mesurer dans une boutique ! vaut-il mieux les voir ram-

per sur un petit fief, dans une végétation obscure, dans une oisiveté méprisable, dans une léthargie aussi funeste à leur famille qu'à l'Etat ?

» Le préjugé est déjà vaincu dans nos colonies, où des gentilshommes d'ancienne race se sont enrichis et élevés par le commerce. Peut-être nos rois n'ont-ils pas assez fait pour vaincre ce préjugé, ils n'ont dissipé que la moitié du fantôme qui sème l'épouvante. La noblesse, obligée par la loi à distinguer entre le commerce en gros et le commerce en détail, voit toujours un précipice à côté d'elle ; ces deux commerces ne sont divisés que par une ligne, elle sent d'ailleurs que pour arriver au grand il faut souvent passer par le médiocre. Qu'on abolisse en totalité cette loi de dérogeance, que son nom disparaisse de la monarchie ; le commerce est un corps tout sain où il n'y a rien à couper. Restreindre le commerce par une loi de dérogeance, c'est élever des digues le long du Nil, pour l'empêcher de fertiliser les terres ; c'est fermer une mine parce qu'elle est trop riche.

» Quand je jugeais des choses avec un bon sens de province, je prenais un Intendant du commerce, un Prévôt des marchands pour des négocians illustres qui s'étaient signalés par de grandes vues, de grandes opérations, de grands succès, et à qui le gouvernement payait un tribut d'honneur bien mérité.......

» Nous comptons plusieurs ministres qui se partagent les affaires générales, aucun d'eux ne prend le titre de ministre du commerce ; ce n'est qu'à la suite des finances qu'on aperçoit le commerce, c'est un fleuve qui perd son nom dans les rivières qui le forment. Il est chez plusieurs peuples la première raison de l'Etat, quel rang lui marquerons-nous ?

» A Londres autrefois, on l'avait cru trop faible pour soutenir un caractère élevé, il fournit aujourd'hui des ambassadeurs. Devenus plus éclairés, nos voisins ont enfin placé les commerçans dans le temple de mémoire.....

» Le commerce n'attend pas des statues en France : Colbert, Condé et Saxe n'y en ont point. Mais l'immortalité a plus d'une ressource. Poëtes, orateurs, historiens, vous faites fort bien de chanter, de célébrer, de graver dans nos fastes les Corneille, les Descartes, les Talon, les Seguier, les Luxembourg, les Turenne; mais si vous êtes citoyens, si vous voyez bien, n'est-il point de places dans vos ouvrages pour les Bruni, les Grandville, les Masson, les Magon, les Montaudoin, les Le Couteux, les Le Gendre, et tant d'autres qui nous ont attiré les richesses de l'univers?

» C'est un grand malheur pour le commerce de n'être vu que de loin par ceux qui donnent le ton aux idées publiques. Nous jugeons des négocians de Marseille et de Bordeaux par les marchands de la rue Saint-Denis; et cette capitale, aussi légère dans ses propos que frivole dans ses goûts, répand ses préjugés dans tout le royaume. Si Paris et Versailles au lieu de respirer l'ambre, sentaient le bitume de la mer, si dans un port où les nations aborderaient, nous voyons des négocians armer des vaisseaux, expédier des flottes, donner des ordres pour le nord et le sud, ouvrir des débouchés à nos arts et à nos manufactures, appeler les matières premières qui nous manquent, prendre le monde entier pour le champ de leurs opérations, alors, alors, nous prendrions bien d'autres idées du commerce et des commerçans. »

ANNÉE FRANÇAISE,

OU MÉMORIAL POLITIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, etc. (1)

Cette publication se compose chaque année de plusieurs volumes comprenant l'analyse succinte et l'examen des ouvrages les plus importans qui ont paru dans le cours de l'année précédente, ainsi que la relation de tous les faits intéressans, de toutes les découvertes scientifiques et industrielles qui se sont produits dans le même temps. Sous tous ces rapports l'*Année française* est aussi complète que possible. En indiquant d'une manière aussi générale que nous le faisons ici la matière qu'elle embrasse, nous ne pouvons donner qu'une idée fort imparfaite de la variété et de l'intérêt qu'elle présente, nous renverrons donc nos lecteurs à l'ouvrage lui-même.

Nous considérons l'*Année française*, sous le rapport des faits qu'elle contient, comme un recueil fort utile et fort curieux; du reste nous ne saurions adopter ses jugemens, qui presque tous se fondent sur la doctrine que nous avons appelée *critique*, celle du siècle dernier; nous ferons à cet ouvrage un reproche indépendant de toute vue de doctrine, c'est sa facilité à donner des éloges; sa prodigalité à cet égard est telle, que presque tous les noms propres qu'il cite, en ont à peu près également leur

(1) A Paris, au bureau de l'année française: rue des St-Pères, n° 18 et chez Roret, libraire rue Hantefeuille, n° 12, et chez les principaux libraires.

part. Cette circonstance tient sans doute à un sentiment de bienveillance générale fortement prononcé chez ses rédacteurs, sentiment fort louable assurément, mais qui, à un certain degré nous paraît devoir se concilier difficilement avec une critique sérieuse et tout à fait impartiale. Cette remarque, d'ailleurs ne nous empêche pas de reconnaître à l'Année française un grand caractère de bonne foi et de probité littéraires.

ANNONCES.

Biographie universelle des Contemporains ou Dictionnaire historique des hommes célèbres de toutes les nations, morts ou vivans, qui, depuis le commencement de la révolution française, ont acquis de la célébrité par leurs écrits, leurs actions, leurs vertus ou leurs crimes; par une société de publicistes, de législateurs, d'hommes de lettres, d'artistes, etc. Un seul volume in-8°; ouvrage entièrement neuf contenant plus de trois mille notices nouvelles qui ne se trouvent dans aucune biographie, et rédigé d'après les documens les plus authentiques, et précédé d'un vocabulaire complet, pour servir de clef aux termes et expressions consacrées par la révolution; du tableau général des batailles gagnées par les Français, depuis 1792 jusqu'en 1826; des journées, constitutions, lois, actes, ordonnances et événemens mémorables depuis 1789 jusqu'à nos jours. Ce volume *unique*, paraît en vingt-cinq ou trente cahiers, avec couvertures, imprimés en caractère nompareille, sur papier coquille vélin d'Angoulême. Le prix de chaque livraison est de 2 fr. 50 centimes; à partir de la sixième il sera porté à 3 francs pour

les nouveaux souscripteurs : *cette clause est de toute rigueur*. On souscrit à Paris, chez Aucher Eloy, éditeur, rue Saint-André, n° 65. La huitième livraison est en vente.

Le 1er numéro de la *Revue Américaine* a paru. Nous y avons remarqué un précis de l'Histoire de l'Amérique, depuis sa découverte jusqu'à son affranchissement, servant en quelque sorte d'introduction aux travaux de la *Revue Américaine*. Ce numéro renferme en outre plusieurs renseignemens politiques, statistiques et industriels fort intéressans.

La *Revue Américaine*, paraît tous les mois par cahiers de dix feuilles d'impression. On s'abonne à Paris, chez A. Sautelet et Comp., place de la Bourse, et chez Malher et Comp., passage Dauphine.

Notice sur un système d'enseignement, par Ph. O. Skène ; 3e édition. Cette petite brochure contient l'exposé du système de *Hamilton* sur l'enseignement des langues. Ce système est déjà connu ; il a été expérimenté à Londres, dans le courant de l'année dernière et a obtenu le plus grand succès. Aujourd'hui que le besoin de la connaissance des langues étrangères est devenu général, la brochure de M. Skène ne peut manquer d'intéresser vivement le public. Elle se vend à Paris, chez Louis Colas, libraire, rue Dauphine, n. 32.

Société en commandite de fructification générale de tous les terrains vagues et incultes de la France.

Un des moyens de cette société, pour mettre en rapport les terrains aujourd'hui stériles, et dont elle évalue

l'étendue à seize ou vingt millions d'arpens, est de naturaliser en France un grand nombre de plantes étrangères.

Le fonds social de cette entreprise est fixé à quarante millions, représentés par quarante mille actions de mille francs chacune. Le prospectus que nous avons sous les yeux, promet aux actionnaires, outre des intérêts et des bénéfices annuels, une propriété de cinquante arpens mis en culture, pour chaque action de mille francs.

Les bureaux de la Société sont établis rue Basse du Rempart, n. 52.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA LITTÉRATURE ET LES BEAUX-ARTS.

On n'est guère habitué aujourd'hui à s'occuper sérieusement de la littérature et des beaux-arts; on n'y voit qu'une affaire de mode ou d'amusement; l'utilité semble bannie de leur domaine; aussi arrive-t-il à tout moment dans le monde de voir les gens s'étonner qu'un savant, qu'un homme grave les cultive avec ardeur et plaisir. Les ouvrages philosophiques qui traitent des sujets de ce genre, sont repoussés par le public : presque toujours, ils lui paraissent déplacés et pédantesques, précisément parce qu'ils sont sérieux; trop souvent même ils sont l'objet de plaisanteries de la part du peuple des artistes. Il semble qu'un bavardage agréable soit seulement permis dans ces frivoles questions, et qu'elles ne valent pas la peine d'un travail réfléchi. Si on nous demandait des preuves de ce que nous avançons ici, nous ne serions pas embarrassés de citer des exemples journaliers; il suffit d'ouvrir les yeux, pour remarquer de quelle manière superficielle et légère on juge les efforts des grands artistes, pour apercevoir comment on apprécie les œuvres de ceux qui veulent traiter de l'art, non en amateurs, mais en savans. Cependant, à voir le grand nombre d'hommes qui fréquentent les théâtres et suivent les expositions de tableaux, à voir l'espèce de fu-

reur que le public montre pour certaines productions, on est porté à se demander comment l'opinion générale ne reconnaît encore dans un sentiment si énergique et si prononcé pour les lettres et les arts, que l'effet du désœuvrement ou du besoin de délassement, et n'y a pas encore trouvé la révélation d'une faculté de l'homme. Certainement, et nous le disons à l'avance, la littérature et les beaux-arts ne sont point les œuvres de l'oisiveté et de la dissipation ; ils sont les créations des sentimens passionnés, c'est-à-dire, de ce qu'il y a de moins individuel dans l'homme.

Lorsqu'on veut examiner ce sujet dans un but d'utilité générale, il faut un instant oublier la manière dont les choses se présentent aujourd'hui ; il faut abandonner les habitudes vulgaires de raisonnement et de langage, actuellement usitées, pour entrer dans la méthode philosophique où l'on considère toutes les créations humaines comme ayant leur origine dans l'organisation de l'homme lui-même. Placés à ce point de départ, nous trouvons dans la question des beaux-arts trois considérations importantes dont nous sommes obligés de tenir compte : d'une part, les sentimens et les passions propres à l'humanité, de l'autre leur manifestation extérieure, et enfin la partie technique des moyens même de manifestation.

Les sentimens passionnés sont les vrais créateurs de la littérature et des beaux-arts ; ceux-ci ne sont en quelque sorte que le langage par lequel l'homme produit au dehors et communique à ses semblables les inspirations qu'il sent en lui ; ce sont des peintures frappantes de vérité, par lesquelles il leur fait partager toutes ces impulsions instinctives d'audace et de terreur, d'amour et de pitié, de désespoir et de haine, qu'il reçut de la nature pour se con-

server et pour vivre en société. Les formes que revêt la manifestation extérieure des passions sont de tous les temps et de tous les âges, car les sentimens n'éprouvent jamais de changemens dans leurs principes et ils n'ont qu'un seul langage : nés de l'organisation, ils sont les uns et les autres, invariables comme elle ; aussi, se retrouvent-ils chez l'homme sauvage et brut, comme chez les enfans les plus avancés de la civilisation. Dans toutes les contrées, on rencontre en ébauche des orateurs et des poëtes ; la musique est de tous les pays : qui n'a lu ces chants naïfs des habitans des îles fertiles de la mer Pacifique ? qui n'a entendu parler des chants barbares des Cannibales, et des guerriers américains ? Ainsi que la musique, la peinture et la sculpture se voient partout dans un état plus ou moins élémentaire, plus ou moins perfectionné ; il n'est pas jusqu'au Cannibale de la Nouvelle-Zélande qui ne grave sur la poupe de sa barque de combat, sur ses armes d'attaque, toute la férocité de ses fureurs guerrières. Toutes ces formes expressives que revêtent les sentimens natifs, se perfectionnent sans doute au fur et à mesure des progrès des peuples ; mais quelle que soit leur *variabilité* sous ce rapport, leur vue agite toujours dans l'homme les mêmes fibres sensibles, elle remue les mêmes passions et satisfait le même besoin. En principe, les sentimens n'augmentent donc, ni ne diminuent en nombre ; ils deviennent seulement plus facilement excitables ; ainsi, en raison du perfectionnement de l'éducation individuelle, l'horizon intellectuel s'étend, et en même temps le cercle des sujets qui peuvent réveiller les passions ; la culture de l'esprit a rendu la sensibilité plus vive, et d'un autre côté nous percevons un plus grand nombre de rapports capables de l'affecter. L'excitation des sentimens est donc non-seulement plus facile, mais encore il y a plus d'objets

capables de la donner, en sorte que les causes productives des mouvemens passionnés grandissent en nombre et en utilité; nous ne bornons plus aujourd'hui notre pitié aux hommes de notre nation, nous l'étendons à toute l'espèce humaine, nous sympathisons même, à certains égards, avec les animaux (1).

Les formes, en quelque sorte matérielles que prennent les sentimens dans leur manifestation extérieure, sont limitées en nombre d'une manière immuable; les nations les plus avancées en civilisation ne possèdent, sous ce rapport, rien de plus que les peuplades les plus misérables; nous n'avons pas ajouté un seul art libéral à ceux que possédaient nos aïeux; nous avons, comme eux, des poésies, de la musique, des tableaux, des statues, de l'architecture et rien de plus; mais notre littérature et nos beaux arts ont changé de caractère : ils ont d'abord, en général, un bien autre degré de perfection sous le rapport de l'exécution matérielle, sous le rapport technique. La puissance qui naît de l'exactitude dans l'expression peut s'accroître; ainsi la littérature peut devenir plus riche en

---

(1) Quelques philosophes ont divisé les sentimens en sentimens sociaux, et en sentimens anti-sociaux. Cette division ne nous paraît pas admissible; elle n'est point physiologique. Les passions sont toujours les mêmes, elles existent chez tous les hommes; elles changent d'objet, et c'est ainsi que tantôt elles revêtent une des deux formes, qu'on a voulu considérer comme des caractères constans. Bien au au contraire, il n'est pas une passion qu'on puisse supposer existante hors l'état de société, et qui ne tourne à son profit. Il est évident même que les sentimens deviennent de jour en jour moins restreints dans leurs applications, et suivent en cela les progrès de l'intelligence humaine.

images et le style plus précis ; la poésie acquiert un rythme plus expressif et plus agréable ; les phrases sont plus sonores et plus douces ; en musique, la puissance de l'harmonie vient se joindre à celle de la mélodie ; enfin la nature est mieux peinte et plus vigoureusement exprimée. Le progrès est véritable et consiste dans un accroissement réel des moyens d'action, et en outre dans l'acquisition des règles propres à guider dans l'exécution des sujets à traiter. Sous ce rapport, le développement des lettres et des arts est soumis aux mêmes lois que l'ensemble de la société, considération importante que nous serons réduits à énoncer seulement dans cet article ; c'est dans d'autres parties du *Producteur* qu'il faut chercher l'exposition scientifique du développement progressif de l'espèce humaine, c'est là qu'on en retrouvera les lois et les preuves. D'ailleurs, le perfectionnement sous le rapport technique n'est pas la seule cause des changemens de caractère que présentent les arts. Il en est une autre plus importante et par laquelle ils sont encore plus immédiatement liés au développement social : nous voulons parler des influences qu'ils reçoivent de la différence des mobiles qui excitent les sentimens passionnés dans la diversité des temps et des lieux.

Il suffit de jeter les yeux sur les diverses nations qui peuplent le globe, pour voir que les sentimens, quoique partout semblables en principe, ont cependant des mobiles différens, dans les masses comme chez les individus : il suffit de parcourir l'histoire, pour apercevoir que les passions ont été mues, aux divers âges de la vie sociale, par des causes d'espèces variables. Les lettres et les arts de ces contrées et de ces époques réfléchissent constamment toutes ces différences ; ils présentent le caractère particu-

lier à chacune d'elles. Ainsi, tantôt les hommes se passionnent pour la guerre, tantôt pour la paix; ailleurs on les voit religieux, superstitieux même : chaque fois, c'est le but auquel ils rattachent tout leur être, le but le plus important pour eux, et chaque fois, les beaux-arts adoptent des formes en rapport avec ces idées qui sont les plus élevées que ses créateurs se fassent de leur propre destination sur la terre.

Le mobile le plus grossier que l'on puisse supposer à l'homme, est l'impulsion brute et simple des besoins physiques qu'il partage avec les animaux. S'il pouvait exister un être de notre espèce qui ne fût déterminé que par de semblables intérêts, nul doute que, chez lui, ils ne fussent le point d'origine de toutes les passions; mais, dès l'instant où la prévoyance de l'avenir existe pour lui, où la conservation et la durée de son existence donnent naissance à un calcul, le sentiment du collectisme se présente à son esprit, et, en même temps, le sentiment d'un but social quelconque qui devient, dès ce moment, le mobile de tous ses actes et de toutes ses inspirations passionnées.

Ainsi, quel que soit l'âge de civilisation dans lequel une société est observée, elle présente toujours une constitution quelconque, qui est en rapport avec un certain état des sciences et de l'industrie; et dès qu'il y a une constitution, on peut affirmer que la société a un but collectif. Par exemple, l'époque du polythéisme nous présente une multitude de peuplades adorant des divinités différentes et ennemies; les nations, séparées les unes des autres par leurs dieux, leur culte, leurs mœurs et quelquefois le langage, sont continuellement en lutte; pour elles, le but d'activité sociale est la guerre, le pillage, la conquête et l'esclavage du vaincu. Tels furent évidemment les

premiers temps de la Grèce et de l'Italie ; telle est la situation de la plupart des tribus sauvages qui existent encore aujourd'hui sur la terre. Dans un pareil état de société, le plus grand intérêt des citoyens est de conserver la patrie : liberté alors est synonyme d'indépendance ; car, la cité détruite, tout est perdu pour eux ; ils ne sont plus que de vils troupeaux asservis à leur ennemi, un bétail qu'il exploite à son profit. Aussi l'intérêt de la patrie domine tous les autres ; les guerriers qui meurent pour sa défense sont des hommes divins ; on ne possède pas assez d'éloges pour le brave, assez de mépris pour la lâcheté. A tout cela se mêle le grand nom d'un dieu fort et terrible, du dieu des combats ; on l'invoque aux jours du danger, on le glorifie aux jours du triomphe, et si la victoire vient à échapper, si une nation voisine conquiert la cité, c'est ce dieu qui abandonne ses adorateurs pour punir leurs fautes, ou qui est vaincu lui-même. Or, dans un pareil état de choses, tous les sentimens se rattachent à un objet unique, toutes les passions n'ont qu'un seul mobile, l'intérêt de la patrie, la volonté de son dieu. Alors, aussi, la littérature et les arts ont un seul but, celui même de l'activité sociale. Il y a des chants religieux et des chants de guerre ; les éloges funèbres des guerriers morts pour le salut de l'état sont des chefs-d'œuvre ; l'amour de la patrie et de la liberté, le courage et la force, la piété et le dévouement sont les vertus héroïques que les artistes célèbrent aux applaudissemens de toutes les cités.

Au milieu de toutes ces nations en armes et continuellement en lutte, il s'en élèvera une qui, victorieuse de toutes les autres, les réunira sous le même joug, sous le joug militaire ; et sans doute ce sera la cité qui aura été fondée la dernière, qui sera par suite restée la

plus grossière et la plus tardive dans les sciences et les arts qui veulent la paix. Il en fut ainsi dans notre monde historique, parmi les peuples où nous allons étudier encore aujourd'hui l'origine de notre langage, de notre philosophie et de notre civilisation. Athènes fut cette société conquérante et souveraine à l'égard d'une partie des îles et des cités grecques de l'Europe et de l'Asie mineure ; Sparte ensuite domina la Grèce en abattant la puissance des Athéniens ; peu de temps après, la Macédoine imposa des maîtres à la Grèce et à l'Asie ; Rome enfin, née au centre du monde civilisé, vint unir tous les peuples sous le même joug ; elle réunit les cités de l'Orient à celles de l'Occident ; celles du Midi, à celles du Nord : par ses conquêtes, l'univers connu devint un seul empire soumis aux mêmes lois administratives, aux mêmes institutions civiles et militaires. Cet accroissement de la puissance romaine ne doit pas être attribué à la constitution particulière de cette nation ; sa grandeur résulta autant de son état politique que de la situation des cités qui l'entouraient : quand Rome sortit de l'Italie, elle était encore sauvage et barbare, elle n'avait d'art que des arts militaires, de science que celle de la guerre ; à l'époque même, où déjà elle ne connaissait pas de contrées où elle n'eût porté ses armes victorieuses, elle était ignorante et grossière ; ses plus grands hommes d'état même n'avaient encore pour science que des préjugés et des superstitions ridicules, depuis long-temps oubliées par les habitans de l'Orient et du Midi. Telle qu'elle était, elle ne rencontra que des cités préparées d'avance à subir la conquête. En effet, par les progrès mêmes des sciences et de l'industrie, les mœurs s'étaient adoucies ; l'agitation guerrière ne pouvait plaire à des hommes qui

savaient se procurer des jouissances paisibles; le repos était précieux, parce qu'il était accompagné d'un grand bien-être physique : les sciences avaient détrôné les divinités anciennes; l'uniformité dans le langage et les mœurs rapprochait les cités; la paix était sur la terre et dans le ciel, parmi les hommes et les dieux. Ce furent ces nations que Rome attaqua, avec toute l'énergie des habitudes violentes d'une époque purement militaire; et guidée par une constitution toute de résistance et de guerre, qui n'avait encore rien perdu de sa vigueur primitive, elle devait l'emporter : car, dans ces républiques plus anciennement constituées, l'institution militaire avait achevé tout ce qu'elle pouvait produire d'utile; elle avait donné des intérêts communs aux hommes et aux peuples isolés, elle avait fondé, par la guerre, l'industrie et le commerce; l'esclavage en était résulté; mais avec lui et par lui s'était opéré le partage entre les occupations matérielles et celles propres à l'intelligence, en sorte que, d'une part, l'aisance réelle s'était accrue, et de l'autre la culture des sciences, des lettres et des arts était devenue générale. Ajoutons que l'esclavage avait eu d'abord pour résultat immédiat de donner aux citoyens les moyens de satisfaire facilement tous leurs besoins, par suite de leur inspirer de l'aversion pour la guerre, et de rendre indifférent au sentiment de patrie. C'est à cette époque de la Grèce et de l'Asie mineure, que la littérature et les beaux-arts avaient acquis, sous le rapport de l'exécution technique, le plus haut degré de perfection qu'ils aient eu dans l'antiquité. Mais leurs productions n'avaient plus de relation avec un intérêt général; les sentimens n'avaient plus un mobile unique; abandonnés à eux-mêmes, isolés les uns des

autres, chacun d'eux apparaissait seul, mais avec une expression d'une exactitude admirable; les artistes n'adoptaient plus d'autre unité que quelques principes métaphysiques de vrai et de beau : aussi n'y avait-il plus de grandes et vigoureuses conceptions; mais on savait mieux arranger les produits de la vieille imagination des peuples.

Jusqu'à nos jours les époques où les beaux-arts acquirent leur plus haut degré de perfection sous le rapport technique, furent toujours celles où une constitution sociale épuisée avait produit pour le bien des hommes, tout ce qu'elle pouvait donner, et où son empire affaibli allait faire place à d'autres institutions. Athènes eut son siècle de Périclès, Rome son siècle d'Auguste; et ce fut pour toutes deux le signal de la chute de l'ancienne constitution. Alors parut, dans tout son jour, une indifférence profonde pour les anciens principes; leur utilité s'était évanouie et leur puissance avec elle. Les divinités n'étaient plus menaçantes et terribles; la patrie était partout où se trouvait le bonheur et la paix; car la guerre n'était plus une condition d'existence, c'était une fatigue et un métier. Les passions et les sentimens, dépourvus d'objet commun, cessèrent de revêtir des expressions uniformes chez tous les hommes; elles prirent le caractère de l'individualité; on chantait l'amour et le vin, on demandait aux arts des raffinemens et des voluptés, on avait une philosophie indulgente et facile, on n'injuriait plus, on ne maudissait plus, on ne dévouait plus aux dieux infernaux; on riait et on se moquait, le ridicule était l'arme du jour : enfin on mettait en scène, on sculptait des types; mais on ne produisait, même avec des règles, rien de large, rien de vraiment général. A cette époque, quelques grandes vertus, quelques hommes du

vieux temps parurent comme des accidens et des contrastes ; mais ils devinrent de jour en jour plus rares, et il n'y en eut bientôt plus. Tout se ruait dans l'abîme d'une individualité servile et des passions brutales ; mais dans cette société joyeuse et amollie, le vice de l'époque se montrait dans son horrible nudité : il y avait un dur et cruel esclavage, et le sang des gladiateurs coulait pour le plaisir d'un peuple oisif, et au signal d'une courtisane. Il n'y avait plus d'énergie pour le bien, mais jamais on ne vit tant d'audace dans le crime ; jamais on ne vit sous la pourpre plus d'impudence, de déréglement et d'atrocité.

En face de contrastes si choquans, les sentimens de sympathie et d'égalité naturels aux hommes, se révoltaient et inspiraient une horreur croissante contre une telle dépravation. Le mal de cet état social fut d'abord senti par les esprits distingués de l'époque ; les savans les premiers furent philanthropes, parce que leur sensibilité était plus vive, et que naturellement moins absorbés par l'appât des plaisirs physiques, ils étaient davantage soumis aux jouissances et aux convictions intellectuelles et morales ; ils poussèrent l'aversion de leur siècle jusqu'à la haine, et entraînés par leur passion à ce que la contradiction avait de plus violent, ils opposèrent à l'excès des habitudes vicieuses des préceptes d'une rigidité exagérée. On alla demander au passé la sévérité stoïcienne ; mais le stoïcisme n'eut de partisans que parmi les hommes qui ne cherchaient la cause de l'état social actuel que dans la décadence de la république, et qui voulaient rétablir violemment l'ancienne constitution. Ils sentirent le mal présent, mais ils ne surent apprécier la société ; ils oubliaient cette nombreuse population d'esclaves, héritage des républiques, et qu'il fallait affranchir ; ils n'apercevaient pas que la so-

ciété avait besoin d'un dieu unique, d'une morale universelle et d'une doctrine de paix et de philanthropie. Aussi leurs efforts furent-ils complètement vains; mais ils produisirent quelques grands artistes, dont la vigueur fait encore notre admiration, et parmi lesquels peut être rangé Tacite.

On n'a point d'exemple qu'une société ait été reconstituée par un retour vers le passé; car le mal dont on se plaint est toujours le produit du trop long règne des institutions précédentes, et le désordre qu'on voudrait arrêter est la démonstration de leur insuffisance. On ne réforme une société qu'en constituant son avenir. Il en fut ainsi pour la société romaine. Une nouvelle religion parut; le christianisme, fils de la Grèce et de l'Orient, apporta l'espérance au monde ébranlé et vint promettre l'affranchissement aux esclaves; il donnait un aliment aux sentimens généreux et à toutes les passions humaines. Des artistes nouveaux vinrent prêcher une morale large et pure, cette morale des savans que Socrate mourant donnait à ses disciples. Ils parlaient au nom d'un Dieu unique et puissant, protecteur du faible et vengeur du crime; ils annonçaient l'égalité des devoirs, des récompenses et des peines; la cité sainte était ouverte à ceux qu'opprimaient les lois mondaines, et fermée aux persécuteurs. Dans leur croyance, l'étranger n'était plus un barbare, une proie à conquérir, ce n'était plus un esclave que nous livrait la fortune; c'était un frère égaré qu'il fallait convertir pour lui faire partager tous les biens qu'on possédait soi-même.

Cette religion passionnée, ne respirant que l'amour et la philanthropie, mais menaçante pour tous les ennemis des hommes, créa une littérature nouvelle qui n'avait pas d'exemples dans les temps anciens. Jamais les lettres et les

arts n'avaient eu un but plus humain et plus large, jamais ils n'avaient possédé un mobile aussi capable d'élever l'imagination et de remuer les passions. Les chefs-d'œuvre, sous le rapport de la conception et de la vigueur, furent, en littérature, les écrits des apôtres et des pères de l'Eglise. L'ensemble des beaux-arts, propres à la constitution religieuse, était achevé dans toutes les directions vers le douzième siècle; mais, sous le rapport technique, les chefs-d'œuvre parurent, dans la capitale même du monde religieux, au quinzième siècle. C'était le terme des progrès de l'esprit humain dans cette direction, la tâche du catholicisme était achevée et le quinzième siècle fut celui de la chute de ce mobile sentimental. Cependant, dans les autres contrées de l'Europe, le christianisme avait transigé avec la férocité militaire, avec cet empire de la force physique qu'il avait rencontré à sa naissance. De là sortit le système féodal, contre lequel la philosophie chrétienne ne cessa de lutter tant qu'il y eut des serfs. Grâces à ce régime *théocratique et militaire*, il y eut un mélange singulier des sentimens propres à l'austérité religieuse et de ceux qui appartiennent aux habitudes audacieuses et gaies du génie militaire; de là, ces mœurs chevaleresques, cette puissance des troubadours, ces poésies, ces chants, ces fabliaux du moyen âge. Louis XIV concentra dans ses mains le pouvoir militaire qui avait été disséminé entre tant de chefs pendant la durée du système féodal. Sa monarchie fut, en France, le terme d'accroissement du pouvoir royal et l'époque où les idées chevaleresques acquirent le plus haut degré de perfection; ce fut le temps des mœurs théâtrales et de convention. Le génie classique, grotesque mélange des traditions grecques et romaines et des grandeurs orientales du siècle, apparut dans les arts;

on créa des types métaphysiques de vrai et de beau, on élabora des poétiques. Ainsi, dans les arts comme dans le royaume, tout fut soumis au régime de l'unité.

Dans l'espace de temps qui s'est écoulé entre le grand siècle et le nôtre, l'anéantissement de l'ancien état de choses s'est opéré. La réforme, qui s'offrit d'abord sous la figure du protestantisme et que le grand roi voulut en vain écraser par la violence, la réforme, fortifiée par le temps, s'est représentée chez nous plus complète et plus terrible; elle a eu ses littérateurs et ses artistes; missionnaires de destruction, ils parlèrent une langue qui fut entendue; à leur voix tout l'héritage du passé s'abîma dans la révolution. Ces puissans génies sont encore les artistes d'une grande partie du public; mais ils perdraient bientôt cette popularité, sans la présence de quelques faibles débris, fantômes des anciens temps, qui suffisent pour rappeler un souvenir qui, sans eux, allait s'éteindre.

Mais aujourd'hui, que faisons-nous dans les lettres et les arts? nous vivons des débris du passé; nous nous bornons à le répéter plus ou moins mal, et nous parlons à des sentimens et à des passions qui s'évanouissent; la poésie, la peinture sont dépourvues de puissance et de force; elles ne donnent plus l'enthousiasme pour les grandes choses; car où vont-t-elles chercher leurs modèles et leurs héros? dans l'antiquité ou le moyen âge: quel but présentent-elles aux esprits ardens? rien qui ne soit vieilli, rien qui soit de notre temps; c'est-à-dire, la gloire militaire ou l'humilité religieuse.

La littérature et les beaux-arts, les lois et le gouvernement doivent être, assure-t-on, l'expression de la société; c'est un souhait qu'on fait à tout propos, et le mal, dit-on, c'est qu'il n'en soit pas ainsi. Quant à nous, au con-

traire, il nous semble que ce désir est malheureusement une réalité. Nous retrouvons dans tous les faits sociaux une discordance, un défaut d'harmonie de même espèce; nous n'y voyons apparaître, au dessus de tout, autre chose qu'un choc perpétuel d'opinions opposées et de sentimens contradictoires, sans direction évidente, sans but marqué, et au milieu desquels les artistes hésitent, cherchant, sans le trouver, un type fixe de beau et de bien, et les gouvernemens balancent, courant après une stabilité qu'ils ne rencontrent pas.

Les productions littéraires, les chefs-d'œuvre modernes des arts réfléchissent également les idées politiques et philosophiques du jour. Autant il y a d'opinions, autant il y a de coteries, et chaque coterie a ses littérateurs et ses artistes; celle qui paie le mieux en possède le plus grand nombre. Il résulte de cet état de choses une variété remarquable dans leurs productions, très-propre à satisfaire la passion des oisifs pour les nouveautés. Chacun d'ailleurs va, soit au théâtre, soit dans un salon, voir ce qui lui fut destiné. Il s'y admire et s'y applaudit lui-même. Si un passant blâme ou siffle, ce ne sera pas que l'œuvre soit mauvaise, mais c'est qu'elle aura blessé ses opinions et sa coterie.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, la plupart des artistes vivent au jour le jour, et ne s'attachent qu'à des sujets du moment : il n'y a plus que des poëmes et des tableaux de genre; aussi, tout ce qu'ils font est dépourvu d'avenir; leurs productions n'ont qu'une existence passagère, dont le souvenir s'éteint avec les bruits du jour, et les circonstances qui leur ont donné naissance : heureux, parmi les auteurs, ceux que l'habileté dans l'exécution et la perfection technique sauvent d'un complet oubli! Quant aux

autres, la fortune de leurs œuvres est bientôt épuisée. C'est comme ces assignats, dont tout le monde voulait au moment où ils furent livrés au public, mais qui perdirent chaque jour quelque chose de leur valeur, jusqu'au moment où ils tombèrent, ne laissant de souvenir qu'aux dupes qui en avaient été engouées.

Il n'est point exact de dire que les littérateurs et les artistes doivent se borner uniquement à bien exprimer les sentimens de leur époque : c'est un rôle subalterne qui peut convenir aux âmes faibles et sans énergie, aux imaginations dépourvues d'audace; mais il ne doit point être celui du génie. Sentir le mal de son époque et l'exprimer, concevoir l'avenir, découvrir par inspiration ce que les sciences apprennent, et montrer au grand nombre cette voie de bonheur et d'immortalité, voilà ce qui appartient aux grands talens. Le génie des beaux-arts n'est point un génie vulgaire, ce n'est point un esclave destiné à suivre pas à pas la société; il lui appartient de s'élancer devant elle, pour lui servir de guide; c'est à lui de marcher, et c'est à elle de suivre.

Nous avons sous les yeux deux grandes écoles dans les beaux-arts; leurs tentatives, leurs efforts ont des directions très-opposées. Pour l'une, le type est dans les conceptions passées; elle va chercher des modèles littéraires dans les productions du siècle de Louis XIV; elle a épuré même les traditions qu'elle en a reçues; le beau idéal pour elle est dans Rome et dans la Grèce antique. L'autre ne demande rien aux Anciens, rien aux temps religieux; ici, l'homme se considère dans son isolement; s'il s'interroge, il se trouve seul; et regardant le présent et l'avenir, il n'y voit rien; le trivial n'est

pas fait pour lui, et le doute l'afflige et le tourmente. C'est une activité continuelle et jamais satisfaite, une ardeur sans but et jamais épuisée. Toutes les douleurs, toutes les souffrances, toutes les violences lui plaisent; il lui faut des fureurs et du délire. Telle est cette école moderne; telle on peut la voir dans les grands artistes qu'elle a produits, Gœthe, Byron, Lamartine; tel son caractère se retrouve dans les œuvres des Delacroix, des St.-Èvre, etc.

Il n'est guère possible de nier que le genre de ces deux écoles n'existe dans la littérature et les arts, et ne se montre particulièrement dans les productions les plus élevées. Le classique et le romantique partagent le monde dont nous nous occupons, comme la légitimité et le libéralisme partagent le monde politique.

Quelques hommes se sont placés entre la fougue des uns et la paisible régularité des autres, c'était vouloir borner le vol des aigles; aussi font-ils de vains efforts de conciliation : il faut aux véritables artistes un but dans l'avenir, il leur faut une espérance d'immortalité, que l'imitation du passé, et les inspirations du siècle ne leur offrent pas; leur demander pourquoi ils quittent les voies battues, pourquoi ils n'abaissent pas des capacités puissantes à la trivialité des sentimens modernes, c'est leur demander pourquoi ils aiment la gloire, pourquoi ils sont poëtes et peintres.

La littérature et les beaux-arts ont joué, comme nous l'avons vu, dans les temps passés un rôle plus élevé que celui auquel on les bornerait aujourd'hui, en ne voulant en faire que l'expression de la société. Aux époques où elle avait une tendance, un but positivement représenté dans sa constitution, ils étaient destinés à agir dans le

sens même de l'organisation politique, c'est-à-dire, dans le sens du plus grand intérêt existant alors chez les hommes. Ils inspiraient l'enthousiasme pour la patrie et pour le courage, quand l'existence des cités et la forceétaient les seuls moyens d'union possible entre les hommes. Quand l'esclavage était devenu général, ils prêchaient l'égalité devant Dieu et rappelaient aux puissans de la terre que, sortis de la poussière, il y faudrait rentrer. Bien plus, aux époques même de transition d'un système politique à un autre, à ces époques où l'insuffisance du passé appelle la critique, à ces époques où il faut que tout ce qui fût idées, croyances, pouvoirs, institution, disparisse, afin de faire place à une création nouvelle, les littérateurs et les artistes apparaissent dans l'histoire les uns inspirant le dégoût du temps passé, les autres montrant et devançant l'avenir; sous l'influence de leurs inspirations passionnées, le monde souffre, s'agite et se meut comme un seul homme. Sans doute, dans toutes les directions, la science générale devança de beaucoup la littérature, mais aussi toujours elle eut besoin de son secours pour obtenir des résultats et pour pousser les masses en avant; car celles-ci ne tiennent compte des démonstrations; c'est la passion seule qui les guide.

Aujourd'hui, l'inspiration religieuse est tombée, parce que le génie théologique s'est évanoui. On a brisé le joug des règles que les idées métaphysiques de beau et de vrai avaient imposées. Les littérateurs et les artistes n'ont plus d'exemples à suivre, plus de passé à imiter; ce n'est pas non plus dans le présent qu'ils peuvent chercher leurs inspirations; ici, ils ne trouvent que des admirations de coteries et des passions mesquines, ils n'en tireront aucune de ces pensées grandes, aucune de ces idées gé-

nérales qui donnent l'immortalité. L'aspect de notre société leur présentera, il est vrai, un vaste sujet de satyre; mais il est peu d'esprits qui sachent se plaire dans les sentimens de colère et d'ironie, et chercher leurs inspirations dans les sombres et sauvages fureurs du mépris ou de la haine : il faut pour cela désespérer de l'avenir, ainsi que Gilbert et Byron.

Cependant l'état social actuel cessera d'être stérile en inspirations poétiques, aussitôt qu'il sera compris. Quand on pénètre au-delà de cette superficie brillante sous laquelle la vérité se cache ou disparaît, tout change d'aspect. Ordinairement la misère et le malheur se dérobent au jour; ils se revêtent des livrées de la fortune, car on leur a appris à rougir des fautes du sort; tout est riche en apparence: allez dans les salons, au théâtre, dans les promenades, nulle souffrance ne viendra affliger vos regards; vous n'aurez sous les yeux que de rians tableaux; vous rencontrerez des êtres ridicules; mais ils vous paraîtront si contens d'eux-mêmes, que la plaisanterie vous semblera permise. Irez-vous transporter sur la toile, sur la scène, ou dans vos livres, ces riantes images? Eh bien! aujourd'hui vous ferez mal; vous serez coupable envers la société; car, vous ferez croire à un bonheur qui n'existe pas. Si vous entrez dans cette société, si vous voulez savoir comment elle vit, vous verrez alors une population partagée en deux parties bien inégales en nombre. La classe la moins nombreuse, héritage orgueilleux du passé, tranquille dans son oisiveté, jouit sans travail, nourrie des sueurs et engraissée des misères de tout ce qui n'est pas elle; vous verrez que celui qui laboure, manque souvent de pain; ces brillans tissus qui sortent des mains des ouvriers ne les vêtiront jamais;

celui qui fait ces meubles commodes, couche sur la paille ; et l'oisif, sans fatigue et sans peine, est heureux, on peut le dire, en raison des douleurs de ses semblables ; car les contrées où les oisifs sont les plus heureux, sont celles où le producteur est le plus misérable. Partout, la masse des hommes est vouée à une destinée rigoureuse. Salariée par ceux qu'elle nourrit, gouvernée et méprisée par eux, inférieure au physique et au moral, pour elle, la durée de la vie est moindre, et la masse des souffrances plus grande. Chose remarquable, ceux qui ne font rien, consomment et sont dans l'abondance, et ceux qui produisent, manquent souvent de pain. Les sentimens de philanthropie ne peuvent rester froids devant un pareil tableau, qui est encore plus sombre, plus horrible que nous n'avons pu le représenter. Aucun de ceux que les hasards de leur profession ou l'humanité active a conduit au milieu de ces misères, n'a pu rester indifférent devant l'effrayant contraste que présente cette haute société brillante et joyeuse, n'ayant d'occupation que le plaisir, opposée à cette autre société qui produit tout ce qui est nécessaire à la vie, et n'a rien, pas même l'espérance d'une vieillesse tranquille. Aujourd'hui, ces hommes s'endorment dans leurs souffrances ; ils ne voient encore qu'elles ; ils ne sont occupés qu'à les combattre, mais le réveil peut arriver à tout moment, et il serait terrible ; car ils seraient les plus nombreux, et ils auraient l'énergie et la rage du désespoir ; telle peut être la solution des maux actuels, solution redoutable, aussi effrayante que le mal lui-même. Mais une philosophie consolante intervient ici ; elle montre comment se prépare un avenir où l'oisiveté sera un vice et le travail un devoir, où tous les hommes associés dans le but d'exploiter la nature

auront dans la masse des richesses, une part proportionnée au travail et à la capacité de chacun.

Les littérateurs et les artistes peuvent-ils trouver un sujet plus fécond ou plus digne d'exercer leur génie? L'aristocratie abattue ne mérite plus leurs coups; c'est l'oisiveté qu'il faut combattre et attaquer sous toutes ses formes; on s'en fait gloire: il faut qu'on en soit honteux. Ne l'amusez plus des ridicules et des misères du pauvre; ne l'enorgueillissez plus du tableau de ses supériorités physiques ou morales; mais montrez-lui que tout ce qui est blâmable retombe sur elle, qu'elle en est la première cause; que son repos soit troublé par vos clameurs et lui devienne insupportable; livrez au ridicule ces élégans oisifs qui perdent galamment leur temps, font des courses à cheval et des dettes. Faites-nous rire aux dépens des charmantes femmes et des charmans militaires, et de ces industriels honteux de leur profession, imitateurs maladroits des vices du grand monde. Que vous importent les salons? Votre voix sera entendue dans le présent et l'avenir; vous avez dans vos mains une puissance que rien ne peut affaiblir, et qui ne peut que s'accroître. Attaquer ce qui tombe, hâter la chute de ce qui doit périr et élever tout ce qui grandit par la science et le travail, voilà la tâche des beaux arts; jusqu'à ce jour ils n'ont presque cessé de faire le contraire; il faut qu'ils quittent cette voie et s'emparent de la mine nouvelle et féconde qui leur est ouverte.

Déjà on a vanté le travail, on a loué la science, mais de quelle manière! qu'on voit bien que le sujet n'a pas été compris! Quel est en effet ce pouvoir faible et timide d'abord, et qui, grandissant toujours, finit par envahir la terre et le ciel? Quel est ce pouvoir que rien n'arrête,

que rien n'étonne, ce pouvoir, créateur des républiques et souverain des rois, qui donne des dieux à la terre et les lui ôte? c'est la science, maîtresse du monde, qui a toujours fait le bien et jamais le mal, qui toujours a pris le parti du pauvre contre le riche, de l'opprimé contre l'oppresseur. Son langage est doux et tranquille; mais malheur à ceux qui ne l'entendent pas; ses arrêts sont des lois inévitables; à sa voix, les révolutions apparaissent avec leur terrible cortége pour anéantir et ceux qui nièrent ses avis, et ceux qui ne les comprirent pas. La science et le travail sont les dieux de l'avenir; c'est à eux qu'il faut porter notre culte. Ils ont aussi eu des martyrs qui souffrirent pour le bien de l'humanité : que leur mémoire soit sacrée comme celle des saints du christianisme. Leurs misères, leur dévouement désintéressé sont des sujets bien capables de nous émouvoir; le tableau de Socrate mourant est le plus beau qu'ait produit l'école française; l'auteur de Galilée dans les prisonsde l'inquisition, ne voulait faire qu'un tableau de genre et il fit un chef-d'œuvre. Que le peuple apprenne dans les jouissances des arts quels furent les services des grands hommes et leurs récompenses; qu'il voie leur gloire, et s'encourage par cet aspect aux vertus utiles et philanthropiques!

En résumé, la philosophie du *Producteur* donne un mobile nouveau aux sentimens passionnés; il ouvre une nouvelle source d'enthousiasme et de dévouement, il montre dans l'avenir le triomphe de la science et du travail, l'amélioration la plus complète possible du sort des classes pauvres, le règne de toutes les passions paisibles et philanthropiques. Suivant lui, pour nos enfans, les fureurs de la nationalité et la rage guerrière paraîtront un délire. Le globe n'offrira plus qu'un seul peuple

uni par les liens de l'industrie, de la science et de la sympathie. La littérature et les beaux-arts trouvent dans la comparaison de cet avenir, avec le temps présent, les élémens de nouvelles inspirations qui seront grandes, parce qu'elles auront un but, qui seront comprises et partagées parce qu'elles seront utiles, et répondront aux besoins et aux sentimens du grand nombre.

CONVERSION MORALE D'UN RENTIER.

(Deuxième lettre.) (1)

Monsieur,

En insérant ma première lettre dans votre journal, vous m'avez imposé un travail bien pénible : j'avais déjà parlé à quelques amis des idées qu'elle renferme, et malgré l'absence de signature, l'un d'eux m'a reconnu ; depuis lors mon salon est un véritable champ de bataille, ou plutôt un carrousel ; car tout *dégénère*, les jeux sanguinaires du cirque n'existent plus, et le peuple, qui demande encore des spectacles, se précipite avec ardeur dans les amphithéâtres où l'on se bat à grands coups de clôture ; voilà les tournois de nos jours.

Oui, Monsieur, je romps des lances ; et si j'avais, pour raconter nos soirées, le talent de Molière, je ferais, je crois, quelque chose de moins plat que *les Fêtes de Versailles* : les acteurs qui y figureraient ne seraient pas, il est vrai, d'aussi grands personnages, mais il n'y en aurait pas un qui fût aussi ridicule que Louis XIV et ses courtisans, avec leurs grotesques déguisemens et leurs galantes devises.

---

(1) Voyez le 22e numéro du *Producteur*, 1er volume, page 401.

Mon intention n'est pas de vous entretenir des différentes attaques que j'ai essuyées ; la guerre que l'on me fait est trop irrégulière, je n'ai autour de moi que des corps de partisans, ou pour mieux dire je rencontre partout l'esprit de parti. Tantôt on m'appelle révolutionnaire, libéral, doctrinaire, visionnaire, rêveur : tantôt, au contraire, je suis un ultra, un papiste industriel, un ennemi des lumières et de la discussion. Vous voyez qu'il me serait difficile de vous donner une idée de l'attaque et de la défense, aussi n'est-ce pas là, je vous le répète, le but de ma lettre.

Je viens causer avec vous, vous consulter sur quelques-uns de mes doutes, ou plutôt réclamer de vous quelques éclaircissemens pour puiser de nouvelles armes qui me sont nécessaires dans la discussion. Avant tout, je veux vous faire part d'une observation que j'avais déjà faite dans plusieurs circonstances, mais qui se représente à chaque instant, dans nos conversations sur le *Producteur*.

Lorsque deux personnes regardent un objet éloigné, si les deux organes visuels ne sont pas également bons, les deux observateurs ne percevront pas la même idée de l'objet examiné. La conclusion qu'on devra tirer de cette différence est, tout simplement, que, s'ils avaient la même vue, ils tomberaient d'accord sur l'idée ; mais voyez où nous entraîne la vivacité de nos esprits : si je dis avec vous, par exemple : la société s'est toujours de plus en plus organisée pour le travail, par conséquent plus nous allons et plus l'oisiveté se déprécie, plus il sera difficile de mériter un jour la considération, l'estime publique, lorsque l'on ne donnera pas au travail toutes les années de vigueur qu'on peut y consacrer : à ces mots j'entends crier autour de moi : le *Producteur* et



vous, vous êtes sans pitié pour les rentiers et les propriétaires ; vous voulez les dépouiller ; êtes-vous assez aveugle ! vous, rentier, vous ne voulez pas qu'on puisse se reposer!!! La vie n'est pour vous qu'une longue succession de travaux et de privations. J'ai beau ajouter que nous souffrons, au contraire, vous et moi, de voir un homme, affaibli par l'âge et par des maladies dont sa misère est la cause, traîner une brouette à quatre-vingts ans ou porter un lourd fardeau, mais qu'il est pour nous un spectacle plus affligeant encore, peut-être, celui que présente un jeune homme grand et vigoureux, passant sa vie à la salle d'armes, à cheval, au jeu, et vivant dans un célibat que son oisiveté et sa richesse rendent fatal aux familles qui osent le recevoir dans leur sein ; on ne m'écoute pas : mais si j'affirme que vous ne souhaitez pas qu'on arrache par la force ce que le temps amènera inévitablement ; que vous désirez hâter autant qu'il est en vous les progrès que feront des idées plus saines, lorsque des hommes de génie sauront les communiquer au peuple ; que vous vous bornez à demander qu'on rappelle constamment à ces hommes la puissance de leur admirable mission ; enfin que vous êtes ennemi de toute violence, et que la foi dans les vérités étant, selon vous, le résultat de démonstrations admises par les hommes capables de les apprécier, les habitudes d'oisiveté seront de plus en plus repoussées par les perfectionnemens progressifs de la morale sociale ; je vois alors les figures de nos adversaires s'épanouir, leurs narines s'enflent comme celles d'Apollon, leurs yeux brillent, et leur bouche fait entendre cette victorieuse exclamation : vous faites des concessions !. . . . .

Ainsi, non-seulement avec de mauvais yeux on ne voit

pas de la même manière que l'homme qui en a deux ; mais quand celui-ci dit ce qu'il voit, on lui reproche d'abord ce qu'il n'a pas dit, et l'on appelle ensuite concessions tous les éclaircissemens que l'opposition précipitée, et je dirais presque aveugle ou sourde de ses adversaires le force à donner pour être compris.

Peut-être me suis-je trompé moi-même, Monsieur, en vous lisant, mais j'ai déjà soutenu mille fois peut-être, que vous ne désiriez pas qu'on égorgeât les oisifs pour donner leurs biens aux travailleurs, que vous ne pensiez pas même qu'il fût convenable de les mettre en prison et de les condamner à vivre de pain et d'eau, parce qu'ils coûteraient moins de cette manière aux producteurs. J'ai eu beaucoup de peine à faire comprendre à plusieurs personnes, que vous ne pensiez pas qu'il fût nécessaire d'employer des gendarmes pour défendre la théorie du *système social*; un de mes amis m'a soutenu même, que votre amour pour les gendarmes et autres lieux communs du despotisme militaire ou religieux, vous avait attiré quelques éloges du *Mémorial catholique*; mais j'ai failli faire tomber en syncope un partisan de la balance du commerce, en répétant après vous que, probablement un jour, cette grande question de la vieille économie politique, qui touche encore par tous les points notre organisation industrielle, serait abandonnée aux profonds alchimistes, inventeurs de la pierre philosophale, et aux savans géomètres qui chercheront encore la quadrature du cercle, qu'on ne s'occuperait pas même de la refuter, et que, par conséquent, la profession de foi industrielle, récitée à peu près quotidiennement par le peuple, et qui commence encore aujourd'hui par ces mots : *faisons aux Anglais ce que nous ne voudrions pas qu'ils nous fissent*, serait totale-

ment changée sans que les gendarmes soient appelés pour soutenir les réformateurs.

Mais c'est assez vous entretenir des objections qu'on me fait, passons aux observations que je veux vous soumettre; je crains toujours de ne pas vous avoir bien compris, et cette crainte est naturelle, car je ne m'occupe de vos idées que depuis quelques mois, et probablement, monsieur, il a fallu aux rédacteurs de votre journal plusieurs années pour posséder la doctrine philosophique que vous cherchez à propager.

Vous avez vu, par ma première lettre, que je commencais à comprendre que le métier d'oisif ne méritait pas une grande considération sociale, et que cette vérité m'était démontrée par la dépréciation graduelle de ce triste métier; je croyais d'abord que vous étiez trop sévère pour ces messieurs et que l'on pouvait vous accuser d'une irritation aveugle qui vous rendait injuste à leur égard. Aujourd'hui je vois bien que vous ne confondez pas dans votre esprit l'honorable repos d'un homme fatigué par un long travail, quand bien même cet homme charmerait ses dernières années par le choix heureux de nombreuses et délicates jouissances, avec l'indolente oisiveté d'un jeune homme qui se figure que le peuple est trop heureux de travailler pour le déliver de l'ennui, en inventant chaque jour pour lui de nouveaux plaisirs. Mais croyez-moi, Monsieur, vous avez déjà contre vous assez de personnes qui ne vous comprennent pas et qui se méprennent sur vos intentions, n'indisposez pas celles pour lesquelles vous professez des sentimens d'estime; ne renfermez pas ces sentimens dans l'obscurité des phrases théoriques où l'on trouve à chaque instant le mot oisiveté, ou plutôt créez un autre mot, pour désigner l'homme qui jouit du loisir, si

bien acquis par son travail, et pour ne pas le confondre avec celui qui est oisif par droit de naissance; appelez, si vous voulez, *oisifs parvenus* les premiers, et *oisifs nobles* les seconds, mais distinguez-les. Peut-être, dans la pratique, cette différence n'est-elle pas très-grande; les *oisifs nobles* ont si long-temps gouverné la société qu'ils ont communiqué leurs mœurs aux *oisifs parvenus*; mais comme ceux-ci deviennent chaque jour plus nombreux, plus riches, plus puissans, ils ont, à leur tour, modifié *les nobles* habitudes des premiers. Peut-être trouve-t-on une dose égale de morgue aristocratique dans ces deux classes de non producteurs, avec cette différence que l'oisif parvenu prête plus au ridicule, parce qu'ayant commencé tard son apprentissage d'orgueil, il n'a pas les formes qui peuvent déguiser la fatuité, il n'a pas d'ailleurs pour excuse les vices inséparables d'une éducation féodale qui doit même nous rendre indulgens pour les hommes qui ont été gâtés par elle. Au reste, quoique l'oisiveté parvenue soit en danger de succomber aux tentations de l'orgueil, cependant les occasions sont moins fréquentes, et les habitudes contractées pendant trente ou quarante années de travail ne se perdent pas, précisement au moment où l'on se prépare à ne plus pouvoir rien changer, c'est-à-dire à mourir. Vous n'avez pas encore fait ressortir, Monsieur, les considérations qui doivent démontrer cette différence radicale qui existe entre les deux espèces d'oisiveté. Vous pouvez être ennemi de l'une, mais l'autre mérite toute votre considération, vos égards, vos soins, car c'est elle qui doit constituer un jour la véritable noblesse industrielle, noblesse intransmissible, acquise à la pointe de la navette ou au bout de la plume, ce qui vaut bien quelque chose,

malgré les plaisanteries que pourrait inspirer cette noblesse aux partisans exclusifs du sabre et des moustaches.

Mais je me surprends à faire ce que je vous reproche, Monsieur; préoccupé de la tournure plaisante que les penseurs de la science héraldique pourraient donner au blason industriel, en y faisant figurer la plume d'oie à la place de l'épée, ou l'âne patient et docile à la place du lion des combats; je me suis permis une plaisanterie qui n'irait peut-être pas à l'adresse que je lui destinais; je m'explique, parce que je crois devoir profiter de cette occasion pour vous rendre un service. Si les oisifs *parvenus*, qui jouissent de l'*otium cum dignitate*, ont pu croire qu'ils étaient exposés à vos attaques, bien des gens qui n'ont pas été oisifs depuis trente années, et qui même ont fait un rude métier, pourraient, en lisant légèrement votre journal, penser également que vous ne rendez pas justice à la vie pénible qu'ils ont passée au bivouac ou dans les combats : mais ce n'est pas d'eux que je parle, lorsque je dis les partisans *exclusifs* du sabre et des moustaches : il existe encore bien des hommes, grâces à l'agitation guerrière dans laquelle nous avons été depuis trente ans, qui ne peuvent pas se figurer que nous devions nous organiser pour la paix, comme on l'a été assez long-temps pour la guerre, et qui, par conséquent, ne voient la gloire que dans les combats au milieu des morts et des blessés, enlevant un drapeau, forçant une redoute, et couvrant la terre de désolation et d'horreur. Voilà les exclusifs : le temps de cette gloire terrible est passé; elle est ensevelie à Sainte-Hélène, près d'un fils chéri que ses dons funestes ont entraîné dans cette tombe lointaine : pousser dans la carrière des armes un jeune homme qui a la tête fortement organisée, ce serait donc commettre aujourd'hui un crime de lèse-patrie; il n'y

peut pas rendre des services dignes de lui, car la tâche de la génération qui s'avance n'est pas la même que celle des défenseurs armés de notre révolution, et l'amour des combats ne peut pas toujours durer : ainsi, lorsque vous parlez de la gloire militaire, il vous est sans doute permis de dire que ce n'est pas elle qui doit aujourd'hui remplir le cœur de l'homme, tout en montrant comment des peuples moins éclairés ont pu se passionner pour elle.

Voilà donc, Monsieur, deux observations capitales sur votre rédaction. L'oisiveté et les moustaches doivent tomber un jour, cela est certain, mais les hommes qui, après avoir travaillé, se reposeront, et ceux qui défendront leur patrie de la dévastation, du meurtre, du pillage, seront toujours honorables; ils sont, je n'en doute pas, honorés par vous; mais comment voulez-vous qu'on ne se méprenne pas sur vos intentions? vous dites aux poëtes, aux littérateurs, aux artistes, de ne pas travailler pour assoupir agréablement l'oisiveté, mais pour charmer les loisirs des travailleurs; vous les engagez à ne pas chanter la gloire militaire, le génie de la destruction, le dieu des armées, parce que ces chants peuvent ranimer des passions heureusement éteintes; mais de célébrer les bienfaits du travail et les héros de la philanthropie. Enfin vous semblez dire : l'oisiveté et la guerre sont des exceptions dans la société, tandis que jusqu'à présent on les a considérées comme formant la règle générale : vous détrônez donc les guerriers et les propriétaires, et vous couronnez les travailleurs; n'est-ce pas assez pour n'être pas compris, même par les travailleurs? vous leur dites là des choses si nouvelles; ils sont si habitués à obéir à la baïonnette, à se courber, non pas devant un marquis, ils l'ont oublié, mais devant un propriétaire éligible ou un préfet, qu'ils ne conçoivent pas

encore bien, comment il serait possible de remplacer leur admiration pour une épaulette, pour un canon, ou pour une caserne, par un sentiment aussi vif produit à la vue de l'auteur d'un bon livre ou de l'inventeur d'une nouvelle machine, ou bien en regardant notre belle Bourse ou tout autre monument consacré à la production.

Paul-Louis Courrier, nous a dit que nous étions le peuple le plus valet de tous les peuples; vous avez l'air de penser un peu comme lui. Vous faites voir, il est vrai, que, si nous sommes valets, nos pères étaient serfs et nos grands-pères esclaves, et que nos fils ne seront ni maîtres ni valets, mais associés, ou du moins se traiteront comme tels. C'est donc un progrès que ces habitudes de domesticité dont toutes nos relations sont empreintes; mais ce progrès en appelle nécessairement un autre qu'il faut provoquer. Nous sommes valets, parce que le titre de propriétaire est plus relevé que celui de producteur; nous sommes valets, parce que nous croyons qu'il existe une foule de gens pour lesquels nous devons travailler et qui peuvent se dispenser de travailler pour nous; ces gens là, nous leur faisons la cour, pour ainsi dire, machinalement. Que fait M. un tel, demande-t-on? — Il a pignon sur rue; vous voyez cette belle maison, il en est propriétaire. — Propriétaire? c'est superbe! je lui donne ma fille, il la rendra heureuse sans contredit. Et l'on ne s'aperçoit pas seulement que la réponse est pour ainsi dire étrangère à la question. Que fait ce Monsieur? rien; voilà la réponse. Il aurait beau suer sang et eau, depuis le matin jusqu'au soir, à faire des armes, monter à cheval, chasser, battre des entrechats, etc. etc., il ne fait rien, absolument rien pour nous. Si on lui demandait à lui : que faites-vous, Monsieur, pour tuer le temps? il répondrait avec candeur : voyez combien j'ai de

peine ; j'ai un cheval qui me fait donner au diable, un chien superbe qui ne rapporte pas, et l'amour ne me laisse pas deux heures de sommeil ; je suis bien occupé, j'ai beaucoup à faire !!! Cette réponse est bonne pour lui ; mais, pour nous, que fait-il? rien, je le répète ; et cependant c'est une notabilité électorale ; il bavarde sur la politique, sur les plus hauts problèmes d'organisation sociale, comme si la société devait être organisée par lui, et par conséquent pour lui, c'est-à-dire, dans l'intérêt de son oisiveté.

Oui, Monsieur, nous sommes bien valets, nous avons encore le souvenir de nos chaînes, toutefois remarquez que nous commençons à rougir de ce titre : on ne finit jamais une lettre aujourd'hui par, *je suis votre valet*, et *le très-humble et obéissant serviteur* ne s'écrit presque plus ; Molière avait déjà commencé à faire servir ces formules à l'insulte :

> *Je suis votre valet, monsieur, de tout mon cœur.*
> — *Et moi je suis, monsieur, votre humble serviteur.*

On dit bien un serviteur de la patrie, ce qui veut dire un militaire ; quelques personnes, en petit nombre, il est vrai, disent le Roi mon maître, mais en général ces expressions répugnent à nos habitudes et nous quittons peu à peu quelques-unes des formes de la servilité. Nous avons bien encore des chambellans, des gentilshommes de la chambre et une quantité d'individus que nous habillons, logeons et nourrissons supérieurement et qui ne sont pas autre chose que des serviteurs, mais on commence depuis trente ans à douter fortement de leur utilité.

Lorsque nous serons un peu plus habitués à n'accorder notre considération qu'aux supériorités acquises par le tra-

vail, on sera bien étonné, Monsieur, qu'il y ait eu une époque où des hommes qui n'aiment pas moins que vous l'humanité, aient poursuivi avec tant d'ardeur des chimères au lieu de s'attacher aux réalités; les savans qui voudront écrire sur notre époque, seront obligés d'étudier avec soin notre dictionnaire mythologique, c'est-à-dire l'histoire des divinités métaphysiques que nous encensons aujourd'hui, *la liberté*, *les droits de l'homme*, *la pondération des pouvoirs politiques*, *le sentiment religieux*, *la morale* (1).

Cet état de nos croyances, rend aujourd'hui votre style bien difficile à comprendre. C'est par des applications fréquentes de votre néologisme qu'on en reconnaîtra la nécessité; je sais bien que votre intention n'étant pas d'être compris à demi, vous ne comptez pas beaucoup sur les gens qui n'ont pas l'habitude de lier quelques idées philosophiques et d'aller ordinairement jusqu'au fond des choses; toutefois, maintenant que vous avez exposé en grande partie vos idées générales, j'espère que vous consacrerez quelques pages de plus à l'application, ne fut-ce que pour satisfaire une mauvaise habitude du public.

Pourquoi, par exemple, ne nous montrez-vous pas plus souvent la fausse direction dans laquelle marchent nos principaux journaux, en les attaquant sur des faits : soyez certain, Monsieur, que cela servirait beaucoup à faire connaître le *Producteur* et vous ne seriez pas exposé à voir, comme le mois dernier, le *Drapeau blanc* se tromper si lourdement sur votre compte. Par exemple, n'avez-vous pas lu comme moi une lettre adressée au *Courrier français* le

---

(1) Voyez le dernier numéro du *Producteur*, l'article sur l'encyclopédie progressive, au mot religion.

mois dernier (1). Je vais prendre la liberté de vous citer quelques phrases, sur lesquelles je crois qu'il serait bon d'attirer l'attention de vos lecteurs, non pour discuter la question politique qui s'y rattache (la constitution de Portugal), mais pour donner des exemples de cette méthode que vous appelez ontologique ou métaphysique, appliquée à la science sociale : pardonnez-moi le peu d'intérêt de ces citations.

« On s'étonnera, dit le célèbre publiciste qui a écrit cette lettre, de ce que je distingue le pouvoir royal du pouvoir exécutif. *Cette distinction toujours méconnue est peut-être la clef de toute organisation politique.*

» Le vice de presque toutes les constitutions a été de ne pas créer un *pouvoir neutre*, mais d'avoir placé la somme d'autorité dont il doit être investi dans l'un des *pouvoirs actifs.*

» Par une conformité assez singulière, ce que la Charte portugaise établit dans son dixième article, je le proposai en 1814 *dans mes Réflexions sur les constitutions et les garanties*,.................. Voilà ce que j'écrivais en 1814; on me reprochait alors de m'égarer dans de vaines théories, de proposer des innovations subtiles, *de substituer la métaphysique* aux réalités. Douze ans après, cela s'exécute. »

Examinons donc ce progrès. Que résulte-t-il de l'adoption des idées de M. Benjamin Constant, sur la balance des pouvoirs? la création d'un *pouvoir neutre*, la séparation du *pouvoir royal* et du *pouvoir exécutif.* Ce grand principe est peut-être la clef de toute organisation politi-

(1) Voyez le numéro de ce journal du 27 juillet.

que, nous dit-on, et en effet tel est le principe sur lequel sont fondés jusqu'à présent les gouvernemens représentatifs ou constitutionnels, gouvernemens récréatifs comme les nommait P. L. Courier, s'ils devaient être toujours ce qu'ils sont aujourd'hui. Mais supposons que quelque rêveur dise : il s'agit bien en politique de pouvoir modérateur, de pouvoir neutre, ou de distinguer le pouvoir royal du pouvoir exécutif; il faut être gouverné *dans l'intérêt des travailleurs*; or, comme les lois sont toujours à l'avantage des hommes qui les font, l'organisation politique doit être telle que les oisifs ne contribuent pas du tout à la confection des lois : voilà *la clef* de tous les travaux réservés aujourd'hui aux publicistes; lequel des deux, ou de M. B. Constant ou du rêveur s'égarerait dans de vaines théories?

M. B. Constant paraît surpris de ce que ses propositions de 1814 sont mises en pratique en 1826, et il cherche à en conclure qu'il ne substituait pas alors la métaphysique aux réalités; il est dans l'erreur. Si les Français ont en général l'esprit plongé dans les illusions de l'ontologie politique, que dire des Portugais? ils ne sont certainement pas encore arrivés à la méthode positive; ils vont constituer des pouvoirs, les balancer, mettre en présence des grands et des petits propriétaires, des ministres, un Roi, régler l'ordre des débats entr'eux; mais d'après quel principe agissent-ils? quel ordre social ont-ils en vue d'établir? quels sont leur point de départ, leur but et leurs moyens? les mêmes que ceux de M. B. Constant; l'homme a le droit inprescriptible d'être libre, voilà le principe; il se dirige d'après son droit, c'est-à-dire que son but est la liberté; enfin le moyen de l'atteindre est une juste pondération des pouvoirs politiques; il n'y a pas une de ces propositions qui ne soit de la métaphysique la plus obscure. Bentham a démontré la futilité de la théorie des

droits de l'homme, vous avez souvent fait voir que la liberté était *un moyen* et non pas *le but*, et il me paraît évident que les esprits supérieurs s'égarent en attachant une aussi grande importance à la pondération des pouvoirs, et que les discussions sur ce sujet, depuis la république de Cicéron jusqu'à nous, ne mènent directement à rien de bien, parce que, avant de balancer le pouvoir exécutif avec le pouvoir législatif, il faut rechercher de quels élémens seront composés ces pouvoirs : or, pour cela, on doit examiner, avant tout, dans quel intérêt ces pouvoirs doivent être établis. Dans les sociétés antiques les chefs prétendaient qu'elles devaient être constituées uniquement dans l'intérêt de Dieu, principe d'organisation social éminemment conjectural; plus tard l'organisation sociale a eu pour base, l'intérêt de la démocratie ou de l'oligarchie, ou bien encore celui de la monarchie féodale ou constitutionnelle, mais tous ces mots indiquent des formes gouvernementales et non un principe d'organisation; espérons qu'un jour les sociétés seront enfin constituées dans l'intérêt *du travail*, *de la production ;* ce qui présente une idée plus nette; alors les spéculations politiques auront une base *positive*, et les publicistes sortiront de la métaphysique dans laquelle ils sont encore plongés, quoi qu'en dise M. B. Constant.

Cette lettre n'est pas le seul article remarquable que j'aie lu dans le *Courrier*; il y en a quelques autres qui prouvent l'état de faiblesse dans lequel on tombe quand on fait de la politique sans doctrine. Hélas! monsieur, que devient le parti libéral! depuis long-temps l'embarras du *Constitutionnel* était évident, parce qu'il faisait trop d'efforts pour le cacher; mais le *Courrier!* Il est si consciencieux, si honnête, si peu dissimulé qu'on n'a jamais besoin d'interpréter son langage, pour deviner son malaise. Que

sont devenus tous les chefs des grandes doctrines constitutionnelles? la mort n'en a frappé aucun, et cependant de nouvelles bannières sont déployées en tête des bataillons libéraux. François-Dominique de Reynaud, comte de Montlosier, ancien député de la *noblesse* d'Auvergne aux états-généraux de 1789, attaché pendant *vingt-cinq* ans au ministère des relations étrangères; *chrétien pieux, bon gentilhomme, ancien serviteur du roi* et *de la royauté*, homme d'honneur, de talent et de courage, ayant pour appuis les amis désintéressés, de la religion de la monarchie et de la France : c'est à la suite de ce vaillant défenseur de la féodalité, que marchent nos journaux libéraux : c'est lui qui les contraint à sacrifier le système représentatif, à dévier de la route constitutionnelle.

« J'applaudis en gémissant, dit le *Courrier* (1), au parti qu'il a pris (M. de Montlosier), nous vivons sous un gouvernement représentatif, et ce sont les chambres qu'il oublie !... eh bien! que les cours de justice nous sauvent du péril qui nous menace; *si le système représentatif y perd*, la France y gagne, et tous les *vrais Français* pourront s'en réjouir. »

Il est évident, d'après cela, que les *vrais Français* peuvent, dans certains cas, se réjouir des pertes que le système représentatif éprouve; et je vous avoue, monsieur, que cela me met à l'aise; depuis que j'avais entendu parler des plaisanteries de P. L. Courier, sur une certaine marmite, ma foi constitutionnelle, chancelait. Voilà un progrès de doctrine que je crois bon à constater; progrès dû à M. de Montlosier, et qui donne au *Courrier*,

(1) Voyez le numéro du 28 juillet.

une couleur tout-à-fait nouvelle. Je ne savais pas si je devais rire des plaisanteries du spirituel vigneron; je rirai maintenant, puisque le *Courrier* permet de toucher à l'arche sainte.

Il avance cependant avec difficulté dans la route des progrès. En effet, il gémit de l'inaction des cabinets de l'Europe, dans la cause des Grecs, il voudrait qu'ils prissent les armes pour faire cesser cette guerre à mort, et en cela je suis bien loin de le désapprouver; mais en même temps il se courrouce contre le droit d'intervention, il tance vigoureusement le *Drapeau Blanc*, pour avoir recherché si la constitution portugaise était appropriée à l'état moral du pays, au génie de la masse de ses habitans, à leurs mœurs? Ces questions, suivant le *Drapeau Blanc*, intéressent tous les gouvernemens et principalement celui de l'Espagne. Oui sans doute, elles intéressent les gouvernemens, dit le *Courrier*, mais ils ne doivent pas s'en occuper.... Quel est le plus étonnant de ces journaux? L'un paraît croire que la constitution portugaise est un impromptu à la création duquel les cabinets les plus éclairés de l'Europe n'ont pas du tout contribué, et il leur recommande d'en prendre connaissance, comme si le manuscrit ne leur avait pas été communiqué avant l'impression; l'autre, ennemi de toute intervention, serait bien fâché, sans doute, que l'Angleterre, plus éclairée que le Portugal, ait trempé dans la confection de la Charte de don Pedro; ce serait une intervention, et s'il la défend à l'Espagne, pourquoi la permettrait-il à l'Angleterre? L'indépendance des nations, la liberté des peuples, divinités auxquelles le *Courrier* sacrifie, seraient tout aussi bien violées par l'intervention du cabinet de St-James, que par celle des ministères des Tuileries ou de l'Escurial. D'un

côté, le *Drapeau Blanc* réclame l'intervention au profit du despotisme et de l'ignorance; de l'autre, le *Courrier* ne veut pas d'intervention, comme si elle ne pouvait jamais avoir lieu que conformément aux vues des gouvernemens les moins avancés en civilisation, en lumières. Voilà, je le pense, ce que vous avez si souvent désigné par ces mots, doctrine rétrograde et doctrine critique. J'espère que ces observations vous paraîtront de nature à faire ressortir combien ces deux doctrines sont mauvaises, et combien il est nécessaire d'en créer une nouvelle.

J'ai bien ri autrefois des prétentions du *Conservateur*, quand j'admirais *la Minerve*, j'appelais aveuglement présomptueux, la confiance qu'il avait dans sa force : je crois réellement aujourd'hui que c'était moi qui étais aveugle, en voici une preuve convaincante : l'auteur du Génie du Christianisme voit à ses pieds le libéralisme en admiration; il est couronné de fleurs par les dames de la Halle! tandis que le restaurateur des donjons, des tourelles et des créneaux, le chevalier des vieilles doctrines féodales, M. le comte de Montlosier reçoit l'encens libéral qui, depuis long-temps, ne brûlait plus pour personne sur les autels du *Courrier* et du *Constitutionnel?* Quoi! M. de Chateaubriand et M. de Montlosier traînent à leur suite les coryphées de la liberté, et il ne se présentera pas un seul descendant de la glorieuse *Minerve*, jaloux du pouvoir usurpé par ces deux nobles puissances, qui s'efforcera de les surpasser! Les plus grands hommes du parti libéral sont MM. de Chateaubriand et de Montlosier, et le *Courrier* se figure qu'il résiste aux prétentions de *la théologie* et de *la noblesse!!!* Je le vois, vous avez bien raison, monsieur, la doctrine de la liberté est impuissante contre ces deux amantes du passé; en-

nemies de notre avenir, elles se représenteront toujours après les orages politiques qui sembleraient devoir les détruire, tant qu'on n'aura pas créé un ordre social uniquement fondé sur une base positive, le travail et la production.

Mais que dites-vous, monsieur, de la franchise du *Courrier;* le lendemain du jour où il publie la lettre de M. B. Constant, il attaque ce célèbre publiciste, il le plaisante même sur le brevet d'invention réclamé par cet honorable métaphysicien pour *l'instrument modérateur*, clef de toute organisation sociale, instrument plus ingénieux qu'utile, dont le *Courrier* ne comprend pas plus que moi toute l'importance. L'écrivain qui répond à M. B. Constant paraît aussi avoir découvert la clef de toute organisation sociale, savez-vous ce que c'est? Mme de Sévigné l'aurait donné en mille à deviner, c'est.... la responsabilité des ministres! Voilà, monsieur, ce qui constitue un bon gouvernement, ce qui rend les peuples heureux, voilà la véritable source de leurs richesses et de leurs lumières, la responsabilité des ministres!!! Vous ne nous avez pas encore parlé de cette recette miraculeuse, vous y attachez donc bien peu d'importance? Peut-être pensez-vous que lorsqu'on est parvenu à se placer à la tête d'un ministère, la responsabilité, telle que peut l'entendre le *Courrier*, est bien peu de chose; et en effet, rappelons-nous la fin tragique de lord Castlereaght, quand il s'aperçut que le travail de toute sa vie, et l'idée fixe qu'il avait embrassée, ne le conduisaient pas au but qu'il voulait atteindre: il n'épuisa pas alors toutes les lenteurs que des formes protectrices de l'incapacité ou de la félonie ministérielle lui permettaient d'appeler à son secours, il n'attendit pas l'instruction de son procès;

désespéré d'être vaincu par les événemens, d'être condamné par l'opinion publique, il mit fin à ses jours. La responsabilité ministérielle n'aurait pas fait plus, et certainement elle aurait agi avec moins de rapidité que l'amour-propre, l'orgueil, les remords qui poursuivent constamment l'homme qui a eu dans ses mains la destinée d'un empire, compromise par son incapacité.

Ce peu d'accord sur le problème général d'organisation sociale m'a paru très-remarquable. Je vous ai fait part du changement de mes idées sur plusieurs choses, mais je ne vous ai pas témoigné encore, Monsieur, combien mon esprit flottait incertain au milieu des systèmes politiques du jour. En vous disant tout-à-l'heure que l'admiration du *Constitutionnel* et du *Courrier* pour MM. de Chateaubriand et de Montlosier pouvait faire croire que le parti libéral n'existait plus, j'aurais pu ajouter que probablement, bientôt, les mêmes journaux, qui réservent toute leur colère pour M. de La Mennais, prendraient sous leur protection ce grand apôtre de l'ultramontanisme; car il n'y a pas de raison pour qu'ils s'arrêtent en si beau chemin. Eh bien, monsieur, j'étais ou je croyais être libéral, je ne sais réellement pas aujourd'hui ce que je suis; car je ne peux pas me figurer que la critique politique de M. de Chateaubriand, la critique religieuse de M. de Montlosier et le pouvoir spirituel du *Mémorial Catholique* puissent rien produire de bon pour la France du dix-neuvième siècle. Croire, comme le *Courrier*, que M. de Montlosier *a voué son talent à la défense des libertés publiques* et que *le génie de M. de Chateaubriand est ramené sous le drapeau national*, cela m'est tout aussi difficile à comprendre que la conversion religieuse de M. de La Mennais, si on me l'annonçait; par conséquent, si le *Courrier* est libéral je ne le suis

pas, car je ne vois pas les hommes et les choses comme lui. Peut-être cela tient-il à ce que le mot libéral, qui signifie, je crois, ami de la liberté, ne veut rien dire ou dit trop. Nous entendons probablement la liberté chacun à notre manière : les uns l'attendent de l'auteur de *la Monarchie selon la charte*, d'autres espèrent que *le Mémoire* sur les jésuites nous la donnera, quant à moi je crois qu'il faut se former sur la société d'autres idées que celles qui sont professées dans ces deux ouvrages, pour produire une salutaire révolution sur les esprits.

Puisque je me suis si longuement occupé du *Courrier*, je veux vous faire part d'une remarque que j'ai faite encore sur ce journal. En annonçant *les Jeunes Industriels* (1) le rédacteur s'exprime ainsi : « Cet ouvrage qui a beaucoup de succès en Angleterre, n'en aura pas moins en France où l'*éducation* devient de plus en plus *industrielle*. » Je voudrais bien savoir ce que le *Courrier* entend par une éducation qui devient de plus en plus industrielle. Cela veut-il dire qu'on apprend tous les jours davantage aux fils de chapeliers, de tailleurs, de laboureurs, etc, à faire des chapeaux et des habits, ou à labourer, semer, etc. ; je ne le crois pas. Ce journal entend-il par ces mots, qu'on recommande tous les jours davantage les habitudes de travail à toutes les classes de la société ? cela serait, je pense, plus juste ; mais pourquoi recommander le travail ? parce-qu'on vit tous les jours plus difficilement et plus mal quand on ne travaille pas, parce qu'un homme utile est plus con-

---

(1) Par Maria Edgeworth, traduit de l'anglais par Mme S.-W. Belloc, chez Fortée, libraire, rue de Seine, n° 21, et Boissange père, rue de Richelieu, n° 60.

sidéré, plus respecté qu'un homme inutile, enfin parce qu'on sent que la société tend à s'organiser de plus en plus d'une manière favorable aux travailleurs. Si telle est la tendance de la société, pourquoi ne pas s'occuper uniquement de favoriser cette tendance, pourquoi divaguer à perte de vue sur les pouvoirs modérateurs, sur les vieux crimes des jésuites et même des papes, etc. Recherchez quels sont les pouvoirs politiques les plus favorables au travail, vous aurez bientôt une bonne constitution ; examinez si la milice sacrée qui avait été organisée pour combattre la réforme, peut faire faire aujourd'hui des pas à la science et à la morale, et vous arriverez bien vite à la solution positive de la question des jésuites. Ils se sont acquittés de leur grande mission en employant toutes les armes, mais ils ont été vaincus, la réforme triomphe, elle a obtenu le droit de cité, elle figure en nom dans la grande association, voilà ce qu'il est facile de constater : mais lorsqu'une corporation savante a été pendant longtemps institutrice des peuples, c'est une niaiserie de rechercher tous ses crimes, toutes ses erreurs ; que dirait-on alors des élèves de pareils maîtres ? Ce qu'il faut prouver, c'est que les doctrines des instituteurs du seizième siècle ne peuvent pas être celles des maîtres du dix-neuvième ; et pour cela, il faut bien rechercher qu'elle est la doctrine que doivent avoir aujourd'hui les hommes auxquels on confie l'éducation de la jeunesse ; il faut enfin savoir quelle est la doctrine générale qui est appelée à régner sur les esprits.

Vous avez fait sentir dans votre journal la nécessité de cette nouvelle doctrine ; et je pense comme vous, monsieur, que c'est à cette recherche que les hommes les plus éclairés doivent se vouer. Jusque-là nous aurons bien des difficultés à vaincre pour nous entendre : voyez combien le

Journal du Commerce se donne de peine pour arriver. « Les fictions légales, dit-il, jouent un très-grand rôle dans les sociétés modernes ; elles servent de base aux constitutions qui régissent tant bien que mal les peuples de nos jours, l'une des principales fictions sur lesquelles est fondé le système représentatif, consiste à supposer que le corps législatif se compose des *supérioritées réelles* du pays et que tous les *intérêts essentiels* y sont représentés dans de justes proportions. » Ceci m'a paru parfait, mais j'aurais voulu savoir plus positivement quelles sont les *supériorités réelles* qui doivent représenter les *intérêts essentiels;* je vois bien que le *Journal du Commerce* a compris que les propriétaires fonciers n'étaient pas, à eux seuls, toutes les supériorités réelles, et que le travail et la *propriété mobilière*, comme il le dit, occupaient un rang très-distingué dans la société ; mais ces deux mots *travail* et *propriété* présentent deux idées tellement différentes, qu'on ne conçoit pas si c'est dans la classe des propriétaires ou dans celle des travailleurs (ce qui n'est pas toujours la même chose) qu'on doit principalement chercher les représentans des *intérêts essentiels :* enfin les intérêts essentiels sont-ils aujourd'hui, et surtout tendent-ils à devenir uniquement ceux des travailleurs, ou bien se confondent-ils avec ceux des propriétaires? c'est ce que le *Journal du Commerce* ne m'a pas appris.

Ce journal, que le *Drapeau Blanc* appelle *organe quotidien d'une philosophie dont le* Producteur *est l'oracle mensuel*, ne prend pas vigoureusement son parti ; il ne se décide pas à rompre en visière à tous les métaphysiciens politiques ; cependant n'avez-vous pas été satisfait, monsieur, d'y lire cette phrase : « Si l'on avait employé quelque peu de la chaleur et de l'énergie qu'on déploie contre les Jésuites, depuis quelques années, à attaquer l'univer-

sité dans sa base, nous pensons qu'on n'en aurait que mieux servi la cause que nous défendons, et à cet égard nous nous applaudissons de n'avoir pas ce reproche à nous faire. » Je crois, en effet, que M. de Montlosier nous fait perdre bien du temps, ne fut-ce que par l'occupation qu'il a donnée à M. Dupin, pour sa consultation. Ce travail a empêché notre célèbre légiste de suivre, par lui-même, les détours de la congrégation; il l'aurait étudiée, j'en suis sûr, dans toutes ses parties : M. de Montlosier nous fera bien connaître les Jésuites du 16e siècle, ceux-là nous ne les craignons plus; tandis que M. Dupin aurait pu, en continuant ses visites annuelles à Saint-Acheul, finir par nous dévoiler, sur les Jésuites actuels, beaucoup de choses secrètes pour nous, mais non pas pour lui.

Ces malheureux Jésuites finiront-ils, monsieur, par diviser tout le monde? M. Kératry, en son nom et pour ses collaborateurs du *Courrier*, qui ont soutenu la doctrine gallicane de M. de Montlosier, l'honorable M. Kératry, dis-je, *répond à un journal estimable*, *occupé principalement d'études littéraires*, *historiques et philosophiques*, *nommé le Globe*, qui n'entend pas, comme le *Courrier*, l'affaire des Jésuites. Vous croiriez peut-être que le *Courrier* est le plus libéral, c'est-à-dire le plus chaud partisan, le plus grand enthousiaste du principe de la liberté! Pas du tout, Monsieur : *le Globe*, qui court après l'*absolu*; excepté pour le pouvoir, veut la liberté absolue; jésuitisme, gallicanisme, ultramontanisme, protestantisme, déisme, etc., toutes ces opinions, suivant lui, doivent être libres également : la tolérance n'est pas seulement permise, elle est imposée au gouvernement. M. Kératry trouve que cet *absolutisme de liberté abstraite* ne doit pas être invoqué aujourd'hui, il se renferme dans la légalité

de la déclaration de 1682; comme si des déclarations du 17[e] siècle étaient des objections à faire *au Globe*, qui n'est pas, il est vrai, du 19[e] siècle, mais au moins de la fin du 18[e].

Le Journal du Commerce soutient vigoureusement *le Globe*, dans cette discussion; les moyens préventifs lui paraissent, à toutes les époques, du despotisme; et il le prouve, en montrant que les lois restrictives de la liberté absolue sont toujours exercées au profit du pouvoir, quel qu'il soit; or, pouvoir veut dire despotisme, comme vous savez, et despotisme est un mot qui n'est jamais pris en bonne part.

M. Kératry, de son côté, dit à ses adversaires qu'ils peuvent être de très-bons philosophes, mais qu'ils sont de mauvais politiques; exclure ainsi la philosophie des questions dont la solution intéresse le plus l'humanité, séparer la science politique de la philosophie, c'est un contre-sens dans la bouche d'un publiciste philosophe comme M. Kératry; croyez-vous, monsieur, par exemple, qu'il soit juste de donner le prix de philosophie à des hommes qui n'entendent rien à l'organisation des sociétés humaines? Je pense que c'est uniquement pour dorer la pilule que M. Kératry a mis ainsi dans une phrase une critique et un compliment; mais les doses sont tellement inégales que la pilule est toujours bien amère, et les rédacteurs du *Globe* trouvent sans doute que l'honorable publiciste traite ses malades cavalièrement. Il est bon de remarquer cependant que *le Globe* paraphrasant les beaux vers de Pompignan cherche à guérir les esprits qui tremblent à la vue d'une robe noire; *les progrès de l'esprit humain* le rassurent; la cause des jésuites est définitivement jugée, dit-il, elle est perdue pour eux; ils ont beau faire et beau

dire, *l'esprit humain* s'avance ! où est donc placé ce génie, *l'esprit humain* ? quels sont les organes qu'il emploie pour proclamer ses progrès ? dans quel journal écrit-il ? quelles sont ses idées aujourd'hui ? que seront-elles demain ? belles questions ! L'esprit humain, c'est *le Globe* ; mais que dit aujourd'hui *le Globe* ? qu'il est utile que chacun fasse ses doctrines, ses croyances, etc. Voilà le point où il en est : Or, comme l'esprit humain est progressif, (du moins le Globe l'a dit) il n'en restera pas là ; peut-être un jour reconnaîtra-t-il que la diversité des croyances, l'isolement de chacun, la confusion et la lutte des doctrines, ne sont utiles qu'au moment où les hommes abandonnent une doctrine générale vieillie, pour en prendre une nouvelle qui les unisse, que cette anarchie est un état essentiellement transitoire dont il faut sortir au plus vite, et que, pour y parvenir, *l'esprit humain* doit s'occuper de la conception d'une doctrine générale autour de laquelle se groupent toutes les volontés et tous les actes.

M. Kératry craint que l'intolérance ne réduise à l'esclavage la liberté ; il *veut la liberté pour ceux qui la veulent*, mais il ne tolère pas l'intolérance : qu'est-ce cependant que l'intolérance ? c'est l'opinion que l'unité de doctrine est favorable à l'humanité et qu'il faut s'efforcer de l'établir. Si M. Kératry ne tolère pas cette opinion, prenez garde à vous, MM. du *Producteur*, c'est je crois la vôtre ; vous n'avez pas, il est vrai, la même doctrine sociale que les jésuites, mais on n'a pas besoin d'examiner même le fond de votre doctrine : faire des vœux, des efforts pour que les opinions divergentes, contradictoires et isolées se rapprochent, se confondent et forment une doctrine générale, voilà le fondement de l'intolérance ; car lorsqu'il n'y aura qu'une doctrine générale, on s'accou-

dera bien vite pour *faire justice* d'une opinion qui gênerait la marche de la société ; et voyez ces mots *faire justice* d'une opinion, ne rappellent-ils pas aussitôt à l'esprit les cachots de l'inquisition, les dragonnades, la Saint-Barthélemy et les autres actes de foi de nos pères? Il est vrai qu'on ne peut pas s'étonner, lorsqu'une chose nous rappelle une longue suite de faits du passé, que l'esprit soit arrêté sur une foule d'événemens qui nous font horreur ; mais, je le demande, qu'un homme écrive aujourd'hui en faveur de l'esclavage, il n'y a pas besoin de bûchers pour en *faire justice ;* qu'il célèbre le système prohibitif, le régime colonial, qu'il vante l'innocence et le bonheur des peuples ignorans, misérables, barbares, il fera rire les hommes éclairés ; mais ces derniers sont plus forts que lui et ne craignent plus personne sur ce terrain. Si les rédacteurs du *Globe*, du *Courier*, du *Constitutionnel* et du *Journal du Commerce* étaient plus forts que M. de La Mennais et son patron, le grand de Maistre, ils ne craindraient plus l'esprit prêtre ; mais dans toute cette controverse sur les jésuites, nos journaux libéraux envisagent la question d'une manière qui prouve leur faiblesse. Avant de rechercher si l'esprit prêtre doit diriger la société, question déjà résolue négativement par Luther, Calvin et même par Bossuet, il faudrait examiner si la société tend à se confier à une direction, ou bien si, rejetant au contraire toute idée d'accord possible, tout espoir d'harmonie intellectuelle et sentimentale, elle trouvera sa force dans l'anarchie et dans l'individualisme. Entre M. de La Mennais qui dit que le pouvoir papal est aux pouvoirs politiques ce que l'intelligence est au corps, et M. Montlosier qui combat la cour de Rome, il y a cette différence, que derrière la proposition défendue par M. de La Mennais et qui a un carac-

tère spécial puisqu'il s'agit des papes, il en existe une autre applicable à tous les temps, à tous les lieux, à toutes les sociétés et qui s'offre comme embrassant l'humanité dans son point de vue général. On pourrait la rendre ainsi : le pouvoir spirituel (non pas plus particulièrement celui des papes et des prêtres de Memphis que tout autre) est au pouvoir temporel ce que l'intelligence est au corps ; tandis que M. de Montlosier, après avoir battu M. de La Mennais sur les ouvrages avancés du fort dont ce célèbre théologien s'est fait le défenseur, n'aurait pas fait faire un pas à l'esprit humain : nous saurions que les doctrines du seizième siècle ne conviennent plus au dix-neuvième, et Dieu merci la révolution l'a parfaitement démontré, mais nous n'aurions aucune connaissance de la nouvelle doctrine sociale qui doit remplacer celle qui a été détruite.

Vous devriez bien, Monsieur, montrer quelque déférence pour les goûts du public ; les jésuites sont à l'ordre du jour, et vous n'en avez pas encore parlé. J'entends à chaque instant porter sur cet ordre célèbre des jugemens si contradictoires et qui me paraissent, en général, dictés par une telle partialité, qu'il me semblerait utile d'examiner cette grande institution du passé avec la doctrine historique que vous professez. Il y a peu de jours j'entendais quelques jeunes gens, d'ailleurs instruits, mais entraînés par des préjugés d'éducation, dire : Croiriez-vous que les Jésuites étudient les sciences ; que M. Cauchy et M. Binet leur enseignent les mathématiques et en sont fort contens ; qu'ils accaparent avec un art infernal tous les meilleurs élèves des colléges ; qu'ils s'appliquent à découvrir et à cultiver particulièrement leurs dispositions spéciales pour telle ou telle science ; enfin, qu'ils font des efforts inouis pour se placer à juste titre à la tête de l'instruction publique ; car

lorsqu'ils seront les plus savans, on n'aura plus de raisons plausibles pour refuser de leur confier l'éducation de la jeunesse, et alors!!!... J'ai beau me demander s'il y a inconvénient, puisque nous avons des prêtres, à ce que les prêtres soient savans, je ne peux pas concevoir comment les ennemis des prêtres eux-mêmes, ceux qui craignent leurs doctrines, qui s'empressent, dans quelques occasions, de proclamer leur immoralité et de dévoiler leurs fautes, malheureusement trop nombreuses, s'effraient de les voir se plonger dans l'étude. La science ne moraliserait-elle que les laïques? Les lumières n'ont-elles une heureuse influence que pour détruire les préjugés et les croyances superstitieuses des hommes qui ne sont pas dans les ordres sacrés? Il me semble que M. B. Constant a dit que la religion était perfectible; c'est sans doute, comme pour toute autre chose, parce que les hommes qui s'en occupent s'éclairent et par conséquent deviennent meilleurs. Le dilemme est inévitable; n'ayez pas de prêtres et pas de religion, ou si vous en voulez, désirez que les prêtres soient aussi instruits que possible, les doctrines religieuses y gagneront nécessairement.

Si vous voulez bien insérer ma lettre, ce sera pour le coup, Monsieur, que vous recevrez un titre que personne, je crois, ne vous a encore donné, on vous appellera jésuite: vous aurez beau répéter cent fois que des jésuites aussi instruits que MM. Arago, Gay-Lussac, Broussais, Say, Sismondi, B. Constant ne seraient pas des jésuites de Louis XV, et ne trouveraient pas des Lachalotais pour les expulser du royaume, vous direz en vain que vous aimez mieux des prêtres savans que des ignorans tonsurés; peu de personnes vous comprendront, et les hérauts ou plutôt les crieurs de la politique actuelle vous répondront: en thèse géné-

rale le savoir vaut mieux que l'ignorance, mais dans le cas particulier, le savoir est pour les jésuites un moyen de plus pour nous opprimer. Quant à moi, Monsieur, j'appelle de tous mes vœux le moment où nous serons accablés par le despotisme de la science et où la société sera courbée sous le joug brillant de l'industrie.

Je vois avec peine que je vous ai parlé bien long-temps des jésuites. Je l'ai fait cependant avec regret, parce que je sens qu'on perd son temps à discuter cette question comme on le fait aujourd'hui : les doctrinaires de la liberté absolue et les partisans de la liberté de M. de Montlosier ont également tort et raison; *le Globe* a raison, parce que tant qu'il n'y a pas de doctrine générale il faut bien permettre à toutes les doctrines particulières de se faire jour; *le Courrier* raisonne juste, lorsqu'il dit que les jésuites du siècle dernier ne conviennent plus à l'époque où nous vivons; mais ces deux journaux se trompent, le premier, en proclamant comme l'idéal de la perfection sociale cette anarchie qui est essentiellement transitoire, et dont l'utilité consiste à préparer le triomphe d'une opinion générale qui embrasse tous les intérêts sociaux, le second, en ne s'apercevant pas que les doctrines usées ne peuvent être complètement abandonnées qu'au moment où une nouvelle doctrine sociale aura remplacé celle dont les débris subsistent encore. Au lieu de discuter s'il faut permettre ou défendre aux jésuites de se réunir, on devrait montrer aux hommes qui ne sont pas jésuites comment ils peuvent eux-mêmes se réunir; cherchez un lien commun auquel puissent se rattacher les intérêts et les affections, ralliez à un principe unique tous les sentimens individuels, combinez les actes isolés, de manière à les faire tendre vers un même but, alors les jésuites ne seront plus

à craindre; car ils seront dominés eux-mêmes par ce principe, enchaînés par ce lien, entraînés vers ce but, ou bien ils auront une doctrine tout-à-fait étrangère à celle du reste de la société : dans la première hypothèse leur coopération serait utile, dans l'autre, au contraire, ils ne conserveraient plus d'influence sur les masses et par conséquent la direction sociale échapperait à leur ambition.

Je crois bien qu'il est plus facile de dire laissez faire les jésuites, ou chassez les jésuites, que d'indiquer ce qui doit remplacer aujourd'hui la doctrine prêchée si long-temps au monde par la société de Jésus; mais la simple négation ou la condamnation d'une doctrine vieillie ne suffisent pas pour trouver celle qui doit lui être substituée : il est facile de reconnaître qu'un aliment est mauvais et de le rejeter, tandis qu'il faut souvent un pénible travail pour s'en procurer un meilleur et soutenir ainsi son existence; si la société, après avoir brisé les liens anciens qui unissaient toutes ses parties, pouvait prospérer par l'individualisme, par l'antagonisme aussi bien que par l'association, c'est-à-dire par la combinaison éclairée de tous les efforts, le *Globe* et le *Journal du Commerce* seraient dans une bien bonne route; mais je n'ai pas encore vu un homme de bonne foi qui ait contesté la puissance que donnent l'harmonie, l'union, l'ensemble, dans un travail quelconque bien ordonné. Il serait assez curieux que les sociétés humaines, composées d'individus qui augmentent considérablement leurs forces en se divisant le travail, et en combinant leurs efforts, fussent destinées à présenter le spectacle d'un assemblage confus d'êtres isolés de sentimens et de croyances; cette idée peut à peine supporter l'examen, ses partisans eux-mêmes, qui soutiennent que le jésuitisme est

une opinion comme une autre, que diraient-ils d'un homme qui prétendrait que le patriotisme est un sentiment comme un autre, et qu'on peut par conséquent fort bien se dispenser de s'y soumettre ; ne frémiraient-ils pas s'ils entendaient dire que l'amour de l'humanité est une niaiserie, et que pour vivre heureux il faut se soustraire à ce sentiment qui peut troubler notre repos et déranger péniblement la tranquille monotonie de la vie d'un homme qui est à l'abri du besoin, de la misère. Eh bien! en vertu de quel principe défendraient-ils, s'ils avaient le pouvoir, de pareilles doctrines? Peut-être n'oseraient-ils pas seulement les censurer ; pour être conséquens, ils ne devraient même pas user de leur autorité pour déconsidérer les propagateurs de ces opinions, ou récompenser les hommes qui chercheraient à faire prévaloir les opinions contraires ; car récompenser l'un des combattans c'est punir son adversaire ; or pourquoi punir des opinions ? on sera toujours à temps de punir l'effet qu'elles auront produit, si elles inspirent des sentimens anti-sociaux qui se manifestent par des actes : punissons le mal fait, mais ne combattons pas la cause du mal ; réprimons, mais ne prévenons pas ; voilà les principes professés aujourd'hui par des hommes qui se croient philosophes ! Réellement, Monsieur, en les prononçant, il est impossible de ne pas plaindre leurs défenseurs ; les mots pouvoir, autorité, gouvernement, leur donnent des crispations, ils sont malades : ces hypocondriaques, dans leur humeur atrabilaire, désespèrent de l'humanité, puisqu'ils pensent qu'elle est éternellement condamnée à gémir sous le poids d'une direction qu'elle désavouera toujours. S'ils jugeaient mieux le passé, ils verraient que, même dans ces temps barbares, les périodes consacrés

à la lutte des gouvernans contre les gouvernés, ont toujours été plus courts que ceux dans lesquels l'harmonie existait entre les peuples et leurs chefs ; hâtons-nous donc de préparer les bases d'une organisation sociale dans laquelle cette harmonie si désirable reparaisse ; depuis assez long-temps le désaccord existe, efforçons-nous de le faire cesser ; mais pour atteindre ce but, il serait absurde de croire que le pouvoir seul a des pas à faire ; nous devons marcher aussi de notre côté, et pour cela il ne faut pas nous placer sur le terrain de 1682 ; le gallicanisme de Bossuet est encore plus vieux que la philosophie de Voltaire, et celle-ci même ne convient plus à notre siècle : cherchons à concevoir notre avenir et travaillons pour nous rapprocher de lui, peut-être alors comprendrons-nous qu'il est possible de constituer un pouvoir qui soit en harmonie avec le développement progressif des élémens sociaux. Dans ce cas, la doctrine du *Globe* sur la liberté serait aussi arriérée que le sont aujourd'hui celles de M. de Montlosier sur la féodalité, de M. de Maistre sur le gouvernement papal.

Bientôt sans doute on parlera des voltigeurs de 1789 comme on a parlé de ceux de Louis XIV ; tâchons d'éviter ce ridicule ; soyons autant que possible de notre siècle, et si nous voulons à toute force en sortir, plaçons-nous d'avance dans celui vers lequel nous marchons, nous pourrons au moins servir d'éclaireurs au vulgaire.

Je suis, etc.

DE L'ARISTOCRATIE,

CONSIDÉRÉE DANS SES RAPPORTS AVEC LES PROGRÈS DE LA CIVILISATION; PAR M. H. PASSY (1).

Le titre de cet ouvrage renferme deux idées bien distinctes; celle de l'objet soumis à l'observation, et celle du principe général auquel cet objet se rattache. L'auteur énonce le principe, *la civilisation est progressive*, et il promet de l'appliquer à l'examen historique d'un fait particulier d'organisation sociale, *l'aristocratie*. Nous partons de cette base pour rendre compte de l'ouvrage de M. Passy et l'apprécier. Puisque cet écrivain adopte comme nous le principe de progression, il ne nous reste qu'à bien connaître le sujet qu'il s'est proposé de traiter et la méthode qu'il doit employer. « M. Passy remarque que si, de toutes parts, on convient qu'il serait impossible de confier les pouvoirs à des classes dépourvues des avantages de l'aisance et de l'éducation, et qu'en conséquence à l'élite de la société doit appartenir la prééminence législative, on se divise aussitôt qu'il s'agit et de choisir cette élite, et d'en déterminer les droits et les attributions. »

(1) Paris, 1826, chez A. Bossange, rue Cassette, n° 22, et chez Bossange père, rue de Richelieu, 60.

« L'aristocratie *naturelle*, ajoute-t-il, l'aristocratie que composent les hommes que de vastes talens, de grands services, une industrie éminente ou les bienfaits de la fortune élèvent librement au dessus du niveau vulgaire, suffit-elle aux besoins divers de notre état de civilisation, ou devons-nous former et maintenir encore aux dépens de la communauté, une aristocratie *factice* ? Voilà toute la question..... On ne peut juger aucune institution, en toute assurance de cause, avant de l'avoir envisagée sous toutes ses faces et dans tous ses effets sur le système social qu'elle a contribué à former. C'est surtout lorsqu'il s'agit d'une de ces institutions dont la longue et puissante influence a pénétré toutes les parties de l'existence civile et politique des peuples qu'une telle investigation est indispensable. Il faut alors se rendre un compte exact des motifs de son établissement, des changemens introduits par les progrès de la civilisation, des résultats de son maintien sur le bien-être général, il faut s'assurer de l'étendue des avantages qu'elle peut offrir ; reconnaître si d'autres formes ne les présenteraient pas purs des inconvéniens que l'on a pu remarquer, et surtout porter une attention scrupuleuse dans l'examen des faits. »

« Tel est l'ordre que je me suis proposé dans cet ouvrage.... Après avoir jeté un coup d'œil sur les causes de l'élévation de l'aristocratie dans les âges de barbarie, et de son déclin dans les âges de lumière, j'examine l'esprit et le caractère des lois indispensables à sa conservation : ces lois, je m'attache à saisir leur influence sur l'état et les progrès de l'industrie et des richesses, sur les mœurs, sur la quantité de la population, en un mot sur tous les élémens de la grandeur et de la félicité sociale. »

Voici la question posée, et l'ordre du travail nettement in-

diqué. Remarquons comme points importans ces mots : aristocratie *naturelle*, aristocratie *factice*. Notons également la phrase suivante : « c'est *l'égalité des droits* que réclame le grand nombre ; et tandis qu'il demande que, laissant à l'action des tendances *naturelles* le soin de produire toutes les supériorités nécessaires à la gestion des intérêts communs, les gouvernemens se bornent à fixer *les conditions de fortune*, indispensables à l'usage des droits politiques ; les partisans du système aristocratique soutiennent que la stabilité des monarchies exige que ces droits se perpétuent invariablement aux mains d'une succession d'hommes toujours animés des mêmes sentimens, et dirigés par des intérêts d'une même sorte. »

En examinant les idées répandues dans les passages que nous venons de citer, nous y trouvons toute la substance de l'ouvrage, et nous croyons que la discussion établie sur ce petit nombre de points suffirait pour en faire juger le mérite philosophique. M. Passy se place, par cette production, à un rang très-distingué parmi les publicistes. Les intentions qu'il manifeste, la direction rigoureuse qu'il cherche à donner à sa méthode, la manière dont il envisage une foule de faits historiques mal expliqués jusqu'ici, enfin les études sérieuses que son ouvrage a nécessitées nous rendraient l'éloge bien facile ; mais, nous l'avons déjà fait remarquer, plus nous trouvons de rapports entre les idées d'un écrivain et les nôtres, plus nous nous croyons obligés de nous arrêter principalement sur les points qui nous paraissent encore en discussion, et de faire ressortir ce que nous considérons comme des erreurs.

Montesquieu a présenté l'aristocratie dégagée de toute idée d'approbation ou d'improbation ; sa définition n'indique pas la qualité des hommes qui exercent, dans cette

forme particulière de gouvernement, la souveraine puissance ; un certain nombre d'hommes gouvernant, voilà ce qu'il appelle l'aristocratie ; lorsque dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, dit-il, c'est une démocratie ; lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, cela s'appelle une aristocratie. L'impartialité philosophique du grand homme s'arrête à la définition, et nous lisons quelques lignes plus loin. « Ce sera une chose très-heureuse dans l'aristocratie, si, par quelque voie indirecte, on fait sortir le peuple de son *anéantissement :* ainsi, à Gênes, la banque de Saint-Georges, qui est administrée en grande partie par les principaux du peuple, donne à celui-ci une certaine influence dans le gouvernement. »

Cette phrase, qui contient le germe de l'idée des contre-poids en politique, de la combinaison des pouvoirs aristocratique et démocratique, indique un type d'aristocratie vers lequel il faut tendre ; et pour expliquer nettement son idée, Montesquieu ajoute : « la meilleure aristocratie est celle où la partie du peuple qui n'a point de part à la puissance, est si petite et si pauvre, que la partie dominante n'a aucun intérêt à l'opprimer.... Plus une aristocratie approchera de la démocratie, plus elle sera parfaite, et elle le deviendra moins à mesure qu'elle approchera de la monarchie. » Ainsi, malgré tous ses efforts pour ne pas être considéré comme un dangereux critique, Montesquieu a montré le fond de sa pensée dans l'analyse de la nature et du principe du gouvernement : il accordait, il est vrai, *l'honneur* à la monarchie, en donnant *la vertu* à la république ; mais cet honneur même, il avouait que, *philosophiquement parlant*, c'était un honneur faux.

M. Passy paraît considérer, de même que Montesquieu,

l'aristocratie comme présentant l'idée de pouvoirs souverains confiés à une certaine portion de la nation. Cette explication n'est pas conforme à celle qui est généralement adoptée, ou plutôt elle ne présente pas une idée aussi complète. L'aristocratie, d'après l'académie, est une sorte de gouvernement où le pouvoir souverain est exercé par un certain nombre de *nobles* ou de *magistrats*.

Ce n'est plus un certain nombre *d'hommes;* leurs qualités sont indiquées; c'est un certain nombre de nobles ou de magistrats. Montesquieu, en ne désignant pas les classes gouvernantes, tendait à se rapprocher de la véritable division des membres du corps social, (sous le rapport politique) en deux classes, les gouvernans et les gouvernés, il se mettait ainsi en position de ne pas examiner la sous-division établie par ses prédécesseurs, en *aristocratie*, *démocratie*, *oligarchie*, *monarchie*, *despotisme*; et, cependant, cédant aux habitudes de son éducation, il s'est cru obligé de traiter spécialement tous ces mots vagues du dictionnaire des publicistes.

M. Passy paraît bien avoir profité de ce premier pas fait par Montesquieu, il a vu que le problème politique le plus général devait avoir pour objet la composition de la classe dirigeante, et il a presque toujours été parfaitement guidé par le grand principe de perfectibilité, lorsque, examinant le passé, il a cherché à se rendre compte des améliorations continues de l'organisation sociale; ainsi sa critique de la liberté de Sparte et d'Athènes, dont la population presque toute entière était esclave, son opinion sur l'utilité du patronage romain et de *l'aristocratie* des Grecs, des Gaulois et des Germains (ici le mot aristocratie renferme l'idée des priviléges héréditaires), enfin le jugement qu'il porte sur l'influence

du christianisme pour l'amélioration du sort des esclaves et leur affranchissement nous paraissent parfaitement justes. Nous avons également rencontré çà et là des preuves des progrès que l'humanité a constamment faits dans l'industrie, dans les sciences, et sous le rapport moral, en rattachant ces progrès aux améliorations éprouvées dans les formes de l'organisation sociale.

Cependant, nous ne craignons pas de le dire, on cherche dans l'ouvrage de M. Passy le lien d'une foule d'excellentes idées, qui semblent quelquefois être produites sans ordre, précisement à cause de la difficulté qu'on éprouve à suivre le fil délié qui les unit.

Nous avons fait observer que cet auteur avait écrit: c'est l'égalité des droits que réclame le grand nombre: voilà sans doute l'idée qui est renfermée dans toutes les pages de l'ouvrage, car l'auteur se flatte probablement de penser comme le plus grand nombre; mais cette malheureuse idée est elle-même tellement vague, *l'égalité des droits* repose sur tant de fictions, que c'est réellement une ombre qui n'est aperçue que par l'imagination qui l'a créée et sous la forme dont elle l'a revêtue.

M. Passy a reconnu un peu tard la nécessité de donner des explications sur ce fantôme qu'il appelle *égalité de droits*. C'est au dixième chapitre seulement que nous lisons le sens que comportent ces mots; le voici: « Absence complète de *priviléges* en matière de propriété, libre accès à toutes les *distinctions* civiles et politiques, voilà tout ce qu'il signifie; et certes il n'y a que *justice* dans un pareil ordre de choses. » *Priviléges*, *distinctions*, et *justice* exigent tout autant d'explications qu'*égalité des droits*. Une distinction n'est-elle pas un privilége? Un privilége ne pourrait-il pas être aussi utile,

aussi *juste* qu'une distinction? *Libre accès à toutes les distinctions civiles;* cette phrase ne dit pas en vertu de quoi on obtiendra ces distinctions; est-ce parce qu'on saura bien se battre, ou bien parce qu'on aura un beau château et de nombreux vassaux, ou bien parce que l'on travaillera, ou bien enfin parce que l'on aura assez de fortune pour se reposer sans travailler? La définition n'apprend absolument rien là-dessus. On nous dit que nous voulons *l'égalité des droits*, que nous avons toujours agi pour l'acquérir, que nous tendons vers une époque où cette précieuse égalité sera obtenue; mais de quels droits nous parle-t-on, et comment acquèrera-t-on ces droits? Voilà ce qu'il était important de nous enseigner.

M. Passy s'est arrêté en beau chemin et il y a une raison pour cela, il a bien observé le passé, il est arrivé au présent, et il a voulu absolument passer par ce point imperceptible pour s'avancer dans l'avenir; il s'est arrêté trop long-temps sur le court espace de temps pendant lequel nous vivons; et quoiqu'il prétende n'avoir pas fait un ouvrage de circonstance, son livre sur l'aristocratie est écrit sous l'influence de circonstances très-passagères. En d'autres termes la méthode qu'il faut employer pour appliquer la science sociale aux faits actuels est d'observer le passé, d'en déduire une loi qui indique la direction de l'avenir, et quand on a ces deux points extrêmes d'arriver seulement alors au présent, dont on connaît l'origine et la tendance.

Or, M. Passy a observé le passé, il en a déduit cette loi; *nous nous rapprochons de l'égalité des droits*. Si au lieu de s'arrêter aussi promptement à la conclusion de ses études historiques, il avait donné plus de temps à examiner cette loi, pour en vérifier l'exactitude, il en au-

rait reconnu sans doute tout le vague, et il aurait senti la nécessité d'établir sur une base plus solide, les règles déduites du passé de l'espèce humaine.

Cet écrivain a parfaitement observé 1° que les gouvernemens n'oubliaient jamais d'imprimer à des lois faites sous leur influence, une direction propre à étendre leurs avantages naturels (1); 2° que le pouvoir, attribut de l'opulence et des lumières, tendait toujours à en suivre les dispositions (2); 3° que la classe laborieuse acquérait progressivement les richesses et les lumières (3); 4° que c'est dans la classe industrielle que s'amassent les richesses dues à l'exercice des arts et du commerce et qu'elles prennent peu à peu, dans l'ordre politique, une place digne de leur importance (4); 5° que l'empire de certains préjugés, de certaines causes morales, en condamnant les castes dominatrices à une oisiveté ruineuse, militait en faveur des classes actives (5); 6° que la noblesse méprisait le travail et honorait l'oisiveté, tandis que, sous ce rapport, un grand changement a pris place dans nos mœurs (6). Il semble que le publiciste, dont nous examinons l'ouvrage, aurait dû conclure de toutes ces observations, que l'organisation sociale finira par être conçue comme devant être aussi favorable que possible aux travailleurs et peu avantageuse aux oisifs de naissance; qu'en conséquence ce n'est

---

(1) Page 7.
(2) Page 10.
(3) Page 10.
(4) Pages 12 et 13.
(5) Page 31.
(6) Pages 83 et 85.

pas vers *l'égalité des droits* que nous tendons, mais vers une époque où la direction sociale sera uniquement confiée aux travailleurs, puisqu'alors elle sera nécessairement conforme à leur plus grand intérêt.

On pourrait sans doute nous répondre que M. Passy a vu, comme nous, ce brillant avenir de l'humanité, puisqu'il a dit : « en fondant les existences sur les principes de *l'équité*, *l'égalité des droits* en fait sortir les intérêts et les notions les plus favorables à l'amélioration des destinées communes. Dans cet ordre, pas d'autres moyens de distinction pour les individus, que la pratique des arts et du commerce, que la poursuite des entreprises manufacturières (1); de là l'obligation de contracter les habitudes et les mœurs que donne le travail. Aux yeux de tous éclateront donc les avantages de l'activité, de l'industrie, de l'économie : indispensables au pauvre pour arriver à l'aisance, ces qualités garderont tout leur prix auprès du riche, qui leur devra l'accroissement ou la conservation d'une supériorité acquise ; et, dans tous les rangs, on se réunira pour en faire l'éloge. Dès-lors, la considération suivra l'homme dont les actions témoigneront qu'il les honore ; le dédain s'attachera aux pas de l'oisif et du prodigue ; chacun craindra que le désœuvrement ne le fasse taxer de paresse ou d'incapacité ; et ces opinions, en s'affermissant, prescriront enfin des règles dont l'adoption multipliera de

(1) Il était facile à l'auteur de rendre son idée plus clairement, en disant que le seul moyen de distinction serait la culture de l'*Industrie*, *des Sciences* et *des Beaux-Arts*; cette tournure aurait eu d'ailleurs un avantage, celui de rappeler que le fond de toutes ces idées est dans la doctrine que professe le *Producteur*.

plus en plus les bienfaits de l'industrie et de la civilisation. » En effet, telle est l'opinion de M. Passy sur l'avenir de l'espèce humaine; mais il nous est si difficile d'apercevoir comment *l'égalité des droits* est nécessaire pour arriver à une pareille découverte, que nous ne pouvons expliquer la présence de cet argument dans la conception logique de l'ouvrage de M. Passy, qu'en supposant que cet auteur a voulu parer des anciennes formes de l'ontologie politique les principales idées d'une nouvelle philosophie peu répandue, dont il n'approuve probablement pas le langage et les habitudes, mais dont il a su apprécier la force et la vérité. Pour nous qui pensons que de nouvelles idées doivent entraîner sur un nouveau terrain et faire abandonner les anciennes routes, nous ne critiquerons pas l'ouvrage de M. Passy, à cause du but auquel parvient cet auteur ou des opinions qu'il émet sur les faits qu'il observe, mais uniquement parce que nous trouvons que les formes qu'il s'est cru obligé d'employer sont encore empreintes des vices que Bentham reproche aux publicistes qui l'ont précédé, et que Saint-Simon a pour toujours bannis de la science. Et, par exemple, qu'est-ce que l'aristocratie naturelle? N'a-t-il pas été naturel que Sparte ait eu une aristocratie et qu'elle ait été précisément ce qu'elle était? Cette ville et les hommes qui l'habitaient n'étaient-ils pas dans la nature? *L'égalité des droits*! ces mots devraient être rayés du dictionnaire scientifique. Tous les hommes, dira-t-on, pourraient avoir droit à devenir tribuns, députés, préfets, consuls, rois, etc. Admettons cette hypothèse et appliquons une pareille doctrine à la société: nommons un député; M*** ? Non, il ne paie que cent francs de contributions. Choisissons un président de cour royale ou un juge du tribunal du commerce: le premier doit être au moins avo-

cat, le second doit payer patente; ainsi, voilà des hommes qui ont le droit d'être député, président, juge, qui ne peuvent pas l'être : à quoi me sert de savoir qu'ils ont ce droit, il me suffit d'apprendre que dans tel pays, pour être législateur, il faut payer 1000 fr. de contributions; que pour juger des affaires civiles, il faut être d'abord avocat, enfin que pour prononcer sur des débats industriels, il faut être industriel, etc. Ainsi *l'égalité des droits*, telle que l'entend M. Passy, veut toujours dire que *certains* individus, se trouvant dans *certaines* circonstances, ont droit à exercer *certaines* fonctions sociales.

La facilité avec laquelle M. Passy confond toujours le gouvernement du petit nombre avec les priviléges héréditaires, l'a empêché souvent de s'élever au dessus des publicistes du siècle dernier ; si l'on ne rencontrait dans son ouvrage que la démonstration de cette vérité, *les capacités politiques ne doivent pas être héréditaires*, on pourrait se dispenser de le lire, cette vérité est trouvée depuis long-temps : aussi ne concevons-nous pas même que l'auteur de *l'Aristocratie* ait consacré tant de pages à cette ancienne démonstration. « Qu'une aristocratie, dit-il, unie par un intérêt identique, puisse circonscrire l'exercice de l'autorité royale et en réprimer les abus, la chose est certaine ; mais qu'elle doive faire usage de ses forces dans un but utile aux masses et favorable aux libertés communes, il faudrait pour cela qu'il existât entre ses tendances, ses vœux, ses besoins et ceux de la communauté un accord tel que toute mesure législative leur fut, dans tous les temps, également avantageuse : or, *cela ne peut être*. » En s'arrêtant sur cette idée seulement, on voit où l'on est conduit par l'interprétation donnée, contre l'autorité de Montesquieu, au mot aristocratie.

Ce n'est pas le pouvoir confié *au petit nombre* qui est incompatible aujourd'hui avec le bien-être public; c'est la souveraine puissance donnée à des nobles, à des castes; enfin ce sont les droits transmissibles de père en fils, confiés à des familles possédant en fief les pouvoirs politiques, qui empêchent les gouvernans de marcher d'accord avec les masses. Mais s'il faut que l'aristocratie (c'est-à-dire le petit nombre gouvernant) *fasse usage de ses forces dans un but utile aux masses*, *s'il faut pour cela que ses tendances, ses vœux, ses besoins soient d'accord avec ceux de la communauté*, dans quels rangs pourrait-on trouver cette élite de la société, cette aristocratie, ce petit nombre qui doit la gouverner? En suivant cette direction, M. Passy n'aurait plus terminé sa phrase par, *cela ne peut être;* et s'il avait bien compris que la tendance de la société est le développement de l'*industrie*, des *sciences* et des *beaux-arts*, et non l'égalité des droits, il aurait reconnu comment il serait possible que la classe gouvernante marchât d'accord avec la société.

Il n'aurait pas dit alors : toutes les fois que l'on accordera trop d'influence politique à des hommes pris dans une *profession* quelconque, on verra des préjugés de métier et l'esprit de corps les animer de volontés contraires à l'intérêt général; et en effet, à qui accorderait-on donc une influence politique dans l'avenir: aux hommes sans *profession?* Espérons, au contraire, qu'il faudra avoir une profession pour être du petit nombre gouvernant; toutefois expliquons-nous; par ce mot profession, nous ne voulons parler que des travaux productifs, des travaux qui ont pour résultat d'accroître la puissance de l'homme sur la nature, en perfectionnant son intelligence, en augmentant ses moyens industriels, en donnant de l'unité à l'action

des membres épars du corps social. Le titre de comte et celui d'éligible, n'indiquent pas plus l'un que l'autre une profession ; tandis que chacun sait ce que c'est qu'un membre de l'Académie des sciences, un juge du tribunal de commerce, un poëte, un peintre, un musicien, etc. ; M. Passy prétend que, « si, conformément aux maximes *aristocratiques*, on voulait mesurer, à l'étendue de leur clientelle, les droits et les pouvoirs des divers membres de l'association, c'est à ces fabricans, dont le travail et les capitaux font vivre plusieurs centaines de familles, que devrait revenir la plus large part, et cette doctrine spécieuse, ajoute-t-il, ne manque pas de sectateurs, mais tel n'est pas le vœu de la civilisation. »

Nous avons déjà vu combattre cette doctrine *spécieuse*, mais nous ignorons où se trouvent ses *sectateurs*; sans doute, s'il fallait choisir entre un gouvernement confié uniquement à des fabricans, et un autre où les militaires auraient seuls l'influence directrice, le premier devrait paraître préférable, parce qu'au moins les gouvernans seraient habitués à l'ordre et à l'économie. Mais pourquoi appeler à l'aristocratie légale des fabricans? Parce qu'ils jouissent de fait d'une grande influence, d'un patronage très-étendu? Cette raison n'est pas suffisante pour que les pouvoirs politiques soient remis aux fabricans *exclusivement*; car, dans l'industrie même, le patronage le plus étendu est celui des banques et des banquiers; leur crédit vivifie plusieurs usines, dont une seule suffit pour absorber tout le travail intellectuel d'un riche fabricant. Mais d'ailleurs le patronage dans l'industrie, est-il le seul qui se présente à nos yeux aujourd'hui?

Les savans, les artistes, ne sont-ils pas aussi dans la dépendance de quelques génies supérieurs qui leur tracent

différentes directions, et la masse entière du peuple n'adopte-t-elle pas des patrons, dont elle suit les inspirations, dont elle écoute les conseils, qui la dirigent dans presque toutes les circonstances de la vie sociale?

Oui, *si l'on mesurait à l'étendue de la clientelle les droits et les pouvoirs des membres de l'association*, l'aristocratie légale serait l'expression de l'aristocratie de fait, et la marche adoptée par les gouvernans serait précisément la même que celle qu'ils imprimeraient, comme citoyens les plus influens, à la société toute entière. On reconnaît que la société a une tendance progressive vers un meilleur avenir, or, cette tendance résulte de la direction que certains hommes donnent aux masses; le problème social le plus important est donc de reconnaître quels sont les directeurs *de fait*, quelle est cette élite de la société, qui l'entraîne dans une direction favorable à son développement : les constitutions politiques basées sur cette connaissance deviendraient alors *positives*. M. Passy a entrevu en partie cette vérité, il a observé qu'il y avait un rapport constant qui liait l'état économique et intellectuel des sociétés à leur état moral (1); c'était dire que les sociétés devaient être considérées constamment sous ces trois rapports, ou, en d'autres termes, que l'histoire philosophique n'était autre chose que celle du développement constant et simultané de l'industrie, des sciences et des beaux-arts, ou bien enfin que l'histoire des peuples était celle des industriels, des savans et des artistes : s'il avait saisi toutes ces conséquences de la proposition admise par lui, il aurait été nécessairement conduit à examiner l'avenir de ces trois parties agissantes du

(1) Page 117.

corps social, il aurait vu que la constitution positive des sociétés ne serait conçue, qu'au moment où les publicistes oubliant toute leur vieille science, laisseraient au passé les doctrines aristocratiques ou démocratiques, pour s'occuper de mettre en harmonie les directeurs *occultes* de la société avec ses directeurs patens. Alors cet auteur ne se serait pas autant occupé de la *balance* des pouvoirs, entre les riches et les pauvres, entre les savans et les ignorans, entre la propriété et le travail, entre les hommes accessibles aux passions anti-sociales et ceux qui sont intéressés au maintien du bon ordre (1); il aurait vu qu'il ne s'agit pas de mettre des contre-poids, d'organiser l'opposition, l'antagonisme, la lutte, mais tout simplement de se confier à la direction des hommes dont les intérêts se confondent avec ceux de la société; or, de quoi se composent les intérêts sociaux? du développement de l'industrie, des sciences et des sentimens, en un mot, de la *production*; c'est donc aux *producteurs* que la direction sociale doit être confiée.

Lorsque M. Passy prétend que la réforme parlementaire devrait, en Angleterre, relever la *démocratie*, que peut-il entendre par ce mot ? s'il n'y attache pas l'idée qu'une réforme devrait donner plus d'importance aux travailleurs et diminuer celle des propriétaires oisifs, nous ne le comprenons pas; mais si telle est son intention, pourquoi se servir de ce mot qui ne présente qu'une idée vague : nous disons que cette idée est vague, et nous sommes certains qu'en effet *relever la démocratie* s'explique de vingt manières différentes, tandis qu'il n'y en a qu'une seule qui soit importante, *rabaisser l'oisiveté*. Pour certains esprits,

---

(1) Pages 186 et 187.

relever la démocratie, c'est diminuer le cens électoral; pour d'autres, c'est élire un plus grand nombre de petits propriétaires; on peut encore penser qu'une réforme relèverait la démocratie si elle augmentait le nombre des élus, ou bien que la destruction des titres de noblesse produirait également cet effet; enfin, précisément à cause de la véritable signification du mot aristocratie, pouvoir du petit nombre, l'idée que rappelle ce mot doit être toujours vague.

Nous sommes étonnés qu'avec ce vieux langage, M. Passy ait pu énoncer très-fréquemment des idées nouvelles; on s'aperçoit qu'elles sont semées depuis peu de temps dans un champ préparé, il est vrai, pour cette culture, mais il faut encore une grande opération pour les faire germer; les mauvaises herbes étouffent le bon grain. Sans métaphore, l'ouvrage sur l'aristocratie nous paraît avoir été fait trop vite : son auteur a lu avec quelque fruit les premiers essais de la philosophie positive; il en a adopté quelques idées comme des créations de son esprit, et il a voulu constater promptement leur existence, avant de donner tout le temps nécessaire à la fusion de ces nouvelles idées, avec la science qu'il possédait déjà; il en est résulté des contradictions très-remarquables. Ainsi, dans un ouvrage où l'idée de progrès, de perfectionnement est constamment répétée, il semble qu'on pourra découvrir le moyen par lequel l'auteur est arrivé à cette loi de perfectibilité de l'espèce humaine; et en effet, M. Passy met souvent sous les yeux de ses lecteurs, l'esquisse du tableau de quelques progrès; mais au milieu de ce travail vraiment scientifique, on trouve ces phrases : «*Le bien*, tel a été et tel doit être le fruit de tout perfectionnement des facultés humaines. A mesure que des idées plus saines et

plus étendues éclairent les instincts de la conscience, la *justice* affermit son empire sur les cœurs. C'est vers *le bien*, vers la *justice* que les progrès de la civilisation conduisent les sociétés..... Mais, demandera-t-on, à quels signes connaissez-vous donc que les institutions contrarient les desseins de la *providence* et blessent les intérêts véritables de l'humanité ? A un signe infaillible, à leur discordance avec les principes *clairs*, *positifs*, *immuables de la morale et de l'équité*. Aussitôt qu'une institution nuit à l'exercice des *droits imprescriptibles* des membres de la communauté, etc., déclarez-le hardiment, cette institution est vicieuse.» M. Passy, dans tous ces passages, a dévié de la ligne scientifique; *le bien*, *le juste*, *la providence*, *les principes clairs et immuables* de *l'équité* et de *la morale*, *enfin les droits imprescriptibles*, tout cela est de la vieille philosophie ontologique et même théologique : si chacun pouvait juger avec son sens intime, pourquoi faire de la science ?

En commençant l'ouvrage, à la première page, nous avions été frappés du peu de rapport qu'il y avait entre les idées qui s'y trouvent et la préface ou le titre même de l'ouvrage. Ce titre renferme, comme nous l'avons déjà dit, ainsi que la préface, l'idée de progression, et cependant voici la première phrase de l'ouvrage. « Si, chez *des peuples vieillis*, subsistent souvent des lois et des institutions désavouées par l'opinion publique, il n'en peut être de même *à l'origine des sociétés*. Egaux en force et en misère, libres encore de l'influence si puissante de l'habitude, des souvenirs et des croyances, les hommes alors n'acceptent que des règles dont l'utilité les frappe, et *tout pouvoir qui s'élève* n'est, au fond, qu'un produit des nécessités inhérentes à leur mode d'existence. » De tous temps, les pouvoirs *qui s'élèvent* sont produits par les né-

cessités inhérentes au mode d'existence de la société, mais *les peuples vieillis*, en raison du développement progressif des élémens sociaux, ont sur les peuples naissans un avantage immense ; c'est que le *pouvoir qui s'élève* est toujours de plus en plus favorable aux progrès futurs. M. Passy semble croire au contraire que l'harmonie entre le pouvoir et l'intérêt des gouvernés devient de plus en plus difficile à mesure que les peuples vieillissent, ce qui ferait que la science politique échapperait à la grande loi de perfectibilité.

Comment se fait-il d'ailleurs, si le pouvoir qui s'élève est un produit des nécessités inhérentes au mode d'existence des sociétés, que M. Passy s'exprime ainsi, quelques pages plus loin (1) : « On a dit que, lors de leur institution, les priviléges avaient été naturels et nécessaires : tel n'est point mon avis. Certes il est, on ne peut le nier, des époques où la masse ne trouve le repos et la paix que dans la soumission à un petit nombre de chefs éminens ; mais puisqu'alors il suffit de la *force des choses* pour créer une aristocratie nécessaire, n'est-il pas évident que, dans les âges subséquens, la même cause continuerait, *sans l'aide du privilége*, à élever au faite de l'édifice social les supériorités et les pouvoirs réclamés par les exigences du moment ? chez les peuples ignorans surtout, les lois ne devancent pas les faits : *ce n'est pas le privilége qui a créé une aristocratie nécessaire* : elle existait avant lui ; *c'est l'aristocratie*, au contraire, qui, abusant des avantages de sa situation, *s'est donné* dans *le privilége* un appui factice et pernicieux. » Le privilége qui fait l'aristocratie,

---

(1) Page 24.

ou l'aristocratie qui crée le privilége, voilà une conception vraiment extraordinaire ; les *aristocrates* et les *privilégiés* n'étaient-ils pas les mêmes hommes ? L'un pouvait-il créer l'autre ? Si le petit nombre gouvernant à Sparte ou à Rome avait le privilége de posséder des esclaves, c'est que la première condition de vie de l'état social était la guerre, et que la guerre se terminait par l'esclavage du vaincu. Alors, aristocratie et esclavage sont des mots inséparables, nés en même temps, et qui ne procèdent pas l'un de l'autre. Véritablement cette discussion rappelle les décisions des premiers conciles sur la Trinité ; mais la faute en est à M. Passy, qui conserve la méthode théologique dans la science politique. Supposer que la première aristocratie pouvait exister sans être appuyée sur l'hérédité des priviléges, c'est raisonner sur ce que serait le globe terrestre si le soleil n'existait pas ; car il faut, pour une pareille hypothèse, admettre d'avance que l'espèce humaine aurait pu être ce qu'elle n'a pas été ; *conjecture* complètement inutile, puisqu'il est impossible de connaître l'avenir destiné à l'humanité, si on étudie le passé tel qu'il aurait pu être, au lieu de l'étudier tel qu'il a été.

La partie critique de l'ouvrage de M. Passy est, en général, faite avec modération et sagacité. « J'ai rendu justice à l'aristocratie, dit-il en finissant : si j'ai déclaré son existence incompatible avec les exigences d'une civilisation avancée, je n'ai point hésité à reconnaître qu'il avait été des temps où sa domination avait produit en définitive plus de bien que de mal. » Tel doit être en effet le résultat de l'examen philosophique des grands élémens des constitutions passées ; il serait même encore plus exact de dire que les institutions, qui ont exercé une grande influence sur les masses, n'ont fait de mal qu'aux époques où des

besoins nouveaux appelaient d'autres institutions pour remplacer celles qui avaient vieilli; le temps employé à la lutte d'une vieille doctrine contre une nouvelle, est toujours un moment de désordre et d'anarchie inévitable; l'étude de l'histoire doit nous apprendre à nous garantir du prolongement de ces instans de souffrance, en reconnaissant toutefois que leur durée même sert quelquefois à donner plus de vigueur aux nouveaux élémens d'ordre qui cherchent à se faire jour.

L'auteur de *L'Aristocratie* a bien fait sentir l'influence que devaient nécessairement avoir les dédains de la noblesse pour le travail, et la considération qu'elle prodiguait à l'oisiveté; mais, en donnant souvent aux institutions du passé des épithètes que l'on pourrait appeler injurieuses, il sort de la ligne que, d'après la citation qui précède, il semblait s'être tracée. Ainsi, en parlant de la puissance vivifiante de la perfectibilité humaine, qui triomphe de tous les obstacles que lui opposent des institutions *vicieuses*, il dit : « Que d'institutions, *iniques et compressives*, ont fléchi sous l'effort des tendances actives de la civilisation! Contemplez le tableau du moyen âge : *Affaissés* sous le joug d'une *odieuse* servitude, les peuples le brisent et font route, bien que traînant après eux les débris pesans des chaînes forgées par l'ignorance et l'orgueil nobiliaires..... Ainsi les nations prospèrent, sans que la rapidité même de leur marche atteste une organisation exclusive de tout principe *injuste* et *pernicieux*. » Il semble que l'auteur considère le moyen âge, de même que la plupart des écrivains qui l'ont précédé, comme l'époque de barbarie la plus complète et, par conséquent, comme indiquant un pas rétrogade fait par l'humanité; cette opinion est tout-à-fait erronée : il est impossible de ne pas considérer avec

admiration cette époque pendant laquelle le plus large système d'organisation sociale a été conçu et appliqué. Le système théologique et féodal, détruit aujourd'hui, du moins en théorie, était une création d'une importance telle que, comparée dans toutes ses parties avec ce qui l'a précédé, elle a un caractère de généralité et d'ensemble, qui doit exciter un autre sentiment que le mépris et le dégoût. Si nous ne pensions pas, comme nous l'avons déjà exprimé, que M. Passy a eu connaissance des écrits que nous considérons comme les plus marquans qui aient été écrits sur la science sociale, nous l'engagerions à méditer un exposé rapide des *progrès de la civilisation chez les peuples du moyen âge*, inséré dans un ouvrage publié par Saint-Simon, ayant pour titre : *Opinions littéraires, philosophiques et industrielles*.

Nous terminerons cette analyse à laquelle l'importance de l'ouvrage nous a forcés de donner une assez grande étendue, par un résumé rapide de nos observations.

Le principe qui semble devoir dominer dans cet ouvrage, d'après son titre même, est la *perfectibilité* de l'espèce humaine ; le mot de perfectibilité exige une définition, M. Passy l'a prise dans la méthode ontologique, il a désigné la perfectibilité par son but, qui, suivant lui, est l'*égalité des droits*, de là sont nées les contradictions et les erreurs qui nous paraissent fréquemment déparer son ouvrage. Si cet auteur, qui a montré d'ailleurs dans ce livre un profond savoir, une connaissance parfaite des économistes et des publicistes, avait pris son point de départ dans la méthode positive, s'il avait cherché à découvrir quels étaient les individus et les actions humaines, cachés sous ces mots, *égalité des droits*, il aurait vu que la loi de perfectibilité n'était autre chose que

le développement progressif des trois élémens d'activité du corps social, *l'industrie*, *les sciences* et les *beaux-arts*; il aurait alors rattaché à ces trois grandes directions ses observations sur le passé. L'aristocratie des castes sacerdotales ou militaires, celle du régime féodal lui auraient apparu comme des institutions dont il lui aurait été facile de démontrer, à chaque époque, l'indispensable nécessité; il aurait fait sentir en quoi consiste l'amélioration, le progrès fait par l'humanité à l'époque du système théologique et féodal, et s'élevant à la conception du système d'*association industrielle*, d'*association productive* que l'avenir nous réserve, il aurait indiqué nettement les causes de la destruction progressive de toutes les supériorités héréditaires, et de leur remplacement par les supériorités acquises par le travail; profitant alors complètement de la philosophie positive, à laquelle il rend souvent hommage malgré lui, il aurait mieux employé, dans l'examen de la question qu'il a embrassée, le fruit de ses travaux et le tribut de ses lumières.

P. E.

SUBORDINATION DES SCIENCES.

Le public n'a pas une égale foi dans les diverses parties des sciences. L'opinion générale ne leur accorde ni la même puissance de démonstration, ni la même valeur sous le rapport même de la probabilité ; en un mot, suivant l'expression ordinaire, on ne les considère pas comme positives au même degré. On ne cherche pas d'ailleurs à s'expliquer comment et pourquoi cette manière de voir pourrait être accidentellement vraie, parce que la véritable idée de progression n'existe encore presque dans aucun esprit. Ainsi, en général, on a plus de confiance *aujourd'hui* dans les sciences mathématiques et physiques que dans les sciences physiologiques ; les premières jouissent de plus de considération et de faveur. On croit tellement à la justesse de leurs méthodes et à l'exactitude de leurs résultats, qu'on voit beaucoup de gens se livrer à leur étude dans l'unique but de se rendre l'esprit droit et d'apprendre à bien raisonner : enfin, leur connaissance passe pour être la seule vraiment importante dans une éducation générale, et elles servent de terme de comparaison quand il s'agit de certitude au plus haut degré : de là, sans s'en apercevoir, on est entraîné à superposer les sciences mathématiques à la physiologie, à vouloir trouver dans la seconde les méthodes, les habitudes et même les théories des premières.

La question de la prééminence des sciences est du plus haut intérêt philosophique : car il ne s'agit de rien moins que d'examiner et d'établir positivement quel est le point de vue spécial dont il faut partir pour apprécier la valeur des méthodes et des diverses théories, et quelle est, par suite, la spécialité qui est appelée à unir toutes les autres et à en faire un tout encyclopédique. Nul doute que les diverses sciences spéciales ne soient pas toutes propres à être indifféremment employées à un tel travail de coordination; il n'en est que deux parmi elles qui évidemment et au premier coup d'œil en paraissent offrir les moyens : l'une est l'astronomie, l'autre est la physiologie, et en effet elles ont déjà été toutes deux plusieurs fois cultivées dans ce but. Mais pour que l'astronomie serve de point de départ dans la coordination universelle des faits physiques et moraux, il faut admettre l'existence d'une cause première universelle : sans cela, il est évident que les spécialités resteraient isolées comme elles l'étaient auparavant; l'astronomie ne pourrait unir, par une théorie, les phénomènes physiques aux phénomènes des corps vivans; l'existence du plus petit insecte resterait un fait aussi isolé que celle des sociétés humaines elles-mêmes. On n'a point encore mis de côté toute idée de cause première, et cependant les sciences sont devenues de jour en jour plus spéciales. La même ignorance des causes universelles qui met l'astronomie dans l'impossibilité de servir à former un tableau encyclopédique, la rend incapable de donner un moyen d'appréciation des lois propres à chaque spécialité. Lors de la découverte de la gravitation et des lois de la pesanteur, on voulut tout soumettre à leur empire, on voulut employer partout l'analyse mathématique; mais l'expérience ne tarda pas à démontrer qu'elles étaient inapplicables.

Les mots Cause et Loi désignent deux opérations de l'esprit bien différentes. Dans le premier cas en effet, on veut savoir pourquoi les phénomènes existent, pourquoi ils se montrent de telle manière plutôt que de telle autre; dans le second, on cherche seulement comment ils existent, on étudie la manière dont ils s'enchaînent les uns aux autres, c'est-à-dire, leurs relations réciproques. Quand on dit, un corps lancé en l'air décrit en tombant une courbe de telle espèce, il acquiert dans sa course telle vitesse, on exprime des phénomènes qu'on pourra lier à tous ceux du même genre, sous le titre pesanteur: mais cette pesanteur elle-même n'est qu'un terme général, par lequel on désigne et on coordonne un grand nombre de faits du même ordre; ce n'est point une cause. Si on se demande pourquoi la pesanteur existe, dans l'état actuel de la science, on se fait là une question de cause; mais si on se borne à vouloir connaître comment elle existe, et si par conséquent on se met à *étudier* comment les corps tombent, alors on ne s'occupe plus qu'à observer la manière dont les phénomènes se passent, et dès ce moment on ne recherche plus que des lois.

Les causes sont toujours hypothétiques, toujours conjecturales : les lois peuvent, au contraire, devenir complètement positives. En effet, qu'y a-t-il de certain pour nous? Rien, sinon les phénomènes. On a dit et répété bien des fois que hors de nous, il n'y avait pas de certitude, que nous devions douter de tout ce qui n'est pas nous-mêmes : sans admettre entièrement l'absolu de cet axiome, nous devons reconnaître cependant qu'il est en partie vrai. En effet, dans toute perception des choses qui font partie du monde extérieur, il y a pour l'individualité qui est affectée, la certitude d'une perception de telle espèce et

non de telle autre. Le mot phénomène lui-même, exprime parfaitement ce fait; ce mot, si heureusement employé dans les sciences, n'est sujet à aucune ambiguité; il signifie seulement ce qui nous paraît être; il désigne très-bien qu'un fait n'est que le produit d'un certain rapport entre le monde environnant et l'individu sentant. Or, il y a cette différence entre les lois et les causes, que les premières sont des créations de notre esprit, propres à coordonner des phénomènes, et les autres une explication des phénomènes, tirée de l'existence d'une puissance quelconque, qui est entièrement hors de nous et indépendante de nous.

Il n'est nullement indifférent de s'occuper de la recherche des causes premières ou de celle des lois. Ces deux buts d'investigation, suivant que l'un est adopté plutôt que l'autre, changent complètement le caractère des sciences : dans le premier cas, l'homme travaille sans avoir conscience de ce qu'il fait, sans connaître ses instrumens et dans l'ignorance de sa propre intelligence; si au contraire il suit la seconde voie, il sait alors parfaitement ce qu'il fait, il connaît ses instrumens de recherche. Or, tant qu'un homme restera dans la science des corps bruts, quelle que soit d'ailleurs sa capacité, il ne pourra jamais s'apercevoir de cette différence; nous le disons parce que nous en avons les preuves, il ne verra jamais que la manière de sentir quand on observe et les lois de l'intelligence quand on spécule, dominent nécessairement toutes les études et décident de leurs résultats.

Les sciences ne sont devenues positives que parce qu'on a tenu compte de notre individualité, et que l'on s'est aperçu de la nature des rapports qui nous liaient au milieu dans lequel nous vivons; car alors on a vu dans le

monde environnant, des phénomènes et non des substances, des forces ou des êtres existans par eux-mêmes ; on n'a plus vu, dans nos systèmes généraux, que des lois formulées, et nos vérités absolues et indépendantes de nous. L'état positif des sciences les subordonne nécessairement toutes aux physiologies sociale et individuelle, et donne à leur étude le premier rang en importance : c'est le contraire, si nous recherchons les causes. En effet, qu'on se demande pourquoi l'homme existe, on est logiquement entraîné à rechercher pourquoi le globe, pourquoi notre système planétaire existent, et l'univers enfin ; questions qui sont certainement insolubles, propres seulement aux hypothèses, et que la démonstration ne peut atteindre, ainsi que le fait remarquer Saint-Simon. Dans une pareille manière de procéder, celui des phénomènes qui en embrasse un plus grand nombre, se trouve toujours le plus élevé, et en même temps celui dont la cause première est seule importante à connaître et dont l'explication donnerait *la solution* de tous les autres ; et dans cette voie, l'astronomie est de beaucoup supérieure à la science de l'homme, car l'homme et le globe sont compris dans un système planétaire, ils ont la même origine que lui et sont produits de la même cause. Où arriverons-nous par cette route ? Dans l'état actuel de la science, en poussant l'investigation jusqu'à son dernier terme, nous trouverons que le fait le plus général est le mouvement ; il nous faudra alors une vitesse initiale, et où irons-nous en chercher l'origine ? dans les hypothèses théologiques sans doute ? Mais alors qu'aurons-nous fait d'utile pour la science : aurons-nous trouvé un seul résultat applicable à l'homme ? Non, certainement ; nous n'aurons pas fait un pas de plus que les générations précédentes ; nous rentrerons dans ce champ de discussions

stériles et sans fin qu'elles avaient eu la raison d'abandonner : quand au contraire, sous la direction de Bacon et Descartes, l'homme s'est considéré comme l'origine de tout savoir, lorsqu'il s'est envisagé comme créateur de tout travail scientifique, il a fait un pas énorme ; sans doute il s'est d'abord isolé du monde extérieur trop complètement; il s'est à tort érigé, sous le rapport intellectuel, en un principe trop entièrement indépendant de toute influence étrangère ; mais il n'en est pas moins vrai que dès ce moment il a superposé les lois de son organisation, celles de sa propre intelligence, à l'univers environnant ; il a senti que c'était lui qu'il fallait étudier, que dans les travaux de l'esprit le bien et le mal dépendaient des méthodes employées. Le premier travail alors a pour but de connaître la nature de notre certitude, et le second, d'apprécier les méthodes. C'est à peu près ce que l'esprit humain a fait avant de procéder à ces coordinations de faits astronomiques et physiques qu'on a raison d'admirer, mais dont à tort on veut tirer des déductions pour ce qui leur est étranger.

La révolution, dont Bacon créa le germe, et à laquelle Descartes donna la première impulsion d'ensemble, commença par changer complètement l'ordre de subordination des diverses parties de la science. L'intelligence de l'homme fut superposée à la théologie, l'étude des méthodes fut proclamée la plus importante, le tableau encyclique des sciences enfin fut établi d'après la division des facultés humaines, et la philosophie de Dieu cessa d'intervenir dans les spécialités ; cette explication des causes de l'univers ne fut plus appelée à donner des moyens de coordination ; en un mot, on n'alla plus y chercher le but final de tous les faits; on le plaça dans l'utilité par rapport à l'homme, et dans sa nature. La physiologie et

nous appelons ainsi la science de l'homme tout entière, domina dès ce moment les études dans toutes les directions. On cessa de considérer la science comme une unité; les spécialités naquirent et se composèrent chacune d'un ordre particulier de phénomènes; la physique fut étudiée séparément de la chimie, celle-ci de la minéralogie et de la géologie, etc. Le changement se fit sentir jusque dans les termes qui désignaient les choses; car, toutes ces spécialités reçurent le nom de science, tandis qu'auparavant il n'y avait qu'une seule science, celle de Dieu ou de l'univers. Chaque spécialité eut ses méthodes, ses théories, ses lois particulières, et jusqu'au langage, tout revêtit le même caractère de diversité. Cet état d'isolement des diverses branches du savoir humain, est devenu plus marqué au fur et à mesure des progrès de l'esprit humain; aujourd'hui il est le plus grand possible. Nul doute que cette division ne soit le principal moyen de perfection sous tous les rapports, et aujourd'hui presque l'unique cause de l'existence des sciences à l'état positif; au moins voyons-nous par l'histoire qu'aucune d'elles n'est devenue positive avant d'être complètement isolée, c'est-à-dire, avant que l'ordre de phénomènes dont elle se compose n'eût été entièrement envisagé à part de tout autre. Essayez un instant d'effacer ce caractère de spécialité en employant une méthode, une théorie, une loi ou un langage unique. Quelle que soit la science à laquelle vous ferez des emprunts, et quoique vous fassiez, vous rentrerez dans le champ des hypothèses inapplicables. La physiologie individuelle unie à la physiologie de l'espèce, est réellement le seul moyen d'union des sciences; et, en effet, depuis que cette division en spécialités existe, c'est la physiologie ou sa partie méthaphysique au moins, qui a dominé toutes les conceptions encyclopédiques.

Nous avons dit au commencement de cet article que, dans l'opinion générale, les sciences mathématiques et physiques étaient préférées aux sciences physiologiques, ou, en un mot, que le savoir de l'école polytechnique était plus estimé que celui de l'école de médecine. Ce n'est pas la première fois qu'une opinion semblable ou analogue a régné dans les esprits; dans les anciennes écoles philosophiques de la Grèce, la science des nombres et la géométrie furent long-temps considérées comme les connaissances de l'ordre le plus élevé, et en même temps comme indispensables aux savans. Le travail de l'école dogmatique mit fin à cette opinion en créant la philosophie qui triompha plus tard dans le christianisme. Aujourd'hui c'est à une époque de transition semblable que la même opinion s'est représentée : il est facile au reste de s'expliquer ce fait. En effet, il est tout simple que les sciences qui comprennent les phénomènes les moins compliqués et les moins nombreux soient les premières en progrès; quant aux mathématiques proprement dites, elles devancent toutes les parties du savoir humain, précisément parce qu'elles sont une pure, mais exacte création de l'esprit humain. Il est inutile de dire que ces faits expliquent suffisamment comment s'est produite l'opinion dont nous avons parlé, tout en nous montrant qu'elle est transitoire

La discussion à laquelle nous venons de nous livrer nous conduit à cette conclusion, déjà reproduite bien des fois dans le *Producteur*; que dans la méthode positive, l'étude de la physiologie individuelle et sociale doit dominer celle de toutes les spécialités, et qu'elle seule offre les moyens de rendre les sciences réellement encycliques.

B. Z.

DES PRÉJUGÉS HISTORIQUES.

Un homme célèbre, menacé de déchéance dans l'opinion d'un peuple qu'il avait entraîné par son éloquence et son audace, à la destruction d'un système politique suranné, s'écria en voyant porter ses rivaux en triomphe : « Je savais avant cet exemple, qu'il n'y a qu'un pas du Capitole à la Roche Tarpéienne ; et il faut bien se résoudre à n'obtenir une justice constante que *du temps et de la postérité !* » Trop souvent les préventions des contemporains rendirent cette résignation, cette superbe confiance de Mirabeau, nécessaires à des hommes qui avaient bien mérité de leur pays et de leur siècle. Mais la décision de l'avenir, invoquée contre l'ingratitude du présent, a-t-elle été toujours réellement éclairée, impartiale, équitable? Les arrêts de *la postérité* sont-ils irrévocablement à l'abri de l'appel? pour répondre à cette question, il ne faut qu'examiner comment on a jugé jusqu'ici les âges passés ; comment s'est formée l'opinion des neveux sur les ancêtres.

La tradition populaire et l'histoire, en rattachant à cette dernière les monumens de la littérature et des beaux-arts, ont été les seuls guides du genre humain, dans l'étude des anciennes institutions, comme dans l'appréciation des individus dont la renommée signala le passage sur la terre. Or, la tradition populaire a-t-elle fait autre chose que

perpétuer, avec plus ou moins de fidélité, les erreurs et les préjugés des contemporains? C'est en suivant ses indications, que les plus grands historiens de l'antiquité, Hérodote, Diodore, Tite-Live, etc., ont obscurci la vérité dans leurs écrits; que des auteurs du siècle d'Auguste ont célébré la louve qui allaita Romulus et la nymphe qui conseilla Numa; et qu'en dépit du *monde ensorcelé* de Bekker, tant de gens prenaient encore il y a peu de temps, pour des sorciers, Jacques Molai et Urbain Grandier, les templiers et les francs-maçons. Mais l'histoire du moins a-t-elle redressé les écarts de la tradition? L'histoire, que Cicéron appelle : *Lux veritatis, magistra vitæ* (1), n'erra-t-elle jamais dans ses jugemens; et devons-nous croire à son infaillibilité? Si l'on réfléchit que cette haute magistrature fut constamment exercée par deux classes d'hommes, placées sous des inspirations différentes, soumises à une direction diamétralement opposée; ou par le sacerdoce et le patriciat, approbateurs obligés de tout ce qui favorisait de près ou de loin leur suprématie; ou par des philosophes révoltés contre la domination des prêtres et des nobles; si l'on considère que la Grèce et Rome président encore à l'éducation des peuples les plus avancés en civilisation; que le Français, l'Anglais, l'Allemand, continuent de recevoir au collége une opinion toute faite sur l'antiquité; qu'on leur apprend à ne voir l'Egypte et l'Orient, Sparte et Athènes, Périclès et Alexandre, les consuls et les suffètes, qu'avec les yeux des Thucidide, des Pausanias, des Dion, des Xénophon, des Denis, des Salluste, des Quinte-Curce, et de tant d'autres écrivains

(1) *De Orat.* II, 9.

illustres, qui subirent tous l'influence de leur position sociale, si différente de la nôtre; il n'est guère possible d'attribuer à l'histoire, même après sa consécration classique, la prérogative dont le catholicisme a revêtu ses pontifs; et la plupart de ses arrêts, quoique passés en force de chose jugée dans l'école, peuvent être encore attaqués avec succès, par une philosophie, libre à la fois des préjugés de la rétrogradation, et des préventions de la critique révolutionnaire.

Nous avons déjà remarqué dans le *Producteur* (1), avec quelle légèreté les castes sacerdotales de l'Orient avaient été frappées de réprobation par cette *postérité*, proclamée infaillible, dont tant de gens n'invoquent sans doute l'impartialité qu'à défaut de mieux, et pour se consoler de la sévérité contemporaine. Le prêtre de l'Inde, de l'Égypte et de la Chaldée, dont on déplore aujourd'hui le despotisme sur les croyans, lorsqu'on ne sait prendre pour point de départ, dans ses appréciations de l'enfance du genre humain, que les idées et les besoins de sa virilité; le prêtre de l'Asie et de l'Afrique, avons-nous dit, accomplit une mission utile, et concourut à la progression universelle, autant qu'il pouvait le faire au milieu des circonstances qui l'environnaient. N'enchaînant l'homme à la caste que pour le préserver de la liberté du désert et de l'indépendance du sauvage; substituant l'empire de l'intelligence à celui de la force brutale; revêtu d'un pouvoir immense, dont l'origine était placée dans le ciel, pour protéger la faiblesse des premiers liens sociaux, contre les excitations d'un individualisme barbare et la puissance illi-

---

(1) Tome II, page 539, *de la Foi et de l'Examen*.

mitée du plus fort, dans l'état de nature; il fit servir son omnipotence religieuse à la formation d'une règle morale, ou loi sociale, sous les auspices de laquelle les masses asservies, se livrant à des travaux matériels, source d'améliorations physiques pour l'existence humaine, trouvèrent les premiers procédés de l'agriculture, et créèrent les arts et métiers, tandis que le corps sacerdotal, libre des soins de la subsistance corporelle, s'occupait du perfectionnement théorique et enrichissait le domaine scientifique des découvertes que les Thalès, les Pythagore et les Solon, transportèrent ensuite en Grèce et en Italie, des bords du Nil et l'Indus. Cependant quoique les lettrés modernes aient accepté d'enthousiasme l'héritage des peuples qui succédèrent aux savans héréditaires de l'Orient, ils ont borné leur admiration et leur reconnaissance à la transmission immédiate des bienfaits de la civilisation grecque et latine, et n'ont témoigné que du dédain pour ce qui était au-delà, quand ils ne sont pas descendus jusqu'à l'injure envers les premiers littérateurs, leurs antiques devanciers. Il n'y a pas long-temps encore que l'un des organes les plus éloquens du libéralisme, et que l'on peut considérer aussi comme l'un des plus savans écrivains de notre époque, ne croyait pouvoir mieux exprimer l'indignation que lui inspiraient nos doctrines, qu'en nous appliquant le titre de *prêtres de Thèbes et de Memphis*. Avant lui, un autre publiciste non moins illustre, et long-temps l'idole du parti rétrograde, avait porté sur la théocratie égyptienne un jugement que n'eût pas désavoué, à certains égards, l'école critique. L'auteur de *l'Essai sur les Révolutions* consacra en effet quelques phrases plaintives à *ce peuple livré par système aux plus affreuses ténèbres; à ce pays d'esclavage où l'esprit humain gémissait sous des chaînes*

pesantes, où le sacerdoce *redoublait les liens de l'ignorance autour des peuples* (1). Ne pensant pas avec Bossuet, *que l'on fît mieux, ce que l'on avait toujours vu faire, et à quoi on s'était uniquement occupé dès l'enfance*, M. de Chateaubriand déplora que *chaque homme fût obligé de suivre, dans l'ordre où le sort l'avait jeté, la profession de ses pères, sans pouvoir changer d'étude selon son génie ou le temps*. Il serait peu raisonnable sans doute, dans l'état social actuel, de ne pas préférer cette dernière opinion à celle de l'évêque de Meaux : mais en condamnant les classifications orientales, sans vouloir reconnaître leur utilité temporaire et locale, parce qu'après plus de trois mille ans, elles ont dû cesser depuis long-temps d'être compatibles avec des mœurs et des idées sans cesse modifiées par le mouvement progressif de la civilisation, M. de Chateaubriand a commis, ce nous semble, une erreur non moins grave que celle de Bossuet, lorsque cet illustre prélat accorda à l'hérédité des professions une bonté absolue, et qu'il crût applicables aux sociétés perfectionnées du siècle de Louis XIV, les formes que la nécessité imposa aux sociétés naissantes de l'antiquité la plus reculée.

L'auteur des *Martyrs*, tout en exprimant sa répugnance pour l'économie sociale de l'Égypte, ajoute néanmoins que *c'est dans ce pays, dont tout amant des lettres ne doit prononcer le nom qu'avec respect, que nous trouvons les premières bibliothèques*; que *c'est de ce coin du monde que l'aurore des sciences commença à poindre sur notre horizon; et que l'on vit bientôt les lumières s'avancer de*

---

(1) *Essai hist., polit. et moral* sur les rév. anc. et modernes.

l'Égypte vers l'occident, comme l'astre radieux qui nous vient des mêmes rivages. M. de Chateaubriand va même plus loin; après avoir reconnu que la lumière vint, à l'occident, de cette terre d'esclavage, où le peuple était livré, par système, aux plus affreuses ténèbres, où l'esprit humain gémissait sous des chaînes pesantes, où l'on donnait des entraves au génie; après avoir ainsi constaté lui-même les services rendus à la civilisation par une distribution du travail, qu'il réprouve d'ailleurs d'une manière absolue, sans tenir compte des nécessités du temps, ce grand écrivain relève tout-à-coup la société égyptienne de la sentence rigoureuse dont il l'a frappée, pour n'avoir pas eu, il y a trente siècles, une organisation intérieure aussi perfectionnée qu'elle aurait pu l'avoir de nos jours, et proclame sans hésiter la supériorité de la législation et de la morale de ce peuple enfant, sur celles de l'Europe policée, en des termes qui feraient croire que le genre humain marche à reculons. « On connaît, dit-il, la » coutume des Egyptiens du jugement après la mort, qui » s'étendait jusque sur les rois. Un autre usage non moins » extraordinaire, était celui par lequel un débiteur en- » gageait le corps de son père à son créancier. *Ces lois* » *sublimes sont trop fortes pour nos petites nations mo-* » *dernes; elles nous étonnent; elles nous confondent.* » *Nous les admirons, mais nous ne les entendons plus.* » Peut-être nos petites nations modernes s'étonnent-elles davantage qu'on puisse les croire fort à plaindre de ce que le lien social n'a pas besoin, chez elles, d'être entouré d'idées superstitieuses; peut-être sont-elles fondées à ne pas regretter beaucoup ces *lois fortes*, destinées à enchaîner, par l'imagination, des peuples qu'on ne pouvait conduire par la raison. Quoi qu'il en soit, il est remarquable que

les plus grandes capacités intellectuelles, dominées tour à tour par l'admiration ou par la haine du passé, s'obstinent ainsi à s'égarer dans la louange et dans le blâme, pour ne pas s'isoler assez des passions contemporaines, et pour s'arrêter trop complaisamment aux détails et à la partie dramatique de l'histoire, au lieu de s'élever au fait général de l'éducation progressive de l'espèce humaine, c'est-à-dire, au point de vue de la perfectibilité continue des sociétés, considérées dans leur ensemble et comme formant une seule et même famille.

Si nous passons maintenant de l'Égypte à la Grèce, nous trouverons les mêmes préventions dans les jugemens portés sur les célèbres républiques de la Laconie et de l'Attique; d'un côté, admiration exclusive; de l'autre, critique non moins passionnée. Ceux-ci, furieux d'avoir été dépossédés ou de se voir menacer incessamment au nom de Sparte et d'Athènes, leur reprochent la férocité de leurs mœurs et de leurs institutions, sans réfléchir que ces états, constitués pour la guerre, en des temps barbares, où l'esprit de compétition hostile, existant primitivement d'homme à homme, était passé dans les relations de société à société, durent accepter toutes les conséquences de cette constitution forcée, l'esclavage même, qui, outre qu'il fût, à son origine, un acte de clémence pour les prisonniers de guerre, qu'on avait d'abord immolés sans pitié sur les champs de bataille, devint l'institution nourricière de la cité, en fournissant des bras aux travaux paisibles de l'agriculture et des arts, pendant que les citoyens combattaient à la frontière ou délibéraient sur la place publique: ceux-là, au contraire, séduits par les formes démocratiques et le titre républicain des gouvernemens d'Athènes et de Lacédémone, ne craignent pas, au 19ᵉ siècle, d'en-

vier les lois d'un pays où la patrie tuait la nature, où la force des choses avait malheureusement investi les membres de la cité (1) du terrible droit de vie et de mort sur une partie de la population; où les enfans dont les infirmités physiques faisaient désespérer de leur aptitude guerrière, étaient impitoyablement condamnés à périr; ils ne s'aperçoivent pas que ces fiers républicains de l'Eurotas et de l'Illisus ne différaient de nos barons polonais, qu'en ce que le servage des paysans est de beaucoup moins cruel que l'esclavage des Ilotes, et que jamais Polaque n'envoya ses fils à la chasse des malheureux attachés à la glèbe.

Cependant la prédilection dont Solon et Licurgue ont été l'objet de la part des philosophes modernes, n'a pas peu contribué à ternir quelques autres grandes réputations de l'antiquité. Les admirateurs exclusifs des républiques grecques, n'ont pu pardonner à Philippe de Macédoine ni à son fils, d'avoir éteint ces foyers de démocratie; ils ont fait parler Phocion, évoqué l'ombre de Démosthènes, et chose bizarre! les publicistes libéraux ont été même devancés dans leurs anathèmes contre le destructeur de Thèbes, par un poëte courtisan, chargé d'écrire l'histoire d'un prince qui avait plus d'un trait de ressemblance avec ce magnifique conquérant. Boileau, si prodigue d'encens pour Louis XIV, n'a vu qu'un écervelé dans Alexandre;

---

(1) La politique abstraite, la liberté et l'égalité métaphysiques devinrent applicables à Sparte, parce que ses citoyens, peu nombreux, également appelés à la profession des armes et à l'exercice de la souveraineté, se reposaient, sur les esclaves, des soins ordinaires de la vie, et restaient ainsi étrangers aux diverses occupations d'où dérivent les différences sociales. Quel philanthrope sincère voudrait aujourd'hui de la démocratie à ce prix!

et l'arrêt de sa muse satirique, non moins injuste envers l'élève du stagirite qu'envers Quinault, a été sanctionné plus tard par le lyrique Rousseau, dans ces vers de l'ode *à la fortune* :

> J'admirerai dans Alexandre
> Ce que j'abhorre en Attila !

Mais, quelque respect que l'on professe pour ces noms illustres, il est permis de ne pas s'appuyer de leur autorité, en matière d'histoire et de philosophie. La mauvaise humeur d'un poëte, pas plus que la réprobation d'un philosophe partial, ne saurait nous empêcher de reconnaître les résultats avantageux du règne et des conquêtes d'Alexandre, sur la marche de la civilisation. En achevant l'œuvre de Philippe, en plaçant sous une même domination ces républiques rivales qui, pendant plusieurs siècles, n'avaient cessé de déchirer la Grèce par leurs sanglantes querelles, le héros macédonien détruisit, pour cette contrée, le germe des guerres intestines qui avaient nécessité et perpétué l'affligeant spectacle d'une population esclave à côté d'une population militaire. Il fit pour le Péloponèse, la Béotie, l'Attique, la Thessalie, etc., ce qu'ont fait les rois de France pour les diverses provinces de la monarchie, par la réunion des grands fiefs à la couronne ; il désarma la jalousie républicaine, comme Richelieu et Louis XIV ont dompté l'indocilité féodale ; la sujétion commune qu'il imposa aux différentes peuplades, étouffa l'anarchie qui régnait parmi elles, sous la main redoutable, et cette fois salutaire, d'un pouvoir unique. Son usurpation ou sa conquête, comme on voudra l'appeler, en agrandissant le cercle de l'association politique dans la Grèce, mit un terme aux guerres intérieures

d'un pays, alors placé aux avant-postes de la civilisation (1). Le nombre des savans, des artistes et les industriels libres s'accrut, celui des esclaves diminua, à mesure que les citoyens furent moins obligés de consacrer leur existence à la place publique et à la guerre. D'un autre côté, l'expédition d'Asie, en vengeant le sac d'Athènes et les héros des Thermopyles, établit de nouveaux rapports entre les grandes nations, étendit et facilita les communications de peuple à peuple, associa les sujets du grand roi aux progrès que l'esprit humain avait faits sur le sol de l'académie et du lycée, et prépara l'ère brillante du musée Alexandrin.

Le fils d'Olympias n'est pas, au reste, le seul des héros de Plutarque que l'école critique ait essayé de flétrir. Pour elle, le rival de Pompée, malgré sa magnanimité et son génie, n'est qu'un usurpateur et qu'un tyran. Ceux qui admirent le plus dans César le prodigieux assemblage de tant de qualités, dont une seule eût suffi pour faire un grand homme ; ceux-là même ne peuvent lui pardonner d'avoir détruit la première république de l'univers, et détrôné le peuple roi. Cependant, ce fut moins la liberté que l'aristocratie, que César vainquit à Pharsale ; en humiliant une caste orgueilleuse et oppressive, il ne fit que

(1) Vivant du travail des esclaves, comme les prêtres d'Egypte avaient vécu des sueurs des castes inférieures, les Grecs se livrèrent à la culture des lettres et des beaux-arts, pendant les loisirs que leur laissaient la politique et la guerre, et ces loisirs s'étant multipliés à mesure que la prédominance d'Athènes rapprocha la Grèce de l'unité, et prépara la prédominance macédonienne, les travaux intellectuels remplacèrent aussi chaque jour davantage les travaux militaires, et hâtèrent les progrès de l'esprit humain.

continuer l'œuvre des Gracques, auxquels il remontait par Marius et Saturnin; et la suprême autorité, sous laquelle il plaça indistinctement toutes les classes de l'état, améliora de plus en plus le sort des tribus populaires, que la dureté du joug aristocratique avait autrefois poussées si souvent à la révolte. A son règne, objecte-t-on, commence pourtant l'ère impériale, souillée par tant d'excès et de crimes, et dès lors il n'est guère possible de considérer l'établissement de l'empire comme un progrès social. Mais les forfaits de quelques hommes, tels que Caligula et Néron, à côté desquels on rencontre d'ailleurs les Titus, les Trajan et les Antonin, doivent-ils faire perdre de vue que l'inégalité devint moins cruelle, et l'existence des conditions inférieures moins affreuse, durant la longue période monarchique qui sépara l'ordre politique des anciens de celui du moyen âge? Tandis que des scènes atroces ensanglantaient passagèrement le palais des Césars, et décimaient les patriciens réduits au rôle de courtisans, la civilisation poursuivait sa marche ascendante; les droits barbares des maîtres sur les esclaves, ceux des pères sur les enfans et des créanciers sur les débiteurs, décroissaient d'autant plus qu'on s'éloignait d'avantage des beaux jours de l'omnipotence aristocratique; et l'Evangile, échappant aux sanglantes persécutions dont les empereurs entouraient son berceau, se préparait à régir le monde policé. En effet, l'opposition d'un prince, quelque terrible qu'elle fût, ne pouvait jamais être que viagère, quand elle n'était pas seulement instantanée, et le fils de Chlore put exalter ce que Maximien avait proscrit. Il en eût été autrement si la persécution eût pris sa source dans une législation permanente et inflexible comme celle de la répu-

blique. (1) Les principes évangéliques sur l'égalité et la fraternité n'auraient pénétré que difficilement dans un état où des lois rigoureuses consacraient les plus odieuses distinctions et les plus cruelles prérogatives, en même temps qu'elles mettaient hors de l'humanité une portion de l'espèce humaine.

Ainsi, en portant sur l'histoire un œil attentif, dégagé de la rouille scolastique, il est aisé de se convaincre que l'époque, dont Tacite et Suétone nous ont tracé l'horrible tableau, vit développer un ordre social, préférable à celui de Rome antique, si séduisante sous le pinceau de Tite-Live. Ainsi, les Cicéron et les Caton ne s'offrent plus à nous que comme les défenseurs intéressés d'un système que le mouvement progressif de la société universelle avait irrévocablement condamné; et ceux qu'on a surnommés les derniers des Romains, Brutus et Cassius, ces vieilles idoles des républicains de tous les pays, dont on ne peut trop d'ailleurs admirer les vertus et le courage, ne nous paraissent pas différer beaucoup des opiniâtres champions que les institutions du onzième siècle ont rencontrés parmi les écrivains ou dans les assemblées politiques du dix-neuvième.

---

(1) C'est sous la république qu'eut lieu le procès des Bacchanales dont parle M. Dupin, dans sa consultation contre les jésuites; c'est sous la république que furent massacrés, plus qu'emprisonnés, les membres de cette congrégation religieuse; c'est enfin sous la république qu'un décret, aussi hostile à l'esprit d'association qu'à la liberté des cultes, exigea l'intervention du préteur et l'autorisation du sénat, pour qu'il fût permis à chacun d'honorer les dieux à sa manière, pourvu qu'il n'y eût que cinq personnes présentes au sacrifice, sans fonds commun et sans prêtre.

On nous accusera peut-être de méconnaître les grands caractères historiques ; on exhumera des archives parlementaires, le reproche que le *comte Lainé* adressa autrefois au *marquis de Montcalm*, qui, par des motifs tout différens des nôtres, avait osé révoquer en doute l'importance des services que Cicéron rendit à son pays. « Craignez de détruire les plus belles illusions de l'homme, » s'écriera-t-on, et souvenez-vous qu'un chancelier de » France a dit de l'orateur romain, que la nature s'était » reposée long-temps, après l'avoir montré au monde (1). » Sans nous arrêter à cette phrase pompeuse, tribut naturel que devait payer à la mémoire du plus éloquent des aristocrates de Rome, un ministre rhéteur, qui avait en perspective la pairie héréditaire, nous répondrons que nos observations ne s'appliquent nullement au caractère ni au mérite des individus qui se sont illustrés dans la carrière politique; mais qu'elles s'adressent plutôt au caractère et aux résultats de leurs doctrines. On peut, sans cesser d'admirer le patriotisme, la science et les vertus des amis de Pompée, derniers soutiens de la république, on peut reconnaître que leurs sublimes efforts n'avaient pour but que de perpétuer le règne d'une aristocratie, devenue incompatible avec le progrès des idées philanthropiques. L'héroïsme du premier Brutus avait poussé la société romaine en avant; l'héroïsme du second tendait à la retenir en arrière, ou du moins à la laisser stationnaire. Sans doute leur dévouement à la patrie était également sincère et pur : mais si l'on envisage le rôle important qu'ils ont

(1) Paroles prononcées à la tribune législative, en 1817, par un ministre de cette époque.

joué, l'un et l'autre, dans ses rapports avec le perfectionnement continu du genre humain, on trouve bientôt, entre le vengeur de Lucrèce et le meurtrier de César, la même différence qu'entre Alfred et Charles Ier, Clovis et Cazalès, Grégoire VII et de Maistre, Guillaume Tell et les démocrates actuels d'Uri, de Schwitz et d'Undervald. Honneur donc au courage stoïque des hommes qui tombèrent à Pharsale ou aux champs de Philippes, pour la défense d'un ordre social qu'ils croyaient le plus capable de faire le bonheur de leurs concitoyens! mais que leur magnanimité et leur bonne foi n'effacent pas aux yeux de la postérité le caractère rétrograde de leur civisme. Nous rendons bien hommage au talent, à la franchise, et aux nobles sentimens des La Mennais et des Montlosier, vrais Catons du catholicisme et de la féodalité, sans penser pour cela que l'on doive se traîner à reculons sur leurs traces.

L'histoire du Bas-Empire et du moyen âge, celle des temps modernes, n'offrent pas moins d'exemples des préventions qui ont égaré les écrivains placés sous l'une ou l'autre influence de l'esprit sacerdotal et de la philosophie critique. Ici l'on décerne l'apothéose à un prince, quoiqu'il soit teint du sang de ses proches, parce qu'il a fait monter le christianisme sur le trône; là, au contraire, ce même prince n'est peut-être couvert d'opprobre et jugé avec tant d'inflexibilité pour les crimes de son ambition, qu'à cause de sa désertion du paganisme. Julien n'est pas mieux apprécié que Constantin; les belles qualités de son âme restent inaperçues des historiens ecclésiastiques, que son apostasie a soulevés d'indignation; et les philosophes, aux prises avec le catholicisme depuis le quinzième siècle, aveuglés par la haine qu'ils ont jurée à ce vieil ennemi, oublient que, du temps de Julien, les chrétiens étaient les dé-

positaires de la vraie philosophie, les sentinelles avancées de la raison humaine dans sa marche ascendante ; et ils célèbrent les ridicules efforts par lesquels un monarque abusé tenta de rajeunir les dieux d'Homère et d'Hésiode, et de faire rétrograder les peuples, du monothéisme au polythéisme (1). Pour nous, le successeur de Constance n'est ni un tyran, pour avoir été apostat, ni un grand homme, pour avoir préféré *les brillantes fictions d'un culte poétique* à la simplicité de l'Évangile. *Il rêvait la république*, dit-on, *et voulait tâcher de ramener l'âge des Fabius et des Caton. Il pensait que Rome ne revivrait pas si l'on ne la réédifiait tout entière : il voulut lui rendre sa religion, ses mœurs, ses théories politiques*. Pour le justifier, on lui impute ainsi de nouvelles erreurs ; on prend la peine de constat er que son sytème de rétrogradation embrassait à la fois toutes les branches de l'ordre social, et s'appliquait également à la direction spirituelle et temporelle. Mais que l'on songe donc qu'avec un pareil aveuglement, le meilleur des princes, fût-il doué de l'audace généreuse d'Alexandre et du génie de César, comme on l'a prétendu de Julien,

---

(1) Condorcet lui-même, quoiqu'il eût entrevu la loi de la perfectibilité humaine, se laissa aussi aveugler par sa haine contre le sacerdoce chrétien, jusqu'à regretter que Julien n'eût pas réussi à détruire le christianisme. « Julien, dit-il, voulut délivrer l'empire de ce fléau, qui devait en accélérer la chute : ses vertus, son indulgente humanité, la simplicité de ses mœurs, l'élévation de son âme et de son caractère, ses talens, son courage, son génie militaire, l'éclat de ses victoires, tout semblait lui promettre le succès. Sa mort brisa la seule digue qui pût encore s'opposer au torrent des superstitions nouvelles, comme aux inondations des Barbares. »

pourrait devenir un fléau pour l'humanité. Il avait étudié à Athènes, ajoute-t-on; *sa religion était celle des philosophes Grecs; c'était la religion naturelle, d'après les idées de Platon.* Singulier disciple de l'auteur du Phœdon, qu'un monarque obstiné à arrêter la propagation d'une doctrine religieuse, qui n'avait fait que rendre populaires et appliquer à la régénération sociale la théologie et la morale platoniciennes ! Non, Julien, engoué des héros de la mythologie, ne s'était point formé à l'école des philosophes qui avaient trouvé l'idée de l'unité divine, sous le règne de la superstition païenne, et qui furent ainsi de vrais précurseurs du christianisme; non, Julien ne fut point le disciple des fondateurs de l'Académie et du Lycée, il fut plutôt celui des prêtres qui persécutèrent Anaxagore, Socrate et Aristote. Ses goûts, moins philosophiques que littéraires, en avaient fait un admirateur exclusif et passionné du plus ancien et du plus illustre des poëtes; il cultivait surtout les belles-lettres, et les belles-lettres, qui sont ordinairement en retard ne suivent les sciences que de loin à loin, dans la voie de la civilisation, les belles-lettres étaient encore païennes; comme elles restèrent ensuite chrétiennes orthodoxes, protégées par le Saint-Siége, quand les savans commencèrent leurs attaques contre le sacerdoce catholique qu'ils avaient dépassé; ce qui a fait dire à Raynal que Galilée eût vu de sa prison le Tasse monter au Capitole, si ces deux grands hommes avaient été contemporains.

Nous pourrions ajouter ici quelques observations sur l'appréciation erronée dont certaines époques de l'histoire du catholicisme et de la monarchie française, ont été l'objet.

On n'a voulu voir, par exemple, qu'un excès d'ambition sacerdotale, dans les prétentions des Nicolas Ier, des Gré-

goire VII et des Boniface VIII, à l'égard des rois; et cependant c'est à l'autocratie spirituelle, fondée ou maintenue par ces pontifes, qu'est due en partie la cessation graduelle de l'anarchie féodale. Lorsque les barons, les seigneurs de tout rang, armés les uns contre les autres, déchiraient l'Europe par leurs guerres interminables, la papauté fit servir sa suprématie à apaiser leurs passions hostiles et dévastatrices; elle institua *la paix de Dieu*, qui arracha d'abord passagèrement les peuples à l'habitude du pillage et de la destruction, pour les tourner vers les occupations agricoles, tandis que la cléricature se livrait à des travaux intellectuels. Ensuite la communauté spirituelle qu'elle avait établie, entre les innombrables aggrégations féodales qui se disputaient la possession du sol européen, devint un lien sacré qui contribua puissamment à éteindre les antipathies et les haines alors existantes de voisin à voisin; rapprocha, pour les unir, des populations ennemies, et favorisa, par conséquent, l'extension de l'association politique. Au reste, les écrivains libéraux, *qui*, tout en déclamant contre la féodalité et l'obscurantisme, ne veulent tenir aucun compte à Hildebrand et à Caiëtan, de ce qu'ils ont fait contre le glaive féodal et la barbarie, ne se sont pas montrés plus éclairés dans leurs jugemens sur un roi de France. Louis XI n'est pour eux qu'un nouveau Tibère. Son caractère despotique, dissimulé, ombrageux, leur fait méconnaître les résultats avantageux de son règne. Ils semblent ignorer que ce *tyran*, n'étant encore que dauphin, et poursuivant l'œuvre de Philippe-Auguste et de saint Louis, enleva le droit de guerre aux *tyrans seigneuriaux*, et qu'il prépara la ruine du système féodal, qu'ont depuis consommée Richelieu, Louis XIV et l'Assemblée constituante. Ils oublient aussi que ce monarque hypocrite, quoi-

que couvert de reliques, fit cesser la persécution que le fanatisme avait suscitée en Dauphiné, contre les Vaudois, et que le *père du peuple*, Louis XII, laissa, plus tard, réveiller sous son règne (1), par un évêque d'Angoulême, revêtu du titre d'inquisiteur de la foi. Mais il serait trop long d'énumérer les erreurs et les méprises qui se sont glissées dans la plupart des jugemens historiques : les exemples que nous venons de citer suffisent pour démontrer combien l'histoire est exposée à s'égarer, lorsqu'elle subit l'influence des temps, des localités et des partis. Son impartialité ne sera vraie, ses décisions ne deviendront irrévocables, qu'après qu'elle aura su s'élever au dessus des considérations secondaires, et se placer au point de vue général, d'où l'œil peut saisir et apprécier ce qui, dans l'universalité des temps et des lieux, favorise ou contrarie le développement de la perfectibilité et l'amélioration collective de l'espèce humaine.

P. M. L.

---

(1) Ce fut même la mort de Louis XII qui mit fin, du moins pour le moment, à cette persécution.

DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

(Deuxième Article.) (1).

Dans notre premier article sur la classe ouvrière, nous plaçant au point de vue d'application de la triple théorie du *Producteur*, nous avons essayé d'exposer l'existence passée des classes inférieures dans les sociétés civilisées, leur destination future, et leur état actuel. Le sujet, ainsi considéré dans ses généralités, se montre intimément lié aux plus hautes considérations sur le développement de la société humaine, à tel point qu'il devient impossible de concevoir un progrès complet et définitif pour la société, tant que ce progrès n'a pas pénétré les masses. *L'amélioration de l'existence physique et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre* (2), offerte comme but à la morale et à la législation, nous a donc paru concourir très-efficacement, quoique d'une manière médiate, au développement de l'ensemble, et tendre positivement au perfectionnement de la majeure partie du genre humain. Recherchant alors les moyens d'atteindre le but, et les plaçant dans leur ordre de subordination,

(1) Voyez le 1er article inséré tome III du *Producteur*, page 304.

(2) Saint-Simon, *Nouveau Christianisme*.

nous avons mis en première ligne l'enseignement et la législation, en faisant observer que ces élémens nécessaires d'ordre et de perfectionnement, étaient eux-mêmes, en grande partie, subordonnés à l'influence des théories philosophiques, qui président nécessairement à la conception de tout système social. On nous pardonnera de revenir en quelques mots sur cette idée qui forme la base de nos aperçus sur la direction des efforts à faire pour le perfectionnement des masses.

Le développement de l'espèce humaine s'opère par un double mouvement qui consiste dans l'action et la réaction de deux élémens inverses et correlatifs. Le premier mouvement a pour effet le perfectionnement des facultés *individuelles*, c'est-à-dire, celles qui ont pour but direct et immédiat l'homme, envisagé indépendamment de la société. Le second a pour résultat le perfectionnement des idées et des sentimens généraux, des *facultés sociales*, c'est-à-dire de celles qui ont pour but l'intérêt général. Ainsi, en tous temps et en tous lieux, on peut observer dans l'homme deux tendances bien déterminées qui, à des époques assez éloignées, sont alternativement prédominantes, sans jamais s'exclure entièrement : l'une, le passionne pour sa personnalité, rapporte tout à lui, et fait chaque individu centre du monde ; l'autre, le passionne pour le bien public, le rattache à la société, le fait mouvoir en harmonie avec l'ensemble. La distinction que nous établissons ici est positive en ce qu'elle est prise dans l'observation des rapports intimes et nécessaires des choses. On y ferait une vaine objection en disant que l'action qui tend au bien-être de l'individu a pour conséquence le bien général, car ce résultat ne serait plus qu'un effet secondaire et mal défini ; et si l'on persistait à déduire les vertus so-

ciales des qualités individuelles, il faudrait au moins avoir préalablement défini celles-ci de telle sorte, que l'on y eût compris les premières, et que l'on en eût exclu tous les penchans anti-sociaux, il faudrait être entré dans notre distinction, avoir fait le double travail que nous indiquons; alors même, nous serions encore autorisés à demander pourquoi ce déplacement de choses et cette confusion des termes? par quel motif on prétend subordonner explicitement la loi sociale à l'unité individuelle? classer l'une dans l'autre des parties collatérales? Que si quelques personnes objectaient enfin qu'elles ne reconnaissent dans le monde et dans l'histoire que des individus, et qu'elles ne conçoivent de généralités que par l'addition des spécialités, on serait forcé de leur adresser une dernière réponse; c'est qu'observateurs myopes, ils sont juges des détails que leur vue peut embrasser, mais que la logique ne supplée pas aux sens, et qu'ils s'exposent aux plus grossières erreurs chaque fois qu'après avoir parcouru successivement les parties d'une grande composition, ils élèvent la prétention d'en avoir la connaissance complète. *Les Myopes*, a dit M. de Maistre, avec beaucoup de profondeur, ne doivent point étudier l'histoire.

Le genre humain marche donc à son perfectionnement, à la faveur de l'action générale et moralisante exercée sur les individus par l'éducation générale, les idées et les sentimens sociaux, et de l'action inverse des individus sur le système général.

En tout état de société, la découverte d'un phénomène nouveau produit des effets dans deux directions opposées, elle donne lieu à des perfectionnemens pratiques et à des perfectionnemens théoriques; l'industrie s'empare des conséquences du fait dans l'intérêt de la

production matérielle, la science saisit les rapports qu'il peut avoir avec les autres phénomènes, dans le but d'améliorer les théories. Bien que la science et l'industrie procèdent en cela vers le même résultat définitif le perfectionnement de l'humanité, leurs moyens et le mode de leur action sont essentiellement distincts. La valeur industrielle de la découverte est immédiatement recueillie par toutes les classes de la société, autant que le permet la constitution sociale. A partir de son origine, la constitution sociale, quelqu'absolues qu'en soient les formes, laisse toujours une grande latitude aux innovations de cette nature, qui, au premier abord, ne paraissent point susceptibles d'effets plus étendus que l'amélioration de l'existence physique, et qui d'ailleurs s'introduisant chaque jour, par tous les points à la fois avec une extrême subtilité, sont à peu près insaisissables; ce n'est qu'après une assez longue succession de progrès que la constitution devient un obstacle réel, parce qu'elle s'oppose à la coordination et à un nouveau mode de répartition des moyens de production matérielle. Ainsi, durant un long espace de temps, la classe populaire prend part à ces améliorations journalières, elle est successivement mieux nourrie, mieux logée, mieux vêtue, ses mœurs privées s'adoucissent; mais ces améliorations tenant uniquement à l'activité personnelle de chacun, à ses relations particulières avec les autres, ne portent que sur les qualités individuelles des hommes, elles ne sauraient perfectionner les sentimens et les idées qu'il a puisés dans l'éducation générale, car l'homme voué à des travaux pratiques est incapable de saisir, par les propres forces de son intelligence, le rapport des faits spéciaux avec les idées sociales, et de modifier les unes en raison des variations des autres; il ne peut que sentir le

désordre, l'incohérence qui finissent par se manifester entre ses facultés, ses besoins individuels et les institutions de la société. Prenons un exemple : la découverte des phénomènes que l'on appelle phénomènes électriques, indépendamment des travaux scientifiques qui ont pour objet de les rattacher à la théorie générale des corps bruts et des corps organisés, a eu pour effets pratiques d'augmenter les forces productives et les jouissances de l'homme, et l'on comprend que ces effets aient dû nécessairement se faire sentir dans toutes les classes de la société : l'artisan qui, à la faveur des nouvelles formules technologiques qu'il a reçues du savant, a forgé le paratonnerre, n'a pas pour cela perfectionné les sentimens qu'il doit à son éducation, et s'il peut avoir aperçu des contradictions, entre l'idée d'électricité et ses croyances sociales, il n'a rien acquis sous ce rapport, seulement il a remplacé la foi par l'indifférence, la morale par le septicisme; mais le doute ou *le septicisme* ne peuvent être considérés comme progrès que dans les mains de ceux qu'ils doivent conduire à la certitude et à la *vérité* nouvelles. Arrêtées sur cette limite, les découvertes du génie de l'homme si elles n'avaient que des résultats pratiques, s'accumulant en désordre et exaltant sans cesse les passions individuelles, finiraient par anéantir tous les sentimens généraux, toutes les richesses intellectuelles et morales de l'humanité.

Ceux qui n'aperçoivent le développement social que de ce point de vue isolé, tombent nécessairement dans un système d'individualisme qui ne tend à rien moins qu'à changer les conditions d'existence de la nature humaine; après avoir brisé toutes les formes sociales et livré à lui-même chaque individu, ils imaginent que la société se reformerait par associations

particulières; comment ne voient-ils pas que, par ces associations, privées de mœurs et d'idées collectives, de doctrines et d'institutions sociales, le genre humain se trouverait reporté aux temps de son origine, avec toute la nullité morale et toutes les passions anti-sociales des temps primitifs, et de plus avec l'incapacité radicale de sortir du cercle étroit de ces associations spéciales se brisant et se reformant sans cesse sous l'influence des variations de la production matérielle? Ira-t-on jusqu'à supposer que ces associations se coordonnant, se fondant les unes avec les autres, finiraient par atteindre à l'unité sociale à peu près comme on pourrait faire un poëme à force de jeter au hasard une suffisante quantité de caractères d'imprimerie? Nous répondrons d'abord que l'on fait abstraction de tous les penchans individuels qui luttent contre la sociabilité et qui alors se déploieraient avec une excessive violence, que l'on fait abstraction des mœurs et de l'ignorance de la masse populaire qui forme les 99 centièmes de l'espèce humaine, et que, si l'on tenait compte de ces élémens qui doivent prédominer presqu'exclusivement dans une supposition où les forces sociales sont considérées comme nulles, si l'on voulait en un mot voir et compter réellement les hommes, et non leur prêter à tous des qualités d'ordre mécanique et d'intérêt bien entendu, qu'aucun ne possède, non-seulement cette coordination paraîtrait impossible, quelqu'effrayante série de siècles que l'on se donnât pour l'accomplir, mais on reconnaîtrait encore que la guerre et le pillage devraient se substituer rapidement au travail, comme moyens plus faciles et plus directs d'existence, et ne tarderaient pas à anéantir sans retour toute association pacifique et industrielle; nous disons *sans retour*, car, raisonnant toujours dans l'hypothèse

des individualistes, l'homme, en cet état, serait privé de sentimens sociaux et d'idées générales, et ce n'est qu'à l'aide de ces sentimens et de ces idées qu'il est sorti de la barbarie, que l'on peut concevoir qu'il en soit sorti.

S'il résulte de ce que nous venons d'exposer que le développement physique de la société est nécessairement individuel dans ses effets, et limité lorsqu'on l'envisage isolément, il en est tout autrement lorsqu'on l'observe se combinant avec le développement des facultés sociales de l'humanité, qui s'opère par le perfectionnement des doctrines générales ; alors ces deux élémens de force et de mouvement, se prêtant un mutuel appui, leur action se succédant sans interruption, se montrent comme la raison suffisante des progrès passés et comme l'instrument des progrès à venir. Pour en être convaincu, il suffit de joindre à l'idée que l'on a pu se former déjà du développement des facultés individuelles, la conception positive du développement des facultés sociales.

On ne saurait nier que toutes les *sociétés* en progrès, dont l'histoire a conservé le souvenir, ont été soumises à l'influence d'un système de morale et de législation ; et l'on est fondé à considérer ce fait comme la condition nécessaire de toutes les sociétés. Essayons de saisir les rapports qu'il peut avoir avec le développement de l'espèce humaine, et de marquer la part d'influence qu'il exerce sur ses destinées.

Un système de morale et de législation en vigueur est toujours le résumé pratique des idées et des sentimens de la société, dans un temps et chez une nation donnés ; cette considération ne saurait être atténuée par l'opinion métaphysique ou théologique que l'on pourrait se former de l'utilité ou de la légitimité du système, puisque cette opi-

nion ne porterait jamais que sur l'erreur ou les vices des hommes qui l'ont adopté. Mais si le système est peu susceptible de modifications, ce qui arrive chaque fois qu'il est fondé sur une conception théologique ou métaphysique, il ne tarde point à entrer en lutte avec des forces intellectuelles qui s'élèvent successivement au sein de la société. Il y a lieu de reprendre ici l'observation que nous avons faite, sur les effets de toute découverte nouvelle, pour présenter une explication satisfaisante des révolutions morales, et de leurs conséquences par rapport aux classes inférieures.

Indépendamment des perfectionnemens pratiques auxquels donne lieu la découverte de tout phénomène nouveau, elle produit encore, avons-nous dit, des perfectionnemens théoriques; tandis que l'industrie s'empare des conséquences du fait, la science saisit les rapports qu'il peut avoir avec les autres phénomènes et cherche à le rallier aux théories sur lesquelles le système social est fondé; bientôt il devient impossible de coordonner tous les phénomènes nouveaux et les idées qu'ils engendrent avec l'ancienne théorie, dont les imperfections se dévoilent alors chaque jour davantage. La division se met entre les doctes et l'attaque commence contre les idées abstraites, puis elle s'étend jusqu'aux institutions qui en sont dérivées. Les idées des novateurs se présentent, en opposition avec l'ancienne théorie et la constitution existante, d'abord sous la forme critique, puis enfin sous la forme organique. Mais quelqu'assuré que soit le triomphe définitif des innovations théoriques, leur impatronisation dans la société est assujétie à une marche particulière qui dérive de leur nature et de la nature des obstacles qu'elles ont à surmonter. Une idée générale ne s'introduit pas instinctivement et pour

ainsi dire, furtivement dans le monde intellectuel, elle y rencontre la doctrine en vigueur armée, formidable et exclusive, avec ses interprètes et sa milice, sous la protection des institutions et des pouvoirs sociaux auxquels elle a donné la vie; tout ce qui lui porte atteinte directement ou indirectement est aussitôt signalé, devient le point de mire des conservateurs, et le débat reste longtemps dans un état où la masse ne peut intervenir ni comme juge ni comme partie. Il faut que les novateurs aient rassemblé des masses d'idées et en aient fait un corps de doctrine, pour balancer l'ascendant de la doctrine organisée; il faut que leurs opinions aient pénétré dans le monde intellectuel et dans les pouvoirs sociaux, à la faveur d'une ou plusieurs générations nouvelles, avant toute intervention populaire. Jusque-là, la masse placée en dehors du mouvement des passions et des idées générales, ne possède ni la capacité ni le loisir d'en observer les phases secondaires; son imagination ne s'émeut qu'à la vue des grandes transformations, sa sensibilité obtuse ne perçoit que des surfaces très-étendues. Aussi depuis trois siècles que des milliers de découvertes, d'opinions et de querelles modifient journellement le monde intellectuel, elle ne s'y est montrée sensible que deux fois, lors de la réforme et lors de la révolution française. Ces deux événemens qui sont liés entr'eux par leurs causes et par leur objet, à tel point que l'on doit les considérer, malgré la distance qui les sépare, le premier comme le commencement du second, et le second comme le complément du premier, n'ont pu s'opérer que par une longue élaboration d'idées anti-théologiques et anti-féodales. Bien que l'on soit d'abord disposé à s'irriter contre l'obstacle que la nature des choses oppose ainsi à la popularisation d'idées et de

sentimens favorables à la société, mais entachés de spécialité, cependant un examen approfondi, démontre que la nécessité est entièrement d'accord en cela avec l'utilité sociale : s'il arrivait que le peuple, non le peuple des métaphysiciens, mais le peuple tel qu'il est et tel qu'il fut, le peuple en chair et en os, prît part à toutes les discussions, à toutes les variations que subissent la morale générale et la politique dans le monde intellectuel, s'il avait dû modifier la règle pratique de ses actes et de ses sentimens sociaux chaque fois que les publicistes et les philosophes ont modifié leurs théories, la production matérielle, les progrès physiques et de détail qui ne sont pas moins nécessaires que les autres au développement de l'ensemble, eussent été constamment suspendus. Il semble qu'un admirable instinct revèle à la masse qu'elle ne doit point abandonner à tout propos le système d'éducation à la faveur duquel la société se maintient et les progrès matériels s'opèrent, et qu'elle ne doit faire les frais énormes d'une révolution qu'autant qu'elle peut s'en promettre des résultats au moins équivalens.

En vérifiant historiquement la loi de progression alternative que nous venons d'exposer, on remarque que, à l'abri du système social théocratique, les arts et métiers, premiers rudimens de toute industrie, ont pris un assez notable accroissement : mais la constitution sacerdotale, n'admettant ni propriété, ni droits individuels, ne donnait pas place aux échanges et au commerce, dont la nécessité se fait impérieusement sentir par le perfectionnement des arts et métiers. Le système militaire se substituant à la théocratie pure, la force industrielle s'ouvre de nouvelles voies; les moyens d'échange deviennent nombreux et s'ordonnent sur un premier plan; le commerce

maritime transporte les produits d'un climat dans l'autre, et l'usage de la monnaie s'introduit chez tous les peuples. La constitution devenue théologique et féodale, nous voyons créer la lettre de change, origine du crédit, les corporations locales, première tentative pour constituer politiquement l'industrie. Dans ces derniers temps, à la faveur des grandes modifications que depuis trois siècles la constitution du moyen âge a successivement subies, les banques se fondent, elles tendent à centraliser les forces industrielles et à leur faciliter les moyens d'exercer sur la société la prépondéranee politique ; elles projettent dans tous les sens des essais d'associations industrielles, tandis que d'autre part la théorie générale, délivrée déjà de l'opposition de l'ancienne théorie, s'asseoit sur des bases systématiques et positives. Enfin nous pouvons entrevoir un moment assez prochain où la théorie organisatrice et la pratique industrielle, entrant en contact, écarteront les vestiges qui s'opposent encore à leur *fusion*, pour engendrer un nouveau code de morale sociale, et l'association universelle. Ainsi, à partir des temps les plus reculés, on peut observer la théorie et la pratique s'échelonnant alternativement sur deux lignes parallèles, l'une se positivant de plus en plus à chaque transformation, l'autre généralisant par degrés insensibles ses moyens de production.

Les conséquences qui ressortent particulièrement de cet aperçu très-général, par rapport à la masse populaire aujourd'hui composée principalement de la classe ouvrière, sont que :

L'amélioration du sort physique de cette classe peut s'opérer en partie, indépendamment de l'action des théories; mais que cette amélioration s'est accomplie et s'acomplit

encore moyennant une perte considérable de temps et d'efforts, et que, poussée à certaines limites, elle doit rencontrer, dans la constitution sociale de tous les peuples actuellement connus, une opposition directe; et dans l'anarchie existant dans les idées et les sentimens de chaque individu, un obstacle indirect non moins important;

Et que la conception théorique, et par suite, la promulgation d'un nouveau système social est le seul moyen de compléter l'amélioration du sort physique des masses, et de leur communiquer directement, par l'éducation, tous les perfectionnemens moraux, dont l'humanité est aujourd'hui susceptible en résultat de huit siècles de travaux scientifiques et critiques.

Si nous sommes parvenus à donner à l'idée du perfectionnement des masses, la consistance et la précision requises pour qu'elle soit admise comme règle générale d'application, nous pouvons maintenant marcher avec quelque sécurité au but spécial de cet article, qui est de déterminer quelle doit être la condition future des classes ouvrières en France, quel est leur état actuel, et quelle est la série des moyens qui doivent conduire d'un point à l'autre.

Les effets de la révolution française doivent être envisagés, soit par rapport à la France, soit par rapport à l'Europe. La révolution a imprimé à la masse du peuple français un caractère qui n'est le partage d'aucun autre peuple. Elle a de plus constitué en Europe l'opinion et le sentiment de la suprématie morale et politique de la nation française sur toutes les autres : aujourd'hui, plus que jamais, on peut dire que l'Europe est dans la France, lorsque l'on songe que la force et le mouvement finissent toujours par se subordonner à l'activité morale. Cet aperçu

ressort naturellement de l'analyse des effets intérieurs de la révolution française.

On doit d'abord reconnaître que la révolution a produit tout ce qu'elle pouvait produire. Jamais nation n'a agi plus pleinement selon ses mœurs et ses opinions que la nation française, depuis 1788 jusqu'aux premières années de l'empire. Les utopistes peuvent se perdre dans toutes les suppositions imaginables; ils peuvent accuser les circonstances et les hommes de leur désappointement; ils ne détruiront pas ce fait décisif : la France a été, durant quinze années, libre de se donner des lois; il y a plus, toutes les classes de la société sont successivement parvenues à la direction des affaires, et aucune n'a pu s'y maintenir; ainsi on répond aux partisans des classes éclairées, par l'exemple de l'assemblée constituante, aux amis de la classe moyenne par l'exemple de la législative, à d'autres par la convention ou pâr la constitution de l'an III, le consulat, la monarchie militaire. Il semble que *tous les systèmes connus*, toutes les capacités existantes aient été mis à l'épreuve durant ce petit nombre d'années. Le trait caractéristique de la nation, et surtout des classes inférieures, dans tout le cours de la crise, est de s'être toujours passionnées principalement pour le but et accessoirement pour le moyen. Il semble qu'un admirable instinct ait révélé au peuple qu'en dépit de leurs auteurs, les constitutions révolutionnaires n'avaient d'autre valeur que celle d'instrumens de destruction. La révolution française s'est opérée au moyen d'un demi-système, d'un système critique; et la critique réalisée, la nation entière le délaissant a demandé une constitution véritablement organique. A cette question, la philosophie et la science ne surent que répondre; elles étaient prises au dépourvu, tant avait été vigoureuse et

rapide l'action populaire ; la théorie était dépassée par la pratique, et la direction échut naturellement au plus grand praticien, qui se montra, quoiqu'on en dise, assez fidèle à sa mission : il tenta de réorganiser la société et l'on ne peut, vu sa qualité, trouver extraordinaire qu'il s'y soit mal pris ; d'ailleurs il continua l'action extérieure de la révolution avec un tel succès, que ce fut le jour même de sa chute qu'il devint évident que cette révolution avait envahi l'Europe : les rois de l'Allemagne conduisent leurs peuples contre nous, aux cris de liberté, et la sainte-alliance, pour réparer cette faute irréparable, annulle, par le fait de son existence, l'autorité du saint-siége, bien plus réellement que ne l'avaient fait la conquête de l'Italie, et la captivité de Fontainebleau.

A toutes les périodes du mouvement révolutionnaire, la nation française entière et sans aucune distinction de classes, a fourni des preuves de capacité pratique qu'aucun peuple n'était et n'est encore aujourd'hui capable de fournir. Le souvenir des événemens est trop récent pour que nous ayons besoin de les rappeler, et nous n'indiquerons qu'un fait général qui frappe encore tous les yeux, La quantité d'hommes éclairés, soit dans l'administration, soit dans l'armée, soit dans l'industrie, les sciences et les beaux-arts, sortis de la classe populaire est tel, le mélange de cette classe avec les classes qui lui étaient superposées est si complet, qu'il est devenu impossible de tracer une ligne de démarcation exacte entr'elles ; bien que prenant la société comme un tout on aperçoive une grande différence entre ses deux extrémités. De cette fusion, nous voyons résulter une égalité pratique infiniment plus réelle et plus profonde que celle que les lois ont pu constituer jamais chez aucun peuple. L'égalité française

n'est point l'égalité métaphysique et de par la loi des Américains, c'est l'égalité sentie et pratiquée telle que la philanthropie la définit. La capacité pratique généralement répandue, la fusion des classes et l'égalité réelle que l'on rencontre en France sont les premières conditions politiques de l'association scientifique industrielle.

Mais l'aptitude de la classe populaire en France à un nouvel ordre social, sa supériorité sur les autres peuples, devient tout-à-fait évidente lorsqu'on l'envisage sous le rapport des idées et des sentimens sociaux. D'une part, elle a totalement oublié les formules traditionnelles de l'ancien ordre social, elle n'est plus ni catholique, ni hérétique; elle a dépouillé tout sentiment de subalternité féodale; ce vide de doctrines et de dogmes sociaux, qui sans doute est une grande cause de désordres actuels, est en même temps un acheminement à l'ordre futur, et ne produit pas chez nous tous les maux qu'il engendrerait chez d'autres; ce qui s'explique par la faculté de généraliser et surtout par le tact, qui caractérisent en France le peuple aussi bien que les hautes classes. Que l'on prenne au hasard dans les manufactures anglaises et françaises un nombre donné de manouvriers, les premiers pourront paraître des machines plus parfaites, mais chez les seconds, vous trouverez un grand nombre de ces hommes qui sont propres à tout, vous y trouverez la faculté de sentir, de comprendre et de sympathiser développée à un haut degré; transportez les uns et les autres chez un peuple étranger; le Français ne tardera point à se mettre en harmonie avec sa nouvelle famille; en un instant, il aura saisi instinctivement les modes de relation les plus utiles, il aura donné ses habitudes, pris celles de l'étranger, et fait corps avec le tout; l'Anglais restera durant une géné-

ration tel qu'il fut implanté, et ses descendans conserveront encore long-temps les traces de leur origine, à moins toutefois qu'il ne soit transporté en France. Ce sont ces facultés pénétrantes, cette aptitude à percevoir une grande variété de rapports qui suppléent aujourd'hui chez le peuple aux formules de morale sociale; quelqu'insuffisantes qu'elles soient pour l'avenir, elles opposent encore, de concert avec les intérêts matériels et une législation précaire, une barrière au cynisme et à la dépravation de mœurs qui déborderaient de toutes parts; en même temps elles sont un excellent préservatif contre l'invasion des systèmes bâtards imaginés dans ces derniers temps, comme transaction entre les praticiens qui ont dirigé les affaires publiques depuis 1788; grâces au bon sens public, les formes théologiques, aristocratiques et démocratiques, dans quelques proportions qu'on les mélange, de quelque vernis qu'on les enduise, ne sont plus susceptibles de se populariser en France; de semblables conceptions n'y peuvent obtenir momentanément qu'un succès d'estime, fondé sur ce qu'elles sont un expédient assez bien approprié à des nécessités passagères. Pour quiconque s'est scientifiquement rendu compte de l'état actuel de la civilisation française, tout système social conçu par les hommes qui ont pris part à la direction politique de la société, dans les quarante dernières années, paraît *à priori* n'être pas susceptible d'une plus haute qualification que celle de bonne mesure administrative.

Placés au foyer du grand mouvement que nous venons de constater, qui doit compléter la rénovation sociale de l'Europe, et considérant par rapport aux intérêts de la classe ouvrière, la direction imprimée aux élémens actuels de la société, nous pouvons maintenant faire application

des idées qui précèdent aux circonstances du moment, qui dépendent en dernière analyse de l'action des représentans personnels de la théorie et de la pratique, les savans, les artistes et les industriels.

Les chefs de l'industrie actuelle sont parvenus, à l'aide des travaux de leurs devanciers, à généraliser les moyens de production matérielle à un degré tellement élevé qu'il est possible de les concevoir comme les fondemens d'une importante partie de l'ordre temporel futur, et comme susceptibles de se coordonner dès à présent dans une direction définitivement organique. Mais si la pratique n'a pas cessé, et ne cesse pas de tendre vers cet état de choses, elle emploie souvent pour cela des efforts incohérens, elle fait quelquefois fausse route, et consomme beaucoup plus de temps et de capitaux qu'il n'est nécessaire. Ces inconvéniens doivent, par l'intervention de la théorie, disparaître successivement, à partir du moment actuel, car il est dès à présent possible de faire converger directement des masses importantes d'efforts, d'après un système complet d'idées, vers le but industriel, et de mettre en harmonie les mouvemens du corps industriel de l'une de ses extrémités à l'autre, les ouvriers et les banquiers.

L'association complète de la classe ouvrière à l'industrie, consisterait à l'admettre aux bénéfices des entreprises auxquelles elle prend part, dans la proportion exacte de la mise individuelle de travail de chaque ouvrier. Mais on peut objecter à cela que, à côté des chances de plus grands bénéfices que la condition d'associé ouvre à l'ouvrier, se présentent des chances opposées; que l'ouvrier n'ayant ni capitaux accumulés, ni habitudes d'économie, est incapable de supporter des

pertes, ou même quelques mois de travail sans bénéfices, et qu'il n'est pas permis de l'exposer à ce risque mortel pour lui, qu'avant tout il faut que son existence soit assurée.

Tout en convenant de l'obstacle, nous ferons remarquer d'abord que lorsque les travaux sont sans bénéfices, les ateliers finissent par être à peu près fermés, et qu'ainsi le danger que l'on signale est presque inévitable; nous ferons remarquer que les chances de bénéfices et de pertes dans les travaux de fabrication, sont les uns et les autres excessivement exagérés par les habitudes actuelles de spéculation auxquelles les fabricateurs se laissent entraîner au mépris du principe de la division du travail. Il serait absurde cependant de ne pas tenir compte de ce fait ainsi que de toutes les causes accidentelles qui peuvent encore livrer aux chances du hasard le fruit des travaux les plus utilement dirigés. On doit donc reconnaître, pour l'intérêt même de la classe ouvrière, la nécessité actuelle d'un terme de transition entre la compétition individuelle du maître et de l'ouvrier et l'association complète. Cette demi-association devrait satisfaire à la fois aux intérêts de l'ouvrier et à ceux du directeur de travaux, en augmentant les bénéfices de l'un et de l'autre de tous les produits dus à une meilleure coordination d'efforts. Elle aurait pour base la division des bénéfices de l'ouvrier, en deux fractions, l'une invariable à titre de salaires, l'autre variable à titre de part d'intérêts; la première d'abord plus considérable que la seconde, mais se réduisant par degrés pour se tranformer en part d'intérêts, à mesure que l'harmonie et la sécurité s'établiraient dans le corps industriel et que l'esprit d'ordre et d'économie pénétreraient dans la classe ouvrière. Dès le premier pas, l'idée d'association serait

consacrée, et la carrière à parcourir se trouverait toute tracée.

Nous allons opposer ce mode de relation à ceux existans, et nous espérons en voir sortir la preuve qu'il est de beaucoup préférable.

Le travail de l'ouvrier est aujourd'hui rétribué de deux manières; à tant la pièce ou à tant la journée. Le premier mode de rétribution qui devient de jour en jour plus répandu, tend à se substituer au second autant que la nature des travaux le permet. Indépendamment de ce que la chose n'est pas toujours praticable, il faut convenir que les avantages en résultant pour le maître et l'ouvrier, ne sont nullement proportionnés à l'accroissement de production qui en est l'effet, parce que ce mode de rétribution ne fait pas cesser l'opposition d'intérêts des maîtres et des ouvriers, et la compétition des ouvriers entr'eux. Si donc l'ouvrier confectionne, par ce moyen, plus de travaux, il est évident qu'il n'augmentera pas d'abord ses bénéfices dans la même proportion, et que, par la suite, ses bénéfices s'amoindriront de plus en plus. C'est d'abord à l'entrepreneur que profitent ces différences, mais la concurrence des entrepreneurs ne tarde pas à porter aussi ses fruits et tous les avantages d'un surcroît de travail de la part des ouvriers tournent aux consommateurs. Il est vrai que l'entrepreneur et les ouvriers se retrouvent parmi ces derniers, mais ils s'y retrouvent en concurrence avec les oisifs; ils ne recueillent pas exclusivement le bénéfice de la baisse des marchandises, et nous n'admettons pas que ce soit une suffisante consolation pour eux, de leur prouver que les frêlons de la société ne dévorent qu'une partie de leurs travaux. Non-seulement une somme notable de travail est ainsi sacrifiée en pure perte pour la société et pour

la classe industrielle, mais les perfectionnemens continuels dus au génie de l'ouvrier ou du maître vont, par la même route, alimenter l'oisiveté.

L'association des ouvriers aux entreprises doit, en partie du moins, faire cesser ce gaspillage; sans supprimer pour cela aucune cause d'activité et de perfectionnement; il cessera totalement si la banque exerce simultanément l'influence qui lui appartient sur le concours des chefs de travaux entr'eux.

Si tous les chefs de travaux, abjurant leurs routines, leurs préjugés et leur esprit d'opposition à toute augmentation de salaires, voulaient établir la balance générale des profits et pertes qui doivent résulter pour eux de l'association dont il s'agit, il n'en est aucun qui ne l'adoptât avec empressement, et le seul but vers lequel ils dirigeraient leurs efforts, serait de convaincre leurs ouvriers de l'excellence de la mesure, de les former à l'esprit et aux habitudes d'association. Ce compte s'établirait nécessairement sur ces données: 1° *bénéfices* pécuniaires résultant du produit d'un plus grand travail, ou des perfectionnemens dus au génie des ouvriers, dont une partie reviendrait au maître, au lieu de tourner au profit des oisifs; 2° *bénéfices* d'ordre et de sécurité pour le chef des travaux, résultant des sentimens de bienveillance et de dévouement que développerait l'association; 3° *bénéfices* de la puissance et de la considération extérieure qu'acquerrait le directeur des travaux, en devenant la tête d'un corps sentant avec lui, agissant avec lui en harmonie parfaite; que l'on se représente l'influence sociale du chef d'une maison ayant plusieurs centaines d'associés, et l'on jugera s'il serait alors possible de constituer l'industrie pouvoir politique. Quant aux *pertes*, nous ne saurions en imaginer

une seule cause. Il en est une cependant, au jugement de quelques personnes, et nous devons l'indiquer quoiqu'elle nous paraisse, au contraire, un pur bénéfice : le chef de travaux devrait faire le *sacrifice* de ses idées d'antagonisme et de concurrence envers ses égaux et ses subordonnés, et le *sacrifice* de ses passions anti-productrices; il serait nécessairement forcé d'exclure de sa conduite toutes considérations qui ne se rapporteraient pas aux intérêts généraux de l'industrie, ou à l'intérêt direct de la société. Il ne pourrait plus compromettre son influence sociale au profit des ridicules partis qui divisent aujourd'hui le monde politique; entré dans une voie profonde et sûre, il se séparerait nécessairement du patronage des métaphysiciens et des théologiens. Ceux-ci, nous l'avouons, appellent cela une perte pour l'industriel; les uns entreprendront de lui démontrer qu'il immole sa liberté, les autres qu'il se livre à l'anarchie, en secouant leur domination hétérogène. Mais, pour réfuter aujourd'hui des prétentions semblables on se contente de les exposer.

En démontrant l'utilité pour tous les travailleurs de l'association de la classe ouvrière aux entreprises, nous en avons implicitement démontré la nécessité, car dès que quelques-uns auront adopté l'amélioration, il faudra bien que tous les autres s'y soumettent successivement, comme cela arrive à l'occasion de tout perfectionnement réel.

Il ne faut pas se dissimuler cependant qu'il est des esprits rebelles à toutes démonstrations, des caractères incertains qui ne savent pas prendre un parti, et qui passent les trois quarts de leur vie à marchander avec la nécessité. Heureusement l'influence de cette classe d'hommes sur la société est à peu près nulle; ils n'impriment ni ne dirigent les mouvemens; ils suivent de loin, et glanent par

derrière. On peut les voir depuis quelques années luttant contre l'usage de donner à la tâche, puis successivement amenés à l'adopter après beaucoup de sacrifices ; on les verra toute leur vie victimes ridicules de leur malheureuse tendance. Si cet instinct rétrograde pouvait l'emporter, si la queue de l'industrie pouvait diriger la tête, on verrait se réaliser l'allégorie du bon Lafontaine. La funeste habitude de séparer la morale et les intérêts du maître de la morale et des intérêts de l'ouvrier, serait bientôt érigée en principe : le nécessaire pour l'ouvrier, et le reste pour le maître, deviendrait une maxime fondamentale ; puis comme moyen, la coalition des maîtres et la répression sévère des coalitions d'ouvriers. Dans le camp opposé, on verrait tout naturellement la contre-partie de ces merveilleux expédiens, et les ouvriers finiraient peut-être, inspirés par l'exemple, par parler du nécessaire des maîtres et de l'illégitimité de leurs prétentions chaque fois qu'ils ont le pain quotidien, une carmagnole et des sabots. Si de ces beaux projets on en venait à des faits, si cette petite guerre prenait de l'intensité et devenait systématique, si la multiplication rapide des machines, l'augmentation de la population, la partialité du pouvoir et des désordres dans la production, semblables à ceux qui ont troublé l'Angleterre dans ces derniers temps, venaient s'y joindre, il faudrait s'attendre aux plus grands désordres. Il n'y a chez l'ouvrier français ni croyance, ni subordination morales aux pouvoirs sociaux ; les sentimens qui le rattachent à la société ne sont maintenus par rien d'extérieur à lui, et peuvent disparaître par l'exagération des passions hostiles, ou se transformer en sentimens de coalition violente. L'insurrection de tels hommes doués d'intelligence et d'audace, ne ressemble plus guère aux émeutes des

ouvriers anglais; supposez-les un instant à Blackburn ou Manchester, et le sang y coulera en abondance; donnez-leur un premier succès, et ils organiseront des bataillons, ils ne borneront pas leurs vengeances à la destruction des machines, et leurs prétentions à quelques livres de pain.

Entre ces deux tendances, la raison et la philanthropie n'éprouvent pas du moins l'embarras du choix. Mais il ne faut point s'abuser sur la possibilité d'opérer le bien; il ne faut point oublier que l'association de la classe ouvrière dépend d'un ensemble systématique de mesures industrielles et d'influences morales. Il faut faire marcher de front l'association universelle et les associations spéciales; les perfectionnemens de la pratique et celui de la théorie; l'action des banquiers, celle des artistes et des publicistes. Il faut faire le travail inverse du travail accompli par la critique; il faut réunir ce qu'elle a divisé et diviser ce qu'elle a réuni.

A ces premiers efforts de l'industrie correspond naturellement, la formation d'un centre intellectuel auquel se rallient toutes les forces morales de la société. Espérons que nos appels réitérés ne seront point sans résultats, car les circonstances qui nous environnent parlent le même langage que nous, et quelques instincts de personnalité ne sauraient lutter long-temps contre un besoin social toujours croissant. Que les directeurs moraux et politiques de la société ouvrent les yeux et reconnaissent où ils en sont venus : ils ont totalement perdu de vue l'objet principal de leur mission, qui est le peuple, pour se disputer les applaudissemens les uns des autres, ou la mesquine admiration de quelques oisifs; leur philosophie a pour but dernier d'orner l'esprit de quelques centaines d'auditeurs; leur politique n'aspire à rien de plus qu'à alimenter la

vanité de quelques milliers de discoureurs; leur morale n'est à l'usage que des logiciens; ils délaissent trente millions d'hommes pauvres et ignorans, pour un petit monde de beaux esprits. A force de s'isoler de toutes vues générales, ils finissent par ne plus sympathiser qu'avec des intérêts spéciaux, et consacrent toutes leurs forces intellectuelles à subtiliser sur la métaphysique des temps passés; quant à l'homme réel, à la classe populaire qui travaille et demande soulagement, on dirait qu'il ne la conçoivent que par hypothèse, et qu'ils ne l'aient jamais perçue que par abstraction; enfin et pour pousser jusqu'à ses dernières limites l'esprit de scepticisme, un écrivain, l'un des plus remarquables de l'époque, vient de le réduire en théorie, et de consacrer une longue dissertation scientifique à renier la science. Est-ce donc ainsi que sentaient les fondateurs du christianisme au milieu d'une société infiniment inférieure à la nôtre? est-ce ainsi qu'en use encore sous nos yeux l'église catholique? Vous vous étonnez en la combattant de la résistance qu'elle vous oppose; vous recherchez avec inquiétude à quelles profondes racines tient cette institution dévorée par la plus active des révolutions, et renaissant comme par enchantement dans les mains de ses destructeurs; eh bien! c'est que malgré toutes les causes intérieures et extérieures de décadence qui agissent sur lui depuis le seizième siècle, le clergé catholique n'a pas entièrement perdu des habitudes populaires, et possède encore la seule morale applicable. Au milieu d'un monde nouveau qui entend à peine son langage, dont il ignore les besoins et les idées, son vieux génie trouve encore un point d'appui dans le cœur de l'homme; il a des paroles pour l'enfance et pour la vieillesse, pour le fort et pour le faible; toujours préparé

à soutenir la présence de la misère et de la douleur, il sait aborder avec dignité la demeure du pauvre et le lit du mourant. Voilà le secret de sa puissance, et pour être en droit de l'attaquer, il faut marcher vers un but aussi noble que le sien, et le surpasser en intelligence et en dévouement; il ne faut pas prêcher l'indépendance d'esprit à ceux qui demandent de l'instruction, parce que l'homme ne sort de l'ignorance que par la foi; il ne faut pas répondre seulement, liberté! à ceux qui réclament protection, parce que pour le faible la liberté absolue c'est l'abandon; il ne faut pas payer du mot de conscience infaillible le père de famille qui voit avec terreur la jeunesse de ses enfans assiégée par toutes les tentations, et vous supplie de la protéger par l'autorité des sages maximes et par les vives images de la vertu. La France qui s'agite entre un passé qui l'effraie et un avenir inconnu, n'attend plus que votre direction pour marcher à d'autres destinées; tracer la route et donner le *signal*, telle est votre véritable mission. Inspirés par la grandeur de la tâche, les yeux fixés sur le genre humain, osez proclamer la vérité et la loi nouvelles, et le génie de la France vous répondra.

P. I. R.

DE LA SPÉCULATION.

La spéculation proprement dite, ne doit pas être confondue, comme on le fait communément, avec le commerce; elle porte en elle un caractère particulier et distinctif qu'il est aisé de bien saisir. La spéculation est autre chose que le commerce, en ce que son objet n'est pas d'acheter une marchandise quelconque dans un lieu, pour la transporter et la revendre dans un autre. Dans les cas les plus ordinaires, le spéculateur, prévoyant la hausse de tel ou tel produit, achète ce produit lorsqu'il peut se le procurer à bas prix, pour le revendre ensuite lorsque la hausse se sera effectuée. Cet achat et cette vente s'opèrent en général sans qu'il y ait déplacement de la marchandise qui en fait l'objet; c'est pourquoi quelques auteurs ont donné à ces transactions le nom *de commerce de réserve;* elles tendent, comme le dit M. Say, à porter la marchandise d'un temps dans un autre, au lieu de la porter d'un endroit à un autre. Ici la spéculation est réelle, en ce qu'il y a réellement une chose dont la propriété a passé d'un individu à un autre, il y a eu vente et tradition, pour nous servir du langage des légistes. On verra plus tard, comment la spéculation s'exerçant de cette manière, peut rendre de grands services à la société, tant

que la marche de l'industrie ne sera pas régularisée par des moyens d'ordre nouveaux.

Il est une autre espèce de spéculation, qui, par opposition à la précédente, mérite le nom de fictive, quoique pourtant elle emploie beaucoup de temps, et absorbe des capitaux assez considérables : Nous voulons parler de cette spéculation, qui s'exerce sur les oscillations probables dans le prix des effets publics et des marchandises, en un mot, des marchés à terme. Les calculs du spéculateur fictif, ont la même base que ceux du spéculateur réel, avec cette différence, que le premier n'achète ni ne vend en effet l'objet sur lequel il spécule. Il fait un pari sur la hausse ou la baisse d'une chose quelconque dans le commerce, et la valeur du pari est déterminée par la différence du prix de cette chose, au moment où le pari a été conclu et au moment fixé pour son accomplissement : c'est un véritable jeu.

On est dans l'usage de désigner sous le nom de *spéculateur*, des capitalistes qui, sans se livrer habituellement et de préférence, soit à des spéculations fictives ou réelles, soit à des actes de commerce, épient toutes les occasions de faire un emploi profitable de leurs fonds, en les plaçant dans des entreprises ayant un objet spécial, et dont ils ont calculé les résultats, pour des époques plus ou moins rapprochées; mais toutes leurs opérations se rattachent, soit à l'une ou à l'autre espèce de spéculation dont nous avons parlé, soit au commerce ; car lorsqu'il leur arrive de transporter d'un pays à un autre, des produits qui manquent à ce dernier, ils deviennent de véritables commerçans. Toutefois, dans ce cas même, ils cherchent à faire des bénéfices sur la marchandise, et ordinairement ils vont la chercher dans un lieu où elle est à bon marché,

pour la revendre dans un autre lieu où elle a une valeur supérieure, tandis-que le véritable commerçant, ainsi que nous l'expliquerons plus loin, se contente d'une simple commission pour son service de transport et de vente.

La spéculation, quelle que soit sa nature, prend sa naissance et son activité dans l'instabilité du crédit et dans les désordres de l'industrie. Au milieu de l'état de choses actuel elle joue un rôle tellement important, que quelques-uns en ont été séduits, et ont cru qu'elle constituait à elle seule le commerce, qu'elle était l'âme du commerce. Une observation plus attentive aurait conduit à une conclusion bien différente. En effet, il n'est pas difficile de se convaincre de la possibilité que le commerce en vienne à se passer entièrement de spéculateurs, et qu'il puisse, en définitive, s'accomplir pour le plus grand avantage du producteur et du consommateur, soit directement de l'un à l'autre, soit par l'intermédiaire unique de négocians-commissionnaires ou de courtiers. Une telle simplification dans les rapports du producteur au consommateur sera, nous n'en doutons pas, l'un des résultats de la tendance sociale actuelle, et nous le prouverons par des faits en même temps que par la théorie. On sait que, ce résultat obtenu, les spéculateurs n'auraient plus aucune chance favorable, et ne pourraient qu'embarrasser les transactions commerciales et les rendre plus coûteuses. C'est dans les temps de malaise ou de calamités publiques qu'ils sont assurés de leurs plus belles récoltes; mais lorsque les nations sont en paix les unes avec les autres; lorsqu'elles ne sont frappées dans leur intérieur par aucun de ces maux qui les ont si souvent affligées, tels que la disette, les troubles civils, l'ignorance brutale des peuples ou de ceux qui les gouvernent, la peste, etc.; la moisson du spéculateur

tend constamment à diminuer. Dans ces temps de paix et de tranquillité, le véritable commerce fleurit et prospère; les rapports de nation à nation pouvant se multiplier et se multipliant en effet, des voies plus larges et plus aisées sont ouvertes aux transactions commerciales; la facilité de mieux constater l'étendue des besoins étant plus grande, l'équilibre se soutient davantage entre la production et la demande; les produits se répartissent plus promptement et plus généralement, et dès-lors les spéculateurs, qui ne vivent et ne tirent leurs plus grands bénéfices que de variations fréquentes et considérables dans le prix des choses qui sont dans le commerce, trouvent de jour en jour plus rares les occasions de se livrer avec espoir de succès à leurs entreprises favorites.

C'est donc à tort que l'on a appelé la spéculation, *l'âme du commerce*, puisqu'elle ne s'exerce jamais avec plus d'avantage que dans les temps de crise ou de langueur du commerce, et qu'elle diminue en raison de ses développemens et de sa prospérité.

Dans l'état présent de la société, il existe encore des causes innombrables de désordre qui agissent sans cesse sur l'industrie et qui donnent une libre carrière à la spéculation. Il entre dans la tâche que nous nous sommes proposée, de rechercher et d'indiquer les moyens de prévenir ces maux; mais en attendant que ces moyens hygiéniques aient été découverts, proclamés, et puissent être appliqués, nous devons accepter avec empressement tous les moyens de guérison qui s'offrent à nous. Or, la spéculation guérira, ou cicatrisera dans beaucoup de cas, deux des plus grands maux de l'industrie, la production trop restreinte ou la disette, et la production trop abondante ou l'encombrement.

Dans les temps de disette, les spéculateurs capitalistes deviennent quelquefois commerçans, en faisant arriver dans un pays les produits qui y manquent, ou bien ils réalisent simplement les bénéfices de spéculations déjà commencées, en vendant des produits, achetés lorsqu'ils encombraient les marchés. C'est ici que se montre l'utilité temporaire de ces spéculations : lorsqu'il y a disette, elles tendent à la faire cesser; lorsqu'il y a encombrement et par conséquent souffrance des manufactures, elles viennent s'emparer des produits surabondans, et empêchent ainsi l'avilissement des prix : la production, qui se décourageait faute de demandes ou parce que les frais de production n'étaient plus remboursés par le consommateur, n'est pas suspendue, mais ralentie; ses fruits s'écoulent, parce que les besoins de la société n'ont pas diminué et veulent être satisfaits; en même temps, les spéculateurs vident leurs magasins et mettent obstacle, par leur concurrence, à ce qu'une hausse ne vienne porter un nouveau trouble dans la distribution des produits.

Ainsi, par leurs opérations, ils rétablissent et conservent l'équilibre entre la production et la demande, et surtout ils empêchent les oscillations considérables et subites dans les prix, oscillations dont les conséquences sont toujours si fâcheuses.

Le défaut de communications bien établies, soit entre les peuples, soit entre les différentes portions d'un peuple, l'incertitude des renseignemens statistiques, l'ignorance des bonnes théories commerciales, l'absence de registres publics constatant avec exactitude l'état de la richesse des nations, l'instabilité du crédit, les guerres, et une foule d'autres causes générales ou accidentelles, produisent, entre la production et la demande, cette disproportion

désignée sous le nom d'encombrement. La plupart des économistes ont vu le mal, mais, ou ils ne se sont pas occupés d'y chercher des remèdes ou ils n'en ont proposé que d'insuffisans. C'est dans ces derniers temps surtout que l'on a pu voir les déplorables effets d'une production non pas trop abondante mais mal entendue, dans la crise générale où se trouve l'Europe industrielle, et particulièrement l'Angleterre. C'est ce dernier pays qui souffre le plus, mais aussi c'est à ce dernier pays qu'il faut imputer les fautes qui ont amené le mal. L'Angleterre, si en avant des autres nations dans les procédés de l'industrie et dans le nombre et la grandeur de ses entreprises industrielles, n'est point au dessus d'elles dans tout ce qui a rapport aux théories économiques et même dans la connaissance des faits statistiques; son ignorance, sur ces points, l'a entraînée dans l'abîme. A la fin de la guerre, elle s'est crue appelée à fournir le monde de produits manufacturés. Elle a employé tous les bras que la guerre n'occupait plus, et elle a fait une application exagérée des instrumens de production que lui fournissait la mécanique perfectionnée, sans sortir des anciennes directions, sans chercher à donner naissance à de nouveaux besoins, par la création de produits d'une nature nouvelle. Elle n'a point calculé sur le développement de l'industrie européenne, qui aspirait à marcher en concurrence avec elle, et qui, recrutée aussi de tous les hommes que les champs de bataille avaient rendus aux travaux de la paix, reprenait partout une nouvelle vie. Des masses énormes de produits jetés sur le continent en ont surchargé les marchés; de là les premiers embarras de l'Angleterre : ils eussent eu pour elle les conséquences les plus funestes, si l'Amérique n'était venue lui offrir de nouveaux débouchés.

Les ports des anciennes colonies espagnoles, ouverts au commerce de l'Europe, à la suite des efforts tentés par ces colonies, pour conquérir leur indépendance, regorgèrent bientôt de marchandises anglaises. Jusque dans les villes du Chili, l'on vit une infinie variété de ces marchandises, et leur abondance était telle qu'elles se vendaient à la moitié ou au quart du prix auquel elles se seraient vendues en Angleterre. Ces fautes furent encore le résultat de l'inobservation des faits statistiques. On s'était imaginé qu'il suffisait que les colonies prissent le titre de républiques indépendantes pour devenir des nations riches et puissantes. Le Nouveau-Monde était la terre promise; Amérique! Amérique! était le cri des armateurs anglais, et chaque jour de nombreux vaisseaux faisaient voile vers l'occident. On ne soupçonnait pas que des peuples récemment affranchis du joug le plus abrutissant qui ait jamais pesé sur l'espèce humaine, n'ayant encore aucune habitude d'ordre et de travail, privés de capitaux de toute nature et engagés dans une guerre opiniâtre, à succès variés et conduite à la manière des barbares, ne pouvaient offrir que bien peu de chose en échange de tous les produits qu'on leur envoyait avec une si grande profusion. Les marchandises qui revenaient en Angleterre, parce qu'elles n'avaient pu être écoulées, avertirent trop tard les industriels anglais de l'erreur qu'ils avaient commise, leurs magasins s'encombrèrent, et ils furent contraints de suspendre leur production. Alors on vit le spectacle déplorable de populations sans travail, et par suite, sans moyens de subsistances, se révoltant pour avoir du pain, et périssant de misère à côté des innombrables produits de leurs travaux antérieurs.

A cette cause d'embarras et de ruine qui peut être attribuée à une production mal entendue, s'en sont jointes

d'autres qui ont puissamment aggravé le mal ; la fureur des emprunts pour l'Amérique et les entreprises des mines ont absorbé des capitaux énormes, et les spéculations fictives, venant par dessus tout cela verser sur les marchés des masses prodigieuses d'engagement, ont achevé le désordre en jetant l'épouvante chez tous les capitalistes. Chacun a voulu se retirer d'entreprises qui n'offraient plus en perspective que des pertes certaines ; les producteurs se sont vu enlever les derniers moyens qui leur restaient de se maintenir, et des catastrophes inouies en ont été la suite. Les entreprises téméraires et désastreuses de l'Angleterre ont réagi sur toute l'Europe ; soit timidité, soit prudence, soit toute autre cause, l'Europe commerçante avait procédé avec plus de modération et elle eût probablement peu souffert si l'Angleterre ne lui eût retiré subitement ses capitaux et ses crédits. Il en est résulté un état de langueur et de souffrance qui a déjà causé bien des malheurs ; mais comparativement à l'Angleterre, le mal est bien moins grave, et l'ouvrier ne meurt de faim sur aucune partie du continent européen, malgré l'accumulation d'un grand nombre de produits.

Les moyens qui serviront dans l'avenir à prévenir les maux de l'encombrement, auront également pour effet de prévenir les spéculations réelles ou fictives. Parmi ces moyens nous avons déjà indiqué l'établissement de communications faciles, rapides et peu coûteuses, soit de nation à nation, soit entre les diverses parties d'un même pays. La facilité et la promptitude des communications permettent aux produits de se répartir plus aisément et plus généralement, elles font mieux apprécier les besoins des diverses localités; elles encouragent la propagation de l'industrie, dans des contrées qu'elle n'a point encore fécondées, et provo-

quent la création de nouveaux moyens d'échange. Bien souvent il y a encombrement, quoique la production ne dépasse pas réellement les besoins; les hommes dont le travail ne rapporte pas de quoi rembourser les frais de production d'une marchandise qui leur serait nécessaire, ne peuvent en faire la demande, et ils demeurent misérables en présence de l'abondance. Dans le cas où une marchandise ne pourrait être vendue au lieu où elle aurait été transportée, la perte serait moins considérable, parce qu'avec un bon système de communication, le retour coûterait beaucoup moins. Les rapports du producteur au consommateur devenant plus intimes, la vente des produits s'opérerait de l'un à l'autre sans l'intermédiaire du spéculateur, et dès lors le producteur pourrait faire un plus grand bénéfice en vendant à meilleur marché au consommateur. Enfin le spéculateur téméraire ne pouvant plus, par des demandes exagérées, provoquer une production trop abondante relativement au débouché, l'équilibre s'établirait et la spéculation cesserait. . . . . :

Ce qui contribuera également à prévenir les encombremens et à tuer la spéculation, ce sont des travaux statistiques, généraux et complets; c'est la création de registres publics ou de grands livres de la richesse des nations, contenant avec toute l'exactitude possible, les renseignemens qui pourraient éclairer le producteur dans la conduite de ses travaux. On conçoit comment de pareils livres, indiquant régulièrement le mouvement industriel du monde civilisé, la somme des capitaux immobiles ou circulans, celle de toutes les marchandises en magasin ou qui ont été écoulées, le nombre des ateliers et des bras destinés à répondre aux demandes, etc.; on conçoit, disons-nous, comment de pareils livres jetteront des lumières

sur les entreprises et les conceptions du commerce, empêcheront les faux calculs, les mauvais effets de la concurrence, et préviendront les encombremens. Le producteur pouvant directement et sans le secours de personne, profiter de toutes ces lumières, ne laissera pas au spéculateur des profits qu'il pourra faire lui-même, et le consommateur se passera de ce coûteux intermédiaire.

Enfin, l'organisation du crédit par l'institution des banques d'escompte, sera le moyen le plus efficace de prévenir les désordres de l'industrie, et de rendre impossible dans les transactions commerciales, l'action d'intermédiaires, qui se font payer chèrement leur intervention. Mais ces banques ne pourront rendre tous les services qu'on doit en attendre, que lorsque des travaux complets de statistique seront faits. Alors les banques d'escompte qui se trouveront à la tête du crédit universel, et qui absorberont à elles tous les capitaux oisifs, pourront mettre obstacle à toutes les spéculations auxquelles la confusion et le *désordre dans* l'industrie donnent naissance. Lorsque, par des causes qu'il n'aura pas été possible de *prévoir ou* de prévenir, telle branche de la production aura été trop fertile, et que par suite, le producteur privé de débouchés suffisans, serait obligé de suspendre ses travaux, les banques viendront à son secours, et sans spéculer elles-mêmes, elles lui fourniront les moyens de continuer sa fabrication, si la cause de l'encombrement n'est que temporaire, ou faciliteront son passage à une autre industrie, si cette cause doit toujours durer; mais ces accidens ne pourront être que fort rares, lorsque les banques, une fois bien établies, posséderont tous les moyens de s'éclairer et d'agir que leur institution comporte. L'ordre et la régularité seront difficilement troublés dans les transactions commerciales et les travaux de l'in-

dustrie, à cause de leur grande simplification, qui sera la conséquence même de l'existence des banques.

Mais ces temps de calme et de prospérité, où tous les rouages de la machine sociale agiront à la fois, en s'aidant mutuellement au lieu de se nuire, ne sont point encore venus; en attendant, nous devons subir les moyens d'ordre que nécessite notre état provisoire actuel. La spéculation réelle, en retirant des marchés les produits qui les encombrent, et en les conservant, pour les écouler lorsque la demande devient plus considérable, est un de ces moyens les plus efficaces. Il serait à désirer qu'elle pût toujours s'exercer sans la concurrence, trop souvent fatale, de la spéculation fictive, qui, par de gigantesques opérations, trompe fréquemment ses calculs et dérange ses entreprises les mieux conçues; mais, aussi long-temps que la spéculation réelle aura la chance de bénéfices considérables, sa rivale parodiera ses opérations et viendra surcharger les marchés de ses engagemens; toutefois, elle devra aussi s'éteindre, avant même que la spéculation réelle ait été repoussée des champs de l'industrie. Déjà l'opinion publique s'est prononcée contre elle, et elle n'est plus défendue que par ceux qui s'y livrent. Les tribunaux et les cours, en se refusant à sanctionner ses actes l'ont flétrie par plusieurs jugemens et arrêts. Tout en déclarant que la loi, dans le cas de ces spéculations, ne pouvait donner une action au gagnant contre le perdant, elles ont en outre, imprimé la tache de l'infâmie sur ce dernier, lorsqu'il appelait la loi à son secours pour le dispenser de remplir ses engagemens. La spéculation fictive a été utile lorsque le crédit public commençait à s'établir, en élevant au dessus de son niveau réel le prix des effets publics et en contribuant ainsi à la baisse du taux de l'intérêt. Mais lorsque le crédit, mieux

compris, peut se passer de ces ressources artificielles, la spéculation fictive perd de jour en jour de son activité, et rend à l'industrie et au commerce les capitaux et les intelligences qu'elle en avait détournés.

Il est une sorte de spéculation réelle qui ne s'exerce qu'au profit de celui qui l'entreprend et au préjudice de la société, c'est cette spéculation connue sous le nom d'accaparement. On a quelquefois mal à propos donné le nom d'accaparement à ces spéculations qui avaient pour objet de retirer du marché les marchandises qui y surabondaient; mais cette désignation ne devrait être appliquée qu'à ces opérations qui tendent à accaparer toutes les denrées d'une même espèce pour s'en réserver le monopole et la revente à des prix exagérés. La voix publique a toujours flétri les opérations de cette nature, parce que la société en a toujours souffert; mais déjà cette espèce de spéculation n'offre presque plus de bénéfice certain, et si l'improbation générale n'a pu l'empêcher, les dangers auxquels sont exposés ceux qui s'y engagent y réussiront bien mieux. Les accaparemens pouvaient être aisés lorsqu'on produisait peu, et que par conséquent peu de fonds étaient nécessaires pour acquérir la totalité de certains produits; mais aujourd'hui que les besoins des peuples se sont considérablement accrus, et que la production a pris une extension proportionnée à cet accroissement, il devient d'autant plus difficile d'accaparer. Depuis l'époque où Pourtales n'a plus exercé son génie spéculateur sur les grands marchés de l'Europe, il est peu d'exemples de tentatives d'accaparemens, qui aient eu un heureux résultat.

Au nombre des spéculations, contre lesquelles la voix publique s'est aussi élevée, l'on peut mettre au premier rang celles qui étaient entreprises par ces compagnies

vulgairement désignées sous le nom de bandes noires. Ces compagnies achetaient et achètent encore les grandes propriétés, pour les revendre en détail. Jamais peut-être l'opinion ne s'est montrée plus injuste qu'elle l'a été envers les bandes noires. Que les anciens propriétaires de terres ecclésiastiques et laïques, se plaignissent de voir détruire un de leurs plus puissans moyens d'influence et de domination, c'est ce qui ne saurait étonner; un souverain détrôné ne peut se réjouir en voyant partager ses provinces entre ceux qu'il avait toujours regardés comme ses sujets : mais que le reste de la nation qui s'enrichissait des spéculations des bandes noires, ait fait chorus avec les anciens propriétaires, c'est ce qui nous paraît le comble du ridicule. Quant à nous, nous n'hésitons pas à déclarer que nous ne trouvons rien de plus moral et plus légitime que ces spéculations, si niaisement blâmées par tant de gens se disant libéraux; leurs auteurs achetaient en gros et revendaient en détail comme ils en avaient le droit, et remplissaient avec bonne foi tous leurs engagemens. Ils ne méritaient donc aucun reproche; nous allons plus loin, il méritaient d'être encouragés, car ils faisaient passer un grand nombre d'hommes de l'état de domesticité à l'état de propriétaire *actif*, et en élevant ainsi leur condition, les mettaient en mesure d'être plus utiles au reste de la société. En divisant la propriété foncière, en la mettant en état d'être plus facilement échangée, ils la faisaient passer de l'état féodal, qui n'existe plus ni dans les mœurs, ni même dans les institutions, à l'état industriel qui tend à se constituer : ils agissaient donc dans une direction conforme aux progrès de la civilisation, et au bien-être général. Nous ne sommes point les premiers qui ayons hautement reconnu les bons effets des spéculations des bandes

noires. Nous ne pouvons résister au plaisir de répéter ce qu'en a dit le célèbre vigneron de la Chavonière.

« Dans ces provinces, écrivait-il, nous avons nos bandes noires comme vous à Paris, à ce que j'entends dire ; ce sont des gens qui n'assassinent point, mais ils détruisent tout. Ils achètent de gros biens pour les revendre en détail ; et, de profession, décomposent les grandes propriétés. C'est pitié de voir quand une terre tombe entre les mains de ces gens là ; elle se perd, disparaît. Château, chapelle, donjon, tout s'en va, tout s'abîme ; les avenues rasées, labourées de-ça, de-là, il n'en reste pas trace. Où était l'orangerie s'élève une métairie, des granges, des étables pleines de vaches et de cochons. Adieu bosquets, parterres, gazons, allées d'arbrisseaux et de fleurs ; tout cela morcelé entre dix paysans, l'un y va fouir des haricots, l'autre de la vesce. Le château, s'il est vieux, se fond en une douzaine de maisons qui ont des portes et des fenêtres, mais ni tours, ni crénaux, ni pont-levis, ni cachots, ni antiques souvenirs........ Enfin, les gens dont je vous parle se peuvent nommer les fléaux de la propriété. Ils la brisent, la pulvérisent, l'éparpillent encore après la révolution, mal voulus pour cela d'un chacun. On leur prête, parce qu'ils rendent et passent pour exacts ; mais d'ailleurs on les haît, parce qu'ils s'enrichissent de ces spéculations ; *eux-mêmes paraissent en avoir honte, et n'osent quasi se montrer*. De tout côté on leur crie : hepp ! hepp ! Il n'est si mince autorité qui ne triomphe de les surveiller. Leurs procès ne sont jamais douteux ; les juges se font partie contre eux. Ces gens semblent bien à plaindre quelque succès qu'aient, dit-on, leurs opérations, quelque profit qu'ils puissent faire.

« Un de mes voisins, homme bizarre qui se mêle de raisonner, parlant d'eux l'autre jour, disait : ils ne font de mal à personne et font du bien à tout le monde, car ils donnent à l'un de l'argent pour sa terre, à l'autre de la terre pour son argent; chacun a ce qu'il lui faut, et le public y gagne. On travaille mieux et plus; or, avec plus de travail il y a plus de produits, c'est-à-dire, plus de richesses, plus d'aisance commune, et, notez ceci, plus de mœurs, plus d'ordre dans l'état comme dans les familles. Tout vice vient d'oisiveté; tout désordre public vient du manque de travail. Ces gens donc, chaque fois que, simplement ils achètent une terre et la revendent, font bien; font une chose utile, très-utile et très-bonne quand ils achètent d'un pour revendre à plusieurs; car, accommodant plus de gens, ils augmentent d'autant plus le travail, les produits, la richesse, le bon ordre, le bien de tous et de chacun. Mais lorsqu'ils revendent et partagent cette terre à des hommes qui n'avaient point de terre, alors le bien qu'ils font est grand, car ils font des propriétaires, c'est-à-dire, d'honnêtes gens selon Côme de Médicis. « Avec trois aunes de drap fin, disait-il, je fais un homme de bien; » avec trois quartiers de terre il aurait fait un saint. En effet, tout propriétaire veut l'ordre, la paix, la justice, hors qu'il ne soit fonctionnaire ou pense à le devenir. Faire propriétaire, sans dépouiller personne, l'homme qui n'est que mercenaire; *donner la terre au laboureur*, c'est le plus grand bien qui se puisse faire en France, depuis qu'il n'y a plus de serfs à affranchir. C'est ce que font ces gens.

« .... En somme, ces gens-ci, ces destructeurs de terres, font grand bien à la terre, divisent le travail, aident à la production, et faisant leurs affaires, font plus

pour l'industrie et pour l'agriculture que jamais ministres, ni préfets, ni sociétés d'encouragement sous l'autorisation du préfet. Le public les estime peu; en revanche, il honore fort ceux qui le dépouillent et l'écrasent : toute fortune faite à ses dépens, lui paraît belle et bien acquise.»

Nous adoptons généralement cette opinion de Paul-Louis Courrier, en ajoutant toutefois que si la nouvelle division des propriétés est infiniment préférable à l'ancienne division féodale, quant à la supériorité de production, nous ne la considérons pourtant que comme un terme de passage à une division scientifique de la propriété territoriale, plus favorable à la production que toutes celles qui l'ont précédée. Les bandes noires devront, comme tous les autres spéculateurs, cesser leurs entreprises lorsqu'il sera démontré que de grandes exploitations de terres, dans lesquelles le travail pourra être réparti comme dans les manufactures, seront plus productives que cette foule de petites exploitations partielles, et lorsque l'on verra les petits propriétaires s'associer pour cultiver en commun toutes leurs propriétés particulières. Mais ce n'est point encore le moment d'examiner cette grande question; en attendant, reconnaissons et proclamons les bienfaits de la division des propriétés, à laquelle les bandes noires ont si puissamment contribué.

Nous avons dit que la spéculation en général tendait à diminuer et qu'il arriverait une époque où elle serait entièrement annulée. Prenant sa naissance dans un désordre social, elle doit durer aussi long-temps que ce désordre subsistera; mais déjà de nos jours, et malgré les maux de notre situation présente, la tendance de la spéculation à s'anéantir est évidente. Dix années de paix ont jeté dans la circulation bien des lumières auparavant in-

connues. La considération publique s'éloigne chaque jour davantage de tous les hommes qui se livrent à des entreprises commerciales dont les résultats, calculés à l'avance, ne promettent pas d'être certains. On leur refuse des crédits, parce qu'on n'a nulle foi dans leurs opérations. Les rapports du producteur au consommateur deviennent plus intimes et aujourd'hui les maisons de commerce les plus importantes et qui inspirent le plus de confiance, se refusent en général à spéculer pour leur compte; elles ne se soucient plus des bénéfices qu'elles pourraient faire sur les marchandises qu'elles transportent d'un lieu à un autre, c'est-à-dire de chez le producteur sur le marché, parce qu'elles ne veulent plus s'exposer aux chances de baisse que pourraient essuyer ces marchandises; elles se contentent de servir d'intermédiaire entre le producteur et l'acheteur, recevant un certain prix, une commission, en compensation de leur service. On conçoit clairement l'avantage que ce mode d'agir a sur la spéculation, même lorsqu'elle transporte des marchandises d'un lieu dans un autre; car, dans ce dernier cas, l'objet n'est pas seulement de donner à son auteur la juste récompense de son travail, mais encore de lui faire faire un bénéfice sur la marchandise, et par conséquent d'en hausser le prix; et lorsque les maisons de commission se seront multipliées et qu'elles auront attiré à elles de grands capitaux, on conçoit également quels avantages elles auront sur les spéculateurs.

En résumé, nous croyons avoir établi que la spéculation réelle, avantageuse à la société lorsque l'industrie est dans un état de souffrance et de désordre, c'est-à-dire lorsqu'il y a disette ou encombrement, se ralentit à mesure que l'industrie s'avance vers son état définitif d'ordre et de prospérité, et qu'elle s'éteindrait alors, parce

qu'elle n'aurait plus de champ à cultiver. Pour que le crédit puisse s'établir sur des bases inébranlables, il faut qu'il refuse son appui à toutes les entreprises dont les résultats sont abandonnés au hasard ou ne sont calculés que sur de vagues appréciations; or, la spéculation en général n'a jamais des garanties assurées de succès; elle se confie à un avenir toujours douteux, elle vogue sur une mer féconde en naufrages. Le crédit finira donc par se retirer entièrement de tous ces gens faisant métier de s'exposer sans cesse à des catastrophes qui réagissent toujours, plus ou moins fatalement, sur la société industrielle.

Nous avons indiqué quels seront les moyens les plus puissans et les plus efficaces de prévenir et de réparer les désordres de l'industrie, et nous avons vu que le plus important de ces moyens, celui qui embrasse et comprend tous les autres, c'est l'établissement des banques d'escompte.

Nous avons montré comment la spéculation fictive ou le jeu devra s'anéantir, lorsque la spéculation réelle, dont elle parodie les calculs en les exagérant, aura cessé, et avant même qu'elle ait cessé, rendant ainsi aux conceptions et aux travaux utiles de l'industrie les intelligences et les capitaux qu'elle absorbe.

Enfin, nous avons fait voir comment les rapports du producteur au consommateur, tendaient de jour en jour à devenir plus simples et plus intimes, et n'exigeraient en définitive aucun autre intermédiaire que celui des commerçans commissionnaires. L'avantage de ces rapports ainsi modifiés sur les rapports actuels, dans lesquels les spéculateurs interviennent presque toujours, a été démontré. Le spéculateur veut gagner sur la marchandise; le commissionnaire ne veut que le prix légitime de son

service. C'est aux opérations de ces commissionnaires, que se borneront un jour toutes les opérations du commerce, et ce sont les seules que nécessite le véritable intérêt de la production. Les hommes imbus des vieilles habitudes et traditions commerciales, ne peuvent séparer l'idée de commerce de l'idée de spéculation; nous, au contraire, nous ne croirons le commerce arrivé au plus haut degré de perfectionnement et d'utilité auquel il peut atteindre, que lorsque la spéculation en sera pour jamais bannie : car alors il n'y aura plus de ces oscillations considérables, saccades imprévues même par les plus clairvoyans, qui enrichissent à la vérité quelques individus, et servent ainsi d'appât à l'amour du gain, mais qui sont désastreuses pour le plus grand nombre. La production, la distribution et la consommation se feront au meilleur marché possible, parce que la circulation ne s'opérera plus que par les canaux les plus courts et les moins coûteux, et ni le producteur ni le consommateur, ne permettront au spéculateur de prélever, durant le passage de la marchandise des ateliers des premiers aux mains des seconds, des bénéfices ruineux pour tous les deux.

Nous aurons sans doute occasion de revenir sur plusieurs des questions effleurées dans cet article, mais quant à son objet principal, qui était la spéculation considérée sous ses divers points de vue, dans le présent et dans l'avenir, nous croyons l'avoir rempli.

J. J. D. B.

MÉLANGES.

Établissement d'une maison de banque et de commission, sous la dénomination d'Agence centrale du mouvement des Capitaux et de l'Industrie (1).

Le titre seul annonce déjà sur quelles larges bases cette maison va s'établir. Fondée dans un but d'utilité générale, elle offre plus d'un rapport avec la société commanditaire dont nous avons entretenu nos lecteurs; M. Marivault, directeur de cet entreprise, se propose également l'amélioration de toutes les branches d'industrie agricole, manufacturière et commerciale. Cette idée heureuse qui n'a pu encore obtenir son application, favorisera puissamment la mobilisation de la propriété, et diminuera l'éloignement qui sépare les producteurs des capitalistes, principal obstacle aux progrès de tout genre. Une simple annonce ne nous permet pas d'insister sur les perfectionnemens, indiqués dans le prospectus, au système de culture adopté en France; le crédit y est appelé à fertiliser nos campagnes, et à diminuer par l'introduction des machines les labeurs de la classe la plus nombreuse. Cet établissement ne restera pas non plus étranger au mouvement de l'industrie et du commerce, et il s'associera à toutes les entreprises qui promettent d'heureux résultats.

---

(1) A Paris, chez Mme Huzard, imprimeur-libraire, rue de l'Éperon-St.-André, n° 7.

Les statuts que nous avons sous les yeux et le mérite connu de M. Marivault, nous paraissent offrir aux actionnaires toutes les garanties de succès.

DE LA CRISE D'ANGLETERRE,

CONSIDÉRÉE COMME ORIGINAIREMENT PRODUITE PAR LES COALITIONS DES OUVRIERS, EN 1814.

Cet article qui nous a été communiqué par un de nos abonnés, nous a paru, quoique sous un rapport particulier, renfermer des détails intéressans sur les causes de la détresse actuelle des districts manufacturiers. Celles que l'auteur lui assigne méritent de former un chapitre séparé dans l'analyse des événemens qui l'ont amenée; elles ont toutefois beaucoup moins d'importance aux yeux de celui qui, apercevant l'avenir des classes ouvrières, considère leurs coalitions comme un acheminement nécessaire à l'association industrielle.

Un malaise général s'est fait ressentir plus ou moins sur toutes les places de l'Europe, la production s'est ralentie et le crédit a cessé momentanément de seconder les efforts de l'industrie. En Angleterre, comme partout ailleurs, les élémens de la crise sont les mêmes, on les trouve dans l'esprit d'accaparement et de concurrence, dont nous avons déjà signalé les abus, et dans les folles spéculations qui en furent la suite naturelle; mais des accidens particuliers se sont réunis dans son sein, pour accroître les maux causés par le désordre introduit dans la production. Ces accidens doivent être étudiés avec soin, afin d'en prévenir

le retour; cependant bornés par leur nature à une influence restreinte, il faut bien se garder de leur attribuer une trop grande part dans les événemens qui se sont succédés sous nos yeux.

La détresse qui accable, en ce moment, les districts manufacturiers de l'Angleterre, résulte très-probablement de la coopération active de plusieurs circonstances fâcheuses. Les plus récentes sont celles que l'on peut le plus aisément indiquer, mais les circonstances auxquelles il faut remonter, à travers un long période de temps, sont effacées par trop d'événemens intermédiaires pour demeurer perceptibles à l'œil de l'observateur vulgaire. Dans le monde physique, comme dans le monde moral, on attribue souvent à une cause apparente et immédiate, des accidens dont le principe se trouve peut-être dans une série de faits inaperçus et déjà anciens. Assignerez-vous pour origine unique de cette énorme masse d'eau que le Rhône pousse vers la Méditerranée, la source solitaire qui jaillit du pied du St-Gothard, et ne voudrez-vous pas tenir compte aussi du tribut que le fleuve, dans son cours, reçoit de cent petits ruisseaux divers?

Les ouvriers manufacturiers de l'Angleterre remarquent que leur détresse a suivi immédiatement les calamités dont furent victimes un grand nombre de ceux, sous la dépendance desquels ils se trouvent dans l'ordre social; et de là ils concluent, non sans apparence de raison, que leurs malheurs communs ont une origine commune. Jusqu'à un certain point, leurs conjectures sont raisonnables et même incontestablement exactes. Toute communauté nationale peut se comparer à un vaste lac, dont aucune portion de

surface ne peut être mise en mouvement par l'action d'une violence extérieure quelconque, sans que toute la masse ne soit déplacée, tellement sont intimes les liens qui unissent toutes ses parties constituantes.

Les spéculations absurdes, les entreprises extravagantes qui ont accéléré, et en grande partie produit les malheurs actuels de l'Angleterre, ont été suffisamment exposés et frappés de réprobation par les journaux de l'époque, sans qu'il soit nécessaire de les analyser de nouveau. Je ne veux m'attacher ici qu'à des circonstances plus cachées dans leur origine, circonstances dont la marche a été silencieuse, lente et obscure, et dont les effets n'ont pas passé à un degré suffisant, selon moi, par le scrutin sévère de l'observation générale.

Dans le courant de l'année 1824, la classe ouvrière, employée dans presque toutes les grandes branches manufacturières, se coalisa pour obtenir une augmentation de salaire. Les fabricans refusèrent d'accéder aux exigences de leurs ouvriers, alléguant qu'une augmentation de salaire aurait, pour effet naturel, de diminuer la masse de la consommation, en renchérissant le prix des produits, et serait ainsi, en dernier résultat, également funeste aux fabricans et aux ouvriers. La coalition s'étendit graduellement d'une classe d'ouvriers à d'autres; une léthargie générale sembla s'emparer de toute la puissance mécanique du royaume. Le commerce des cotons, des laines, du lin, des charbons, des fers, celui qui a pour objet la construction des navires et les transports maritimes, et généralement toutes les principales branches de l'industrie anglaise tombèrent, faute de bras, dans un déplorable état de délaissement. Plusieurs centaines de mille d'ouvriers restèrent volontairement inactifs pendant plusieurs mois.

C'est un usage généralement établi en Angleterre que les individus composant les classes ouvrières se réunissent en associations amicales. Au moyen d'une contribution hebdomadaire de chaque membre, ils accumulent successivement un fonds pécuniaire considérable. Sur ces fonds, des secours sont accordés aux membres de l'association, qui, par suite de maladie, peuvent devenir inhabiles à travailler, ou qui se trouvent momentanément sans emploi, par tout autre motif qui, toutefois, ne soit pas de nature à leur enlever les titres légitimes à ces secours, d'après les règles établies par l'association. L'objet primitif de ces institutions est très-louable; le principe de l'association en lui-même est moral, politique, et essentiellement utile. Si, par une déviation précipitée du but originel de ces établissemens, beaucoup de malheurs sont arrivés, c'est un fait qu'il est utile de constater. Connaître la cause d'un mal, c'est le moyen d'en faciliter la guérison et peut-être aussi d'en prévenir le retour.

Lorsque la coalition des ouvriers, par sa force d'inertie, répandait la désolation dans les districts manufacturiers, les fonds des diverses associations furent appliqués à soutenir dans l'oisiveté tous ces individidus qui avaient si lestement déserté leurs ateliers. Quelquefois même les fonds d'une association s'employèrent à aider les besoins plus pressans d'une autre association moins riche. Ainsi une partie importante de la population, spontanément inactive et improductive, ne fut nourrie, pendant plusieurs mois, qu'au moyen de ces riches épargnes, accumulées peu à peu dans les temps antérieurs et pour un meilleur usage. En économie politique, toute aberration, toute déviation pratique des principes réels et fondamentaux de la science conduit, en dernière analyse, à des résultats calamiteux. En morale,

la rectitude de l'intention sert, quelquefois, d'excuses aux erreurs de l'ignorance et peut, jusqu'à un certain point, mettre celui qui les commet hors de l'atteinte de la pénalité : mais, en économie politique, une estimation fausse des casualités diverses, une connaissance imparfaite des combinaisons, une perception inexacte de quelques incidens cachés, amènent, en résultat final, un mal positif, le malheur et la ruine. Il n'y a point, en ce bas monde, de fontaine de grâce et de miséricorde, à l'usage de ceux qui méconnaissent les immuables lois de la nature, établies par elle, pour le bonheur des sociétés humaines.

Les ouvriers coalisés, qui se refusaient obstinément à recommencer leurs travaux, autrement que sous des conditions proposées par eux, et rejetées par les maîtres comme inadmissibles, se trouvèrent ainsi, relativement aux manufactures, dans la situation d'individus non-seulement improductifs, mais encore non *consommans*. En effet, ils continuèrent bien, pendant un certain temps à boire et à manger comme par le passé, mais il leur fut impossible de se vêtir avec autant de propreté et d'aisance. Et comment auraient-ils pu déployer encore sur leur personne ces étoffes, ces toiles, ces tissus divers que leurs propres talens avaient produits? l'honorable bénéfice de leur industrie n'était plus là, comme autrefois, pour fournir à l'achat des vêtemens nécessaires à eux et à leur famille. Mais les fonds des associations n'étaient pas inépuisables; bientôt ils ne purent plus suffire aux nombreuses demandes de secours; les trésors furent complètement dissipés; les divers membres de l'association ne trouvèrent plus dans la caisse commune de quoi subvenir aux besoins les plus pressans de la vie physique, et la sphère entière des diverses communautés présenta le triste spectacle des souffrances, des priva-

tions et de la misère. Les hardes, les ustensiles de cuisine, les draps de lit, etc., etc., etc., furent successivement livrés à l'avarice des prêteurs sur gages (Pawn-Brokers), et alors le seul moyen d'empêcher des familles entières, hommes, femmes et enfans, de périr d'une famine complète, fut d'adresser un appel à la charité des paroisses, humiliation cruelle pour l'homme habitué à ne recevoir que de son industrie ses moyens d'existence.

La demande en marchandises manufacturées se nivelle toujours à l'étendue de la consommation. Quelle que soit d'ailleurs la cause en vertu de laquelle la consommation diminue; qu'elle provienne de privations volontaires ou d'incapacité pécuniaire, quand on cesse de consommer ou d'acheter, il faut nécessairement que la production manufacturière se ralentisse; il faut que les ouvriers et les forces mécaniques qu'ils mettent en action, compriment leur puissance productrice.

Une partie considérable de la population anglaise cessa d'abord de consommer parce qu'elle cessa de produire, et ensuite elle dut persister dans cet état de non consommation, puisqu'elle avait dissipé, par une fatale imprévoyance, tous ses moyens d'acheter. Ainsi la consommation de plus d'un million d'individus, les ouvriers et leurs familles, manqua tout-à-coup au marché. Depuis Newcastle et Shields, jusqu'au bord de la Tamise et de la Medway, les ouvriers employés à l'exploitation des mines de charbons, à la construction des navires, etc., etc., toutes les classes enfin rendues inactives, improductives, non consommantes, vinrent grossir la masse déjà si considérable des malheureux. Si les chefs de travaux ne se ressentirent pas d'abord des conséquences funestes de la marche qu'avaient prise les événemens, il est aisé d'en expliquer les

faisons. La progression du mal fut lente, et comme ceux qui cessèrent de consommer furent ceux qui avaient cessé de travailler, la diminution de demande pour le commerce de l'intérieur fut en proportion avec la diminution de production. Les provisions et les besoins du marché restèrent dans leur état habituel d'égalité. Les manufacturiers continuèrent à gagner autant pour cent qu'auparavant; seulement le montant total de leurs ventes subit une diminution. La prospérité du commerce extérieur de l'Angleterre, dans le courant de l'année 1824, put dissimuler une grande partie des maux auxquels des milliers de familles imprudentes et égarées, sinon criminelles, s'étaient volontairement condamnées par leur inaction. Mais au commencement de 1825, les matières premières des principales espèces de fabrication s'élevèrent à des prix qui dépassèrent de beaucoup toute évaluation raisonnable. Les manufacturiers s'alarmèrent, et tous ceux dont la réputation de prudence commerciale était bien établie, réduisirent la quantité de leurs produits. Dans le cours de cette même année, les étranges opérations auxquelles s'étaient imprudemment livrés en Angleterre des spéculateurs aventureux, portèrent leurs fruits. La foudre éclata tout-à-coup sur la tête des insensés qui avaient imaginé toutes ces entreprises, et la violence de la tempête exerça indistinctement ses ravages. Pauvres ou riches, puissans ou faibles, tout ce qui avait participé à ces spéculations extravagantes dut périr. Pendant que les premiers symptômes de cette grande calamité nationale se développaient obscurément, la coalition des ouvriers commençait à se dissoudre, et ils retournaient peu à peu à leurs ateliers: mais alors ils se trouvaient dans un état complet de pénurie : ils étaient endettés chez le boulanger; ils l'étaient dans

les tavernes pour la bière ; ils avaient donc des dettes à liquider, leurs propriétés mobiliaires à retirer des mains des prêteurs, et leurs familles à entretenir, avant de songer à reparaître dans le marché pour y acheter les produits des manufactures du pays. Ainsi, lorsqu'ils recommencèrent à travailler, ils ne firent qu'ajouter à la masse des produits, sans ajouter encore à la demande ; car, autant ils avaient diminué leur capacité de consommation par leur inaction précédente, et autant ils avaient rendu leur travail superflu et inutile comme instrument de production. Quelles que soient d'ailleurs les causes étrangères, plus perceptibles et plus puissantes peut-être, qui ont concouru à produire la crise terrible qui assaille en ce moment la classe manufacturière, il est certain que l'incapacité de consommation de la classe ouvrière doit avoir rendu beaucoup moins active la demande du travail de cette partie de la population. Le dépérissement du commerce intérieur, abstraction faite de sa cause, se manifeste, comme celui de l'extérieur, par le ralentissement d'activité des marchés : tous deux concourent également à dépouiller l'industrie manufacturière de sa vie et de ses bénéfices. Parmi ces ouvriers qui s'étaient coalisés pour faire élever le prix des salaires, il en est peu aujourd'hui qui aient achevé de payer leurs dettes, dégagé leurs propriétés des mains des Pawn Brokers, et amassé assez d'argent pour acheter une aune de coton ou de drap : ils ne peuvent devenir encore consommateurs. Indépendamment de ces considérations, les ouvriers infortunés ont dissipé, dans un temps de prospérité générale, les fonds accumulés de leurs sociétés respectives. Si ces fonds existaient encore en ce moment, les membres de l'association qui ne peuvent se procurer de l'ouvrage, pourraient être secourus

par les trésors de leurs clubs, et la totalité de la population continuerait à consommer efficacement les marchandises manufacturées; et en augmentant la consommation ils augmenteraient d'autant la demande de leur travail. Le degré de souffrance auquel se sont condamnés les ouvriers égarés par l'abandon si léger, si impolitique de leurs ateliers, par la dissipation imprévoyante des fonds destinés à les secourir dans leurs maladies, n'est pas susceptible d'une détermination précise; mais il est incontestable que les maux dont ils gémissent ont été aggravés dans leur violence, et seront prolongés dans leur durée par les effets naturels de leur imprudente conduite antérieure.

CONDORCET jugé par M. le baron d'*Eckstein* dans le *Catholique*, et DE MAISTRE, par M. *Mahul*, dans l'*Annuaire Nécrologique*.

UN homme, dont le puissant génie avait parcouru toutes les carrières scientifiques, avide de gloire, brûlant d'amour pour l'humanité, vit au milieu de la révolution politique la plus terrible; convaincu des vices d'une organisation décrépite, son imagination s'enflamme en prêchant la destruction complète du vieux système social, mais bientôt les armes de destruction, employées par des mains barbares se tournent contre ceux-mêmes qui les ont forgées, l'apôtre de la liberté en devient le martyre. Emprisonné, certain du sort qui l'attend, quelles idées fermentent dans son cerveau? Quels sentimens font battre son cœur? Son âme *sèche*, *aride*, dépouille-t-elle difficilement

son enveloppe terrestre? Dans ce moment suprême songe-t-il à lui, à sa dernière heure? Exhale-t-il sa haine contre ses bourreaux? Non, ses derniers instans sont, il est vrai, pour l'objet de son culte, pour ce qu'il aime, mais ce qu'il aime c'est l'humanité. Inspiré par l'idée sublime de perfectibilité, il consacre les dernières heures qui lui restent à esquisser le vaste tableau des progrès de l'esprit humain. Il prévoit que l'étude de l'histoire pourra être soumise à la méthode rigoureuse et seule positive à laquelle les sciences naturelles doivent leurs rapides progrès; il tente lui-même une première application de cette grande idée, et en présence du bourreau, l'immortel Condorcet cherche la loi de vie de l'espèce humaine.

Voilà l'homme que *le Catholique* appelle l'*abominable et aride Condorcet!*

Tandis qu'un écrivain rétrograde, qui se pique de philosophie et semble s'évertuer incessamment à donner de la profondeur à sa pensée, en étalant son érudition, outrage ainsi la mémoire du plus illustre des penseurs du dix-huitième siècle; la *Revue Protestante* félicite l'auteur d'un *Annuaire Nécrologique*, *destiné a servir de complément à toutes les Biographies*, d'avoir traité *avec une sévérité qui n'a pas eu assez d'imitateurs, l'un des chefs les plus emportés du parti fanatique ultramontain*. C'est de la tête la plus forte de l'école théologique féodale qu'il s'agit. La *Revue*, après M. Mahul, ne voit en de Maistre, qu'un *écrivain extravagant*, *dont le style est aigre et la pensée incohérente*. Le livre *du Pape* et *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, ne sont que des *monumens de l'égarement où l'intolérance peut entraîner un esprit élevé et même un cœur droit*. Le dernier cri de l'austère champion du catholicisme : « *Je finis avec l'Europe*, *c'est*

s'en aller en bonne compagnie » paraît ridicule à ceux-là même qui s'extasient devant Caton, croyant finir avec Rome, parce qu'il refuse de survivre à l'aristocratie romaine. Que l'esprit de parti, qui, selon la *Revue Protestante*, n'a point taché le livre de M. Mahul, cesse réellement d'inspirer cet écrivain et son apologiste, à l'égard de M. de Maistre, et ils comprendront l'un et l'autre qu'il y a peut-être moins d'extravagance chez l'homme qui désespère de l'Europe, après la dissolution de l'antique lien social, parce qu'il est convaincu de la stérilité des doctrines critiques, seules invoquées par les destructeurs de l'ancien édifice pour arriver à une heureuse reconstruction ; ils comprendront, disons-nous, qu'il y a moins d'extravagance chez ces ultramontains, que chez les publicistes gallicans, jansénistes et protestans, qui, après tant d'essais infructueux et de si cruelles expériences, s'obstinent à faire de la politique méthaphysique et à considérer comme un moyen de réorganisation sociale tout ce qui peut favoriser le développement et la prédominance de l'individualisme. De Maistre se trompait sans doute, quand il voulait replacer le dix-neuvième siècle sous le joug du moyen âge : mais sa pénétration lui avait du moins découvert que les sociétés ne marchent pas avec des abstractions, sans communauté d'idées et sans coordination d'efforts entre les associés. Sentant le besoin de l'ordre, et par conséquent d'une doctrine générale, et ne trouvant ces conditions de la vie sociale, que dans l'ancien système, dont il avait étudié et compris l'organisation forte, pour le temps où il fut conçu, il devait se retourner d'autant plus volontiers vers le passé pour y chercher un remède contre l'anarchie dont il était témoin, que la philosophie du jour, toute fière de son aptitude à détruire, décelait de plus en plus son

impuissance à réédifier; et lorsque la force des choses s'opposant à la rétrogradation ne lui permit plus d'espérer une seconde jeunesse pour des institutions surannées, de Maistre, ne voyant devant lui que des élémens de désordre, laissant le monde entre les mains des philosophes critiques qu'il savait dépourvus de toute vertu créatrice, et tombant avec une organisation qu'il croyait seule capable d'imprimer à la société une nouvelle vie, de Maistre dut s'écrier: *je finis avec l'Europe*. Cinquante ans plus tard son dernier soupir n'eût pas exprimé le désespoir!

Nous terminerons ces réflexions en faisant des vœux pour que les controversistes de Rome et de Genève cessent de combattre leurs adversaires, à la manière du P. Garasse et de Calvin; et nous dirons à M. le baron d'Eickstein, qu'il est même douteux que le fameux jésuite angoumois, dont la charité chrétienne fit oublier la polémique brutale, et qui mourut victime de son zèle pour l'humanité, eût osé appliquer l'épithète d'*abominable* au philanthrope Condorcet.

Élémens d'Arithmétique complémentaire, ou Méthode nouvelle, par laquelle, à l'aide des complémens arithmétiques, on exécute toutes les opérations de calculs, par M. Berthevin, nouvelle édition. Paris, 1826, chez Bossange père, rue de Richelieu, n° 60.

Le titre de cet ouvrage indique parfaitement le but que son auteur s'était proposé d'atteindre: il était difficile de faire d'une manière plus ingénieuse, l'applica-

tion des complémens à toutes les opérations de calculs, et nous pouvons recommander la lecture de cet ouvrage, comme un excellent exercice, aux jeunes gens qui commencent l'étude des mathématiques, et qui ont besoin d'habituer leur esprit aux calculs numériques; toutefois, en faisant remarquer le degré d'utilité que peut avoir cet ouvrage, nous ajouterons que, dans les sciences, plus encore qu'en littérature, il faut éviter ce qui pourrait ressembler au marivaudage; les opérations complémentaires de M. Berthevin sont pleines d'esprit, mais les efforts qu'il fait pour simplifier, par cette méthode de calcul, des opérations déjà très-simples, rappellent trop souvent la fameuse phrase : belle marquise, vos beaux yeux, etc. Les calculs d'arithmétique, simples ou compliqués, peuvent se faire, soit par les procédés ordinaires, soit par les logarithmes; il est impossible de déterminer d'avance, d'une manière exacte, le degré de complication qui permettra d'employer avec avantage les logarithmes, ce serait bien autre chose encore, s'il fallait choisir entre les logarithmes, les complémens et les anciens procédés; nous ne mettons pas en doute que le nombre des cas où l'emploi des complémens serait plus avantageux que l'une ou l'autre des deux autres méthodes, est excessivement petit.

Au reste, tous les efforts scientifiques sont utiles, et, nous le répétons, le travail de M. Berthevin, peut être considéré comme un très-heureux développement de la théorie des complémens.

Revue Encyclopédique, ou Analyses et Annonces raisonnées des Productions les plus remarquables dans la Littérature, les Sciences et les Arts (1).

Dans ces derniers temps, le nombre des *revues* et des publications de toute nature, ayant pour objet de tenir le public au courant de tout ce qui se passe dans le monde civilisé, s'est considérablement augmenté; mais de toutes les entreprises de ce genre qui se sont élevées jusqu'ici, non-seulement en France, mais dans toute l'Europe, *la Revue Encyclopédique* est encore celle qui présente le cadre le plus étendu.

Ce recueil se divise en quatre parties principales : *Mémoires originaux*; *Analyses et extraits d'ouvrages choisis*; *Bulletins bibliographiques*; *Nouvelles scientifiques et littéraires*. Sous ces quatre divisions, *la Revue Encyclopédique* fait passer sous les yeux de ses lecteurs tous les faits de quelqu'importance dont se compose le mouvement des sociétés civilisées, dans toutes les directions de leur activité

Les deux premières parties, *les Mémoires originaux* et *les Analyses d'ouvrages*, sont ordinairement traitées avec talent, et contiennent souvent des articles fort remarquables; au nombre de ceux-ci nous compterons dans

(1) On souscrit, pour la *Revue Encyclopédique*, au bureau central d'abonnement, rue d'Enfer-St.-Michel, n° 18; chez Arthus Bertrand, rue Hautefeuille, n° 23, et chez Renouard, rue de Tournon, n° 6. Prix : à Paris, 46 fr. pour un an; dans les départemens, 53 fr., et 60 fr. dans l'étranger.

la dernière livraison, *le Tableau statistique du commerce de la France en 1824*, par M. *Moreau de Jonnès*, et l'examen de *l'Histoire des expéditions maritimes des Normands*, par *M. Sismondi*. Sous une forme qui appartient à des idées et à des sentimens de circonstance, nous avons aussi distingué plusieurs réflexions fort justes dans une analyse de l'ouvrage de M. Charles Comte.

Le Bulletin bibliographique qui est la plus étendue de toutes les parties dont se compose la *Revue Encyclopédique*, en est aussi la plus précieuse; on y trouve sous les titres distincts des quatre parties du monde, des divers états de l'Europe, et pour la France, des différentes branches de littérature, non-seulement l'indication des ouvrages les plus importans qui se publient sur tous les points du globe où la civilisation a pénétré, mais encore une courte analyse, ou des extraits de ces ouvrages.

La partie des *Nouvelles scientifiques et littéraires* est exactement, par rapport aux faits d'un intérêt général, ce que le Bulletin bibliographique est par rapport aux ouvrages: ces faits y sont présentés à peu près sous les mêmes divisions et de la même manière.

La *Revue Encyclopédique* est sans contredit l'une des conceptions les plus heureuses de notre époque, et les mieux appropriées à ses besoins; elle peut être considérée comme étant au premier rang des moyens directs de relation entre les différentes parties du monde intellectuel: à cet égard même elle mérite une distinction, car ce n'est point aveuglément, comme beaucoup d'autres entreprises, qu'elle remplit cette fonction, c'est avec connaissance de cause, et tel est le grand objet qu'elle s'est explicitement proposé dès son début. Ce qui prouve que *la Revue Encyclopédique* n'est point une simple entreprise de librairie,

c'est l'extension qu'elle n'a cessé de prendre depuis son origine, sans que pour cela elle ait imposé de nouvelles charges à ses souscripteurs.

On conçoit qu'un ouvrage de cette nature ne comporte point nécessairement d'unité de doctrine; *la Revue Encyclopédique*, cependant, présente ce caractère; elle est exclusivement rédigée dans l'esprit de la philosophie du dernier siècle; aussi en général n'approuvons-nous pas les jugemens qu'elle porte sur la partie de la matière qu'elle embrasse, que l'on désigne ordinairement sous le nom de sciences morales et politiques. Cette circonstance toutefois n'exerce qu'une très-faible influence sur l'opinion que nous avons de ce recueil, parce qu'à nos yeux ce n'est point dans sa manière de considérer les choses que réside principalement son importance, mais bien dans la publicité, dans la notoriété qu'il leur donne. A cette occasion nous soumettrons quelques réflexions à l'éditeur de la *Revue*.

Le but qu'il s'est proposé dans cette publication n'a point été de faire prévaloir et de propager un système d'idées quelconque; mais bien, comme l'indique le cadre même de l'ouvrage, et comme plusieurs notices l'ont fait connaître positivement, de réfléchir en un seul point comme en un miroir, et par conséquent avec la même impartialité, le travail tout entier de la civilisation, ses efforts, ses produits, et parmi ceux-ci les opinions comme les faits matériels; ne serait-ce donc point donner à l'idée-mère de la *Revue Encyclopédique*, tout son développement, toute son application, que d'ouvrir cette publication d'une manière plus large et même absolue à toutes les doctrines indistinctement? La *Revue*, sans doute, ne les laisse point passer sous silence; mais c'est avec sa couleur qu'elle

les présente, ce qui, nécessairement, doit au moins en modifier la valeur et le caractère. Pour que ces doctrines fussent représentées dans la *Revue* avec une impartialité complète, et de manière à laisser au public son libre-arbitre, il faudrait, selon nous, qu'elles pussent l'être à la fois par tous les partis, par toutes les écoles.

Assurément nous ne sommes point de ceux que l'*unité*, que l'esprit systématique épouvantent; pour notre part au contraire, nous sommes tout aussi exclusifs que possible, et nous hâtons de tous nos vœux et de tous nos efforts l'époque où les esprits, comme la société, seront soumis à l'*unité*, et dirigés par un *système;* mais nous pensons que dans l'état actuel des choses, un journal qui, n'adoptant aucune opinion, les représenterait toutes avec fidélité, pourrait avoir son avantage; et c'est principalement parce que nous croyons que tel est le but que se propose *la Revue Encyclopédique*, que nous insistons sur ce point.

Un article inséré dans l'avant-dernier numéro de ce recueil, et dans lequel on rend compte des premiers volumes de l'*Encylopédie moderne*, peut donner une idée de l'inconvénient, pour un journal de cette nature, dont l'objet principal, en recueillant les faits, est de mettre le public à même de les juger, de n'adopter qu'un seul point de vue pour sa rédaction : l'auteur de cet article admire et loue sans réserve l'ouvrage qu'il examine, à la bonne heure; mais il est tellement préoccupé par son admiration qu'il se contente de l'exprimer sans penser à la justifier. Les passages suivans, qui reproduisent exactement le ton et la manière de l'article tout entier, pourront faire juger de l'embarras du lecteur qui, sur un pareil exposé, chercherait à se former une opinion personnelle : « En parcourant les pages de cet ouvrage immense auquel tant

de mains auront concouru (remarquez qu'il s'agit d'un dictionnaire abrégé en 24 volume in-8°), on se dira : Ce livre n'a pu être écrit que dans un siècle grave, éclairé, profond, désabusé des illusions et des rêves, ennemi des vagues hypothèses autant qu'avide de faits certains et constatés, cherchant le bonheur par l'étude, la vertu par les lumières et la liberté par les lois... Si dans le nombre des matières dont se compose l'*Encyclopédie Moderne*, il fallait déterminer et choisir celle qui semble traitée avec le plus de talent pour s'en occuper d'abord, nous avouerions hautement nos incertitudes et notre insuffisance : philosophie, morale, beaux-arts, mécanique, art militaire, jurisprudence, histoire naturelle, géographie, toutes ces parties si diverses se présentent à nos regards également dotées d'observations, de faits et de raisonnement. » Après ce jugement général qui n'est point autrement motivé, viennent les jugemens de détail qui ne le sont pas davantage : « M. *Courtin* n'a pas seulement attaché son nom à l'*Encyclopédie moderne*; il ne se borne pas à en surveiller le travail et la publication comme directeur; il y dépose encore le fruit *de son expérience et de ses veilles*. Le sixième volume lui doit l'article *Cassation*, dans lequel le savant magistrat développe une *théorie lumineuse* et consigne des souvenirs, qui pourraient devenir, dans le péril, la sauve-garde d'une institution grande et salutaire, si jamais son indépendance était menacée... M. *Picard* a traité le mot *Comédie*; c'est dire que cet article est fécond en aperçus nouveaux, et en réflexions utiles. » Puis en parlant de l'article *Colonies* par M. *Pagès* : « On connaît le talent de cet habile écrivain pour tout se qui se rattache à l'économie politique. Nous osons dire que M. Pagès s'est surpassé lui-même... »

Puisque nous avons cité cet article, comme un exemple du danger de partialité auquel la *Revue* nous paraît exposée, nous dirons un mot de sa convenance littéraire. En lisant les passages que nous venons de rapporter, ne croirait-on pas plutôt avoir sous les yeux l'annonce d'un marchand d'orviétan, vantant lui-même les vertus miraculeuses de sa drogue, que l'analyse, que le compte rendu d'une grande entreprise littéraire? Que l'éditeur de la *Revue* y prenne garde : le public, dans ces derniers temps, temps de haines, de récriminations, et par conséquent de révélations, a été mis dans le secret de l'intérieur des hommes de lettres ; il sait à quel point la complaisance est portée entr'eux!... La *Revue* sans doute ne doit pas être confondue avec les coteries auxquelles ces révélations s'appliquent, et, pour notre part, nous sommes loin de mettre en doute son indépendance ; mais la malice du public est grande, et il faut convenir que des articles de la nature de celui-ci, tout consciencieux qu'ils puissent être d'ailleurs, sont bien capables de la provoquer.

Au surplus, nous nous empressons de reconnaître que l'exemple que nous venons de citer est une exception pour la *Revue Encyclopédique*, qui, malgré la partialité à laquelle elle est disposée pour un système d'idées en particulier, a néanmoins assez de philosophie, et comprend trop bien la tâche quelle a entreprise, pour se laisser dominer ou aveugler par son penchant ; aussi notre intention, en insistant sur cet exemple, n'a-t-elle point été de lui faire un reproche général pour le passé, mais bien de lui signaler un écueil dans l'avenir.

Troisième lettre à M. le baron d'Eckstein, sur les dangers de son catholicisme indo-chrétien, sur le culte et les mystères naturels adoptés et sanctifiés par la religion véritable, et sur quelques moyens de rapprocher la philosophie de la religion, et les cultes chrétiens du catholicisme romain, par M. N. M......, Paris, 1826, chez Bossange, rue de Richelieu, n°. 60, et chez les marchands de nouveautés.

Si nous ne nous trompons pas sur le nom de l'auteur anonyme de cette brochure, nous devons l'attribuer à un homme qui a déjà produit plusieurs ouvrages philosophiques importans que nous aurons occasion d'examiner plus tard. La discussion élevée entre lui et M. le baron d'Eckstein, rédacteur du *Catholique*, est placée toute entière sur le terrain religieux; nous allons tâcher d'en donner une idée.

Le rédacteur du *Catholique* avance qu'il y a eu une révélation primitive de Dieu à l'homme, et que cette révélation fut chrétienne et catholique. Les principes ainsi révélés se sont successivement altérés dans la suite des âges; une autre révélation a été nécessaire et Jésus-Christ est venu placer définitivement les nations dans la voie du salut. Il pense que toute morale, toute science et même le langage, sont d'origine divine. Partant de ce principe, M. d'Eckstein cherche à prouver qu'au commencement il n'y eut qu'un seul peuple, par conséquent une seule langue, une seule religion et un même culte qui, par la faute des hommes, se sont corrompus de diverses manières et sont parvenus enfin aux degrés de différences que nous observons aujourd'hui. Sous le rapport

du langage, il se sert des travaux philologiques entrepris soit dans le dernier siècle, soit de nos jours, dans le but de démontrer l'existence d'une langue mère ; sous le rapport des religions et du culte, il ne manque point de preuves ; il trouve dans la plupart des religions aujourd'hui existantes, des ressemblances frappantes sous le rapport de la cosmogonie, des dogmes et des cérémonies ; il en est de même à l'égard de certaines prescriptions morales. Par ce moyen, M. d'Eckstein peut même, jusqu'à un certain point, faire servir à sa démonstration les livres du dix-huitième siècle, destinés à attaquer la foi en Jésus-Christ : Dupuis lui fournit des argumens.

Cette hypothèse, d'une révélation chrétienne et catholique, faite à l'homme, au commencement du monde, est, sur le terrain où s'est placé M. d'Eckstein, un moyen fort bien imaginé de coordination de tous les faits dont l'apparition a ébranlé si violemment le catholicisme. S'agit-il du culte mithriaque, s'agit-il du Krischnou indien, on pourra répondre que c'est un christianisme moins dégénéré dans ces contrées que dans quelques autres ; nous passons sur les difficultés de détail que tout le monde n'est pas obligé de connaître. La création hypothétique de M. d'Eckstein, n'est pas une idée totalement neuve ; elle a présidé à plusieurs anciennes recherches et à plusieurs des savans travaux des jésuites ; elle devait naître d'abord dans l'esprit des vrais chrétiens, à l'aspect des ressemblances qu'offraient avec les leurs les croyances des peuples qu'ils devaient considérer comme infidèles. Ils imaginèrent que le mauvais esprit avait inspiré à ces malheureux de tels dogmes et un tel culte, parce qu'entachés de paganisme, ils ne pouvaient les sauver, et cependant étaient capables de les prémunir contre l'invasion salutaire du catholicisme.

Le principe d'une révélation primitive que le rédacteur du *Catholique* s'est proposé de démontrer, l'entraîne à nier les conséquences naturelles de certains faits; ainsi le fétichisme n'est pour lui encore qu'un catholicisme dégénéré; aussi a-t-il gourmandé violemment M. B. Constant, pour en avoir parlé, et en avoir osé faire une forme religieuse primitive; il l'a appelé ignorant, argument qui certainement ne prouve rien, et qu'on ne s'attendait guère à rencontrer dans une discussion philosophique. Nous ne sommes pas de l'avis de M. Benjamin Constant sur le sentiment religieux, mais nous ne pouvons, dans cette occasion, nous empêcher de témoigner combien nous a étonné le langage dont M. d'Eckstein s'est servi à son égard.

M. le baron d'Eckstein, suivant son principe, ne peut rigoureusement considérer l'espèce humaine, comme soumise à une loi de progression; loin de là, il est évident, suivant lui, qu'elle a une tendance continuelle à *décroître* ou à dégénérer; c'est au moins ce qu'on doit inférer de son opinion sur les révélations et leurs suites, sur la philologie, les institutions sacerdotales anciennes, etc. Mais ce système est complètement opposé à ce que nous apprend l'histoire des différentes spécialités scientifiques, dont le *Catholique* ne s'est pas encore occupé. Il est certain que depuis l'époque des *homérides*, elles ont été constamment progressives; le fait est évident : qu'on aille le vérifier, soit dans l'histoire des mathématiques, soit dans celle de la médecine. Il y a plus, dans ces spécialités on reconnaît quelles sont les connaissances qui répondent à l'état de fétichisme; quelles sont celles propres au théisme; etc.; et quelle que soit la société qu'on envisage, de nos jours, comme dans le passé, les mêmes

rapports se retrouvent constamment. M. d'Eckstein a fait certainement preuve d'un grand talent et d'une grande érudition, mais qui seront inutiles. Les sciences positives qui ont déjà sapé en détail les bases de son système, le renverseront complètement dès l'instant où elles adopteront une doctrine générale.

M. N. M..... nous paraît user, à l'égard du catholicisme, de meilleurs moyens de démonstration. Il le considère comme la suite des progrès des peuples; c'est ce qu'on doit inférer de plusieurs passages semblables à celui-ci :

« A chaque être, à chaque organisation, a été donné le moyen de remplir sa destination, d'atteindre son complément, de déployer ses facultés dans la sphère qui les circonscrit. Dire que les divers degrés de progression, les pas faits en avant, ont lieu en vertu de moyens nouveaux, coup sur coup surajoutés, et pris hors des objets qu'ils poussent et sollicitent, est une idée que le désespoir seul d'avoir raison autrement, peut rendre recevable, et qui met le Créateur au dessous de l'homme : ce dernier, dans ses œuvres, tirant une succession d'effets d'une seule et même impulsion. Cette idée est même en contradiction avec la chose qu'elle veut expliquer, puisque toute organisation suppose une force dépendante de diverses portions de l'être organisé et se déployant successivement. Donnons donc comme vérité irréfragable, que *toute organisation trouve en elle-même et dans ses rapports établis, constans et invariables, ses moyens de développement.*

» Dans l'homme, ce qui a lieu pour les fonctions vitales, a aussi lieu pour sa constitution intellectuelle et morale : la raison et la conscience ont leur action et leur

évolution spontanées; elles poussent au dehors ce qui est en elles, et portent leurs fruits, comme un arbre porte les siens. »

Ainsi M. N. M..... professe une opinion complètement opposée à celle du *Catholique*; il considère les diverses religions comme un produit de l'intelligence des peuples : mais s'agit-il de leurs analogies, de leurs ressemblances, il les envisage comme le résultat de civilisations, semblables dans leur origine et dans leur marche, qui, dans leurs progrès, parcourent nécessairement les mêmes périodes. Cette manière de juger les faits se rapproche sans doute de celle du *Producteur*, elle est beaucoup plus philosophique que celle de M. d'Eckstein; mais l'auteur, qui n'avait qu'un but critique, n'eśt point sorti, dans cet ouvrage, de la carrière théologique et ontologique, et c'est un terrain où nous ne le suivrons pas. Nous terminerons donc ici cet article où nous n'avons eu d'autre but que de mettre nos lecteurs au courant des débats qui se sont élevés entre les partisans de l'unité de doctrine, tirée de la religion chrétienne.

B. Z.

Notice historique sur les Médecins du grand Hôtel-Dieu de Lyon, lue en séance publique de l'Administration des hôpitaux, le 4 mai 1825; par *J. P. Pointe, D. M.* Lyon 1826, chez Théodore Pitrat, rue du Pérat, n. 28, et à Paris, chez Bossange, rue de Richelieu, n. 60.

Tout, autour de nous, rappelle au souvenir les illus-

trations des temps passés, de ces temps où la gloire était l'unique partage des vertus chrétiennes et des talens militaires. Mais parmi toutes ces célébrités, il en est peu qui ne dussent être passagères, car une nouvelle société naissait, qui ne devait admirer ni l'humble résignation des saints, ni l'héroïsme guerrier. Déjà même aujourd'hui, l'éclat de ces antiques grandeurs commence à s'éclipser. Elles n'inspirent que faiblement la littérature et les beaux-arts; pour elles, les peintres sont sans enthousiasme, les poëtes sans verve. Mais de nouvelles gloires vont sortir de la poussière des âges et viendront réveiller le génie éteint des artistes. De grands noms, ceux des hommes dont l'utilité est de tous les temps, seront évoqués et viendront remplacer toutes les célébrités de circonstance; justice sera rendue. Il est triste de penser que jusqu'à ce jour, les hommes dont la vie était la plus laborieuse et le travail le plus durable, étaient ceux qui laissaient le moins de souvenir; hors du cercle des hommes spéciaux, on les voyait ignorés. Nous avons sur la toile ou en marbre des images de saints, de généraux, avec elles, leurs noms sont devenus populaires; mais Bacon, mais Descartes, Haller, Newton, Jenner, Christophe Colomb, etc., existent en buste tout au plus dans quelques cabinets. Peu de personnes savent quels furent les inventeurs de l'imprimerie. Cependant, c'est en promettant l'immortalité, qu'on produit le dévouement à l'avenir, et nul n'a plus besoin de cette pensée que celui dont le travail est au dessus des succès du moment, et des jouissances de vanité.

Ces réflexions nous ont été inspirées par le discours de M. Pons, dont le but est de réveiller le souvenir des médecins qui se sont illustrés dans le service des hôpitaux de Lyon. A leur tête, se trouve inscrit le nom de Rabelais,

chargé, en 1532, du soin des malades de l'Hôtel-Dieu de Lyon, de ce Rabelais, plus connu comme écrivain satirique que comme médecin, et auquel on reprocherait la licence de ses expressions, si elle n'eût été plutôt un défaut de son époque qu'un vice de son esprit. La liste de M. Pons s'arrête à 1795. Certainement ce discours est un essai louable dans une direction nouvelle et riche en inspirations. Nous devons regretter que l'auteur se soit plus occupé, dans l'histoire de ces médecins, à choisir ce qui fit partie de leur vie privée, que ce qui appartint à leur vie sociale.

B. Z.

Histoire médicale des Marais, et traité des Fièvres intermittentes causées par les émanations des Eaux stagnantes; par J. B. Montfalcon D. E. M.; seconde édition, entièrement refondue, corrigée et augmentée, un vol. in-8. Paris, août 1826, chez Béchet jeune, libraire, place de l'École de Médecine, n. 4, et chez Bossange, rue de Richelieu, n. 60.

Cet ouvrage, dont la première édition parût en 1824, avait été fait autant pour les administrateurs que pour les médecins. Il me semblait, dit l'auteur, qu'on ne pourrait bien servir la cause des habitans de nos contrées marécageuses, qu'en appelant l'attention des premiers fonctionnaires de l'Etat sur leurs misères. Cette destination avait ôté à l'Histoire des Marais quelque chose de ce caractère positif et sévère, qu'on demande à trouver dans les livres

de science. Cet ouvrage fut lu par les médecins, et critiqué par eux ; ils n'y trouvaient pas toute l'exactitude qu'ils auraient désirée. Il paraît que les préfets n'ont pas même ouvert le livre ; au moins aucun acte administratif ne l'a fait savoir à l'auteur. Aussi, annonce-t-il que dans cette seconde édition, il s'est borné à rechercher les suffrages de ses confrères. Nous ne pouvons nous empêcher, à cette occasion, de faire remarquer combien de travaux du genre de celui de M. Montfalcon, restent renfermés dans le cercle de leur spécialité, ignorés de ceux auxquels ils seraient le plus utiles ; il serait certainement déraisonnable, de vouloir que nos administrateurs actuels fussent capables de décider de l'application à la société des théories scientifiques ; mais pourquoi la science, c'est-à-dire, le corps savant, n'est-il pas appelé à les diriger ?

Nous nous occuperons dans un prochain cahier de l'important ouvrage de M. Montfalcon, sur l'hygiène publique.

L'AMI DU BIEN, *journal consacré à la morale chrétienne et aux progrès des lettres, des sciences et des arts* (1).

Nous n'avons sous les yeux que le troisième cahier de ce journal, dont la publication est encore toute nouvelle ;

---

(1) Ce journal paraît douze fois l'an, à des époques indéterminées. Chaque cahier se compose de 5 feuilles d'impression. On s'abonne, à Marseille, cours Julien, n° 13 ; à Paris, chez M. Cassin, rue Taranne, n° 12, et à Aix, chez Pontier, libraire. Prix pour l'année : Marseille, 20 fr. ; Paris et les départemens, 22 fr.

l'article qui est en tête de ce cahier, et qui a pour titre : *Suite de la Civilisation orientale*, nous fait connaître la base et la méthode scientifiques de l'ouvrage. L'auteur prend son point de départ dans la croyance que la science universelle a été révélée au premier homme ; mais il n'admet point, comme l'école théologique à laquelle il appartient, une décadence continue à partir de cette première révélation ; les différens changemens de situation qu'éprouvent les sociétés humaines lui paraissent marquer les divers degrés d'un développement et non d'une chute ; c'est que selon lui, les notions générales reçues en dépôt par le premier homme et par lui transmises à ses descendans, étaient susceptibles de recevoir de nouvelles applications en raison de l'accroissement de l'espèce. « La civilisation quoique universelle dans son essence, dit-il, a nécessairement pris une marche progressive, conforme au développement naturel de l'espèce humaine. » Par suite de cette modification, l'auteur est conduit à se rapprocher de la méthode positive, puisqu'il admet que pour connaître, d'une manière générale, la marche progressive des sociétés il faut recourir à l'histoire. Nous avons remarqué dans cet article plusieurs aperçus sur le développement du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel ou, pour nous servir des expressions de l'auteur, sur l'action des théosophes et sur celle des conquérans, qui révèlent un esprit méditatif et philosophique. Du reste, on trouvera dans cet article un exemple de la confusion et des contradictions qui doivent nécessairement s'élever dans une intelligence forte, qui n'ayant pas pu se soustraire à l'empire d'une science générale arriérée, n'a pas pu échapper non plus à l'influence de vues plus avancées.

On trouve dans le troisième cahier de *l'Ami du bien*,

un article sur le *reboisement* des montagnes de la Provence, qui renferme des considérations d'un intérêt général. Nous n'en dirons point autant d'un autre article, sur les médailles antiques de *Cunobelinus* : il s'agit de savoir si ces médailles sont gauloises ou bretonnes, ce que signifient les mots *tascia* et *solido* qui y sont empreints, à quelles étymologies on doit les rapporter. De pareilles recherches peuvent avoir beaucoup de charme pour ceux qui s'y livrent, quelque mince d'ailleurs que soit leur objet, quelqu'insignifiantes que soient les découvertes auxquelles elles conduisent; il en est de cela comme du plaisir de deviner une énigme ou un logogriphe, mais nous ne saurions y attacher d'autre importance. A notre avis, les travaux de ce genre ne peuvent offrir d'intérêt, que lorsqu'ils ont directement pour objet d'éclairer un fait général; encore ne sommes nous pas très-disposés à les encourager, même dans cette direction, attendu que, selon nous, tous les faits du passé qu'il nous importe de connaître aujourd'hui, sont suffisamment éclaircis.

L'Ami du bien est un journal grave; il nous a paru rédigé dans une intention philosophique et scientifique. Ce sera toujours avec plaisir, que nous verrons de pareilles entreprises s'élever dans les départemens.

POST-SCRIPTUM

DE LA LETTRE DU RENTIER CONVERTI (1).

Encore quelques mots, Monsieur; vous qui vous occupez d'écrire, pourriez-vous m'indiquer le nom de l'auteur d'un ouvrage qui vient de paraître, et que j'ai bien envie de lire; il a pour titre : *Annales du moyen âge, comprenant l'histoire des temps qui se sont écoulés depuis la décadence de l'empire romain, jusqu'à la mort de Charlemagne*. Cet ouvrage a huit volumes, c'est bien long; mais j'ai lu l'annonce dans *le Globe*, presque toutes les idées qu'il critique, toutes les phrases qu'il couvre de ridicule, me prouvent que ces huit volumes doivent renfermer d'excellentes choses. S'il faut en croire *le Globe*, c'est l'idée de la religion chrétienne régénérant le monde romain, qui préoccupait l'auteur; il a présenté *les soldats de Clovis*, embrassant le christianisme avec le zèle de vrais prosélytes; il a dit que les Français, sous Clovis, avaient fait des progrès; que la lutte des Saxons et des Francs, était celle de la Germanie barbare avec la Germanie civilisée; que Charlemagne, vainqueur des Saxons, était parvenu à établir chez eux les lois du christianisme; enfin, il a dépeint ce grand homme, comme un puissant instrument de civilisation.

Le Globe, qui veut à toute force que *le Moyen âge* soit le règne de *la barbarie*, dont la forme politique est, d'après lui, la *féodalité*, s'amuse aux dépens de l'auteur des

---

(1) Voyez la lettre, page 211.

Annales, dont il considère les doctrines comme arriérées de vingt-cinq ans ; vingt-cinq ans ! c'est beaucoup, quand on connaît, comme *le Globe*, *toutes les belles nouveautés* qu'en fait d'histoire *ces dernières années ont vu éclore* : Moi qui ne connais pas de nouveautés bien belles en ce genre, moi qui n'ai pas lu encore de meilleur ouvrage, sur les temps que l'auteur *des Annales* a embrassés dans le sien, que celui publié en 1792, c'est-à-dire, il y a plus de 25 ans, sous le titre de *Théorie des lois politiques de la Monarchie française* (1), enfin, moi qui ne comprends pas d'autre manière d'écrire l'histoire, que celle qui a été indiquée, mais mal employée par Condorcet, et dont Saint-Simon seul me paraît avoir fait l'application, je vous l'avoue, Monsieur, les idées que je viens de vous citer sur notre premier roi chrétien et ses soldats, sur Charlemagne et les Saxons, ne me portent pas à croire que l'auteur des *Annales du Moyen Age défigure l'histoire* ; peut-être trouverait-on qu'il l'aurait mieux écrite, s'il avait dit, que la religion chrétienne avait *malheureusement* contribué à la dissolution du vieil édifice romain ; que les soldats de Clovis, vrais païens, avaient été forcés, le *pistolet* sur la gorge, par des prêtres fanatiques, à embrasser le christianisme, et à renier les croyances *sacrées* de leurs pères ; que Clovis et son armée, après avoir reçu le baptême, ne valaient pas mieux qu'avant, parce que, superstition

---

(1) Si le rédacteur du *Globe* connaissait cet ouvrage, il n'aurait pas parlé des négociations de Clovis avec *les peuples de l'Armorique*, mais bien avec *les Arboriques ;* cette confusion, faite par l'abbé Dubos, est parfaitement expliquée dans la *Théorie des Lois politiques* de Mlle de Lézardière.

pour superstition, le polythéisme vaut tout autant que le christianisme ; que Charlemagne traînait à la suite de ses bandes guerrières, non pas la civilisation, les lumières, mais les préceptes ridicules, renfermés dans un livre obcur, l'Évangile ; enfin, on lui reconnaîtrait du génie, s'il avait dit que le sort des esclaves de Rome, de Sparte et d'Athènes, était bien plus heureux que celui des serfs du moyen âge, des serfs de ce temps *de barbarie*, qui renfermait cependant les élémens de cette civilisation moderne que *le Globe* admire, mais dont il ne sait pas voir le germe dans les institutions des sociétés chrétiennes.

Telles sont, en effet, Monsieur, quelques-unes des *belles nouveautés que les dernières années ont vu éclore* ; *le Globe*, qui vous conseille d'ajouter à cette épigraphe : l'*âge d'or qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici dans le passé est devant nous*, les mots : *si nous savons regarder en arrière* ; *le Globe*, qui *vous apprend que la connaissance du passé est pleine d'avenir*, ne trouve pas un seul élément de l'avenir dans cette longue suite de siècles chrétiens qu'on appelle le moyen âge ; tous les hommes marquans de cette époque sont *des barbares*, toutes les institutions sont rétrogrades et avilissent l'espèce humaine, dont la plus grande partie cependant, gémissait dans l'esclavage, aux temps si vantés de Rome et d'Athènes.

Le Globe, en *regardant attentivement en arrière*, ne voit, dans le moyen âge, qu'un précipice énorme qui sépare Périclès ou Auguste, de François Ier ou de Louis XIV ; la civilisation saute à pieds joints par dessus le précipice ; mais la civilisation a des formes tellement aériennes, que les lunettes braquées par *le Globe* ne peuvent la saisir au passage ; elle disparaît : mais que devient-elle pendant ce long intervalle de temps ? désespérant des hommes,

remonte-t-elle au ciel, ou bien, pour mieux leur assurer ses bienfaits, va-t-elle se consulter avec *la raison*? où donc se tient-elle, tandis que l'humanité s'organise *féodalement* sous la direction de Rome chrétienne? Que fait-elle pendant tout ce temps? Elle reste dans le cœur de l'homme, dans *le moi*, dans *la conscience*, *dans l'être*; elle s'y cache si bien que personne ne se doute de son existence; elle s'endort, que dis-je, elle meurt et ressuscite quinze siècles plus tard. C'est un miracle, sans doute, mais, d'un miracle métaphysique à un miracle théologique il y a loin, et tel qui rougit de croire à la résurrection des trois mauviettes du dernier saint canonisé, proclame avec assurance la résurrection de la civilisation.

Le Globe, en vous donnant ses conseils, vous a jugé sur votre épigraphe qu'il n'a pas comprise; passe encore, votre épigraphe est au moins une phrase; mais n'est-il pas plaisant de le voir s'évertuer à combattre une doctrine qu'il croit apercevoir dans *un mot?* et ce mot, c'est *Le Producteur*. Comme votre journal est le seul qui prenne constamment la défense du travail, il n'y a pas à se tromper, c'est de vous qu'on parle, lorsqu'on dit qu'il y a des personnes, qui mettent les professions *laborieuses* en première ligne, qui voient tout dans la *production*, et qui se jettent dans une reconnaissance enthousiaste pour quiconque fait *un emploi* profitable de *ses facultés et de son temps*. Employer *ses facultés* et son temps, *travailler*, *produire*, voilà des mots qui vous paraissent bien clairs; l'industriel emploie ses facultés et son temps, il travaille, il produit; le savant emploie ses facultés et son temps, il travaille, il produit; enfin le littérateur et l'artiste font absolument la même chose, ils travaillent, ils produisent par l'exercice de leurs facultés : eh bien! pas du tout, Mon-

sieur, quand *le Globe* dit *facultés*, *travail*, *production*, ce qu'il entend, ce sont *les facultés* du maçon, du cordonnier, du négociant; *le travail* du laboureur, du vigneron, etc; *la production* pour lui est représentée par des sacs de grains, des balles de coton, de l'indigo, etc. Quand il prononce cette phrase : *quelques-uns même en sont venus à tout voir dans la production*, cela veut dire, *le Producteur* voit tout dans l'industrie. Si le rédacteur *du Globe*, en jetant les yeux sur la couverture de votre journal, avait lu les deux lignes qui sont au dessous de ce mot, *le Producteur*; il se serait aperçu que vous voyez en effet tout dans *la production*, mais dans la production de *l'industrie*, *des sciences et des beaux-arts*; j'ai donc raison de vous dire que MM. les rédacteurs *du Globe*, pour juger vos doctrines, se sont contentés de lire le premier mot du titre de votre journal.

Je pourrais facilement vous prouver de différentes manières que ces messieurs n'en ont pas lu davantage; et par exemple, vous avez dit, en parlant des banques, *qu'il était* étonnant que les économistes eussent, en général, voulu déterminer la proportion qui devait exister entre le capital fixe et le capital circulant, vous avez démontré que cette règle pratique pouvait, à chaque instant, se trouver démentie par le moindre événement, cause de discrédit: eh bien, monsieur, *le Globe* nous apprend qu'on *a calculé* que les banques pouvaient sans danger ne garder dans leur trésor, que *le cinquième ou même le dixième* de la somme des billets qui circulent; *le calcul* n'est pas, comme vous voyez, très-aproximatif; une banque s'établit avec un capital de dix millions, pour quelle somme pourra-t-elle, sans danger, émettre des billets? *Le Globe calcule* et répond; pour cinquante *ou même* pour cent millions; autant valait ne pas lui demander de conseils. Je pense que si *le*

Globe vous avait lu, il aurait évité de répéter cette vieille erreur économique, qui suffirait seule pour empêcher toute espèce de progrès dans les banques d'escompte, qui sont cependant loin d'avoir atteint leur dernier degré de perfection possible.

Au reste, *Le Globe* s'exécute avec grâce ; « peut-être, dit-il, quand les esprits auront marché d'un pas en avant, nous entendrons-nous dire que nos œuvres ou notre langage ne sont plus du siècle. » Nous verrons comment cette phrase modeste se réalisera ; probablement n'attendrons-nous pas long-temps, car l'esprit humain a déjà marché depuis les doctrines de la liberté absolue, et surtout depuis les élucubrations platoniciennes.

Recevez, Monsieur, etc.

IMPRENTA DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, n° 6.

CONSIDÉRATIONS

SUR LES PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, DANS SES RAPPORTS AVEC L'ORGANISATION SOCIALE.

(Premier article.)

Nous avons déjà cherché plusieurs fois à démontrer, dans *le Producteur*, comment toutes les conceptions humaines, à quelque époque que l'on envisage la société, pouvaient être rattachées à une idée générale dont elles étaient les dépendances plus ou moins directes; ou mieux encore, comment les créations de l'esprit humain étaient le résultat des méthodes différentes successivement employées dans l'observation et la coordination des phénomènes perçus par l'homme.

En partant de ce principe, si l'on remarque qu'à toutes les époques on a dû nécessairement s'occuper des objets qui sont du domaine des sciences appelées aujourd'hui morales et politiques, ce serait une prétention bien peu fondée, de rattacher la création complète de l'une de ces sciences à Smith ou à tout autre économiste du siècle dernier. Cependant, comme c'est à cette époque seulement qu'il est possible de trouver, systématiquement ordonnés, les faits relatifs à l'économie politique, c'est aussi cette époque que nous choisirons pour point de départ, dans nos considérations sur les progrès de cette science; mais nous croyons devoir les faire précéder d'un

aperçu rapide de la marche des idées qui ont provoqué les premiers travaux au moyen desquels on a réuni scientifiquement, en corps de doctrine, les faits épars qui devaient former la science des richesses.

Lorsque les rapports sociaux qui constituaient le système théologique et féodal commencèrent à être altérés par le droit d'examen et la liberté de conscience, les premières attaques furent dirigées contre le pouvoir spirituel, centre des lumières. L'éclat que répandaient les discussions élevées dans son sein devait bientôt mettre au jour une classe de réformateurs politiques, particulièrement occupés du matériel de la société, et cherchant à faire prévaloir, dans l'organisation temporelle, un principe analogue au dogme de la réforme religieuse. Tous les réglemens qui avaient servi à maintenir l'ordre dans les travaux de la production, devaient être soumis à un examen d'autant plus rigoureux, que le point de vue des réformateurs serait différent de celui auquel s'étaient placés les fondateurs du vieux système social.

Quoique le lien qui unit les travaux des économistes aux premières attaques contre le catholicisme soit évident, toutefois il est bon de remarquer que, pendant le long intervalle qui sépare ces deux époques, le pouvoir temporel, encore à l'abri des coups de la réforme, semblait profiter de la décadence du pouvoir spirituel, pour diriger seul les forces sociales qui n'avaient plus d'autre centre pour se réunir. La puissance de Louis XIV donne une idée de l'élévation de l'ordre temporel, comparée à la subordination du pouvoir papal, miné ouvertement depuis deux siècles. La cour de Rome sollicitait alors, diplomatiquement et par le timide intermédiaire de confesseurs, la révocation d'un édit que les foudres du Vatican ne pou-

vaient plus directement atteindre, et la déclaration de 1682, qui détruisait l'empire de l'église universelle, motivait en quelque sorte tous les projets de monarchie européenne (1), qui tendaient à donner une nouvelle direction d'ensemble aux peuples parvenus au même degré de civilisation, et qui cependant n'étaient plus soumis à la même doctrine religieuse.

L'unité spirituelle une fois détruite, la théologie perdait la direction sociale; reléguée dans le domaine des croyances individuelles, on lui laissait à peine le soin de donner des préceptes de morale privée, propres à diriger dans les circonstances les plus ordinaires, dans celles où des intérêts individuels étaient en présence; mais elle n'était déjà plus appelée que par bienséance, à sanctionner les rapports généraux de l'homme avec la société ou des peuples entre eux.

La philosophie critique n'avait encore fait que la moitié de sa tâche; le dogme de la liberté de conscience avait constitué la réforme religieuse, et les penseurs fixèrent alors particulièrement leur attention sur l'administration publique, exercée par un pouvoir qui apparaissait seul sur les ruines de la hiérarchie théologique et féodale.

Les envahissemens du pouvoir temporel, ou plutôt encore l'anéantissement de la direction spirituelle, faisaient ressortir avec plus d'évidence les vices d'une organisation confiée à des hommes inhabiles à réglementer la société, c'est-à-dire, à déterminer légalement les nouveaux rap-

---

(1) Voyez, sur cette époque, les développemens donnés dans l'article sous ce titre : *Considérations sur le système théologique et féodal et sur sa désorganisation.*

ports sociaux qui devaient s'établir pour remplacer ceux qui correspondaient à l'ancien système ; car l'incapacité même de ces directeurs des peuples les portaient à faire continuellement des expériences contradictoires, et ils exagéraient la manie réglementaire à un point qui décelait leur ignorance de l'état vers lequel la société était inévitablement entraînée.

Au dix-septième siècle, Sully et Colbert, ministres des deux plus grands rois de cette époque, étaient dirigés par deux principes différens, qui, systématisés et exposés scientifiquement un siècle plus tard, donnèrent naissance au système agricole de la secte économique et au système mercantile des défenseurs de la balance du commerce ; mais ce serait rétrécir le cadre du tableau que les économistes ont tenté de composer, que de rattacher uniquement leurs idées aux réglemens de Colbert sur l'industrie ; la critique des jurandes, des maîtrises et des prohibitions, c'est-à-dire de l'organisation industrielle, intérieure et extérieure, tenait à une vue plus large qui embrassait tous les rapports sociaux soumis à l'arbitraire du pouvoir féodal, dont le principe dominait encore au plus haut degré les conceptions des gouvernans. Le régime *de tutelle* et *de protection* n'était plus uniquement fondé sur la hiérarchie des classes ; mais la société était toujours considérée, dans tous ses élémens, comme un mineur.

C'est contre ce point important de l'ancienne doctrine sociale que furent dirigés tous les efforts des réformateurs politiques. Les protégés usèrent du *droit d'examen* pour juger les protecteurs ; on osa discuter le droit de tutelle et critiquer les lois qui étaient imposées au mineur.

Le principe qui dominait l'ancien ordre social consistait,

comme nous l'avons fait voir ailleurs (1), dans la conception de la société divisée en deux classes, dont l'une considérait l'autre comme un instrument ; et ce principe est tellement difficile à détruire, qu'aujourd'hui même des gens versés dans l'étude des sciences morales et politiques s'efforcent de prouver que l'amélioration du sort des classes laborieuses est également favorable au bien-être de l'oisiveté *héréditaire* ; et cependant, si la transmission du privilége de *consommer sans rien produire* (2) était le but qu'on dut se proposer en s'occupant d'améliorer l'existence des producteurs, on serait bientôt conduit à reconstituer une nouvelle aristocratie, dépouillée, il est vrai, de titres et d'honneurs, étrangère à l'action générale de la société, et, sous ce rapport, bien inférieure à l'ancienne ; enfin, on créerait l'aristocratie des richesses, et l'on n'aurait encore rien fait pour asseoir la société sur sa véritable base, *le travail,* et pour donner aux hommes chargés de la direction sociale un mobile semblable à celui qui anime les trois élémens de l'activité humaine. Toutefois ce n'était pas ainsi que l'ordre social pouvait être envisagé au commencement du dix-huitième siècle : on sentait les vices de l'organisation temporelle ; mais il était impossible qu'on pût remonter immédiatement au fait général qui leur donnait naissance.

La situation politique des peuples les plus avancés en civilisation et qui étaient tous soumis à une administration temporelle exerçant la souveraine puissance sans contrôle

---

(1) Considérations sur l'organisation féodale et l'organisation industrielle ; 3[e] volume du *Producteur*, page 66.

(2) Définition de l'aristocratie, par le général Foy.

et empiriquement, devait donc nécessairement amener les hommes guidés par le sentiment de la philantropie et par l'étude des phénomènes sociaux, à classer ces phénomènes d'après certaines méthodes, et à créer une science dont le but définitif serait la réforme du principe de tutelle et de protection, appliqué par des tuteurs inhabiles, par des protecteurs ignorans; mais, dans cette réforme salutaire, les premiers essais de ces philosophes devaient d'abord revêtir le caractère de conseils donnés à l'autorité par la science, dans l'intérêt de l'autorité même, c'est-à-dire dans l'intérêt des classes auxquelles l'ancien système attribuait la supériorité sociale; en d'autres termes, ils agissaient sous l'inspiration d'une idée de perfectionnement, et non pas d'après la vue principalement critique, sous l'influence de laquelle leurs successeurs devaient attaquer et détruire de fond en comble la vieille organisation féodale. Ainsi, en recherchant dans quelle direction les faits sociaux qui les entouraient devaient entraîner les premiers économistes, on reconnaît qu'il leur était impossible d'envisager la société sous un aspect entièrement neuf, et que toutes leurs conceptions devaient être influencées à un haut degré par l'ensemble des rapports sociaux, tels qu'ils existaient à l'époque de la création de la science.

Sous ce rapport (et nous examinerons ceci plus en détail en exposant le système des économistes), les philosophes qui s'occupèrent les premiers d'observer les faits relatifs à la production matérielle, en embrassant l'ensemble de la société, se plaçaient inévitablement à un point de vue d'où les classes qui exerçaient la tutelle et qui jouissaient du protectorat féodal paraissaient encore l'objet le plus important de leurs études; les propriétaires fonciers devaient en conséquence jouer le principal rôle dans leurs projets

d'amélioration : aussi, lorsqu'ils les négligent pour s'occuper plus particulièrement du bien-être des classes laborieuses, semblent-ils être entraînés par des écarts d'une chaude philantropie.

C'est donc sous l'empire de cette idée générale, de cette manière d'envisager la société, que leurs travaux étaient conçus ; mais il nous reste à nous occuper de la méthode scientifique au moyen de laquelle ils enchaînaient les résultats de leurs observations.

Cette méthode pourrait être appréciée par le principe même sur lequel ils appuyaient leurs théories de l'*ordre naturel des sociétés*. La recherche d'un type d'organisation sociale, que ces philosophes décoraient du titre de *naturel*, et qu'ils supposaient créé par une cause première intelligente, témoignait bien cette habitude de l'esprit humain, de s'abandonner d'abord aux conjectures et de livrer à l'imagination la coordination des premiers faits qu'il observe. Cette science nouvelle devait donc commencer, comme toutes les sciences, par être conjecturale ; cependant, sa création tardive n'ayant lieu qu'au moment où l'esprit humain s'était déjà habitué à combattre le pouvoir spirituel, avec les armes que lui fournissaient les sciences naturelles débarrassées par Descartes du joug théologique, les conjectures des économistes avaient plus particulièrement le caractère ontologique ; aussi prenaient-ils, pour point de départ de la science, des droits et des devoirs *naturels*, un ordre *naturel*, dont ils démontraient l'existence par des considérations puisées dans l'observation de l'individu abstrait, au lieu d'en chercher les preuves dans l'étude rigoureuse de la succession et de l'enchaînement des phénomènes sociaux.

Fonder la science de l'organisation sociale d'après des

principes suggérés uniquement par les faits du moment, ou par des conjectures plus ou moins ingénieuses sur la constitution *de l'individu*, c'était s'exposer à ne pas voir complètement le sujet qu'on voulait embrasser : c'est par l'étude de l'histoire, mais de l'histoire considérée comme la série des développemens *de l'espèce humaine*, que l'on peut arriver à concevoir la direction dans laquelle s'avancent les sociétés ; c'est alors que l'on aperçoit le lien qui doit joindre le présent à l'avenir, et que la science peut hâter la marche de l'humanité vers le but dont elle se rapproche sans cesse.

Nous avons cherché à faire comprendre les dispositions dans lesquelles se trouvaient les fondateurs de l'économie politique, tant sous le rapport des faits généraux au milieu desquels ils composaient la science, que sous celui de la méthode scientifique à laquelle ils obéissaient dans leurs travaux. En examinant les principes de Quesnay et les progrès faits depuis lui dans cette science, nous verrons des applications fréquentes de ces deux considérations; mais nous devons encore insister ici sur ce point, parce que, si l'on conçoit bien que toute série scientifique, c'est-à-dire toute coordination de faits, dépend du *principe général* auquel on les rattache et de *la méthode* employée pour exécuter ce travail, on comprendra facilement que les progrès importans que font les sciences ne sont dus qu'à des transformations de l'idée générale, et, par suite, au perfectionnement de la méthode. Alors le tableau des progrès de l'économie politique, que nous nous proposons de tracer, se présentera sous deux faces différentes : d'une part, il montrera les perfectionnemens de détail dus à l'observation plus exacte des faits; de l'autre, il fera ressortir les progrès généraux obtenus par l'adoption d'un

principe nouveau. Le premier de ces deux moyens révolutionnaires agit constamment dans les sciences, puisqu'il porte sur les plus petits faits; l'autre, au contraire, exige l'apparition d'un homme de génie, qui place les savans à un nouveau point de vue, d'où il leur est plus facile d'apercevoir l'enchaînement réel des faits observés.

Ces considérations doivent faire pressentir l'ordre dans lequel nous présenterons les progrès de l'économie politique. En examinant les travaux les plus importans publiés sur cette science, nous chercherons d'abord à établir positivement le point de vue où leurs auteurs se plaçaient pour observer la société; nous montrerons quelles étaient les déductions logiques qu'ils devaient tirer de ce premier principe, pour classer dans un certain ordre les faits de détail qu'ils observaient; enfin, nous chercherons à constater les perfectionnemens qu'une étude plus rigoureuse de tous ces faits a portés dans leur appréciation, en montrant comment ces perfectionnemens eux-mêmes devenaient plus tard les premiers élémens de la science renouvelée par la conception d'une idée générale, plus positive que celle qui jusque là servait à lier les phénomènes sociaux.

Avant d'entreprendre ce travail, il est nécessaire d'arrêter nos idées sur le sujet dont nous nous occupons, de manière à concevoir nettement le but de la science appelée économie politique, c'est-à-dire de rechercher quels sont les faits compris dans son domaine, et quelle peut être l'application des principes et des lois qu'elle déduit de l'observation de ces faits.

Déjà M. Say (1) a tenté de limiter le champ de la

---

(1) Traité d'Économie politique; discours préliminaire.

science; il a indiqué la place distincte de l'économie politique, entre *la statistique* et *la politique*. En combattant la manière dont ce savant économiste a établi cette distinction, nous allons exposer l'idée que nous nous sommes faite des élémens et du but de la science (1).

« On a long-temps confondu, dit M. Say, *la politique* proprement dite, la science de *l'organisation* des sociétés, avec *l'économie* politique qui enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses. Cependant les richesses sont essentiellement *indépendantes* de *l'organisation* politique. Sous toutes *les formes* de gouvernement, un état peut prospérer s'il est bien administré. On a vu des nations s'enrichir *sous des monarques absolus*; on en a vu se ruiner *sous des conseils populaires*.

---

(1) Nous avons choisi, pour développer nos idées sur l'objet et le but de l'économie politique, l'opinion de M. Say, parce que le discours où elle est exposée nous paraît être le résumé le plus scientifique des doctrines économiques, telles qu'elles ont été conçues jusqu'à présent. Quelques économistes, partageant cette opinion, ont aperçu toutefois le vide que présentait le cadre dans lequel on cherchait à renfermer la science; l'un d'eux, M. Storch, a essayé de le combler, en composant une *théorie de la civilisation;* mais, malgré tous les éloges que mérite cette tentative, nous ne craignons pas de dire que son ouvrage est manqué, par la raison que nous exposerons plus tard, c'est-à-dire, parce qu'il a traité la science de l'organisation sociale comme une déduction de la science des richesses.

Quoique nous n'ayons pas ici pour but spécial de critiquer l'opinion de M. Say, nous ferons remarquer la contradiction qui résulte de ces deux phrases : les richesses sont *essentiellement indépendantes* de l'organisation politique; et, si la liberté est plus *favorable* au développement des richesses, c'est *indirectement :* essentiellement indépendantes ne s'accorde pas avec indirectement favorable.

Si la liberté politique est plus favorable au développement des richesses, c'est indirectement, de même qu'elle est plus favorable à l'instruction ; » et plus loin l'auteur ajoute : « Il y a entre l'économie politique et *la statistique*, la même différence qui existe entre la politique expérimentale et l'histoire. »

Si la science de *l'organisation* des sociétés consistait dans l'étude *des formes* monarchiques, aristocratiques, démocratiques, etc., l'opinion de M. Say serait parfaitement juste ; mais, entendue de cette maniere, la politique ne serait réellement que *la statistique* de l'organisation sociale. Elle a en effet *été* envisagée jusqu'à présent sous ce point de vue rétréci, et parmi les nombreux exemples des illusions et du vague qui résultaient de cette idée, il suffit de citer l'embarras de Robertson (1), lorsqu'il veut expliquer comment des constitutions *tout-à-fait contraires* produisaient, à Florence et à Venise, des résultats également heureux. La science de *l'organisation sociale* puise tous ses élémens dans l'étude des faits généraux du passé : c'est la philosophie de l'histoire, ou mieux encore l'histoire philosophique de l'espèce humaine ; *la politique expérimentale* est l'application de la science de l'organisation sociale, comme la physique expérimentale est l'application de principes connus, pour créer à volonté des phénomènes physiques déjà observés ou scientifiquement prévus ; enfin, *l'histoire*, considérée comme une collection de faits *sans enchaînement fondé sur une conception de l'humanité* (2), c'est-à-dire de faits classés, par exemple,

---

(1) Introduction à la vie de Charles V. Page 128, 1er volume, Amsterdam, in-4°, 1771.

(2) Nous nous exprimons ainsi, pour rappeler que c'est seulement

[illegible] d'après la position géo- [illegible] qu'un recueil [illegible] et *la politique* [illegible] qui traite, suivant lui, [illegible] ne serait elle- [illegible] statistique, consacrée [illegible] par des rois, des [illegible] etc.

[illegible] qu'il a employées, ne [illegible] question. *La statis-* [illegible] plus grande extension) [illegible] puisqu'elle consiste [illegible] lesquels s'exerce [illegible] Considérée dans ses [illegible] la statistique lui donne [illegible] sert l'industrie; [illegible] et indique les [illegible] la plus grande [illegible] l'homme sous [illegible] un agent qui [illegible] à son profit. [illegible] recherche des rap- [illegible] sous le [illegible] soit pour ac- [illegible] par de plus [illegible] des efforts,

---

[illegible] à leur déve- [illegible], remis [illegible] la science de [illegible]

soit pour se partager les produits du travail humain, les données statistiques et technologiques perdent alors leur importance ; une nouvelle science est conçue.

Cette science se compose de deux parties distinctes, correspondantes à la division que nous venons d'indiquer : d'une part, elle considère l'action combinée des industriels, pour diviser scientifiquement le travail suivant les aptitudes ou les locatités, et sous ce rapport elle embrasse l'ensemble de l'industrie agricole, manufacturière et commerçante ; d'une autre part, elle recherche comment s'opère la répartition des produits ; dans ce cas elle examine la position respective des travailleurs entre eux, c'est-à-dire, *les relations des directeurs des travaux et des ouvriers*, et les rapports qui lient les producteurs aux non producteurs, c'est-à-dire le fermage, les baux de location, le prêt à intérêt, ou mieux encore *les avantages attachés à la location des places et des instrumens* nécessaires à la production.

Cette division renferme toute la théorie de l'industrie, puisqu'elle comprend, d'abord les faits relatifs aux industriels seulement, ensuite leurs relations avec les non-producteurs.

Si l'industrie était le seul élément de l'activité humaine, la science dont nous nous occupons comprendrait tous les faits sociaux, et par conséquent le résumé des principes de cette science serait réellement la philosophie générale, dont les déductions pratiques formeraient la science politique ; en d'autres termes, l'organisation sociale ressortirait directement de la théorie de l'industrie. Telle est, comme nous le verrons plus tard, la cause du défaut que l'on peut reprocher à beaucoup d'écrivains, qui ont prétendu constituer la société en se plaçant au point de vue

industriel, c'est-à-dire, qui ont conçu la science de l'organisation sociale comme une déduction de l'économie politique, au lieu de considérer cette dernière science comme fournissant simplement des matériaux à la première. Sous ce rapport, le reproche que fait M. Say à Stewart, pour avoir intitulé son premier chapitre, *du gouvernement du genre humain*, et aux économistes du dix-huitième siècle, ainsi qu'à J.-J. Rousseau, *pour avoir confondu dans les mêmes recherches les principes qui constituent un bon gouvernement, et ceux sur lesquels se fonde l'accroissement des richesses*, est en partie fondé; toutefois il est plus justement applicable encore aux travaux des successeurs de Smith, et à ceux de Smith lui-même. Les économistes prenaient leur point de départ dans une idée générale qu'ils se formaient d'un type d'ordre social vers lequel devaient concourir tous les travaux, et, partant de cette base, ils traitaient la science des richesses de manière à la faire concorder avec la conception toute conjecturale du *droit naturel*; ils envisageaient l'économie politique en philosophes; ils s'appuyaient, il est vrai, sur un principe vague *d'ordre naturel*, c'est-à-dire, sur une manière d'envisager la société qui n'était pas le résultat de l'observation de la marche progressive de l'humanité, mais au moins ils ne concevaient la science des richesses que comme une conséquence de leur théorie d'organisation sociale.

Smith, au contraire, après avoir développé tous les avantages de la concurrence dans l'action industrielle, sans en avoir aperçu les inconvéniens, applique ce principe (qui doit exciter au dernier point l'antagonisme, s'il n'est pas limité et combattu par des moyens d'ordre et d'union) aux points les plus importans du système d'organi-

sation sociale ; il fonde, par exemple, l'enseignement et l'éducation sur la concurrence, et s'élève par conséquent contre toute constitution de corps chargés du perfectionnement et de l'enseignement des sciences, ou de la propagation uniforme d'une doctrine morale conforme aux intérêts généraux de la société.

Les successeurs de Smith ont dépassé le maître dans cette fausse direction ; on en trouve la preuve dans le motif qui a dicté à M. Say le reproche qu'il fait à Stewart ; c'est dans son premier chapitre que ce dernier auteur a exposé ses idées les plus générales sur la société, tandis que les économistes modernes ont presque tous réservé pour la conclusion de leurs ouvrages leurs vues sur les plus grands faits sociaux. Ils ont voulu poser les bases de l'organisation sociale *à posteriori*, en commençant par les plus petits faits, depuis la division du travail, considérée même dans un individu isolé (1), jusqu'à la liberté du commerce entre les peuples ; mais la science des richesses est insuffisante pour donner l'idée philosophique qui préside à la théorie de l'organisation des sociétés : la philosophie générale, c'est-à-dire la conception du développement progressif et simultané des moyens d'activité humaine, indique aux hommes qui s'occupent spécialement de la marche *de l'industrie, des sciences* ou *des beaux-arts*, la direction qu'ils doivent suivre dans leurs travaux ; mais placés à des points de vue spéciaux, et ne pouvant pas apercevoir l'ensemble des phénomènes sociaux, ces hommes ne sauraient prétendre à remonter de leur science particulière à la philosophie générale, à la science de l'organisation sociale. Stewart,

(1) Voyez le 1er chapitre de Smith.

trompé par une vue philosophique fausse, et partant *à priori* de l'idée qu'il se formait du meilleur ordre social, est arrivé, comme les économistes français, aux faits de détail de la production matérielle. Smith et les économistes modernes ont suivi une marche contraire; et ces deux modes de raisonnement, employés alternativement par l'esprit humain, ont été favorables aux progrès de la science, puisqu'ils devaient déterminer la création d'une conception neuve de l'espèce humaine, conception qui, une fois adoptée par les économistes, leur servira de point de départ et leur indiquera le but de leurs travaux. Il est en effet remarquable de voir que tous les économistes, jusqu'à Smith, commencent leurs ouvrages par des considérations de la plus haute généralité sur l'ensemble des rapports sociaux; tandis que depuis l'auteur de *la richesse des nations*, les économistes les plus célèbres entrent en matière par des points de détail, tels que la définition des mots *valeur*, *prix*, *production*, qui n'exigent aucune idée primitive sur la composition ou l'organisation des sociétés. Cet accord unanime est facile à expliquer, si l'on observe que tous ces ouvrages ont été créés sous l'empire de la doctrine de la liberté, qui n'est pas autre chose que la négation de toute doctrine sociale.

Revenons actuellement aux questions que nous nous étions posées. Quels sont les faits compris dans le domaine de la science appelée économie politique; et quelle peut être l'application des lois déduites de l'observation de ces faits? ou autrement, quels sont l'objet et le but de cette science? Rechercher les rapports de l'industrie avec l'organisation sociale, c'est-à-dire, examiner dans le passé la position sociale des industriels; constater les progrès que la division du travail a permis de faire pour perfectionner

constamment l'exploitation de plus en plus scientifique du globe : tels sont les faits dont cette science doit s'occuper. Déduire de ces faits des considérations sur l'avenir des industriels et de l'industrie, c'est-à-dire sur les changemens que doivent subir les relations des travailleurs entre eux ou avec les autres classes de la société, et sur les perfectionnemens de la division du travail dus aux progrès de l'esprit d'association, tel est le but qu'elle doit se proposer.

Nous avons cherché à exposer dans cet article :

1° Les circonstances politiques au milieu desquelles les économistes ont créé la science;

2° L'idée générale résultant de cette position, et qui dominait leurs travaux;

3° La méthode qu'ils ont employée, et qui était elle-même une conséquence de l'idée générale à laquelle ils ramenaient toutes leurs observations;

4° Enfin l'objet et le but de l'économie politique, ou pour mieux dire, selon nous, de *l'histoire philosophique de l'industrie*.

Nous examinerons dans d'autres articles les ouvrages les plus importans publiés sur l'économie politique, depuis Quesnay jusqu'à nos jours, et nous essaierons d'indiquer la voie dans laquelle cette science nous semble devoir entrer, en abandonnant *l'ordre naturel* de la secte économique et le *laissez faire* des partisans *de la concurrence illimitée*, pour préparer la réorganisation scientifique-industrielle.

P. E.

CONSIDÉRATIONS SUR L'HISTOIRE.

D'APRÈS la conception la plus élevée qu'on se soit encore formée de l'histoire, depuis qu'on lui demande des leçons, on a coutume de la considérer, en ce qu'elle a de plus important, sous trois points de vue principaux :

1° Comme offrant aux hommes d'état, dans les faits du passé, le spectacle de ceux qui peuvent ou qui doivent se reproduire encore, et dans la conduite de ces *faits*, dans l'influence qu'ils ont exercée sur le sort des sociétés et sur la carrière des hommes qui les ont dirigés, les exemples qu'ils doivent suivre ; les fautes qu'ils doivent éviter ;

2° Comme leur montrant, dans les jugemens qu'elle est appelée à porter sur leurs actions, et par lesquels elle doit à jamais flétrir ou illustrer leur mémoire, la sanction morale des obligations qui leur sont imposées ;

3° Enfin, comme présentant aux philosophes et aux moralistes, dans la lutte des passions qu'elle reproduit à leurs yeux, un recueil d'observations, d'expériences, propres à leur faire connaître la nature abstraite de l'homme.

Tant que l'espèce humaine n'a été considérée que dans les individus qui la composent, tant qu'on a pu croire qu'à toutes les époques de son existence elle avait acquis son

entier développement, que par conséquent elle était destinée à rouler sans cesse dans le même cercle d'événemens, sans autre loi que les caprices du hasard, la capacité ou l'incapacité, la bienveillance ou la malveillance de ses guides, il a été impossible de se former, sur l'histoire, une autre conception que celle que nous venons de rapporter. D'un autre côté, il est facile de comprendre que, tant que cette conception a été dominante, l'histoire généralement a dû être exécutée comme elle l'a été jusqu'ici, c'est-à-dire, que les événemens politiques, proprement dits, ont dû en former toute la matière; que, dans le récit de ces événemens, les historiens ont dû s'attacher surtout à faire ressortir le caractère moral des personnages politiques, et que la succession de ces personnages a dû former la division naturelle des faits.

Quelques écrivains se sont élevés de bonne heure, par leurs travaux, au-dessus de cette conception; mais ces efforts instinctifs du génie n'ont été ni assez prononcés, ni assez multipliés pour en faire adopter une autre. Depuis, la philosophie a nettement assigné à l'histoire une nouvelle destination; mais sa découverte n'a point encore pénétré dans le monde des érudits et des littérateurs qui s'occupent de travaux historiques, et l'ancienne conception est encore la seule qui soit convenue parmi eux (1).

Cependant, bien qu'encore aujourd'hui les écrivains et les orateurs continuent de parler avec solennité de la gravité des leçons et des jugemens de l'histoire, il est évident

---

(1) Il est remarquable que la plupart de ceux qui ont abandonné cette conception s'en sont formé une beaucoup moins large, beaucoup moins philosophique.

que généralement on commence à ne plus croire à la justesse des unes et à l'efficacité des autres; les esprits se sentent bien encore saisis d'un certain respect au seul nom d'histoire, mais ce n'est plus là, en quelque sorte, que l'effet d'une superstition intellectuelle qui survit à la croyance.

On a compris enfin, que des faits en apparence semblables, se passant au milieu de circonstances différentes, n'avaient plus ni la même valeur ni la même signification; que, par conséquent, les faits d'une époque historique considérés isolément ne prouvaient rien par rapport aux faits particuliers d'une autre époque, bien qu'extérieurement les mêmes, et qu'en établissant la confusion à cet égard il était possible de justifier par l'autorité du passé les entreprises les plus contradictoires.

On a senti que comme sanction morale, l'utilité de l'histoire, qui avait dû être nécessairement très-faible dans tous les temps, pouvait être considérée comme nulle aujourd'hui, que le pouvoir des gouvernans est plus restreint et plus partagé.

Enfin on a pu voir que comme recueil d'observations morales propres à perfectionner la conaissance de l'homme abstrait, l'histoire ne devait être considérée que comme un des nombreux moyens de la physiologie individuelle, et qu'à cet égard elle ne pouvait prétendre à aucune distinction.

Il est facile de s'apercevoir que, sous ces trois rapports, l'histoire a perdu à peu près aujourd'hui tout le crédit dont elle jouissait, et cela non seulement dans l'esprit des littérateurs, mais encore dans la conscience du public; or, il est arrivé à l'égard des croyances qui se rapportaient à l'histoire ce qui est arrivé de toutes les autres, c'est-à-dire, qu'elles ont fait place à un scepticisme com-

plet, à une indifférence profonde. Cependant, à aucune autre époque, les travaux historiques n'ont été plus multipliés qu'aujourd'hui, et dans aucun temps la masse du public n'y a pris autant d'intérêt; cette circonstance, qui paraît en contradiction avec le scepticisme dont nous parlons, a besoin d'être expliquée.

C'est une disposition constante de l'esprit humain, au moment où il abandonne des théories devenues fausses ou insuffisantes, de se diriger vers l'observation des faits; c'est au moins le procédé que nous lui avons vu suivre dans tous les temps et dans toutes les directions, et c'est le seul par lequel il soit possible de s'expliquer sa marche jusqu'à ce jour. La chute rapide et complète qu'ont éprouvée les théories morales et politiques dans ces derniers temps, semblait donc devoir naturellement ramener les esprits vers les faits de l'histoire; cependant cette raison, qui se présente d'abord, serait insuffisante pour expliquer la grande quantité de travaux historiques qui se produisent de nos jours et le succès qu'ils obtiennent dans le public : d'abord, parce qu'on ne peut l'admettre que pour les savans, dont le nombre, toujours nécessairement très-restreint, doit l'être encore beaucoup plus dans ce cas, par suite du préjugé, généralement répandu, qui exclut à jamais la morale et la politique du rang des sciences d'observation; ensuite parce que les travaux qu'on pourrait rapporter à cette origine, ne paraissent pas de nature à fixer plutôt l'attention du public que ceux qui se produisent dans toutes les autres directions scientifiques. Mais à cette cause qu'il ne faut point exclure toute faible qu'elle soit, sont venues s'en joindre deux autres d'une portée toute populaire et auxquelles se rattachent tout le mouvement apparent des travaux historiques.

L'ancienne littérature était épuisée, et les esprits cher-

chaient dans cette direction, de nouvelles ressources, de nouvelles combinaisons; au milieu des essais qui se produisirent alors, parurent les romans de Walter Scott; cet écrivain, en associant les passions individuelles aux passions sociales, en les localisant, en leur imprimant fortement la teinte des circonstances physiques, des événemens politiques et des mœurs au milieu desquels il les faisait agir, avait su leur donner un nouvel aspect, une nouvelle vie. La fortune de ses ouvrages fut immense; en décomposant ce succès, on put voir que l'intérêt des détails historiques en était un des élémens principaux; ce récit circonstancié et minutieux des mœurs, des affections et des croyances d'un autre âge, présentait aux littérateurs comme au public un spectacle tout nouveau : c'était un monde inconnu dont un habile voyageur décrivait les usages; mais l'intérêt ici devenait d'autant plus grand, qu'entre ce monde et ceux qui l'exploraient, se découvraient à tout moment des rapports plus intimes.

C'est de cette époque que date, pour le public, le goût qu'il manifeste aujourd'hui pour les productions historiques, et, pour les écrivains, la direction qu'ils ont prise vers les travaux de ce genre.

Une autre cause, également populaire, mais secondaire dans ce cas, concourut à accroître le crédit des investigations historiques : les passions politiques, ranimées par des événemens récens, cherchèrent naturellement dans le passé, dont on remuait les débris, des armes, des prétextes, ou au moins un aliment. Cette cause toutefois n'exerça qu'une très-faible influence sur l'esprit des historiens; elle n'enleva point à leurs travaux le caractère littéraire que leur imprimait leur origine, et, malgré son action, le romancier Walter Scott n'en doit pas moins être considéré comme

le fondateur et le chef de la fraction la plus considérable et la seule connue, de l'école historique moderne.

Cette fraction s'était annoncée au public par une critique qui était de nature à faire concevoir de grandes espérances : elle faisait remarquer que la plupart des anciens historiens ne s'étaient occupés que des gouvernans et non des gouvernés, des rois et non des peuples. Cette critique, bien qu'un peu vague, semblait promettre pourtant que, sous la plume des nouveaux écrivains, le cadre de l'histoire allait s'agrandir; mais il n'en fut rien, et, sous le nom des peuples, on continua de nous présenter le spectacle des mêmes événemens, c'est-à-dire des batailles, des révoltes, des coups d'état, des querelles religieuses, etc. L'*Histoire des Français*, par M. de Sismondi, est un exemple remarquable de ce que nous avançons.

L'auteur de la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, M. Thierry, qui le premier s'était fait remarquer par la critique que nous venons de rapporter, avait signalé en même temps, dans un ordre de faits jusque-là négligé par les historiens, le mélange des races résultant de la conquête, et les luttes que ce mélange dut entretenir dans le sein des sociétés, le point de départ et la base de nouvelles études historiques. Ce fait, bien que d'une importance beaucoup moins grande que celle que lui donnait M. Thierry, bien que très-secondaire pour quiconque entrevoit les lois de développement de l'espèce humaine, avait été assez général, et, dans un temps, s'était trouvé mêlé d'une manière assez évidente aux révolutions sociales, pour devenir l'objet d'une attention particulière ; mais cet aperçu scientifique se transforma presqu'aussitôt, dans l'esprit de son auteur, en une vue poétique; entraîné par son imagination, et dominé par l'ascendant de l'écrivain

écossais, M. Thierry ne vit plus, dans la succession de vainqueurs et de vaincus, dont une vaste érudition lui découvrait la trace, qu'un tableau pittoresque et dramatique, où se dessinaient tour à-tour des mœurs originales, des passions fortement prononcées, de grandes vertus, de grands crimes, et, par-dessus tout, une lutte constante entre des oppresseurs et des opprimés. S'identifiant avec les temps et les passions dont il relevait les monumens, il prit parti dans la lutte, se prononça pour le faible contre le fort, sans autre raison que cette différence, et s'imposa la loi de tirer de l'oubli la mémoire du vaincu, ou de la venger de l'outrage. Séduit par le charme des émotions qu'il avait puisées dans le contraste et le choc des mœurs, des intérêts, des affections de tant de peuples divers rapprochés par la conquête, il ne put se défendre, en voyant, dans la suite des temps, ces nuances s'affaiblir ou disparaître, ces querelles s'éteindre, et la diversité des races, qui en *était* le *principe*, s'effacer sous le niveau de l'humanité, de laisser échapper quelques regrets de ce que, par suite d'une pareille révolution, l'histoire allait se trouver sans couleur et sans animation. Cette vue toute passionnée, soutenue par un grand talent et fécondée par les données d'une érudition profonde et variée, nous a valu une *brillante nouveauté* littéraire, mais non point une innovation historique (1).

---

(1) En parlant ici de l'ouvrage de M. Thierry, nous nous sommes proposé seulement d'en faire ressortir le caractère littéraire; si nous avions à signaler les erreurs dans lesquelles cette forme a entraîné l'auteur, nous nous attacherions à démontrer qu'elle l'a empêché d'apprécier l'influence de la conquête sur le développement de la civilisation, et qu'elle lui a fait complètement méconnaître la nature

A côté de ces écrivains, qui paraissent avoir été entraînés, presque à leur insu, à faire de l'histoire un moyen littéraire, on en trouve d'autres qui, complètement dominés par l'influence de leur temps, ne l'ont conçue d'abord que de cette manière, et ont même entrepris de systématiser leurs vues à cet égard : tel se présente M. de Barante. Cet écrivain, après avoir consulté Aulugelle sur la signification propre du mot histoire, et Quintilien sur la manière dont on devait envisager et présenter les faits historiques, se décide *à raconter et non point à juger* (1); et comme les anciens lui ont appris que l'histoire était fille ou sœur de la poésie, ou la poésie elle-même, c'est principalement sous son aspect poétique, tel qu'il le conçoit, qu'il s'attache à *raconter* le passé. C'est ainsi que dans sa volumineuse histoire des ducs de Bourgogne, il se complaît surtout, à travers le récit décousu des scènes militaires qui remplissent le 14[e] et le 15[e] siècle, à reproduire les protocoles du vasselage, les longs et vieux récits, discours, remontrances ou supliques des contemporains, et tout l'appareil théâtral de la féodalité. Nous n'aurions pas parlé de cet ouvrage, dont la nature purement littéraire (2) ne

---

du pouvoir papal ainsi que la véritable action de ce pouvoir sur les sociétés.

(1) *Scribitur ad narrandum, non ad probandum.* Telle est l'épigraphe que Quintilien a fournie à l'*Histoire des ducs de Bourgogne.* L'auteur ne s'est point écarté de ce précepte. « En jugeant les faits, dit-il, on s'adresse à la critique et à l'esprit d'examen plus qu'à l'*imagination.* Il faut que l'écrivain se complaise à peindre plus qu'à analyser. » (Introduction aux ducs de Bourgogne, page 13).

(2) Il est remarquable que, sous le nom d'*Histoire,* M. de Barante a donné un ouvrage d'une nature moins grave, beaucoup moins

saurait être contestée, si n'ayant été confondu dans l'opinion des littérateurs, comme dans celle du public, avec toutes les autres productions historiques de notre époque, il ne servait à faire ressortir d'une manière évidente le caractère que nous avons assigné aux travaux de nos historiens modernes.

Toutes les réimpressions de chroniques, toutes les collections de *mémoires* qui se sont si prodigieusement multipliées dans ces derniers temps, ont la même origine, et sont également le résultat et l'expression d'un besoin littéraire, plus intimement combiné ici, surtout en ce qui regarde les *mémoires* récens, avec l'esprit de parti. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer la nature et l'étendue du succès obtenu par les publications de ce genre.

Au milieu de tous ces travaux, de toutes ces entreprises, un seul ouvrage se présente comme le résultat de cette disposition de l'esprit humain, après la ruine des théories, à se rejeter dans l'observation de faits : c'est celui que M. Guizot a publié sur l'histoire de France du 5e au 10e siècle. Cet ouvrage ne présente plus rien de dramatique, il ne fait point revivre les hommes et leurs querelles; il retrace d'une manière abstraite la formation et la constitution de la société civile, la condition des individus et des classes, ainsi que les rapports qui les unissent; l'auteur s'efforce de rattacher cet état de choses aux circonstances précédentes, et d'en tirer l'explication des révolutions sociales qui l'ont suivi; sous tous ces rapports, M. Guizot

---

philosophique que celui qu'a publié M. Marchangy, sous la forme de roman; car ce n'est point seulement pour raconter que Tristan entreprend son voyage, c'est encore pour juger.

se distingue éminemment des historiens littérateurs; cependant il s'en faut de beaucoup que cet écrivain ait compris le véritable caractère de l'histoire; il paraît bien avoir entrevu en partie le but de cette science, mais il en a complètement méconnu les élémens; il a vu les formes extérieures de la civilisation, il n'en a point vu le fond; l'expression politique du développement social s'est présentée à ses yeux d'une manière assez complète, mais le fait exprimé lui a échappé : c'est ce que nous prouverons en montrant de quelle manière aujourd'hui, l'histoire doit être comprise. L'ouvrage de M. Guizot, néanmoins, soit par sa forme, soit par sa destination, n'en doit pas moins être considéré comme une conception purement scientifique; aussi est-il relativement inconnu, et ne peut-il être compté parmi les travaux qui ont contribué à accréditer l'opinion que notre époque était celle des sciences historiques.

Si donc on fait exception de cet ouvrage (1), on trou-

---

(1) L'*Histoire de la Révolution française*, par M. Mignet, nous paraît tenir le milieu entre l'*Essai* de M. Guizot et les autres productions historiques de notre époque : cet ouvrage sans doute est fort superficiel; la révolution s'y présente, en quelque sorte, comme un fait isolé, et il serait impossible de reconnaître dans cet événement, tel que le décrit M. Mignet, le dernier terme de la longue série d'efforts qui, en renversant l'ancienne organisation sociale européenne sur l'un des points les plus importans de cette grande communauté, devait faciliter les moyens de l'établissement d'un nouveau système. Mais, sous le rapport de l'exécution, cet ouvrage nous paraît fort remarquable : l'auteur, après avoir borné son sujet à l'action révolutionnaire, proprement dite, entreprend de caractériser les partis qui la dirigent tour-à-tour, de rattacher ces partis aux différentes classes de la société, de montrer par quel enchaînement de conséquences ils se succèdent dans la conduite des événemens, et comment

vera, ainsi que nous l'avons dit, que dans ces derniers temps, les faits du passé n'ont été considérés que comme des moyens littéraires; que sous ce rapport la plupart des ouvrages qui les ont reproduits se trouvent placés en dehors de la série des perfectionnemens de l'histoire, considérée comme science spéciale, et qu'à proprement parler cette science n'a point fait de progrès depuis le 18e siècle.

Cependant le moment est venu où elle doit éprouver une révolution complète; mais pour bien comprendre le caractère de cette révolution, pour s'en démontrer la nécessité, il convient de la rattacher à la série des travaux qui l'ont préparée, et qui commence, dans l'ordre philosophique, au moment même où se termine celle qui devait avoir pour résultat le renversement de l'ancien système, et qui bientôt, par ce résultat même, allait disposer pour un long espace de temps de toute l'attention et de toutes les forces de l'esprit humain.

Dans la série de travaux que nous avons à examiner, et qui commence une nouvelle ère philosophique et scientifique, les premiers qui se présentent sont ceux de Montesquieu. Ce philosophe célèbre, abandonnant les voies de la critique, jeta un regard sur l'universalité des êtres, et s'efforça d'en saisir l'ensemble par une vue générale;

---

enfin ils disparaissent. On a reproché à M. Mignet de s'être laissé entraîner par des vues systématiques et de fatalité ; nous n'examinerons point si ces vues l'ont égaré au cas particulier; mais c'est justement par cet esprit de système qu'on lui reproche, par cette disposition qu'il montre à reconnaître une nécessité dans les événemens et à s'y soumettre, qu'il nous paraît mériter une distinction. C'est par là que, suivant nous, il est, de tous les historiens littérateurs, celui qui a fait preuve de la plus haute capacité pour l'histoire scientifique.

bientôt il s'éleva à cette idée sublime, que tout ce qui existe, que tout ce dont l'homme peut concevoir la pensée, est soumis à des LOIS. Il s'en faut de beaucoup sans doute que cette idée présente dans ses écrits toute la portée dont elle est susceptible ; cependant elle n'y est point stérile. Partant de cette vue générale, et se séparant des passions de son temps, Montesquieu envisage les différens états dans lesquels se trouvent les société humaines, comme des faits nécessaires, comme des phénomènes qu'il faut accepter tels qu'ils se présentent. Il recherche le principe de ces situations diverses, et entreprend de déterminer quelles sont les institutions et les lois qui leur conviennent; mais il en reste là. Il prend les sociétés dans l'état où il les trouve, ne se demande point comment elles y sont parvenues, si elles en doivent sortir, et ne cherche point à établir de lien entre les diversités qu'elles présentent. Cependant le premier pas était fait; les conjectures théologiques et critiques se trouvaient, par cet essai, virtuellement écartées de la science sociale, et en prenant les travaux de Montesquieu comme point de départ, on peut facilement apercevoir l'enchaînement des progrès que nous avons à signaler.

A peine le dernier ouvrage de Montesquieu était-il publié, qu'on vit s'élever en dehors de la direction critique un nouveau philosophe, Turgot, dont les travaux les plus importans ont été méconnus de son temps, et sont encore aujourd'hui presque entièrement ignorés. Ce philosophe découvrit que l'espèce humaine avait une existence collective, qu'elle se développait comme les individus, et que les états divers dans lesquels on la trouve dans les différens temps et dans les différens pays, n'étaient que des degrés de ce développement, degrés par lesquels chaque société

particulière devait successivement passer. L'ouvrage où nous trouvons ces idées étant peu connu, nous citerons les passages dans lesquels elles sont exprimées :

« Les phénomènes de la nature soumis à des lois constantes, sont renfermés dans un cercle de révolutions toujours les mêmes. Tout renaît, tout périt; et dans ces générations successives par lesquelles les végétaux et les animaux se reproduisent, le temps ne fait que ramener à chaque instant l'image de ce qu'il a fait disparaître.

» La succession des hommes, au contraire, offre de siècle en siècle un spectacle toujours varié....... *Tous les âges sont enchaînés par une suite de causes et d'effets qui l'ont précédé.* Les signes multipliés du langage et de l'écriture, en donnant aux hommes le moyen de s'assurer la possession de leurs idées, et de les communiquer aux autres, ont formé, de toutes les connaissances particulières, un trésor commun, qu'une génération transmet à l'autre ainsi qu'un héritage toujours augmenté des découvertes de chaque siècle ; et le genre humain, considéré depuis son origine, paraît aux yeux d'un philosophe un tout immense qui lui-même a, comme chaque individu, son enfance et ses progrès.

» .... L'état actuel de l'univers, en présentant à la fois sur la terre toutes les nuances de la barbarie et de la politesse, nous montre en quelque sorte, sous un seul coup-d'œil, les monumens, les vestiges de tous les pas de l'esprit humain, l'image de tous les degrés par lesquels il a passé, l'histoire de tous les âges (1). »

---

(1) Second discours, en Sorbonne, sur les progrès successifs de l'esprit humain, prononcé le 11 décembre 1750.

Ainsi Turgot reconnaît un lien, des rapports, une dépendance, entre les différens états de société que Montesquieu avait considérés comme isolés; il entreprend ensuite de déterminer dans quel ordre l'espèce humaine les a parcourus. Le tableau qu'il trace contient des aperçus de la plus grande justesse, mais dépourvus d'autorité, parce qu'ils ne ressortent pas nécessairement de l'enchaînement des faits (1); ce tableau d'ailleurs ne présente aucune vue générale sur l'avenir des sociétés; l'idée philosophique qui y préside ne s'étend point jusque-là : Turgot, en retraçant le développement des sociétés paraît n'avoir point eu d'autre but que de mettre en évidence le fait lui-même de ce développement. C'était beaucoup sans doute que d'arriver à une pareille démonstration; car par elle la science de l'espèce humaine se trouvait créée.

Condorcet arrive, il s'empare des idées de Montes-

---

(1) C'est principalement dans l'ébauche d'un discours composé postérieurement à celui que nous avons cité dans la note précédente, et qui avait pour but plus spécial le progrès de l'esprit humain, que l'on trouve de ces aperçus. Turgot, dans ce dernier discours, après s'être livré à des considérations hypothétiques sur la génération des idées dans l'individu, à partir de la simple sensation, retrace le tableau historique du progrès de la méthode scientifique. Dans cette investigation il distingue nettement les trois grands états de la science, théologique, ontologique et positif. Il ne donne point de nom à ce dernier, mais il le caractérise suffisamment en en montrant l'origine dans les travaux de Newton, et surtout en résumant ce qu'il en dit par cette phrase remarquable : « En général, les principes des sciences où l'on ne veut pas s'écarter de la réalité, ne peuvent être que des faits. »

(2) Kant, dans un ouvrage écrit en 1784, ayant pour titre : *Introduction à une histoire générale de l'espèce humaine*, établit positivement que les phénomènes sociaux, comme tous les autres phénomènes

quieu et de Turgot, les combine, et dit : L'espèce humaine, comme les individus, grandit et se développe; son développement est soumis à des lois. Puis il ajoute : On parvient à la connaissance de ces lois par l'observation du passé; cette connaissance a pour objet celle de l'avenir. Partant de cette vue, Condorcet entreprend à son tour de tracer le tableau des progrès de l'esprit humain; mais il échoue complètement dans cette tâche (1). Cependant

---

de la nature, peuvent être réduits à des lois. A cet aperçu de Kant, paraît se rattacher une école de jurisconsultes historiens, qui s'est élevée en Allemagne depuis plusieurs années, et qui déjà a produit ou entrepris plusieurs travaux importans. Cette école considère la législation comme étant toujours déterminée par l'état de la civilisation, sans pouvoir l'être jamais par une volonté arbitraire; elle considère en même temps l'état de la civilisation à tous les momens donnés, comme étant le résultat nécessaire de tous les états précédens. En conséquence elle admet que pour connaître l'état actuel des sociétés, leur *nature intime*, comme elle s'exprime, il est indispensable de connaître tous les états par lesquels elles ont passé. Mais, dans ses recherches historiques, cette école paraît avoir eu bien moins pour objet jusqu'ici, de découvrir une loi générale du développement de la civilisation, que de trouver directement l'origine matérielle et individuelle de tous les faits sociaux qui existent aujourd'hui. Les travaux de cette école, et l'ouvrage de Kant, qu'on peut considérer comme en formant la base philosophique, sont sans doute dans la ligne des progrès que nous signalons, et prennent évidemment leur origine dans un même fonds de science européenne, dans une même tendance et un même besoin de l'esprit humain au dix-huitième siècle; mais, comme jusqu'à présent les efforts des Allemands et ceux des Français, dans cette direction, se sont poursuivis isolément, sans se prêter secours; que d'ailleurs la série des progrès de la nouvelle philosophie est complète dans les travaux des Français, nous n'avons pas dû, dans cet article, nous occuper de ceux des Allemands, qui n'en présentent qu'une ébauche.

(1) L'idée philosophique de Condorcet est plus nette et plus éten-

alors le caractère et l'objet de la nouvelle science étaient clairement déterminés ; il s'agissait de chercher dans l'observation des faits du passé, les lois du progrès ou du développement de l'espèce humaine.

Saint-Simon, au commencement du 19e siècle, se place au point de vue de Condorcet, le confirme et le précise ; puis il cherche les *lois* qui ont échappé à son prédécesseur ; mais au milieu de la confusion et du dédale que présente la masse des faits du passé, il fallait trouver un fil conducteur, déterminer la matière et l'ordre de l'observation. Saint-Simon découvre qu'à toutes les époques sociales, les seuls élémens de la civilisation ont été les sciences, les beaux-arts et l'industrie ; que les institutions politiques, que l'état des sociétés, ont toujours été le résultat et l'expression du développement de l'espèce humaine dans ces trois directions ; puis il détermine la manière dont on doit procéder à la recherche des lois qui président à toutes les parties dont se compose ce développement. Il reconnaît l'impossibilité pour l'esprit humain d'apprécier la marche et le caractère des différens ordres

---

due que celle de Turgot; le tableau qui la suit est beaucoup plus imparfait que celui de ce dernier philosophe. Condorcet, dans son esquisse historique, perd complètement de vue la science nouvelle dont il vient de poser définitivement la base, pour se livrer tout entier aux idées et aux sentimens critiques de son époque. Les plus grandes institutions du passé lui apparaissent comme des déceptions, comme des fléaux. Cette opinion, rapprochée de l'esprit et du but de son ouvrage, présente la contradiction la plus choquante. Turgot, au contraire, sait apercevoir dans les luttes du passé, dans le spectacle de l'ignorance et des violences devant lequel les sentimens des peuples modernes se soulèvent, la marche naturelle du progrès de l'espèce humaine.

de faits sociaux dans l'état de simultanéité où ils se produisent et se développent; il faut donc les observer séparément et par *séries homogènes*. Mais tous ces faits sont dans une dépendance réciproque, et n'ont, à proprement parler, de valeur et de signification que dans l'ensemble dont ils font partie; il est donc de toute nécessité que la vue de cet ensemble préside à l'observation des différens ordres de faits qui le composent; le seul moyen de s'élever à cette vue et de la retrouver dans les détails, est de considérer d'abord le développement des sociétés dans la série des faits les plus généraux, qui sont nécessairement l'expression sommaire de tous les autres, et de n'aborder les différentes séries que dans l'ordre de leur généralité. Saint-Simon indique ensuite les séries sur lesquelles l'observation doit se porter d'abord, et marque les termes généraux du progrès dans chacune d'elles.

A celles des découvertes de ce philosophe que nous venons de rapporter, se termine l'ensemble des travaux qui assignent à l'histoire un nouveau caractère, une nouvelle destination. L'histoire, dès ce moment, prend place parmi les sciences positives, et en devient la plus élevée; elle n'a plus pour objet d'amuser l'imagination par des récits, ou de servir de supplément aux spéculations des moralistes, des publicistes, des philosophes, elle est elle-même la morale, la politique, la philosophie, parvenues à l'état positif.

L'histoire, dans cette transformation, se présente comme le résultat direct du progrès des idées philosophiques; cependant il est possible de montrer que, même sous ce nouvel aspect, elle se rattache aussi aux progrès des travaux historiques proprement dits, soit parce que ces travaux ont été des élémens nécessaires des conceptions philosophi-

ques, soit même plus directement parce qu'ils se sont toujours rapprochés de plus en plus du point où ces conceptions devaient enfin les porter. Un coup-d'œil rapide, jeté sur les différens états de l'histoire et sur les compositions principales dans lesquelles elle s'est produite jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, mettra en évidence cette double relation, et contribuera encore à faire ressortir la nullité philosophique de la plupart des compositions modernes.

Le premier état dans lequel se présente l'histoire et le plus imparfait, est celui où les faits ne sont encore recueillis que par localités, par époques, sous des titres spéciaux, et le plus souvent enregistrés dans l'ordre des temps, sans distinction, sans classification; c'est ainsi qu'on la trouve dans les chroniques et dans les annales proprement dites. Il s'est écoulé un long espace de temps chez tous les peuples, avant qu'on ait songé à réunir ces documens; ce n'est guère que dans le dix-septième siècle qu'on a commencé en Europe à composer des histoires générales (1). Parvenue à ce point, l'histoire a fait un triple progrès : les événemens sont dépouillés du merveilleux dont les avait entourés l'ignorance des premiers temps; les annales sont simplifiées, et les faits, rapprochés, laissent apercevoir entre eux un certain lien, une certaine dépendance; l'historien s'applique à faire ressortir cette relation, à la découvrir; il cherche un sens aux événemens, il les juge et en tire des maximes. Il ne s'agit point ici de savoir si

---

(1) Les ouvrages si remarquables de Machiavel sont, il est vrai, du quinzième siècle, mais ce n'est là qu'une exception qui tient à l'état plus avancé de l'Italie à cette époque, et à la position particulière de Machiavel, à la fois homme d'état, publiciste et littérateur.

les faits qu'on observe sont les plus importans, si le lien qu'on établit entre eux est le véritable, si les jugemens qu'on en porte sont justes; quoi qu'il en soit, on est sur la voie, on demande au passé des lumières pour le présent; dès ce moment l'histoire commence à revêtir le caractère philosophique.

A peine s'occupait-on de réunir les annales éparses des sociétés pour en composer des annales nationales, qu'un homme de génie, Bossuet, s'élève à la conception d'une histoire universelle, embrassant les faits de tous les âges jusqu'au moment où commence en Europe une nouvelle ère de civilisation, et réunissant tous les faits dans un même principe, dans une même fin. Si l'on considère cette conception d'une manière abstraite, on ne saurait en imaginer de plus élevée; mais au temps de Bossuet l'exécution en était prématurée; pour l'entreprendre, il fallait se placer dans le sein du catholicisme; mais déjà ce grand système était parvenu à son terme; la science, depuis long-temps, en avait secoué le joug et cherchait dans toutes les directions une nouvelle base, une nouvelle unité. Cependant cette entreprise de Bossuet, que personne n'a tentée depuis lui, eut dès-lors et conserve encore aujourd'hui une grande valeur philosophique; placée au début de l'histoire dans les temps modernes, elle semble en quelque sorte lui montrer le but qu'elle doit atteindre.

On a beaucoup reproché aux historiens du dix-huitième siècle d'avoir envisagé les événemens du passé avec les idées de leur temps : la vérité est qu'ils ont procédé de cette manière; mais loin qu'il y ait lieu de leur en faire un raproche, il faut, au contraire, leur en savoir gré; l'histoire alors était et devait être encore *conjecturale* : on formait une hypothèse et on y soumettait les faits. Les histo-

riens catholiques avaient jugé le passé d'après une conjecture, les historiens du dix-huitième siècle le jugèrent d'après une autre conjecture, celle des droits naturels, de la religion naturelle, de l'état de nature, de la liberté; il n'y avait point alors d'autre manière possible de faire de l'histoire. Toutes les sciences ont été conjecturales : tant qu'elles sont restées dans cet état, elles ont présenté le même spectacle; les faits y ont été subordonnés à des hypothèses. Reprocher aux historiens du dix-huitième siècle d'avoir jugé le passé d'après un système, c'est prétendre, ou bien qu'ils devaient faire de l'histoire *positive*, avant que l'idée en fût conçue, ou bien qu'ils devaient se contenter d'exhumer une matière morte, un cadavre. Ces historiens n'ont point dépassé leur temps, mais ils se sont élevés à toute sa hauteur; ils ont adopté la *conjecture* la plus avancée alors, la plus capable de faire marcher les sociétés; ils ont envisagé les faits de l'histoire d'après cette conjecture et dans le but direct de faire prévaloir le système d'idées générales qui s'y rattachait; en cela leurs ouvrages ont été éminemment philosophiques; tels sont ceux, entre autres, de Gibbon, de Hume et de Voltaire (1).

C'est principalement dans l'*Essai sur les mœurs*, que l'histoire se présente avec ce caractère; là tous les temps et tous les peuples sont mis en présence; c'est un vaste tableau où l'humanité tout entière est appelée à se manifester, à faire connaître sa nature et à donner l'explication de ses révolutions, de ses ressemblances et de ses

---

(1) Le seul reproche qu'il soit permis peut-être d'adresser à ces historiens, c'est de n'avoir point présenté leurs jugemens sous des formes moins passionnées.

diversités. Les faits les plus apparens, mais les plus superficiels, ceux qui occupent exclusivement la plupart des histoires, comme les guerres, la lutte des ambitions personnelles, les relations des chancelleries, y sont explicitement subordonnés aux faits plus profonds, plus fondamentaux, qui se rattachent à l'histoire des sciences, des arts, du commerce, des institutions politiques, des croyances et des mœurs; enfin, le but proclamé de toute cette investigation est de s'expliquer comment on est parvenu à l'état de civilisation des temps modernes. Un passage des remarques de Voltaire, sur son propre ouvrage, et dans lequel il détermine quel devait être l'objet de l'histoire depuis Charlemagne, nous paraît mériter d'être rapporté :

« L'objet était l'histoire de l'esprit humain, et non pas le détail des faits presque toujours défigurés : il ne s'agissait pas de rechercher, par exemple, de quelle famille était le seigneur du Puiset ou le seigneur de *Montlhéri*, qui firent la guerre à des rois de France ; mais de voir par quels degrés on est parvenu de la rusticité barbare de ces temps, à la politesse du nôtre (1). »

L'*Essai sur les mœurs* est, dans la direction critique, le travail historique qui se rapproche le plus de celui de

---

(1) Un autre passage de la même remarque fait voir que Voltaire avait senti la nécessité de s'élever à un fait général, pour se guider au milieu de tous les faits particuliers; ce passage est ainsi conçu : « On remarque d'abord que depuis Charlemagne, dans la partie catholique de notre Europe chrétienne, la guerre de l'empire et du sacerdoce fut, jusqu'à nos derniers temps, le principe de toutes ces révolutions; c'est là le fil qui conduit au labyrinthe de l'histoire moderne. »

Bossuet, dans une autre direction; mais avec cette différence capitale toutefois, que les faits n'y sont point liés; d'où il est résulté que l'auteur, malgré tous ses efforts, malgré le but formel qu'il s'était proposé, n'a pu en tirer aucune conclusion importante et précise; celle qui termine son livre est sans proportion et presque sans rapport avec l'étendue et la nature de l'entreprise. Cependant, cet ouvrage, en reproduisant les faits de l'histoire sous le nouvel aspect que devait leur donner les idées de l'époque où il a paru, n'en a pas moins, par rapport à cette époque, et par conséquent, dans la suite des progrès de l'esprit humain, une très-grande valeur philosophique.

L'*Histoire de Charles-Quint*, par Robertson, signale sous le double rapport, philosophique et scientifique, un nouveau progrès dans les travaux historiques : les vues générales, déjà admises par d'autres historiens, y sont reproduites d'une manière plus nette, plus précise, et par une méthode d'exposition plus capable d'en faire ressortir l'exactitude. Robertson reconnaît l'existence d'une relation intime entre tous les peuples de l'Europe; l'époque à laquelle il se place, est celle où cette relation commence à se manifester avec éclat, et où l'histoire des différentes nations européennes devient inséparable. Il comprend que les événemens qu'il se propose de retracer, étant le résultat de tous les événemens antérieurs, il est nécessaire, pour en démêler le caractère et en apprécier la tendance, de les rattacher à leur origine; en conséquence, il remonte jusqu'à l'époque où l'Europe commença de devenir un nouveau centre politique, c'est-à-dire, à la destruction de l'empire romain en Occident. Dans le tableau qu'il trace de la marche de cette société nouvelle, il admet constamment l'idée de progrès, de suite, d'enchaînement;

il ne fait jouer qu'un rôle secondaire aux vues conjecturales et passionnées, et seulement dans les détails; il s'attache surtout à montrer la suite des faits; pour cela il commence par l'exposition des plus généraux, de ceux qui sont communs à tous les peuples européens, et qui leur donnent un caractère identique; ce n'est qu'après avoir épuisé cet ordre de faits, tel qu'il le conçoit, qu'il entre dans l'examen des circonstances particulières à chacun de ces peuples, et d'où résultent les différences qui se manifestent entre eux dans la suite de l'histoire; à l'aide de cette division, les faits se présentent sans confusion dans le *Tableau de l'Europe*, et l'on peut même, jusqu'à un certain point, en entrevoir la filiation. Le cadre de ce tableau est beaucoup moins vaste, sans doute, que celui du *Discours sur l'histoire universelle*, ou de l'*Essai sur les mœurs;* mais il a cet avantage sur le dernier que les faits y sont mieux distribués, mieux liés; et sur le premier, que l'ordre qu'il présente, ne repose point sur une vue conjecturale. L'ouvrage de Robertson, ou au moins le tableau qui lui sert d'introduction, peut être considéré comme le premier pas de l'histoire dans la méthode positive.

C'est ainsi que l'histoire, en reproduisant d'abord le passé comme un moyen d'instruction pour le présent; en étendant le cercle de son investigation; en s'attachant toujours à des faits plus importans, plus fondamentaux; en adoptant des conjectures plus élevées comme base de ses jugemens et comme moyen de coordination; et enfin en subordonnant peu à peu ces conjectures à la liaison naturelle des faits, s'est toujours d'elle-même rapprochée de plus en plus du point où la philosophie doit aujourd'hui la conduire. Nous terminerons cet article par un résumé général de la doctrine du *Producteur*, touchant la nature,

la destination et la méthode de l'histoire. Ce résumé, en indiquant de nouvelles routes aux historiens, et en justifiant, au moins quant à nous, le jugement que nous avons porté sur les productions historiques modernes, fera connaître, en même temps, la base scientifique générale de notre système.

L'histoire, jusque dans ces derniers temps, a été conjecturale. Dans ce premier état, elle a suivi la même marche que toutes les autres sciences, elle a été théologique d'abord, puis ontologique. Les travaux de Montesquieu, de Turgot, de Condorcet et de Saint-Simon, l'ont fait parvenir à l'état positif.

L'histoire, aujourd'hui, n'est autre chose que la physique sociale, ou la physiologie de l'espèce humaine, considérée dans son existence collective, depuis les premières aggrégations connues.

Les phénomènes qu'embrasse cette science, sont tous les faits qui ont marqué l'activité des sociétés dans le passé. L'historien doit observer ces phénomènes tels qu'ils se présentent, sans les approuver ni les blâmer; il doit les classer dans leur ordre de succession et de dépendance, de manière à découvrir la *loi* qui préside à leur enchaînement; la recherche de cette *loi* a pour but de connaître la tendance et l'avenir de l'espèce humaine dans toutes les directions; de montrer aux sociétés le point de développement où elles sont parvenues; quels sont, parmi les faits qui co-existent dans leur sein, ceux qui sont en progrès, ceux qui sont en décadence, comment elles doivent s'organiser pour favoriser le développement des uns, faire disparaître les autres, et marcher enfin à leur destination.

Le physiologiste social prend son point de départ dans la physiologie individuelle. Indépendamment de l'autorité

que doivent recevoir ses découvertes du seul fait de la méthode qu'il emploie pour y parvenir, il a encore deux moyens d'en faire ressortir l'exactitude : il peut appeler en témoignage de la réalité et du caractère des diverses phases qu'il assigne au développement social de l'espèce humaine, les différens peuples répandus aujourd'hui sur la surface du globe, et dont la réunion présente, sous un seul coup-d'œil, le spectacle de tous les degrés de ce développement; il peut ajouter à l'évidence des *lois* qu'il proclame comme présidant à l'enchaînement de ces degrés, par l'exemple des tentatives qui ont été faites à différentes époques, pour changer le cours de la civilisation. Ces deux moyens cependant ne doivent être considérés que comme accessoires; ils ne sont pas nécessaires pour donner à la physiologie sociale le caractère positif (1).

Dans la réalité, tous les faits dont se compose la vie des sociétés, se produisent et se développent simultanément; il est impossible à l'esprit humain de suivre leur enchaînement dans cet état de simultanéité, il faut donc décomposer le mouvement social dans ses parties, et l'observer par *séries de faits homogènes.*

Pour retrouver dans chacune de ces parties le lien qui l'unit à l'ensemble, et qui seul peut en faire apprécier le caractère, la valeur et la marche, il est indispensable de commencer le dépouillement du passé par la série des faits les plus généraux, de ceux auxquels tous les autres viennent nécessairement aboutir; en procédant ainsi, et en parcourant graduellement toutes les séries dans l'ordre de

---

(1) Voyez le *Système de politique positive*, par Auguste COMTE, élève de Henri SAINT-SIMON.

leur généralité, on parvient à découvrir dans chacune d'elles ce qu'elle tient de l'ensemble, et comment elle concourt à le former, ce qu'il aurait été impossible d'apercevoir dans la complication de la simultanéité.

Tous les faits dont les progrès ou les modifications se rattachent au développement de l'activité humaine, sont susceptibles de former des séries historiques.

Nous nous bornerons aujourd'hui à présenter ces généralités sur l'histoire ; nous y reviendrons plus tard, et nous essaierons alors d'indiquer quelles sont les séries historiques qui doivent être reprises aujourd'hui, d'après la méthode positive, et dans quel ordre elles doivent l'être.

St.-A. B.

PHYSIOLOGIE DE L'ESPÈCE.

DES TERMES DE PASSAGE DE LA PHYSIOLOGIE INDIVIDUELLE A LA PHYSIOLOGIE DE L'ESPÈCE HUMAINE.

(Deuxième Article) (1).

Dans un précédent article, nous avons étudié les rapports organiques de l'homme avec le monde extérieur; nous avons vu qu'ils se divisaient en trois classes bien distinctes, et imposaient constamment à l'individu un nombre égal de tendances ou de buts, dans lesquels on retrouvait les principaux caractères des trois phénomènes sociaux que nous désignons par ces mots, industrie, science, et sentimens ou beaux-arts; nous avons annoncé que là se trouvaient les termes généraux de passage entre la science de l'homme et la physiologie de l'espèce. Nous nous proposons ici de développer davantage cette question importante.

Les directions générales, imprimées à l'activite humaine

---

(1) Voyez page 68 de ce volume.

par ses rapports avec les choses extérieures, sont fondées sur deux bases constantes et que dans l'état actuel de la science nous sommes autorisés à considérer comme invariables : la première est l'organisation humaine, la seconde est l'état du monde environnant et la nature du milieu où nous sommes placés. On a fait, à cet égard, des recherches qui étaient certainement superflues ; car, il est suffisamment démontré, et c'est un résultat que tous les travaux scientifiques s'accordent à prouver, que l'état du milieu changeant, les conditions d'existence cessent d'être les mêmes, et l'être vivant doit se modifier d'une manière analogue ou cesser de subsister. Or, d'après ces données, l'ancienne existence de l'homme démontrait que depuis long-temps les conditions de sa vie étaient restées invariables. On peut en effet les observer aujourd'hui et on les trouvera telles qu'elles étaient autrefois ; on peut les étudier chez l'homme civilisé, et on les reconnaîtra semblables à ce qu'elles furent chez l'homme sauvage. D'ailleurs la question de savoir si la nature humaine et celle du monde environnant sont sujettes à des changemens, est tout-à-fait hors des limites où nous nous renfermons, quand nous nous occupons des principes philosophiques applicables à ce qui est, et non de ceux qui conviendraient à ce qui pourrait être. Les trois grands caractères généraux particuliers à l'homme, ne reçoivent point non plus de modifications essentielles de la différence des races, ni de la variété des climats. Les naturalistes se sont occupés de savoir s'il y avait plusieurs espèces d'hommes, ou s'il n'y en avait eu primitivement qu'une seule qui s'était diversement modifiée sous l'influence des climats. Les uns se sont prononcés pour cette dernière opinion, et ont admis dans l'humanité une seule espèce présentant diverses va-

riétés résultant de la longue action des milieux où elles s'étaient perpétuées; d'autres ont divisé les hommes en autant d'espèces primitivement existantes, qu'ils ont observé de différences apparentes d'organisation, de langage, de civilisation, etc. Entre ces deux opinions si opposées, il en est une intermédiaire : c'est celle des naturalistes, qui admettent, avec M. Cuvier, la variété des races humaines; car ceux-ci n'ont point prétendu trancher la question; ils ont évité de décider quel était l'état primitif de l'espèce humaine, et se sont bornés à constater le fait aujourd'hui existant. Cette question est en effet aussi inutile que toutes celles d'origine et de cause qu'on a pu se proposer dans d'autres sujets que celui-ci; elle est d'ailleurs insoluble : car, d'un côté, nous n'avons pas une assez longue durée d'expériences, pour être à même de prononcer sur le degré possible d'influence de la part du climat; et, de l'autre, nous ne possédons pas et nous ne posséderons peut-être jamais les détails de l'organisation d'une manière assez intime pour décider *a priori* s'il existe une cause organique constante, capable de produire les différences extérieures que nous observons.

Ces différences entre les hommes, d'ailleurs, n'impriment aucune modification analogue dans le but de l'activité individuelle; les rapports organiques de l'individu avec le monde extérieur, rapports en vertu desquels il est homme et non pas un autre animal, ne sont changés en rien par les variétés qui constituent les races : c'est seulement dans le degré de capacité au perfectionnement, dans la rapidité et l'intensité des progrès que ces diversités se trouvent reproduites.

Tant qu'on n'examine l'individu que sous le point de vue hygiénique, les conditions d'existence se classent en

raison de leur importance relative pour la conservation de la vie. Ainsi, dans ce cas, les phénomènes qui constituent la nutrition et la résistance aux causes extérieures de destruction, priment nécessairement les deux autres manières d'être de l'homme; car ces phénomènes eux-mêmes sont pour elles des conditions d'existence indispensables. Mais il en est tout autrement lorsque cessant d'examiner l'homme déterminé, en quelque sorte passivement, par ses rapports avec le monde extérieur, on veut voir quels résultats ces relations produisent en lui, et comment il les juge et opère à leur égard. Cette manière d'envisager l'individu, le montre en effet dans un jour tout nouveau; ici il ne se présente plus comme uniquement soumis à une influence brute en quelque sorte et qui le pousse dans une voie invariablement fixée; au contraire, on n'aperçoit plus que sa propre activité : il paraît disposer de tout ce qui l'entoure, et le monde extérieur se montre plutôt comme un aliment offert à sa puissance d'agir, que comme un maître qui le domine. Ce nouvel aspect, sous lequel nous examinons l'homme, n'est pas moins réel que l'autre : car, dans le premier cas, nous avons étudié la vie organique, dans le second nous étudions la vie animale; ce double point de vue, qui ne se trouve nettement indiqué que dans la science de l'individu, sera le sujet principal de cet article. Par là nous expliquerons pourquoi on peut également prétendre avec raison, que le besoin de conservation gouverne l'homme, et en même temps que les lois de l'intelligence sont ses uniques guides; c'est parce que dans le premier cas, on ne s'occupe que de l'être passif, et que dans le second, on le considère agissant. Dans l'individu actif on retrouve sans doute les trois directions industrielle, scientifique

et sentimentale ; elles sont même plus marquées encore que dans l'autre cas ; mais les lois intellectuelles dominent toute cette activité ; elles se présentent comme pouvant seules donner la clef de toutes les actions animales, et, en effet, il n'est pas un sentiment, pas un fait industriel qui ne soit précédé et modifié par un phénomène intellectuel.

Les physiologistes ont depuis long-temps reconnu deux ordres généraux de phénomènes chez l'homme adulte : les uns, quoique dans son sein, se passent à son insu et sans que la volonté intervienne ; les autres sont entièrement soumis aux déterminations intellectuelles. Cette observation a conduit à établir chez lui deux vies, l'une organique, l'autre animale ; la première, dont le mouvement est jusqu'à un certain point indépendant de l'existence de l'autre et se passe entièrement inaperçu, soumis à des lois particulières ; la seconde, dont les actes sont sentis et présentent le caractère de spontanéité. Cette différence devait être exprimée ; elle est importante, et, en réalité, c'est un fait des mieux constatés ; cependant elle est encore le sujet de nombreuses discussions ; dans ses termes extrêmes elle n'est point contestée, mais on n'est point d'accord sur les limites que l'on doit assigner à chacune des deux vies, et en général on les a fixées artificiellement et non d'après des indications rigoureuses. Il nous semble que leurs limites naturelles ne sont point sujettes à l'arbitraire : elles se trouvent aux points où les actions des organes quels qu'ils soient échappent à la sensation, et ce point est nettement indiqué par l'existence même des sens internes qui transmettent au cerveau les besoins des organes, c'est-à-dire, le résultat de leurs diverses modifications. Ainsi, nous n'hésiterons pas à classer sous le titre des fonctions de la

vie organique toutes les sensations que M. Adelon désigne sous le nom de sensations internes, Buisson sous le nom de sens de la nutrition, Cabanis sous celui d'instincts, une partie de celles que Dumas appelle de relation spéciale, etc., persuadés que lorsqu'une création est reconnue utile, il vaudrait mieux ne pas la commencer que la laissser incomplète. On a tenté d'assigner à chacune des deux vies un siége défini aussi positivement que la différence apparente était tranchée; ainsi, beaucoup de physiologistes, et Bichat entr'autres, admirent un système nerveux, uniquement occupé à la vie organique, et un système nerveux de la vie animale. Dans le fait, la séparation des deux systèmes en deux habitations ainsi distinctes, n'est pas aussi complète qu'on l'a d'abord admise : on a constaté que la différence des fonctions n'est pas aussi nettement exprimée quant au siége, qu'elle l'est dans les phénomènes; en effet, on voulait à tort, il nous semble, transporter en anatomie une idée dont les limites n'étaient pas fixées, une division qui n'était encore qu'artificielle; on devait rencontrer des difficultés imprévues et contradictoires; mais cette division des deux vies est restée néanmoins dans la science comme une observation réelle et qu'on ne peut éviter. Quant à ce qu'il faut faire pour achever leur complète localisation, c'est une question d'anatomie et de physiologie expérimentale, livrée aujourd'hui à la discussion.

Ces deux modes particuliers d'existence, cette double vie, l'une que nous continuerons à appeler organique, et l'autre animale, vont nous servir à montrer comment l'homme reste invariablement soumis aux trois classes de tendances résultant de ses relations avec le monde extérieur, tout en conservant, sous le rapport de ses opérations et de ses déterminations intellectuelles, un degré d'indé-

pendance et une latitude de modification dont les lois paraissent résulter uniquement de son organisation, quoiqu'elles soient d'ailleurs parfaitement appréciables. Cette différence des deux vies nous explique aussi comment il arrive que, quel que soit le degré de capacité et de culture intellectuelle, les tendances restent les mêmes et conservent presqu'une égale énergie chez les hommes de toutes les races et de tous les rangs.

Les besoins de la vie organique ne sont pas silencieux : ils ont un langage par lequel ils se font toujours entendre à la vie animale ; l'individu est pourvu de sens particuliers qui le font entrer en communication avec eux, et qui sont en quelque sorte, pour lui, les moyens de représentation de la plupart de leurs manières d'être, si ce n'est de toutes ; ainsi l'odorat, le goût, la faim, la soif, les sentimens de chaud et de froid, etc., et leurs diverses modifications, sont le langage des sentimens organiques : ce langage n'est point obscur, et il n'est pas toujours vague, comme on serait tenté de le croire ; il a souvent un degré de précision très-remarquable ; il demande tel objet et non tel autre, et, sous ce rapport, il est rare qu'il soit trompeur. Nous verrons plus tard que ces modifications dans les sens, sont l'origine de classifications scientifiques importantes. Il n'est pas jusqu'au besoin d'activité de la part des organes les plus élevés de l'intelligence, il n'est pas jusqu'à leurs souffrances qui n'aient une expression, et qui ne se révèlent par une sensation désagréable. On pourra s'étonner des détails où nous entrons ici, quoique nous n'en fassions mention que dans le but de faire comprendre nos idées ; mais ce qui doit ramener le sérieux sur ce sujet pour tous les esprits, c'est la longue suite de travaux qui ont été nécessaires pour décomposer l'homme à ce degré, et

la gravité de leurs résultats. Toutes les expressions dont nous venons de parler, ne sont, ainsi que nous venons de le dire, autre chose que le langage par lequel la vie organique fait sentir à la vie animale les besoins dont l'unique origine est dans sa propre activité; l'influence de cette vie intervient aussi dans les déterminations animales, mais d'une autre manière. Il est un grand nombre d'idées, de sensations, qui ne restent pas renfermées dans le domaine des facultés cérébrales; leur apparition éveille, pour ainsi dire, l'être organique; elle le met en mouvement avec une violence que tout le monde a sentie; et, en définitive, tout cet orage de sympathies se résout en une impulsion passionnée vers un des trois buts purement humains. On a vu des chagrins, des idées de propriété, des pensées métaphysiques d'honneur, de gloire, etc., produire ces effets, mais seulement dans les cas où elles étaient de nature à mettre en mouvement quelque partie de la vie organique, et par conséquent d'agiter des sentimens ou des passions; alors, si leur action est prolongée, leur influence sympathique se traduit souvent par des maladies, c'est-à-dire, par des modifications anatomiques des parties. Ainsi, dans l'homme, on trouve des relations continuelles entre toutes les manières d'être de sa propre activité; la vie organique se trouve liée immédiatement à la vie animale, en sorte qu'il est facile de concevoir comment cette dernière est soumise à la triple tendance d'agir sur la nature intérieure, de l'étudier et de se passionner, quoique ces tendances n'aient pas directement leur origine dans les facultés intellectuelles, et leurs lois particulières.

L'organisation de l'homme est telle, que quelle que soit la nature du besoin organique, quelle que soit sa violence, un acte de la vie animale est nécessaire pour lui

donner satisfaction, acte qui se compose de deux choses : 1° d'un raisonnement qui a pour but l'appréciation des moyens de satisfaction; 2° d'une opération industrielle pour se les procurer. Ainsi, le besoin parle; mais, pour l'apaiser, il faut que le moyen en soit connu et possédé. Il n'est pas rare de rencontrer chez les personnes adultes et capables de rendre compte de ce qui se passe en elles, des cas où un besoin est perçu, sans que son but soit connu; ce sentiment fatigue et tourmente; mais son objet n'est pas défini, et le moyen de l'apaiser est ignoré. Ici se trouve évidemment l'origine de cette suite d'actes où les lois de l'intelligence interviennent en premier lieu, et postérieurement celles de l'industrie, ou de la modification physique de la nature.

Ces lois de l'intelligence ne sont point les mêmes que celles de la sensibilité ou de l'innervation. Quand on étudie cette dernière, on s'occupe des propriétés communes à tout le système nerveux; dans l'autre cas, on n'observe que les fonctions d'une portion bornée de ce système, encore est-ce sous un aspect tout particulier, car on s'attache spécialement à la nature des produits. Certainement, les phénomènes intellectuels se comportent conformément aux lois générales de la sensibilité; à cet égard, ils ne font nullement exception; ainsi ils sont intermittens de diverses manières, périodiques, etc. Mais si on les compare, soit dans leur objet, soit dans leur mode de succession, à quelqu'une des autres fonctions qui font aussi partie du domaine de l'appareil nerveux, on trouve qu'ils forment un genre très-distinct; aussi les connaissances physiologiques sur la sensibilité, servent-elles directement très-peu à éclairer le sujet dont nous nous occupons; l'anatomie et l'expérience ne sont encore, et ne seront

peut-être jamais d'aucun secours dans ce cas difficile ; ici, donc, l'observation, mais l'observation long-temps continuée, peut seule être invoquée. C'est moins par l'examen de l'homme actuel que par l'étude historique de nos manières constantes de procéder dans la succession des âges de civilisation, qu'on peut acquérir une espèce de certitude à l'égard des lois de l'intelligence, car nous ne pouvons guère trouver leur définition que dans la manière d'agir de l'individu à l'égard des objets physiques environnans, ces lois n'étant en réalité qu'un moyen de relation plus élevé entre l'homme et le monde extérieur. Or, nous voyons que l'individu débute toujours, soit dans ses actions, soit dans ses perceptions, par la synthèse ; ce n'est que postérieurement, mais toujours sous l'influence d'une idée ou d'un sentiment *à priori*, qu'il se livre à l'analyse. A ces deux manières d'être de l'activité individuelle, se joint la faculté secondaire, ou plutôt la disposition à saisir et à percevoir les rapports existant entre les choses, et par suite à classer les phénomènes de diverses manières ; enfin, nous citerons comme une conséquence de cette double loi de percevoir les choses d'une manière synthétique et d'établir des rapports, cette propension remarquable à chercher dans tous les phénomènes la relation d'effet à cause, ou de cause à effet. Ainsi, pour le dire en un mot, l'intelligence a des voies logiqfles constantes, qui ne sont point le résultat de l'éducation, mais qui paraissent inhérentes à son organisation.

Nous avons vu, il n'y a qu'un instant, qu'entre la sensation d'un besoin et sa satisfaction, il y avait nécessairement une série d'actes de la vie animale ; nous venons de voir que la partie intellectuelle de ces actes était soumise à des lois ; or, en prenant ces phénomènes indivi-

duels, et en cherchant quelle est leur influence dans la société, et la manière dont ils y sont représentés, en étudiant les modifications que l'éducation leur fait subir, on possède les bases d'une série d'observations d'où l'on peut déduire la classification des transformations générales que subissent les systèmes scientifiques; par là on parviendra à savoir comment, à partir du terme le plus simple, le plus individuel, celui du fétichisme, les sciences arrivent à revêtir les formes positives, en passant par une succession régulière de méthodes conjecturales. D'ailleurs nous ne prétendons pas trouver dans les lois individuelles de l'intelligence humaine, autre chose que le point de départ des diverses grandes méthodes successivement employées; ce n'est point dans cette étude que nous découvrirons l'origine des sciences spéciales, quoique ce soit là qu'il faille chercher la cause du plus grand nombre des modifications systématiques qu'elles ont subies.

L'histoire des méthodes de l'esprit humain forme donc une série tout-à-fait spéciale; elle prend, comme nous venons de le voir, son origine dans les lois intellectuelles, au lieu que les séries scientifiques prennent leur origine soit dans les sensations, soit dans les modifications que subit l'organisme sous l'influence des agens extérieurs; ces dernières séries sont donc tout-à-fait secondaires, même chez l'individu; elles le sont bien davantage quand on les étudie dans l'histoire, car elles se présentent dans un état constant de subordination. Les spécialités dont l'origine se trouve clairement indiquée dans les rapports organiques de l'individu avec le monde extérieur, sont les deux grandes classes de phénomènes que nous désignons aujourd'hui sous les noms de sciences des corps bruts et sciences des corps organisés; ces deux classes sont bien

loin de se présenter d'abord avec cette netteté de division; on n'en aperçoit que les rudimens, mais il est toujours évident que l'homme a deux manières différentes d'être affecté par les corps extérieurs; en effet, ceux-ci agissent sur l'économie, tantôt d'une manière physique et par une sensation nettement perçue, tantôt, au contraire, ils agissent d'une manière obscure et en quelque sorte pathologique. Ainsi, dans le premier cas, quand la vue, l'ouïe, le toucher, etc., perçoivent les phénomènes qu'ils sont aptes à sentir, les sensations qui se produisent en eux, sont toutes de nature physique; indépendamment des perceptions qui résultent de la sensibilité spéciale de ces divers sens, elles n'ont pour sujet que le mouvement, les formes, les quantités, etc.; tout ce qui est extérieur se présente même primitivement à l'homme, avec ces apparences physiques; tout s'offre à lui, avec une uniformité d'aspect que leur imprime nécessairement la nature même de ces sens, organes intermédiaires placés entre le cerveau et le monde. C'est le point de départ individuel de la science des corps bruts; il se présente chez l'homme actuel, tel que l'histoire le montre à l'origine des sciences. Ajoutons à ce que nous venons de dire, que dans tout acte industriel, l'homme agit presque toujours physiquement; il exerce sur les choses de véritables actions mécaniques très-propres à le déterminer dans la voie dont il s'agit. Mais si nous examinons comment il est lancé dans les sciences des corps organisés, nous voyons apparaître une autre ordre de phénomènes dépendans aussi, sans doute, de l'état, des milieux où il vit, mais qui sont des modifications bien plus obscures de l'organisme. C'est la médecine qui se montre dans ses premiers élémens; là nous voyons les instincts

de l'homme, modifiés par les maladies, créer un ordre particulier de besoins et de déterminations, et ouvrir à l'observation un sujet d'études nettement définies. Bien plus, les premières indications thérapeutiques sont fournies par l'instinct; ainsi, tantôt il veut l'abstinence, il repousse les liquides ou il les demande; tantôt il désigne le genre d'alimens, ou des boissons; il appelle le froid ou le chaud, etc. C'est ainsi que l'organisme pathologiquement modifié ouvre la carrière médicale, et conduit par là l'homme à distinguer les corps vivans des corps bruts; ces instincts créèrent les premiers médecins, ils les guident encore aujourd'hui.

Nous trouvons donc chez l'individu l'idée des deux classifications scientifiques les plus générales; si on saisit cette idée telle qu'elle se présente chez l'homme actuel, et qu'on transporte sa connaissance dans l'étude de l'histoire, on y reconnaîtra parfaitement quels sont, sous ce rapport, les termes de passage de la physiologie individuelle à celle de l'espèce; on aura l'indication nette d'une double série d'observations à suivre, et le principe de leur coordination. On pourra enfin choisir dans ces séries générales une spécialité quelconque, et on sera à même alors d'en suivre exactement et sans hésitation, les progrès depuis sa première origine.

Les opérations industrielles, ayant pour but direct la conservation de la vie et la modification de la nature extérieure à notre avantage, succèdent, avons-nous dit, aux phénomènes intellectuels, et sont déterminées par eux. Elles forment une manière d'être de l'humanité qui a aussi une loi de développement, dont les bases se retrouvent dans l'individu. Ainsi, la plupart des opérations industrielles sont plus ou moins compliquées; rarement elles

se composent d'une action unique. Le but que l'on veut posséder ne s'obtient presque toujours qu'à l'aide d'une suite d'efforts différemment combinés. Or, tout travail qui s'opère par une succession d'actes de la part de l'individu, est susceptible de division; et nous trouvons dans les différences de capacités et d'aptitudes individuelles, une cause puissante qui tend constamment dans la société à produire cette division, et suffirait seule pour engendrer un tel résultat, quand même il ne serait pas inspiré par la nature même des travaux à accomplir, et la différence des lieux où ils doivent être opérés. La science de l'individu nous présente donc dans le plus grand détail, sous le rapport industriel, les premiers termes de la physiologie de l'espèce. On y voit que la division du travail n'est pas moins applicable aux actes intellectuels qu'aux actes de nature physique; en un mot, qu'elle s'étend à toute production qui, chez l'individu, peut se présenter comme le résultat d'une aptitude spéciale. Nous nous arrêterons à cette limite, car il n'est pas de notre sujet de faire voir comment les idées scientifiques interviennent dans l'industrie, et quelles modifications elles lui font subir; ce serait entrer dans la physiologie de l'espèce.

L'action intellectuelle intervient chez l'individu, dans son activité sentimentale, de la même manière dont elle se présente dans l'activité industrielle. Elle est nécessaire à la satisfaction des passions, et d'autres fois elle en devient la première et principale cause; c'est un fait que l'observation la moins attentive suffit pour démontrer. En effet, les sentimens ont un caractère général commun très-remarquable : c'est qu'ils ont toujours, soit pour objet, soit pour cause, une relation de l'individu qui les éprouve à un autre homme ou à un fait social, manière d'être qui

suppose constamment l'intervention d'un acte intellectuel. Ainsi, tantôt ils naissent sous la seule influence d'une modification organique quelconque, et viennent inspirer à l'individu des volontés et des actions; d'autres fois, c'est la vie animale qui devient l'origine des mouvemens passionnés; une idée est conçue, son apparition agit sur l'organisme et par là donne lieu à des besoins si énergiques, que l'être animal est violemment entraîné à une action quelconque. Dans des cas pareils, tous les phénomènes dont il s'agit sont nécessairement et complètement subordonnés aux faits intellectuels; c'est donc l'étude de ces derniers qui pourra seule nous servir de guide. Au reste, toutes les idées ne sont pas de nature à exciter ainsi les passions : le nombre des sentimens est déterminé; sous ce rapport, il n'y a point de différence entre les hommes; chez tous ce nombre est le même, et celui auquel une seule capacité de ce genre vient à manquer, est un être qui dès ce moment reste incomplet, et, à cause de cela, évidemment inférieur et se présentant tel à tous les yeux; les eunuques sont dans ce cas: c'est, parmi plusieurs autres exemples que nous pourrions citer, le plus frappant et le plus connu. Les sentimens ne varient donc réellement que dans leur degré d'énergie; sous ce dernier rapport, on peut remarquer qu'ils ne sont pas les mêmes chez l'individu dans ses divers âges; en effet, il est de ces sentimens qui naissent à certaines époques de la vie et meurent dans certaines autres; il en est qui grandissent et décroissent en raison du nombre des années, suivant tous en cela les changemens que subit l'organisme, et, parmi ces changemens, il faut tenir compte surtout de la prédominance croissante des facultés intellectuelles. Les individus ne sont pas non plus également excitables, ils ne

sont pas capables de sentir avec une vigueur égale; ainsi tous ne sont pas susceptibles au même degré d'amour, de colère ou de haine. En effet, dès qu'il est démontré que les sentimens prennent leur origine dans des modifications spéciales de l'organisme, il en résulte, comme conséquence inévitable, qu'ils sont invariables quant à la nature et au nombre, et variables seulement en intensité, suivant les âges et les hommes : cela est exact, même à l'égard des mouvemens passionnés, qui se développent sous l'influence d'un mobile intellectuel; car ceux-ci ont toujours pour cause prochaine un état quelconque de l'organisme, et les idées ne sont susceptibles de donner naissance aux passions, que quand elles peuvent amener cet état déterminé de l'organisme, qui est la condition indispensable de leur existence. C'est ainsi qu'on peut expliquer comment l'éducation change les mobiles intellectuels, et comment cependant les passions restent les mêmes et conservent les mêmes manières d'être; il est vrai que, dans tous les temps, ces mobiles doivent être de nature à agir sur l'organisme.

De tout ce que nous venons de dire, il résulte que les sentimens forment un mode de l'activité individuelle, dont l'étude est de la plus haute importance. Examinés dans les termes que nous avons essayé de fixer, ils deviennent le sujet d'une série particulière dans l'histoire physiologique de l'espèce. Il est évident, d'après ce que nous avons dit, qu'ils ne doivent point être envisagés en eux-mêmes, soit par rapport à leur nombre, soit par rapport à leur nature : c'est le point de vue individuel; mais ils doivent être étudiés, quant à la différence qui leur est imposée par les faits intellectuels, et quant à la variation des mobiles qui les mettent en jeu. Ainsi cette

troisième manière d'être de l'activité humaine, se trouve également dans l'individu et dans l'espèce; elle est toujours la même dans l'individu, et perfectible seulement dans l'espèce.

Nous terminons ici cet article, dont nous avons retranché les détails techniques, par un résumé de ce que nous avons dit : nous nous étions proposé de montrer dans l'individu, l'origine des divers phénomènes généraux que présente la physiologie de l'espèce ; dans ce but, nous nous sommes d'abord placés au point de vue hygiénique, ou des conditions d'existence, et nous avons trouvé que l'individu se présentait à l'observation dans ses rapports avec ce qui lui est extérieur, sous le triple aspect de ses besoins de conservation, de science et de passions. Nous l'avons ensuite envisagé dans l'état d'activité, et nous avons vu que, fidèle aux tendances qui lui étaient imprimées par la nature de ses relations avec le monde environnant, il agissait tantôt en industriel, tantôt en savant, et d'autrefois en artiste lorsqu'il se passionnait. Quand on examine l'homme hygiéniquement, ce qui paraît le plus important, est l'intérêt de conservation; lorsqu'au contraire on l'envisage dans l'état d'activité, les phénomènes les plus importans sont d'abord les lois de l'intelligence, et en second lieu les sciences. Or, dans la physiologie de l'espèce, c'est l'homme actif, c'est l'homme se perfectionnant, que nous avons surtout à étudier; aussi, est-ce en se plaçant au second point de vue, qu'il faut chercher l'origine des diverses séries scientifiques qu'il s'agit d'étudier dans l'histoire de la civilisation. Ici, nous avons vu que les phénomènes les plus élevés, et auxquels tous les autres étaient subordonnés, étaient les lois intellectuelles; par là, nous avons montré dans l'individu,

l'origine de la série la plus importante de toutes celles qui font partie de la science de l'espèce, celle des méthodes. Nous avons également trouvé dans l'homme individuel, l'origine des principales sciences, et de leur division générale en sciences des corps bruts et en science des corps organisés; enfin, nous y avons montré la loi du développement industriel et sentimental. C'est ainsi que nous avons essayé de fixer les termes de passage de la physiologie de l'homme à celle de l'espèce.

B. Z.

TROISIÈME LETTRE DU RENTIER CONVERTI.

En vous confiant, dans ma première lettre (1), *les* tristes réflexions que j'avais faites sur le métier d'oisif, que j'ai malheureusement toujours exercé, réflexions que la lecture du *Producteur* m'avait suggérées, je convenais avec vous, Monsieur, que l'état des esprits devait être bien extraordinaire, dans un pays où les travailleurs sont portés à combattre une mesure qui favoriserait la réduction de la rente qu'ils font à des hommes, très-honnêtes sans doute, très-respectables, mais qui ne se donnent pas le moindre mal pour gagner leur vie, à des gens dont toute la peine consiste à faire remonter leur généalogie, sous le rapport financier, jusqu'à un industriel heureux, un intrigant adroit, ou un valeureux conquérant. Vous remarquerez que, d'après l'observation que je vous ai faite, je ne parle ici que des oisifs de naissance, des hommes qui se reposent par droit d'héritage, et non de ceux qui, à la suite de longs et heureux travaux, se livrent si justement

(1) Voyez page 401 du 2e volume.

à un repos embelli par les jouissances qu'ils se sont créées à la sueur de leur front; ceux-là n'ont rien à craindre de la baisse progressive de l'intérêt, car ils en profitent pendant la durée de leurs travaux, pour accumuler plus rapidement les provisions de la dernière saison de la vie.

Cette opinion publique, si favorable à mes collègues les rentiers, s'est manifestée depuis quelques années, mais toujours avec une intensité décroissante, et il me tarde de voir comment de nouveaux projets, qui remettraient cette intéressante question sur le tapis, seraient accueillis aujourd'hui. J'ai résisté quelque temps à vos raisons, mais j'attribue cette résistance à ma position, *je suis orfèvre :* comme tout le monde ne l'est pas, il me paraîtrait surprenant que la discussion sur la baisse de l'intérêt, présentée plusieurs fois aux travailleurs, ne leur fit pas ouvrir les yeux sur le véritable état de la question; sous ce rapport, je crois même que l'on peut se féliciter du faible succès obtenu l'année dernière : il était une conséquence naturelle de l'état de l'esprit public et de la manière fausse dont on envisageait les choses; en un mot il résultait de l'état des lumières. Aujourd'hui les travailleurs ont eu le temps de la réflexion, ils ont pu reconnaître que leur intérêt était en présence de celui des oisifs; quelques-uns d'entre eux auront senti que, dans une pareille lutte, la victoire remportée par eux devait être favorable à l'intérêt public, puisqu'elle était une espèce de prime d'encouragement pour le travail, prélevée sur les jouissances de l'oisiveté; enfin, les oisifs eux-mêmes, avertis par deux premières tentatives, auront cherché à se rendre raison du motif de cette attaque, et des conséquences qu'elle peut avoir : ils auront vu que la société est de jour en jour moins intéressée à constituer une classe qui a l'heureux

privilége de se reposer pendant que tout le monde travaille pour elle; ils auront reconnu que ce privilége pourrait bien, comme tous les autres, tendre à disparaître; ils auront pensé, comme moi, que l'avenir de leurs enfans était menacé, malgré les richesses qu'ils peuvent leur laisser, s'ils leur léguaient en outre l'oisiveté, et ces réflexions, faites de part et d'autre, placeraient aujourd'hui une nouvelle discussion sur un meilleur terrain.

J'espère que cette occasion de témoigner les progrès de l'esprit public, se présentera bientôt: j'entends parler de nouveaux projets préparés pour cette année, et il me semble que les personnes qui en parlent, mettent moins d'animosité et de colère que l'année dernière; on commence, même dans la classe oisive, à prendre la chose plus tranquillement; soit parce que l'avertissement qui a été donné, a permis aux rentiers réellement nécessiteux de faire un autre emploi de leurs fonds, en quittant les rentes de l'état; soit, plutôt, parce que l'on *s'habitue* à tout ce qu'on regarde comme inévitable, même à l'idée de mourir, et ici, il ne s'agit que de vivre un peu moins splendidement, ou de travailler, si l'on ne veut pas absolument se priver de plaisirs auxquels on est habitué.

Mettre l'oisiveté au régime, ou la forcer à travailler, voilà deux moyens hygiéniques qui me paraissent très-favorables à la société, surtout quand il est inutile d'employer pour cela la contrainte, moyen qui devient tous les jours de plus en plus mauvais, parce que les démonstrations sont constamment plus faciles à faire. Cet éloignement que nous avons en général pour les moyens violens, vous surtout, Monsieur, qui n'appuyez la foi que sur la démonstration possible, vous qui ne comprenez le *compelle intrare* de l'avenir que comme un appel à l'intelligence des

forts, et aux sentimens de tous, cette haine que nous aimons à vouer à la violence et à la ruse, a fait imaginer, par un de mes amis, un projet de réduction, qu'il appelle réduction *naturelle* de l'intérêt des rentes sur l'état. Ce projet, qu'il m'avait présenté l'année dernière, et que j'avais repoussé alors comme la tête de Méduse, me paraît très-simple. Permettez-moi de vous l'expliquer brièvement; il pourra d'ailleurs présenter quelque intérêt pour vos lecteurs, dans un moment où l'on s'occupe de prévoir les moyens qui seront employés pour achever l'œuvre commencée l'année dernière. Voici en quoi il consiste.

Lorsque la rente dépassera le pair, la caisse d'amortissement continuera à racheter au cours de la Bourse.

Le trésor royal tiendra compte à la caisse d'amortissement de la différence entre le cours moyen de ses achats et le pair, semestre par semestre, aussitôt qu'elle aura dépensé son capital disponible.

Cette différence sera répartie, dans le semestre suivant, sur la totalité des rentes mobiles, en déduction proportionnelle du dividende des rentiers de l'état.

Pour faciliter l'exécution de ce projet on emploierait les moyens suivans :

1° Faire connaître au commencement de chaque semestre la quantité de rentes mobiles;

2° Faire constater jour par jour le cours moyen des achats de la caisse d'amortissement, par les agens de change et la commission de surveillance;

3° Faire afficher chaque jour à la Bourse le taux auquel le prix des achats faits par la caisse d'amortissement fait ressortir l'intérêt;

4° Retrancher du fonds préparé par le trésor pour le paiement des rentes mobiles, une somme égale à la diffé-

rence payée par la caisse et mettre cette somme à la disposition de l'amortissement;

5° Répartir cette somme sur les coupons de rentes mobiles, en déduction de leur dividende échu le semestre suivant.

D'après ce projet, la réduction de la rente aurait lieu, pour ainsi dire, *par la seule volonté des rentiers*, puisqu'elle dépendrait de la hausse naturelle de la rente, c'est-à-dire de la diminution de l'offre et de l'accroissement de la demande.

La puissance de l'amortissement étant augmentée, tendrait également à amener la réduction d'intérêt, puisqu'elle serait une cause de hausse.

L'opération n'exigerait aucuns frais de négociation. Enfin, le seul changement que cela présenterait, consisterait en ce que la cote de la Bourse, au lieu de donner, comme aujourd'hui, un *cours variable*, correspondant à un *intérêt fixe*, indiquerait un cours et un intérêt variables, dont le rapport serait tout aussi facile à obtenir que celui qui existe aujourd'hui entre l'intérêt fixe de 5 ou de 3 p. % et le cours de ces divers fonds.

Le tableau ci-joint, calculé sur un fonds annuel d'amortissement de 80 millions et une masse de rentes mobiles s'élevant à 140 millions, vous donnera une idée de l'effet de cette combinaison.

TABLEAU DE LA RÉDUCTION D'INTÉRÊT

PRODUITE PAR L'AMORTISSEMENT COMBINÉ AVEC LA HAUSSE DE LA RENTE.

	FONDS D'AMORTISSEMENT par semestre.	RENTES A AMORTIR à 5 p. o/o.	COURS MOYEN DES achats de la caisse.	PRIX COÛTANT des rentes mobiles amorties.	DIFFÉRENCE à rembourser par le trésor à la caisse.	FONDS RÉDUIT du semestre des rentes mobiles.	DIVIDENDE DES RENTIERS pour le semestre suivant.
En 1825.	40,000,000	2,000,000	à 100	40,000,000	0 0	70,000,000	5 p. o/o.
	Id. » »	Id. » »	105	42 » »	2,000,000	68 » »	4 6/7
	Id. » »	Id. » »	110	44 » »	4 » »	66 » »	4 5/7
	Id. » »	Id. » »	115	46 » »	6 » »	64 » »	4 4/7
	Id. » »	Id. » »	120	48 » »	8 » »	62 » »	4 3/7
	Id. » »	Id. » »	125	50 » »	10 » »	60 » »	4 2/7
	Id. » »	Id. » »	130	52 » »	12 » »	58 » »	4 1/7
	Id. » »	Id. » »	135	54 » »	14 » »	56 » »	4 »
	Id. » »	Id. » »	140	56 » »	16 » »	54 » »	3 6/7
au plus tard en 1832.	55,000,000	2,750,000	100	55,000,000	0 0	55,000,000	5 p. o/o.
	Id. » »	Id. » »	105	57,750, »	2,750,000	52,250,000	4 3/4
	Id. » »	Id. » »	110	60,500, »	5,500 »	49,500,000	4 1/2
	Id. » »	Id. » »	115	63,250, »	8,250 » »	46,750,000	4 1/4
	Id. » »	Id. » »	120	66,000, »	11, » »	44,000,000	4 »
En 1840.	80,000,000	4,000,000	100	80,000,000.	0 0	30,000,000	5 p. o/o.
	Id. » »	Id. » »	105	84 » »	4,000,000	26 » »	4 1/3
	Id. » »	Id. » »	110	88 » »	8,000,000	22 » »	3 2/3
	Id. » »	Id. » »	115	92 » »	12,000,000	18 » »	3 »

Vous voyez, Monsieur, que, par ce moyen, le grand but serait atteint : il n'y aurait pas contrainte, personne ne serait forcé. Les rentiers auraient mauvaise grâce alors de se plaindre de la réduction, on leur dirait : C'est la hausse du cours de la rente qui produit la baisse de l'intérêt ; pourquoi achetez-vous vos rentes si cher ?

On parle du remboursement des rentes au pair par annuités : il produirait à peu près le même effet ; mais outre l'inconvénient de mêler, suivant la vieille habitude, les hasards d'une loterie avec le crédit, ce qui n'a plus aujourd'hui d'autre résultat que de créer des assureurs qui vous garantissent, moyennant une prime, des chances du tirage, l'opération présenterait, je crois, un bien plus grand détail d'exécution.

Si mes confrères les rentiers savaient que je m'occupe des intérêts de leurs adversaires, de ces maudits travailleurs qui les ruinent et qui devraient être trop heureux de payer de gros fermages, de forts loyers et de belles et bonnes rentes, je me ferais un mauvais parti ; cachez-leur toujours bien mon nom, je vous en prie, Monsieur ; ne le dites pas même à vos amis les industriels : ils sont encore si habitués à considérer les propriétaires, et par conséquent leurs frères les rentiers, comme des maîtres, comme les classes les plus importantes de la société, qu'ils seraient capables de prendre leur parti contre moi, c'est-à-dire contre eux-mêmes, et de me déclarer ennemi de mon pays, ou tout au moins ministériel comme M. Boisbertrand.

En voilà peut-être trop sur ce sujet, et cependant j'ai encore beaucoup de choses à vous dire. Je vous ai envoyé, il y a quelques jours, une réponse aux politesses du *Globe*; je devrais me tenir pour bien battu et ne plus me mêler

de vous parler des journaux ; cette guerre n'est pas aimable, si j'en juge par le commencement. Peut-être, en m'adressant à d'autres adversaires du *Producteur* moins spirituels, car, s'il manque quelque chose au *Globe*, comme je le pense, ce n'est certainement pas l'esprit ; peut-être, dis-je, me répondra-t-on par des raisons : c'est plus difficile ; mais je crois qu'en général, et même au cas particulier, malgré mon infériorité, cela vaut mieux.

Qu'avez-vous donc fait au *Drapeau blanc*, Monsieur ? Vous lui avez déjà prouvé qu'il se trompait en vous associant, comme il l'avait fait, au *Globe* et au *Journal du Commerce*, et le voici qui recommence. S'il disait que *le Producteur* a, comme ces deux journaux, le désir de contribuer à ce que chacun de vous appelle, *suivant son opinion*, l'amélioration du bien-être social, je le concevrais ; car je ne doute pas de la pureté des vœux du *Globe* et du *Journal du Commerce;* mais *le Drapeau blanc* n'examine pas si vous avez également bonne conscience, si vous travaillez les uns et les autres de bonne foi : il sait trop bien que de pareilles incursions dans *le domaine de l'impolitesse*, comme disaient les précieuses, sont prohibées dans la guerre philosophique ; il se contente d'exposer le but vers lequel tendent tous vos efforts, et c'est en cela que je ne conçois pas, après l'explication que vous lui avez déjà donnée, qu'il vous confonde avec les journaux qui, suivant lui, *voudraient qu'en toutes choses on agît comme aux États-Unis du nord de l'Amérique*. Il me paraît évident que le rédacteur du *Drapeau blanc* ne lit pas même son propre journal ; s'il se procurait quotidiennement ce plaisir, il aurait trouvé, dans un numéro du mois dernier, une lettre dans laquelle vous lui disiez que vous étiez bien loin de chercher un modèle d'organisation sociale en Amé-

rique, ce qui me semble assez naturel; car on peut faire, je pense, quelque chose de mieux avec des Français du dix-neuvième siècle, qu'avec des Américains du dix-huitième.

Au reste, l'opiniâtreté que *le Drapeau blanc* met à vous confondre avec *le Globe* et *le Journal du Commerce*, a eu un résultat assez comique; la division signalée par lui, entre les journaux qu'il appelle libéraux, a exalté douloureusement la sensibilité du *Courrier français;* qu'aurait-ce été si *le Drapeau blanc* avait poussé la classification libérale un peu plus loin? Pour cette fois, cette terrible nouvelle a inspiré au *Courrier* un long article (1), sous forme d'allocution paternelle adressée aux *jeunes amis de la patrie;* mais quelle correction lui aurait paru trop forte, pour cette indigne jeunesse, si *le Drapeau blanc* avait dit que les *fils des hommes qui ont partagé l'élan de* 1788, non contens d'abjurer les doctrines de leurs pères (c'est-à-dire celles du *Constitutionnel* et du *Courrier*), ne se ralliaient pas eux-mêmes à une seule doctrine?

C'est cependant ce qu'il faut avouer : *le Courrier* peut en gémir, parce qu'en sa qualité de vieillard, il aime sans doute la tranquillité; mais *le Globe* et *le Journal du Commerce* qui sont jeunes, doivent se complaire dans cette désharmonie qui entretient la discussion, en lui fournissant chaque jour de nouveaux alimens. J'ai entendu dire à un de mes amis, propagateur zélé de la doctrine de la

(1) Voyez le numéro du 17 septembre.

liberté prêchée par ces deux journaux, que si, par malheur, il arrivait que l'on s'accordât généralement pour l'adoption d'une doctrine sociale quelconque, ce serait, pour tout *homme libre*, le moment de faire ses adieux au monde, parce que cette doctrine *souveraine* ne tarderait pas à être *despotique*, et par conséquent à tenir l'humanité dans l'abrutissement ou du moins dans l'immobilité et l'esclavage.

Que doit-on conclure des soupirs du vénérable *Courrier*, à propos de la désunion des journaux dits libéraux? Il faut penser tout simplement que la doctrine libérale n'a pas assez de force pour unir *les imprudens jeunes gens qui déclament avec prétention contre la philosophie du dix-huitième siècle*, avec les sages vieillards qui se sont vigoureusement servi de cette philosophie dans leur adolescence, et qu'elle ne peut même empêcher ces jeunes gens de se combattre entre eux : il faut croire qu'elle n'a pas ce degré de certitude qui commande la foi aux faibles, et dissipe les ténèbres de l'incrédulité chez les forts, car son empire, au lieu de s'accroître, se divise chaque jour davantage, jusqu'à ce qu'il tombe en poussière, ou plutôt, comme il faut l'espérer, jusqu'à ce que l'adoption d'une autre doctrine réunisse tous les esprits. Si la division existe réellement, c'est un fait qui ne peut pas être caché; au contraire, il faut le proclamer pour que chacun en recherche la cause. Les uns diront peut-être, comme *le Drapeau blanc*, que cela prouve l'impuissance de la philosophie critique et la puissance éternelle du catholicisme; d'autres pourront penser que si les doctrines de 1788 ne conviennent plus en 1826, ce n'est pas une raison pour retourner à celles du treizième siècle, mais

qu'il faut en adopter une, digne de notre temps, et d'accord avec notre avenir.

Vous seriez-vous attendu d'ailleurs à voir *le Courrier* se plaindre de la légèreté avec laquelle la jeunesse abandonne *les anciennes doctrines pour se repaître d'utopies?* Ce langage est réellement curieux dans la bouche des hommes qui, en 1789, ont abandonné eux-mêmes les doctrines de leurs pères, doctrines qui avaient cependant pour elles la sanction de plusieurs siècles d'existence. « On ne saurait croire, dit ce journal, ce *qu'un homme de jugement* souffre, lorsqu'en sa présence, certains penseurs inexpérimentés se prennent à la basque de l'habit de Voltaire et de Rousseau, ces géans de *la littérature* française, dont la taille grandit à vue d'œil, depuis qu'une malheureuse destinée abaisse la nôtre. » Ces *hommes de jugement* qui souffrent aujourd'hui, auraient également souffert lorsque le jeune Arouet se prenait au pan de la robe de saint Augustin et des pères de l'église, ces colosses de la *littérature* théologique. L'habit de Voltaire est semé de paillettes, et couvert de broderies supérieurement dessinées; on ne saurait trop admirer son élégance qui faisait si bien ressortir le ridicule des habits portés même par les grands hommes qui l'avaient précédé; mais aujourd'hui la jeunesse cherche une mode nouvelle; elle a reconnu déjà que, pour un siècle laborieux, l'épée que portaient autrefois tous les honnêtes bourgeois était gênante, et embarrassait même pour s'asseoir, à plus forte raison pour travailler: elle a supprimé la poudre et les ailes de pigeon, parce qu'il fallait consacrer trop de temps à se pommader, à se friser; enfin elle prouve en toutes choses son respect pour les cheveux blancs de ses pères, mais elle ne pense pas, elle n'agit pas comme eux : « Vieillard vénérable,

pourrait-elle dire au *Courrier*, votre expérience ne vous a servi qu'à penser précisément en 1826, comme vous pensiez en 1789. Vous aimez encore les objets de vos premiers amours, c'est très-bien, nous en ferons autant un jour, parce que nous savons, comme vous, nous dévouer à ce que nous aimons; mais nous n'aimons pas les mêmes beautés. Celles que vous avez encensées en 1789, étaient déjà bien vieilles à cette époque; elles avaient alors cet éclat trompeur qui séduit la jeunesse; elles atteignaient le terme de leur carrière : aujourd'hui vos déesses sont à l'agonie, et vous voulez que nous les adorions! il n'y a pas moyen; pourquoi d'ailleurs nous reprocher de faire ce qu'a fait Voltaire lui-même? Élevé par les Jésuites, a-t-il accepté les doctrines de ces bons pères? non sans doute; plus injuste que nous, il n'a pas même su apprécier le mérite temporaire de cette grande institution, et Frédéric était obligé de lui prouver (1) qu'on pouvait avoir de bonnes raisons pour être le paladin de cet ordre: « J'ai conservé les Jésuites, disait-il, tout hérétique que je suis, et puis encore incrédule, pour ne pas laisser périr les écoles et l'université. » Quant à nous, qui avons été élevés par les révérends pères Voltairiens, nous admirons le talent de nos maîtres; nous reconnaissons combien leurs travaux ont été utiles; *nous ne marquons pas plus de notre blâme les ossemens blanchis sur les plaines de Jemmapes et de Fleurus*, que nous ne jetons au vent les cendres des martyrs du christianisme; tous les hommes qui se sont dévoués pour hâter la marche de l'humanité,

---

(1) Lettre du 18 novembre 1777.

reçoivent nos hommages, mais nous ne les séparons pas des temps où ils ont vécu; ils méritent notre respect et nos éloges, parce qu'ils ont bien fait ce qu'il y avait de mieux à faire au moment de leurs travaux; ce n'est pas une raison pour les copier servilement, quand toutes les circonstances qui nous entourent sont différentes de celles au milieu desquelles ils vivaient. »

Cette réponse ne calmerait pas sans doute les craintes du *Courrier* sur les suites que peut avoir la division qui existe entre les enfans de la révolution et leurs pères; mais au moins elle aurait pour effet de démontrer positivement que la jeunesse *libérale* et la vieillesse *libérale* ne s'entendent plus, et ce serait un avantage; car, selon toute probabilité, ce n'est pas la vieillesse qui influera le plus sur l'avenir de l'humanité; on devra donc s'occuper davantage d'examiner quelles sont les doctrines de la jeunesse, en quoi elles diffèrent de celles de 1789, comment il se fait que la jeunesse elle-même soit divisée entre plusieurs doctrines, enfin, quelle est la jeune doctrine qui est dans la voie de l'avenir, et par conséquent quel est l'étendard sous lequel les têtes bien organisées doivent se rallier.

J'aurais bien sujet de gémir, comme *le Courrier*, de l'abandon dans lequel on laisse chaque jour de plus en plus les idées des hommes de 1789; car je ne suis plus jeune, et je devrais, en raison de mes soixante-cinq ans, être grand partisan de la soumission aux conseils de la vieillesse; mais, je l'avoue, il est des époques dans la vie de l'espèce humaine où la vieillesse doit nécessairement avoir tort: *le Globe*, qui n'aime pas d'autre férule que la sienne, se fâche contre *le Courrier* et lui dit: Nous sommes arrivés *à l'âge de majorité*, et nos tuteurs, s'il s'en présente, seront du

moins obligés d'avoir raison; eh bien, Monsieur, je croirais que, pour l'époque actuelle, l'âge de majorité est déjà une probabilité très-défavorable ; la raison doit se trouver, non pas chez des majeurs, mais chez des mineurs tout nouvellement émancipés; pour parler sans figures. il y a de fortes raisons pour croire que c'est la dernière doctrine créée qui est la meilleure; voilà sur quoi se fonde mon opinion.

Cette doctrine est adoptée par des personnes qui connaissaient les doctrines répandues aujourd'hui dans la société; car il n'est pas difficile de voir que vous avez servi dans les bataillons de la doctrine critique : or, puisqu'elles consentent à abandonner ces doctrines, celle même avec laquelle elles ont été bercées dans leur enfance, qu'elles ont adoré dans leur jeunesse, pour laquelle elles ont exposé leurs jours et qui fit si vivement battre leurs cœurs, c'est qu'une nouvelle lumière est venue les éclairer. On n'abandonne pas de sang-froid, pour le plaisir de faire de l'esprit, de paraître *grave et méthodiste*, l'objet de son culte et de ses premières affections; on ne renonce pas sans bonnes preuves à poursuivre la gloire dans une route où l'on s'est déjà précipité avec enthousiasme; enfin on ne s'expose pas sans réflexion à la désapprobation des hommes avec lesquels on a fait ses premières armes sous la même bannière. Une faible croyance, un sentiment suffisent pour qu'on s'empare avec ardeur des principes propagés par les grands hommes, auxquels on a, pour ainsi dire, élevé des autels, et que l'on a long-temps regardés comme des maîtres infaillibles; mais combien doit être grande la conviction nouvelle qui vous force à les abandonner! L'amour de l'humanité est seul capable d'exercer un pareil empire sur des esprits généreux, car cette passion sublime est la seule à laquelle on puisse sacrifier son amour-propre et ses souve-

nirs; mais aussi, c'est par elle que l'on est conduit à la découverte des grandes vérités qui nous assurent l'estime et la reconnaissance de nos semblables.

Les craintes du *Courrier* sont bien naturelles; il pense probablement que la véritable doctrine sociale est trouvée depuis 1789 ou 1791 : par conséquent il gémit lorsqu'il voit la jeunesse fatiguée de rester aux genoux de la déesse de la liberté, de lui demander en vain la révélation de l'avenir de l'espèce humaine, et la route qu'elle doit suivre, se relever, briser cette idole stérile, et offrir des sacrifices à de nouveaux dieux. Le schisme et l'hérésie préparent une réforme, et *le Courrier,* qui occupe un rang distingué dans la hiérarchie sacerdotale du culte de la liberté, redoute ce moment où l'incrédulité commence à rire des augures, des oracles et des pontifes, et à critiquer le dogme lui-même; il défend le passé (ou, si l'on veut même, le présent, car la doctrine critique règne encore) contre l'avenir, pour le même motif, mais non pas, heureusement, avec les mêmes moyens que les juges de Socrate, de Jésus et de Galilée.

Je suis bien loin de m'affliger, comme mon vieux contemporain, de ce moment de crise, qui atteste, par la désunion même des esprits, l'adoption prochaine et générale d'une doctrine sociale qui sera en harmonie avec l'avenir de l'espèce humaine. Je ne pense pas que nous puissions rester long-temps encore sans qu'un système quelconque d'idées finisse par dominer; l'histoire du passé montre positivement cette tendance générale qui nous porte à nous éclairer, à nous convaincre mutuellement, et par conséquent à nous entendre sur des questions que nous finissons par envisager tous de la même manière; si la discussion n'amenait pas un pareil résultat, si, du choc des

opinions ne jaillissait pas la lumière, il faudrait en conclure que tous les hommes n'ont pas les mêmes principes d'organisation, puisqu'ils ne pourraient jamais parvenir à voir les objets sous le même aspect : par la même raison, plus on a consacré de temps et de lumières à la discussion, plus on doit être rapproché de la découverte du véritable point de vue où chacun doit se placer pour juger les questions indécises ; ainsi, au moment actuel, cette division qui effraie *le Courrier* me paraît un signe évident des pas heureux que nous faisons. La France entière a commencé avec enthousiasme la révolution ; bientôt le Directoire a eu moins d'admirateurs que l'Assemblée constituante ; sous le consulat les républicains craignaient déjà le despotisme, et désapprouvaient le mouvement social ; l'empire rapprocha d'abord tous les esprits mécontens ; mais il exerçait sur eux une influence passagère qui résultait moins de la conviction de l'excellence du nouveau régime, que du prestige de la gloire militaire, des récompenses, des honneurs, des places, et surtout du dégoût de l'anarchie révolutionnaire ; plus tard, des craintes et des espérances diverses, des sentimens et des habitudes que des circonstances tout-à-fait opposées avaient fait naître, ne contribuèrent pas à réunir les esprits, à leur présenter un but commun, à leur faire juger de la même manière l'impulsion qu'il fallait donner à la société ; au contraire, chacun se fit un petit système social, et maintenant enfin, les essais infructueux qui ont été tentés dans presque toutes les directions, pour appliquer les innombrables modifications des doctrines sociales imaginées depuis quarante ans, ont positivement prouvé qu'il n'y en avait pas une seule dont la supériorité sur toutes les autres fût assez évidente pour que chacun s'y soumît avec confiance, lui sacrifiât ses re-

grets, et mit en elle ses espérances. Dans une pareille position, il me semble que précisément parce qu'il est facile de démontrer à tout le monde l'impuissance des doctrines conçues jusqu'à présent, on est disposé comme il le faut, pour rechercher et pour adopter celle qui doit présider à notre avenir; jusque-là chacun pouvait se prévaloir du nombre, plus ou moins grand, d'hommes qui obéissaient aux mêmes principes : ainsi, d'une part, la politique rétrograde, représentée d'abord par le *Journal des Débats*, de l'autre, le système critique, professé par *le Constitutionnel*, se partageaient tous les esprits; les autres journaux débitaient en petite monnaie les sentences de ces deux feuilles politiques : aujourd'hui ils ont tous un caractère propre. *Le Constitutionnel*, *le Courrier*, le *Journal du Commerce*, le *Journal des Débats*, *le Pilote* même, se disent tous partisans de la liberté; mais chacun d'eux a une physionomie tellement particulière, qu'il serait impossible, en lisant la dernière page de l'une quelconque de ces feuilles quotidiennes, de se tromper sur le titre qui figure en tête de la première page. Les nuances sont bien plus prononcées encore dans les autres journaux : *le Drapeau blanc*, *la Quotidienne* et *l'Étoile*, prêchent l'obéissance au pouvoir; mais chacun entend le pouvoir à sa manière, et c'est là réellement que gît la difficulté. En présence de cette désunion, paraissent trois journaux philosophiques, *le Catholique*, *le Globe* et *le Producteur*. Le premier exhume les doctrines du treizième siècle, en cherchant à les couvrir d'un vêtement qui les écrase, car la science est trop lourde pour la théologie. *Le Globe* analyse méthodiquement la quintessence de la doctrine du dix-huitième siècle, à laquelle obéissent avec plus ou moins d'intelligence et d'adresse les journaux libéraux.

Enfin *le Producteur* a la prétention de ne reconnaître pour bonnes, aujourd'hui, ni la constitution théologique de la France féodale, ni l'anarchie organisée des États-Unis d'Amérique.

Vous savez assez, Monsieur, que je partage maintenant vos opinions ; mais je cherche à me rendre compte des obstacles qui peuvent s'opposer à ce qu'elles se répandent. Or, la raison qui me fait penser que la doctrine du *Producteur*, en supposant même qu'elle ne dût pas présider à l'organisation future de la société, est celle qui nous rapproche le plus de notre avenir ; cette raison, dis-je, m'explique comment il est possible que des hommes graves, studieux et de bonne foi la jugent comme s'ils ne la connaissaient que par ouï-dire. Cette doctrine est complètement neuve ; par conséquent, elle a besoin d'être plus étudiée que celle du *Catholique*, par exemple, qui n'a pas du tout la prétention de faire du neuf, et qui veut simplement restaurer des grandes idées sur lesquelles, après de Maistre, il ne reste plus rien à dire, si ce n'est qu'elles sont usées, mais qu'elles composaient un fort beau système pour l'époque où elles ont régné sur l'Europe féodale. On peut de même lire en jouant, sans toutefois s'y plaire, les rêveries politiques basées sur *les droits imprescriptibles du genre humain*, *sur la liberté de conscience*, *le droit d'examen*, etc. ; en effet, on doit comprendre, à livre ouvert, les commentaires de la philosophie critique, parce que, depuis assez long-temps, ce sont choses aussi rebattues que les crimes des Jésuites, et qu'on est en général placé au point de vue où nous a laissés le plus grand fait social, la révolution française; mais quand il faut quitter ce point de vue, lorsqu'il faut sortir des illusions d'une ancienne doctrine, pour en juger une qui n'a pas encore

été présentée au public sous la forme in-32, l'esprit est rebelle, la passion l'emporte, et l'on se figure qu'on doit comprendre, pour ainsi dire *à livre fermé*, sur le titre, sur l'épigraphe. Cependant une espèce de pudeur, et peut-être le désir de pouvoir sortir de la discussion par un détour honnête, font inventer un mode d'attaque assez ingénieux : on écrase ses adversaires dans un journal ou dans un livre, on les fustige si on croit qu'ils sont jeunes, on leur reproche d'être graves et méthodistes et on leur dit en même temps qu'ils ont une imprudence et une légèreté désespérantes : il y a contradiction, peu importe, l'effet est produit; enfin, on emploie ces mots, *ridicule*, *ingratitude*, qui font assez bien, et, la férule au poing, on chante modestement victoire : mais tous ces complimens vont à leur adresse comme ils peuvent, personne n'est nommé, chacun en prend ce qu'il veut; et ce que le public sait le moins, après avoir lu de longues accusations, c'est le nom de l'accusé.

Voilà pourquoi *le Globe*, en répondant à l'article du *Courrier* dont je vous ai déjà parlé, a vertement tancé le vieux tuteur pour son *attaque dissimulée*; il a, parbleu, bien fait; la tactique du *Courrier*, malgré ses formes honnêtes et le ton sentimental, n'est pas franche et loyale; ce vieillard dit à ses pupilles *de s'expliquer avec bonne foi*, il devrait suivre ce conseil; son expérience a dû lui apprendre que la jeunesse surtout a besoin de bons exemples; elle aimerait à les recevoir, même du *Courrier*. La réponse du *Globe* m'a bien fait comprendre quelle était la partie de la semonce qui lui était appliquée; je crois avoir également trouvé sur quelles vagues interprétations quelques reproches ont pu vous être faits par des personnes qui veulent lire *le Producteur* comme on lit *le Courrier*; mais

je ne sais pas du tout à qui *le tuteur* en veut lorsqu'il dit que certains jeunes gens, qui n'ont qu'à se féliciter des changemens amenés dans leurs destinées, *semblent rappeler de leurs vœux un régime qui les déshéritait;* c'est sans doute à des élèves de M. de la Mennais, de M. d'Eckstein, ou même du féodal ennemi des Jésuites, que ce discours s'adresse, peut-être encore est-ce au *Constitutionnel,* qui rêve bien aussi son ancien régime; mais certes, ce n'est pas à vous, car vous ne rappelez de vos vœux aucun régime connu, puisque celui que vous désirez est aussi neuf que le régime constitutionnel l'était en France dans le siècle dernier.

Recevez, Monsieur, etc.

CONSIDÉRATIONS

SUR LE SYSTÈME THÉOLOGIQUE ET FÉODAL ET SUR SA DÉSORGANISATION.

Les publicistes du dernier siècle ont soumis à une investigation laborieuse, l'origine et la théorie des lois féodales. Montesquieu en a vu le germe au milieu des déserts de la Germanie, et s'est fondé sur quelques passages de César et de Tacite, pour faire considérer, comme un principe de vasselage, la fidélité que gardaient, envers un chef de barbares, les compagnons de ses expéditions guerrières : l'abbé Dubos, Mably et Thouret, ont pensé au contraire que les Francs n'avaient pu connaître, au-delà du Rhin, les distinctions d'ordre et de caste, ni établir parmi eux aucune hiérarchie sociale, puisqu'avant leur arrivée dans les Gaules, ils vivaient sans patrie et sans lois (1), ne s'occupant que de guerre et de pillage, et prenant tous une part égale dans la distribution du butin. L'auteur de *l'Esprit des Lois*, traçant au reste son esquisse

(1) Observations sur l'Histoire de France; livre 1, chapitre 1.

politique du moyen âge, dans un temps où la haine des vieilles doctrines n'empêchait pas encore de les juger avec quelque impartialité, se crut obligé de reconnaître que le régime féodal, s'il avait enfanté de grands maux, avait produit aussi *des biens infinis* (1), tandis que Thouret et Mably, engagés dans un combat à outrance contre la prépondérance nobiliaire et sacerdotale, et associés à la destruction définitive de l'ancien système, si vigoureusement poursuivie par la philosophie critique, et si admirablement consommée par l'Assemblée constituante, ne virent que désordre, confusion et monstruosité, dans la domination des gens de guerre, combinée avec celle des gens d'église. Chacun de ces hommes célèbres a subi la loi de son temps : il était dans l'ordre des progrès de la civilisation, qu'au moment où l'incompatibilité des vieilles institutions avec des idées et des besoins nouveaux aurait produit un malaise universel, les plus hautes capacités intellectuelles, avant de pouvoir s'occuper efficacement d'une reconstruction nécessaire et inévitable, se trouvassent amenées à appliquer passagèrement et spécialement leurs efforts à la démolition complète d'un édifice ruiné de toutes parts (2), sans songer que d'autres générations purent y

---

(1) Esprit des Lois, livre 30, chapitre 1.

(2) La révolution, qui a changé la face de la France, ébranlé l'Europe et remué le monde, était un fait inévitable dans la vie du genre humain. Laissant donc aux biographes le soin de prononcer en détail sur le mérite des individus qui ont pris une part directe ou indirecte à ce vaste mouvement, il nous suffira de dire que les hommes à qui, dans la succession des temps, est échue la tâche de préparer, d'effectuer et de défendre la subversion totale du régime théologique-féodal, nous paraissent avoir pleinement accompli

vivre et y développer le principe de la perfectibilité humaine. Mais le philosophe qui, après l'achèvement de cette œuvre immense et terrible, peut étudier l'histoire du moyen âge dans le silence des passions, en dépit des cris d'alarme que *la peur des revenans* arrache à quelques *esprits forts*, et malgré les folles menaces que font entendre des légions

---

leur mission; et qu'il eût été difficile sans doute de rencontrer, sous ce triple rapport, des écrivains plus habiles que Voltaire et Jean-Jacques, des tribuns plus éloquens que Mirabeau et Barnave, des hommes d'état moins accessibles au découragement et à l'indulgence, et des guerriers plus intrépides que ceux de la république.

Quant aux incidens de la crise révolutionnaire, à cette série d'actes affreux ou sublimes, qui, d'un côté, glacent d'horreur, et commandent l'admiration, de l'autre, leur appréciation n'appartient point à un journal philosophique, tel que le *Producteur*. Les faits généraux, seuls, doivent fixer notre attention dans l'étude de l'histoire, et nous venons d'indiquer, en peu de mots, comment nous jugions le fait général de la révolution française, relativement à la marche progressive de la civilisation. Cette déclaration pourra servir de réponse au reproche d'ingratitude envers le dix-huitième siècle et les libéraux de 89, adressé dans le *Courrier Français* du 17 septembre, par un honorable publiciste de l'école libérale *post-révolutionnaire*, à ceux qui ont la hardiesse de penser que le temps de la philosophie critique, de la destruction et des combats, est heureusement passé, et qui ne peuvent être par conséquent que les propagateurs ou les partisans de la philosophie positive. Nous croyons aussi que le simple énoncé de notre opinion sur le résultat général et le caractère essentiel de la réforme politique du dix-huitième siècle, peut faire ressortir l'erreur qui s'est glissée dans le jugement qu'un apôtre fervent de la rétrogradation a porté dans le *Drapeau blanc* du 16, sur les républicains. Si la carrière de ces derniers n'a rien produit en fait d'organisation, c'est qu'ils reçurent des circonstances, le mandat, non de réédifier, mais de conserver, en dépit de l'Europe conjurée, le sol déblayé par l'Assemblée constituante; et nous leur devons en partie de pouvoir rire, sur

de fantômes (1), qui essayent vainement de ressaisir des armes brisées à jamais; le philosophe du dix-neuvième siècle, disons-nous, doit juger un ordre social irrévocablement détruit, avec cette générosité qu'inspire une victoire décisive, et cette justice éclairée qui ne pouvait se faire entendre au milieu des hostilités. C'est ce qu'a fait St.-Simon, lorsque s'élevant au-dessus des préjugés de la révolution et de l'école, il a démontré la supériorité du système théologique-féodal sur l'ordre politique des Grecs et des Romains, après avoir établi, comme point de comparaison, que la meilleure organisation sociale serait celle : « 1° qui rendrait la » condition des hommes composant la majorité de la société,

---

les débris de l'ancien régime, des tentatives insensées des réorganisateurs à rebours, qui auraient allumé, il y a trente ans, la guerre civile, et qui ne servent aujourd'hui qu'à alimenter la polémique de quelques feuilles quotidiennes. Mais pourquoi s'occuper toujours des acteurs, quand on devrait, selon la judicieuse remarque de madame de Staël, porter son attention sur le drame ?

(1) Voici comment s'exprimait, en 1796, M. de Maistre, le chef de l'école ultramontaine, sur la question du rétablissement des Jésuites : « Au milieu du bouleversement dont nous sommes témoins, le défaut d'éducation fixe surtout l'œil inquiet des amis de l'ordre; plus d'une fois on les a entendu dire qu'il faudrait rétablir les Jésuites. Je ne discute point ici le mérite de l'ordre; mais ce vœu ne suppose pas des vues bien profondes. Ne dirait-on pas que saint Ignace est là prêt à servir nos vues? Si l'ordre est détruit, quelque frère cuisinier peut-être pourrait le rétablir par le même esprit qui le créa; *mais tous les souverains de l'univers n'y réussiraient pas.* » (Consid. sur la France). C'est déclarer impossible la résurrection du fameux institut; car, dans l'ordre progressif des institutions humaines, l'esprit qui les crée appartient à son siècle et ne saurait se reproduire au milieu de circonstances tout-à-fait différentes. L'esprit qui présida à la fondation des Jésuites est abîmé dans l'océan du passé, comme celui qui fit instituer les ordres de chevalerie, etc.

» la plus heureuse possible, en lui procurant le plus de
» moyens et de facilités, pour satisfaire ses premiers be-
» soins; 2° dans laquelle les hommes qui posséderaient le
» plus de mérite, et dont la valeur intrinsèque serait la plus
» grande, auraient le plus de facilité à parvenir au pre-
» mier rang, quelle que fût la position dans laquelle le
» hasard de la naissance les aurait placés; 3° qui réunirait
» dans une même société la population la plus nombreuse,
» et qui lui procurerait les plus grands moyens de résis-
» tance contre l'étranger; 4° qui donnerait pour résultat
» des travaux qu'elle protégerait, les découvertes les plus
» importantes, et les plus grands progrès en civilisation
» et en lumières. » Sous ces divers aspects, le moyen âge
l'emporte, en effet, de beaucoup sur l'antiquité; les masses
actives, chargées de la production matérielle, n'y subis-
sent plus, comme à Sparte, à Athènes et à Rome, le joug
d'un maître, à qui la législation accordait le terrible droit
de vie et de mort sur ses esclaves, sans que la loi religieuse
vînt atténuer, par quelques inspirations philantropiques,
les rigueurs de la loi civile. Si elles sont attachées à la
glèbe, ce n'est plus qu'une sujétion indirecte qui pèse sur
elles, et leur servage les met moins à la discrétion que sous
la protection de leurs seigneurs, dans un temps où l'esprit
de compétition hostile fait, d'un voisin, un ennemi, et
réduit la faiblesse laborieuse, à accepter la tutelle de la
force armée (1). Chez les anciens, la hiérarchie politique

(1) Cette nécessité d'une force protectrice pour les travaux pai-
sibles, explique comment les propriétaires d'*alleux*, ou *terres libres*,
furent conduits à en faire hommage au roi pour les recevoir ensuite
de lui, en fief. Thouret a méconnu le véritable caractère de ce

condamnait l'homme d'esprit ou de génie, qui avait eu le malheur de naître dans les conditions infimes, à rester dans un état perpétuel d'infériorité ; l'ingénieux Phrygien, à qui nous devons l'invention de l'apologue, ne cessa d'être l'esclave d'un philosophe, que pour porter de ville en ville et de cour en cour, la tache de son origine, et pour devenir, sous le titre humiliant d'affranchi, le devin ou le bouffon des aristocrates et des rois ; Épictète fut obligé de tenir constamment son âme dans une situation extra-normale, de se donner l'exaltation ou la fièvre du Portique, pour supporter, sans accablement, le poids de la servitude. Sous le régime théologique-féodal, au contraire, le préjugé de la naissance n'interdisant point aux plébéiens l'exercice des fonctions sacerdotales, la roture lettrée

---

vasselage spontané, lorsqu'il a dit : « La jalousie des autres citoyens notables qui ne se trouvèrent pourvus d'aucun bénéfice, fut extrême. Pour satisfaire leur orgueil alarmé, ils imaginèrent l'étrange bizarrerie de changer leurs biens propres en bénéfices. » Ce que l'illustre constituant attribue à la vanité, Montesquieu l'avait imputé à l'ambition et à la soif de privilèges. « Pour découvrir les raisons que l'on eut de dénaturer son alleu, dit-il, il faut que je cherche, comme dans des abîmes, les anciennes prérogatives de cette noblesse, qui, depuis onze siècles, est couverte de poussière, de sang et de sueur. » La vraie cause de la transformation des terres allodiales en bénéfices, se trouve pourtant indiquée dans le même chapitre de l'*Esprit des Lois*, de la manière suivante : « Cet usage, dit l'auteur, eut surtout lieu dans les désordres de la seconde race, *où tout le monde avait besoin d'un protecteur*, et voulait faire corps avec d'autres seigneurs. » C'est exprimer, en deux mots, la nécessité et l'utilité temporaire du régime féodal, qui ne fut réellement constitué qu'à l'époque de l'invasion des Normands, et qui préserva la France d'une anarchie complète, quoiqu'un savant publiciste l'ait déclaré *subversif de tout ordre et de toute police*.

prima bientôt la noblesse ignorante, par l'ascendant de la religion et de la science, et parvint à composer le premier corps de l'état. Ésope, si abreuvé d'amertume et de dégoûts par son maître Xanthus, aurait pu s'élever à la dignité de prince de l'Église, là où Spiridion fut revêtu de l'épiscopat, où le pâtre de Montalte, héritier d'un pêcheur de la Judée, orna son front d'une triple couronne.

Envisagée sous le rapport de la population, de l'étendue territoriale et de la puissance défensive, les sociétés de l'antiquité, le plus fortement constituées, et les plus avancées en civilisation, ne le cèdent pas moins à la société européenne du moyen âge; pour elles, tout ce qui était au-delà des quelques lieues carrées, qui formaient le domaine républicain, se confondait dans une même dénomination, celle de *barbares*; et ces barbares, soumis un instant à la domination de la Grèce et de Rome, ont fini par triompher de Rome et de la Grèce; tandis que l'Europe chrétienne et féodale a rejeté les Maures sur les côtes d'Afrique, forcé les hommes du Nord à adopter sa religion et ses lois, et rendu à peu près impossible toute nouvelle irruption des Tartares (1).

Mais du moins, s'écrient les fanatiques du culte classique, la philosophie, la littérature et les beaux-arts, si florissans sous Périclès et sous Auguste, ne permettent pas de comparer les époques brillantes de ces illustres pro-

(1) Ces races asiatiques, loin d'être aujourd'hui redoutables pour la civilisation de l'Occident, ne se maintiennent dans un coin de l'*Europe*, que par les intrigues diplomatiques de quelques cabinets, qui leur imposent encore l'obligation de se discipliner, *si* elles veulent être tolérées plus long-temps parmi les nations policées.

tecteurs des lettres, à ces siècles de ténèbres, au milieu desquels Charlemagne, selon l'expression d'un écrivain célèbre, *apparut comme un éclair dans une nuit profonde.*

Sans doute, les beaux jours d'Athènes produisirent de plus habiles artistes et de plus grands écrivains que le moyen âge; sans doute, pour le goût, l'élégance des formes et le mérite d'exécution, en peinture, sculpture, poésie, etc., on ne trouve rien, de Pépin à François Ier, que l'on puisse placer à côté des chefs-d'œuvre des Zeuxis, des Phidias, des Apelles, des Sophocle et des Euripides; l'histoire et la philosophie ont été aussi cultivées sur le sol de l'Attique, par des hommes supérieurs aux Bénédictins et aux métaphysiciens scolastiques. Mais la philosophie, l'histoire et les arts, indépendamment du talent et de la capacité des individus, qui s'y livrèrent en différens temps, s'offrent, chez les nations chrétiennes, avec un progrès essentiel, dans l'idée primordiale à laquelle se rattachent toutes les productions du génie, c'est-à-dire, dans le principe directeur de toute l'activité sociale, et, par conséquent, dans l'action des philosophes et des artistes sur la société, relativement à l'amélioration continue du sort de l'espèce humaine. Les Alcuin, les Bernard, les Scott, les Thomas, les Albert, etc., etc., s'ils sont moins profonds et moins élégans dans leurs écrits que les fondateurs de l'Académie et du Lycée, ne sont pas réduits du moins, comme Platon dans son *Épinomis*, à classer et à vénérer des divinités bizarres, secrétement désavouées, et ne se constituent pas, comme Aristote, les apologistes de l'esclavage. Leur travaux intellectuels, leurs spéculations scientifiques portent le caractère sublime d'une doctrine, qui faisant de la philantropie la véritable religion, tient quitte envers Dieu,

celui qui a bien mérité des hommes (1); et les artistes vont s'inspirer à la même source que les savans. Le poète ne chante plus en vers licencieux, avec Horace et Catulle, l'intempérance et la débauche; le peintre craindrait d'imiter Polygnote et Zeuxis, en traçant sur les murs d'un édifice public l'histoire d'une femme adultère (2); le sculpteur ne donne plus à la pierre les formes et les traits d'une courtisane (3), pour représenter une impudique déité; tous enfin ne consacrent désormais les dons heureux qu'ils ont reçus de la nature qu'à célébrer, ou la justice d'un Dieu de miséricorde, ou la charité d'un chrétien fidèle aux préceptes évangéliques; et quoi qu'en ait dit Voltaire, dans son *Apologie de la fable*, l'apothéose d'un bienfaiteur de l'humanité, tel qu'on en trouve dans la légende, annonce incontestablement un grand perfectionnement en morale, et un pas immense vers le but philantropique auquel tend la société universelle, si l'on se reporte au jour où l'auteur de l'*Iliade*, dominé par les idées de son siècle, et s'adressant à l'imagination grossière d'un peuple

---

(1) « Faites aux hommes, dit l'Evangile, tout ce que vous voulez qu'ils vous fassent; car c'est là la loi et les Prophètes. » *Matt*. 7, v. 12. — « Celui qui aime le prochain, a accompli la loi. » S. Paul, *epist. ad Rom*. 13. v. 8.

(2) Polygnote, dans son tableau de la destruction de Troie, dont il décora les murs du Lesché à Delphes, s'appliqua à faire ressortir les traits séduisans de l'infidèle épouse de Ménélas. On voyait aussi un beau portrait d'Hélène, par Zeuxis, dans un des portiques d'Athènes.

(3) On croit que la fameuse courtisane Phryné servit de modèle à Praxitèle pour l'exécution de son plus bel ouvrage, la *Vénus* du temple de Gnide.

encore enfant, fut conduit à partager l'Olympe entre des dieux, esclaves des passions les plus violentes, et des héros, dont les actions éclatantes, si elles se reproduisaient de nos jours, pourraient bien n'obtenir l'immortalité que dans les archives de nos greffes criminels.

La comparaison de l'ordre social des anciens avec celui des tems féodaux, sous le rapport de l'essor donné à l'esprit humain et de la splendeur des lettres et des beaux-arts, est-elle d'ailleurs posée dans ses véritables termes, lorsqu'on oppose les siècles de Périclès et d'Auguste à ceux de Charlemagne et de Louis IX? Peut-on espérer du rapprochement de deux grandes périodes historiques, une appréciation exacte de leurs résultats scientifiques, littéraires, etc., en prenant l'une, à sa naissance, et l'autre, dans son entier développement?

Pour arriver sur ce point à une conclusion inattaquable, il faudrait, ce nous semble, mettre en regard les institutions antiques et celles du moyen-âge, dans chaque phase correspondante de leur formation, de leurs progrès et de leur décadence, et après avoir établi ainsi un parallèle entre les premiers législateurs de la France féodale, et leurs devanciers dans Athènes et dans Rome; après avoir comparé l'époque et les conceptions du fils de Pépin, à l'époque et aux conceptions de Thésée et de Numa, on trouverait enfin que si le régime græco-romain produisit les merveilles qui jetèrent tant d'éclat sur le nom de Périclès et le règne d'Auguste, la domination théologique-féodale a été suivie aussi du siècle des Médicis et de celui de Louis XIV.

Mais un système fondé sur le besoin d'enchaîner la férocité des peuples barbares, et constitué, comme si les mœurs ne devaient point s'adoucir, ni les lumières s'éten-

dre, ne pouvait conserver long-temps en entier le caractère d'utilité et de nécessité qu'il avait eu à son origine; aussi les précautions, primitivement protectrices, dont il avait entouré les diverses agglomérations sociales, répandues sur la surface de l'Europe, finirent-elles par devenir de plus en plus onéreuses, à mesure que des habitudes sédentaires et des dispositions pacifiques succédèrent au vagabondage guerrier, et que la décadence graduelle de l'esprit d'hostilité permit davantage d'espérer le maintien de l'ordre, sans subir indéfiniment les inconvéniens d'une tutelle armée, trop souvent oppressive. Le premier résultat de cette importante révolution, insensiblement opérée dans les mœurs des principales nations européennes, fut de faire prédominer la puissance spirituelle, d'attribuer à l'église plus d'influence qu'au *castel*, et d'ouvrir à la papauté les voies de la suprématie universelle. Cependant, pour se perpétuer dans cette autorité de confiance et de persuasion, pour propager et défendre la doctrine catholique, le sacerdoce dut s'attacher à conserver la supériorité intellectuelle, d'où dérivait sa supériorité sociale, et se livrer spécialement à la culture de la pensée. De cette application exclusive aux travaux de l'esprit, naquirent bientôt des spéculations scientifiques et morales, qui dépassèrent le dogmatisme pontifical (1). La partie

---

(1) Le clergé catholique a contribué aux progrès de l'esprit humain, non-seulement parce qu'il cultiva les lettres pour lui-même, et qu'il produisit des hommes assez éclairés pour aimer mieux se faire dissidens, que de rester stationnaires, mais encore parce qu'après la naissance des schismes et des hérésies, il chercha partout des auxiliaires instruits, s'efforça d'augmenter la masse de ses lumières et obligea ainsi ses adversaires d'accroître les leurs.

du clergé, chargée de l'enseignement, et par conséquent la plus instruite, arriva la première à des idées d'amélioration et de réforme, et secoua, autant qu'elle le put, sans arborer ouvertement l'étendart de la rébellion contre le saint-siége, le joug des maximes théocratiques les plus rigoureuses, établies autrefois sur un vaste territoire, où la loi humaine, selon l'expression de Montesquieu, ne produisait encore la règle qu'avec une tendance à l'anarchie. Les universités donnèrent le signal de l'insurrection qui, sous différentes formes, allait saper la puissance papale, et ruiner peu à peu la portion théologique de l'ordre social du moyen-âge. D'abord faibles et timides, elles n'attaquèrent que les prétentions du Vatican, qui leur parurent exagérées (1); mais le doute, jeté sur l'omnipotence et la raison suprême du chef de la catholicité, suffit pour constituer, au sein de l'église, cet esprit d'examen, sous lequel devait tomber, après plusieurs siècles d'une lutte opiniâtre, l'empire romain qu'avait fondé Hildebrand. En effet, ce que des docteurs prudens avaient entrepris avec circonspection et réserve, d'autres le tentèrent avec audace, étendant, tous les jours davantage, les droits du raisonnement au préjudice de la foi. Les prêtres et les moines scissionnaires se succédèrent rapidement en Angleterre, en France, en Allemagne et même en Italie (2); et à chaque essai de réformation, la hardiesse

---

(1) Le célèbre Hincmar, de Rheims, qui combattit les propositions du moine Gothescalc, sur la grâce, donna lui-même l'exemple de la résistance aux prétentions de Rome. Précurseur de Bossuet, il lutta à la fois contre les novateurs et le Saint-Siége : sa lettre à Adrien II est un précieux monument pour le gallicanisme.

(2) L'Italie, siége du pouvoir central de la chrétienté, devança les

des novateurs fut plus grande, leur opposition plus violente. On avait commencé par la résistance à l'absolutisme papal, on passa ensuite à la censure des lois sur la discipline, et l'on finit par s'attaquer au dogme, par soumettre à l'investigation de la raison humaine, des croyances données aux peuples sous le sceau de l'esprit divin. Gothescalc, Ratberg, le fameux Abeilard (1), Bérenger, Armand de Brèze, Marsile de Padoue, Arnaud de Brescia et Jean de Gand s'offrent aux premiers degrés de cette échelle révolutionnaire, sur laquelle nous rencontrons plus tard, Wiclef (2), Jean Huss et Jérôme de Prague, pour arriver enfin à Luther, à Zuingle, à Calvin, à Lélie et à Fauste Socin.

---

autres états catholiques dans la carrière de la philosophie, des lettres et des beaux-arts; elle vit briller sur elle le siècle de Léon X, avant que rien n'annonçât en France le règne de Louis XIV. Ses poëtes, Le Dante, Pétrarque et Boccace furent de vrais philosophes critiques à l'égard du pouvoir sacerdotal; le dominicain Savonarole subit le dernier supplice avec deux de ses confrères, soupçonnés comme lui d'hérésie, et réellement coupables d'avoir déclamé contre les excès d'Alexandre VI : le célèbre Pic de la Mirandole exposa hardiment aux censures ecclésiastiques ses doctrines néo-platoniciennes, et fut le devancier du dominicain Jordan Bruno, mort dans les flammes, en 1600, pour avoir reproduit le panthéisme de Xénophanes.

(1) « On enveloppa de mots sans idées les matières de foi, déjà si obscures par elles-mêmes, dit un historien du dernier siècle, et l'on crut les expliquer, en les rendant plus inexplicables. C'est ce qui perdit Abeilard, homme de génie, savant pour le temps où il vécut, vertueux après sa chute avec Héloïse, mais théologien téméraire et entêté de ses systèmes. Ses explications de la Trinité lui suscitèrent des accusateurs plus dangereux par leur crédit que par leur savoir. Un concile de Soissons le condamna sans daigner l'entendre. »

(2) Wiclef fut secondé, dans ses tentatives de réforme, par Geof-

Mais, tandis qu'au sein du pouvoir spirituel, renfermant à peu près toute la portion contemplative de la société, se développait nécessairement un principe révolutionnaire, en face d'une doctrine que ses fondateurs, maîtrisés par les besoins du temps, n'avaient pu baser sur la loi de la perfectibilité; tandis que les plus capables des théologiens travaillaient à la désorganisation lente du système théocratique, les plus puissans d'entre les seigneurs, en rompant violemment l'équilibre féodal, en s'appliquant à diminuer le nombre et la puissance de leurs rivaux, pour augmenter le nombre de leurs sujets, ruinaient de leur côté la partie temporelle d'un édifice social, de jour en jour moins propre à garantir les intérêts des nations, dans leur marche ascendante. Les rois successeurs de Hugues-Capet, furent les novateurs politiques de l'ordre théologique-féodal, comme Luther et Calvin en furent les novateurs religieux. L'affranchissement des communes, le droit d'appeler aux juges royaux des décisions des justices seigneuriales, le droit de guerre enlevé aux barons, etc., etc., tout cela ne porta pas des coups moins rudes, ni moins décisifs à l'économie féodale, que ceux dirigés par la raison insurrectionnelle de quelques membres du sacerdoce, contre les croyances qui avaient rendu le pouvoir sacerdotal prépondérant.

Cependant, à l'action révolutionnaire qui se manifestait dans chacun des élémens de l'organisation sociale, et qui

---

frei Chaucer, poète anglais, auteur de contes ingénieux, piquans, satiriques, où les moines et les superstitions vulgaires étaient livrés au ridicule. Chaucer, contemporain de Boccace, mourut en 1400, et fut inhumé à l'abbaye de Westminster.

les faisait se détruire par leurs propres armes, vint se joindre le combat des deux puissances constitutives, l'une contre l'autre (1). L'autorité temporelle, gênée par la suprématie, ou même par la simple rivalité de l'autorité spirituelle, se montra partout impatiente de briser ou de relâcher le lien qui l'attachait à Rome, et favorisa plus ou moins, selon les temps et les lieux, les entreprises des réformateurs, qui pouvaient affaiblir la domination du pape, ou l'influence des prêtres. En France, une grande partie de la noblesse embrassa le calvinisme, tandis que les princes d'Allemagne se faisaient luthériens. Le roi d'Angleterre, sans vouloir adopter des maximes religieuses trop démocratiques pour une monarchie, se sépara néanmoins de la communion romaine, en établissant une religion nationale; et son exemple fut suivi à demi dans d'autres états, où le monarque, tout en protestant de sa fidélité au catholicisme, refusa de reconnaître l'omnipotence pontificale, introduisit le patriotisme dans l'Église, et ne craignit pas d'opposer les libertés du pays à l'exigence ultramontaine, et à la conservation de l'unité catholique dans sa force et sa splendeur primitives. De son côté, le clergé, pour se venger de l'indocilité ou de la révolte des seigneurs et des rois, insista davantage sur les principes d'égalité renfermés dans l'Évangile, et prit quelquefois la direction critique, à l'égard des princes temporels. Des sermons de cour exprimèrent souvent une vive

---

(1) Pendant long-temps *les deux glaives*, malgré quelques jalousies accidentelles, restèrent unis dans l'intérêt commun. La religion prêtait son appui aux institutions militaires : les chevaliers eurent pour devise : *Dieu, le Roi et les Dames.*

sollicitude pour les souffrances populaires, ainsi qu'une censure hardie des vices, de la dureté et de l'orgueil des puissans de la terre; et la dissidence des deux classes qui avaient régi simultanément la société du moyen âge, dans l'état normal que ses lumières et ses mœurs pouvaient comporter; cette dissidence devint telle, que les prédicateurs se firent tribuns (1), pendant que les grands se piquaient d'être philosophes. Au milieu de tous ces débats se formèrent ensuite des penseurs, indépendans des passions nobiliaires et sacerdotales, étrangers aux démêlés des hérésiarques et du saint-siége, et laissant à la fois en arrière les controversistes de tous les partis. Tels furent Pomponazzi, Bruno, Campanello, Machiavel et Galilée, en Italie; Bacon, Hobbes et Locke, et Angleterre; Ramus, Montaigne, La Boétie, Charron, Bayle, Descartes et Gassendi, en France. Ainsi, les exercices rationnels qui résultèrent de la lutte de l'hérésie et de l'orthodoxie, produisirent de hautes spéculations scientifiques, comme les études auxquelles se livra le prêtre, pour rester digne de son ministère, et pour conserver une supériorité intellectuelle à laquelle était attachée la supériorité sociale, avaient donné naissance aux idées de perfectionnement et de réforme. Ainsi, les métaphysiciens et les savans vinrent achever la ruine que les théologiens raisonneurs avaient entamée, et préparer l'explosion qui devait déraciner entièrement l'arbre

---

(1) On peut consulter à ce sujet les sermons de quelques prédicateurs de la Ligue, ainsi que les écrits des jésuites Heissius, Mariana, Bécan, Fernand, etc.; dans le dernier siècle, l'abbé Fauchet, prêchant devant la cour, commença un jour en ces termes : « Je vais » remuer la boue du cœur humain, je vais parler des grands. »

théologique-féodal sur le sol de la France; et accélérer sa chute chez la plupart des autres nations de l'Europe.

De ce coup d'œil rapide jeté sur la désorganisation graduelle du système social que la révolution a entièrement détruit en France, on peut conclure que les deux élémens dont se composait le pouvoir qui dominait ce système, ne pouvant échapper au mouvement de perfectibilité imprimé à la société humaine, fournirent eux-mêmes, chacun de leur côté, les armes sous lesquelles ils devaient succomber à jamais, c'est-à-dire, que la féodalité enfanta les grands seigneurs ou les rois qui l'ont frappée à mort, et que la théologie donna naissance aux réformateurs qui lui ont fait perdre sa suprême influence. Il en résulte aussi que le sacerdoce et les hommes de guerre, réunis par une loi commune, à la fois religieuse et politique, qui ne pouvait avoir qu'une valeur temporaire, cessèrent de s'entendre dès que la nécessité et l'utilité de leur alliance furent moins senties, et qu'ils contribuèrent à hâter la décadence de leur crédit et de leur pouvoir, par de mutuelles attaques.

Comme la France est de tous les grands états monarchiques de l'Europe le seul où la révolution sociale, graduellement opérée pendant plusieurs siècles, ait été définitivement complétée par une crise violente, et constituée provisoirement autant qu'elle pouvait l'être, dans l'ordre politique, pour défendre le vide qu'elle avait fait, et que doivent combler désormais des travaux de réorganisation, il n'est pas sans intérêt de connaître ce qui a précédé ce vaste ébranlement, et d'observer la société théologique-féodale dans les phases diverses de son agonie.

Quand Louis XIV monta sur le trône, les seigneurs étaient vaincus et désarmés; Richelieu avait continué, à

leur égard, le système de Louis XI, et consommé à peu près leur ruine. D'un autre côté, la réforme religieuse avait obtenu, après cent ans de sollicitations trop souvent ensanglantées, ses *lettres de naturalisation;* le gallicanisme gagnait dans le clergé, et la philosophie contribuait, d'une manière plus ou moins directe, par ses hypothèses hardies(1), autant que les sciences physiques, par leurs brillantes découvertes, à détrôner les vieilles doctrines. Les grands voulurent pourtant profiter de la minorité du monarque pour se relever de leur chute, comme les théologiens s'emparèrent ensuite de sa vieillesse, pour reconquérir le terrain que leur avait fait perdre l'esprit de tolérance et d'examen: les premiers entreprirent la guerre ridicule de la Fronde; les seconds conçurent les dragonades et la révocation de l'édit de Nantes; mais ce furent les derniers symptômes de vie, ou plutôt les dernières convulsions de deux corps épuisés, irrévocablement dévoués à la mort. Les frondeurs devinrent courtisans; les persécuteurs du calvinisme combattirent eux-mêmes les prétentions de la cour de Rome, et se firent gallicans; de telle sorte que la désorganisation du système social, qui avait régi les peuples depuis Char-

---

(1) Voltaire prétend, dans son *Siècle de Louis XIV*, qu'à commencer par la philosophie, il n'y avait pas d'apparence, du temps de Louis XIII, qu'elle se tirât du chaos où elle était plongée. Sans chercher à deviner comment ce chaos aurait pu produire aussi subitement tant de lumières, nous oserons observer que le philosophe de Ferney avait oublié sans doute, lorsqu'il écrivait cette étrange phrase, le nom de Rabelais, de Montaigne, de La Boétie, de Bodin, de Lamotte-Levayer, de Descartes, de Gassendi, de Bacon et de Hobbes, qui fleurirent tous depuis la fin du seizième siècle jusques au milieu du dix-septième.

lemagne et Nicolas Ier, se trouva également avancée dans la direction spirituelle et temporelle. Les parlemens, qui n'avaient acquis de l'importance qu'à mesure que le pouvoir était échappé insensiblement au corps sacerdotal et à l'aristocratie militaire; les parlemens, fiers des lambeaux qu'ils avaient arrachés peu à peu aux anciens dominateurs de la France, s'étaient en vain flattés de pouvoir survivre à la dissolution d'un ordre social auquel leur existence était intimement liée. Malgré leur prétention de remplacer les pairs de la vieille monarchie féodale, ou de suppléer les états-généraux et de représenter ainsi la nation, ils partagèrent la défaite et l'humiliation des grands : la cour leur fit subir l'application du *væ victis*, et le prince leur garda rancune. S'ils firent des remontrances, elles ne furent plus écoutées, et ils durent enfin comprendre que c'en était fait d'eux, comme de toutes les autres branches de l'ancienne organisation sociale, quand Louis XIV, absorbé par les affaires du dehors, las des tracasseries domestiques, et cédant à la fougue de son caractère, fit entendre ces paroles fameuses : « L'état, c'est moi. »

Ce mot, que Napoléon a voulu reproduire en des circonstances tout-à-fait contraires, n'a pas peu contribué à faire peser sur la mémoire du grand roi, le reproche d'impopularité. Cependant, si l'on réfléchit que le peuple n'était pour rien dans cette boutade du maître; qu'il était alors inaperçu dans la sphère politique, et que la déclaration superbe de l'autocrate de Versailles ne s'adressait qu'aux classes privilégiées qui avaient aussi l'ambition de renfermer l'état en elles-mêmes, et qui déjà étaient signalées comme oppressives dans tous les écrits populaires, on finira par se convaincre que le langage despotique de Louis XIV fut plus hostile aux prétentions

féodales, ultramontaines et parlementaires, qu'aux intérêts nationaux, et qu'il ne fit qu'exprimer, le plus laconiquement possible, l'état d'anéantissement où étaient tombées les anciennes puissances sociales, et qu'applanir, bien innocemment sans doute, les voies à la révolution. L'absolutisme de ce prince influa d'ailleurs d'une autre manière sur le mouvement national de 1789; il jeta dans l'opposition les corps intermédiaires, et les força de se réclamer de la nation, pour sortir de l'abaissement où ils étaient plongés, et de provoquer la convocation des états généraux (1). C'est du sein des vieilles institutions que partit le signal du combat, au milieu duquel elles devaient manifester toute l'impuissance de la décrépitude, et vérifier la justesse du mot de Louis XIV, relativement à elles; et cependant, bien que leur destruction n'ait été que le résultat inévitable des progrès de l'esprit humain; bien qu'elle se soit opérée insensiblement, durant plus de trois siècles, par une force irrésistible et par leur propre impulsion, il est des hommes qui croient à la possibilité de rétablir ces institutions, comme si leur chute avait été accidentelle, et les avait surprises en état de jeunesse et de vigueur (2). A ces amis trop fidèles du passé, nous rappellerons un passage remarquable du *troisième cahier du Catéchisme des industriels*, où M. Auguste Comte s'exprime de la ma-

---

(1) Dans le dix-huitième siècle, les grands seigneurs se piquèrent d'incrédulité, les abbés parlèrent de liberté, et les parlemens invoquèrent l'intervention de la représentation nationale.

(2) Ce sont ces hommes qui disent sérieusement que si l'on eût comblé le déficit des finances, neutralisé à temps l'audace de Mirabeau ou décidé Louis XVI à des actes de vigueur, la révolution n'aurait pas eu lieu.

nière suivante : « La chute du système féodal et théolo-
» gique, dit-il, ne tient point comme ils (les rois) le
» croient, à des causes récentes, isolées et en quelque
» sorte accidentelles. Au lieu d'être l'effet de la crise,
» elle en est au contraire le principe : la décadence de ce
» système s'est effectuée d'une manière continue pendant
» les siècles précédens, par une suite de modifications,
» indépendantes de toute volonté humaine, auxquelles
» toutes les classes de la société ont concouru, et dont les
» rois eux-mêmes ont été souvent les premiers agens, ou
» les plus ardens promoteurs. Elle a été, en un mot, la
» conséquence nécessaire de la marche de la civilisation.

» Il ne suffirait donc pas, pour rétablir l'ancien sys-
» tème, de faire rétrograder la société jusqu'à l'époque où
» la crise actuelle a commencé à se prononcer. Car, en
» admettant qu'on y parvînt, ce qui est absolument im-
» possible, on aurait seulement replacé le corps social dans
» la situation qui a nécessité la crise. Il faudrait donc, en
» remontant les siècles, réparer successivement toutes les
» pertes que l'ancien système a faites depuis six cents ans,
» et auprès desquelles ce que lui ont enlevé les trente
» dernières années n'est d'aucune importance.

» Pour y parvenir, il n'y aurait d'autre moyen que d'a-
» néantir un à un tous les développemens de civilisation
» qui ont déterminé ces pertes... Mais après avoir vaincu
» tant de difficultés, dont la moindre, considérée isolé-
» ment, est au-dessus de tout pouvoir humain, on n'au-
» rait encore obtenu rien autre chose que d'ajourner la
» chute définitive de l'ancien système, en obligeant la
» société à en recommencer la destruction, parce qu'on
» n'aurait pas éteint le principe de civilisation progressive,
» inhérent à la nature de l'espèce humaine. »

Nous n'ajouterons rien à ce raisonnement : s'il embarrasse tant soit peu ceux de nos publicistes qui veulent marcher en arrière *quand même*, il pourra par compensation inspirer quelque sécurité à ceux de nos philosophes, que le tableau fantasmagorique de la rétrogradation a parfois émus trop vivement.

P. M. L.

DE LA DIVISION DU POUVOIR.

(Premier article.)

La division, en pouvoir spirituel et pouvoir temporel, est bonne au point qu'elle n'est plus susceptible d'aucune amélioration ; elle dérive directement de la division de nos facultés en faculté de considérer les choses *à priori* et faculté de les envisager *à posteriori*.

(Saint-Simon, *Mémoire sur la science de l'homme.*)

La théorie de la division du pouvoir, comme toutes celles relatives à l'homme et à la société, est assujétie à la loi générale du développement de l'espèce humaine ; elle est soumise aux modifications que les progrès généraux de la civilisation introduisent à chaque période révolutionnaire, dans l'économie sociale. En termes plus précis, la division du pouvoir, entendue dans ce sens, qu'elle est un moyen de mettre en action les élémens sociaux qui tendent le plus activement au but de la société, prend sa source à

chaque époque dans la distinction de ces élémens, qui, de leur état primitif de confusion, se sont divisés définitivement en deux classes, capacités théoriques et capacités pratiques; division que Saint-Simon a rattachée à la nouvelle classification qu'il a conçue des facultés humaines et qu'il a donnée pour base de tous les travaux philosophiques ou physiologiques, relatifs à l'individu comme à l'espèce : *faculté de considérer les choses* A PRIORI, *faculté de les envisager* A POSTERIORI. A mesure que l'on aperçoit les élémens fondamentaux de la société se faire jour à travers la grossière enveloppe de leur enfance, on constate que les formes du pouvoir social se généralisent davantage, qu'elles se dessinent plus nettement, et qu'enfin, d'instrumens de violence et de commandement qu'elles étaient d'abord, elles se changent de plus en plus en moyens de persuasion et de démonstration. Le pouvoir social, ainsi que la science et l'industrie, n'admet, dans l'état de barbarie des sociétés, aucune division bien marquée; le chef d'une tribu sauvage est à la fois juge et bourreau; si d'une part il cumule toutes les fonctions du pouvoir, de l'autre son autorité ne s'exerce que par une action brutale et dans un but accidentel; ces moyens de gouvernement correspondent à l'état d'ignorance et d'imprévoyance de la nation. En suivant, de ce premier état, le développement graduel des sociétés, on trouve une seconde époque bien marquée par la naissance du pouvoir législatif, comme moyen permanent, amélioration qui suppose déjà un plus haut degré de prévoyance, et un but de quelque généralité. Enfin, dès que l'intelligence sociale, c'est-à-dire, les membres de la société, doués au plus haut degré de savoir et d'imagination, parvient à embrasser la société comme un tout,

et à lui assigner un but général d'activité, elle tend incontinent à discipliner, par l'éducation, les générations à venir, et le pouvoir ajoute à ses attributions, jusques là temporelles, des attributions spirituelles. Chacun de ces accroissemens des moyens du pouvoir, nécessite, par la suite, une nouvelle répartition systématique d'attributions entre les diverses capacités qui concourent à la direction de la société; c'est ainsi que se créa la division en pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, chez les peuples anciens, et la division plus générale du temporel et du spirituel au moyen âge.

Ce premier aperçu très-général, nous permet de marquer le rang et l'importance que doit occuper la question de la division du pouvoir dans la physiologie sociale. Diviser le pouvoir, signifie en répartir les attributions entre les différentes aptitudes qui le composent; la division du pouvoir est donc avant tout subordonnée à sa compétence; il faut s'être rendu un compte exact des fonctions auxquelles il est appelé, pour concevoir le mécanisme qui lui convient le mieux; la recherche des attributions du pouvoir dépend nécessairement de la loi générale et du but de la société. Ainsi la question de la division du pouvoir, quelque capitale qu'elle soit en elle-même, n'occupe qu'un rang secondaire dans l'ordre philosophique des grands problèmes sociaux; elle y est dominée par plusieurs séries d'idées supérieures, et l'on est en droit de récuser la solution qui en serait offerte, isolée de considérations philosophiques et de politique générale. Cette observation est commune à toutes les questions de détail : plus elles sont subalternes, plus il est indispensable de les traiter par les idées qui leur sont superposées; et bien que la prétention d'organiser la société *à poste-*

riori, c'est-à-dire par la combinaison des infiniment petits, indépendemment de toute idée générale antérieure, soit tellement en faveur chez le plus grand nombre des publicistes, qu'elle exige une réfutation étendue et spéciale, nous nous bornerons dans cet article, en énonçant cette proposition, à renvoyer le lecteur aux travaux précédemment publiés dans *le Producteur*, sur les méthodes par lesquelles l'esprit humain s'est perfectionné ; il y trouvera, au prix de quelque étude, la démonstration que nous lui offrirons plus tard dans un travail spécial.

La compétence du pouvoir, en d'autres termes, la nature et l'étendue des fonctions auxquelles il est appelé, dérive directement du fait qui donne naissance au pouvoir dans la société, et qui tout à la fois rend raison de la perfectibilité de l'espèce humaine, l'existence de grandes *anomalies* morales. A toutes les époques et chez toutes les nations, des hommes privilégiés sous le rapport de l'intelligence et du sentiment, s'élèvent en petit nombre au dessus des autres, montent quelques échelons de la civilisation humaine, et impriment le même mouvement à tout ce qui les entoure. C'est ainsi que l'influence des esprits supérieurs devient la cause déterminante de la constitution du pouvoir, et la constitution du pouvoir réagissant sur la cause, accroît ensuite considérablement cette influence en transformant l'action individuelle, momentanée et discordante des diverses supériorités morales, en une action générale, permanente et harmonique. C'est par la conception, nous ne dirons pas de l'inégalité, mais des *anomalies* intellectuelles, d'après l'expression de Saint-Simon, que s'explique la perfectibilité de notre nature; sans cela la raison de la subordination des masses aux volontés d'un petit nombre manque, la foi reste un mystère impénétra-

ble. Le besoin de lutter contre la nature extérieure et contre tout ce qui lui est assimilé motive seulement la société; mais l'existence et la constitution politique des anomalies sociales motivent son perfectionnement.

Ce n'est point ici le lieu de rechercher quels sont les inconvéniens attachés au fait nécessaire de la constitution du pouvoir social; il nous suffit d'en avoir montré les causes effectives et d'en pouvoir constater la destination.

Les principales attributions du pouvoir, consistent donc à transmettre à la masse de la société les moyens de perfectionnement physique et moral, découverts par le génie des hommes supérieurs; il est naturellement chargé de l'éducation et de l'administration sociales; il remplit la première de ces missions par l'enseignement et la seconde par le commandement. Comme dérivation de ces fonctions, il entre encore dans les attributions du pouvoir de supprimer ce qui porte atteinte à l'ordre matériel, qu'il a adopté comme base de son action sur la société.

La compétence du pouvoir semble ainsi clairement déterminée : elle comprend l'éducation, l'administration et la police de la société.

En comparant ces premières données théoriques, sur la compétence et le but du pouvoir social, aux faits généraux du passé, on ne peut méconnaître qu'elles sont pleinement confirmées par eux. L'histoire nous montre chez tous les peuples, qui ont exercé quelque prépondérance sur les destinées du genre humain, cette triple action du pouvoir social se manifestant avec la dernière évidence. L'éducation, comme force préventive; l'administration, comme force directrice, et la police, comme force répressive, se retrouvent chez les nations anciennes, chez les Européens du treizième siècle, et chez tous les peuples civilisés du

dix-huitième. Peu importe à notre objet actuel, que la nature de l'éducation ait changé, que la croyance en une multitude de dieux ait été remplacée plus tard par la croyance en un dieu unique, que les sentimens exclusifs de nationalité aient été modifiés par leur mélange avec le sentiment, plus large, de la philantropie chrétienne; peu importe que l'administration ait été placée dans les mains de l'aristocratie ou de la démocratie, qu'elle se soit exercée à l'occasion de la guerre d'abord, et tende de plus en plus à s'exercer au profit de l'industrie, de la science et des beaux-arts; peu importe que la police ait eu dans son origine une puissance énorme qui va sans cesse décroissant; peu importe enfin que les diverses attributions d'enseignement, d'administration et de police soient réunies dans les mêmes mains on qu'elles soient confiées à des magistratures diverses, il suffit que nous en retrouvions partout les signes caractéristiques et distincts (1); dès lors nous sommes fondés à les adopter comme bases scientifiques de la compétence du pouvoir.

Cependant les fonctions que nous venons d'attribuer au pouvoir sont, à l'exception de celles de police, méconnues ou niées par la plupart des publicistes modernes; les uns semblent ne pas même se douter que le pouvoir puisse avoir

---

(1) Nous nous croyons dispensés de rapporter ici les faits historiques qui attestent la réalité des attributions que nous assignons au pouvoir, parce que ces preuves sont dans la mémoire de tout le monde. C'est l'occasion de faire remarquer que nos vues historiques ne se fondent nullement sur la découverte de faits plus ou moins curieux, mais sur une nouvelle manière d'envisager les faits importans.

d'autre emploi que celui de réprimer les délits et veiller à la sûreté publique ; les autres, traitant directement la question, condamnent toute action de la puissance publique qui sort des limites de l'arbitrage judiciaire ; maintenir la liberté et l'égalité de droits, telle doit être à leurs yeux son unique destination. Ils voient, dans un code pénal, la loi fondamentale de la société, et ont imaginé, au mépris de tous les exemples, que les peuples doivent se civiliser d'eux-mêmes.

Sous l'une ou l'autre des deux formes que nous venons d'indiquer, cette opinion a envahi la société ; elle est, en ce moment, une grande cause d'égoïsme et un grand obstacle à la rénovation des idées et des sentimens généraux : à ce titre, elle mérite quelqu'attention. Examinons d'abord à quelles circonstances elle doit son existence.

Le grand mouvement intellectuel qui s'est fait sentir en Europe depuis la réforme, manifeste deux tendances distinctes : l'une purement critique et l'autre organique ; la première, jusqu'à ce jour prépondérante, parce que dans l'ordre naturel des faits elle doit précéder l'autre, et parce que les résistances énormes qu'elle a rencontrées, exigeaient l'emploi de toutes les forces physiques et morales de la société ; la seconde, singulièrement gênée dans son accroissement par l'activité de la critique, et prenant sa base dans des progrès de diverse nature, isolés les uns des autres, et susceptibles d'être perçus sous leur aspect organique par un très-petit nombre d'esprit, jusqu'au moment où ils ont été ralliés par Saint-Simon à la science générale que son génie a constituée. Il était plus spécialement dans la nature de l'œuvre critique, de commencer par des actes de détails, des efforts confus et incohérens, et de s'étendre et se coordonner de bas en haut ; la pre-

mière et très-incomplète coordination fut le point d'appui de la réforme ; la seconde, plus complète, a produit la révolution française ; c'est à rectifier et épurer celle-ci que s'évertuent de nos jours un grand nombre d'intelligences, captivées par le souvenir récent de sa toute-puissance, ou préoccupées par les nécessités de leur éducation.

Cette direction des esprits vers la destruction du catholicisme et de la féodalité est graduellement devenue plus intense et plus générale depuis le seizième siècle jusqu'à la fin du dix-huitième. A cette dernière époque la critique avait entraîné toutes les capacités sociales et les menait en masse à l'assaut de l'édifice battu en ruine depuis trois siècles. Alors il fut indispensable de montrer un but, de créer un langage et de systématiser des idées en rapport avec l'action révolutionnaire ; et l'on a vu naître les théories des droits de l'homme, proclamer le principe absolu de la liberté avec ses garanties. Qu'on lise toutes les constitutions décrétées depuis 1789 jusqu'à celle de Portugal, et l'on avouera qu'elles ne contiennent que des commentaires plus ou moins ingénieux du principe de la liberté individuelle, amalgamés avec ce que la prudence ou la nécessité y ont conservé de féodalité et de catholicisme. Ainsi, depuis un demi-siècle, nous vivons dans une sphère d'activité spéciale où le principe critique domine nécessairement toutes nos conceptions. On ne saurait nier cette vérité sans nier en même temps le fait évident que, depuis trois siècles, les forces morales et physiques de la société se sont successivement ralliées à un centre d'opinions dont la direction principale était le renversement de la constitution du moyen âge ; car de ce dernier fait envisagé dans toute son étendue, résulte la conséquence, que l'esprit humain, livré presque exclusivement à une

grande tâche, qui comprenait deux cents ans de travaux préparatoires et une crise de trente années, telle que l'Europe n'en vit jamais d'aussi violente depuis l'invasion des barbares, se trouvait dans les conditions les plus défavorables possibles pour embrasser impartialement sous toutes ses faces le problème de la constitution sociale. Ajoutons que chaque génération, comme chaque homme, a son caractère et son rôle à peuprès invariables, et qu'il serait injuste, on pourrait presque dire absurde, d'exiger de la génération et des individus auxquels nous devons l'œuvre de la révolution française, une *flexibilité* que ne comporte pas ordinairement notre nature morale, mais qu'*elle* comporte encore bien moins aux époques où elle a dû prendre une énergie extraordinaire et un caractère décisif d'activité pratique.

C'est au milieu de prédispositions ou d'événemens violens, que s'est produite à plusieurs reprises, et notamment par la constitution de l'an 3, l'opinion qui *refuse* au pouvoir le droit d'enseignement et *de direction*, pour le restreindre à de simples fonctions *de* police, opinion qui naît d'un sentiment honorable et d'une conception étroite : le sentiment des maux causés par les gouvernemens, la conception du pouvoir par épuration des systèmes en vigueur depuis cinquante années. Cette opinion, poussée dans ses dernières conséquences, paralyse totalement toute action générale sur la société; elle supprime toute puissance de cohésion, et livre le pouvoir, réduit à quelques juges et à quelques commis, à la merci de la première faction audacieuse; l'histoire du gouvernement directorial, que nos utopistes trouvent sans doute encore trop vigoureux, montre cette vérité dans tout son jour.

Mais indépendamment de l'absurdité de ses consé-

quences, l'éternelle objection, tirée des abus de la puissance, n'est autre en elle-même que la négation du pouvoir social, qui ne peut exister sans activité et sans corps, et qui, comme tous les êtres organisés, ne se meut qu'au prix de quelques frottemens, qu'au détriment de quelques intérêts. C'est, disons-nous, la négation du pouvoir, car lui refuser le mouvement, qu'est-ce autre chose que le nier? L'enlacer dans un système compliqué de garanties et de contre-poids qui le dominent, qu'est-ce autre chose que paralyser tous ses mouvemens? Aussi le fait a-t-il perpétuellement démenti les théories sociales fondées sur l'idée de contre-poids politique. Nous avons vu constamment le pouvoir et les garanties se fondre ensemble, ou entrer directement en lutte jusqu'à ce que leur position respective ait été changée. L'Angleterre même ne maintient sa constitution que par la prédominance du pouvoir aristocratique qui a confisqué, de fait, les garanties les plus importantes en conservant leurs formes; et la constitution anglaise, nous l'avons prouvé dans de précédens articles, n'est que la fille stérile de la politique du moyen âge, et de la critique du dix-septième siècle, elle renferme tout juste les élémens nécessaires de sociabilité; elle favorise le développement de certaines activités individuelles et physiques jusqu'à un haut degré; mais elle ne recèle le germe d'aucun progrès social, d'aucun progrès réellement industriel, scientifique ou sentimental : l'état stationnaire de l'Angleterre, sous ces trois rapports, en est la preuve irrécusable. (1) Vainement prétendrait-on que le principe

(1) On pourrait s'étonner d'entendre que l'Angleterre n'a pas fait pour son propre compte de *progrès industriels*, depuis long-temps,

de la liberté permet du moins l'existence et l'action d'un pouvoir chargé des fonctions de police, lorsque l'on est placé dans l'alternative, ou de voir ce centre d'action sociale usurper les attributions qu'on lui dénie, ou de l'entourer de tant de liens qu'il ne puisse rien, même pour la paix publique.

Des essais dans ce genre ont été tentés à bien des reprises, et le pouvoir s'est constamment joué des garanties, les a franchies pour marcher à une domination plus étendue, aux applaudissemens de la société elle-même ; ou bien les garanties ont anéanti le pouvoir, l'ont divisé à l'infini pour transporter l'action sociale aux mains des individus, se gouvernant alors les uns les autres quoique incapables de comprendre en quoi consiste l'action de gouverner, s'éclairant les uns les autres quoique dépourvus de science, se moralisant les uns les autres quoique pétris d'égoïsme et d'intérêt personnel. C'est ainsi, du moins, que la critique perfectionnée explique le mécanisme du pouvoir et tout le mécanisme social à l'abri duquel elle se représente la société, se perfectionnant sans cesse à peu près comme nous pouvons nous représenter les causes premières du mouvement et de la ma-

---

faute d'avoir nettement compris le sens que nous attachons aux mots de progrès industriels. Nous n'entendons pas par là l'accumulation des moyens matériels et techniques de production, mais les modifications théoriques et pratiques que subit, dans l'intérêt d'une meilleure coordination des forces productives de la société, une première coordination de ces forces ; par exemple, le moyen âge marque un progrès industriel, par rapport aux Grecs, attendu que la relation du serf au seigneur est une coordination de forces supérieure à la relation de l'esclave au maître.

tière, ou comme les alchimistes se formaient l'image de l'accomplissement du grand-œuvre.

Du reste, que l'on ne s'imagine pas que les adversaires du pouvoir soient dépourvus totalement de la connaissance du passé des sociétés humaines, ils comptent dans leur rangs et à leur tête, tout au contraire, des observateurs remplis de faits étudiés approfondis jusque dans les moindres détails; il y a plus, leurs études historiques confirment merveilleusement leur système, auquel il ne manque au total qu'une valeur d'application. Mais si l'on réfléchit que leur manière d'envisager l'histoire n'est qu'une conséquence du système lui-même, alors on déplore tant de travail et quelquefois d'intelligence employés à ne rien prouver. Expliquons davantage notre pensée. L'appréciation des phénomènes humains, en d'autres termes, la classification ou le caractère que nous leur assignons, le jugement que nous en portons, supposent toujours qu'une idée générale, un sentiment, un principe, comme il plaira de dire, préside à l'acte intellectuel, et que c'est de la comparaison des phénomènes et de cette pensée première que sort notre opinion. Que l'idée supérieure soit plus ou moins vague ou précise, plus ou moins fausse ou vraie, il est nécessaire qu'elle soit préexistante. Il résulte de là deux conséquences : le phénomène soumis à notre appréciation, ou plutôt soumis à l'épreuve de l'idée prédominante, sera caractérisé en raison de ses rapports avec elle, il sera bon ou mauvais, utile ou nuisible, juste ou injuste, selon qu'il lui sera homogène ou non; c'est elle qui prononce, et l'observateur n'est plus que son organe plus ou moins habile. La seconde conséquence est que cette idée première, tant que l'observateur ne l'abandonnera pas, le sépare de toutes les con-

ceptions plus générales, attendu qu'elle implique contradiction avec leur existence; elle réduit tout à ses dimensions, car elle ne perçoit un plus grand objet que par son application successive à chacune de ses parties; elle ne peut avoir connaissance du *tout*, parce quelle ne peut l'embrasser. Eh! bien, les esprits préoccupés par la critique réduite en principe de liberté individuelle, ne peuvent rien apercevoir au-delà, même en présence des faits les plus énergiques; l'admettre comme idée générale, c'est nier *a priori*, l'existence des idées plus générales d'ordre et d'organisation sociale, c'est s'interdire l'examen de ces idées, car l'analyse de leurs élémens ne saurait y conduire, puisque le principe qui préside à l'analyse doit en supprimer toutes les parties constitutives de l'idée générale. Donnez à un esprit ainsi préoccupé la tâche d'expliquer les annales des peuples, il y verra principalement les actes ou les institutions qui portent atteinte à la liberté individuelle, et s'il y aperçoit quelque germe de perfectionnement, ce sera l'invention de la scie ou celle du rabot, la découverte de la boussole ou de l'imprimerie, tous faits de détail, qui n'ont qu'une valeur accessoire, dépendante de leurs rapports avec l'organisation sociale; donnez un sujet de même nature à Bossuet, à Montesquieu, à un homme de génie porté vers les idées générales, et vous le verrez enfanter l'Histoire universelle, ou l'Essai sur la grandeur et la décadence des Romains. Les premiers tendront toujours vers ce qu'il y a d'homogène à la sensation physique, ils décomposeront les phénomènes jusqu'au point où ils cessent d'être perceptibles, les seconds rallieront les idées par masses, embrasseront des peuples divers dans leurs aperçus, et les feront mouvoir d'ensemble avec le genre humain, avec

l'univers et ses dieux. Il existe donc une opposition complète entre la vue des uns et celle des autres, et l'investigation historique de l'individualiste ne saurait rien découvrir au-delà de la portée de son esprit, ou ce qui est la même chose, de son système ; et toutes ses découvertes ne prouveront rien sinon qu'il est dominé par son système. On aurait tort de s'irriter contre cette explication toute physiologique de la tendance des idées et des travaux historiques, politiques et philosophiques du temps actuel ; n'a-t-on pas vu mainte fois les sociétés frappées d'un aveuglement analogue ? Le passage du polythéisme au théisme n'a-t-il pas été marqué chez les Grecs et chez les Romains, par des doctrines qui, sous différens noms, n'avaient toutes qu'une valeur critique. Alors comme dans ces derniers siècles, la critique n'a-t-elle pas commencé à se systématiser par le scepticisme ? Et ne peut-on pas entrevoir déjà qu'elle doit finir aujourd'hui comme autrefois par une espèce de stoïcisme, avec cette différence toutefois qu'au milieu de notre civilisation, l'empire du stoïcisme moderne sera nécessairement faible et passager, et que la postérité loin d'en réhabiliter la mémoire et les doctrines, d'en préconiser les vertus austères, ne l'envisagera que comme une prétention bizarre et sans conséquence.

Nous sommes forcés de borner à ces considérations principales, l'examen de l'objection des individualistes sur l'étendue et la nature des attributions du pouvoir, pour reprendre le développement de notre idée fondamentale, qui d'ailleurs est par elle-même la réfutation du système qu'on lui oppose, et qui nous eût semblé une réponse suffisante, pour tous autres que des contradicteurs prévenus et des juges nécessairement partiaux.

La division du pouvoir naît de la nature et de la classi-

fication de ses attributions, comme toute division du travail naît de la nature de l'œuvre proposé, et de la distinction de ses parties. Ainsi, en attribuant au pouvoir, l'enseignement, la direction, et la police de la société, nous avons implicitement résolu la question de sa division principale, qui, pour correspondre à ces trois objets divers, doit consister en pouvoir enseignant ou spirituel, pouvoir administratif ou temporel, et pouvoir de police ou gouvernemental.

Cette dernière section du pouvoir ne doit être dans la constitution future qu'un appendice ou une subdivision du pouvoir temporel. Mais, se présentant dans le passé comme auxiliaire de l'action, soit du spirituel, soit du temporel, le pouvoir gouvernemental, a conservé jusqu'à présent, un caractère extérieur qui ne permet de l'assujétir à notre classification définitive, qu'après avoir dévoilé sa nature intime; circonspection d'autant plus nécessaire que l'état actuel des sociétés, et la disposition temporaire des esprits favorise singulièrement l'opinion que cette fraction du pouvoir en est l'élément principal, et même l'unique élément. Il est d'ailleurs plus conforme à l'ordre des choses d'exposer préalablement la division plus générale en pouvoir spirituel et pouvoir temporel, et les effets principaux de cette division, par rapport au perfectionnement de la société, pour passer ensuite aux considérations sur la nature et les modifications du pouvoir gouvernemental.

Le rapport existant entre la division du pouvoir et ses attributions, ne dérive pas seulement de la distinction des attributions diverses du pouvoir, il résulte d'une loi plus générale de l'esprit humain qui domine l'activité individuelle et sociale dans toutes leurs directions; c'est la distinction de nos facultés en faculté d'envisager les choses

à priori, et faculté de les considérer *à posteriori*. Cette double faculté se manifeste dans l'individu, par le travail qu'il fait continuellement pour mettre en harmonie, les unes avec les autres, ses idées générales et ses idées particulières, appréciant alternativement les détails par l'ensemble et l'ensemble par les détails, c'est-à dire, apercevant d'un premier point de vue les idées spéciales à travers le prisme de l'idée générale, et d'un autre point de vue, l'idée générale à travers le prisme des faits particuliers, selon qu'il se place dans la sphère des généralités ou dans celle des considérations spéciales. Elle se manifeste dans la société par la distinction de l'élément scientifique et de l'élément industriel qui, combinés l'un et l'autre avec l'action des sentimens des beaux-arts, donnent lieu à deux séries de travaux productifs d'une égale utilité.

« Le pouvoir spirituel est l'application politique de no-
» tre faculté d'envisager les choses *à priori*, de même que
» les pouvoirs temporels sont l'action politique résultante
» de notre faculté de les envisager *à posteriori*. » (1) Cependant la puissance de l'intelligence humaine est limitée dans l'une et l'autre direction : « Considère-t-on les cho-
» ses *à priori*, c'est avec facilité qu'on descend les pre-
» miers échelons ; mais plus on s'éloigne du point de départ
» et plus la marche est incertaine pour parcourir l'espace
» qui sépare le fait général des faits particuliers. L'incon-
» vénient opposé arrive quand on part des faits particuliers
» pour remonter au fait général : on monte facilement les
» premiers échelons, mais les pas suivans pour s'élever

---

(1) Saint-Simon, *Mémoire sur la science de l'homme ;* voyez le 3e volume du *Producteur*, page 441.

jusqu'au fait général deviennent très-incertains » (1). Si l'on considère maintenant que la tâche intellectuelle du pouvoir social, tel qu'il doit être conçu, embrasse l'ensemble des faits particuliers et les idées les plus générales, placés les uns par rapport aux autres, à la plus grande distance possible, l'excellence de la division du pouvoir en deux corps politiques, dont l'un, se composant des premiers théoriciens, a mission d'envisager les faits sociaux *à priori*, et dont l'autre se composant des premiers praticiens, a mission de considérer les faits *à posteriori*, acquiert le plus haut degré d'évidence.

La classification que nous avons donnée des attributions du pouvoir, se trouve en rapport parfait avec ces deux genres de capacité, et il ne saurait en être autrement puisqu'elle est fondée sur l'observation de faits qui sont eux-mêmes le produit des facultés humaines.

Considérée relativement aux besoins de la société, la division du pouvoir en pouvoir spirituel et pouvoir temporel, répond aussi exactement que possible à tous les besoins sociaux, qui se distinguent en deux branches, correspondantes chacune à l'un de ces deux pouvoirs.

L'enseignement exige précisément l'action des théoriciens ou du pouvoir spirituel. Cette proposition ressort directement de l'explication que nous avons donnée précédemment du but du pouvoir et des causes de son existence. L'enseignement a particlièrement pour but d'élever la masse de la société aux idées et aux sentimens possédés par les intelligences supérieures. A cet égard, les besoins du plus

---

(1) *Idem, idem.*

grand nombre se caractérisent par l'incapacité dont la plupart des hommes sont frappés de concevoir d'eux-mêmes un système d'idées générales en harmonie avec leurs idées particulières, et tout à la fois par la nécessité et l'utilité pour eux de rallier leurs idées et d'acquérir ainsi le moyen de concentrer leurs efforts vers un but commun, distinct et élevé. La masse vouée à l'activité physique, n'éprouve pas, il est vrai, le besoin d'être initiée au travail intérieur qui se fait dans l'esprit du savant et du philosophe, mais elle leur demande communication des idées qu'ils ont conçues en résultat de leurs méditations; elle leur demande un but et le meilleur but possible sans prétendre le juger autrement que par l'épreuve qu'elle en fait dans l'application. Il existe donc un rapport parfait entre le besoin d'enseignement éprouvé par les masses et la capacité théorique du corps qui préside à l'enseignement, sous le nom de pouvoir spirituel.

La direction de la société par un pouvoir d'une autre nature que l'on a appelé pouvoir temporel, suppose un autre ordre de besoins, un autre mode d'activité. Si l'on a nettement compris la distinction que nous avons citée, de Saint-Simon, on apercevra que le pouvoir spirituel ne remplit que la moitié de la tâche imposée à l'intelligence humaine : il rassemble et coordonne les idées les plus générales et nous fournit en elles un moyen d'envisager tous les faits *à priori*. Mais une autre coordination s'opère par le procédé inverse, elle donne lieu à une généralisation d'idées prise dans la considération et la comparaison des détails ; elle exige une capacité de nature différente, la capacité pratique, la faculté de comparer et de coordonner les faits, d'en saisir les caractères généraux. De ce travail naissent des idées d'une généralité secondaire qui

ne sont pas moins nécessaires que les premières à l'action sociale, qui ne sont pas moins sollicitées par le besoin des masses. Au milieu de la somme presqu'infinie de nos sensations prises dans leur état de plus grande simplicité, il est assez facile de composer de premiers et nombreux grouppes d'idées homogènes ; une seconde généralisation devient plus difficile et plus fautive ; enfin le travail poussé jusqu'à l'extrême par la réduction de ce nombre infini d'idées en une idée générale montrerait une foule de rapports non perçus, un grand nombre de faits vus seulement sous une seule face (1). Ce travail est utile et indispensable ; il supplée à l'insuffisance du travail inverse, lorsqu'il se renferme dans certaines limites ; il exige aussi une capacité spéciale de beaucoup supérieure au sens commun.

L'utilité et la nécessité du pouvoir temporel, chargé de cette seconde mission, sont maintenant faciles à comprendre : ce pouvoir établit et maintient dans l'action sociale l'ordre convenable, pour qu'elle tende plus librement vers le but général marqué par le pouvoir spirituel ; il perfectionne continuellement la classification *a posteriori* des élémens qui composent la société ; plus rapproché des phénomènes de l'ordre inférieur, il en aperçoit plus distinctement les mouvemens ; en rapport immédiat avec les faits matériels, il est spécialement ap-

(1) M. Guizot, dans son Introduction à l'Encyclopédie progressive, a parfaitement senti cet inconvénient, mais il a eu tort d'en conclure qu'il était impossible de lier entr'elles les idées d'un certain ordre de généralité ; la conséquence qu'il devait en tirer, c'est qu'il faut alors abandonner le mode de procéder *à posteriori*, et se reporter à une vue très-générale pour coordonner les faits *à priori*.

proprié aux besoins continuels et variables de direction qu'éprouvent les masses dans leur progression vers l'ordre général.

Pour nous résumer sur la division en pouvoir spirituel et pouvoir temporel : ces deux pouvoirs sont d'une égale importance, et se font équilibre l'un à l'autre ; car, si le premier règne dans la région la plus élevée, le second domine sur la plus étendue, si l'un perfectionne les idées et les sentimens, l'autre dirige les actions et fraie la route aux améliorations matérielles ; le pouvoir spirituel ne prime pas le temporel ni celui-ci le spirituel : ils agissent tous deux sur le même objet, mais par un mode différent qui écarte la possibilité d'une compétition fondamentale ; ils se prêtent au contraire un mutuel appui, car l'action exercée par l'un sur la société, favorise nécessairement l'exercice de l'action de l'autre : plus la masse est moralisée par l'enseignement, plus elle est disposée à comprendre le besoin d'ordre extérieur, mieux la société est ordonnée extérieurement, mieux elle doit accueillir la révélation de l'ordre général ; le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel satisfont immédiatement à deux classes de besoins existant également dans l'humanité, le premier satisfait au besoin que nous éprouvons de connaître notre destination et de nous mettre en harmonie avec l'ensemble des choses, le second répond au besoin plus actuel, plus impérieux et plus variable, de traduire sans cesse nos idées en actions utiles soit à nos semblables soit à nous-mêmes ; enfin, le pouvoir spirituel dépourvu de force physique, dogmatise et ne discute point, parceque les vérités qu'il enseigne ne peuvent être vérifiées que par des capacités supérieures, le pouvoir temporel, dépositaire de la force sociale, motive ses réglemens, les explique, parce

que leur objet et le travail intellectuel qu'ils exigent sont susceptibles d'être facilement et promptement vérifiés par un grand nombre d'intelligences : admirable contraste! le despotisme est confié à des mains désarmées, tandis que le raisonnement est imposé à la force. Comment concevoir que cependant on ose encore qualifier des titres les plus odieux les premiers auteurs de la division du temporel et du spirituel? Comment, en présence d'une œuvre si féconde en heureux résultats, a-t-on le courage d'analyser exclusivement les abus qui découlèrent avec tant de bienfaits d'une unique source?

Quant à cette branche du pouvoir que nous avons distinguée sous la dénomination de pouvoir de police, elle n'entre point essentiellement dans la conception du pouvoir et de sa division principale. Cela tient à ce que son existence est essentiellement subalterne, par rapport aux deux autres branches du pouvoir et à leur développement.

Son action spéciale ayant pour objet de réprimer les atteintes portées à l'ordre établi, le pouvoir de police ne peut-être considéré que comme le complément du fait qui établit l'ordre; la violation de l'ordre social n'étant pas un fait indispensable comme l'est l'ordre social, le pouvoir de police n'a pas par lui-même le caractère d'indispensabilité que nous apercevons dans les deux autres, lorsque l'on envisage les choses placé au point de vue du développement progressif de l'espèce humaine; enfin son existence est soumise au mouvement inverse du mouvement de perfectibilité de la société et des deux autres pouvoirs : il décroît à mesure que l'ensemble s'améliore. Les mœurs sociales en s'améliorant, et le pouvoir temporel et spirituel en se perfectionnant, suppriment à chaque époque une partie de l'action de police; on conçoit même que si l'amélioration

des mœurs et le perfectionnement des deux premiers pouvoirs devenaient absolus, l'action de police serait de fait entièrement supprimée.

En suivant l'ordre historique des principales transformations que subit le pouvoir de police, on constate que dans l'état primitif d'imperfection des sociétés, son action est presqu'exclusive et totalement prépondérante : c'est le premier des pouvoirs dans l'ordre de leur génération, les deux autres naissent et se développent à son détriment; cependant son empire est encore fort étendu tant qu'existe la confusion d'attributions du spirituel et du temporel, parce qu'alors ces deux pouvoirs réunis dans une même main, ne peuvent entrer qu'imparfaitement en action; lorsque ces pouvoirs se divisent pour la première fois, il perd nécessairement une grande portion d'autorité, et pour la première fois, il apparaît sous son véritable jour puisqu'il ne s'exerce plus que comme auxiliaire de l'un ou de l'autre, et principalement du pouvoir temporel; enfin, la théorie et la pratique faisant de nouveaux pas l'un vers l'autre par leurs progrès scientifiques et industriels, sont à la veille de reconstituer le temporel et le spirituel dans des rapports plus harmoniques, l'esprit de compétition qui existait précédemment entre eux, doit faire place à l'union et à la coordination des efforts, et il doit en résulter un tel amoindrissement du pouvoir de police, que sa subordination ne lui permettra plus d'agir d'une manière indépendante; il doit en résulter en outre, sa séparation explicite des deux autres pouvoirs, dernière réduction du pouvoir de police. Comme moyen de civilisation, on ne le conçoit plus, au-delà, qu'avec le titre de surveillant, ou de préposé à l'exécution des réglemens hygiéniques sous l'autorité d'un conseil de médecins. Dic-

tateur à sa naissance, il voit sa puissance s'évanouir à mesure qu'il avance dans la vie. Il se demande à chaque degré qu'il franchit si son existence n'est pas une illusion, et finit par se classer entre la société et les machines.

P. J. R.

Nous reprendrons dans le prochain numéro, les principales propositions de cet article pour les développer sous les différens points de vue des sciences, des beaux-arts et de l'industrie.

MÉLANGES.

RÉPONSE AU GLOBE (1).

Nous n'avions pas su jusqu'à présent à quoi attribuer le silence du *Globe* sur la doctrine philosophique du *Producteur*. Quelques critiques indirectes nous avaient seulement porté à présumer que les habiles littérateurs qui rédigent ce journal philosophique, ne se croyaient pas encore assez certains d'avoir bien compris nos idées, et nous expliquions alors ce retard, en nous rappelant le temps que nous avions employé nous-mêmes à l'étude des vérités nouvelles que nous cherchons aujourd'hui à répandre. Enfin l'un des rédacteurs du *Globe*, l'un des plus ardens et des plus estimables adorateurs de la liberté absolue, vient de nous juger : il connaît maintenant nos principes,

---

(1) Voyez le numéro du 9 septembre.

et s'il est convaincu de la pureté de nos désirs, de la bonne foi qui dirige nos efforts, il nous montre les résultats effrayans de la doctrine que nous professons, et dont nous ne sentons pas toute la portée.

Nous avons eu quelque peine à nous reconnaître sous le titre que l'auteur a donné à son article, car nous ne croyons pas avoir *la même doctrine sociale que M. de Montlosier*, et nous avons témoigné plusieurs fois combien nous étions convaincus que *les systèmes de corporations* n'étaient pas plus faits pour l'avenir que les systèmes de castes ; mais le titre ne fait rien à l'affaire : lisons l'article.

En parlant de la doctrine de M. de Montlosier et de celle des Jésuites, l'auteur trouve, au fond de l'une et de l'autre, un *principe de despotisme* à l'usage de toutes les *factions, et que certaines écoles qui ont la prétention d'être nouvelles*, professent maintenant avec le zèle de la foi. Leur doctrine est cependant bien vieille, et l'*antique Égypte* a vu avant elles qu'il n'y avait que désordre et anarchie dans toutes sociétés où les professions n'étaient pas classées légalement.. « Les écoles dont nous parlons, ajoute le rédacteur, ne s'accordent pas avec M. de Montlosier, sur les moyens d'exécution, mais leur principe politique *paraît* être le même, *la haine de l'individualisme et la manie de la réorganisation*.... Eh bien, oui, leur dirons-nous, c'est précisément de l'individu que la loi doit s'occuper, et c'est pour lui seul que les institutions sont faites. Ces mots, *peuple, nation, société, ne sont que de pures abstractions*, des espèces de formules abréviatives, dont le législateur fait des êtres auxquels il sacrifie trop souvent cela seul qui est vivant, qui est sensible au plaisir et à la douleur, qui est capable de jugement et de moralité, l'homme, l'individu... Des personnes qui se prétendent philosophes *et se disent*

ennemies du système féodal, si cher à M. de Montlosier, croient aussi *de la meilleure foi du monde*, que tout le peuple a besoin d'être classé, *enrégimenté*, discipliné par une *aristocratie* de leur invention, non pour être heureux, mais pour *produire*; car *la production* est la formule nouvelle à laquelle ces philosophes *dévouent* l'individu tout entier, comme *leurs devanciers* l'ont dévoué jadis à la monarchie et à la religion. Comme les uns et les autres partent d'un *même principe*, la nécessité d'une discipline légale, et arrivent au même résultat, l'*asservissement* des individus à un état *stationnaire* contraire à la nature de l'homme, si l'on parvenait à démontrer que ce principe est faux et ses conséquences funestes, on aurait répondu à M. de Montlosier et à tous les *réorganisateurs* anciens et modernes.

« Reconnaissons dans l'homme deux penchans opposés, mais également indestructibles : l'esprit d'association, qui le porte à s'unir à ses semblables pour vaincre la nature extérieure; l'esprit de liberté qui l'engage à s'isoler pour *jouir de sa personnalité*... Qu'au sein d'une grande société politique, qui ne règle que des rapports généraux, on veuille introduire de *petites* corporations légales, *exclusives, armées de moyens coërcitifs*, qui ne laissent à l'homme ni un mouvement individuel, ni une pensée propre, c'est contrarier inutilement son penchant pour la liberté.

» Voilà ce qu'on pourrait répondre aux *partisans modernes des corporations légales et de la symétrie égyptienne*.... Il faut laisser *la société*, apprécier *toute seule* le talent et la vertu.... L'économie politique enseigne comment *le principe* tout-puissant de la division du travail *classe et discipline* peu à peu cette cohue de travailleurs, sans efforts, sans lois, *par instinct;* ajoutez-y la *concur-*

rence et vous aurez bientôt toutes les merveilles de la civilisation. »

Nous avons alongé les citations pour ne pas nous exposer une seconde fois à la colère quelque peu ridicule que l'on a témoignée contre nous, dans une note jointe à l'article que nous examinons, note dont les formes très-peu philosophiques nous défendent de nous occuper (1).

---

(1) *Le savant rentier* dont parle *le Globe* nous écrit qu'il *n'a pas dit*, comme le prétend la note, que les rédacteurs du *Globe* n'estimaient pas le travail; qu'il a *oublié* de dire que ces messieurs étaient les enfans, ou du moins les très-proches parens du *Constitutionnel*; mais que cette parenté lui semble démontrée par une foule de titres écrits, et par exemple par cette phrase: Ils nous dénonçaient comme les défenseurs les plus conséquens *des doctrines de la révolution française*; oui, nous sommes fiers de *cet héritage*, et nous le défendons, etc., etc. Or, le *Constitutionnel* a également une grande part de cet héritage, il y a donc parenté : *L'honorable rentier n'a pas dit* que *le Globe adorait* Rome et la Grèce, et que ce journal n'apercevait rien qui fût *digne de remarque*, depuis Auguste jusqu'à Louis XIV ; mais il affirme que *le Globe*, malgré les éloges qu'il donne au génie de Grégoire VII, éloges qu'il regarde comme un *aveu* que la philosophie *ne craint pas* de faire, il affirme, disons-nous, que *le Globe* considère le moyen âge comme un temps *d'anarchie* (n° du 29 août, p. 35), ce qui prouve que ses rédacteurs ignorent la valeur de ce mot, ou qu'ils ne comprennent pas le moyen âge; le rentier dit encore que *le Globe* ne sait pas rattacher la civilisation moderne à la civilisation grecque et romaine, et il le prouve par les phrases suivantes: « La civilisation de l'Asie est restée stationnaire, tandis que celle de l'Europe est progressive *depuis quelques siècles* (n° du 24 août, p. 27); les érudits (aux quinzième et seizième siècles) *retrouvèrent* véritablement les titres de noblesse du genre humain ; et par eux une invincible phalange, composée de tous les sages, de tous les justes, de tous le

Pour répondre rapidement à ces diverses attaques, nous dirons : *Nous partons du même principe que M. de Montlosier*, si l'on entend par là que M. de Montlosier veut, comme nous, l'ordre et l'harmonie nécessaires pour que les actes individuels tendent le plus possible vers l'amélio-

---

martyrs que l'*antiquité* avait produits, que le temps et les *barbares* avaient fait oublier, sembla *renaître* pour veiller sur la destinée humaine (n° *id.* 26) ; enfin, cette période de dix siècles *placée entre* l'ordre social des anciens et celui des modernes, est ce qu'on appelle avec raison le moyen âge. Quand donc on imagine, avec Bossuet, de fixer au règne de Charlemagne les commencemens de *l'histoire moderne*... on suppose dès-lors que l'âge *de la barbarie* fut fermé par ce prince, et l'on s'engage à voir dans les temps qui suivent, un progrès de tous les jours vers un meilleur ordre de choses, *ce qui est évidemment contraire à la réalité* (n° du 17 août, p. 7) ; » le rentier converti engage, en conséquence, messieurs du *Globe* à relire la phrase qu'ils ont insérée dans le n° du 24 août, en annonçant une traduction de Vico, parce qu'ils paraissent ne l'avoir pas assez méditée ; la voici : « Le public éclairé ne saurait trop encourager les tra-
» vaux qui tendent à débrouiller le chaos de l'histoire, et à tirer une
» *science positive* de toutes ces crises, de toutes ces révolutions qu'elle
» nous présente jusqu'à présent *comme des mystères ou comme le résul-*
» *tat d'un aveugle hasard* ; il est impossible que le monde moral ;
» comme le monde physique, n'ait pas *ses lois fixes et immuables*, et
» c'est à les découvrir que l'*érudition et la philosophie* doivent aujour-
» d'hui tourner *tous* leurs soins. » Que *le Globe* applique son érudition et sa philosophie à chercher si *depuis Charlemagne*, comme dans les siècles de *barbarie qui précédèrent le règne* de ce grand roi, *la société faisait constamment des progrès vers un meilleur* avenir ; sans cela, il lui sera difficile de prouver qu'il connaît le moyen âge, et qu'il sait apprécier à sa juste valeur le temps qui sépare Auguste de Louis XIV.

Le rentier se tait d'ailleurs, comme nous, sur les formes de la note à laquelle il répond.

ration *du sort du plus grand nombre ;* du reste, nous ne garantissons pas que ce soit là le principe de l'illustre adversaire des jésuites. Lorsqu'on nous accuse de professer *la doctrine des Égyptiens*, nous pourrions répondre que *le Globe* prêche celle des sauvages de la Nouvelle-Hollande, *qui jouissent complètement de leur personnalité ;* mais nous aimons mieux lui dire qu'il connaît mal la doctrine d'Égypte, ou qu'il ne comprend pas la nôtre ; car nous sommes certains que nous ne voulons pas rajeunir le système des castes, ni même celui de Grégoire VII. Nous ne prétendons pas que les peuples soient *enrégimentés*, car nous combattons l'esprit militaire ; nous repoussons *les moyens coërcitifs*, puisque nous appuyons la foi sur la démonstration, ce que ne faisaient ni Grégoire VII, ni les prêtres de Memphis. Nous ne voulons pas asservir les individus à un état *stationnaire ;* car nous ne concevons pas comment, sous une organisation *scientifique industrielle*, *la production* des sciences, des beaux-arts et de l'industrie pourrait être *stationnaire ;* les sciences, qui sont arrivées à l'état positif, sont, il est vrai, à un état stationnaire, *quant à la méthode*, mais elles n'en sont pas moins progressives, *quant à leurs découvertes ;* il pourrait en être de même pour la science sociale, il suffirait pour cela *de la rendre positive ;* nous proposons au *Globe* ce petit problème, déjà résolu pour nous depuis quelques années. Nous ne réclamons pas *des corporations exclusives*, car nous demandons pour l'industrie, par exemple, que le système de crédit des banques remplace le système de tutelle des maîtrises et des jurandes ; or, le crédit n'est exclusif qu'à l'égard de l'oisiveté et de la mauvaise foi, exclusions que *le Globe* ne trouve pas sans doute despotiques. Enfin, nous *dévouons* l'individu à *la production*, comme *le Globe* le dévoue *au*

bonheur, à la liberté; mais, si le publiciste littérateur, dont nous repoussons les attaques, voulait nous donner une définition claire et incontestable *du bonheur* ou *de la liberté,* nous pensons qu'il reconnaîtrait la nécessité de transformer ces abstractions *ontologiques,* auxquelles il dévoue l'individu, en une abstraction *positive,* palpable, représentant le développement constant des facultés productives, c'est-à-dire les progrès de l'industrie, des sciences et des beaux-arts.

Nous croyons avoir démontré que les reproches qui nous sont faits tiennent en grande partie à ce que notre estimable adversaire n'a pas assez étudié la doctrine qu'il combat, puisqu'avec toute la bonne foi et toute la franchise que nous lui connaissons et malgré son amour pour la vérité, il a cru voir, dans *le Producteur,* une foule d'idées que nous nous efforçons constamment de combattre; mais *le Globe* ne se contente pas de critiquer notre doctrine, qu'il devrait cependant s'abstenir de juger, puisqu'il l'appelle une doctrine *in petto;* il n'est pas satisfait de nous appeler *Indiens, Égyptiens, papistes,* de nous donner *sans façon* des conseils, ou plutôt des leçons, que nous nous sommes déjà abstenus de qualifier, et de nous menacer enfin de sa férule pédagogique. *Le Globe,* disons-nous, profite de cette occasion pour développer quelques-unes de ses idées favorites; il prétend que les mots *peuple, nation, société* ne sont que de pures abstractions, auxquelles on sacrifie l'individu; mais *voyez un peu!* (comme dit le spirituel annotateur) comment *le Globe* peut-il se plaindre de l'amour que certains philosophes ont pour les abstractions, lui qui les personnifie et leur attribue toutes les facultés humaines? Il faut laisser *la société* apprécier *toute seule* le talent et la vertu, dit-il; voilà déjà une abstraction qui apprécie; mais ce

n'est pas la seule qui agisse : « *Le principe* de la division du travail *classe et discipline* peu à peu cette cohue de travailleurs, sans efforts, sans lois, *par instinct.* » Voilà un *principe* qui *classe*, qui *discipline!* Nous qui ne faisons pas agir les abstractions, mais les individus ou les choses que ces abstractions représentent, nous trouvons que ce langage est réellement plaisant dans la bouche d'une personne instruite qui lit *le Producteur*, puisqu'elle le critique. Comment le principe de la division du travail classera-t-il et disciplinera-t-il la cohue de travailleurs ? Est-ce lui qui composera les réglemens d'ordre et qui donnera la direction aux travaux ? *Le Globe* nous dit bien que le principe de la division du travail fera tout cela ; mais, nous le répétons, les principes agissent peu par eux-mêmes, il y a derrière eux des hommes qui *jouissent de leur personnalité* d'une manière plus ou moins complète, c'est-à-dire, qui exercent des facultés plus ou moins développées ; les uns *jouissent de leur personnalité* sous le rapport scientifique, ils sont passionnés pour l'étude des lois de la nature ; d'autres *jouissent de leur personnalité* sous le rapport industriel, ils sont absorbés par leurs travaux, ils éprouvent un amour paternel pour les créations de leur industrie ; d'autres, enfin, *jouissent de leur personnalité* en se passionnant pour leurs semblables, en cherchant à les émouvoir pour les rendre meilleurs ; ils sont littérateurs, artistes. Parmi tous ces hommes, quelques-uns sont les plus savans, ou les plus industrieux, ou bien, enfin, ont plus de génie poétique, plus d'inspiration sentimentale : si la cohue des travailleurs doit être *classée et disciplinée*, les hommes que leur science, leur habileté, leur génie placent à la tête de la société, ne pourraient-ils pas être chargés de ce soin? Le principe de la division du travail serait bien une des abstractions en

...elles ils agiraient; mais ce seraient eux qui ...le principe. Cherchons donc comment ces ... pourraient s'associer pour agir, com... ...nt pour diriger les masses, et gardons ...currence, en profitant toutefois ...nisme qu'elle crée n'était pas ... disparaître *toutes les mer-*

... discussion, parce que ... *le Producteur*, elle y a été ...e nous craignons d'abuser de ... nous ont lu avec plus d'atten... ...ec plus de fruit que MM. les ré... ...nt fait. L'ontologie est partout, dans ... philosophique qui nous occupe, et réel... ...ouvons pas résister à la justesse de l'ap... ... image que nous empruntons à l'article sur ...losier. « La société réelle, dit l'auteur, traîne ... légale à sa suite, comme l'insecte, au retour du ...mps, tire après lui la dépouille qu'il cherche à quitter. » ...us entrons à peine dans le printemps d'une nouvelle ère sociale, nous avons tous besoin de nous débarrasser de notre dépouille; mais dans cette transformation difficile, quelques individus sortent plus vite de l'enveloppe qui les entoure, ils s'abandonnent et s'élancent, montrant la route à ceux qui, s'épuisant en longs efforts, ne peuvent pas se séparer de cette dépouille qui entrave leur marche; plus malheureux encore, d'autres meurent dans leur coque. Notre coque, c'est l'en-

(1) Voyez l'article sur *la Concurrence*, tome 3 du *Producteur*, page 385.

tologie, qui veut gouverner le monde avec des abstractions, et qui, par conséquent, se constitue d'avance en guerre ouverte contre les hommes qui pourraient diriger un jour la société, quels que soient leur science, leurs lumières, leurs talens; elle ne reconnaît qu'aux *principes*, la faculté de classer, de discipliner, d'ordonner, de régler, de diriger les travaux humains; elle s'élève contre *les réorganisateurs modernes et contre leurs devanciers*, elle réserve toute son admiration pour les désorganisateurs : plus éclairée, elle distribuerait l'éloge avec plus de justice; en approuvant les travaux critiques du passé, elle reconnaîtrait que ces travaux ont une durée limitée, et que, lorsque leur tâche est remplie, il faut s'occuper d'une reconstruction nouvelle, sur un plan perfectionné; si la constitution du moyen âge n'était pas préférable à l'organisation grecque et romaine, ou au système de castes de l'Égypte et de l'Inde, les réformateurs chrétiens ne mériteraient ni notre admiration, ni notre reconnaissance, et certes, ils n'auraient pas réussi; de même aujourd'hui, si l'*organisation scientifique industrielle* devait être une pâle copie, une imitation servile du papisme de Grégoire VII, il faudrait la repousser. Mais avant tout, au moins, on devrait examiner scientifiquement les nouveaux systèmes, on devrait penser que lorsque des hommes auxquels on reconnaît de la bonne foi et quelques lumières, *se disent* ennemis du système féodal, c'est qu'ils le sont en effet et avec connaissance de cause; enfin, si l'on n'avait pas cette malheureuse *coque* ontologique, on comprendrait que la *science et l'industrie* ne sont pas des maîtres *barbares*, comme les superstitions théologiques et les fureurs militaires, sous l'empire desquelles Hildebrand et Charlemagne donnaient des lois au monde chrétien du moyen âge.

P. E.

CONSIDÉRATIONS

SUR LES CONSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES,

PAR M. LAURENTIE.

Parmi les écrivains qui se sont donné la tâche d'opposer une digue aux envahissemens du siècle, l'auteur de cet opuscule occupe, sans contestation, l'une des premières places. Disciple ardent de MM. Demaistre et de Bonald, il joint à une connaissance parfaite de leurs théories, une vue plus pratique, et, pour ainsi dire, plus matérielle des choses; il descend davantage dans les moyens d'application, et l'on est quelquefois étonné de l'audace et de la franchise qu'il conserve dans la discussion des faits, écueils inévitables et indestructibles de son système. La plupart des sectateurs de la philosophie régressive se sont fait remarquer par l'absolutisme de leurs principes, et l'incertitude de leurs vues d'application : tel n'est point M. Laurentie; à la fois philosophe et administrateur, placé entre la théorie et la pratique, il fait un continuel effort pour les rallier; il va de l'une à l'autre sans jamais les perdre de vue, et nous offre le pénible spectacle d'un homme plein de force et d'intelligence, qui s'épuise à tenter l'impossible. On ne saurait rien imaginer de plus désastreux qu'une semblable position pour la sensibilité, pour la vie même du savant ou de l'homme d'état : il n'entre jamais en contact avec la réalité sans éprouver une sensation douloureuse; tout ce qui se meut autour de lui le blesse, et lorsque, dans de courts intervalles, l'esprit léger et superficiel des siens se livre à la douceur d'un

jour brillant et passager, son œil, pénétrant et sombre, découvre, à l'extrémité de l'horizon, le symptôme précurseur d'une nouvelle tempête. Ce qui fait ordinairement le bonheur et l'ornement de la vie de l'homme, la science profonde, la philantropie ardente, deviennent, pour lui, deux grandes causes de destruction : la science, elle ne lui montre dans la nature que contradictions et désordres; la philantropie, elle le poursuit, sans relâche, du spectacle de l'immoralité contemporaine, et le réduit à s'applaudir des catastrophes les plus sanglantes, à ne contempler le bonheur social qu'à travers l'image dés sacrifices humains. L'intelligence et la sensibilité peuvent se dépraver ainsi, jusqu'au plus extrême degré, et toujours en raison directe de l'énergie intellectuelle et morale du malheureux, devenu la proie de cette philosophie, que l'on peut appeler la philosophie du désespoir.

En lisant le demi-volume que M. Laurentie vient de publier sur les constitutions démocratiques, à l'occasion de la révolution de Portugal, on acquiert un témoignage visible des ravages que peut faire cette doctrine dans une tête d'ailleurs fortement organisée; cent vingt pages d'idées écrites sous les plus sombres inspirations; le monde entier dans son ensemble et dans ses détails, l'homme et la société, les hautes classes et les classes inférieures, les lois, les mœurs des peuples, représentés sous un aspect hideux, et propre à flétrir l'imagination du lecteur, sans qu'une seule pensée consolante, un seul rayon d'espoir ait trouvé place au milieu de tant de spectres effrayans. Qui peut penser, écrire de pareils choses doit endurer les tourmens de l'enfer, et n'a plus qu'un moyen de s'y soustraire ici-bas; il lui faut quitter sans retour une société qu'il ne peut

voir qu'abjecte et criminelle, et diriger toutes ses pensées vers une autre vie.

Quelque touchante que soit la condition d'un homme en cet état, nous n'aurions pas entretenu nos lecteurs de ces réflexions, si elles ne portaient que sur un petit nombre de cerveaux malades ; mais le mal est grand par son étendue et par son intensité, et la misantropie fait école. Qui n'a rencontré souvent des hommes de vingt-cinq ans, qu'on se plaisait à contempler pleins d'ardeur et d'espérance, jouissant tout à la fois du présent et de l'avenir, embellissant le monde des douces illusions du bonheur et de la vertu, et qui ne savent exprimer que regret pour le passé, mépris pour le présent et malédiction pour l'avenir.

Le nouvel ouvrage de M. Laurentie commence par une espèce d'élégie intitulée : *Réflexions sur les dispositions des esprits au temps présent. On ne gagnerait rien à se faire illusion sur le triste mouvement qui emporte aujourd'hui la plupart des esprits.* Tel est le début ; ensuite se succèdent et s'accumulent dans trois pages, *le dangereux entraînement, l'amour aveugle des nouveautés, le désir insatiable..... qui tourmente..... l'ambition, la cupidité...... l'agitation violente et impétueuse qui trouble le monde au dehors et flétrit le cœur au dedans, les entreprises téméraires, les moyens périlleux, l'oubli des lois de l'honneur et de la probité, les banqueroutes qui effrayent la bonne foi, l'infamie qui devient le comble de l'habileté, le vol et le pillage mis au nombre des progrès de l'industrie. Les uns se précipitent, les autres s'épuisent, les rivalités ardentes, les inimitiés inconciliables, l'orgueil humain et ses mystères, l'envie et les haines profondes, les pensées odieuses, le combat universel des vanités*, etc. Nous n'avons pas le courage de citer jusqu'à la fin du

chapitre, et d'ailleurs c'en est assez pour donner un aperçu du préambule de l'ouvage. Immédiatement après, vient un chapitre sur la liberté de la presse, clairement et nettement condamnée ; il n'y a pas de Charte qui tienne, la chose est dite sans périphrase, en dépit de l'article 8. Il ne s'agit pas seulement de la liberté de la presse considérée dans les journaux, de la censure des ouvrages périodiques, non, il s'agit de la liberté d'écrire et de publier, considérée dans son ensemble, que l'auteur appelle un brandon dè discorde.

A part les noirés déclamations de l'auteur, ses griefs contre la liberté de la presse nous semblent tout aussi futiles que les apologies libérales. La question n'est pas là, mais plus haut; eh! Messieurs, commençons par nous entendre sur ce qui est bien et sur ce qui est mal, et puis nous aviserons après aux meilleurs moyens de faire l'un et d'empêcher l'autre ; sinon nous tombons de part et d'autre dans les divagations métaphysiques ; ne traitons pas les choses de détail, les questions passionnées avant les généralités.

Après avoir fait justice de tous les crimes de la presse qui n'en peut mais, l'auteur consacre à la monarchie et à la démocratie deux chapitres dont la conclusion est que la monarchie serait une institution bien salutaire s'il n'y avait pas de démocratie. Cette vieille habitude d'opposer l'une à l'autre, la monarchie, l'aristocratie, la démocratie, et d'en faire le centre des discussions politiques, n'a plus qu'une valeur littéraire. La question n'est point encore là. Il faudrait avoir préalablement résolu celle-ci : *comment les sociétés actuelles doivent-elles être gouvernées* ? Puis l'on pourrait ensuite asseoir son opinion sur la question secondaire : *par qui doivent-elles être gouvernées*? Il y a

plus, si la première question était complétement résolue pour tout le monde, la seconde aurait bien peu d'importance, et le gouvernement qui ne commettrait pas de fautes sensibles, ne verrait guères que des fous contester sa légitimité. La difficulté, quelque grande qu'elle soit, l'est peut-être moins que l'on ne pense. Depuis long-temps on s'est occupé fort peu du *comment gouverner*, et beaucoup du *par qui gouverner*; alors il était tout naturel que chacun se mît sur les rangs, dans un pays où l'on a de l'esprit, du savoir faire, et où l'on aime les honneurs et le profit. Tout le monde a gouverné à son tour, et puis enfin, après avoir fait successivement preuve d'aveuglement, la monarchie, l'aristocratie, la démocratie, sont convenues que le mieux serait de se gouverner réciproquement, chacune se promettant bien de conduire les deux autres, attendu qu'elle est la plus habile et la plus clairvoyante. Les choses allèrent, et vont encore, comme on sait; elles continueront ainsi jusqu'à ce qu'on se pose la véritabe question.

Cependant, M. de Laurentie poursuit sans hésiter l'application de ses principes anti-démocratiques à la constitution nouvelle que l'empereur *don Pédro* vient de donner au Portugal. On pressent tout ce qu'il peut dire aux démocrates, aux libéraux; la carrière des révolutions est ouverte de nouveau, il suffit qu'un peuple y soit entré pour y entraîner tous les autres; puis explorant cette carrière dans tous les sens, l'auteur promène d'abîmes en abîmes le monde égaré *par les furieux et les stupides, avec leurs idées de souveraineté et de servitude*. Dieu nous garde de le suivre! nous lui soumettrons seulement, à cette occasion, quelques remarques.

Il convient que l'Europe a changé de face depuis trente

années, et il en conclut que l'intervention d'un peuple, dans les affaires d'un autre peuple, peut être légitime aujourd'hui, bien qu'elle ne soit pas consacrée par l'ancien droit des gens. Cette proposition est vraie et raisonnable; à mesure que le monde change, ses lois doivent changer; mais il ne nous suffit pas de dire, le monde a changé, pour arranger ses nouvelles lois selon notre caprice, il faut examiner quelle est la nature de ce changement; avant d'en conclure que les monarchies ont le droit de s'en prévaloir, pour étouffer partout la démocratie menaçante, il faut prouver que ces changemens ne sont pas de nature à modifier universellement le principe des monarchies européennes. Les écrivains de la démocratie ne raisonnent pas autrement que M. Laurentie : le monde a changé, disent-ils, etc.

Comment l'auteur accorde-t-il, d'ailleurs, cette opinion avec le principe que nous trouvons exprimé à la fin du chapitre VIII ? *La politique a ses règles qui sont sûres, même quand elles ne sont point éclairées par les faits.* Qu'est-ce, d'ailleurs, que la politique sans les faits ? Certes, on peut aller loin, avec de telles abstractions.

Revenons aux faits; M. Laurentie nous a mis lui-même sur la voie. Le monde a changé et sa politique n'a pas changé, elle est vieille de plusieurs siècles, voilà la cause de toutes ses erreurs; voilà la cause de tous les maux imaginaires qu'il découvre au sein des sociétés modernes. Les partisans de l'ancien système s'épuisent en vain à soutenir un vieil édifice qui tombe en ruine de tous côtés. Ce n'est pas à la démocratie qu'il faut s'en prendre, c'est à toute cause de mouvement et de progrès, c'est à l'activité humaine tout entière. Que la constitution de Portugal soit maintenue ou renversée, il n'en sera ni plus ni moins; la

société portugaise, à chaque secousse qu'elle éprouvera, verra tomber un des pans de l'antique monument; et l'on ne saurait mettre en doute que sa contre-révolution précédente n'ait été aussi fatale au catholicisme et aux anciennes idées que sa révolution nouvelle. Qui doute encore que le rétablissement du roi d'Espagne dans ses antiques prérogatives, n'ait, dans ces derniers temps, été aussi funeste au système politique et religieux établi en Espagne que la domination des Cortès. Lorsqu'un vieil édifice tombe en ruines, il ne faut pas même songer à le réparer, de crainte de le voir périr sous l'échafaudage. Partisans déterminés des anciennes théories et de l'ancien ordre social, éloignez de l'objet de votre adoration toute cause d'action et de mouvement; imitez la prévoyance supérieure de l'auteur du *statu quo*; et gardez-vous de tous ces expédiens conseillés par le désespoir; le vieillard ne rajeunira pas.

Il faut avouer cependant que tout n'est point illusion chez M. Laurentie; faible lorsqu'il défend ses idées, il est souvent énergique et convainquant lorsqu'il gourmande le parti démocratique. « Voici pourtant, dit-il à propos » de la constitution nouvelle, un pouvoir modérateur que » l'on remet aux mains du monarque. Qu'est-ce que le » pouvoir modérateur? Don Pedro, grand législateur du » Nouveau-Monde, va nous le dire : Art. 71. *Le pouvoir* » *modérateur est la clef de toute l'organisation politique.* » Il faut avoir beaucoup de génie pour imaginer de telles » vérités... Achevons. *Il appartient primitivement au roi,* » *comme chef suprême de la nation, pour qu'il veille* » *continuellement sur le maintien et la conservation de* » *l'indépendance, l'équilibre et l'harmonie des autres* » *pouvoirs*. Le roi donc a la clef de l'organisation; on ne

» pourra pas dire qu'il est tout-à-fait dépouillé. Mais
» qu'est-ce que cet insigne nouveau de Sa Majesté ? et
» qu'en fera-t-il ? On veut qu'il conserve l'indépendance
» de la nation et l'équilibre des autres pouvoirs ; un pou-
» voir qui est une clef ne suffit pas pour cela, pas plus
» qu'une définition métaphysique... »

A part la dérision dont l'auteur use assez librement envers l'empereur du Brésil, comme par compensation des injures qu'il prodigue ailleurs à la démocratie, sa raison sur le pouvoir modérateur me plaît. Ce perfectionnement du système de balance ou de *contre-poids* est par trop niais ; naguère nous ne connaissions que la *balance* aux trois branches, voici une balance qui en a quatre ; il n'y a nulle raison pour qu'à la première constitution on n'imagine pas de modérer à son tour ce nouveau modérateur et ses trois collègues, et pour qu'enfin de contre-poids en contre-poids, on ne finisse par nous donner des balances à mille branches dont la dernière sera toujours la clef des autres. A son tour le libéralisme tombe en enfance.

M. de Laurentie est moins heureux *lorsqu*'il traite la question de légitimité de la constitution du Portugal. Ses coups retombent alors sur son propre système. En niant à l'empereur don Pedro son droit par rapport au Portugal, l'auteur contredit ses principes, et souvent avec raison.

En somme, la nouvelle brochure de M. de Laurentie est inférieure à celles qu'il a précédemment publiées ; elle est évidemment pensée et écrite avec emportement et précipitation, et malgré la passion dont elle est empreinte, on n'y retrouve pas cette inflexibilité de principes qui fit goûter son écrit sur la justice au dix-neuvième siècle, qui fait goûter encore à quelques esprits, les théories de MM. de La Mennais et de Bonald. Il y a toujours quelque

chose qui plaît et attache dans un système bien lié, même lorsque la base est fausse.

DU CATHOLIQUE ET DE M. D'ECKSTEIN.

En annonçant au public une nouvelle doctrine générale, au moment même où toutes les anciennes théories morales et politiques venaient de tomber en discrédit, et où par suite de leur chute s'établissait dans les esprits un préjugé général contre toute doctrine passée ou future, nous avons dû nous attendre à être considérés généralement comme des rêveurs, des faiseurs d'utopies, des *idéologues* (1), et à passer à peu près inaperçus sous les yeux du grand nombre; à cet égard, nous nous sommes résignés et nous avons pris patience, persuadés que peu de temps suffirait pour amener une autre disposition.

Mais comment pouvions-nous penser qu'au milieu de cette indifférence, de ce dédain du public pour toutes les spéculations intellectuelles, le petit nombre d'hommes qui se livrent encore aux spéculations de cette nature, et qui croient aux doctrines, fussent-elles négatives, ne pren-

(1) On sait quelle idée de réprobation est généralement attachée à ce nom, depuis que l'homme le plus *positif* de notre siècle l'a appliqué à tout ce qui n'était pas mathématicien, chimiste, conseiller d'état, préfet, chambellan ou soldat.

draient pas même la peine de nous lire? Il nous semblait que les esprits philosophiques devaient naturellement se rechercher et d'autant plus aujourd'hui qu'ils avaient moins de chances que jamais de se faire écouter du public. Eh bien! nous nous étions trompés; les philosophes ne nous ont guères traités plus sérieusement que le commun des lettrés. Ils ont cru qu'ils pouvaient lire le *Producteur*, comme les grands seigneurs, selon *Figaro*, peuvent jouer de la guitare, et sur le simple aperçu du titre et de la table des matières de ce journal, ils ont jugé sa doctrine.

On peut se faire une idée de la profondeur et de l'harmonie des jugemens qui doivent résulter de cette manière large d'examiner un système : sur l'indication de quelques articles dans lesquels nous parlons de la nécessité d'établir une nouvelle doctrine, de recréer un nouveau pouvoir spirituel et de mettre enfin un terme à l'anarchie morale et intellectuelle constituée aujourd'hui sous le nom de liberté de conscience, *le Globe* décide que nous sommes des Indiens, des Égyptiens et des papistes, ce qui est tout un, comme chacun sait. D'après les mots production et producteurs, industrie et industriels, travail et travailleurs, qui se retrouvent fréquemment dans le cours de nos publications, *le Catholique* affirme que nous ne sommes que des matérialistes, des économistes et des chimistes; que nous ne comprenons de l'existence de l'homme que la sensation physique, que nous voulons faire de la science une marchandise, la mettre en magasin, et la vendre aux passans à tant la toise (1). C'est à ce point,

(1) Voyez *le Catholique*, juin 1826, numéro 6, tome 2, page 488; août, numéro 8, tome 3, pages 215, 216 et 306.

et après un an de publication, que la discussion est parvenue entre nous et les défenseurs les plus capables du catholicisme et de la philosophie du siècle dernier.

On ne s'attendra pas sans doute à ce que nous répondions aux diverses interprétations que nous venons de rapporter, par un exposé complet de notre doctrine ; tout ce que nous pouvons faire ici, c'est de renvoyer à ce que nous avons écrit dejà, à ce que nous nous proposons d'écrire encore, et de nous contenter, pour le moment, d'opposer assertion à assertion ; nous dirons donc au *Globe*, par exemple : il est vrai que, comme les Indiens et les Égyptiens, que, comme les Européens du moyen âge, nous voulons une organisation sociale ; mais ce n'est ni celle des Égyptiens ou des Indiens, ni celle de l'Europe du onzième siècle, que nous voulons : c'en est une autre toute différente, qui n'a rien de commun avec celles-ci, si ce n'est pourtant d'être aussi une organisation. Nous dirons au catholique : L'activité intellectuelle et morale de l'homme nous paraît tout aussi respectable que son activité physique, ou, si mieux aimez, industrielle ; nous ne séparons pas ces trois grands attributs de l'humanité ; nous reconnaissons toute l'importance des sciences et des beaux-arts, et nous voulons leur donner la direction spirituelle des sociétés ; non pas en les mettant en boutique, comme vous le prétendez, mais en les constituant d'une manière aussi forte, aussi indépendante et aussi imposante, qu'ils l'ont été autrefois dans le sein et dans la doctrine de l'église catholique. Nous pensons, comme vous, que les connaissances humaines dans l'état d'isolement où elles se trouvent, et quels que soient les progrès qu'elles aient faits et qu'elles puissent faire encore individuellement, constituent plutôt la matière d'une science qu'une science ; que les beaux-arts,

séparés, comme ils le sont aujourd'hui, de toute philosophie, de toute pensée sociale, sont sans couleur, sans puissance et sans vie. Enfin, sous le rapport politique et moral, nous appelons, comme vous, de tous nos vœux, l'époque où les idées et les affections sociales domineront les idées et les affections individuelles, et où un sentiment général, profond et actif, prendra la place de la *sensiblerie* des boudoirs et des salons, et du sentimentalisme vague et rêveur que quelques écrivains s'efforcent aujourd'hui de faire pénétrer dans la littérature. Mais, à cette manière abstraite d'envisager les vices et les besoins de la société, se borne ce que nous avons de commun avec vous; nous repoussons de toutes nos forces le système de l'église romaine que vous présentez comme un moyen de régénération sociale, parce que nous croyons fermement que, sous tous les rapports, ce système a fini son temps comme celui des Égyptiens, des Grecs, des Romains, comme la philosophie du dix-huitième siècle elle-même; nous le rajeunirons, direz-vous, ... vain espoir! le principe de destruction a pénétré trp profondément dans ce vieil édifice; ses bases elles-mêmes en sont atteintes.

Que si maintenant *le Globe* et *le Catholique* nous demandent quel est enfin le *système* que nous voulons faire prévaloir, nous leur dirons, lisez-nous; nous vous lisons bien nous! et cependant nous avons été bercés avec les doctrines que vous professez; nous les avons étudiées dans les sources où vous les avez puisées. Les circonstances actuelles, il est vrai, leur donnent un nouvel aspect, une nouvelle valeur; mais, placés comme vous, au milieu de ces circonstances, nous pourrions bien, sans votre secours, apprécier leur influence à cet égard, et cependant,

nous le répétons, nous vous lisons; lisez-nous donc à votre tour, ou bien abstenez-vous de nous juger.

La légèreté du *Globe,* envers nous, a droit de nous surprendre sans doute; cependant, à la rigueur, nous pourrions nous l'expliquer : *le Globe*, bien qu'il soit le plus habile, le plus profond, et généralement le plus consciencieux de tous les organes de la doctrine critique, n'est, après tout, qu'un journal littéraire; et l'on peut concevoir que de longs articles sur des matières philosophiques et scientifiques, lui causent quelque effroi; mais *le Catholique,* qui est essentiellement doctrinaire, philosophe et savant, ne peut nous présenter aucune excuse. M. d'Eckstein, en imitant la légèreté du *Globe*, aurait-il voulu se naturaliser Français, et se faire donner, par la bonne compagnie, un brevet de bon goût? ou bien plutôt M. d'Eckstein aurait-il des secrétaires chargés de lire pour lui? c'est ce que nous ne saurions dire; mais, quelle que soit la cause de sa conduite à notre égard, nous ne pouvons que nous en affliger. Obligés de renoncer à trouver un partisan et un appui dans M. d'Eckstein, nous aurions voulu au moins l'avoir pour adversaire, à la condition pourtant, qu'il nous aurait combattus tels que nous sommes, et non pas tels qu'il plairait à son imagination de nous faire; car, autant nous avons le désir de voir une discussion s'engager sur ses véritables bases, entre nous et nos adversaires, autant nous nous sentons disposés à repousser toute polémique qui aurait pour résultat d'égarer le public, et de lui donner le change sur les questions à débattre aujourd'hui.

Cependant nous n'avons point encore renoncé à voir M. d'Eckstein descendre avec nous dans la lice comme nous l'avions espéré d'abord, et comme il convient à un

écrivain aussi remarquable par son talent et ses lumières, et nous l'y attendons aussitôt qu'il aura jugé à propos de prendre, *par lui-même*, une plus ample connaissance du *Producteur*.

QUELQUES GÉNÉRALITÉS

SUR LES EAUX MINÉRALES; PAR M. D. T. DOUIN, D. M. P.

CET écrit a été inspiré par le dernier ouvrage de M. Alibert sur les eaux minérales(1); il a pour but de développer une des vues que cet auteur a jetées dans son ouvrage sous forme d'aphorisme. « Les eaux minérales, dit-il, sont des propriétés qui restent souvent stériles entre les mains de possesseurs inhabiles et inexpérimentés; elles pourraient verser dans nos départemens des produits considérables, si elles étaient convenablement exploitées. Ainsi, les sources de la santé pourraient devenir celles de la richesse. » M. Douin, prenant ces phrases pour texte, a essayé de traiter la question économique qui y est indiquée; il se propose, en outre, de s'en occuper d'une manière plus particulière, dans un ouvrage étendu. Nous

---

(1) Précis historique sur les eaux minérales, etc.; un vol. in-8°. Chez Béchet, place de l'École-de-Médecine, n° 4, et Bossange, rue de Richelieu, n° 60.

considérons donc l'article dont il s'agit, comme nous présentant l'idée mère qui devra dominer un traité de statistique sur les eaux minérales ; et c'est à ce titre que nous nous croyons engagés à l'examiner.

M. Douin nous apprend d'abord que sur 240 sources et plus, qui pourraient être exploitées en France, 151 seulement sont en état de recevoir des malades, et que dans ce nombre il n'en est guères que 99 qui soient visitées par d'autres que par des personnes des environs. Il évalue d'une manière un peu exagérée, suivant nous, le montant annuel des sommes dépensées dans ces lieux à 7,441,229 francs, et il ajoute que les eaux minérales sont une richesse au moyen de laquelle une assez forte partie du numéraire, absorbé par les grandes villes, retourne chaque année dans les campagnes, *en échange des produits du sol et de l'industrie locale*. Nous devons conclure de ce passage que M. Douin considère le numéraire comme la seule richesse. Mais, lui dirons-nous, si les grandes villes reçoivent le numéraire, c'est sans doute en échange de quelque produit qu'elles livrent aux campagnes, sans cela comment se le procureraient-elles ? et quand les grandes villes consomment les produits agricoles, comment les paient-elles? En numéraire. Ainsi le numéraire n'est autre chose qu'un moyen d'échange entre les villes et les campagnes, mais il n'est le produit ni des unes ni des autres. L'argent dépensé aux sources en échange de l'industrie locale, ne peut donc pas être considéré comme la représentation exacte de l'utilité des eaux minérales elles-mêmes. Nul doute que celles-ci ne forment un fonds de richesse assez considérable, qui réponde à un besoin spécial de consommation; mais l'évaluation de leur valeur réelle ne nous paraît pas susceptible d'être fixée, d'après le mode dont

l'auteur a fait usage ; elle exige un ensemble de considérations qui nous paraissent tres-complexes, comme toutes celles qui ont pour but l'estimation en numéraire des produits que quelques économistes ont appelés *immatériels*.

Recueil et nouveau commentaire des Lois du commerce en général, et notamment du commerce maritime, etc.; par Archange-Constantin Gauwin, agent de change, courtier de commerce et interprète à Dunkerque.

Plusieurs jurisconsultes ont commenté le Code de commerce, et essayé de le mettre en harmonie avec la législation ancienne ; mais il leur manquait ce qui ne s'acquiert ni dans le cabinet, ni au barreau, la connaissance parfaite des opérations du commerce; les œuvres de Savary sont encore ce que nous avons de mieux sur la jurisprudence commerciale, et Savary joignait l'expérience des affaires commerciales à la connaissance du droit. Pour remplir une pareille tâche, il fallait un homme qui, familier avec la connaissance des lois, eût acquis une longue habitude des affaires, et qui eût examiné, avec toute l'exactitude de l'intérêt privé, les questions qu'il entreprenait d'éclaircir. M. Gauwin réunit toutes ces conditions, et c'est avec la double autorité de jurisconsulte et de commerçant qu'il va publier son nouveau commentaire.

On souscrit à Paris, chez M. Briquet, rue des Deux-Boules, n° 3, et chez Trouvé, rue Notre-Dame-des-Victoires; 2 volume in-4° de plus de 1600 pages. Prix : 20 fr. chaque, et 25 fr. pour les non-souscripteurs.

CORRESPONDANCE.

Lettres au Rédacteur du Producteur sur le système de *la coopération mutuelle*, et de *la communauté de biens*, d'après le plan de M. Owen.

En présentant à nos lecteurs un exposé de la doctrine de M. Owen, nous n'avons pas besoin de donner longuement notre opinion sur cette nouvelle conception d'organisation sociale ; les personnes qui connaissent notre doctrine s'apercevront facilement que nous ne pouvons approuver dans M. Owen que cette disposition philantropique d'un homme qui souffre des vices de l'organisation sociale actuelle, et qui cherche à y porter un remède ; c'est sous ce rapport que nous avons désiré faire connaître le système de coopération mutuelle qui compte déjà en Angleterre d'assez nombreux partisans, et qui atteste la tendance des hommes généreux à s'occuper de travaux réorganisateurs. Nous le répétons (1), nous n'approuvons en

(1) Voyez le 1er volume du *Producteur*, page 138.

aucune manière les principes au moyen desquels M. Owen et ses élèves espèrent régénérer la société; sans doute nous pensons, comme eux, que le système de *coopération*, c'est-à-dire d'association, doit remplacer l'esprit de *compétition*, ou de concurrence; mais il ne conçoivent l'association possible que sous la forme de communautés, dont le lien serait la distribution, par portions *égales*, des produits du travail; ce mode d'organisation ne nous paraît pas être celui qui est réservé à l'avenir; les données que nous fournissent la physiologie individuelle et l'étude du développement progressif des sociétés humaines ne nous conduisent pas à un pareil résultat. M. Owen nous paraît céder encore à l'influence des principes de la souveraineté du peuple, de la liberté de conscience et des droits naturels, qu'il pousse à leurs dernières conséquences, sans remarquer que ces principes eux-mêmes tendent à prolonger la *compétition* permanente, dont il reconnaît les tristes effets dans l'organisation sociale actuelle.

Lorsque les lettres que nous nous proposons de publier sur cette doctrine, en auront complété l'exposition, nous pourrons revenir sur ce sujet et le discuter, si nous pensons que les articles déjà insérés dans *le Producteur* n'ont pas mis nos lecteurs à même de s'en former un jugement exact.

Londres, le 20 septembre 1826.

Monsieur,

Vous avez témoigné le désir d'avoir une exposition du système coopératif de M. Owen, faite par une personne

qui l'aurait étudié dans le pays même où le fondateur de ce nouveau plan social a fait les premières tentatives d'application, et je m'empresse d'y satisfaire autant que cela est en mon pouvoir. Je le fais d'autant plus volontiers que j'ai l'entière conviction que tel est le véritable ordre *social*, c'est-à-dire le seul qui puisse donner à l'homme *en société* la plus grande somme possible de bonheur. Cependant, malgré cette opinion particulière, je ne me dissimule pas qu'un tel système ne fasse naître au premier abord une foule d'objections, tant il est contraire à nos idées et nos habitudes, et cette considération m'engagera à suivre dans ces lettres une forme trop méthodique peut-être pour le cadre ordinaire d'une correspondance familière, mais qui me sera pardonnée par tous ceux qui pensent que rien de ce qui intéresse l'humanité ne peut être trop sérieux. Je vais donc, Monsieur, commencer par vous exposer le plan que je me propose de suivre dans mon travail.

Cette première lettre sera consacrée en premier lieu à l'aperçu des motifs qui ont conduit à l'idée du système dont il s'agit, et ensuite à l'exposé des traits principaux du plan qui est particulier à M. Owen. La seconde lettre contiendra une notice historique des principales tentatives faites jusqu'à ce jour pour la mise à exécution du système, soit avant, soit depuis M. Owen, et par lui personnellement ou par ses sectateurs. Quant aux lettres suivantes, dont je bornerai le nombre autant que possible, elles auront pour objet d'examiner les objections qui peuvent s'élever, non-seulement contre la bonté du but, mais encore contre la possibilité de l'atteindre.

Je vais m'occuper d'abord du premier des deux points qui doivent faire l'objet spécial de cette lettre, c'est-

à-dire de l'exposé des motifs qui ont conduit à concevoir un nouvel état de société, dont la base serait une *coopération mutuelle* dans tous les travaux, accompagnée de la *communauté de biens*, ou autrement de la jouissance commune des produits de la coopération.

Jetons un coup d'œil sur tout ce qui nous entoure dans ce qu'on est convenu jusqu'à présent de nommer *l'ordre social*. Ne peut-on pas dire, sans affecter un esprit frondeur ni une misantropie amère, que cet état de choses offre bien peu de bonheur à l'espèce humaine? C'est ce dont tout le monde convient et dont tout le monde gémit, car il n'est peut-être pas un seul individu qui soit véritablement satisfait de sa position. Mais ce qui est loin de produire un tel accord, c'est l'indication des moyens propres à guérir le mal, et même la détermination de ses causes primitives. Or, si nous voulons éloigner cette difficulté et parvenir vraiment à nous entendre, il faut absolument que nous ayons la patience de reprendre les choses d'un peu plus haut.

Une circonstance générale qui frappe les esprits les moins attentifs, quoique tous n'aient pas réfléchi sur ses conséquences funestes, c'est l'extrême inégalité des richesses parmi les diverses classes de la société, même dans les pays que l'on regarde comme les plus près d'une juste répartition. En effet, tandis qu'un certain nombre regorge évidemment de toutes les superfluités, on voit une foule d'autres individus manquant de tout ou luttant sans cesse contre les besoins de la vie. Mais ce qui est surtout bien extraordinaire, c'est que presque généralement ce sont les oisifs, et trop souvent même les hommes nuisibles, qui possèdent les plus grandes richesses; ou bien encore, parmi les industriels de divers degrés, ce

sont bien souvent les moins utiles qui reçoivent la plus grande part du produit. On dirait en vérité que le droit de jouir des biens de la terre soit en raison inverse de la part que les divers individus prennent à leur création. Je ne veux point montrer ici par quel enchaînement de faits ce phénomène a lieu; je ne veux pas non plus examiner si une telle distribution ne blesse pas essentiellement les véritables droits de propriété; il suffit à mon sujet de faire voir les effets d'un tel état de choses, et si je parviens à démontrer qu'il est incompatible avec notre bonheur, il ne s'agira plus que de bien déterminer le principe qui préside à cet état, afin de voir s'il n'existe dans la nature humaine aucun autre principe qu'on puisse substituer d'une manière plus heureuse à l'ancien. Mon but ne peut être non plus d'aigrir le cœur de ceux qui souffrent, ni de déverser le blâme sur aucune classe d'individus : on verra par la suite combien est contraire à ces sentimens la doctrine dont je me déclare l'apôtre. D'ailleurs, parmi les diverses classes de la société, ainsi qu'elle existe, il n'y a peut-être au fond de véritable privilége que dans le choix des souffrances; bien souvent le riche n'est pas plus heureux que le pauvre, ni l'oppresseur que l'opprimé. Ainsi donc, si je présente un tableau douloureux des effets du système actuel, ce ne peut être que pour mieux faire voir toute l'étendue de la plaie, seul moyen d'y appliquer ensuite un remède complet et durable.

L'un des effets les plus immédiats de la trop faible récompense accordée aux producteurs, c'est la *diminution des produits,* parce que, malgré l'emploi même de la force, il est impossible que celui qui travaille pour les autres le fasse avec autant d'ardeur et d'intelligence que celui qui

sent que le fruit de son travail lui appartiendra. On justifie les coups de fouet donnés au nègre par le motif qu'il ne travaillerait pas sans ce moyen, et ce raisonnement barbare est au moins conséquent. En effet, pourquoi travaillerait-il? Ne serait-ce pas un contre-sens grossier, puisqu'il est dans la nature inaltérable de l'homme de ne rien faire volontairement qu'avec l'espoir de profiter du résultat de ses peines? On se plaint aussi de la paresse du paysan irlandais, et de ce qu'on appelle sa stupide obstination à ne cultiver que la pomme de terre qui, à frais égaux, paraît fournir plus de substance *nutritive* qu'aucun autre végétal. Mais je soutiens, au contraire, qu'*il y aurait* une bien grande stupidité de sa part s'il travaillait davantage, et s'il s'adonnait à une autre culture qui peut-être, il est vrai, assurerait mieux l'acquittement de toutes ses charges, mais qui lui offrirait moins de sécurité dans les moyens de subsistance. Tâchons d'indiquer une partie de ces charges, c'est-à-dire des causes de son découragement : d'abord, en général, le paysan irlandais n'est point, comme dans plusieurs autres pays, *propriétaire* du chétif morceau de terrain qu'il cultive, ce qui l'oblige déjà à payer un fermage qui est souvent très-élevé. Ensuite, sur le faible produit qu'il peut retirer d'une source ainsi desséchée à son origine, il a encore deux clergés différens à soutenir : il doit fournir sa part des salaires et des sinécures de tous les employés qui lui rongent le sein; il doit aussi fournir sa part des frais de l'armée destinée à sévir contre lui au moindre signe de mécontentement; et, pour prix de tant de sacrifices, il est méprisé, dégradé, repoussé de la jouissance de ses droits politiques, de ceux qui garantissent le respect de tous les autres droits!... Et vous voudriez que le paysan irlandais tra-

vaillât autrement que pour soutenir sa misérable existence?... On a beaucoup déploré cette simplicité de besoins, qui le porte à rester oisif dans sa hutte dès qu'il a de quoi assouvir sa faim d'une manière aussi frugale; on a prétendu que le seul moyen de le sortir de cet état d'apathie était de lui créer de nouveaux besoins qui l'exciteraient au travail... Bel expédient en vérité! Vous ne voyez donc pas qu'en augmentant ses besoins, sans augmenter les moyens de les satisfaire, sans lever les obstacles qui s'opposent à la jouissance du produit de son travail, vous ne feriez que le rendre tout à la fois plus vicieux et plus misérable? Ah! laissez l'homme jouir des biens qu'il peut faire naître, ne l'accablez pas de motifs de découragement, et le goût des besoins ne viendra que trop de soi-même. Heureux s'il ne s'en crée pas de factices, c'est-à-dire qui ne soient pas en harmonie avec son bonheur et avec les moyens légitimes de les satisfaire!

Mais ce premier résultat fâcheux d'une excessive inégalité dans la distribution de la richesse, savoir la diminution des produits, est peu de chose en comparaison des maux provenant du faux emploi des forces humaines dans le système nécessairement hostile qu'amène ce genre de distribution. Combien d'efforts pénibles pour maintenir, tantôt par la violence et tantôt par mille expédiens désastreux, tout cet échafaudage du prétendu ordre social, c'est-à-dire, de l'organisation systématique *du désordre!* Sans parler des guerres extérieures, qui n'ont pas d'autre cause et qui remplissent l'histoire des peuples, que de forces perdues pour le bonheur, et même employées dans un but tout contraire par l'effet de cette guerre intestine perpétuelle, livrée dans tous les détails de la vie par les agens de spoliation à l'homme industriel, qui doit à son tour lutter

sans cesse pour retenir le plus qui lui est possible du fruit de son travail ! On est si accoutumé à cette perte continuelle et à cet emploi nuisible de nos forces qu'on n'y fait presque pas attention ; mais le montant en est incalculable, et l'âme est profondément affligée lorsqu'on songe combien d'actes de l'homme qui, dans les mains du génie, pourraient créer des merveilles d'*utilité* et de bonheur, sont au contraire prodigués à contrarier la production, et trop souvent à ne créer que misère et souffrance !..

Jusqu'à présent, Monsieur, je n'ai considéré les conséquences de la distribution actuelle des *biens que* sous le rapport *matériel*, sans parler des effets plus funestes encore qui naissent de la même cause sous le rapport *moral*. Quel est le spectacle du monde tel qu'il est organisé ? Vous voyez une partie de l'humanité occupée cruellement à tourmenter l'autre, à inventer les moyens de la rendre malheureuse. Encore si la classe des oppresseurs connaissait elle-même la véritable *félicité* ! *Mais* loin de là ! En ravissant aux producteurs la sûreté qui leur est due, ils ont renversé la base de toute sûreté ; ils se sont condamnés à ne vivre que d'alarmes. Pourquoi les peuples barbares marchent-ils toujours armés ? N'est-ce pas d'après l'intime conviction qu'il n'y a point d'autre moyen de maintenir l'injuste distribution qu'ils ont imposée à la classe vaincue ?.... Et dans presque toutes les sociétés qu'on nomme civilisées, pourquoi ces nombreuses armées permanentes, au sein même de la paix la plus profonde ? Pourquoi ces nuées de sbires, de gendarmes, d'agens de police ? Pourquoi ces cachots et ces tortures judiciaires ? Pourquoi ces échafauds et ces exécutions continuelles ?... Mais comment se fait-il encore que tant de moyens directs

de terreur ne suffisent pas même à maintenir un équilibre apparent? Pourquoi tant de fraudes, tant de ruses, tant d'inventions machiavéliques de la part des gouvernans pour empêcher la classe dite inférieure de sentir sa véritable destination? Pourquoi tous ces prétendus contre-poids politiques, tous ces moyens factices fondés sur la plus affreuse corruption, dont le seul but est d'armer une partie des producteurs contre les autres, en faisant heurter sans cesse leurs intérêts par l'esprit de privilége, en faisant naître chez eux toutes les passions dégradantes, afin de les empêcher d'opposer par leur union une digue efficace aux spoliateurs?.... Ah! s'il faut tant de tristes précautions pour maintenir le système de nos gouvernemens, et sans pouvoir même établir une harmonie apparente entre les hommes, c'est que dans un tel état de violation permanente des vrais principes sociaux, il ne peut plus y avoir rien d'assuré sur la terre; il ne peut y avoir rien que de précaire, rien que de faux et de contradictoire dans les prétendus chefs-d'œuvre de nos hommes d'état!....

Outre cette première cause d'insécurité, et par conséquent de souffrance pour les riches et les puissans eux-mêmes, il est bien remarquable que, par l'effet nécessaire de notre fausse distribution des biens, les vicissitudes de la vie soient bien plus multipliées et plus poignantes pour cette classe que pour les autres classes de citoyens. Tous les jours on voit les personnes les plus opulentes tomber dans la plus affreuse misère, et souffrir alors tous les maux imaginables, car l'être déchu est bien plus malheureux que celui qui naquit au milieu des privations; il n'a pas comme ce dernier le secours de l'habitude, et il a mille besoins de plus; il est tourmenté sans cesse par la comparaison de son état actuel avec son état ancien;

il souffre surtout par l'abandon, et souvent par le mépris de ceux dont il fut l'égal ou même le supérieur. L'homme riche ou puissant a donc bien peu de certitude de bonheur dans l'état actuel de la société.

Mais ce n'est point là que se borne la punition naturelle de celui qui possède une fortune hors de proportion avec celle des autres membres de la société. Il est un sentiment cruel, particulier à cette classe, et qui l'empêche souvent de jouir des biens ravis à la classe laborieuse. Il semble alors que ces biens soient empoisonnés par le fait seul de leur possession illégitime. Ce sentiment est celui de la *satiété* qui dévore le riche oisif; car il faut à l'homme un aiguillon de désirs pour lui faire sentir le prix de la vie, et pour servir de mobile aux actions utiles qui sont une autre source de jouissances. Mais l'homme qui n'a plus à satisfaire que des désirs vicieux, funestes à son bonheur, un tel homme ne peut plus que sentir le dégoût de la vie, ce poids insupportable qui est peut-être le plus grand de tous les maux, puisqu'il porte tant d'invividus à leur propre destruction. Soyez certains que telle est la cause principale des suicides des Anglais, dans les classes opulentes. C'est encore à la même cause qu'il faut attribuer en grande partie leur goût pour les voyages, qu'ils entreprennent rarement dans un esprit d'observation philosophique, et qu'un grand nombre d'entre eux font presque chaque année malgré leur attachement à leur patrie, comme un régime de santé morale, uniquement pour chercher de nouvelles sensations, et pour se décharger du fardeau de satiété qui les accable.

L'accumulation des richesses dans un petit nombre de mains, est encore la source d'autres résultats particuliers, qui sont tous contraires à la vraie morale et à l'harmonie

de la société autant qu'au bonheur des individus de toutes les classes ; je vais en présenter quelques exemples :

D'abord, l'homme excessivement riche doit perdre, à un degré plus ou moins fort, les sentimens de sympathie envers ses semblables, mais surtout envers ceux placés dans les classes qu'on ne rougit pas d'appeler *inférieures*. Ces classes deviennent pour lui des classes *à part*, dont les jouissances ou les souffrances lui importent peu, ou plutôt dont il croit trop souvent que les jouissances diminueraient les siennes, tandis que leurs privations augmenteraient son propre bonheur. Dans le petit nombre des riches qui s'élèvent au dessus de cet affreux degré d'égoïsme, parmi ceux même qu'on peut honorer du nom de philantropes, quelle distance énorme entre leur bienveillance et celle du pauvre ! Combien de fois ne voit-on pas le pauvre se dessaisir, pour un plus malheureux que lui, de la seule pièce de monnaie qui devait servir le lendemain à sa subtistance ! Et parmi les personnes à peine au dessus de l'indigence, combien n'en voyez-vous pas se dépouiller du fruit pénible de leur travail, sacrifiant tout d'un coup les économies de plusieurs semaines, de plusieurs mois, de plusieurs années peut-être, pour venir au secours de leur semblable, s'exposant souvent ainsi à la misère la plus affreuse pour le reste de leurs jours ! Mais voyez au contraire avec quelle circonspection le riche laisse tomber une miette de sa table ! Voyez comme il tremble d'absorber son simple revenu, même pour sauver la famille la plus intéressante, ou pour seconder les efforts de l'homme de génie luttant contre l'adversité par l'effet même de sa vertu ! Je ne parle point ici de ceux qui, après avoir refusé à l'indigence l'obole de la charité, vont prodiguer des trésors sur une table de jeu, ou dans

des dîners somptueux, ou chez une courtisane. Non : j'en appelle aux *bons* riches, à ceux qui ont toujours porté un cœur sensible, mais qui ont tour-à-tour connu la prospérité et l'infortune, et je leur demande si leur sympathie ne *fut* pas bien plus vive envers les malheureux lorsqu'ils étaient eux-mêmes près de l'indigence que lorsqu'ils furent rentrés dans la classe des riches.

Ce n'est pas seulement d'une manière négative pour les sentimens d'humanité que se manifeste ce premier effet d'une grande inégalité des richesses. Outre l'anéantissement ou la diminution des affections bienveillantes, cette position respective des individus fait nécessairement naître d'un côté le désir de domination, et de l'autre un sentiment d'envie et de haine. Ces deux derniers sentimens deviennent même souvent l'apanage du riche contre le pauvre, aussi bien que du pauvre contre le riche; car le riche envie et déteste le pauvre qui veut s'élever au-delà d'une certaine sphère, et ses idées sont tellement faussées à cet égard qu'une telle tentative lui semble un attentat à ses propres droits, une sorte d'outrage, une violation même de la justice. Ainsi, pauvres et riches, tous se regardent comme des ennemis, et ils agissent en conséquence toutes les fois qu'ils croient pouvoir le faire avec impunité.

Que dirai-je maintenant, Monsieur, des vices qu'entraîne également l'excès de la richesse et celui de la misère?... Quant à l'excès de richesse, qui dispense son possesseur de tout travail utile, il suffit presque de rappeler ce proverbe aussi vrai que profond : L'oisiveté est la mère de tous les vices. En effet, l'homme ne peut exister longtemps sans faire un exercice quelconque de ses facultés, et s'il n'est occupé à faire le bien il le sera d'une manière nuisible, car il n'est pas d'action complètement indiffé-

rente. N'ayant plus de désirs modestes et légitimes, il en aura nécessairement d'immodérés et d'injustes qu'il voudra satisfaire à tout prix. Pour y parvenir, tantôt il emploiera la violence ouverte et tantôt la ruse et la corruption; il contractera toutes les habitudes vicieuses et tous les sentimens immoraux; il sera intempérant, débauché, il sera vain, présomptueux, insolent envers le faible, mais humble et servile envers les plus puissans que lui. Ainsi, l'homme est nécessairement corrompu et rendu misérable par l'effet même d'une richesse excessive. Et quant à l'excès contraire, celui de la pauvreté, il produira également une foule de vices particuliers, tandis qu'une funeste réaction des vices du riche se fera sentir jusques dans les mœurs du pauvre, pour le rendre toujours plus malheureux. Désespérant d'atteindre à la considération publique malgré la meilleure conduite, privé de la jouissance des plaisirs intellectuels et voulant s'étourdir sur sa position, il deviendra ivrogne, crapuleux et débauché. Entraîné par l'exemple de ceux qu'il a lui-même la sottise de croire ses supérieurs, il prendra le goût de toutes les jouissances de vanité, autant du moins que sa malheureuse condition le permettra. Comment n'en serait-il pas ainsi? Il ne voit de considéré, d'exalté dans l'opinion que les choses de fantaisie, ou que l'étalage du luxe et du faste. Pourquoi, par exemple, dans les grandes villes, tant de jeunes personnes, même des classes au-dessus des premiers besoins, se livrent-elles à la prostitution? C'est qu'elles voient la courtisane, élégamment parée, nager dans l'or, recevant même des hommages, tandis qu'on traite avec dédain la fille modeste et laborieuse qui, par son travail, peut à peine se procurer la nourriture et le vêtement le plus grossier. D'ailleurs, qu'entend-on répéter chaque jour dans le

monde, lorsqu'on parle des classes *inférieures*? Ah! ce n'est qu'un paysan, ce n'est qu'un ouvrier, ce n'est qu'un petit marchand! et le paysan, et l'ouvrier, et le petit marchand poussent l'absurdité jusqu'à répéter eux-mêmes de telles phrases de mépris! Ce n'est pas tout encore : leurs mœurs ainsi que leurs actions sont mesurées sur une semblable échelle d'appréciation; et tous, dans leurs divers degrés, ont la sottise et le malheur de se rabaisser les uns les autres. Ils dédaignent tour-à-tour la classe qu'ils regardent comme inférieure à la leur, tandis que, pour comble d'inconséquence, ils se plaignent avec amertume des dédains des classes au-dessus d'eux. C'est ainsi que mille erreurs et mille maux divers découlent à la fois du seul fait d'une extrême inégalité dans la distribution des biens. Ainsi, riches et pauvres, puissans et faibles, tous se corrompent réciproquement, tous semblent lutter à qui deviendra toujours plus injuste et toujours plus malheureux.

Je terminerai par une dernière considération cette faible esquisse des maux résultant du faux état de la propriété : c'est qu'en détruisant les rapports légitimes de nos actions, et en forçant à des moyens immoraux pour soutenir un principe illégitime, on confond toutes les notions de la vertu et du vice, du juste et de l'injuste, des droits et des devoirs. Il ne reste plus de type naturel auquel on puisse reporter la moralité des actions. Toutes ces vaines maximes qu'on prêche du haut des chaires, qu'on prodigue dans les livres, que les parens répètent à leurs enfans, sont en contradiction continuelle avec presque tous les faits qui nous entourent, avec la dispensation d'estime ou de mépris, avec la récompense ou la punition. L'on nous dit d'être vrais, et l'hypocrite seul prospère, tandis que

celui qui ose dire la vérité est persécuté ou tourné en dérision par ceux même qu'il a voulu servir. On nous dit d'être simples dans nos mœurs, et l'homme somptueux est seul honoré, et les chefs des peuples ne font consister leur grandeur que dans l'appareil du faste le plus immodéré. On nous dit d'être laborieux, et les professions utiles sont méprisées, tandis que l'oisif seul est complètement estimé, ou que l'on n'accorde quelque estime à certaines parties de la classe industrielle qu'à proportion qu'elles s'éloignent le plus des arts utiles. Que d'autres contradictions, que d'autres idées fausses ne pourrais-je pas citer encore, qui toutes viennent de la même source, de l'inégalité dans la distribution des richesses! Mais je ne veux pas insister davantage sur ce point, et je crois avoir assez fait sentir combien il est urgent d'examiner si l'on ne peut enfin placer la société sur de meilleures bases.

Pour préparer, autant que possible, dans cette première lettre, la solution d'un problême aussi important et aussi difficile, je crois devoir maintenant revenir en peu de mots sur une question particulière que j'ai indiquée plus haut, savoir quel est le principe qui préside à la distribution actuelle de la propriété, et s'il n'existe dans la nature humaine aucun autre principe qu'on puisse lui substituer d'une manière plus heureuse.

Le principe générateur de l'inégalité des biens, ainsi que de toutes les conséquences fatales qui découlent de cette inégalité, me semble être incontestablement l'esprit d'INDIVIDUALITÉ *exclusive*, qui nous fait rechercher notre bonheur indépendamment et trop souvent en dépit de celui des autres membres de la société. De là cette guerre continuelle d'intérêts entre les membres d'une même société; de là tous les sentimens hostiles qui divisent les

hommes; de là toutes les violences, toutes les fraudes; de là tous les crimes et tous les vices qui affligent l'humanité. C'est ce principe funeste que les amis de M. Owen en Angleterre, ont appelé le principe de la *compétition*, mot qu'on peut traduire en français par celui de *concurrence* ou plutôt de *rivalité*; et c'est à ce principe qu'ils opposent celui de la *coopération*, dans lequel il y aurait un concert perpétuel de tous les associés vers un seul et même but, l'accroissement du bonheur de tous. Mais il n'y aurait de résolue qu'une partie très-imparfaite du problème, si cette coopération dans les travaux n'était pas accompagnée de la *communauté* de jouissance des produits, basée sur l'*égalité*; car dès l'instant que les fruits de la production seraient morcelés par le partage individuel, ou distribués inégalement dans la communauté, on verrait bientôt renaître le germe de toutes les divisions. Alors même la coopération cesserait bientôt; ou s'il en restait quelques traces pour certains objets, elle deviendrait le plus puissant auxiliaire des spoliateurs de la classe industrielle. Que sont actuellement, par exemple, les armées permanentes, quant à l'emploi de la force coërcitive, que sont les compagnies monopolistes, quant à certaines branches de la production, si ce n'est des sociétés coopératives *partielles*, souvent très-habilement organisées? Mais elles sont précisément funestes au lieu d'être salutaires, parce qu'elles rentrent d'un côté dans le système individuel, auquel elles prêtent une nouvelle force, et parce qu'elles manquent du complément nécessaire à tout établissement vraiment *social*, le concert de tous les membres de la société dans *tous les actes de leur existence*. Ce n'est point encore ici le lieu de démontrer que rien ne répugne dans notre nature à ce genre d'organisation, mais qu'au contraire nous sommes doués de

propensions qui, mieux dirigées, nous y conduiraient inévitablement, et je n'ai présenté cette dernière série d'idées que pour faire entrevoir toute la portée du nouveau système.

Je crois pouvoir maintenant, sans autre développement préliminaire, exposer les traits principaux du plan de M. Owen.

La liberté la plus illimitée doit présider à l'établissement de toute communauté coopérative. Nul ne pourra jamais être forcé d'en faire partie ni d'y rester; et toute personne aura droit en sortant non-seulement à la somme ou autre valeur qu'il y aura apportée, mais encore à sa part proportionnelle dans l'accroissement du capital social.

Outre cette entière liberté établie d'une manière directe, on n'emploiera jamais aucun moyen indirect de persuasion qui soit étranger au simple aperçu des intérêts physiques et moraux de chaque individu.

On aura la plus grande liberté de manifester sa pensée ou ses sentimens sur toute espèce d'objet; et en matière de culte, chacun pourra non seulement pratiquer celui qui lui paraîtra le plus convenable, mais encore s'abstenir de tout culte extérieur, si aucun d'eux n'est dans sa conviction; mais dans tous les cas, le plus grand respect est recommandé pour toute pratique ou opinions religieuses quelles qu'elles soient.

Tous les travaux seront volontaires, mais on prendra des mesures pour rendre aussi attrayantes que possible les occupations de la société, et l'on s'emparera de toutes les ressources des arts mécaniques pour l'exécution des travaux indispensables qui seraient dégoûtans, ou mal sains, ou trop pénibles.

La tendance constante de toute société coopérative est de devenir, aussitôt que possible, PROPRIÉTAIRE *du sol* sur lequel elle sera établie, ainsi que des *instrumens et capitaux* avec ou sur lesquels elle travaillera, afin qu'on ne puisse exercer contre elle le monopole des biens fonds et des capitaux, et pour qu'elle puisse ainsi jouir de *tout* le produit de son travail.

Il y aura COMMUNAUTÉ de *coopération* dans la création des produits, soit par le travail des mains, soit par l'application des facultés intellectuelles, chacun selon sa vocation particulière combinée avec l'intérêt *général*, mais le tout de gré à gré et par le seul effet de la persuasion.

Il y aura COMMUNAUTÉ dans la *propriété* de toutes les terres, maisons et autres objets attachés au sol à demeure fixe, ainsi que de tous les instrumens, matières premières réservées à la reproduction, et de tout autre objet connu sous le nom de capital, dans l'acception la plus étendue de ce mot, c'est-à-dire pour tout ce qui n'est pas destiné à la *consommation immédiate*.

Les objets destinés à la consommation immédiate seront pris dans un magasin COMMUN, et ne deviendront propres à chaque individu qu'au moment de cette destination. Quant aux objets qui ne se consomment pas entièrement de suite, mais dont l'*usage* est applicable à chaque individu, tels que les chambres d'habitation, le mobilier qui les garnit, les livres particuliers, etc., l'*usage* seul deviendra propriété particulière, selon certaines règles qui seront jugées les plus convenables.

La communauté administrera ses propres affaires, soit par elle-même, soit par des délégués révocables à volonté et dont les actes seront soumis à l'examen critique le plus illimité. Les droits et les devoirs de chaque membre adulte

sont égaux à cet égard, et ceux des *femmes* sont absolument les mêmes que ceux des hommes. Leur vote aura la même valeur, et elle pourront être élues à tout emploi compatible avec leur sèxe.

Tous les différens qui pourraient s'élever entre les membres de la communauté seront terminés dans son sein, par voie d'amiable composition, sans qu'il puisse y avoir jamais d'autre moyen de rigueur que celui du renvoi de la société; moyen auquel on ne recourra même qu'à la dernière extrémité, et seulement dans l'état provisoire des premiers établissemens.

L'éducation des enfans sera commune à compter de l'âge où les soins de la mère ne sont plus indispensables, mais sans rien enlever à la surveillance ni à l'exercice de la tendresse des parens. L'éducation aura pour base tout le domaine des véritables connaissances humaines, et même celui des beaux-arts ramenés au principe du plus grand bonheur de l'humanité. Elle comprendra la théorie ainsi que la pratique de toutes les sciences et de tous les arts utiles à l'homme en société. Les *orphelins* seront considérés comme les enfans de la société, et ils auront tous les mêmes droits que les autres enfans.

Afin de concilier la possibilité d'une bonne harmonie avec l'emploi et la découverte des procédés qui exigent la réunion d'un certain nombre d'individus, chaque communauté ne sera ni au-dessus ni au-dessous d'un certain nombre de membres. Provisoirement on a pensé que le *minimum* devait être de cinq cents et le *maximum* de deux mille.

On rentrera nécessairement dans le système général de la société politique à laquelle on appartiendra, soit pour le débouché de l'excédant de certains produits, soit pour

les relations de voisinage, soit enfin pour l'exécution des lois générales, auxquelles on restera toujours soumis.

On prendra des arrangemens pour que les membres de la communauté fassent au besoin des visites extérieures, et même des voyages lointains, et pour entretenir du reste toutes les relations utiles et agréables avec le reste de la grande société humaine

Tels sont, Monsieur, les articles fondamentaux d'une communauté coopérative, d'après le plan de M. Owen. Ce n'est point ici le lieu de faire voir en quoi ce plan diffère de celui d'autres communautés, soit anciennes, soit modernes, ce qui rentrera naturellement dans le cadre de ma prochaine lettre, qui sera consacrée à l'aperçu des principales tentatives faites dans ce genre ou dans un genre analogue. Je renvoie également à une de mes prochaines lettres quelques développemens sur les effets que nous croyons devoir attendre d'une telle organisation. Ainsi, je vais terminer cette longue épître, en réclamant de nouveau votre attention pour les suivantes, quoique j'aie quelque espoir qu'étant maintenant entré en matière, l'intérêt sera plus facile à soutenir.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE QUATRIÈME VOLUME.

MÉLANGES.

CORRESPONDANCE.

FIN DE LA TABLE.



